This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES

Ernest Mutschler

RECUEIL MANUEL ET PRATIQUE

DE

TRAITÉS, CONVENTIONS

ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES.

TOME SIXIÈME.

RECUEIL MANUEL ET PRATIQUE

DE

TRAITÉS, CONVENTIONS

ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES.

TOME SIXIÈME.

RECUEIL

MANUEL ET PRATIQUE

DE

TRAITÉS, CONVENTIONS

ET

AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES,

SUR LESQUELS SONT ÉTABLIS

LES RELATIONS ET LES RAPPORTS EXISTANT AUJOURD'HUI ENTRE LES DIVERS ÉTATS SOUVERAINS DU GLOBE, DEPUIS L'ANNÉE 1760 JUSQU'A L'ÉPOQUE ACTUELLE.

PAR

LE B^N CH. DE MARTENS ET LE B^N FERD. DE CUSSY.

TOME SIXIEME.

LEIPZIG
F. A. BROCKHAUS.

1856.

JX152
M3
v.6

AVERTISSEMENT.

Notre intention en publiant le VIe volume du *Recueil manuel et pratique de traités et conventions*, etc., était d'y réunir tous les actes internationaux qui ont été signés depuis la fin de l'année 1846 jusqu'à l'époque actuelle; mais le nombre de ces documents s'est tellement accru, pendant l'impression même du VIe volume, que nous nous sommes trouvés dans l'obligation de former un VIIe volume consacré aux actes des années 1852 à 1856. Ce VIIe volume est sous presse, et paraîtra incessamment.

DEUX-SICILES ET LE SAINT-SIÉGE.

Traité entre les Deux-Siciles et le Saint-Siége pour fixer les limites du royaume de Naples et des États romains, signé à Rome, le 20 septembre 1840.[1] 1840

IN NOME DELLA SANTISSIMA TRINITÀ.

La incertezza, in cui trovasi per vicende di tempi in molti punti la linea del confine, che separa lo Stato Pontificio dal Regno delle due Sicilie dal suo cominciamento alla riva del mare Tirreno fra i tenimenti di Fondi, e Terracina infino a quella del mare Adriatico alla foce del Tronto; incertezza che rimonta a lontani tempi; ha gravemente turbato al pari che turba tuttavia la pace, e la tranquillità delle popolazioni limitrofe, causa sempre rinascente di contese, e misfatti; e però di spiacevoli rinascenti reclamazioni tra i due Governi. Volendo quindi Sua Santità il Sommo Pontefice Gregorio XVI, e Sua Maestà Ferdinando II. Re del Regno delle due Sicilie dar opera a togliere la cagione di un tanto male, ed assicurare in conseguenza ai sudditi rispettivi il pacifico godimento delle terre confinanti hanno fermato di compiutamente definire tutte le questioni circa quelle parti di terre, che sono controverse presso la frontiera, e determinare chiaramente e stabilmente il confine dei due Regni con un atto solenne di reciproca utilità, il quale valga ad annodare tra loro sempre più strettamente la buona corrispondenza. A questo fine hanno essi eletto loro Plenipotenziarj.

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Art. I. La linea di confine, che divide il Regno delle due Sicilie dallo Stato Pontificio, sarà quella additata da striscia rossa sulla

[1] Quoique l'existence de ce traité nous fut déjà connue lors de l'impression du Ve volume de ce *Recueil*, ce ne fut toutefois qu'après sa publication que le texte complet de ce document nous parvint.

1840 carta topografica annessa al presente Trattato, la cui descrizione sottoscritta dai Plenipotenziarii medesimi si legge alla fine di questo medesimo Trattato.

Art. II. La fissazione del confine secondo la convenuta, e stabilita linea additata nell' articolo precedente non deve recare il minimo danno agli attuali padroni, e possessori dei fondi limitrofi riguardo ai loro diritti, possessi, e dominj; dovendo sempre rimanere inviolabili e sacre le proprietà. Il solo effetto della convenuta confinazione è quello di segnare chiaramente, e stabilmente la rispettiva giurisdizione governativa del territorio, dovendo i proprietarj essere sottoposti alla osservanza delle leggi dello Stato, nel quale si trovano i loro fondi.

Art. III. La linea di confine già convenuta, e segnata in rosso sulla carta topografica, di cui si è fatta parola nell' articolo I., e che è additata nella maggior parte da segni naturali, come monti di marcato profila nella sommità, fiumi, fossi, valli ec., ne' punti, dove questi segni naturali mancano, sarà fissata con termini artificiali aventi lo stemma Reale dalla parte, che guarda il Regno, e lo stemma Pontificio dalla parte rivolta alla Stato, conforme alla qui annessa figura.

Art. IV. Allorchè la linea di confine è additata da monti s'intende, che debba passare pe' punti più elevati di essi, cioè per le vette o scrime, ed all' opposto per le valli sarà confine quella linea, che passa pe' punti di maggior depressione, cioè nella unione di due versanti, i quali sogliono avere un piccolo corso di acque piovane chiamato Cunetta, sempre secondo la linea convenuta, e descritta nell' articolo I. Il confine segnato da fiumi, da fossi, da torrenti viene fissato nel mezzo del fiume, del fosso, del torrente, sicchè il dominio di ciascuno de' due Stati è dalla sponda infino alla metà della intera larghezza del letto. Quando poi le acque aprendosi novello cammino cambiassero il loro corso, non perciò il confine sarà variato, sempre rimanendo nel mezzo del letto antico, dovendosi con opere da eseguirsi subito in accordo dai due Governi fare, che le acque rientrino nell' antico letto. A fine che si riconosca con maggiore sicurezza, in caso di tali possibili deviazioni, la linea media dell' alveo abbandonato, saranno fin d'ora apposti due così detti controtermini, l'uno per parte ad eguale distanza dalla linea medesima in que' luoghi, in cui vi sia da temere con probabilità alcuna di queste deviazioni. Ciò pure avrà luogo in que' punti, ne' quali i corsi di acque o cominciano, o cessano di formare il confine dei due Stati. È vietata ogni opera, la quale possa distogliere, e gettare nel territorio opposto le acque.

Art. V. Per additarsi sul terreno la convenuta confinazione apponendosi i termini artificiali là dove manchino i naturali giusta l'articolo III. saranno destinati due Ingegneri, uno eletto dal Governo Pontificio, e l'altro dal Governo Napoletano, i quali si recheranno sopra luogo, ed imprenderanno, e compiranno tutt' i lavori necessarj. A quest' oggetto essi dipenderanni dai Plenipotenziarii, che hanno segnato il Trattato. Gl' Ingegneri agiranno di accordo tra loro, e adopereranno metodi, misure, ed istromenti uniformi. 1840

Art. VI. L'opera della confinazione sarà intrapresa immediatamente dopo la ratifica della presente convenzione, e dovrà essere menata a compimento nel più breve tempo possibile, che i Plenipotenziarii prescriveranno agl' Ingegneri esecutori.

Art. VII. Ove nella novella confinazione occorresse fare qualche lieve modificazione alla linea di confine descritta nell' articolo I. per ispeciali ragioni risultanti dalla esecuzione dei lavori, ciò non debbe punto alterare, o ritardare l'opera della confinazione, dovendo conciliarsi amichevolmente le differenze tra i Plenipotenziarii.

Art. VIII. Non si considererà come determinata la novella confinazione circa gli effetti legali che ne derivano, se non quando saranno intieramente apposti tutt' i termini lignei provisorj con annuenza dei due Plenipotenziarii. Verranno intanto compilati al più presto dei speciali regolamenti d'accordo tra i due Governi per i possidenti di terre presso il confino.

Art. IX. Perchè la convenuta confinazione rimanga per sempre salda, ed inviolata, ogni cinque anni dal giorno, nel quale sarà essa compita e promulgata, verrà visitata formalmente da due Commissarj, uno Pontificio, e l'altro Napoletano, i quali d'accordo dovranno riferire ai due Governi, se lo stato dei confini risponda pienamente alle piante levate nella determinazione di questi, di che si formera atto pubblico, e legale.

Art. X. Quando per effetto della visita quinquennale si scorgerà il bisogno di restaurare uno, o più termini artificiali, i Commissarj visitatori potranno procedere senza indugio a tale restaurazione, facendone rapporto ad entrambi i Governi. Ma ove si osservasse alterazione di confine per divellimento, o remozione de' termini, essi dovranno soltanto farne rapporto ad entrambi i Governi, che d'accordo daranno i convenevoli provvedimenti.

Art. XI. I Commissarj visitatori avranno altresì la facoltà di far disgombrare i termini dall'erbe, arbusti, o macchie che vi fossero allignati dappresso, e che rendessero nascosto il confine.

Art. XII. Le spese occorrenti per la determinazione del confine, e l'apposizione de' termini artificiali, nonchè per la loro restaura-

1840 zione e manutenzione, saranno sostenute egualmente da entrambi gli Stati. Per tali spese del pari si formerà apposito regolamento anche d'accordo tra i Plenipotenziarii.

Art. XIII. Seguita l'apposizione dei termini lignei provvisorj si daranno dall' uno, e dall' altro Governo gli opportuni provvedimenti di pubblica amministrazione per le corrispondenti modifiche nel catasto, e per la circoscrizione territoriale ne' punti, ne' quali avvengano passaggi di terre, e di abitanti sotto nuova giurisdizione e dominio, dall' una, e dall' altra parte.

Art. XIV. I sottoscritti Plenipotenziarii rimangono incaricati della esecuzione di quanto nel presente Trattato è stabilito.

Art. XV. Dal dì della pubblicazione del presente Trattato non vi sarà più luogo a veruna reclamazione, e rimane estinta ogni azione penale pe' reati apposti a'sudditi dell' uno, e dell' altro Stato a causa di violazione di territorio.

Art. XVI. Il presente Trattato sarà ratificato, e le ratifiche ne saranno cambiate a Roma nello spazio d'un mese, o più presto se si potrà. In fede di che noi Plenipotenziarii rispettivi lo abbiamo sottoscritto, e vi abbiamo apposto il suggello delle nostre armi.

DESCRIZIONE

Dell' andamento del confine giurisdizionale da sud-ovest al nord-est, cioè dal Mar Tirreno all' Adriatico fra gli Stati della S. Sede, e quelli di S. M. Siciliana ; confine convenuto fra i Plenipotenziarii di ambe le Corti, additato con linea rossa nelle qui annesse 15 tavole.

Comincia il confine dal punto, dove il canale di Canneto mette foce nel Mar Tirreno, e radendo la sponda destra occidentale del canale medesimo giunge al lago di Fondi. Diviene quindi confine la sponda del medesimo lago, ed indi il fosso di campagna o di confine. Da questo fosso il confine percorre l'Epitaffio, il Colle Petroccia, i Monti Pala, o Pagliarella, Cervaro, Romano, Ceraso, Tavanese, Fato, Marino, Calvo, e la Tiglia. Quindi attraversando Acquaviva diruto, giunge alla terra quivi controversa, della quale percorre la parte settentrionale fino alla Quercia del Monaco. Passa dipoi pel monti Chiavino e Santuccio per Serra di Viggiano o Visciano, Monte Calavoli o Calovelli, Costa del Sole, Colle o Scrime di S. Cataldo, Madonna della Macchia, Fico-trabocca, Cerro-grosso, Colle-Sellarino, Monte Vallangelo. Passando il confine per la valle delle Sorbe, o Valle Incarico, procede per uno stradino, ed entra nella gola fra il

Monte-Macerino o Moccarime dello Stato Pontificio, ed il Monte della Madonna della Guardia o della Grazia del Regno, d'onde si estende insino alla confluenza de' fiumi Tolero, e Liri. Il medesimo fiume Liri forma poscia il confine, il quale appresso lasciando il fiume, torce al nord-est, ed indi al nord-ovest, come trovasi attualmente, e ripigliando il fiume medesimo, lo percorre insino al punto dove in esso confluisce il Rio. Di qui il confine percorre il Rio medesimo, ed indi il fosso della Taverna, e il Vallone S. Cipizio o del confine sino alla sua origine, d'onde ascende ai Castelloni o Monte Corneto, cedendosi dal Regno allo Stato Pontificio la terra, che trovasi alla destra dei detti Fossi della Taverna, e di S. Cipizio. Passa dipoi per la Crocella o Crocetta, Roccagelardi, Gorgone di Faito, Costa del Faggio Grosso, Cima del Monte delle Scalelle, Monte dell' erba, Guado, Monte Acerno, Costa-Calda, Monte-Centurione, Monte-Breccioso, Pietra-Rea, Serra di Valle Fredda, Monte Petrillo, Costa del Faggio, Pietra Rotondaria, Monte-Pazzottello, Monte Crepacuore, Forchetta della meta, fosso-Comune, Scrima delle Serre, Cavuto, Serra di S. Antonio, Macera di Pietra, Volubrella, Serra di Staffoli, Monte Ceraso, Serra di Cappadocia, o il Fosso-Fioja sino a Bocca la Croce. Appresso passa il confine per Monte Morrone e Serra di Monte Spino, procede insino a Colle-Campanile, di là al Fosso Riotorto, percorrendo questo fosso medesimo, indi il Fosso Sisara, il fiume Turano, il Fosso Liberani o dell' Acquaviva, il Fosso di Casali, i punti detti Quadrucci, li Pantani, li Caprini o Caprilli, Strada Caprini o Caprilli, Macera dell' Uomo-Morto, Monte Collalto, Ara Porta-Lepre, Rio di Melo-Morcacciano, Pontoni, Fosso-Rio d'Angelo o Riangoli, Piano Mantrile, il Tasso, Fosso, o Rio Mastrisco, Rio Fera insino al Salto. Forma poscia confine questo fiume sino alla sua foce nel Velino. Si cede quindi dallo Stato Pontificio al Regno la terra, che trovasi alla riva destra del Salto co' paesi di *Offedio e S. Martino.* Ed il Regno cede allo Stato Pontificio i tratti di terra posti alla riva sinistra del fiume medesimo col vilaggio *Le Casette.* Seguita poscia il confine per il breve tratto del fiume Velino sino avanti il Monte dell' Esta, traversato il quale passa pel fonte di Puzzano, ed indi lasciando allo *Stato* l'osteria Marsili, torce all' ovest insino al colle Macchiole, e scende al Capo d'Acqua, dove incontra la strada denominata Pajana, Poggiana, o de' Carlucci, quella che mena cioè a Poggio Bustone, la quale diviene confine fino alla Fornace del Roscio. Questa strada rimane d'uso comune fra le popolazioni dell' uno, e dell' altro Stato. Indi passa il confine per Sasso o Balzo-Berardo, Costa Vaja, Colle-Vento, Patrassoni, Vette delle Cese, Banco-Comune, Colle-Quarantana, e giunto alle Portelle di Campersentino,

1840

1840 piega a destra nel modo delineato, va al Ferrucciame, alla Fonte di Ruzzo, si avvicina a S. Pietro (di Regno), lascia nello Stato la Madonna della Riccia, e giunto ad incontrare il territorio di Trimezzo, lascia l'antico confine volgendosi invece al nord-est, al limité della detta Terra, la quale però viene ceduta dallo Stato Pontificio al Regno col villaggio compresovi, chiamato parimenti *Trimezzo.* Dopo di che il confine passa, com'è attualmente, per Mont'Oro, Vena di Crocchia, Monte del Vitello, Monte-Ceraso, Monte-Utro, e Monte Fienile e Monte Cupelli, Monte dell'Arce, e scorre sulla costa di Pantani, fino alla Serra di Monti. Qui lascia l'antica linea, e spiegandosi a destra scende al Tronto per Valle-Luce, per il Fosso di Capo d'Acqua, che in quel fiume si scarica incontro la foce del Chiarino. Con siffatto cangiamento restano ceduti allo Stato Pontificio i paesi di *Tufo e Capo d'Acqua* con tutto il territorio compreso fra l'antica linea, e quella ora convenuta. Successivamente il confine assume per suo andamento il fiume Chiarino dopo attraversato il Tronto: cosicchè resta ceduta allo Stato Pontificio la terra che trovasi alla destra del medesimo fiume Chiarino, ov' è notato Casale Marino. Si mantiene poi il confine per il Chiarino suddetto fino alle sue sorgenti al luogo detto Macera della Morte. Volgesi poscia a Fonte Guidone scendendo pel Rivo formato da detto Fonte, si congiunge al fiume Castellano, che diventa confine sin dove in esso sbocca il fosso di Matteo Catillo, o Catello. Laonde vien ceduto al Regno il territorio pontificio, che trovasi alla destra del detto fiume Castellano co' villaggi e paesi, che in esso trovansi, di *Pietralta, Morrice, Collegrato, Vignatico e Vallone*; e d'altra parte cedesi allo Stato Pontificio il regio territoro posto alla sinistra di detto fiume coi villaggi di *Forcella e Vosci.* Dal mentovato punto di confluenza il confine percorre il fosso medesimo di *Matteo Catillo* o Catello. Viene quindi ceduta dallo Stato Pontificio al Regno la terra posta alla sinistra del detto fosso, dov' è il villaggio di *Villa-Franca.* Continua poscia il confine a percorrere il fosso medesimo, ed indi procedendo sempre a levante raggiunge il confine antico, che procede pel Rio, o torrente-Marino, chiamato anche Sasso; onde lo Stato Pontificio cede al Regno la terra che rimane all' sud dell' additata linea novella. Dal Marino scende il confine sin presso S. Cipriano, indi lasciando il Marino passa pel Piano-del-Vescovo e per Galluccio; indi percorre la strada diretta verso levante, e pel dorso de' Colli Cervinara scende al fiume Vibrata. Traversando poi questo fiume prosegue il confine attuale passando pe' Mattoni, contrada Santa Chiara, fosso dello Stancone insino al Tronto, donde questo fiume addita il confine sino alla sua foce nell' Adriatico,

cedendosi al Regno il paese pontificio di *Ancarano con tutto il suo territorio.* 1841

Fatto a Roma il ventisei settembre mille ottocento quaranta.

PORTE OTTOMANE ET VILLES ANSÉATIQUES.

Convention supplémentaire au traité d'amitié, de commerce et de navigation, du 18 Mai 1839, entre la Sublime Porte et les Villes libres anséatiques de Hambourg, Lubeck et Brême, signé à Constantinople, le 7 Septembre 1841, ratifiée le 10 Mars 1842.[1]

(En turc et en allemand.)

Art. I. Alle Rechte, Vorrechte und Freiheiten, welche den Hanseatischen Bürgern und Unterthanen oder Schiffen durch den bereits bestehenden Tractat verliehen sind, werden heute und für immer bestätigt, mit Ausnahme derjenigen, welche durch den gegenwärtigen Vertrag besonders werden modificirt werden, und es ist überdies ausdrücklich vereinigt, dass alle Rechte, Vorrechte, Befreiungen und Befugnisse, welche die Hohe Pforte den Schiffen und den Unterthanen irgend einer andern auswärtigen Macht heute gewährt oder in Zukunft gewähren wird, oder welche sie den Unterthanen oder den Schiffen einer andern Macht zu geniessen gestatten wird, gleicherweise den Hanseatischen Bürgern, Unterthanen oder Schiffen gewährt werden sollen, welche sie von Rechts wegen ausüben und geniessen sollen.

Art. II. Die Bürger und Unterthanen der freien und Hanseatischen Republiken, oder ihre Agenten, können von heute an in allen Theilen des Ottomanischen Reiches, sei es, dass sie damit im Innern Handel treiben wollen, sei es, dass sie sie auszuführen gedenken, alle Artikel ohne Ausnahme, welche Producte des Bodens oder der Industrie dieses Landes sind, kaufen.

Die Hohe Pforte verpflichtet sich förmlich, alle Monopole abzuschaffen, welche die Producte des Ackerbaues und alle andern Erzeugnisse ihres Gebietes treffen, so wie sie auch dem Gebrauch

[1]) Par une inadvertance regrettable, ce document n'a point trouvé place dans le vol. V de ce *Recueil*. Le texte du traité du 18 Mai 1839 se trouve à la page 587 du vol. IV.

1841 der Teskérés oder Erlaubniss-Scheine entsagt, welche von den Ortsbehörden zum Ankauf dieser Waaren, oder um sie von einem Orte nach einem andern zu bringen, wenn sie gekauft waren, verlangt wurden; jeder Versuch, der von irgend einer Behörde gemacht werden würde, um die Bürger oder Unterthanen zu zwingen, sich mit solchen Erlaubniss-Scheinen oder Teskérés zu versehen, soll als ein Bruch der Verträge betrachtet werden, und die Hohe Pforte wird alle Vesire oder andere Beamte, denen man einen solchen Bruch vorzuwerfen hätte, sogleich streng bestrafen, und sie wird die Hanseatischen Bürger oder Unterthanen für die Verluste oder Bedrückungen, von denen sie beweisen können, dass sie sie zu erleiden gehabt haben, entschädigen lassen.

Art. III. Die Hanseatischen Kaufleute oder ihre Agenten, welche irgend einen Gegenstand, welcher Product des Bodens oder der Industrie der Türkei ist, kaufen werden, in der Absicht, ihn zum Consumo im Innern des Ottomanischen Reiches wieder zu verkaufen, sollen bei dem Ankauf oder Verkauf dieselben Zölle bezahlen, welche unter ähnlichen Umständen von den Muselmännischen Unterthanen oder von den am meisten begünstigten unter denjenigen Rajas, welche den Binnen-Handel treiben, bezahlt werden.

Art. IV. Jeder Artikel, welcher Product des Bodens oder der Industrie der Türkei ist, und zur Ausfuhr gekauft wird, soll frei von jeder Art von Abgabe oder Zöllen nach einem beliebigen Verschiffungs-Ort durch die Hanseatischen Kaufleute oder ihre Agenten gebracht werden. Dort angekommen, soll er bei seinem Eintritt einen festen Zoll von 9 Procent von seinem Werthe bezahlen, anstatt der alten Binnenhandels-Zölle, welche durch den gegenwärtigen Vertrag abgeschafft werden. Bei seiner Ausfuhr soll er den Zoll von 3 Procent bezahlen, der vor Alters festgesetzt ist, und welcher fortbesteht.

Es versteht sich jedoch, dass jeder am Verschiffungs-Orte zur Ausfuhr gekaufte Artikel, welcher bei seinem Eintritt den Binnen-Zoll schon bezahlt hat, nur noch dem blossen ursprünglichen Zoll von 3 Procent unterworfen sein wird.

Art. V. Jeder Artikel, welcher ein Product des Bodens oder der Industrie der freien und Hanseatischen Republiken, oder der Staaten des Deutschen Bundes ist, und jede Waare, von welcher Art sie sein möge, welche auf Hanseatischen Fahrzeugen verschifft, und das Eigenthum der Hanseatischen Bürger oder Unterthanen ist, oder zu Lande oder zu Wasser aus andern Ländern durch die Obengenannten gebracht wird, soll nach wie vor in allen Theilen

des Ottomanischen Reiches ohne irgend eine Ausnahme gegen einen 1841
nach dem Werthe dieser Artikel berechneten Zoll von 3 Procent zugelassen werden.

Anstatt aller Binnen-Zölle, welche heut zu Tage von den besagten Producten oder Waaren erhoben werden, soll der Kaufmann, welcher sie einführen wird, sei es, dass er sie an dem Orte ihrer Ankunft verkauft, sei es, dass er sie in's Innere befördert, um sie dort zu verkaufen, einen Zusatz-Zoll von 2 Procent bezahlen. Wenn hernach diese Producte oder Waaren im Innern wieder verkauft werden, so soll von ihnen kein anderer Zoll, weder von dem Verkäufer noch von dem Käufer, noch von demjenigen, der sie, nachdem er sie gekauft, in das Ausland zu befördern wünscht, gefordert werden.

Die Waaren, welche in einem Hafen den alten Einfuhr-Zoll von 3 Procent bezahlt haben, können frei von jedem Zolle nach einem andern Hafen geschickt werden, und erst, wenn sie dort verkauft oder von dort nach dem Innern des Landes gefördert werden, soll der Zusatz-Zoll von 2 Procent entrichtet werden.

Es versteht sich übrigens, dass von den Regierungen der freien und Hanseatischen Republiken nicht beabsichtigt wird, weder durch diesen Artikel, noch durch irgend einen andern des gegenwärtigen Vertrags über den natürlichen und bestimmten Sinn der gebrauchten Ausdrücke hinaus etwas zu stipuliren, oder in irgend einer Weise die Regierung S. K. M. der Ausübung ihrer Rechte innerer Verwaltung zu berauben, insofern nämlich diese Rechte den Bestimmungen des Tractats, und den durch gegenwärtigen Vertrag den Hanseatischen Bürgern und Unterthanen und ihrem Eigenthum bewilligten Vorrechten keinen Eintrag thun.

Art. VI. Die Hanseatischen Bürger oder Unterthanen, oder ihre Agenten, dürfen in allen Theilen des Ottomanischen Reiches mit den aus fremden Ländern eingeführten Waaren ungehindert Handel treiben; und wenn diese Waaren bei ihrer Ankunft blos den Einfuhr-Zoll bezahlt haben, so soll der Hanseatische Kaufmann oder sein Agent die Befugniss haben, damit Handel zu treiben, indem er den Zusatz-Zoll von 2 Procent bezahlt, dem er für den Verkauf der Waaren, die er selbst eingeführt hat, oder für ihre Weiterbeförderung in's Innere mit der Absicht, sie dort zu verkaufen, unterworfen sein wird. Ist diese Zahlung einmal entrichtet, so sollen diese Waaren frei von allen andern Zöllen sein, was auch die fernere Bestimmung sein möge, die ihnen gegeben wird.

Art. VII. Von den Hanseatischen Waaren, welche Product des Bodens oder der Industrie sowohl der freien und Hanseatischen

1841 Republiken als der Staaten des Deutschen Bundes sind, und von den Waaren, welche Product des Bodens oder der Industrie eines jeden andern fremden Landes sind, soll überall kein Zoll erhoben werden, wenn diese beiden Arten von Waaren auf Hanseatischen Schiffen, welche Hanseatischen Bürgern und Unterthanen gehören, verschifft, die Meerengen der Dardanellen, des Bosporus oder des Schwarzen Meeres passiren, sei es, dass diese Waaren auf den Schiffen bleiben, welche sie gebracht haben, oder dass sie auf andere Schiffe geladen werden, oder endlich dass sie anderswo verkauft werden sollen, und für eine bestimmte Zeit an's Land gebracht werden, um an Bord eines andern Schiffes geladen zu werden und ihre Reise fortzusetzen.

Alle Waaren, welche in die Türkei eingeführt werden, um nach andern Ländern gebracht zu werden, oder welche in den Händen des Importeurs bleiben und durch ihn nach andern Ländern befördert werden, um dort verkauft zu werden, sollen nur den ersten Einfuhr-Zoll von 3 Procent bezahlen, ohne dass man sie unter irgend einem Vorwande andern Zöllen unterwerfen könne.

Art. VIII. Die von den Hanseatischen Kauffahrteischiffen bei ihrer Durchfahrt durch die Dardanellen und durch den Bosporus verlangten Firmane sollen ihnen immer auf eine Weise, welche ihnen den mindest möglichen Aufenthalt verursacht, überliefert werden.

Art. IX. Die Hohe Pforte willigt ein, dass die durch den gegenwärtigen Vertrag gebildete Gesetzgebung in allen Provinzen des Ottomanischen Reiches ausführbar sei, das heisst in den Besitzungen S. K. Ottomanischen Majestät in Europa, in Asien, in Aegypten und in allen andern Theilen von Afrika, welche der Hohen Pforte gehören, und dass sie auf alle Klassen Ottomanischer Unterthanen anwendbar sei.

Art. X. Um jeder Schwierigkeit und jedem Aufenthalt in der Abschätzung des Werthes der durch Hanseatische Bürger oder Unterthanen in die Türkei eingeführten, oder aus den Ottomanischen Staaten ausgeführten Waaren vorzubeugen, ist man übereingekommen, dass man annehmen will, wie man von jetzt an, und zwar nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Tractats annimmt, den Tarif, welcher in Gemässheit der Bestimmungen des Englischen Vertrags abgefasst ist, und welcher in Grossherrlicher Münze die Summe feststellt, welche die Hanseatischen Bürger und Unterthanen von dem Werthe aller durch sie eingeführten oder ausgeführten Handelsartikel als Zoll von 3 Procent bezahlen sollen, so wie die billige Berechnung der Binnen-Zölle, denen der gegenwär-

tige Vertrag die zur Ausfuhr bestimmten türkischen Waaren und 1841
Producte unterwirft.

Der so angenommene Tarif soll während sieben Jahre, von dem Austausche der Ratificationen an gerechnet, in Kraft bleiben. Nach dieser Frist soll jeder der Hohen contrahirenden Theile das Recht haben, die Revision desselben zu fordern. Wenn aber während der sechs Monate, welche auf den Ablauf der ersten sieben Jahre folgen werden, weder der eine noch der andere sich dieser Befugniss bedient, so soll der Tarif für sieben andere Jahre, von dem Tage an gerechnet, wo die ersten abgelaufen sind, gesetzliche Kraft behalten, und eben so soll es am Ende jeder folgenden Periode von sieben Jahren sein.

Schluss. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt werden; die Ratificationen desselben sollen zu Constantinopel in dem Zeitraum von sechs Monaten, oder wenn möglich früher, ausgetauscht werden; er soll jedoch sogleich bei dem Austausche der Ratificationen anfangen, in Ausführung gebracht zu werden.

Nachdem die zehn voranstehenden Artikel verabredet und beschlossen sind, ist die gegenwärtige Acte von uns unterzeichnet und besiegelt worden, und sie ist Sr. Excellenz dem Bevollmächtigten der Hohen Pforte übergeben worden, im Austausch derjenigen, welche er selbst uns übergiebt.

So geschehen u. s. w.

BELGIQUE ET PERSE.

Traité d'amitié et de commerce entre la Perse et la Belgique, signé à Constantinople le 14 Juillet 1841, ratifié le $\frac{\text{22 Octobre}}{\text{30 Décembre}}$ *1842.*[1]

AU NOM DE DIEU.

Louange à Celui dont la sagesse se manifeste dans le monde par la conclusion des traités, et dont la volonté suprême contribue à établir des rapports d'amitié parmi les peuples de l'univers.

[1] C'est dans le deuxième *supplément* du *Recueil des traités et conventions concernant le royaume de Belgique* (dont le 1er volume a paru à Bruxelles en 1850) publié par M. Désiré Garcia de la Vega (docteur en droit et secrétaire de légation en Belgique)

1841 Les hommes sages et pénétrants, ainsi que les personnes douées d'intelligence et de perspicacité n'ignorent point que le Seigneur des humains a confié l'administration des intérêts de ce monde aux mains fermes de souverains justes et équitables, afin que leurs sujets respectifs pussent se procurer les moyens d'existence et obtenir l'accomplissement de leurs vœux et de leurs désirs, en marchant dans le sentier d'une amitié et confiance réciproque, et en s'écartant du chemin de l'inimitié et de la mauvaise foi.

Par le présent écrit, on fait savoir que Sa Majesté, aussi élevée que l'étoile de Saturne, qui réunit le haut caractère de Jupiter à la faveur de Mars, en même temps qu'elle possède la splendeur du soleil et l'éclat de Vénus, la prudence de Mercure et le brillant de la Lune, le maître des provinces bien gardées d'Iran, le successeur du trône de la couronne des Sultans Kaïaniens, l'ordre de Dieu sur la terre, le refuge de l'islamisme et des vrais croyants Mahmud-Chach (que Dieu perpétue son règne !), d'une part,

Et Sa Majesté, aussi élevée que le ciel, celui dont le haut rang et le pouvoir sont aussi bien établis que les arrêts irrévocables du destin, le Roi de toutes les provinces de Belgique, Léopold (que Dieu perpétue son règne !), d'autre part ;

Désirant également établir des rapports d'amitié et de bonne intelligence mutuelle, à l'effet de contribuer à l'aisance et au bien-être de leurs sujets respectifs, en ouvrant de débouchés avantageux de commerce à tous les peuples commis à leur domination, ont résolu de conclure, entre leurs hautes cours, un traité de commerce et d'amitié ; et à cet effet la haute cour d'Iran a nommé pour son plénipotentiaire (*suit le nom et le titre du plénipotentiaire*) et Sa Majesté le Roi et Padischah de Belgique a désigné pour son plénipotentiaire (*suit le nom et le titre du plénipotentiaire*) ; lesquels, après avoir échange leurs pleins-pouvoirs, ont arrêté et signé le présent traité, contenant les sept articles suivants :

Art. I. Il y aura désormais amitié perpétuelle entre les États et sujets de la haute cour d'Iran et les États et sujets du royaume de Belgique.

Art. II. Les sujets des deux hautes cours pourront en toute sûreté aller et venir dans les États de l'une et de l'autre, louer des maisons, des boutiques et des magasins pour leur demeure et affaires de commerce sans qu'il y ait apporté aucun empêchement de la part des employés du gouvernement, et il sera accordé aux individus

que le texte de ce traité a été publié pour la première fois. — Le préambule de cet acte international étant, dans la forme tout-à-fait spécial à la Perse, nous avons cru devoir ne pas le supprimer.

et sujets respectifs les plus grands égards et considérations, en 1841
même temps qu'ils seront protégés et préservés de tout dommage. En cas de guerre de l'une des hautes puissances avec une autre, il ne sera porté atteinte en aucune manière à l'amitié et bonne intelligence qui existera perpétuellement entre les deux cours.

Art. III. Les sujets des deux hautes cours qui, en qualité de commerçants ou de voyageurs, se rendront dans leurs possessions respectives, y seront accueillis à leur arrivée et pendant leur séjour, avec égard et distinction, et ils seront exemptés de toute taxe ou *taksim* (impôt). Les marchands belges qui importeront ou exporteront des denrées en Perse, ne payeront qu'un seul droit de douane, et en un seul endroit, sur le pied de 5 pro cent de la valeur et rien de plus ; et réciproquement les marchands persans qui importeront ou exporteront des denrées en Belgique seront traités et payeront d'après le tarif et sur le pied des nations favorisées, comme la France et l'Angleterre.

Art. IV. Les sujets belges qui dans le but de voyager ou d'exercer le commerce, voudront visiter les États de la haute cour d'Iran, obtiendront, pour leur sécurité, les commandements impériaux et des passeports, au moyen desquels ils ne rencontreront aucun obstacle et trouveront protection et assistance.

Art. V. La haute cour d'Iran permettra que deux agents commerciaux soient nommés de la part de la haute cour de Belgique pour résider à Tauris et Téhéran et y surveiller les inférêts des sujets de leur gouvernement.

La cour d'Iran aussi pourra, lorsqu'elle le voudra, nommer des agents commerciaux dans les villes de Bruxelles et d'Anvers.

Art. VI. Dans le cas de contestation ou de procès, pour des relations d'affaires entre les sujets des deux hautes cours, la cause ne pourra être jugée qu'en présence de l'agent commercial ou du drogman de leur gouvernement, et conformément à la loi et aux usages du pays. Si l'un des sujets des deux puissances est réduit à l'état de faillite ou de banqueroute, on procédera à l'examen et à la vérification de ses biens et effets pour être répartis parmi ses créanciers au *pro rata* de leurs créances.

En cas de décès d'un des sujets des deux hautes parties contractantes, ses biens seront remis à l'agent commercial de son gouvernement.

Art. VII. Le présent traité sera, s'il plait à Dieu, observé fidèlement de part et d'autre à perpétuité, sans qu'il soit porté atteinte, en aucune manière, à ses articles.

Le présent traité d'amitié et de commerce, dressé en deux

1842 liquidacion correspondiente, y hacer el justo reparto á prorata entre sus acreedores, quienes deberán al fin de todos estos actos entregar las obligaciones que poseyeren despues de haber recibido su contingente.

Si falleciese algun súbdito de ambas Córtes, el Agente comercial respectivo se hará cargo de cuanto á aquel perteneciere, á fin de que despues de satisfacer las deudas que dejare el difunto, haga de todo ello el uso oportuno con arreglo á las leyes y costumbres de su país.

Art. VI. En caso de guerra entre una de las dos altas Partes contratantes y cualquiera otra Potencia, no se seguirá por este solo motivo el menor menoscabo ni alteracion á la buena inteligencia ni á la firme y sincera amistad que deberán subsistir para siempre jamás en tre las altas Córtes de España y de Iran.

Art. VII. El presente tratado de amistad y de comercio será, con el favor de Dios, fielmente observado y mantenido recíproca y perpetuamente, y sin que sufra su contenido el menor detrimento ni contravencion, y los Plenipotenciarios de las dos altas Partes contratantes se comprometen á cangear las ratificaciones respectivas en Constantinopla en el término de cinco meses, ó antes si fuere posible.

CONCLUSION.

Quedando estos siete artículos estipulados y consentidos por ambas partes en el modo y forma que precede, los dos Plenipotenciarios precitados han consentido el presente tratado, extendido en dos copias, firmada y sellada cada una de ellas en sus respectivos idiomas, y han cangeado entre sí el instrumento auténtico correspondiente.

Hecho en Constantinopla el dia cuatro de Marzo de mil ochocientos cuarenta y dos, y de la Egira el veinte y uno Muharrem de mil doscientos cincuenta y ocho.

(*Signatures des plénipotentiaires.*)

GRÈCE ET OLDENBOURG. 1842

Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Grand-Duché d'Oldenbourg, signé à Athènes le $\frac{20 \text{ Avril}}{2 \text{ Mai}}$ 1842.[1]

Art. I. Den Unterthanen der beiden hohen contrahirenden Theile soll es freistehen, in den am Ufer des Meeres oder der Flüsse im Gebiete des Anderen belegenen Häfen und andern Landungsplätzen, überall wo der Handel mit dem Ausland erlaubt ist, mit aller Sicherheit für ihre Personen, Schiffe und Ladungen frei zu landen.

Sie sollen daselbst sich aufhalten und in welchem Theil des gegenseitigen Gebiets es auch sei, ihren Wohnsitz nehmen, Häuser und Magazine für ihren Handel miethen und inne haben dürfen und überhaupt sowohl hinsichtlich ihrer Personen als ihres Eigenthums der vollständigsten Sicherheit geniessen, auch soll ihnen für ihre Handelsgeschäfte jeder Schutz, welchen dort die Einheimischen geniessen, unter der Verpflichtung zugestanden werden, dass sie sich den Gesetzen und Verordnungen des betreffenden Landes unterwerfen.

Art. II. Die Griechischen Schiffe, welche in Ballast oder beladen in die Häfen oder andere am Ufer des Meeres oder der Flüsse belegene Landungsplätze des Grossherzogthums Oldenburg einlaufen, sollen, woher sie auch immer kommen und von welchem Lande auch ihre Ladung herrühren möge, bei ihrer Ankunft, während ihres Aufenthalts und bei ihrer Abfahrt hinsichtlich der Tonnen-, Leuchtthurm-, Loots- und Hafengelder, wie auch der Gebühren der öffentlichen Beamten und aller und jeder sonstigen Abgaben oder Lasten, welche im Namen oder zum Vortheil der Regierung, der Localverwaltungen oder von Privatanstalten erhoben werden, auf gleichem Fusse mit den von demselben Orte kommenden einheimischen Schiffen behandelt werden, und umgekehrt sollen die Oldenburgischen Schiffe, welche in Ballast oder beladen in die Häfen des Königreichs Griechenland einlaufen, woher sie auch immer kommen und von welchem Lande ihre Ladung herrühren möge, bei ihrer Ankunft, während ihres Aufenthalts und bei ihrer Abfahrt hinsichtlich der Tonnen-, Leuchtthurm-, Loots- und Hafengelder,

[1] Le texte du traité ci-dessus n'a été publié qu'en 1847.

1842 sowie der Gebühren der öffentlichen Beamten, und aller und jeder sonstiger Abgaben oder Lasten, welche im Namen oder zum Vortheil der Regierung, der Localverwaltungen oder von Privatanstalten erhoben werden, auf gleichem Fusse mit den von demselben Orte kommenden einheimischen Schiffen behandelt werden.

Art. III. Alles, was gesetzlich in das Königreich Griechenland durch Griechische Schiffe eingeführt werden darf, soll daselbst auch in Oldenburgischen Schiffen, woher sie auch kommen und ihre Ladung mag in Erzeugnissen des Landes oder der Industrie des Grossherzogthums Oldenburg bestehen, oder aus irgend einem andern Lande herkommen, eingeführt werden dürfen, ohne dass sie andere oder höhere Abgaben oder Lasten irgend einer Art oder Benennung, welche im Namen oder zum Vortheil der Regierung, der Localverwaltungen oder von Privatanstalten erhoben werden, entrichten müssen, als wenn die Einfuhr in einheimischen Schiffen stattfände. Umgekehrt soll Alles, was gesetzlich auf Oldenburgischen Schiffen in das Grossherzogthum Oldenburg eingeführt werden darf, mag ihre Ladung von dem Boden oder der Industrie Griechenlands oder irgend eines andern Landes herrühren, durch Griechische Schiffe, woher sie auch kommen mögen, daselbst eingeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben oder Lasten irgend einer Art oder Benennung, welche im Namen oder zum Vortheil der Regierung, der Localverwaltungen oder von Privatanstalten erhoben werden, entrichten zu müssen, als wenn die Einfuhr in einheimischen Schiffen stattfände.

Art. IV. Alles, was gesetzlich aus dem Königreich Griechenland durch Griechische Schiffe ausgeführt werden kann, soll aus demselben in Oldenburgischen Schiffen, welche Bestimmung dieselben auch haben mögen, ausgeführt werden dürfen, ohne andere oder höhere Abgaben oder Lasten irgend einer Art oder Benennung, welche im Namen oder zum Vortheil der Regierung, der Localverwaltungen oder von Privatanstalten erhoben werden, zahlen zu müssen, als wenn die Ausfuhr auf einheimischen Schiffen stattfände. Umgekehrt soll Alles, was gesetzlich aus dem Grossherzogthum Oldenburg auf Oldenburgischen Schiffen ausgeführt werden darf, auch auf Griechischen Schiffen, welche Bestimmung dieselben auch haben mögen, ausgeführt werden dürfen, ohne andere oder höhere Abgaben oder Lasten irgend einer Art oder Benennung, welche im Namen oder zum Vortheil der Regierung, der Localverwaltungen oder von Privatanstalten erhoben werden, zahlen zu müssen, als wenn die Ausfuhr auf einheimischen Schiffen stattfände.

Art. V. Die Hohen Contrahenten sichern ein Jeder der Ein- und Ausfuhr, die mit den Schiffen des Anderen geschieht, jede Befugniss zur Niederlage, alle Prämien und Rückzölle zu, welche sie der Ein- oder Ausfuhr in dem Falle bewilligt haben würden, wenn sie auf den Schiffen irgend eines Staates geschehen wären. 1842

Art. VI. Man hat sich ausdrücklich dahin verständigt, dass die vorstehenden Artikel 2, 3, 4 und 5 nicht anwendbar sind auf die Küstenfahrt, d. h. auf den Transport der Erzeugnisse oder Waaren, die in einem Landungsplatz geladen werden, mit der Bestimmung für einen andern Landungsplatz desselben Gebiets; welche Schifffahrt sich Jeder der Hohen contrahirenden Theile vorbehält.

Art. VII. Jeder der Hohen contrahirenden Theile verpflichtet sich, bei seinen Ankäufen, so wie bei denen, welche von Gesellschaften oder Agenten, die in seinem Namen oder unter seiner Autorität handeln, vorgenommen werden, der Einfuhr auf eigenen Schiffen oder auf denen einer dritten Nation keinerlei Vorzüge vor der Einfuhr in Schiffen des andern Theiles zu gewähren.

Art. VIII. Als Griechische und Oldenburgische Schiffe sollen diejenigen angesehen werden, welche nach den in dem Lande, welchem sie angehören, geltenden Verordnungen fahren und besessen werden.

Art. IX. In den Häfen Griechenlands sollen auf die Boden- oder Industrie-Erzeugnisse des Grossherzogthums Oldenburg hinsichtlich der Ein- oder Ausfuhr keine Verbote oder Beschränkungen, noch irgend eine Abgabe, von welcher Art oder Benennung sie auch sei, gelegt werden dürfen, als in so weit solche Verbote, Beschränkungen und Abgaben ebenso auch auf die gleichartigen, aus irgend einem andern Lande herkommenden Gegenstände gelegt werden, vorausgesetzt dass die Ein- oder Ausfuhr auf Griechischen oder Oldenburgischen Schiffen geschieht. Umgekehrt sollen in den Oldenburgischen Häfen oder andern am Ufer des Meeres oder der Flüsse liegenden Landungsplätzen auf die Boden- oder Industrie-Erzeugnisse Griechenlands hinsichtlich der Ein- oder Ausfuhr keine Verbote oder Beschränkungen, noch irgend eine Abgabe, von welcher Art oder Benennung sie auch sei, gelegt werden, als in so weit solche Verbote, Beschränkungen und Abgaben auch auf die gleichartigen, aus irgend einem andern Lande herkommenden Gegenstände gelegt werden, vorausgesetzt, dass die Ein- oder Ausfuhr auf Griechischen oder Oldenburgischen Schiffen geschieht.

Art. X. Jede Befugniss zur Niederlage, alle Prämien und Rück-

1842 zölle, welche in dem Gebiet eines der Hohen contrahirenden Theile der Ein- oder Ausfuhr zur See oder auf den Flüssen hinsichtlich irgend eines Gegenstandes bewilligt werden möchten, sollen auch den gleichartigen Gegenständen, welche Erzeugnisse des Bodens oder der Industrie des anderen contrahirenden Theiles sind, zugestanden werden, wenn die Ein- oder Ausfuhr unter ihrer Flagge geschieht.

Art. XI. Man ist einverstanden, dass im Fall einer der Hohen contrahirenden Theile den rohen oder verarbeiteten Erzeugnissen eines anderen Landes eine beschränkte oder unbeschränkte Erlaubniss zur Ein- oder Ausfuhr, eine Befugniss zur Niederlage, eine Verminderung oder Erstattung von Abgaben, oder Prämien gegen Zusicherung gleicher oder anderer Handelsvortheile bewilligen würde, der Andere der Hohen contrahirenden Theile für seine gleichartigen Erzeugnisse dieselbe beschränkte oder unbeschränkte Erlaubniss zur Ein- oder Ausfuhr, dieselbe Befugniss zur Niederlage, Verminderung oder Erstattung von Abgaben, oder dieselben Prämien nur dann soll in Anspruch nehmen können, wenn er dieselben Vortheile anbietet, welche jenes andere Land bewilligt; und wenn er Vortheile von derselben Ausdehnung und Beschaffenheit nicht vorschlagen kann, erst nachdem er das Aequivalent dafür gewährt haben wird; und in dem letzten Fall wird er die Vortheile erst von der Zeit an geniessen, wo er sie seinerseits zugesichert hat.

Art. XII. Den Unterthanen eines jeden der Hohen contrahirenden Theile, welche mit ihren Schiffen an eine dem andern Theile gehörige Küste kommen, aber in den Hafen nicht einlaufen wollen oder, nachdem sie in denselben eingelaufen sind, nichts von der Ladung löschen wollen, soll es freistehen, wieder abzugehen und ihre Reise fortzusetzen, ohne andere Abgaben, Auflagen oder Lasten irgend einer Art zu bezahlen, als die Loots-, Kai- und Leuchtthurmgelder, wenn diese in denselben Fällen von den einheimischen Schiffen erhoben werden. Dabei versteht es sich jedoch, dass sie sich immer nach den für die einheimischen Schiffe jetzt oder künftig geltenden Vorschriften und Anordnungen in Bezug auf die Schifffahrt und die Plätze oder Häfen, wo sie anlanden dürfen, zu richten haben; und dass die Zollbeamten befugt sind, sie zu untersuchen, an Bord zu bleiben und die etwa erforderlichen Vorsichtsmassregeln zur Verhinderung eines unerlaubten Verkehrs während des Verweilens der Schiffe in dem Bezirke ihrer amtlichen Wirksamkeit zu ergreifen.

Art. XIII. Es ist ferner verabredet, dass die in die Häfen des

anderen Hohen contrahirenden Theils eingelaufenen Schiffe je nach 1842
dem Verlangen des Capitains oder Eigners sich darauf beschränken können, blos einen Theil ihrer Ladung zu löschen und mit dem Rest ungehindert weiter zu gehen, in welchem Falle sie die Abgaben, Auflagen und Lasten nur von dem an Land gebrachten, auf dem Landungs-Manifeste bezeichneten und durchgestrichenen Theile zu entrichten haben; welches Manifest bei der Zollbehörde des Orts, wo das Schiff gelandet ist, vollständig vorgelegt werden muss.

Es ist nichts zu entrichten für denjenigen Theil der Ladung, welchen das Schiff wieder mitnimmt und mit welchem es seine Reise nach einem oder mehreren anderen Häfen desselben Landes fortsetzen und dort über den Rest seiner Ladung, wenn sie aus Gegenständen besteht, deren Einfuhr erlaubt ist, gegen Bezahlung der darauf bezüglichen Abgaben verfügen oder auch nach jedem andern Ort sich begeben kann. Es ist jedoch wohlverstanden, dass die von den Schiffen selbst zu zahlenden Abgaben, Auflagen und Lasten aller Art im ersten Hafen, wo sie die Ladung brechen oder einen Theil derselben löschen, zu entrichten sind, dass ihnen aber keine ähnlichen Abgaben, Auflagen und Lasten in den Häfen desselben Landes, in welche die besagten Schiffe nachher einlaufen möchten, von Neuem abgefordert werden sollen, insofern nicht auch die einheimischen Schiffe in demselben Falle einigen weiteren Abgaben unterliegen sollten.

Art. XIV. Jeder der Hohen contrahirenden Theile gesteht dem anderen die Befugniss zu, in seinen Häfen und Handelsplätzen Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten zu unterhalten, welche allen Schutzes geniessen und allen erforderlichen Beistand erhalten sollen, um ihre Amtsobliegenheiten pflichtmässig erfüllen zu können. Sie behalten sich jedoch vor, den amtlichen Wohnsitz eines Consuls, Vice-Consuls oder Consular-Agenten an einem solchen Orte zu verweigern, welchen sie davon auszunehmen für dienlich erachten möchten.

Die Consuln jeder Art, welche von der bezüglichen Regierung in gehöriger Form ernannt worden sind und das Exequatur von derjenigen Regierung, in deren Gebiet sie residiren sollen, erhalten haben, sollen in den gegenseitigen Ländern sowohl hinsichtlich ihrer Personen als hinsichtlich der Ausübung ihrer Amtsverrichtungen derselben Vorrechte wie die Consuln der begünstigtsten Nationen geniessen. Dabei versteht es sich jedoch, dass, wenn diese Vorrechte anderen Nationen nur unter besonderen Bedingungen eingeräumt sind, die betreffende Regierung sie ebenfalls nur gegen

1842 Erfüllung derselben Bedingungen ansprechen kann. Uebrigens wird ausdrücklich erklärt, dass die besagten Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten im Fall eines gesetzwidrigen oder unangemessenen Benehmens gegen die Gesetze oder die Regierung des Landes, wo sie residiren, der Ausübung ihrer Amtsverrichtungen durch die verletzte Regierung unter Mittheilung ihrer Beweggründe an die andere Regierung enthoben werden können. Wohlverstanden jedoch, dass die Archive und Urkunden, die auf die Consulat-Geschäfte sich beziehen, vor jeder Untersuchung bewahrt bleiben und sorgfältig unter dem Siegel der Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten und der Obrigkeit des Orts, wo sie ihren Wohnsitz haben, aufbewahrt werden müssen. Die Consuln, Vice-Consuln und Handels-Agenten oder diejenigen, die gehörig ermächtigt sind, sie zu vertreten, sollen als solche das Recht haben, in den Streitigkeiten, welche zwischen den Capitainen und der Mannschaft von Schiffen der Nation, deren Interessen sie vertreten, vorkommen möchten, als Richter und Schiedsrichter zu dienen, ohne dass die Localbehörden dabei einschreiten dürfen, wenn nicht etwa das Betragen der Schiffsmannschaft oder der Capitaine die Ordnung oder die Ruhe des Landes stört, oder wenn nicht die gedachten Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten deren Dazwischenkunft zur Vollziehung oder Aufrechthaltung ihrer Entscheidungen in Anspruch nehmen.

Es versteht sich, dass durch diese Art der Aburtheilung oder schiedsrichterlicher Entscheidung die streitenden Theile des ihnen zustehenden Rechts, bei ihrer Rückkehr an ihre heimathliche Obrigkeit sich zu wenden, nicht beraubt werden sollen.

Art. XV. Die gedachten Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten sollen befugt sein, zum Zweck der Ergreifung, Festnahme und Verhaftung der Deserteure von Kriegs- oder Kauffahrteischiffen ihrer Länder die Hülfe der Ortsbehörden anzurufen; sie werden sich deshalb an die zuständigen Gerichte, Richter oder Beamte wenden und die erwähnten Deserteure schriftlich reclamiren, wobei sie durch Mittheilung der Schiffsregister oder Musterrollen oder durch andere amtliche Urkunden nachzuweisen haben, dass solche Individuen zu der erwähnten Mannschaft gehört haben; auf welche Beweisführung die Auslieferung nicht verweigert werden soll. Solche Deserteure sollen, wenn sie verhaftet werden, zur Verfügung der besagten Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten gestellt werden und können auf Antrag und auf Kosten derer, welche sie reclamiren, in den öffentlichen Gefängnissen festgesetzt werden, um auf die Schiffe, zu welchen sie gehören, oder auf andere Fahr-

zeuge derselben Nation gebracht zu werden. Wenn sie aber in 1842
dem Zeitraum von zwei Monaten, vom Tage der Verhaftung an gerechnet, nicht zurückgesendet werden, so sollen sie in Freiheit gesetzt und um derselben Sache willen nicht wieder verhaftet werden können.

Hiebei versteht es sich gleichwohl, dass, falls der Deserteur sich eines Verbrechens oder Vergehens schuldig gemacht haben sollte, seine Auslieferung bis nach gesprochenem und vollzogenem Urtheil des Gerichts, bei welchem die Sache anhängig ist, aufgeschoben werden kann.

Art. XVI. Wenn ein Schiff des einen der Hohen contrahirenden Theile an der Küste des anderen gestrandet, gescheitert sein oder sonst Beschädigung erlitten haben sollte, so wird den schiffbrüchigen oder sonst in Gefahr befindlichen Personen Hülfe und Beistand geleistet, und sollen ihnen Pässe zur Rückkehr in ihre Heimath ertheilt werden.

Die gestrandeten Schiffe und Güter, oder im Fall des Verkaufs deren Erlös, sollen, wenn die Reclamation binnen Jahr und Tag erfolgt, ihren Eigenthümern oder deren Rechtsvertretern gegen Entrichtung derjenigen Bergungskosten, welche in gleichem Falle die eigenen Schiffe des Landes zu bezahlen hätten, verabfolgt werden. Auch dürfen die Bergungsgesellschaften die Annahme ihrer Dienste nur in eben dem Falle und nach Ablauf der nämlichen Fristen verlangen, welche den Capitainen und Mannschaften des eigenen Landes zu statten kommen würden.

Die betreffenden Regierungen werden übrigens darauf achten, dass jene Gesellschaften sich keine Vexationen oder Willkürlichkeiten erlauben. Die geborgenen Gegenstände sollen der Bezahlung von Abgaben nur in so weit unterworfen werden, als sie in der Folge zum Verbrauch in dem Lande, wo der Schiffbruch stattgefunden hat, bestimmt werden sollten. Auf keinen Fall unterliegt das Takelwerk eines gestrandeten Schiffes einer Abgabe.

Art. XVII. Es ist verabredet, dass die Fahrzeuge, welche direct vom Königreich Griechenland in einem Hafen des Grossherzogthums Oldenburg oder von dem gedachten Grossherzogthum in einem unter der Herrschaft Seiner Majestät des Königs von Griechenland stehenden Hafen ankommen und mit einem Gesundheits-Certificat versehen sind, welches von dem zuständigen Beamten des Hafens, von dem die Fahrzeuge ausgelaufen sind, ausgestellt ist und welches bezeugt, dass keine bösartige oder ansteckende Krankheit in diesem Hafen herrscht, keiner anderen Quarantaine

1842 unterworfen sein sollen, als derjenigen, welche nöthig sein wird zur Untersuchung von Seiten des Gesundheits-Beamten des Hafens, wo die Fahrzeuge ankommen, worauf diesen Fahrzeugen gestattet werden soll, sofort einzulaufen und ihre Ladung zu löschen. Es wird jedoch vorausgesetzt, dass Niemand an Bord während der Reise von einer bösartigen oder ansteckenden Krankheit befallen worden, dass die Fahrzeuge während ihrer Ueberfahrt mit keinem Fahrzeuge, welches selbst einer Quarantaine unterliegen würde, im Verkehr gestanden haben, und dass die Gegend, woher sie kommen, zu der Zeit nicht so allgemein angesteckt oder verdächtigt sei, dass schon vor ihrer Ankunft eine Verordnung erlassen sein sollte, wonach alle aus dieser Gegend kommenden Fahrzeuge als verdächtig anzusehen und Folgeweise einer Quarantaine unterworfen sein würden.

Art. XVIII. Ausser den durch die vorstehenden Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags zugesicherten Vortheilen werden die contrahirenden Mächte den gegenseitigen Unterthanen alle Handels- und Schifffahrts-Vortheile zugestehen, welche sie irgend einer Nation bewilligen oder bewilligen werden und zwar unentgeldlich, wenn das Zugeständniss dieser Nation unentgeldlich gegeben ist, und gegen Gewährung derselben Gegenleistung oder eines Aequivalents, wenn das Zugeständniss bedingt gegeben ist. Im Falle es sich um ein Aequivalent handelt, sollen beide Gouvernements gehalten sein, ohne Verzug ein besonderes Uebereinkommen dieserhalb zu schliessen.

Art. XIX. Die in den vorstehenden Artikeln enthaltenen Vereinbarungen sollen von dem Tage an, wo die Ratificationen dieser Erklärung ausgetauscht sein werden, in Kraft treten und sechs Jahre von der gedachten Auswechselung an gerechnet, und noch weiter bis zum Ablauf von 12 Monaten nach einer von Einem der contrahirenden Theile dem Anderen in der Absicht, dieselbe ausser Wirksamkeit zu setzen, gemachten officiellen Benachrichtigung in Kraft bleiben.

Zur Urkunde dessen u. s. w.

CHINE ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. 1844

Traité de paix, d'amitié et de commerce entre l'empereur de la Chine et les États-Unis d'Amérique, signé à Wanghea, le 8 Juillet 1844, ratifié le 10 Décembre 1845.[1]

Art. I. There shall be perfect, permanent, and universal peace, and a sincere and cordial amity, between the United States of America on the one part, and the Ta Tsing empire of the other part, and between their people, respectively, without exception of persons or places.

Art. II. Citizens of the United States resorting to China for the purposes of commerce, will pay the duties of import and export prescribed in the tariff, which is fixed by and made a part of this treaty. They shall in no case be subject to other or higher duties than are or shall be required of the people of any other nation whatever. Fees and charges of every sort are wholly abolished; and officers of the revenue, who may be guilty of exaction, shall be punished according to the laws of China. If the Chinese government desire to modify in any respect the said tariff, such modifications shall be made only in consultation with consuls or other functionaries thereto duly authorized in behalf of the United States, and with consent thereof. And if additional advantages or privileges, of whatever description, be conceded hereafter by China to any other nation, the United States, and the citizens thereof, shall be entitled thereupon to a complete, equal and impartial participation in the same.

Art. III. The citizens of the United States are permitted to frequent the five ports of Kwangchow, Amoy, Fuchow, Ningpo, and Shanghai, and to reside with their families and trade there, and to proceed at pleasure with their vessels and merchandise to and from any foreign port and either of the said five ports, and from either of the said five ports to any other of them. But said vessels shall not unlawfully enter the other ports of Chine, nor carry on a clandestine and fraudulent trade along the coasts thereof. And any vessel belonging to a citizen of the United States which violates this

[1] Le sommaire de ce traité se trouve T. V, p. 395 de ce *Recueil*.

1844 provision, shall, with her cargo, be subject to confiscation to the Chinese government.

Art. IV. For the superintendence and regulation of the concerns of citizens of the United States doing business at the said five ports, the government of the United States may appoint consuls or other officers at the same, who shall be duly recognised as such by the officers of the Chinese government, and shall hold official intercourse and correspondence with the latter, either personal or in writing, as occasion may require, on terms of equality and reciprocal respect. If disrespectfully treated or aggrieved in any way by the local authorities, said officers on the one hand shall have the right to make representation of the same to the superior officers of the Chinese government, who will see that full inquiry and strict justice be had in the premises; and on the other hand, the said consuls will carefully avoid all acts of unnecessary offence to, or collision with, the officers and people of China.

Art. V. At each of the said five ports, citizens of the United States lawfully engaged in commerce shall be permitted to import from their own or any other ports into China, and sell there, and purchase therein, and export to their own or any other ports, all manner of merchandise, of which the importation or exportation is not prohibited by this treaty, paying the duties which are prescribed by the tariff hereinbefore established, and no other charges whatsoever.

Art. VI. Whenever any merchant vessel belonging to the United States shall enter either of the said five ports for trade, her papers shall be lodged with the consul or person charged with affairs, who will report the same to the commissioner of customs; and tonnage duty shall be paid on said vessel, at the rate of five mace per ton, if she be over one hundred and fifty tons burden; and one mace per ton, if she be of the burden of one hundred and fifty tons or under, according to the amount of her tonnage, as specified in the register; said payment to be in full of the former charges of measurement and other fees, which are wholly abolished. And if any vessel, which having anchored at one of the said ports, and there paid tonnage duty, shall have occasion to go to any other of the said ports to complete the disposal of her cargo, the consul, or person charged with affairs, will report the same to the commissioner of customs, who, on the departure of the said vessel, shall note in the port clearance that the tonnage duties have been paid, and report the same to the other custom houses; in which case, on entering another port, the said vessel will only pay duty there on her

cargo, but shall not be subject to the payment of tonnage duty a second time. 1844

Art. VII. No tonnage duty shall be required on boats belonging to citizens of the United States, employed in the conveyance of passengers, baggage, letters, and articles of provision, or others not subject to duty, to or from any of the five ports. All cargo boats, however, conveying merchandise subject to duty, shall pay the regular tonnage duty of one mace per ton, provided they belong to citizens of the United States, but not if hired by them from subjects of China.

Art. VIII. Citizens of the United States, for their vessels bound in, shall be allowed to engage pilots, who will report said vessels at the passes, and take them into port; and, when the lawful duties have all been paid, they may engage pilots to leave port. It shall also be lawful for them to hire at pleasure, servants, compradors, linguists, and writers, and passage or cargo boats, and to employ laborers, seamen, and persons for whatever necessary service, for a reasonable compensation, to be agreed on by the parties, or settled by application to the consular officer of their government, without interference on the part of the local officers of the Chinese government.

Art. IX. Whenever merchant vessels belonging to the United States shall have entered port, the superintendent of customs will, if he see fit, appoint custom-house officers to guard said vessels, who may live on board the ship or their own boats, at their convenience; but provision for the subsistence of said officers shall be made by the superintendent of customs, and they shall not be entitled to any allowance from the vessel or owner thereof; and they shall be subject to suitable punishment for any exaction practised by them in violation of this regulation.

Art. X. Whenever a merchant vessel belonging to the United States shall cast anchor in either of said ports, the supercargo, master or consignee, will, within forty-eight hours, deposite the ship's papers in the hands of the consul, or person charged with the affairs of the United States, who will cause to be communicated to the superintendent of customs a true report of the name and tonnage of such vessel, the names of her men, and of the cargo on board; which being done, the superintendent will give a permit for the discharge of her cargo.

And the master, supercargo, or consignee, if he proceed to discharge the cargo without such permit, shall incur a fine of five hundred dollars; and the goods so discharged without permit

1844 shall be subject to forfeiture to the Chinese government.—But if the master of any vessel in port desire to discharge a part only of the cargo, it shall be lawful for him to do so, paying duty on such part only, and to proceed with the remainder to any other ports.

Or, if the master so desire, he may, within forty-eight hours after the arrival of the vessel, but not later, decide to depart without breaking bulk; in which case he will not be subject to pay tonnage or other duties or charges, until, on his arrival at another port, he shall proceed to discharge cargo, when he will pay the duties on vessel and cargo, according to law. And the tonnage duties shall be held to be due after the expiration of said forty-eight hours.

Art. XI. The superintendent of customs, in order to the collection of the proper duties, will, on application made to him through the consul, appoint suitable officers, who shall proceed, in the presence of the captain, supercargo, or consignee, to make a just and fair examination of all goods in the act of being discharged for importation, or laden for exportation on board any merchant vessel of the United States. And if dispute occur in regard to the value of goods subject to an ad valorem duty, or in regard to the amount of tare, and the same cannot be satisfactorily arranged by the parties, the question may, within twenty-four hours, and not afterwards, be referred to the said consul to adjust with the superintendent of customs.

Art. XII. Sets of standard balances, and also weights and measures, duly prepared, stamped, and sealed, according to the standard of the custom-house at Canton, shall be delivered by the superintendents of customs to the consuls at each of the five ports, to secure uniformity, and prevent confusion in measures and weights of merchandise.

Art. XIII. The tonnage duty on vessels belonging to citizens of the United States shall be paid on their being admitted to entry.—Duties of import shall be paid on the discharge of the goods, and duties of export on the lading of the same. When all such duties have been paid, and not before, the superintendent of customs shall give a port clearance, and the consul shall return the ship's papers, so that she may depart on her voyage.—The duties shall be paid to the shroffs authorized by the Chinese government to receive the same in its behalf. Duties payable by merchants of the United States shall be received either in sycee silver or in foreign money, at the rate of exchange as ascertained by the re-

gulations now in force. And imported goods, on their resale or 1844
transit in any part of the empire, shall be subject to the imposition of no other duty than they are accustomed to pay at the date of this treaty.

Art. XIV. No goods on board any merchant vessel of the United States in port are to be transhipped to another vessel, unless there be particular occasion therefore; in which case the occasion shall be certified by the consul to the superintendent of customs, who may appoint officers to examine into the facts, and permit the transhipment. And if any goods be transhipped without such application, inquiry, and permit, they shall be subject to be forfeited to the Chinese government.

Art. XV. The former limitation of the trade of foreign nations to certain persons appointed at Canton by the government, and commonly called hong-merchants, having been abolished, citizens of the United States, engaged in the purchase or sale of goods of import or export, are admitted to trade with any and all subjects of China, without distinction; they shall not be subject to any new limitations, nor impeded in their business by monopolies or other injurious restrictions.

Art. XVI. The Chinese government will not hold itself responsible for any debts which may happen to be due from subjects of China to citizens of the United States, or for frauds committed by them; but citizens of the United States may seek redress in law; and on suitable representation being made to the Chinese local authorities, through the consul, they will cause due examination in the premises, and take all proper steps to compel satisfaction. But in case the debtor be dead, or without property, or have absconded, the creditor cannot be indemnified, according to the old system of the co-hang, so called. And if citizens of the United States be indebted to subjects of China, the latter may seek redress in the same way through the consul, but without any responsibility for the debt on the part of the United States.

Art. XVII. Citizens of the United States, residing or sejourning at any of the ports open to foreign commerce, shall enjoy all proper accommodation in obtaining houses and places of business, or in hiring sites from the inhabitants on which to construct houses and places of business, and also hospitals, churches, and cemeteries. The local authorities of the two governments shall select in concert the sites for the foregoing objects, having due regard to the feelings of the people in the location thereof; and the parties interested will fix the rent by mutual agreement, the proprietors on the

1844 one hand not demanding any exorbitant price, nor the merchants on the other unreasonably insisting on particular spots, but each conducting with justice and moderation. And any desecration of said cemeteries by subjects of China, shall be severely punished according to law.

At the places of anchorage of the vessels of the United States, the citizens of the United States, merchants, seamen, or others sojourning there, may pass and repass in the immediate neighbourhood; but they shall not, at their pleasure, make excursions into the country among the villages at large, nor shall they repair to public marts for the purpose of disposing of goods unlawfully and in fraud of the revenue.

And, in order to the preservation of the public peace, the local officers of government at each of the five ports, shall, in concert with the consuls, define the limits beyond which it shall not be lawful for citizens of the United States to go.

Art. XVIII. It shall be lawful for the officers or citizens of the United States to employ scholars and people of any part of China, without distinction of persons, to teach any of the languages of the empire, and to assist in literary labors; and the persons so employed, shall not, for that cause, be subject to any injury on the part either of the government or of individuals; and it shall in like manner be lawful for citizens of the United States to purchase all manner of books in China.

Art. XIX. All citizens of the United States in China, peaceably attending to their affairs, being placed on a common footing of amity and good will with subjects of China, shall receive and enjoy, for themselves and everything appertaining to them, the special protection of the local authorities of government, who shall defend them from all insult or injury of any sort on the part of the Chinese. If their dwellings or property be threatened or attacked by mobs, incendiaries, or other violent or lawless persons, the local officers, on requisition of the consul, will immediately despatch a military force to disperse the rioters, and will apprehend the guilty individuals, and punish them with the utmost rigor of the law.

Art. XX. Citizens of the United States who may have imported merchandise into any of the free ports of China, and paid the duty thereon, if they desire to re-export the same, in part or in whole, to any other of the said ports, shall be entitled to make application, through their consul, to the superintendent of customs, who, in order to present frauds on the revenue, shall cause examination to

be made by suitable officers, to see that the duties paid on such 1844
goods as entered on the custom-house books correspond with the representation made, and that the goods remain with their original marks unchanged, and shall then make a memorandum in the port clearance of the goods and the amount of duties paid on the same, and deliver the same to the merchant; and shall also certify the facts to the officers of customs of the other ports. All which being done, on the arrival in port of the vessel in which the goods are laden, and every thing being found on examination there to correspond, she shall be permitted to break bulk, and land the said goods, without being subject to the payment of any additional duty thereon. But if, on such examination, the superintendent of customs shall detect any fraud on the revenue in the case, then the goods shall be subject to forfeiture and confiscation to the Chinese government.

Art. XXI. Subjects of China, who may be guilty of any criminal act towards citizens of the United States, shall be arrested and punished by the Chinese authorities according to the laws of China; and citizens of the United States, who may commit any crime in China, shall be subject to be tried and punished only by the consul, or other public functionary of the United States thereto authorized, according to the laws of the United States. And in order to the prevention of all controversy and disaffection, justice shall be equitably and impartially administered on both sides.

Art. XXII. Relations of peace and amity between the United States and China being established by this treaty, and the vessels of the United States being admitted to trade freely to and from the five ports of China open to foreign commerce, it is further agreed that in case, at any time hereafter, China should be at war with any foreign nation whatever, and for that cause should exclude such nation from entering her ports, still the vessels of the United States shall not the less continue to pursue their commerce in freedom and security, and to transport goods to and from the ports of the belligerent parties, full respect being paid to the neutrality of the flag of the United States; *Provided,* That the said flag shall not protect vessels engaged in the transportation of officers or soldiers in the enemy's service; nor shall said flag be fraudulently used to enable the enemy's ships, with their cargoes, to enter the ports of China; but all such vessels so offending shall be subject to forfeiture and confiscation to the Chinese government.

Art. XXIII. The consuls of the United States at each of the five

1844 ports open to foreign trade shall make, annually, to the respective governors general thereof, a detailed report of the number of vessels belonging to the United States which have entered and left said ports during the year, and of the amount and value of goods imported or exported in said vessels, for transmission to and inspection of the board of revenue.

Art. XXIV. If citizens of the United States have special occasion to address any communication to the Chinese local officers of government, they shall submit the same to their consul, or other officer, to determine if the language be proper and respectful, and the matter just and right; in which event, he shall transmit the same to the appropriate authorities, for their consideration and action in the premises. In like manner, if subjects of China have special occasion to address the consul of the United States, they shall submit the communication to the local authorities of their own government, to determine if the language be respectful and proper, and the matter just and right; in which case the said authorities will transmit the same to the consul or other officer for his consideration and action in the premises. And if controversies arise between citizens of the United States and subjects of China, which cannot be amicably settled otherwise, the same shall be examined and decided conformably to justice and equity by the public officers of the two nations acting in conjunction.

Art. XXV. All questions in regard to rights, whether of property or person, arising between citizens of the United States in China, shall be subject to the jurisdiction, and regulated by the authorities of their own government; and all controversies occurring in China between citizens of the United States and the subjects of any other government shall be regulated by the treaties existing between the United States and such governments respectively, without interference on the part of China.

Art. XXVI. Merchant vessels of the United States, lying in the waters of the five ports of China open to foreign commerce, will be under the jurisdiction of the officers of their own government, who, with the masters and owners thereof, will manage the same without control on the part of China. For injuries done to the citizens or the commerce of the United States by any foreign power, the Chinese government will not hold itself bound to make reparation. But if the merchant vessels of the United States, while within the waters over which the Chinese government exercises jurisdiction, be plundered by robbers or pirates, then the Chinese local authorities, civil and military, on receiving information thereof,

will arrest the said robbers or pirates, and punish them according 1844
to law, and will cause all the property which can be recovered to be placed in the hands of the nearest consul, or other officer of the United States, to be by him restored to the true owner. But if, by reason of the extent of territory and numerous population of China, it should, in any case, happen that the robbers cannot be apprehended, or the property only in part recovered, then the law will take its course in regard to the local authorities, but the Chinese government will not make indemnity for the goods lost.

Art. XXVII. If any vessel of the United States shall be wrecked or stranded on the coast of China, and be subjected to plunder or other damage, the proper officers of government, on receiving information of the fact, will immediately adopt measures for their relief and security; and the persons on board shall receive friendly treatment, and be enabled at once to repair to the most convenient of the free ports, and shall enjoy all facilities for obtaining supplies of provisions and water. And if a vessel shall be forced, in whatever way, to take refuge in any port other than one of the free ports, then in like manner the persons on board shall receive friendly treatment and the means of safety and security.

Art. XXVIII. Citizens of the United States, their vessels and property, shall not be subject to any embargo; nor shall they be seized or forcibly detained for any pretence of the public service; but they shall be suffered to prosecute their commerce in quiet, and without molestation and embarrassment.

Art. XXIX. The local authorities of the Chinese government will cause to be apprehended all minuteers or deserters from on board the vessels of the United States in China, and will deliver them up to the consuls or other officers for punishment. And if criminals, subjects of China, take refuge in the houses or on board the vessels of citizens of the United States, they shall not be harbored or concealed, but shall be delivered up to justice, on due requisition by the Chinese local officers addressed to those of the United States.

The merchants, seamen, and other citizens of the United States shall be under the superintendence of the appropriate officers of their government. If individuals of either nation commit acts of violence and disorder, use arms to the injury of others, or create disturbances endangering life, the officers of the two governments will exert themselves to enforce order, and to maintain the public peace, by doing impartial justice in the premises.

Art. XXX. The superior authorities of the United States and of

1844 China, in corresponding together, shall do so in terms of equality, and in the form of mutual communication (*cháu hwui*). The consuls, and the local officers, civil and military, in corresponding together, shall likewise employ the style and form of mutual communication (*cháu hwui*). When inferior officers of the one government address superior officers of the other, they shall do so in the style and form of memorial (*shin chin*). Private individuals, in addressing superior officers, shall employ the style of petition (*pin ching*). In no case shall any terms or style be suffered which shall be offensive or disrespectful to either party. And it is agreed that no presents, under any pretext or form whatever, shall ever be demanded of the United States by China, or of China by the United States.

Art. XXXI. Communications from the Government of the United States to the court of China shall be transmitted through the medium of the imperial commissioner charged with the superintendence of the concerns of foreign nations with China, or through the governor general of the Liang Kwang, that of Min and Cheh, or that of the Liang Kiang.

Art. XXXII. Whenever ships of war of the United States, in cruising for the protection of the commerce of their country, shall arrive at any of the ports of China, the commanders of said ships, and the superior local authorities of government, shall hold intercourse together in terms of equality and courtesy, in token of the friendly relations of their respective nations. And the said ships of war shall enjoy all suitable facilities on the part of the Chinese Government in the purchase of provisions, procuring water, and making repairs, if occasion require.

Art. XXXIII. Citizens of the United States, who shall attempt to trade clandestinely with such of the ports of China as are not open to foreign commerce, or who shall trade in opium or any other contraband article of merchandise, shall be subject to be dealt with by the Chinese government, without being entitled to any countenance or protection from that of the United States; and the United States will take measures to prevent their flag from being abused by the subjects of other nations, as a cover for the violation of the laws of the empire.

Art. XXXIV. When the present convention shall have been definitively concluded, it shall be obligatory on both powers, and its provisions shall not be altered without grave cause; but, inasmuch as the circumstances of the several ports of China open to foreign commerce are different, experience may show that inconsiderable

modifications are requisite in those parts which relate to commerce 1844
and navigation; in which case the two governments will, at the expiration of twelve years from the date of said convention, treat amicably concerning the same, by the means of suitable persons appointed to conduct such negotiation.

And, when ratified, this treaty shall be faithfully observed in all its parts by the United States and China, and by every citizen and subject of each; and no individual State of the United States can appoint or send a minister to China to call in question the provisions of the same.

The present treaty of peace, amity, and commerce, shall be ratified and approved by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by the august sovereign of the Ta Tsing empire, and the ratifications shall be exchanged within eighteen months from the date of the signature thereof, or sooner if possible.

In faith whereof, we, the respective plenipotentiaries of the United States of America, and of the Ta Tsing empire, as aforesaid, have signed and sealed these presents.

Done at Wang Hiya, this third day of July, in the year of our Lord Jesus Christ, one thousand eight hundred and forty-four; and of Taou Kwang, the twenty-fourth year, fifth month, and eighteenth day.

C. Cushing. Tsiyeng.

The Tariff of duties to be levied on imported and exported merchandise at the five ports.

The duties which it is agreed shall be paid upon goods imported and exported by the United States at the custom-houses of Canton, Amoy, Fuchow, Ningpo, and Shanghai, are as follows; the articles being arranged in classes, viz:

EXPORTS.

Class 1.—*Alum, oils, &c.*

	Taels.	Mace.	Candarines.
Alum, *i. e.* white alum, formerly white alum and blue stone, per 100 catties - - -	0	1	0
Aniseed oil, not formerly contained in the tariff, per 100 catties - - - - - -	5	0	0
Cassia oil, not formerly contained in the tariff, per 100 catties - - - - - -	5	0	0

1844

	Taels.	Mace.	Candarines.
Class 2.—*Teas, spices, &c.*			
Tea, formerly divided into fine and native black, and fine and native green teas, per 100 catties	2	5	0
Aniseed star, per 100 catties - - -	0	5	0
Musk, each catty - - - - - -	0	5	0
Class 3.—*Drugs.*			
Capoor cutchery, per 100 catties - - -	0	3	0
Camphor, per 100 catties - - - -	1	5	0
Arsenic, under different Chinese names, per 100 catties - - - - - -	0	7	5
Cassia, per 100 catties - - - -	0	7	5
Cassia buds, not formerly contained in the tariff, per 100 catties - - - -	1	0	0
China root, per 100 catties - - - -	0	2	0
Cubebs, not formerly in tariff, per 100 catties -	1	5	0
Galingal, per 100 catties - - - -	0	1	0
Hartall, per 100 catties - - - -	0	5	0
Rhubarb, per 100 catties - - - -	1	0	0
Turmeric, per 100 catties - - - -	0	2	0
Class 4.—*Sundries.*			
Bangles, not formerly in tariff, per 100 catties -	0	5	0
Bamboo screens and bamboo ware, per 100 catties - - - - - - - -	0	2	0
Corals, native, or false corals, not formerly in the tariff, per 100 catties - - - -	0	5	0
Crackers and fireworks, formerly classed as rockets, per 100 catties - - - -	0	7	5
Fans (feather fans, &c.), not formerly in the tariff, per 100 catties - - - -	1	0	0
Glass, glassware of all kinds, formerly classed as native chrystal ware, per 100 catties - -	0	5	0
Glass beads or false pearls, per 100 catties -	0	5	0
Kittisols, or paper umbrellas, per 100 catties -	0	5	0
Marble, and marble slabs, not formerly in the tariff, per 100 catties - - - -	0	2	0
Rice paper pictures, per 100 catties - -	0	1	0
Paper fans, per 100 catties - - - -	0	5	0
Pearls (false), not formerly in the tariff, per 100 catties - - - - - - -	0	5	0
Class 5.—*Painters' stores, &c.*			
Brass leaf, per 100 catties - - - -	1	5	0
Gamboge, per 100 catties - - - -	2	0	0
Red lead, per 100 catties - - - -	0	5	0

	Taels.	Mace.	Candarines
Glue, as fish glue, cowhide glue, &c., per 100 catties	0	5	0
Paper, stationery, per 100 catties - - -	0	5	0
Tin foil, per 100 catties - - - -	0	5	0
Vermilion, per 100 catties - - - -	3	0	0
Paintings (large paintings), formerly divided into large and small paintings, each - - -	0	1	0
White lead, per 100 catties - - - -	0	2	5
Class 6.—*Wares of various kinds.*			
Bone and horn ware, per 100 catties - -	1	0	0
China ware, fine and coarse, formerly classed as fine, native, coarse, and middling, per 100 catties - - - - - -	0	5	0
Copper ware and pewter ware, per 100 catties	0	5	0
Manufactures of wood, furniture, &c., per 100 catties - - - - - - -	0	2	0
Ivory ware, all carved ivory work included, formerly divided into ivory and ivory carvings, per 100 catties - - - - -	5	0	0
Lacquered ware, per 100 catties - - -	1	0	0
Mother-of-pearl ware, per 100 catties - -	1	0	0
Ratan ware, ratan and bamboo work, per 100 catties - - - - - - -	0	2	0
Sandal wood ware, per 100 catties - -	1	0	0
Gold and silver ware, formerly divided into gold ware and silver ware, per 100 catties - -	10	0	0
Tortoise-shell ware, per 100 catties - -	10	0	0
Leather trunks and boxes, per 100 catties -	0	2	0
Class 7.—*Canes, &c.*			
Canes and walking sticks, of all kinds, per 1,000 pieces - - - - - - -	0	5	0
Class 8.—*Articles of clothing.*			
Wearing apparel, whether of cotton, woollen, or silk, formerly divided into cotton clothing, silk and satin clothing, woollen clothing, silk and satin clothing, and velvet, per 100 catties -	0	5	0
Boots and shoes, whether of leather, satin, or otherwise, per 100 catties - - -	0	2	0
Class 9.—*Fabrics of hemp, cotton, &c.*			
Grass cloth, and all cloths of hemp or linen, per 100 catties - - - - - -	1	0	0
Nankeen, and all cloths of cotton, formerly not in the tariff, per 100 catties - - -	1	0	0

1844

1844

	Taels.	Mace.	Candarines.
Class 10.—*Silk, fabrics of silk, &c.*			
Raw silk of any province, per 100 catties -	10	0	0
Coarse or refuse silk, per 100 catties - -	2	5	0
Organzine, of all kinds, per 100 catties - -	10	0	0
Silk ribbon and thread, per 100 catties - -	10	0	0
Silk and satin fabrics, of all kinds, as crape, lutestrings, &c., formery classed as silk and satins, per 100 catties - - - -	12	0	0
Silk and cotton mixed fabrics, per 100 catties -	3	0	0
Heretofore a further charge per piece has been levied; the whole duty is now to be paid in one sum, and the further charge is abolished.			
Class 11.—*Carpeting, matting, &c.*			
Mats of all kinds, as of straw, ratan, bamboo, &c., per 100 catties - - - - -	0	2	0
Class 12.—*Preserves, &c.*			
Preserved ginger, and fruits of all kinds, per 100 catties - - - - - -	0	5	0
Soy, per 100 catties - - - - -	0	4	0
Sugar, white and brown, per 100 catties -	0	2	5
Sugar candy, all kinds, per 100 catties - -	0	3	5
Tobacco, prepared and unprepared, &c., of all kinds, per 100 catties - - - -	0	2	0
Class 13.—*Unenumerated articles.*			
All articles which it has not been practicable to enumerate herein specifically, are to be charged a duty of 5 per cent. ad valorem.			
Class 14.			
Gold and silver coin, and gold and silver, duty free.			
Class 15.			
Bricks, tiles, and building materials, duty free.			

IMPORTS.

Class 1.—*Wax, saltpetre, &c.*			
Wax, foreign, as beeswax, also called tile wax, per 100 catties - - - - -	1	0	0
Oil of rose mallows, per 100 catties - -	1	0	0
Saltpetre, foreign, per 100 catties - - -	0	3	0

	Taels.	Mace.	Candarines.
This article is only allowed to be sold to the government merchants. Formerly this regulation did not exist.			
Soaps, foreign, as perfumed soap, per 100 catties	0	5	0
Class 2.—*Spices and perfumes.*			
Gum benzoin and oil of benzoin, per 100 catties	1	0	0
Sandal wood, per 100 catties - - -	0	5	0
Pepper, black, per 100 catties - - -	0	4	0
All other articles of this class, not specifically mentioned herein, to pay a duty of 10 per cent. ad valorem.			
Perfumery, 5 per cent. ad valorem.			
Class 3.—*Drugs.*			
Asafœtida, per 100 catties - - - -	1	0	0
Camphor, superior quality, *i. e.* pure, formerly classed as good and inferior, per catty - -	1	0	0
Camphor, inferior quality or refuse, formerly uncleaned camphor, per catty - - -	0	5	0
Cloves, superior quality, picked, per 100 catties	1	5	0
Cloves, inferior quality (mother cloves), per 100 catties - - - - - - - -	0	5	0
Cow bezoar, per catty - - - -	1	0	0
Cutch, per 100 catties - - - -	0	3	0
Gambier, per 100 catties - - - -	0	1	5
Areca nut, per 100 catties - - - -	0	1	5
Ginseng, foreign, superior quality, &c., per 100 catties - - - - - -	38	0	0
Ginseng, inferior quality, &c., per 100 catties -	3	5	0
Of every 100 catties of foreign ginseng, of whatever sort, one-fifth part is to be considered as of superior quality, and four-fifths of inferior quality.			
Gum olibanum, per 100 catties - - -	0	5	0
Myrrh, per 100 catties - - - -	0	5	0
Mace, or flower of nutmeg, per 100 catties -	1	0	0
Quicksilver, per 100 catties - - - -	3	0	0
Nutmegs, first quality, per 100 catties - -	2	0	0
Nutmegs, second quality, or coarse, per 100 catties - - - - - - - -	1	0	0
Putchuk, per 100 catties - - - -	0	7	5
Rhinoceros horns, per 100 catties - - -	3	0	0
Class 4.—*Sundries.*			
Flints, per 100 catties - - - -	0	5	0
Mother-of-pearl shells, per 100 catties - -	0	2	0

1844

	Taels.	Mace.	Candarines.
Class 5.—*Dried meats, &c.*			
Birds' nests, first quality, mandarin, per 100 catties	5	0	0
Birds' nests, second quality, ordinary, per 100 catties - - - - - - -	2	5	0
Birds' nests, third quality, with feathers, per 100 catties - - - - - -	0	5	0
Bicho de mar, first quality, black, per 100 catties	0	8	0
Bicho de mar, second quality, white, per 100 catties - - - - - - -	0	2	0
Sharks' fins, first quality, white, per 100 catties	1	0	0
Sharks' fins, second quality, black, per 100 catties	0	5	0
Stock fish, called dried fish, per 100 catties -	0	4	0
Fish maws, not formerly in tariff, per 100 catties	1	5	0
Class 6.—*Painters' stores.*			
Cochineal, per 100 catties - - - -	5	0	0
Smalts, per 100 catties - - - -	4	0	0
Sapan wood, per 100 catties - - -	0	1	0
Class 7.—*Woods, canes, &c.*			
Ratans, per 100 catties - - - -	0	2	0
Ebony, per 100 catties - - - -	0	1	5
All other imported woods, as red wood, satin wood, yellow wood, not specifically enumerated, to pay a duty of 10 per cent. ad valorem.			
Class 8.—*Clocks, watches, &c.*			
Clocks.			
Watches.			
Telescopes.			
Glass panes and chrystal ware of all kinds.			
Writing desks.			
Dressing cases.			
Jewelry of gold and silver.			
Cutlery, swords, &c.			
All the foregoing, and any other miscellaneous articles of the same description, 5 per cent. ad valorem.			
Class 9.			
Gold and silver bullion and specie, duty free.			
Class 10.			
Cotton, and fabrics of cotton, &c., canvass from 75 to 100 chih long, and 1 chih 7 tsun to 2 chih 2 tsun wide, per piece - - -	0	5	0

	Taels.	Mace.	Candarines.
Cotton, allowing 5 per cent. for tare, per 100 catties	0	4	0
Long white cloths, 75 to 100 chih long and 2 chih 2 tsun to 2 chih 6 tsun wide, formerly divided into superior and inferior fine cotton cloth, per piece	0	1	5
Cambrics and muslins, from 50 to 60 chih long, and 2 chih 9 tsun to 3 chih 3 tsun wide, per piece	0	1	5
Cottons, gray or unbleached domestic, &c., from 75 to 100 chih long, and 2 chih to 2 chih 9 tsun wide, formerly classed as coarse long cloths, per piece	0	1	0
Twilled cottons, gray, same dimensions, per piece	0	1	0
Chintz and prints of all kinds, from 60 to 75 chih long, and from 2 chih 9 tsun to 3 chih 3 tsun wide, formerly called ornamented or flowered cloth, per piece	0	2	0
Cotton yarn and cotton thread, per 100 catties	1	0	0
Linen, fine, not formerly in the tariff, from 50 to 75 chih long, and 1 chih 9 tsun to 2 chih 2 tsun wide, per piece	0	5	0
Bunting, per chang	0	0	1 1/2
All other imported articles of this class, as ginghams, pulicats, dyed cottons, velveteens, silk and cotton mixtures, and mixtures of linen and cotton, &c., 5 per cent. ad valorem.			

CLASS 11.—*Fabrics of silk, woollen, &c.*

Handkerchiefs, large, above 2 chih 6 tsun, each	0	0	1 1/2
Handkerchiefs, small, under 2 chih 6 tsun, each	0	0	1
Gold and silver thread, superior or real, per catty	0	1	3
Gold and silver thread, inferior or imitation, per catty	0	0	3
Broadcloths, Spanish stripe, &c., from 3 chih 6 tsun to 4 chich 6 tsun wide, per chang	0	1	5
Narrow cloths, as long ells, cassimeres, &c., formerly classed as narrow woollens, per chang	0	0	7
Camlets (Dutch), per chang	0	1	5
Camlets, per chang	0	0	7
Imitation camlets or bombazettes, per chang	0	0	3 1/2
Woollen yarn, per 100 catties	3	0	0
Blankets, each	0	1	0
All other fabrics of wool, or of mixed wool and cotton, wool and silk, &c., 5 per cent. ad valorem.			

1844

	Taels.	Mace.	Candarines.
Class 12.—*Wines, &c.*			
Wine and beer, in quart bottles, per 100 -	1	0	0
Do. in pint bottles, per 100 - - -	0	5	0
Do. in casks, per 100 catties - - -	0	5	0
Class 13.—*Metals.*			
Copper, foreign, in pigs, &c., per 100 catties -	1	0	0
Copper, wrought, as sheets, rods, &c., per 100 catties - - - - - - -	1	5	0
Iron, foreign, unmanufactured, as in pigs, per 100 catties - - - - - - -	0	1	0
Iron, manufactured, as in bars, rods, &c., per 100 catties - - - - - - -	0	1	5
Lead, foreign, in pigs, or manufactured, per 100 catties - - - - - - -	0	2	8
Steel, foreign, of every kind, per 100 catties -	0	4	0
Tin, foreign, per 100 catties - - -	1	0	0
Tin plates, formerly not in the tariff, per 100 catties - - - - - - - -	0	4	0
Spelter is only permitted to be sold to Government merchants.			
All unenumerated metals, as zinc, yellow copper, &c., 10 per cent. ad valorem.			
Class 14.—*Jewelry.*			
Cornelians, per 100 stones - - - -	0	5	0
Cornelian beads, per 100 catties - - -	10	0	0
Class 15.—*Skins, teeth, horns, &c.*			
Bullocks' and buffalo horns, per 100 catties -	2	0	0
Cow and ox hides, tanned and untanned, per 100 catties - - - - - - -	0	5	0
Sea otter skins, each - - - - -	1	5	0
Fox skins, large, each - - - -	0	1	5
Fox skins, small, each - - - -	0	0	7½
Tiger, leopard, and marten skins, each - -	0	1	5
Land otter, racoon, and sharks' skins, per 100 -	2	0	0
Beaver skins, per 100 - - - -	5	0	0
Hare, rabbit, and ermine skins, per 100 - -	0	5	0
Sea horse teeth, per 100 catties - - -	2	0	0
Elephants' teeth, first quality, whole, per 100 catties - - - - - - - -	4	0	0
Elephants' teeth, second quality, broken, per 100 catties - - - - - - -	2	0	0

1845

CLASS 16.—*Unenumerated.*

All new goods, which it has not been practicable to enumerate herein, a duty of 5 per cent. ad valorem.

CLASS 17.

Rice and other grain, duty free.

Contraband.—Opium.

Shipping dues.—These have been hitherto charged on the measurement of the ship's length and breadth, at so much per *chang*, but it is now agreed to alter the system, and charge according to the registered statement of the number of tons of the ship's burden. On each ton (reckoned equal to the cubic contents of 122 tow), a shipping charge of 5 mace is to be levied, and all the old charges of measurement, entrance, and port clearance fees, daily and monthly fees, &c., are abolished.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

ET

DIVERSES PEUPLADES DES INDES-OCCIDENTALES

de 1845 à 1846.[1]

1.

Traité avec les Creeks et les Seminoles, signé le 4 Janvier 1845.

Whereas it was stipulated, in the fourth article of the Creek treaty of 1833, that the Seminoles should thenceforward be considered a constituent part of the Creek nation, and that a permanent and comfortable home should be secured for them on the lands set apart in said treaty as the country of the Creeks; and whereas many of the Seminoles have settled and are now living in the Creek country, while others, constituting a large portion of the tribe, have refused to make their homes in any part thereof, assigning as a reason that they are unwilling to submit to Creek

[1] Ces traités font suite à ceux indiqués p. 657, T. IV de ce *Recueil*.

1845 laws and government, and that they are apprehensive of being deprived by the Creek authorities of their property; and whereas repeated complaints have been made to the United States Government, that those of the Seminoles who refuse to go into the Creek country, have, without authority or right, settled upon lands secured to other tribes, and that they have committed numerous and extensive depredations upon the property of those upon whose lands they have intruded:

Now, therefore, in order to reconcile all difficulties respecting location and jurisdiction, to settle all disputed questions which have arisen, or may hereafter arise, in regard to rights of property, and especially to preserve the peace of the frontier, seriously endangered by the restless and warlike spirit of the intruding Seminoles, the parties to this treaty have agreed to the following stipulations:

Art. I. The Creeks agree that the Seminoles shall be entitled to settle in a body or separately, as they please, in any part of the Creek country; that they shall make their own town regulations, subject, however, to the general control of the Creek council, in which they shall be represented; and, in short, that no distinction shall be made between the two tribes in any respect, except in the management of their pecuniary affairs, in which neither shall interfere with the other.

Art. II. The Seminoles agree that those of their tribe who have not done so before the ratification of this treaty, shall, immediately thereafter, remove to and permanently settle in the Creek country.

Art. III. It is mutually agreed by the Creeks and Seminoles that all contested cases between the two tribes, concerning the right of property, growing out of sales or transactions that may have occurred previous to the ratification of this treaty, shall be subject to the decision of the President of the United States.

Art. IV. The Creeks being greatly dissatisfied with the manner in which their boundaries were adjusted by the treaty of 1833, which they say they did not understand until after its execution and it appearing that in said treaty no addition was made to their country for the use of the Seminoles, but that, on the contrary, they were deprived, without adequate compensation, of a considerable extent of valuable territory: And, moreover, the Seminoles, since the Creeks first agreed to receive them, having been engaged in a protracted and bloody contest, which has naturally engendered feelings and habits calculated to make them troublesome neighbors:

The United States, in consideration of these circumstances, agree 1845
that an additional annuity of three thousand dollars for purposes of education shall be allowed for the term of twenty years; that the annuity of three thousand dollars provided in the treaty of 1832 for like purposes shall be continued until the determination of the additional annuity above mentioned. It is further agreed that all the education funds of the Creeks, including the annuities above named, the annual allowance of one thousand dollars, provided in the treaty of 1833, and also all balances of appropriation for education annuities, that may be due from the United States, shall be expended in their own country, for the support of a manual labor school in the Canadian District, and of another in the Arkansas District; provided that the President does not object to such application of the annuities above-named, granted in the treaties of 1832 and 1833. And it is also agreed that, in the management of such schools, the wishes of the Creek council shall be consulted.

Art. V. The Seminoles having expressed a desire to settle in a body on Little River, some distance westward of the present residence of the greater portion of them, it is agreed that rations shall be issued to such as may remove while on their way to their new homes; and that, after their emigration is completed, the whole tribe shall be subsisted for six months, due notice to be given that those who do not come into the Creek country before the issues commence shall be excluded. And it is distinctly understood that all those Seminoles, except those now in Florida, who refuse to remove to and settle in the Creek country within six months after this treaty is ratified, shall not participate in any of the benefits it provides.

Art. VI. The sum of fifteen thousand four hundred dollars, provided in the second article of the treaty of Payne's Landing, shall be paid in the manner therein pointed out, immediately after the emigration of those Seminoles who may remove to the Creek country is completed. Also, as soon after such emigration as practicable, the annuity of three thousand dollars for fifteen years provided in the fourth article of said treaty, and, in addition thereto, for the same period, two thousand dollars per annum in goods suited to their wants, to be equally divided among all the members of the tribe.

Art. VII. In full satisfaction and discharge of all claims for property left or abandoned in Florida at the request of the officers of the United States, under promise of remuneration, one thousand

1845 dollars per annum, in agricultural implements, shall be furnished the Seminoles for five years.

ART. VIII. To avoid all danger of encroachments on the part of either Creeks or Seminoles upon the territory of other nations, the northern and western boundary lines of the Creek country shall be plainly and distinctly marked.

In witness whereof, etc.

IN EXECUTIVE SESSION OF THE SENATE OF THE UNITED STATES, MARCH 6, 1845.

Resolved (*two thirds of the Senators present concurring*), That the Senate advise and consent to the ratification of the articles of a treaty made by William Armstrong, P. M. Butler, James Logan, and Thomas L. Judge, Commissioners in behalf of the United States, of the first part, the Creek tribe of Indians of the second, and the Seminole tribe of Indians, of the third part, concluded at the Creek Agency, on the 4th day of January, eighteen hundred and forty-five, with the following

AMENDMENTS.

Strike out from the fourth article the following words: « in their own country, for the support of a manual labor school in the Canadian district, and of another in the Arkansas district; provided that the President does not object to such application of the annuities above-named, granted in the treaties of 1832 and 1833. And it is also agreed, that, in the management of such schools, the wishes of the Creek council shall be consulted »—

And insert, in lieu thereof, the following words: « *under the direction of the President of the United States for the purposes of education aforesaid.* »

Strike out from the fifth article the following words: « except those now in Florida, » and add, at the end of this article, the following: « *except those now in Florida, who shall be allowed twelve months from the date of the ratification* of this treaty for their removal. »

Attest, etc.

Whereas a treaty was made and concluded on the fourth day of January, 1845, between the United States, by William Armstrong, Acting Superintendent Western Territory, Pearce M. Butler, Cherokee Agent, James Logan, Creek Agent, and Thomas L. Judge,

Sub-Agent for the Seminoles, and the Chiefs and Head Men of 1846
the Creek and Seminole tribes of Indians assembled in council; and whereas the Senate did, by resolution of March sixth, 1845, advise and consent to the ratification of said treaty with the following amendments:

Strike out from the fourth article the following words: « in their own country for the support of a manual labor school in the Canadian district, and of another in the Arkansas district; provided that the President does not object to such application of the annuities above-named, granted in the treaties of 1832 and 1833. And it is also agreed that, in the management of such schools, the wishes of the Creek council shall be consulted; » and insert, in lieu thereof, the following words: « under the direction of the President of the United States, for the purposes of education aforesaid. »

Strike out from the fifth article the following words: « except those now in Florida, » and add, at the end of this article, the following words: « except those now in Florida, who shall be allowed twelve months from the date of the ratification of this treaty for their removal. »

Now we, the Chiefs and Head Men of the Creek and Seminole tribes of Indians, do hereby consent to and ratify said amendments.

In testimony whereof, etc.

2.

Traité avec les tribus des Comanches et autres, signé le 15 Mai 1846.

Art. I. The undersigned, chiefs, warriors, and counsellors, for themselves and their said tribes or nations, do hereby acknowledge themselves to be under the protection of the United States, and of no other power, State, or sovereignty whatever.

Art. II. It is stipulated and agreed by the said tribes or nations, and their associate bands, that the United States shall have the sole and exclusive right of regulating trade and intercourse with them, and they do hereby respectively engage to afford protection to such persons, with their property, as shall be duly licensed to reside among them for the purpose of trade and intercourse, and to their agents and servants; but no person shall be permitted to

1846 reside among them as a trader, who is not furnished with a license for that purpose, under the hand and seal of the superintendent to be appointed by the President of the United States, or such other persons as the President shall authorize to grant such licenses, to the end that said Indians may not be imposed on in their trade; and if any licensed trader shall abuse his privilege by unfair dealing, upon complaint by the chiefs to their agents, and proof thereof, his license shall be taken from him, and he shall be further punished according to the laws of the United States; and if any person shall intrude himself as a trader without such license, upon complaint he shall be dealt with according to law.

Art. III. The United States reserves to itself the right of working such mines as may be found within the Indian territory, and the said tribes pledge themselves to protect such persons as the President of the United States may send among them for that purpose. In order to guard against the perpetration of frauds upon the Indians, under pretext of hunting and working mines, no person shall be permitted to go among them for that purpose, except by express license from the President of the United States.

Art. IV. The said tribes and their associate bands agree to deliver by the first day of November next, to the superintendent of Indian affairs to be appointed by the President, at such place as he may direct, due notice of which shall be given to the said tribes, all white persons, and negroes, who are now prisoners among any of the said tribes or nations, for which the United States agree to make to them a fair compensation; and the United States further agree to make all the prisoners taken from said tribes by Texas or the United States, shall be delivered up to the said tribes, at the same time and place, without charge. And when any member of any of said tribes or nations, and their associate bands, having in his possession an American prisoner or prisoners, white or black, shall refuse to give them up, the President of the United States shall have the privilege of sending among said tribes or nations such force as he may think necessary to take them; and the chiefs of the nations or tribes, parties to this treaty, pledge themselves to give protection and assistance to such persons as may be sent among them for this purpose.

Art. V. The said tribes or nations shall have the right of sending delegates to the city of Washington whenever they may think their interest requires it.

Art. VI. The said tribes and their associate bands pledge them-

selves to give notice to the agent of the United States, residing 1846
near them, of any designs which they may know or suspect to [be] formed in any neighboring tribe, or by any person whatever, against the peace and interests of the United States.

Art. VII. It is agreed that if any Indian or Indians shall commit a murder or robbery on any citizen of the United States, the tribe or nation to which the offender belongs shall deliver up the person or persons so complained of, on complaint being made to their chief, to the nearest post of the United States, to the end that he or they may be tried; and if found guilty, punished according to the law of the State or Territory where such offence may have been committed. In like manner, if any subject or citizen of the United States shall commit murder or robbery on any Indian or Indians of the said tribes or nations, upon complaint thereof to the agent residing near them, he or they shall be arrested, tried, and punished according to the law of the State or Territory where such offence may have been committed.

Art. VIII. The practice of stealing horses has prevailed, very much to the great disquiet of the citizens of the United States, and, if persisted in, cannot fail to involve both the United States and the Indians in endless strife. It is therefore agreed that it shall be put an entire stop to on both sides. Nevertheless, should bad men, in defiance of this agreement, continue to make depredations of that nature, the person convicted thereof shall be punished with the utmost severity according to the laws of the State or Territory where the offence may have been committed; and all horses so stolen, either by the Indians from the citizens of the United States, or by the citizens of the United States from any of the said tribes or nations, into whose possession soever they may have passed, upon due proof of rightful ownership, shall be restored; and the chiefs of said tribes or nations shall give all necessary aid and protection to citizens of the United States in reclaiming and recovering such stolen horses; and the civil magistrates of the United States respectively shall give all necessary aid and protection to Indians in claiming and recovering such stolen horses.

Art. IX. For the protection of said Indians and for the purpose of carrying out the stipulations of this treaty more effectually, the President shall, at his discretion, locate upon their borders trading houses, agencies, and posts. In consideration of the friendly disposition of said tribes, evidenced by the stipulations in the present treaty, the commissioners of the United States, in behalf of the said States, agree to give to the said tribes or nations goods as presents,

1846 at this time, and agree to give presents in goods to them to the amount of —— next fall, at the Council Springs, on the Brazos, where this council is now held, or at some other point to be designated, and of which due notice shall be given to said tribes.

Art. X. The said tribes or nations and their associate bands are now, and forever agree to remain, at peace with the United States. All animosities for past offences are hereby mutually forgiven and forgotten, and the parties to this treaty pledge themselves to carry it into full execution, in good faith and sincerity.

Art. XI. And the said tribes and their associate bands are now, and agree to remain, friendly with such tribes as are now at peace with the United States, residing upon the waters of the Arkansas, Missouri, and Red rivers.

Art. XII. If any person or persons shall introduce ardent spirits or intoxicating liquors of any kind among said tribes or nations, such person or *person* shall be punished according to the laws of the United States, and the said tribes or nations agree to give immediate notice to the agent of the United States residing near them, and to prevent by any means in their power the violation of this article of treaty.

Art. XIII. It is further agreed that blacksmiths shall be sent to reside among the said tribes or nations to keep their guns and farming utensils in order, as long and in such manner as the President may think proper. It is further agreed that school teachers, at the discretion of the President, shall be sent among the said tribes or nations for the purpose of instructing them; and the said tribes or nations agree that preachers of the gospel may travel or reside among them by permission of the President or his agents to be appointed, and that ample protection shall be afforded them in the discharge of their duties.

Art. XIV. The said tribes or nations, parties to this treaty, are anxious to be at peace with all other tribes or nations, and it is agreed that the President shall use his exertions in such manner as he may think proper to preserve friendly relations between the different tribes or nations parties to this treaty, and all other tribes of Indians under his jurisdiction.

Given under our hands and seals this day and date above.

AMENDMENTS.

And whereas the said treaty having been submitted to the Senate of the United States, for its constitutional action thereon, the Senate

did, on the fifteenth day of February, one thousand eight hundred 1846
and forty-seven, resolve as follows, viz :

Resolved (two-thirds of the Senators present concurring), That the Senate advise and consent to the ratification of the articles of a treaty made and concluded at Council Springs, in the county of Robinson, Texas, near the Brazos river, the 15th day of May, A. D. 1846, between P. M. Butler and M. G. Lewis, commissioners on the part of the United States, of the one part, and the undersigned chiefs, counsellors, and warriors of the Comanche, I-on-i, Ana-da-ca, Cadoe, Lepan, Long-wha, Keechy, Sah-wah-carro, Wichita, and Wacoe tribes of Indians, and their associate bands, in behalf of their said tribes, on the other part, with the following amendments:

Strike out the third article of the treaty in the following words:

« Art. III. The United States reserves to itself the right of working such mines as may be found within the Indian territory: and the said tribes pledge themselves to protect such persons as the President of the United States may send among them for that purpose. In order to guard against the perpetration of frauds upon the Indians, under pretext of hunting and working mines, no person shall be permitted to go among them for that purpose, except by express license from the President of the United States. »

Strike out the fifth article of the treaty in the following words:

« Art. V. The said tribes or nations shall have the right of sending delegates to the city of Washington, whenever they may think their interest requires it. »

In article 9, line 9, after the word « of », insert *ten thousand dollars.*

In article 9, line 9, strike out the words « next fall », and insert, *at such time as the President of the United States may think proper.*

3.

Traité avec les Pottowatomies, les Chippewas et les Ottowas, signé le 5 et 17 Juin 1846.

Whereas the various bands of the Pottowautomie Indians, known as the Chippewas, Ottawas, and Pottowautomies, the Pottowautomies of the Prairie, the Pottowautomies of the Wabash, and the Pottowautomies of Indiana have, subsequent to the year 1828, entered into separate and distinct treaties with the United States, by which

1846 they have been separated and located in different countries, and difficulties have arisen as to the proper distribution of the stipulations under various treaties, and being the same people by kindred, by feeling, and by language, and having, in former periods, lived on and owned their lands in common; and being desirous to unite in one common country, and again become one people, and receive their annuities and other benefits in common; and to abolish all minor distinctions of bands by which they have heretofore been divided, and are anxious to be known only as the POTTOWAUTOMIE NATION, thereby reinstating the national character; and whereas the United States are also anxious to restore and concentrate said tribes to a state so desirable and necessary for the happiness of their people, as well as to enable the government to arrange and manage its intercourse with them: now, therefore, the United States and the said Indians do hereby agree that said people shall hereafter be known as a nation, to be called the POTTOWAUTOMIE NATION; and to the following:

Articles of a treaty made and concluded at the Agency on the Missouri river, near Council Bluffs, on the fifth day of June, and at Pottowautomie creek, near the Osage river, south and west of the State of Missouri, on the seventeenth day of the same month, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-six, between T. P. Andrews, Thomas H. Harvey, and Gideon C. Matlock, commissioners on the part of the United States, on the one part, and the various bands of the Pottowautomie, Chippewas, and Ottawas Indians on the other part:

ART. I. It is solemnly agreed that the peace and friendship which so happily exist between the people of the United States and the Pottowautomie Indians shall continue forever. The said tribes of Indians giving assurance, hereby, of fidelity and friendship to the government and people of the United States; and the United States giving, at the same time, promise of all proper care and parental protection.

ART. II. The said tribes of Indians hereby agree to sell and cede, and do hereby sell and cede to the United States, all the lands to which they have claim of any kind whatsoever, and especially the tracts or parcels of lands ceded to them by the treaty of Chicago, and subsequent thereto, and now, in whole or in part, possessed by their people, lying and being north of the river Missouri, and embraced in the limits of the Territory of Iowa; and also all that tract of country lying and being on or near the Osage river, and west of the State of Missouri: it being understood that these cessions

are not to affect the title of said Indians to any grants or reserva- 1846
tions made to them by former treaties.

Art. III. In consideration of the foregoing cessions, or sales of land to the United States, it is agreed to pay to said tribes of Indians the sum of eight hundred and fifty thousand dollars, subject to the conditions, deductions, and liabilities provided for in the subsequent articles of this treaty.

Art. IV. The United States agree to grant to the said united tribes of Indians possession and title to a tract or parcel of land containing five hundred and seventy-six thousand acres, being thirty miles square, and being the eastern part of the lands ceded to the United States by the Kansas tribe of Indians, by treaty concluded on the 14th day of January, and ratified on the fifteenth of April of the present year, lying adjoining the Shawnees on the south, and the Delawares and Shawnees on the east, on both sides of the Kansas river, and to guarantee the full and complete possession of the same to the Pottowautomie nation, parties to this treaty, as their land and home forever; for which they are to pay the United States the sum of eighty-seven thousand dollars, to be deducted from the gross sum promised to them in the 3d article of this treaty.

Art. V. The United States agree to pay said nation of Indians, at the first annuity payment after the ratification of this treaty, and after an appropriation shall have been made by Congress, the sum of fifty thousand dollars, out of the aggregate sum granted in the third article of this treaty, to enable said Indians to arrange their affairs, and pay their just debts before leaving their present homes; to pay for their improvements; to purchase wagons, horses and other means of transportation, and pay individuals for the loss of property necessarily sacrificed in moving to their new homes: said sum to be paid, in open council, by the proper agents of the United States, and in such just proportions to each band, as the President of the United States may direct.

Art. VI. The said tribes of Indians agree to remove to their new homes on the Kansas river, within two years from the ratification of this treaty; and further agree to set apart the sum of twenty thousand dollars to the upper bands (being ten dollars per head), and ten thousand dollars to the lower bands (being five dollars per head), to pay the actual expenses of removing; and the sum of forty thousand dollars for all the bands, as subsistence money, for the first twelve months after their arrival at their new homes; to be paid to them so soon as their arrival at their new homes is made

1846 known to the government, and convenient arrangements can be made to pay the same, between the parties to this treaty; the aforesaid sums to be also deducted from the aggregate sum granted by the United States to said tribes of Indians by the 3d article of this treaty.

Art. VII. The balance of the said sum of eight hundred fifty thousand dollars, after deducting the cost of removal and subsistence, &c., it is agreed shall remain with the United States, *in trust* for said Indians, and an interest of five per cent. annually paid thereon, commencing at the expiration of one year after the removal of said Indians, and continuing for thirty years, and until the nation shall be reduced below one thousand souls. If, after the expiration of thirty years, or any period thereafter, it shall be ascertained that the nation is reduced below that number, the said annuity shall thenceforth be paid *pro rata* so long as they shall exist as a separate and distinct nation, in proportion as the present number shall bear to the number then in existence.

Art. VIII. It is agreed upon by the parties to this treaty that, after the removal of the Pottowautomie nation to the Kansas country, the annual interest of their « improvement fund » shall be paid out promptly and fully, for their benefit, at their new homes: If, however, at any time thereafter, the President of the United States shall be of opinion that it would be advantageous to the Pottowautomie nation, and they should request the same to be done, to pay them the interest of said money in lieu of the employment of persons or purchase of machines or implements, he is hereby authorized to pay the same, or any part thereof, in money, as their annuities are paid at the time of the general payments of annuities. It is also agreed that, after the expiration of two years from the ratification of this treaty, the school fund of the Pottowautomies shall be expended, entirely in their own country, unless their people in council, should at any time express a desire to have any part of the same expended in a different manner.

Art. IX. It is agreed by the parties to this treaty that the buildings occupied as a missionary establishment, including twenty acres of land now under fence, shall be reserved for the use of the government agency; also the houses used for blacksmith house and shop shall be reserved for the use of the Pottowautomie smith; but should the property cease to be used for the afore-mentioned purposes, then it shall revert to the use of the Pottowautomie nation.

Art. X. It is agreed that hereafter there shall be paid to the Pottowautomie nation, annually, the sum of three hundred dollars,

in lieu of the two thousand pounds of tobacco, fifteen hundred 1846
pounds of iron, and three hundred and fifty pounds of steel, stipulated to be paid to the Pottowautomies under the third article of the treaty of September 20, 1828.

In testimony whereof, etc.

4.

Traité avec les tribus de Kansas, signé le 17 Juillet 1846.

Art. I. The Kansas tribe of Indians cede to the United States two millions of acres of land on the east part of their country, embracing the entire width, thirty miles, and running west for quantity.

Art. II. In consideration of the foregoing cession the United States agree to pay to the Kansas Indians two hundred and two thousand dollars, two hundred thousand of which shall be funded at five per cent., the interest of which to be paid annually for thirty years, and thereafter to be diminished and paid pro rata, should their numbers decrease, but not otherwise — that is : the government of the United States shall pay them the full interest for thirty years on the amount funded, and at the end of that time, should the Kansas tribe be less than at the first payment, they are only to receive pro rata the sums paid them at the first annuity payment. One thousand dollars of the interest thus accruing shall be applied annually to the purposes of education in their own country; one thousand dollars annually for agricultural assistance, implements, &c.; but should the Kansas Indians at any time be so far advanced in agriculture as to render the expenditure for agricultural assistance unnecessary then the one thousand dollars above provided for that purpose shall be paid them in money with the balance of their annuity; the balance, eight thousand dollars, shall be paid them annually in their own country. The two thousand dollars, not to be funded, shall be expended in the following manner: first, the necessary expenses in negotiating this treaty; second, four hundred dollars shall be paid to the missionary society of the Methodist Episcopal church for their improvements on the land ceded in the first article; third, six hundred dollars shall be applied to the erection of a mill in the country in which the Kansas shall settle for their use it being in consideration of their mill on the land ceded in the first article. The balance to be placed in the hands of their agent, as soon after the ratification

1846 of this treaty as practicable, for the purpose of furnishing the said Kansas Indians with provisions for the present year.

Art. III. In order that the Kansas Indians may know the west line of the land which they have ceded by this treaty, it is agreed that the United States shall as soon as may be convenient in the present year, cause the said line to be ascertained and marked by competent surveyors.

Art. IV. The Kansas Indians are to move from the lands ceded to the United States by the first article of this treaty, by the first day of May, 1847.

Art. V. As doubts exist whether there is a sufficiency of timber on the land remaining to the Kansas, after taking off the land ceded in the first article of this treaty, it is agreed by the contracting parties, that after the western line of the said cession shall be ascertained, and the President of the United States shall be satisfied that there is not a sufficiency of timber, he shall cause to be selected and laid off for the Kansas a suitable country, near the western boundary of the land ceded by this treaty, which shall remain for their use forever. In consideration of which, the Kansas nation cede to the United States the balance of the reservation under the treaty of June 3, 1825, and not ceded in the first article of this treaty.

Art. VI. In consideration of the great distance which the Kansas Indians will be removed from the white settlements and their present agent, and their exposure to difficulties with other Indian tribes, it is agreed that the United States shall cause to reside among the Kansas Indians a sub-agent who shall be especially charged with the direction of their farming operations, and general improvement, and to be continued as long as the President of the United States should consider it advantageous to the Kansas.

Art. VII. Should the government of the United States be of opinion that the Kansas Indians are not entitled to a smith under the 4th article of the treaty of June 3, 1825, it is agreed that a smith shall be supported out of the one thousand dollars provided in the 4th article for agricultural purposes.

---

5. 1846

Traité avec les Cherokees, signé le 8 Août 1846.

Art. I. That the lands now occupied by the Cherokee Nation shall be secured to the whole Cherokee people for their common use and benefit; and a patent shall be issued for the same, including the eight hundred thousand acres purchased, together with the outlet west, promised by the United States, in conformity with the provisions relating thereto, contained in the third article of the treaty of 1835, and in the third section of the act of Congress, approved May twenty-eighth, 1830, which authorizes the President of the United States, in making exchanges of lands with the Indian tribes, « to assure the tribe or nation with which the exchange is made, that the United States will forever secure and guarantee to them, and their heirs or successors, the country so exchanged with them; and, if they prefer it, that the United States will cause a patent or grant to be made and executed to them for the same : *Provided, always,* That such lands shall revert to the United States, if the Indians become extinct, or abandon the same. »

Art. II. All difficulties and differences heretofore existing between the several parties of the Cherokee Nation are hereby settled and adjusted, and shall, as far as possible, be forgotten and forever buried in oblivion. All party distinctions shall cease, except so far as they may be necessary to carry out this convention or treaty. A general amnesty is hereby declared. All offences and crimes committed by a citizen or citizens of the Cherokee Nation, against the Nation, or against an individual or individuals, are hereby pardoned. All Cherokees who are now out of the Nation, are invited and earnestly requested to return to their homes, where they may live in peace, assured that they shall not be prosecuted for any offence heretofore committed against the Cherokee Nation, or any individual thereof. And this pardon and amnesty shall extend to all who may now be out of the Nation and who shall return thereto on or before 1st day of December next. The several parties agree to unite in enforcing the laws against all future offenders. Laws shall be passed for equal protection, and for the security of life, liberty, and property; and full authority shall be given by law, to all or any portion of the Cherokee people, peaceably to assemble and petition their own Government, or the Government of the United States, for the redress of grievances, and to discuss their rights. All armed police,

1846 light-horse, and other military organization, shall be abolished, and the laws enforced by the civil authority alone.

No one shall be punished for any crime or misdemeanor, except on conviction by a jury of his country, and the sentence of a court duly authorized by law to take cognizance of the offence. And it is further agreed, all fugitives from justice, except those included in the general amnesty herein stipulated, seeking refuge in the territory of the United States, shall be delivered up by the authorities of the United States to the Cherokee Nation for trial and punishment.

Art. III. Whereas certain claims have been allowed by the several boards of commissioners heretofore appointed under the treaty of 1835, for rents under the name of improvements and spoliations, and for property of which the Indians were dispossessed, provided for under the 16th article of the treaty of 1835; and whereas the said claims have been paid out of the $5,000,000 fund; and whereas said claims were not justly chargeable to that fund, but were to be paid by the United States, the said United States agree to reimburse the said fund, the amount thus charged to said fund, and the same shall form a part of the aggregate amount to be distributed to the Cherokee people, as provided in the 9th article of this treaty; and whereas a further amount has been allowed for reservations under the provisions of the 13th article of the treaty of 1835, by said commissioners, and has been paid out of the said fund, and which said sums were properly chargeable to, and should have been paid by the United States, the said United States further agree to reimburse the amounts thus paid for reservations to said fund; and whereas the expenses of making the treaty of New Echoto were also paid out of said fund, when they should have been borne by the United States, the United States agree to reimburse the same, and also, to reimburse all other sums paid to any agent of the government, and improperly charged to said fund; and the same also shall form a part of the aggregate amount to be distributed to the Cherokee people, as provided in the 9th article of this treaty.

Art. IV. And whereas it has been decided by the board of commissioners recently appointed by the President of the United States to examine and adjust the claims and difficulties existing against and between the Cherokee people and the United States, as well as between the Cherokees themselves, that under the provisions of the treaty of 1828, as well as in conformity with the general policy of the United States in relation to the Indian tribes, and the Cherokee nation in particular, that that portion of the Cherokee people

known as the « Old Settlers », or « Western Cherokees », had no exclusive title to the territory ceded in that treaty, but that the same was intended for the use of, and to be the home for, the whole nation, including as well that portion then east, as the portion then west of the Mississippi; and whereas the said board of commissioners further decided that, inasmuch as the territory before mentioned became the common property of the whole Cherokee Nation by the operation of the treaty of 1828, the Cherokees then west of the Mississippi, by the equitable operation of the same treaty, acquired a common interest in the lands occupied by the Cherokees east of the Mississippi river, as well as in those occupied by themselves west of that river, which interest should have been provided for in the treaty of 1835, but which was not, except in so far as they, as a constituent portion of the nation, retained, in proportion to their numbers, a common interest in the country west of the Mississippi, and in the general funds of the nation; and therefore they have an equitable claim upon the United States for the value of that interest, whatever it may be. Now, in order to ascertain the value of that interest, it is agreed that the following principle shall be adopted, viz: all the investments and expenditures which are properly chargeable upon the sums granted in the treaty of 1835, amounting in the whole to five millions six hundred thousand dollars (which investments and expenditures are particularly enumerated in the 15th article of the treaty of 1835), to be first deducted from said aggregate sum, thus ascertaining the residuum or amount which would, under such marshalling of accounts, be left for *per capita* distribution among the Cherokees emigrating under the treaty of 1835, excluding all extravagant and improper expenditures, and then allow to the Old Settlers (or Western Cherokees) a sum equal to one-third part of said residuum, to be distributed *per capita* to each individual of said party of « Old Settlers » or « Western Cherokees ». It is further agreed that so far as the Western Cherokees are concerned, in estimating the expense of removal and subsistence of an eastern Cherokee, to be charged to the aggregate fund of five million six hundred thousand dollars above mentioned, the sums for removal and subsistence stipulated in the 8th article of the treaty of 1835, as commutation money in those cases in which the parties entitled to it removed themselves, shall be adopted. And as it affects the settlement with the Western Cherokees, there shall be no deduction from the fund before mentioned, in consideration of any payments which may hereafter be made out of said fund; and it is hereby further understood and agreed, that the principle above

1846

1846 defined shall embrace all those Cherokees west of the Mississippi, who emigrated prior to the treaty of 1835.

In the consideration of the foregoing stipulation on the part of the United States, the « Western Cherokees » or « Old Settlers » hereby release and quit claim to the United States all right, title, interest, or claim they may have to a common property in the Cherokee lands east of the Mississippi river, and to exclusive ownership to the lands ceded to them by the treaty of 1833 west of the Mississippi, including the outlet west, consenting and agreeing that the said lands, together with the eight hundred thousand acres ceded to the Cherokees by the treaty of 1835, shall be and remain the common property of the whole Cherokee people, themselves included.

Art. V. It is mutually agreed that the *per capita* allowance to be given to the « Western Cherokees » or « Old Settlers », upon the principle above stated, shall be held in trust by the government of the United States, and paid out to each individual belonging to that party or head of family, or his legal representatives, *first deducting therefrom the sum of fifty thousand dollars, to be paid to the delegation of that portion of the Cherokee people who are parties to the treaty, to defray the expenses of prosecuting their claims against the Government of the United States, including the late Captain John Rogers.* And it is further agreed, that the *per capita* allowance to be paid as aforesaid shall not be assignable, but shall be paid directly to the persons entitled to it, or to his heirs or legal representatives, by the agent of the United States, authorized to make such payments.

And it is further agreed that a committee of five persons shall be appointed by the President of the United States, from the party of « Old Settlers », whose duty it shall be, in conjunction with an agent of the United States, to ascertain what persons are entitled to the *per capita* allowance provided for in this and the preceding article.

Art. VI. And whereas many of that portion of the Cherokee people known and designated as the Treaty party, have suffered losses and incurred expenses in consequence of the treaty of 1835, therefore, to indemnify the Treaty Party, the United States agree to pay to the said Treaty Party the sum of one hundred and fifteen thousand dollars, of which the sum of five thousand dollars shall be paid by the United States to the heirs or legal representative of Major Ridge, the sum of five thousand dollars to the heirs or legal representatives of John Ridge, and the sum of five thousand dollars to the heirs or legal representatives of Elias Boudinot, and the balance,

being the sum of one hundred thousand dollars, which shall be paid 1846
by the United States, in such amounts and to such persons as may be certified by a committee to be appointed by the Treaty Party, and which committee shall consist of not exceeding five persons, and approved by an agent of the United States, to be entitled to receive the same for losses and damages sustained by them, or by those of whom they are the heirs or legal representatives : *Provided,* That out of the said balance of one hundred thousand dollars the present delegation of the Treaty Party may receive the sum of twenty-five thousand dollars, to be by them applied to the payment of claims and other expenses. And it is further provided that if the said sum of one hundred thousand dollars should not be sufficient to pay all the claims allowed for losses and damages, that then the same shall be paid to the said claimants *pro rata,* and which payments shall be in full of all claims and losses of the said Treaty Party.

Art. VII. The value of all salines, which were the private property of individuals of the Western Cherokees, and of which they were dispossessed, provided there be any such, shall be ascertained by the United States agent and a commissioner to be appointed by the Cherokee authorithies; and should they be unable to agree, they shall select an umpire whose decision shall be final, and the several amounts found due shall be paid by the Cherokee Nation; or the salines returned to their respective owners.

Art. VIII. The United States agree to pay to the Cherokee Nation the sum of two thousand dollars for a printing press, materials, and other property destroyed at that time; the sum of five thousand dollars, to be equally divided among all those whose arms were taken from them previous to their removal west by order of an officer of the United States; and the further sum of twenty thousand dollars in lieu of all claims of the Cherokee Nation as a nation, prior to the treaty 1835, except all lands reserved, by treaties heretofore made, for school funds.

Art. IX. The United States agree to make a fair and just settlement of all moneys due to the Cherokees, and subject to the *per capita* division under the treaty of 29th December, 1835, which said settlement shall exhibit all money properly expended under said treaty, and shall embrace all sums paid for improvements, ferries, spoliations, removal, and subsistence, and commutation therefor, debts and claims upon the Cherokee Nation of Indians, for the additional quantity of land ceded to said nation; and the several sums provided in the several articles of the treaty to be invested

1846 as the general funds of the nation; and also all sums which may be hereafter properly allowed and paid under the provisions of the treaty of 1835. The aggregate of which said several sums shall be deducted from the sum of six millions six hundred and forty-seven thousand and sixty-seven dollars, and the balance thus found to be due shall be paid over *per capita* in equal amounts to all those individuals, heads of families, or their legal representatives, entitled to receive the same under the treaty of 1835, and the supplement of 1836, being all those Cherokees residing east at the date of said treaty and the supplement thereto.

Art. X. It is expressly agreed that nothing in the foregoing treaty contained, shall be so construed, as in any manner to take away or abridge any rights or claims which the Cherokees now residing in States east of the Mississippi river had, or may have, under the treaty of 1835 and the supplement thereto.

Art. XI. Whereas the Cherokee delegations contend that the amount expended for the one year's subsistence, after their arrival in the west, of the eastern Cherokees, is not properly chargeable to the treaty fund: It is hereby agreed that, that question shall be submitted to the Senate of the United States for its decision, which shall decide whether the subsistence shall be borne by the United States or the Cherokee funds; and if by the Cherokees, then to say, whether the subsistence shall be charged at a greater rate than thirty-three, $^{33}/_{100}$ dollars per head; and also the question, whether the Cherokees Nation shall be allowed interest on whatever sum may be found to be due the nation, and from what date and at what rate per annum.

Art. XII. The Western Cherokees, called « Old Settlers », in assenting to the general provisions of this treaty, in behalf of their people, have expressed their fixed opinion that, in making a settlement with them upon the basis herein etablished, the expenses incurred for the removal and subsistence of Cherokees after the twenty-third day of May, 1838, should not be charged upon the five millions of dollars allowed to the Cherokees for their lands under the treaty of 1835, or on the fund provided by the third article of the supplement thereto; and that no part of the spoliations, subsistence, or removal provided for by the several articles of said treaty and the supplement thereto, should be charged against them in their settlement for their interest in the Cherokee country east and west of the Mississippi river. And the delegation of « Old Settlers », or « Western Cherokees », propose that the question shall be submitted with this treaty to the decision of the Senate of

the United States, of what portion, if any, of the expenditures made 1846
for removal, subsistence, and spoliations, under the treaty of 1835, is properly and legally chargeable to the five million fund. And they will abide by the decision of the Senate.

Art. XIII. This treaty, after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States, shall be obligatory on the contracting parties.

In testimony whereof, etc.

In Executive Session, Senate of the United States, August 8, 1846.

Resolved (two-thirds of the Senators present concurring), That the Senate advise and consent to the ratification of the articles of a treaty made and concluded at Washington, in the District of Columbia, the sixth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-six, between the United States of America, by three commissioners, Edmund Burke, William Armstrong, and Albion K. Parris, and John Ross, principal chief of the Cherokee Nation, David Vann, William S. Coodey, Richard Taylor, T. H. Walker, Clement F. McNair, Stephen Foreman, John Drew, and Richard Field, delegates duly appointed by the regularly constituted authorities of the Cherokee Nation; Geo. W. Adair, John A. Bell, Stand Watie, Joseph M. Lynch, John Huss, and Brice Martin, a delegation appointed by and representing that portion of the Cherokee tribe of Indians known and recognised as the « Treaty Party »; John Brown, Capitain Dutch, John L. McCoy, Richard Drew, and Ellis Phillips, delegates appointed by and representing that portion of the Cherokee tribe of Indians known and recognised as «Western Cherokees », or « Old Settlers », with the following

AMENDMENTS.

Strike out of the fifth article the following words: « First deducting therefrom the sum of fifty thousand dollars to be paid to the delegation of that portion of the Cherokee people who are parties to the treaty, to defray the expenses of prosecuting their claims against the Government of the United States, including the late Captain John Rogers. »

Strike out the twelfth article of the treaty.

1846 6.

Traité avec les Winnebagoes, signé le 13 Octobre 1846.

Art. I. It is solemnly agreed, that the peace and friendship which exist between the people of the United States and the Winnebago Indians shall be perpetual. The said tribe of Indians giving assurance, hereby, of fidelity and friendship to the Government and people of the United States, and the United States giving to them, at the same time, promise of all proper care and parental protection.

Art. II. The said tribe of Indians hereby agree to cede and sell, and do hereby cede and sell to the United States, all right, title, interest, claim, and privilege to all lands, wherever situated, now or heretofore occupied or claimed by said Indians, within the States and Territories of the United States, and especially to the country now occupied, inhabited, or in any way used by them, called the « Neutral Ground », which tract of country was assigned to said Indians by the 2d article of the treaty of Fort Armstrong, concluded on the 15th day of September, 1832, and ratified on the 13th day of February following.

Art. III. In consideration of the foregoing purchase from, or cession by the said Indians, the United States hereby agree to purchase and give to the said Indians, as their home, to be held as all Indians' lands are held, a tract of country north of St. Peters and west of the Mississippi rivers, of not less than eight hundred thousand acres, which shall be suitable to their habits, wants, and wishes: *Provided,* Such land can be obtained on just and reasonable terms.

Art. IV. The United States agree to pay to said tribe of Indians the sum of one hundred and fifty thousand dollars for the land, and the sum of forty thousand dollars for release of hunting privileges, on the lands adjacent to their present home, making the sum of one hundred and ninety thousand dollars, being in further consideration of the cession or sale made to the United States by the 2d article of this treaty; to be paid as follows: Forty thousand dollars to enable them to comply with their present just engagements, and to cover the expenses of exploring and selecting (by their own people, or by an agent of their own appointment) their new home; twenty thousand dollars in consideration of their removing themselves, and twenty thousand dollars in consideration of their subsisting themselves the first year after their removal; ten thousand dollars to be expended for breaking up and fencing lands, under

the direction of the President of the United States, at their new home; ten thousand dollars to be set apart and applied under the direction of the President to the creation and carrying on of one or more manual labor schools for the benefit of said tribe of Indians; and five thousand dollars for building a saw and grist mill. The balance of said sum of one hundred and ninety thousand dollars, viz: eighty-five thousand dollars, to remain *in trust* with the United States, and five per cent. interest thereon to be paid annually to said tribe, or applied for their benefit, as the President of the United States may, from time to time, direct, for the period of thirty years, which shall be in full payment of the said balance: *Provided,* That no part of the said consideration moneys shall be paid until after the arrival of said tribe of Indians at their new home, and appropriations shall have been made by Congress; and that the sums for meeting their present engagements, for removal and subsistence, and for exploring their new home, shall be paid to the chiefs in open council, in such manner as they in said council shall request. 1846

Art. V. It is further agreed by the parties to this treaty that the said tribe of Indians shall remove to their new home within one year after the ratification of this treaty, and their new home shall have been procured for them, and they duly notified of the same.

Art. VI. It is further agreed by the parties to this treaty, that the President may, at his discretion (should he at any time be of opinion that the interest of the Indians would be thereby promoted), direct that any portion of the money, not exceeding ten thousand dollars per annum, now paid in goods, as provided for by the last clause of the 4th article of the treaty of the 1st of November, 1837, be applied to the purchase of additional provisions, or to other purposes.

In testimony whereof, etc.

1846

GRANDE-BRETAGNE ET HAWAÏ.

Convention entre la Grande-Bretagne et le roi des Iles de Sandwich, signé à Honolulu, le 26 Mars 1846.

Art. I. There shall be perpetual peace and amity between H. M. the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the King of the Sandwich Islands, their heirs and successors.

Art. II. The subjects of Her Britannic Majesty residing within the dominions of the King of the Sandwich Islands, shall enjoy the same protection, in regard to their civil rights as well as to their persons and properties, as native subjects; and the King of the Sandwich Islands engages to grant to British subjects the same rights and privileges which now are, or hereafter may be, granted to or enjoyed by any other foreigners, subjects of the most favoured nation.

Art. III. No British subject accused of any crime whatever shall be judged otherwise than by a jury composed of native or foreign residents, proposed by the British Consul, and accepted by the government of the Sandwich Islands.

Art. IV. The protection of the King of the Sandwich Islands shall be extended to all British vessels, their officers and crews. In case of shipwreck, the chiefs and inhabitants of the different parts of the Sandwich Islands shall succour them, and secure them from plunder. The salvage dues shall be regulated, in case of dispute, by arbitrators chosen by both parties.

Art. V. The desertion of seamen embarked of British vessels shall be severely repressed by the local authorities, who shall employ all the means at their disposal to arrest deserters; and all reasonable expenses of capture shall be defrayed by the captains or owners of the said vessels.

Art. VI. British marchandize or goods recognized as coming from the British dominions, shall not be prohibited; nor shall they be subject to an import duty higher than 5 per cent. *ad valorem.* Wines, brandies, and other spirituous liquors, are however, excepted from this stipulation, and shall be liable to such reasonable duty as the Hawaiian government may think fit to lay upon them; provided always that the amount of duty shall not be so high as absolutely to prohibed the importation of the said articles.

Art. VII. No tonnage, import, or other duties shall be levied on British vessels, beyond what are levied on vessels or goods of the most favoured nation. 1846

Art. VIII. The subjects of the King of the Sandwich Islands shall, in their commercial or other relations of Great-Britain, be treated on the footing of the most favoured nation.

Done, etc.

TOSCANE ET TUNIS.

Convention entre la Toscane et le Bey de Tunis, touchant la modification de l'article II du traité du 11 Octobre 1822, signée à Tunis, le 2 Novembre 1846.

LODE A DIO.

Subito che fù a noi chiesto da parte di Sua Altezza, la di cui riputazione è elevata, nostro Amico il Sovrano di Toscana, qualche modificazione in una dei punti dell' articolo secondo del Trattato conchiuso fra la nostra Corte e la sua il 26 Moharrem anno 1238, che corrisponde agli 11 Ottobre 1822 del Messia:

Abbiamo ora conchiuso la presente Convenzione col Cav.r Enrico Nyssen, Console generale della Corte di Toscana in Tunis, in forza del pieno potere in di lui mani per l'oggetto, dalla parte del Sublime Suo Governo, ed è che gli Israeliti giunti nel nostro Regno dalla Toscana, dopo la data dell' articolo suddeto, e quegli che vi giungeranno in avvenire, per quivi dimorare, all' oggetto di commerciarvi, i di cui nomi sono registrati nel Consolato, in conformità dei Passaporti che ognuno di essi ne sarà latore, saranno riguardati in Tunis simili ai Commercianti delle nostre amiche Corti d'Europa, e nulla potrà separarli dalle benigne cure del loro Sovrano e della Sua protezione ancorchè dimorassero in Tunis più di due anni.

Ma i rimanenti punti dell' articolo secondo rimangono nel loro essere tali e quali ed in tutta la loro forza, in ciò che riguarda gl' Israeliti tunisini, conosciuti per « Grana », che non sarà riguardato alcuno di essi appartenere alla Toscana, in qualunque siasi maniera.

1846 Convenzione perfetta, e sarà eseguita in conformità di essa, allorchè ritornerà a Noi quest' accordo confermato dall' alta parte della Corte di Toscana.

Scritto ai 13 di Kahda anno 1262, che corrisponde ai due di Novembre dell' anno 1846.

Approvato dal Povero in Dio altissimo, suo servo il Muscir Ahmed Bascià Bey, Sovrano del Regno tunisino, che Iddio secondi. Amen.

(*Signature.*)

Cette convention a été approuvée par S. A. I. le Grand-Duc de Toscane, le 29 Juin 1847.

HANOVRE ET PAYS-BAS.

Convention entre le Hanovre et les Pays-Bas, concernant l'article 5 *du traité de délimination du* 2 *Juin* 1824, *ratifiée à la Haye le* 3 *Décembre* 1846.

Attendu qu'il a été reconnu être désirable que, pour les habitants limitrophes, quelques changements fussent apportés aux dispositions de l'article 5 du traité de délimination conclu le 2 Juin 1824, entre le royaume des Pays-Bas et de Hanovre, ainsi que dans les conventions ultérieurement arrêtées à ce sujet en 1836, les deux gouvernements sont convenus de part et d'autre des dispositions suivantes :

1° La défense faite par l'article 5 dudit traité de délimination de ne bâtir à l'avenir aucune maison particulière sur la ligne des frontières qu'à une distance de 376 aunes 7 palmes des Pays-Bas ou 100 perches rhénanes, est maintenue dans sa généralité et sa sévère application, s'en trouve être plus spéciale là où, à une distance de 100 perches rhénanes de la frontière respective, il ne se trouve aucun établissement ;

2° Il en est de même à l'égard de la construction, contrairement à cette défense, de nouvelles habitations (maisons avec un foyer) sur les lieux où se trouvent déjà des établissements ;

3° Les bâtiments détruits par l'incendie ou de toute autre manière, devront être reconstruits sur leur ancien emplacement ;

4° Il est permis au propriétaire de changer d'emplacement, pourvu toutefois que les nouvelles constructions soient élevées à

une distance de la frontière pareille à celle de l'ancienne habitation ; 1846

5° La reconstruction ou le déplacement de l'habitation n'a lieu qu'après en avoir fait la déclaration aux autorités compétentes et en avoir obtenu l'autorisation. Cette autorisation ne sera pas refusée, chaque fois qu'il s'agira de reconstruire les bâtiments sur leur ancien emplacement, et pour le déplacement de l'habitation, elle ne pourra l'être que pour des raisons particulières ;

6° Si, par exception aux dispositions des articles 1 et 2, et dans d'autres cas que ceux stipulés à l'article 5, de nouvelles habitations étaient construites sur le territoire du royaume des Pays-Bas et de Hanovre, à une distance plus rapprochée de la frontière que celle de 100 perches rhénanes, dans cette circonstance, une autorisation spéciale de la part des deux gouvernements est nécessaire. Pour l'obtenir, les autorités provinciales respectives devront s'entendre entre elles à ce sujet ; si, de part et d'autre, cette demande exceptionnelle est reconnue acceptable, il en sera donné avis à la personne qui désire construire cette habitation, par les autorités provinciales du royaume où se trouve situé l'emplacement désigné ;

7° Il est permis au propriétaire d'agrandir son habitation ou ses bâtiments servant à l'exploitation de son industrie, et ses bâtiments contigus du côté de la frontière, toutefois sans construction d'un nouveau foyer ;

8° Aux cultivateurs qui, sur la frontière, dans le rayon de 100 perches rhénanes, ne possèdent pas de terrain, il est permis de construire des habitations sans foyer. Les gouvernements respectifs imposent à leurs sujets l'obligation, sous peine d'un châtiment correctionnel (*Ordnungsstrafe*), de donner au préalable connaissance à l'autorité compétante de toute extension ou construction nouvelle, ainsi qu'il a été dit dans les articles 7 et 8 ; les autorités devront veiller à ce que ces bâtiments ne soient pas en contradiction avec les dispositions du traité ;

9° Pour obtenir la permission exceptionnelle de construire un nouveau foyer, dans les cas indiqués aux articles 7 et 8, il faudra procéder conformément à ce qui a été dit à l'article 6 ;

10° Les bâtiments déjà existants dans les deux royaumes à la distance de 100 perches de la frontière, ainsi que ceux qui ont été commencés contrairement à la lettre de l'article 5 du traité de délimination, et dont la construction sur le territoire de Hanovre, conformément à la défense insérée dans ledit traité, a été interrompue ou suspendue, peuvent être conservés ou achevés.

1846 Quant aux bâtiments qui sont encore à construire sur le territoire des deux États, un relevé exacte en sera communiqué de part et d'autre.

AUTRICHE, PRUSSE ET RUSSIE.

Convention entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, comme puissances protectrices de la république de Cracovie, pour l'incorporation de cette république à la monarchie autrichienne, signée à Vienne le 6 Novembre 1846.[1]

Considérant que la conspiration qui en février 1846 a amené dans le Grand-Duché de Posen, à Cracovie et en Gallicie les événements bien connus, était un complot, tramé à l'étranger à l'aide de nombreux complices résidant dans le pays;

Considérant que la faction criminelle a pris les armes à l'heure convenue, a ouvert les hostilités et publié des proclamations qui provoquaient les habitants à un soulèvement général;

Considérant que Cracovie a été le siège d'une autorité centrale qui avait pris le nom de *gouvernement révolutionnaire*, et que c'est de ce gouvernement qu'ont émané les rescrits tendant à diriger l'insurrection;

Considérant que toutes ces circonstances réunies ont placé pour ainsi dire la ville de Cracovie dans un état de guerre qui aurait autorisé les trois cours d'Autriche, de Prusse et de Russie, à user de tous les droits que leur donne la guerre;

Considérant que par cela seul elles seraient autorisées à disposer d'un territoire qui a pris vis-à-vis d'elles une attitude hostile;

Considérant que les trois puissances n'ont pas l'intention de soumettre la ville de Cracovie au droit du plus fort, attendu que cette loi ne peut pas trouver son application où il y a une si grande disparité de forces;

Considérant qu'il n'est pas question non plus de faire subir à cette ville un acte de vengeance ou de la punir, mais que les trois hautes

[1] Le texte de cette convention n'ayant point été rendu public à l'époque de la publication du Tome V de ce *Recueil*, nous n'avons pu lui assigner une place parmi les actes relatifs à l'incorporation de Cracovie, qui se trouvent réunis dans le susdit Tome V, à la page 727 et suivantes.

puissances protectrices ne veulent que rétablir l'ordre et la paix 1846
dans le territoire de Cracovie, et n'ont d'autre but que de protéger leurs peuples contre le retour d'événements qui ont si gravement compromis leur repos ;

Considérant en outre qu'en vertu du traité conclu entre elles le 3 Mai (21 Avril) 1815, la ville de Cracovie avec son territoire a été déclarée ville libre, indépendante et strictement neutre et placée sous la protection des trois hautes parties contractantes, et que par cette convention les trois cours ont voulu mettre à exécution les articles relatifs à la ville de Cracovie dans leurs différents traités du 3 Mai (21 April) 1815, dont l'un a été conclu entre S. M. l'empereur d'Autriche et S. M. l'empereur de toutes les Russies, l'autre, à la même date, entre S. M. l'empereur de Russie et S. M. le roi de Prusse ;

Considérant que l'existence de la ville libre de Cracovie, loin de répondre à leurs vues, est devenue un foyer de troubles et de désordres, qui pendant une période de près de 26 années ont non-seulement menacé la paix et la prospérité de cette ville libre, ainsi que la sécurité des États voisins, mais avaient pour but le renversement de l'ordre de choses fondé sur les traités de 1815 ;

Considérant que de nombreux faits de cette espèce qui sont trop connus pour qu'il soit besoin de les énumérer ici, ont complètement changé dans son essence la position de la ville libre de Cracovie, et que cette dernière, en se livrant à des démarches contraires aux stipulations des traités, a rompu de rechef les engagements qui lui imposaient une stricte neutralité, que ces démarches ont provoqué à différentes reprises l'intervention armée des trois puissances, et que tous les changements apportés à sa constitution intérieure pour consolider davantage son gouvernement, n'ont pu empêcher le retour de ces faits déplorables ;

Considérant que la longanimité même des trois puissances protectrices, manifestées par ces dispositions bienveillantes, au lieu d'atteindre son but, n'a servi qu'à fortifier dans leurs complots les ennemis implacables de l'ordre de choses existant, et que la ville de Cracovie est redevenue le foyer d'une nouvelle conjuration beaucoup plus vaste, dont les ramifications s'étendaient dans toutes les anciennes provinces polonaises ;

Considérant qu'à cette entreprise déloyale et criminelle il s'est joint une attaque à main armée partie de cette ville, et que Cracovie a été le point central d'où l'esprit de révolte cherchait à saper les bases de la tranquillité intérieure des États limitrophes ;

Considérant que, par conséquent, un corps politique est évi-

1846 demment trop faible pour résister aux intrigues incessantes des émigrés polonais, qui tiennent cette ville libre dans une sujétion morale, et qu'elle n'offre dès-lors aux puissances aucune garantie contre le retour des tentatives de soulèvement si souvent réitérée ;

Considérant que des entreprises de cette nature sont une violation évidente du traité du 3 Mai (21 Avril) 1815, ainsi que de l'article II du statut de la constitution du 30 Mai 1833 pour la ville libre de Cracovie ;

Considérant que les conventions ci-dessus entre les trois puissances relativement à Cracovie n'ont été reproduites dans les articles 6, 7, 8, 9 et 10 de l'acte du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815, qu'afin que cet acte renfermât les différents résultats de la convention, arrêtée dans des négociations particulières entre ces cabinets ;

Considérant que si aujourd'hui donc les trois cours changent à l'égard de Cracovie un ordre des choses établi de leur propre volonté en 1815, elles ne font qu'exercer un droit qui ne saurait être contesté ;

Considérant tout cela et ayant égard enfin à la sécurité de leurs propres États, si souvent compromises par la ville libre de Cracovie, les trois cours d'Autriche, de Prusse et de Russie ont pris en commun les résolutions suivantes :

I. Les trois cours d'Autriche, de Prusse et de Russie rappelent les articles relatifs à la ville de Cracovie, des traités conclus d'une part entre S. M. l'empereur d'Autriche et S. M. l'empereur de toutes les Russies, et de l'autre part entre S. M. l'empereur de toutes les Russies et S. M. le roi de Prusse, et signés le 3 Mai (21 avril) 1815. Le traité additionnel y annexé, passé entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, est également rappelé et aboli à partir de ce jour.

II. En conséquence la ville de Cracovie et son territoire sont rendus à l'Autriche et réunis à la monarchie autrichienne pour redevenir, comme avant l'année 1809, la possession de S. M. Impériale et Royale Apostolique.

(*Suivent les signatures.*)

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA NOUVELLE-GRENADE. 1846

Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre les États-Unis d'Amérique et la république de la Nouvelle-Grenade, signé à Bogota le 12 Décembre 1846, ratifié en 1848.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. There shall be a perfect, firm, and inviolable peace and sincere friendship, between the United States of America and the republic of New Granada, in all the extent of their possessions and territories, and between their citizens respectively, without distinction of persons or places.

Art. II. The United States of America and the republic of New Granada, desiring to live in peace and harmony with all the nations of the earth, by means of a policy frank and equally friendly with all, engage mutually not to grant any particular favor to other nations, in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other party, who shall enjoy the same freely, if the concession was freely made, or on allowing the same compensation of the concession was conditional.

Art. III. The two high contracting parties, being likewise desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries on the liberal basis of perfect equality and reciprocity, mutually agree that the citizens of each may frequent all the coasts and countries of the other, and reside and trade there, in all kinds of produce, manufactures, and merchandise; and that they shall enjoy all the rights, privileges, and exemptions, in navigation and commerce, which native citizens do or shall enjoy, submitting themselves to the laws, decrees, and usages there established, to which native citizens are subjected. But it is understood that this article does not include the coasting trade of either country, the regulation of which is reserved by the parties, respectively, according to their own separate laws.

Art. IV. They likewise agree that whatever kind of produce, manufacture, or merchandise of any foreign country, can be, from time to time, lawfully imported into the United States in their own vessels, may be also imported in vessels of the republic of New

1846 Granada; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo shall be levied and collected, whether the importation be made in vessels of the one country or of the other. And, in like manner, that whatever kind of produce, manufactures, or merchandise of any foreign country can be, from time to time, lawfully imported into the republic of New Granada in its own vessels, may be also imported in vessels of the United States; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo shall be levied or collected, whether the importation be made in vessels of the one country or the other.

And they further agree, that whatever may be lawfully exported or re-exported from the one country in its own vessels to any foreign country, may in like manner be exported or re-exported in the vessels of the other country; and the same bounties, duties, and drawbacks shall be allowed and collected, whether such exportation or re-exportation be made in vessels of the United States or of the republic of New Granada.

Art. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States of any articles the produce or manufacture of the republic of New Granada, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the republic of New Granada of any articles the produce or manufactures of the United States, than are or shall be payable on the like articles, being the produce or manufactures of any other foreign country; nor shall any higher or other duties or charges be imposed, in either of the two countries, on the exportation of any articles to the United States, or to the republic of New-Granada, respectively, than such as are payable on the exportation of the like articles to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation or importation of any articles the produce or manufactures of the United States or of the republic of New Granada, to or from the territories of the United States, or to or from the territories of the republic of New Granada, which shall not equally extend to all other nations.

Art. VI. In order to prevent the possibility of any misunderstanding, it is hereby declared that the stipulations contained in the three proceeding articles are to their full extent applicable to the vessels of the United States and their cargoes arriving in the ports of New Granada, and reciprocally to the vessels of the said republic of New Granada and their cargoes arriving in the ports of the United States, whether they proceed from the ports of the country to which they respectively belong, or from the ports of any other foreign country; and in either case, no discriminating duty shall be

imposed or collected in the ports of either country on said vessels 1846
or their cargoes, whether the same shall be of native or foreign produce or manufacture.

Art. VII. It is likewise agreed that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships, and other citizens of both countries, to manage, by themselves or agents, their own business in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignments and sale of their goods and merchandise by wholesale or retail, as with respect to the loading, unloading, and sending off their ships; they being, in all these cases, to be treated as citizens of the country in which they reside, or at least to be placed on an equality with the subjects or citizens of the most favored nation.

Art. VIII. The citizens of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor be detained with their vessels, cargoes, merchandise, or effects, for any military expedition, nor for any public or private purpose whatever, without allowing to those interested an equitable and sufficient indemnification.

Art. IX. Whenever the citizens of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, ports, or dominions of the other with their vessels, whether merchant or war, public or private, through stress of weather, pursuit of pirates or enemies, or want of provisions or water, they shall be received and treated with humanity, giving to them all favor and protection for repairing their ships, procuring provisions, and placing themselves in a situation to continue their voyage without obstacle or hindrance of any kind, or the payment of port fees, or any charges other than pilotage, except such vessels continue in port longer than forty-eight hours, counting from the time they cast anchor in port.

Art. X. All the ships, merchandise, and effects, belonging to the citizens of one of the contracting parties, which may be captured by pirates, whether within the limits of its jurisdiction or on the high seas, and may be carried or found in the rivers, roads, bays, ports, or dominions of the other, shall be delivered up to the owners, they proving in due and proper form their rights before the competent tribunals; it being well understood that the claim shall be made within the term of one year by the parties themselves, their attorneys or agents, of their respective governments.

Art. XI. When any vessels belonging to the citizens of either of the contracting parties shall be wrecked or foundered, or shall suffer any damage on the coasts, or within the dominions of the

1846 other, there shall be given to them all assistance and protection, in the same manner which is usual and customary with the vessels of the nation where the damage happens; permitting them to unload the said vessel, if necessary, of its merchandise and effects, without exacting for it any duty, impost, or contribution whatever, unless they may be destined for consumption or sale in the country of the port where they may have been disembarked.

Art. XII. The citizens of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods or real estate within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament, or otherwise; and their representatives, being citizens of the other party, shall succeed to their said personal goods or real estate, whether by testament or *ab intestato*, and they may take possession thereof, either by themselves or others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such dues only as the inhabitants of the country wherein said goods are shall be subject to pay in like cases.

Art. XIII. Both contracting parties promise and engage formally to give their special protection to the persons and property of the citizens of each other, of all occupations, who may be in the territories subject to the jurisdiction of one or the other, transient or dwelling therein, leaving open and free to them the tribunals of justice for their judicial recourse, on the same terms which are usual and customary with the natives or citizens of the country; for which purpose, they may either appear in proper person, or employ in the prosecution or defense of their rights such advocates, solicitors, notaries, agents, and factors as they may judge proper in all their trials at law; and such citizens or agents shall have free opportunity to be present at the decisions or sentences of the tribunals, in all cases which may concern them, and likewise at the taking of all examinations and evidence which may be exhibited in the said trials.

Art. XIV. The citizens of the United States residing in the territories of the republic of New Granada shall enjoy the most perfect and entire security of conscience without being annoyed, prevented, or disturbed on account of their religious belief. Neither shall they be annoyed, molested, or disturbed on the proper exercise of their religion in private houses, or on the chapels or places of worship appointed for that purpose, provided that in so doing they observe the decorum due to divine worship and the respect due to the laws, usages, and customs of the country. Liberty shall be granted to bury the citizens of the United States who may die in the territories

of the republic of New Granada, in convenient and adequate places, 1846
to be appointed and established by themselves for that purpose, with the knowledge of the local authorities, or in such other places of sepulture as may be chosen by the friends of the deceased; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in any wise, nor upon any account.

In like manner, the citizens of New Granada shall enjoy within the government and territories of the United States a perfect and unrestrained liberty of conscience and of exercising their religion, publicly or privately, within their own dwelling houses, or on the chapels and places of worship appointed for that purpose, agreeably to the laws, usages, and customs of the United States.

Art. XV. It shall be lawful for the citizens of the United States of America and of the republic of New Granada to sail with their ships with all manner of liberty and security, no distinction being made who are the proprietors of the merchandise laden thereon, from any port to the places of those who now are or hereafter shall be at enmity with either of the contracting parties. It shall likewise be lawful for the citizens aforesaid to sail with the ships and merchandise before mentioned, and to trade with the same liberty and security from the places, ports, and havens of those who are enemies of both or either party, without any opposition or disturbance whatsoever, not only directly from the places of the enemy before mentioned to neutral places, but also from one place belonging to an enemy to another place belonging to an enemy, whether they be under the jurisdiction of one power or under several. And it is hereby stipulated that free ships shall also give freedom to goods, and that every thing which shall be found on board the ships belonging to the citizens of either of the contracting parties shall be deemed to be free and exempt, although the whole lading or any part thereof should appertain to the enemies of either (contraband goods being always excepted). It is also agreed, in like manner, that the same liberty shall be extended to persons who are on board a free ship, with this effect, that although they be enemies to both or either party, they are not to be taken out of that free ship unless they are officers and soldiers, and in the actual service of the enemies: provided, however, and it is hereby agreed, that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those powers only who recognise this principle; but if either of the two contracting parties shall be at war with a third, and the other remains neutral, the flag of the neutral shall cover the pro-

1846 perty of enemies whose government acknowledge this principle, and not of others.

Art. XVI. It is likewise agreed, that in the case where the neutral flag of one of the contracting parties shall protect the property of the enemies of the other, by virtue of the above stipulation, it shall always be understood that the neutral property found on board such enemy's vessels shall be held and considered as enemy's property, and as such shall be liable to detention and confiscation, except such property as was put on board such vessel before the declaration of war, or even afterwards, if it were done without the knowledge of it; but the contracting parties agree that two months having elapsed after the declaration of war, their citizens shall not plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemy's property, in that case the goods and merchandise of the neutral embarked on such enemy's ships shall be free.

Art. XVII. This liberty of navigation and commerce shall extend to all kinds of merchandise, excepting those only which are distinguished by the name of *contraband*; and under this name of *contraband*, or prohibited goods, shall be comprehended:

1st. Cannons, mortars, howitzers, swivels, blunderbusses, muskets, rifles, carbines, pistols, pikes, swords, sabres, lances, spears, halberts, and grenads, bombs, powder, matches, balls, and all other things belonging to the use of these arms.

2d. Bucklers, helmets, breastplates, coats of mail, infantry belts, and clothes made up in the form and for the military use.

3d. Cavalry belts, and horses with their furniture.

4th. And generally all kind of arms and instruments of iron, steel, brass, and copper, or of any other materials manufactured, prepared, and formed expressly to make war by sea or land.

5th. Provisions that are imported into a besieged or blockaded place.

Art. XVIII. All other merchandise, and things not comprehended in the articles of contraband, explicitly enumerated and classified as above, shall be held and considered as free, and subjects of free and lawful commerce, so that they may be carried and transported in the freest manner by the citizens of both the contracting parties, even to places belonging to an enemy, excepting those places only which are at that time besieged or blockaded; and to avoid all doubt in this particular, it is declared that those places only are besieged or blockaded which are actually attacked by a belligerent force capable of preventing the entry of the neutral.

Art. XIX. The articles of contraband, before enumerated and classified, which may be found in a vessel bound for an enemy's port, shall be subject to detention and confiscation, leaving free the rest of the cargo and the ship, that the owners may dispose of them as they see proper. No vessel of either of the two nations shall be detained on the high seas on account of having on board articles of contraband, whenever the master, captain, or supercargo of said vessels will deliver up the articles of contraband to the captor, unless the quantity of such articles be so great and of so large a bulk, that they cannot be received on board the capturing ship without great inconvenience; but in this and all other cases of just detention, the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and safe port for trial and judgment according to law. 1846

Art. XX. And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or place belonging to an enemy without knowing that the same is besieged, or blockaded, or invested, it is agreed that every vessel so circumstanced may be turned away from such port or place, but shall not be detained, nor shall any part of her cargo, if not contraband, be confiscated, unless, after warning of such blockade or investment from the commanding officer of the blockading forces, she shall again attempt to enter; but she shall be permitted to go to any other port or place she shall think proper. Nor shall any vessel that may have entered into such port before the same was actually besieged, blockaded, or invested by the other, be restrained from quitting that place with her cargo; nor if found therein after the reduction and surrender, shall such vessel or her cargo be liable to confiscation, but they shall be restored to the owners thereof.

Art. XXI. In order to prevent all kind of disorder in the visiting and examination of the ships and cargoes of both the contracting parties on the high seas, they have agreed mutually that whenever a national vessel of war, public or private, shall meet with a neutral of the other contracting party, the first shall remain out of cannon shot, unless in stress of weather, and may send its boat with two or three men only, in order to execute the said examination of the papers concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence, or ill treatment; for which the commanders of said armed ships shall be responsible with their persons and property; for which purpose the commanders of private armed vessels shall, before receiving their commissions, give sufficient security to answer for all the damages they may commit. And it is expressly agreed that the

1846 neutral party shall in no case be required to go on board the examining vessel for the purpose of exhibiting her papers, or for any other purpose whatever.

Art. XXII. To avoid all kind of vexation and abuse in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens of the two contracting parties, they have agreed, and do hereby agree, that in case one of them should be engaged in war, the ships and vessels belonging to the citizens of the other must be furnished with sea letters or passports expressing the name, property, and bulk of the ship, as also the name and place of habitation of the master and commander of the said vessel, in order that it may thereby appear that the ship really and trully belongs to the citizens of one of the parties, they have likewise agreed that when such ships have a cargo, they shall also be provided, besides the said sea letters or passports, with certificates containing the several particulars of the cargo, and the place whence the ship sailed, so that it may be known whether any forbidden or contraband goods are on board the same; which certificates shall be made out by the officers of the place whence the ship sailed, in the accustomed form; without which requisites said vessel may be detained, to be adjudged by the competent tribunal, and may be declared lawful prize, unless the said defect shall be proved to be owing to accident, and shall be satisfied or supplied by testimony entirely equivalent.

Art. XXIII. It is further agreed, that the stipulations above expressed relative to the visiting and examination of vessels shall apply only to those which sail without convoy; and when said vessels shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honor, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries, and when they may be bound to an enemy's port, that they have no contraband goods an board, shall be sufficient.

Art. XXIV. It is further agreed that in all cases the established courts for prize causes, in the country to which the prizes may be conducted, shall alone take cognizance of them. And whenever such tribunals of either party shall pronounce judgment against any vessel, or goods, or property, claimed by the citizens of the other party, the sentence or decree shall mention the reasons or motives upon which the same shall have been founded, and an authenticated copy of the sentence or decree, and of all the proceedings in the case, shall, if demanded, be delivered to the commander or

agent of said vessel, without any delay, he paying the legal fees for the same. 1846.

Art. XXV. For the purpose of lessening the evils of war, the two high contracting parties further agree, that in case a war should unfortunately take place between them, hostilities shall only be carried on by persons duly commissioned by the government, and by those under their orders, except in repelling an attack or invasion, and in the defence of property.

Art. XXVI. Whenever one of the contracting parties shall be engaged in war with another state, no citizen of the other contracting party shall accept a commission or letter of marque for the purpose of assisting or co-operating hostilely with the said enemy against the said parties so at war, under the pain of being treated as a pirate.

Art. XXVII. If by any fatality—which cannot be expected, and God forbid—the two contracting parties should be engaged in a war with each other, they have agreed, and do agree now for then, that there shall be allowed the term of six months to the merchants residing on the coasts and in the ports of each other, and the term of one year to those who dwell in the interior, to arrange their business and transport their effects wherever they please, giving to them the safe conduct necessary for it, which may serve as a sufficient protection until they arrive at the designated port. The citizens, of all other occupations, who may be established in the territories or dominions of the United States or of New Granada, shall be respected and maintained in the full enjoyment of their personal liberty and property, unless their particular conduct shall cause them to forfeit this protection, which, in consideration of humanity, the contracting parties engage to give them.

Art. XXVIII. Neither the debts due from individuals of the one nation to the individuals of the other, nor shares, nor money which they may have in public funds, nor in public or private banks, shall ever, in any event of war or of national difference, be sequestered or confiscated.

Art. XXIX. Both the contracting parties being desirous of avoiding all inequality in relation to their public communications and official intercourse, have agreed, and do agree, to grant to the envoys, ministers, and other public agents, the same favors, immunities, and exemptions which those of the most favored nations do or shall enjoy; it being understood that whatever favors, immunities, or privileges the United States of America or the republic of New Granada may find it proper to give to the ministers and

1846 public agents of any other power, shall, by the same act, be extended to those of each of the contracting parties.

Art. XXX. To make more effectual the protection which the United States and the republic of New Granada shall afford in future to the navigation and commerce of the citizens of each other, they agree to receive and admit consuls and vice consuls in all the ports open to foreign commerce, who shall enjoy in them all the rights, prerogatives, and immunities of the consuls and vice consuls of the most favored nation; each contracting party, however, remaining at liberty to except those ports and places in which the admission and residence of such consuls may not seem convenient.

Art. XXXI. In order that the consuls and vice consuls of the two contracting parties may enjoy the rights, prerogatives, and immunities which belong to them by their public character, they shall, before entering on the exercise of their functions, exhibit their commission or patent, in due form, to the government to which they are accredited; and, having obtained their *exequatur*, they shall be held and considered as such by all the authorities, magistrates, and inhabitants in the consular district in which they reside.

Art. XXXII. It is likewise agreed, that the consuls, their secretaries, officers, and persons attached to the service of consuls, they not being citizens of the country in which the consul resides, shall be exempt from all public service; and also from all kind of taxes, imposts, and contributions, except those which they shall be obliged to pay on account of commerce or their property, to which the citizens and inhabitants, native and foreign, of the country in which they reside are subject, being in everything besides subject to the laws of the respective States. The archives and papers of the consulates shall be respected inviolably, and under no pretext whatever shall any magistrate seize, or in any way interfere with them.

Art. XXXIII. The said consuls shall have power to require the assistance of the authorities of the country for the arrest, detention, and custody of deserters from the public and private vessels of their country; and for that purpose they shall address themselves to the courts, judges and officers competent, and shall demand in writing the said deserters, proving by an exhibition of the registers of the vessels, or ship's roll, or other public documents, that those men were part of the said crews; and on this demand so proved (saving, however, where the contrary is proved by other testimonies), the delivery shall not be refused. Such deserters when arrested shall be put at the disposal of the said consuls, and may be put in the public prisons, at the request and expense of those

who reclaim them, to be sent to the ships to which they belonged, 1846
or to others of the same nation. But if they be not sent back within two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall be no more arrested for the same cause.

ART. XXXIV. For the purpose of more effectually protecting their commerce and navigation, the two contracting parties do hereby agree to form, as soon hereafter as circumstances will permit, a consular convention, which shall declare specially the powers and immunities of the consuls and vice consuls of the respective parties.

ART. XXXV. The United States of America and the republic of New Granada desiring to make as durable as possible the relations which are to be established between the two parties by virtue of this treaty, have declared solemnly and do agree to the following points:

1st. For the better understanding of the preceding articles, it is and has been stipulated between the high contracting parties that the citizens, vessels, and merchandise of the United States shall enjoy in the ports of New Granada, including those of the part of the Granadian territory generally denominated *isthmus of Panama*, from its southernmost extremity until the boundary of Costa Rica, all the exemptions, privileges, and immunities concerning commerce and navigation, which are now or may hereafter be enjoyed by Granadian citizens, their vessels, and merchandise; and that this equality of favors shall be made to extend to the passengers, correspondence, and merchandise of the United States, in their transit across the said territory, from one sea to the other. The government of New Granada guaranties to the government of the United States that the right of way or transit across the *isthmus of Panama* upon any modes of communication that now exist, or that may be hereafter constructed, shall be open and free to the government and citizens of the United States, and for the transportation of any articles of produce, manufactures, or merchandise, of lawful commerce, belonging to the citizens of the United States; that no other tolls or charges shall be levied or collected upon the citizens of the United States, or their said merchandise thus passing over any road or canal that may be made by the government of New Granada, or by the authority of the same, than is, under like circumstances, levied upon and collected from the Granadian citizens; that any lawful produce, manufactures, or merchandise belonging to citizens of the United thus passing from one sea to the other, in either direction, for the purpose of exportation to any

1846 other foreign country, shall not be liable to any import duties whatever; or, having paid such duties, they shall be entitled to drawback upon their exportation; nor shall the citizens of the United States be liable to any duties, tolls, or charges of any kind to which native citizens are not subjected for thus passing the said isthmus. And, in order to secure to themselves the tranquil and constant enjoyment of these advantages, and as an especial compensation for the said advantages, and for the favors they have acquired by the 4th, 5th, and 6th articles of this treaty, the United States guaranty positively and efficaciously to New Granada, by the present stipulation, the perfect neutrality of the beforementioned isthmus, with the view that the free transit from the one to the other sea may not be interrupted or embarrassed in any future time while this treaty exists; and in consequence the United States also guaranty, in the same manner, the rights of sovereignty and property which New Granada has and possesses over the said territory.

2d. The present treaty shall remain in full force and vigor for the term of twenty years from the day of the exchange of the ratifications; and from the same day the treaty that was concluded between the United States and Colombia, on the 3d of October, 1824, shall cease to have effect, notwithstanding what was disposed in the first point of its 31st article.

3d. Notwithstanding the foregoing, if neither party notifies to the other its intention of reforming any of or all the articles of this treaty, twelve months before the expiration of the twenty years stipulated above, the said treaty shall continue binding on both parties beyond the said twenty years, until twelve months from the time that one of the parties notifies its intention of proceeding to a reform.

4th. If any one or more of the citizens of either party shall infringe any of the articles of this treaty, such citizens shall be held personally responsible for the same, and the harmony and good correspondence between the nations shall not be interrupted thereby; each party engaging in no way to protect the offender, or sanction such violation.

5th. If unfortunately any of the articles contained in this treaty should be violated, or infringed in any way whatever, it is expressly stipulated that neither of the two contracting parties shall ordain or authorize any acts of reprisal, nor shall declare war against the other, on complaints of injuries or damages, until the said party, considering itself offended, shall have laid before the

other a statement of such injuries or damages, verified by competent proofs, demanding justice and satisfaction, and the same shall have been denied, in violation of the laws and of international right. 1846

6th. Any special or remarkable advantage that one or the other power may enjoy, from the foregoing stipulations, are, and ought to be, always understood in virtue and as in compensation of the obligations they have just contracted, and which have been specified in the first number of this article.

Art. XXXVI. The present treaty of peace, amity, commerce, and navigation shall be approved and ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and by the President of the republic of New Granada, with the consent and approbation of the Congress of the same; and the ratifications shall be exchanged in the city of Washington, within eighteen months from the date of the signature thereof, or sooner if possible.

In faith whereof, we, the plenipotentiaries of the United States of America, and of the republic of New Granada, have signed and sealed these presents in the city of Bogota, on the twelfth day of December, in the year of our Lord one thousand eight hundred and forty-six.

[seal.] B. A. Bidlack.
[seal.] M. M. Mallarino.

ADDITIONAL ARTICLE.

The republics of the United States and of New Granada will hold and admit as national ships of one or the other, all those that shall be provided by the respective governments with a patent issued according to its laws.

The present additional article shall have the same force and validity as if it were inserted, word for word, in the treaty signed this day. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at the same time.

In witness whereof, etc.

1846 SARDAIGNE, VILLES LIBRES ANSEATIQUES ET MONACO.

Déclaration simultanée du gouvernement sarde et des Villes libres anséatiques de Hambourg, Lubeck et Brême, pour étendre à la principauté de Monaco la convention de commerce et de navigation du 18 Juillet 1844, entre la Sardaigne et les Villes libres anséatiques, en date de Paris, le 27 Janvier 1846.

DANEMARCK, SARDAIGNE ET MONACO.

Déclaration simultanée de la Sardaigne et du Danemarck, pour étendre à la principauté de Monaco les stipulations du traité de commerce et de navigation signé à Paris le 23 Août 1843, entre la Sardaigne et le Danemarck, en date du 14 Février 1845.

FRANCE ET SARDAIGNE.

Convention supplémentaire à la convention du 28 Août 1843, entre la France et la Sardaigne pour la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée le 22 Avril 1846.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET NASSAU.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et le duché de Nassau, pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction, signée le 27 Mai 1846.

BELGIQUE ET HESSE ÉLECTORALE. 1846

Convention entre la Belgique et la Hesse électorale, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 29 Avril 1846.

AUTRICHE ET DANEMARCK.

Convention entre l'Autriche et le Danemarck, pour la notification réciproque du décès des sujets respectifs morts dans l'un ou l'autre État, signée le 9 Avril 1846.

BELGIQUE ET HESSE ÉLECTORALE.

Convention entre la Belgique et la Hesse électorale (Cassel), pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction, signée le 6 Août 1846.

HANOVRE ET HESSE ÉLECTORALE.

Convention entre le Hanovre et la Hesse électorale, relative au réglement des frais de justice en matière de contravention douanière, signée le 6 Avril 1846.

SAXE ROYALE.

Accession de la Saxe royale au traité du 13 Mai 1846, entre la Prusse et la Grande-Bretagne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, en date du 22 Août 1846.

1846 ANHALT-BERNBOURG ET BRUNSWIC.

Convention entre le duché d'Anhalt-Bernbourg et celui de Brunswic, pour la repression des délits forestiers, signée le 22 Septembre 1846.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SAXE ROYALE.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et la Saxe royale, pour l'extradition des malfaiteurs, signée le 7 Septembre 1846.

DANEMARCK ET SUÈDE.

Convention postale entre le Danemarck et la Suède, signée à Copenhague le 8 Octobre 1846.

BELGIQUE ET LUCQUES.

Convention entre la Belgique et le duché de Lucques, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 31 Octobre 1846.

BRUNSWIC ET WALDECK.

Convention entre le duché de Brunswic et la principauté de Waldeck, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs et des vagabonds, signée le 21 Décembre 1846.

BELGIQUE ET HANOVRE. 1847

Convention entre la Belgique et le Hanovre, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs et vagabonds, signée en 1846.

DEUX-SICILES ET LE ZOLLVEREIN.

Traité de commerce et de navigation entre la Prusse, pour elle et au nom des États du Zollverein, *et les Deux-Siciles, signé à Naples, le* 27 *Janvier* 1847.

Art. I. Il y aura liberté réciproque de navigation et de commerce tant pour les bâtiments que pour les sujets et citoyens de la Prusse et des autres États de l'Association de douanes et de commerce Allemande (Zollverein) et du Royaume des Deux-Siciles dans toutes les parties de leurs domaines respectifs.

Art. II. Les navires appartenant à la Prusse ou à l'un des autres États du Zollverein, qui entreront dans les ports du Royaume des Deux-Siciles ou qui en sortiront, et réciproquement les bâtiments du Royaume des Deux-Siciles, qui entreront dans les ports du Royaume de Prusse ou dans l'un des ports des autres États du Zollverein ou qui en sortiront, y seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie sur le même pied que les navires nationaux par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage, de balisage, d'ancrage, de quai, de quarantaine, d'expédition, et généralement par rapport à tous les droits et charges, de quelque nature ou dénomination que ce soit, qui affectent le navire, soit que ces droits soient perçus au nom ou au profit du Gouvernement, soit qu'ils le soient au nom ou au profit de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, pourvu que ces bâtiments viennent directement de l'un des ports du Zollverein, dans un des ports du Royaume des Deux-Siciles, ou de l'un des ports du Royaume des Deux-Siciles dans un des

1847 ports du Zollverein, s'ils sont chargés, et pour toute espèce de voyage, s'ils sont sur lest.

Art. III. Tous les produits du sol et de l'industrie du Zollverein et du Royaume des Deux-Siciles, dont l'importation, la déposition, l'emmagasinement ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront aussi y être importés, déposés, emmagasinés ou en être exportés par navires appartenant à l'autre Haute Partie contractante.

Art. IV. Tous les produits du sol et de l'industrie des États du Zollverein et du Royaume des Deux-Siciles, importés directement par bâtiments prussiens ou par ceux d'un autre État de l'Association de douanes et de commerce Allemande dans les ports du Royaume des Deux-Siciles, ou par bâtiments des Deux-Siciles dans un des ports du Zollverein; — de même tous les produits du sol et de l'industrie des États du Zollverein et du Royaume des Deux-Siciles, exportés par bâtiments des Deux-Siciles de ports du Zollverein dans un port du Royaume des Deux-Siciles, ou par bâtiments du Zollverein des ports du Royaume des Deux-Siciles dans un port du Zollverein, ne payeront dans les ports respectifs des droits d'entrée, de sortie ou de transit autres ou plus élevés, que si l'importation ou l'exportation de mêmes objets avait lieu par bâtiments nationaux. Les primes, remboursements de droits ou autres avantages de ce genre, accordés dans les États de l'une des Deux Hautes Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation par bâtiments nationaux, seront également accordés lorsque l'importation ou l'exportation se fera par des bâtiments de l'autre Haute Partie contractante.

Art. V. Les articles précédents ne sont pas applicables au cabotage, c'est-à-dire au transport de produits ou marchandises chargés dans un port avec destination pour un autre port du même territoire, en autant que d'après les lois du pays ce transport est réservé exclusivement à la navigation nationale.

Art. VI. Les ports situés aux embouchures de l'Escaut, de la Meuse, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe, devant, en égard à la position géographique des États du Zollverein, être comptés au nombre des débouchés les plus intéressants pour leur importation et exportation, les Hautes Parties contractantes sont convenues d'assimiler ces ports aux ports du Zollverein pour tout ce qui a rapport à la navigation, à l'importation et à l'exportation réciproque du Zollverein et du Royaume des Deux-Siciles. En conséquence les produits du sol et de l'industrie du Zollverein, chargés sur les na-

vires du Zollverein dans les dits ports, ou bien dans les ports situés 1847
aux embouchures de tout autre fleuve entre l'Escaut et l'Elbe, dans lequel se jette une rivière navigable traversant les États du Zollverein, et importés directement dans les ports du Royaume des Deux-Siciles, y seront admis et traités exactement de la même manière que s'ils venaient directement d'un port du Zollverein et sous pavillon d'un des États du Zollverein, et les navires du Zollverein qui arriveront directement des susdits ports dans un port du Royaume des Deux-Siciles, y seront traités exactement de a même manière que s'ils venaient directement d'un port du Zollverein.

De même les bâtiments du Zollverein et leurs cargaisons, quand ils iront des ports du Royaume des Deux-Siciles aux ports susmentionnés, seront traités à leur sortie ainsi que s'ils retournaient directement dans un port du Zollverein. Par réciprocité les produits du Royaume des Deux-Siciles, venant directement de ce Royaume et importés sous pavillon des Deux-Siciles par la voie des susdits ports dans le Zollverein, seront traités comme s'ils étaient importés directement par navires du Royaume des Deux-Siciles dans un port du Zollverein.

Il est entendu que l'assimilation des ports étrangers, dont ils est question dans cet article, aux ports du Zollverein, ne pourra avoir lieu qu'à condition, que dans ces mêmes ports les bâtiments des Deux-Siciles, venant des ports du Royaume des Deux-Siciles ou s'y rendant, ne seront pas traités moins favorablement que les navires du Zollverein.

Art. VII. Dans tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports et les rades des États des deux Hautes Parties contractantes, il ne sera accordé aucun avantage, ni aucun préférence aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre Haute Partie contractante.

Art. VIII. L'intention des Hautes Parties contractantes étant de n'admettre aucune distinction entre les navires de leurs États respectifs en raison de leur nationalité, en ce qui concerne l'achat de produits ou d'autres objets de commerce importés dans ces navires, il ne sera donné à cet égard ni directement ni indirectement, ni par l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes, ni par quelque compagnie, corporation ou agent, agissant en leurs noms ou sous leur autorité, aucune priorité ou préférence aux importations par navires indigènes.

Art. IX. Les navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes entrant dans un des ports de l'autre, et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, de même que

1847 les navires nationaux, en se conformant toutefois aux lois et réglements du pays, conserver à leur bord la partie de la cargaison, qui serait destinée pour un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette partie de la cargaison aucuns droits de douane, sauf ceux de surveillance.

Les bâtiments des deux Hautes Parties contractantes pourront également, lorsqu'ils sont en charge, compléter leur cargaison successivement dans les ports du même État, pourvu qu'ils ne se livrent à aucune autre opération de commerce que celle du chargement.

Art. X. Les navires appartenant à l'un des États du Zollverein, ou ceux du Royaume des Deux-Siciles, qui entrent en relâche forcée dans un des ports des Hautes Parties contractantes, n'y payeront, soit pour le navire, soit pour son chargement, que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas, et y jouiront des mêmes faveurs et immunités, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce, et qu'ils ne séjournent dans le port plus longtemps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche. Les déchargements et rechargements motivés par le besoin de réparer les bâtiments, ne seront point considérés comme opérations de commerce.

Art. XI. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire appartenant aux États de l'une des Hautes Parties contractantes sur les côtes de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Tout ce qui aura été sauvé du bâtiment et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires, ou à leurs ayants cause, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareils cas.

Les marchandises sauvées ne seront tenues au payement d'aucun droit, à moins qu'elles ne soient admises pour la consommation.

Art. XII. Il ne sera imposé sur les produits du sol ou de l'industrie des États des Hautes Parties contractantes, importés de l'un dans l'autre soit par mer, soit par terre, aucun droit de douane ou tout autre impôt quelconque, différent ou plus élevé de celui qui est imposé sur les mêmes produits, importés de quelque autre pays que ce soit.

Le même principe sera observé à l'égard des droits de sortie.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne point frapper 1847
de prohibition, soit l'importation d'aucun article provenant du sol ou de l'industrie des États de l'autre, soit l'exportation d'aucun article de commerce vers les États de l'autre Partie contractante, à moins que les mêmes prohibitions ne s'étendent également à tous les États étrangers.

Art. XIII. Si par la suite l'une des deux Hautes Parties contractantes accordait quelque faveur spéciale à d'autres nations en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra aussitôt commune au commerce ou à la navigation de l'autre Partie contractante, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation, ou une compensation équivalente, si la concession est conditionnelle.

Art. XIV. Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes, que pour toute la durée du présent Traité tous les produits du sol et de l'industrie des États du Zollverein, importés directement dans les ports du Royaume des Deux-Siciles par bâtiments du Zollverein ou par bâtiments des Deux-Siciles, jouiront d'une réduction de dix pour cent sur les droits établis par le tarif de douane.

Il est de même bien entendu, que par les stipulations du présent Traité les États du Zollverein jouiront de toutes les réductions du tarif, accordées à d'autres nations et nommément à la France.

Et pour en donner une compensation S. M. le Roi de Prusse, tant en Son nom, qu'au nom des autres membres du Zollverein, s'engage, pour la durée du présent traité, à diminuer de vingt pour cent les droits d'entrée existants sur l'huile en cercles.

Et en outre S. M. le Roi de Prusse déclare, que les dispositions de l'ordre de Cabinet du 20 juin 1822, qui soumettent à des droits extraordinaires de pavillon (savoir : 1° pour bâtiments chargés, de deux écus par last à l'entrée, et d'un écu par last à la sortie ; 2° pour bâtiments chargés jusqu'au quart de leur portée ou moins, d'un écu par last à l'entrée et d'un demi écu par last à la sortie) les bâtiments des nations par lesquelles les bâtiments prussiens et leurs cargaisons ne sont pas traités sur le même pied que les navires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée, ne seront plus applicables aux bâtiments des Deux-Siciles, pourvu que ces bâtiments viennent directement de l'un des ports du Royaume des Deux-Siciles dans l'un des ports prussiens ou qu'ils sortent d'un port prussien directement pour l'un des ports du Royaume des Deux-Siciles.

Art. XV. Toutes les fois, que dans les États de l'une des deux Hautes Parties contractantes les marchandises importées des États

1847 de l'autre seront taxées à la valeur, le droit sera fixé et établi de la manière suivante : les propriétaires ou consignataires des dites marchandises, lorsqu'ils se présenteront en douane pour acquitter le droit, signeront une déclaration indiquant leur valeur d'après l'estimation qu'ils croiront convenable de leur donner. Cette déclaration devra être reçue sans difficulté par les employés de la douane ; ils auront seulement la liberté dans le cas où ils jugeraient l'évaluation trop faible, de prendre la marchandise, en payant aux déclarants une somme égale à la valeur déclarée, et le dixième en sus. Tous les droits que les propriétaires ou consignataires auraient payés sur les marchandises importées, leur seront en même temps restitués.

Art. XVI. Vu la grande distance qui sépare les pays respectifs des Hautes Parties contractantes et l'incertitude qui en résulte sur les divers événements qui peuvent avoir lieu, il est convenu qu'un bâtiment marchand appartenant à l'une d'elles, qui se trouverait destiné pour un port supposé bloqué au moment du départ de ce bâtiment, ne sera cependant pas capturé ou condamné pour avoir essayé une première fois d'entrer dans le dit port, à moins qu'il ne puisse être prouvé, que le dit bâtiment avait pu et dû apprendre en route, que l'état de blocus de la place en question durait encore. Mais les bâtiments qui, après avoir été renvoyés une fois, essayeraient une seconde fois pendant le même voyage d'entrer dans le même port durant la continuation de ce blocus, se trouveront alors sujets à être détenus et condamnés.

Art. XVII. Les bâtiments des États du Zollverein et ceux du Royaume des Deux-Siciles ne pourront profiter des immunités et avantages que leur accorde la présente Convention qu'en tant qu'ils se trouvent munis des papiers et certificats exigés par les règlements existants dans les pays respectifs pour constater leur port et leur nationalité.

Art. XVIII. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer dans les ports et places de commerce de l'autre des Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, se réservant toutefois de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenable d'en excepter généralement. Ces Consuls, Vice-Consuls ou Agents jouiront de mêmes privilèges pouvoirs et exemptions, dont jouissent ceux des Nations les plus favorisées ; mais dans le cas où ils voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages, auxquelles sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation.

Art. XIX. Les Consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation. A cet effet ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des dits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays à la réquisition et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces Agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause. Il est convenu que les marins sujets de l'autre État seront exceptés de la présente disposition. 1847

Art. XX. Les capitaines et patrons des bâtiments des États du Zollverein et du Royaume des Deux-Siciles seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir dans les ports respectifs des Hautes Parties contractantes aux expéditionnaires officiels, et ils pourront en conséquence se servir, soit de leurs Consuls, soit des expéditionnaires qui seraient désignés par ceux-ci, sauf dans les cas prévus par les lois du pays respectif, aux dispositions desquelles la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Art. XXI. Les sujets et citoyens de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront le droit entier et incontestable de voyager et de résider dans les États de l'autre, et ils jouiront à cet effet tant pour leurs personnes que pour leurs propriétés, de la même protection et sûreté, dont jouissent les habitants du pays ou les sujets de la nation la plus favorisée, avec l'obligation toutefois de se soumettre aux règlements de commerce et de police en vigueur. Ils auront le droit de posséder des biens-fonds, d'occuper des maisons et des magasins, et de disposer de leur propriété personnelle, de quelque nature et dénomination qu'elle soit, par vente, donation, échange ou testament, ou de quelque autre manière que ce soit, sans qu'il leur soit élevé le moindre obstacle.

Ils ne seront tenus sous aucun prétexte de payer d'autres taxes ou impôts que ceux qui sont ou pourront être payés dans les mêmes États par les sujets de la nation la plus favorisée. Ils seront exempts de tout service militaire, soit de mer, soit de terre, d'emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire, qui ne serait

1847 pas générale et établie par une loi. Leurs habitations, magasins et tout ce qui en fait partie et leur appartient comme objet de commerce ou de résidence, seront respectés. Ils ne seront pas soumis à des visites ou à des perquisitions vexatoires. On ne pourra faire aucun examen, ni aucune inspection arbitraire de leurs livres, papiers et comptes de commerce, et les opérations de ce genre ne pourront être pratiquées qu'à la suite d'une sentence légale des Autorités compétentes.

Les sujets et citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes pourront, dans les États de l'autre, traiter librement leurs propres affaires par eux-mêmes ou les commettre à la gestion de toutes les personnes qu'ils voudront nommer pour leur servir d'intermédiaires, facteurs ou agents, sans être entravés en quoi que ce soit dans le choix de ces personnes. Ils ne seront tenus de payer aucun salaire, ni aucune rémunération à aucune personne, quelle qu'elle soit, qui n'aurait point été choisie par eux. Pleine liberté sera laissée dans tous les cas à l'acheteur et au vendeur, de négocier ensemble et de fixer le prix d'un objet ou d'une marchandise quelconque, importée dans les États respectifs ou qui serait destinée à en être exportée, sauf, en général, les affaires pour lesquelles les lois et les usages du pays réclameront l'emploi d'agents spéciaux.

Les sujets et citoyens des deux Hautes Parties contractantes ne seront pas soumis dans les États respectifs à un système de visite et de perquisitions de la part des officiers de la douane, plus rigoureux que celui auquel sont soumis les nationaux.

Art. XXII. Sera considérée comme partie contractante du présent Traité tout État d'Allemagne, qui accédera à l'Association de commerce et de douanes Allemande.

Art. XXIII. Le présent Traité restera en vigueur jusqu'au premier Janvier 1857, et à moins que six mois avant l'expiration de ce terme, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes n'ait annoncé, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, il continuera à être obligatoire jusqu'au premier Janvier 1858. A partir du 1 Janvier 1858 il ne cessera d'être en vigueur que douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir le maintenir.

Art. XXIV. Les ratifications du présent Traité seront échangées à Naples dans l'espace de trois mois à compter du jour de la signature, ou plustôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

RUSSIE ET TOSCANE. 1847

Déclaration ministerielle échangée entre la Russie et la Toscane, touchant la liberté de la navigation; St. Petersbourg et Florence, $\frac{18\ Mars}{9\ Avril}$ 1847.

Le soussigné Chancelier de l'Empire (etc.), ayant reçu du Ministère de S. A^sse^ I. et R. le Grand-Duc de Toscane l'assurance qu'aucun droit de navigation ou de douane ni aucun impôt spécial ne sont établis ni prélevés dans les ports de Toscane sur les bâtimens naviguants sous pavillon russe, qui ne le soient également sur les bâtimens naviguants sous pavillon toscan, déclare par la présente, en vertu de l'autorisation de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, son auguste maître:

1° Que les bâtimens toscans arrivant dans les ports de l'Empire de Russie, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux par rapport aux droits de port et de navigation, tels que droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, d'ancrage, de quarantaine, de vacations d'officiers publics, ainsi qu'à toutes les taxes ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçues au nom ou au profit du Gouvernement, des Autorités locales ou d'Établissemens particuliers quelconques, soit que les dits bâtimens arrivent ou partent sur lest, soit qu'ils importent ou exportent des marchandises.

2° Que les bâtimens toscans pourront importer dans les ports de Russie, en exporter, y déposer ou emmagasiner toute espèce de marchandises et d'objects de commerce, de quelque provenance qu'ils soient, dont l'importation et l'exportation sont légalement permises dans l'Empire de Russie, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits de douane ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, que ceux qui seraient payées pour ces mêmes marchandises ou produits, s'ils étaient importés ou exportés par des bâtimens nationaux.

3° Que les navires toscans seront assimilés dans les ports de Russie aux bâtimens nationaux quant aux primes et restitutions de droits ou autres avantages quelconques, qui sont déja accordés, ou qui pourraient l'être par la suite, tant à l'importation qu'à l'exportation.

1847 4° Que les stipulations contenues dans les paragraphes précédens sont applicables, dans toute leur étendue, aux bâtimens toscans et à leurs cargaisons, soit que lesdits bâtiments viennent des ports de Toscane ou de ceux de tout autre pays étranger, soit qu'ils partent directement pour la Toscane ou pour un autre pays quelconque, de sorte que pour les droits de navigation et de douane il ne sera fait, dans la navigation directe comme dans la navigation indirecte, aucune distinction entre les bâtimens toscans et les bâtimens russes.

5° Qu'en conséquence de ces stipulations et de la parfaite réciprocité assurée aux bâtimens russes dans les ports de Toscane, les clauses des §§ 2 et 3 de l'Oukase Impérial du 19 Juin 1845, lesquelles établissent un droit de tonnage d'un rouble argent par laste, et une surtaxe de 50 pour cent en sus des droits de douane, pour les bâtimens marchands appartenants aux pays qui n'accordent pas une parfaite réciprocité au pavillon russe que ces clauses ne seront point applicables aux bâtimens naviguants sous pavillon toscan, ni à leurs cargaisons.

6° Que les stipulations ci-dessus ne s'étendent pas toutefois à la navigation de côte ou cabotage, laquelle est exclusivement réservée en Russie aux bâtimens nationaux.

7° Que tout navire toscan qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident de se réfugier dans un port de Russie, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires, et de se remettre en mer, sans payer aucun droit de port ou de navigation perçu ou à percevoir au profit de l'État sous quelque dénomination spéciale que ce soit, bien entendu toutefois que les causes qui auront donné lieu à la relâche forcée soient réelles et évidentes; que le bâtiment ne se livre à aucune opération de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandises, et qu'il ne prolonge son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire d'après les causes qui l'auront forcé à y relâcher; que le déchargement ou réchargement occasionnés par les travaux de réparation du navire, ou pour la subsistance de l'équipage, ne seront point considérés comme opérations de commerce; que si toutefois le patron d'un tel navire se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

8° Que s'il arrivait qu'un navire toscan fît naufrage, sombrât ou soffrît quelque autre dommage sur les côtes de Russie, il sera accordé à ce navire, et à toutes les personnes qui seront à bord, le

même secours et la même protection dont jouissent en pareil cas les 1847
bâtimens russes ; et ce navire naufragé, les marchandises ou autres effets qu'il contiendra, ou leur produit si ces objets avaient été déjà vendus, seront restitués à leurs propriétaires, ou à leur ayant-droit, en payant un droit de sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même cas par un bâtiment russe. Les marchandises sauvées ne payeront aucun autre droit, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation.

9° Qu'il est entendu que les stipulations qui précèdent auront pleine force et valeur dans tous les ports de l'Empire de Russie, où le commerce étranger est permis en général, y compris les ports du Grand-Duché de Finlande, sauf une parfaite réciprocité en faveur des bâtimens russes ou finlandais dans les ports du Grand-Duché de Toscane.

Enfin :

10° Que les dispositions mentionnées ci-dessus, et qui sont entrées en vigueur dès l'ouverture de la navigation de l'année 1846, seront maintenues et resteront obligatoires pendant l'espace de huit ans, et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'un ou l'autre des deux Gouvernemens aura annoncé l'intention d'en faire cesser l'effet.

La présente Déclaration, destinée à être échangée contre une Déclaration semblable de la part du Ministère de S. A. I. et R. le Grand-Duc de Toscane, tiendra lieu d'un Traité formel, et les stipulations qu'elle renferme auront la même force et valeur.

En foi de quoi, etc.

(Une déclaration semblable à été transmise par le gouvernement toscan à celui de la Russie.)

CHINE ET SUÈDE.

Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la Chine et la Suède, signé à Canton, le 20 Mars 1847.

(En anglais et en suédois.)

Art. I. There shall be a perfect, permanent, universal peace and a sincere and cordial amity between the Kingdoms of Sweden and Norway on the one part, and the Ta Tsing Empire on the other

1847 part, and between their people respectively, without exception of persons or places.

Art. II. Subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, resorting to China for the purposes of commerce, will pay the duties of import and export prescribed in the Tariff, which is fixed by and made a part of this Treaty. They shall, in no case, be subject to other or higher duties, than are and shall be required of the people of any other nation whatever. Fees and charges of every sort are wholly abolished, and Officers of the revenue, who may be guilty of exaction, shall be punished according to the laws of China. If the Chinese Government desire to modify, in any respect, the said Tariff, such modifications shall be made only in consultation with Consuls or other functionaries thereto duly authorised by His Majesty the King of Sweden and Norway, and with consent thereof. And if additional advantages or privileges, of whatever description, be conceded hereafter by China to any other nation, Sweden and Norway and citizens thereof shall be entitled thereupon to a complete, equal and impartial participation in the same.

Art. III. The subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway are permitted to frequent the Five ports of Kwangchow, Amoy, Fuchow, Ningpo and Shanghai, and to reside with their families and trade there, and to proceed at pleasure with their vessels and merchandize to and from any foreign port and either of the said Five ports, and from either of the said Five ports to any other of them. But said vessels shall not unlawfully enter the other ports of China, nor carry on a clandestine and fraudulent trade along the coasts thereof. And any vessel belonging to a subject of His Majesty the King of Sweden and Norway, which violates this provision, shall, with her cargo, be subject to confiscation to the Chinese Government.

Art. IV. For the superintendence and regulation of the concerns of Swedes and Norwegians, doing business at the said Five ports, His Majesty the King of Sweden and Norway may appoint Consuls, or other Officers, at the same, who shall be duly recognized as such by the Officers of the Chinese Government, and shall hold official intercourse and correspondence with the latter, either personal or in writing, as occasions may require, on terms of equality and reciprocal respect. If disrespectfully treated or aggrieved in any way by the local authorities, said Officers on the one hand shall have the right to make representation of the same to the superior Officers of the Chinese Government, who will see that full enquiry and strict justice be had in the premises: and on the other hand the said Con-

suls will carefully avoid all acts of unnecessary offence to, and collision with the Officers and people of China. 1847

Art. V. At each of the said Five ports the subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, lawfully engaged in commerce, shall be permitted to import, from their own or any other ports, into China and sell there, and purchase therein, and export to their own or any other ports, all manner of merchandize of which the importation or exportation is not prohibited by this Treaty, paying the duties which are prescribed by the Tariff hereinbefore established, and no other charges whatsoever.

Art. VI. Whenever any merchant vessel, belonging to Sweden or Norway, shall enter either of the said Five ports for trade, her papers shall be lodged with the Consul, or person charged with affairs, who will report the same to the Commissioner of Customs; and tonnage duty shall be paid on same vessel at the rate of five mace per ton if she be over one hundred and fifty tons burden; and one mace per ton if she be of the burden of one hundred and fifty tons, or under, according to the amount of her tonnage as specified in the register; said payment to be in full of the former charges of measurement and other fees, which are wholly abolished. And if any vessel, which having anchored at one of the said ports and there paid tonnage duty, shall have occasion to go to any other of the said ports to complete the disposal of her cargo, the Consul, or person charged with affairs, will report the same to the Commissioner of Customs, who on the departure of the said vessel will note in the port clearance that the tonnage duties have been paid, and report the same to the other Custom-houses; in which case, on entering another port, the said vessel will only pay duty there on her cargo, but shall not be subject to the payment of tonnage duty a second time.

Art. VII. No tonnage duty shall be required on boats belonging to subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, employed in the conveyance of passengers, baggage, letters and articles of provision, or others not subject to duty, to or from any of the Five ports. All cargo-boats, however, conveying merchandize subject to duty, shall pay the regular tonnage duty of one mace per ton, provided they belong to subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, but not if hired by them from subjects of China.

Art. VIII. Subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, for their vessels bound in, shall be allowed to engage pilots, who will report said vessels at the passes and take them into port, and when the lawful duties have all been paid, they may engage

1847 pilots to leave port. It shall also be lawful for them to hire at pleasure Servants, Compradors, Linguists and Writers, and passage- or cargo-boats, and to employ Laborers, Seamen, and persons for whatever necessary service for a reasonable compensation to be agreed on by the parties, or settled by application to the Consular Officer of their Government, without interference on the part of the local Officers of the Chinese Government.

Art. IX. Whenever merchant vessels, belonging to Sweden or Norway, shall have entered port, the Superintendent of Customs will, if he see fit, appoint Customhouse Officers, to guard said vessels, who may live on board the ship, or their own boats, at their convenience; but provision for the subsistence of said Officers shall be made by the Superintendent of Customs, and they shall not be entitled to any allowance from the vessel or owner thereof; and they shall be subject to suitable punishment for any exaction practised by them in violation of this regulation.

Art. X. Whenever a merchant vessel, belonging to Sweden or Norway, shall cast anchor in either of said ports, the Supercargo, Master or Consignee, will within *forty eight* hours deposit the ships-papers in the hands of the Consul, or person charged with affairs of Sweden and Norway, who will cause to be communicated to the Superintendent of Customs a true report of the name and tonnage of such vessel, the names of her men and of the cargo on board, which being done the Superintendent will give a permit for the discharge of her cargo. And the Master, Supercargo and Consignee, if he proceed to discharge the cargo without such permit, shall incur a fine of *Five Hundred* Dollars; and the goods so discharged without permit shall be subject to forfeiture to the Chinese Government. But if the master of any vessel in port desire to discharge a part only of the cargo, it shall be lawful for him to do so, paying duties on such part only, and to proceed with the remainder to any other ports. Or if the master so desire, he may within *forty eight* hours after the arrival of the vessel, but not later, decide to depart without breaking bulk, in which case he will not be subject to pay tonnage or other duties or charges, untill on his arrival at another port he shall proceed to discharge cargo, when he will pay the duties on vessel and cargo according to law. And the tonnage duties shall be held to be due after the expiration of said *forty eight* hours.

Art. XI. The Superintendent of Customs, in order to the collection of the proper duties, will, on application made to him through the Consul, appoint suitable Officers, who shall proceed in the presence of the Captain, Supercargo or Consignee, to make a just and

fair examination of all goods in the act of being discharged for im- 1847
portation, or laden for exportation on board any merchant vessel of Sweden or Norway, and if dispute occur in regard to the value of goods, subject to an ad valorem-duty, or in regard to the amount of tare, and the same cannot be satisfactorily arranged by the parties, the question may within *twenty four* hours, and not afterwards, be referred to the said Consul, to adjust with the Superintendent of Customs.

Art. XII. Sets of standard, balances, and also weights and measures, duly prepared, stamped and sealed, according to the standard of the Custom-house at Canton, shall be delivered by the Superintendent of Customs to the Consuls at each of the Five ports to secure uniformity and prevent confusion in measures and weights of merchandize.

Art. XIII. The tonnage duty on vessels, belonging to subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, shall be paid on their being admitted to entry. Duties of import shall be paid on the discharge of the goods, and duties of export on the lading of the same. When all such duties shall have been paid, and not before, the Superintendent of Customs shall give a port clearance, and the Consul shall return the shipspapers, so that she may depart on her voyage. The duties shall be paid to the Shroffs, authorized by the Chinese Government to receive the same in its behalf. Duties, payable by subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, shall be received either in Sycee silver, or in foreign money, at the rate of exchange as ascertained by the regulations now in force. And imported goods, on their resale or transit in any part of the Empire, shall be subject to the imposition of no other duty, than they are accostumed to pay at the date of this Treaty.

Art. XIV. No goods on board any Swedish or Norwegian merchant vessel in port are to be transshipped to another vessel, unless there be particular occasion therefore; in which case the occasion shall be certified by the Consul to the Superintendent of Customs, who may appoint Officers to examine into the facts and permit the transshipment. And if any goods be transshipped without such application, inquiry and permit, they shall be subject to be forfeited to the Chinese Government.

Art. XV. The former limitation of the trade of foreign nations, to certain persons, appointed at Canton by the Government and commonly called Hong-merchants having been abolished, subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, engaged in the sale or purchase of goods of import or export, are admitted to trade

1847 with any and all subjects of China, without distinction: they shall not be subject to any new limitations, nor impeded in their business by monopolies or other injurious restrictions.

Art. XVI. The Chinese Government will not hold itself responsible for any debts, which may happen to be due from subjects of China to subjects of Sweden and Norway, or for frauds committed by them, but Swedes and Norwegians may seek redress in law; and on suitable representation being made to the Chinese local authorities through the Consul, they will cause due examination in the premises, and take all proper steps to compel satisfaction. But in case the debtor be dead, or without property, or have absconded, the creditor cannot be indemnified according to the old system of the Co-hong so called, and if subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway be indebted to subjects of Chine, the latter may seek redress in the same way through the Consul, but without any responsibility for the debt on the part of Sweden and Norway.

Art. XVII. Subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, residing or sojourning at any of the ports open to foreign commerce, shall enjoy all proper accommodation in obtaining houses and places of business, or in hiring sites from the inhabitants on which to construct houses and places of business and also hospitals, churches and cemeteries. The local authorities of the two Governments shall select in concert the sites for the foregoing objects, having due regard to the feelings of the people in the location thereof; and the parties interested will fix the rent by mutual agreement, the proprietors on the one hand not demanding any exorbitant price, nor the merchants on the other unreasonably insisting on particular spots, but each conducting with justice and moderation. And any desecration of said cemeteries by subjects of China shall be severely punished according to law.

At the places of anchorage of Swedish and Norwegian vessels, subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, merchants, seamen or other sojourning there, may pass and repass in the immediate neighbourhood, but they shall not at their pleasure make excursions into the country among the villages at large, nor shall they repair to public marts for the purpose of disposing of goods unlawfully and in fraud of the revenue.

And, in order to the preservation of the public peace, the local Officers of Government at each of the Five ports shall, in concert with the Consuls, define the limits beyond which it shall not be lawful for subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway to go.

Art. XVIII. It shall be lawful for subjects of His Majesty the King 1847
of Sweden and Norway to employ scholars and people of any part of China without distinction of persons, to teach any of the languages of the Empire, and to assist in literary labors, and the persons so employed shall not for that cause be subject to any injury on the part either of the Government or of individuals, and it shall in like manner be lawful for subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway to purchase all manner of books in China.

Art. XIX. All subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway in China, peacably attending to their affairs, being placed on a common footing of amity and good will with subjects of China, shall receive and enjoy, for themselves and every thing appertaining to them, the special protection of the local authorities of Government, who shall defend them from all insult or injury of any sort on the part of the Chinese. If their dwellings or property be threatened or attacked by mobs, incendiaries or other violent or lawless persons, the local Officers, on requisition of the Consul, will immediately dispatch a military force to disperse the rioters, and will apprehend the guilty individuals, and punish them with the utmost rigor of the law.

Art. XX. Subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, who may have imported merchandize into any of the free ports of China, and paid the duty thereon, if they desire to reexport the same in part or in whole, to any other of the said ports, shall be entitled to make application through their Consul to the Superintendent of Customs, who, in order to prevent frauds on the revenue, shall cause examination to be made by suitable Officers, to see that the duties paid on such goods, as entered on the Custom-house-books, correspond with the representation made, and that the goods remain with their original marks unchanged, and shall then make a memorandum in the port clearance of the goods and the amount of duties paid on the same, and deliver the same to the merchant; and shall also certify the facts to the Officers of Customs of the other ports. All which being done, on the arrival in port of the vessel in which the goods are laden, and every thing being found on examination there to correspond, she shall be permitted to break bulk and land the said goods, without being subject to the payment of any additional duty thereon. But if on such examination the Superintendent of Customs shall detect any fraud on the revenue in the case, then the goods shall be subject to forfeiture and confiscation to the Chinese Government.

Art. XXI. Subjects of China, who may be guilty of any criminal

1847 act towards Swedish or Norwegian subjects, shall be arrested and punished by the Chinese authorities according to the laws of China, and subjects of Sweden or Norway who may commit any crime in China, shall be subject to be tried and punished only by the Consul, or other public functionary of Sweden or Norway, thereto authorized, according to the laws of his country. And, in order to the prevention of all controversy and disaffection, justice shall be equitably and impartially administered on both sides.

Art. XXII. Relations of peace and amity being established by this Treaty between the united Kingdoms of Sweden and Norway and the Chinese Empire, and the Swedish and Norwegian vessels being admitted to trade freely to and from the Five ports of China open to foreign commerce, it is further agreed: that in case at any time hereafter China should be at war with any foreign nation whatever, and for that cause should exclude such nation from entering her ports, still the vessels of the united Kingdoms of Sweden and Norway shall not the less continue to pursue their commerce in freedom and security, and to transport goods to and from the ports of the belligerant parties, full respect being paid to the neutrality of the flag of the united Kingdoms of Sweden and Norway, provided, that the said flag shall not protect vessels engaged in the transportation of officers and soldiers in the enemy's service; nor shall said flag be fraudulently used to enable the enemy's ships with their cargoes to enter the ports of China; but all such vessels so offending shall be subject to forfeiture and confiscation to the Chinese Government.

Art. XXIII. The Consuls of Sweden and Norway, that may be appointed at each of the Five ports open to foreign trade, shall make annually to the respective Governors General thereof a detailed report of the number of vessels, belonging to the united Kingdoms of Sweden and Norway, which have entered and left said ports during the year, and of the amount and value imported and exported in such vessels, for transmission to, and inspection of, the Board of Revenue.

Art. XXIV. If subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway have special occasion to adress any communication to the Chinese local Officers of Government, they shall submit the same to their Consul, or other person charged with affairs, to determine if the language be proper and respectful, and the matter just and right, in which event he shall transmit the same to the appropriate authorities for their consideration and action in the premises. In like manner if subjects of China have special occasion to address

the Consul of the united Kingdoms of Sweden and Norway, they 1847
shall submit the communication to the local authorities of their own Government, to determine if the language be respectful and proper, and the matter just and right, in which case the said authorities will transmit the same to the Consul, or other person charged with affairs, for his consideration and action in the premises. And if controversies arise between subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway and subjects of China, which cannot be amicably settled otherwise, the same shall be examined and decided conformably to justice and equity by the public Officers of the two nations, acting in conjunction.

Art. XXV. All questions in regard to rights, whether of property or person, arising between subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway in China, shall be subject to the jurisdiction and regulated by the authorities of their own Government. And all controversies occurring in China between subjects of Sweden and Norway and the subjects of any other Government shall be regulated by the Treaties existing between Sweden and Norway and such Governments respectively, without any interference on the part of China.

Art. XXVI. Swedish and Norwegian merchant vessels, lying in the waters of the Five ports of China open to foreign commerce, will be under the jurisdiction of the Officers of their own Government, who with the masters and owners thereof will manage the same without control on the part of China. For injuries, done to the citizens, or to the commerce of Sweden and Norway by any foreign power, the Chinese Government will not hold itself bound to make reparation. But if Swedish or Norwegian merchant vessels, while within the waters over which the Chinese Government exercises jurisdiction, be plundered by robbers or pirates, then the Chinese local authorities, civil and military, on receiving information thereof, will arrest the said robbers or pirates, and punish thém according to law, and will cause all the property which can be recovered to be placed in the hands of the nearest Consul, or other Officer of the united Kingdoms of Sweden and Norway, to be by him restored to the true owner. But if by reason of the extent of territory and numerous population of China, it should in any case happen that the robbers cannot be apprehended, or the property only in part recovered, then the law will take its course in regard to the local authorities, but the Chinese Government will not make indemnity for the goods lost.

Art. XXVII. If any Swedish or Norwegian vessel shall be wrecked

1847 or stranded on the coast of China and be subjected to plunder or other damage, the proper Officers of Government, on receiving information of the fact, will immediately adopt measures for their relief and security, and the persons on board shall receive friendly treatment and be enabled at once to repair to the most convenient of the free ports, and shall enjoy all facilities for obtaining supplies of provisions and water. And if a vessel shall be forced, in whatever way, to take refuge in any port other than one of the free ports, then in like manner the persons on board shall receive friendly treatment and the means of safety and security.

Art. XXVIII. Subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, their vessels and property shall not be subject to any embargo; nor shall they be seized or forcibly detained for any pretence of the public service; but they shall be suffered to prosecute their commerce in quiet, and without molestation or embarrassment.

Art. XXIX. The local authorities of the Chinese Government will cause to be apprehended all mutineers or deserters from on board Swedish and Norwegian vessels in China, and will deliver them up to the Consuls or other Officers for punishment. And if criminals, subjects of China, take refuge in the houses or on board the vessels belonging to subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, they shall not be harbored or concealed, but shall be delivered up to justice, on due requisition by the Chinese local Officers addressed to those of the united Kingdoms of Sweden and Norway.

The merchants, seamen and other subjects of Sweden and Norway shall be under the superintendence of the appropriate Officers of their Government.

If individuals of either nation commit acts of violence and disorder, use arms to the injury of others or create disturbances endangering life, the Officers of the two Governments will exert themselves to enforce order and to maintain the public peace by doing impartial justice in the premises.

Art. XXX. The superior authorities of Sweden and Norway and of China, in corresponding together, shall do so in terms of equality, and in the form of mutual communication (*chau hwui*). The Consuls and local Officers, civil and military, in corresponding together, shall likewise employ the style and form of mutual communication (*chau hwui*). When inferior Officers of the one Government address superior Officers of the other, they shall do so in the style and form of memorial (*shin chin*). Private individuals, in addressing superior Officers, shall employ the style of petition (*pin ching*). In no case shall any term or style be suffered which shall be offensive or dis-

respectful to either party. And it is agreed that no presents, under any pretexte or form whatever, shall ever be demanded of Sweden and Norway by China or of China by Sweden and Norway. 1847

Art. XXXI. Communications from the Government of Sweden and Norway to the court of China shall be transmitted through the medium of the Imperial Commissioner charged with the superintendence of the concerns of foreign nations with China, or through the Governor General of the Liang Kwang, that of Min and Cheh, or that of the Liang Kiang.

Art. XXXII. Whenever ships of war of Sweden and Norway, in cruising for the protection of the commerce of the united Kingdoms, shall arrive at any of the ports of China, the commanders of said ships and the superior local authorities of Government shall hold intercourse together in terms of equality and courtesy, in token of the friendly relations of their respective nations. And the said ships of war shall enjoy all suitable facilities on the part of the Chinese Government in the purchase of provisions, procuring water and making repairs if occasion require.

Art. XXXIII. Subjects of His Majesty the King of Sweden and Norway, who shall attempt to trade clandestinely with such of the ports of China as are not open to foreign commerce, or who shall trade in opium or any other contraband article of merchandize, shall be subject to be dealt with by the Chinese Government, without being entitled to any countenance or protection from that of the united Kingdoms; and the Government of Sweden and Norway will take measures to prevent their flag from being abused by the subjects of other nations, as a cover for the violation of the laws of the Empire.

Art. XXXIV. When the present Convention shall have been definitively concluded, it shall be obligatory on both powers and its provisions shall not be altered without grave cause; but, in as much as the circumstances of the several ports of China open to foreign commerce are different, experience may show that inconsiderable modifications are requisite in those parts which relate to commerce and navigation, in which case the two Governments will, at the expiration of Twelve years from the date of said Convention, treat amicably concerning the same by the means of suitable persons appointed to conduct such negotiation.

1847 *The Tariff of Duties to be levied on imported and exported merchandise at the Five Ports.*

The Duties which it is agreed shall be paid upon goods imported and exported by Sweden and Norway at the Custom-houses of Canton, Amoy, Fuchow, Ningpo, and Shanghai, are as follows; the articles being arranged in classes, viz:

EXPORTS.		Tael	Mace	Candareens
CLASS 1.—*Alum, Oils, &c.*				
Alum, *i. e.* white alum, formerly white alum and blue stone - - - - - -	p. 100 catties	—	1	—
Aniseseed oil, not formerly contained in the tariff - - - - - - -	do.	5	—	—
Cassia oil, do. do. - - - - - -	do.	5	—	—
CLASS 2.—*Tea, Spices, &c.*				
Tea, formerly divided into fine and native black, and fine and native green teas -	do.	2	5	—
Aniseseed star - - - - - -	do.	—	5	—
Musk - - - - - - - -	each catty	—	5	—
CLASS 3.—*Drugs.*				
Capoor cutchery - - - - - -	p. 100 catties	—	3	—
Camphor - - - - - - -	do.	1	5	—
Arsenic, under different Chinese names -	do.	—	7	5
Cassia - - - - - - - -	do.	—	7	5
Cassia buds, not formerly contained in the tariff - - - - - - -	do.	1	—	—
China root - - - - - - -	do.	—	2	—
Cubebs, not formerly in tariff - - -	do.	1	5	—
Galingal - - - - - - -	do.	—	1	—
Hartall - - - - - - -	do.	—	5	—
Turmeric - - - - - - -	do.	—	2	—
Rhubarb - - - - - - -	do.	1	—	—
CLASS 4.—*Sundries.*				
Bangles, not formerly in the tariff - -	do.	—	5	—
Bamboo-screens and bamboo-ware - -	do.	—	2	—
Corals, native, or false corals, not formerly in the tariff - - - - - -	do.	—	5	—
Crackers and fireworks, formerly classed as rockets - - - - - - -	do.	—	7	5
Fans (feather fans, &c.), not formerly in the tariff - - - - - - -	do.	1	—	—

1847

		T.	M.	C.
Glass, glassware of all kinds, formerly classed as native crystal ware - - - -	p. 100 catties	—	5	—
Glass beads or false pearls - - -	do.	—	5	—
Kittisols, or paper-umbrellas - - -	do.	—	5	—
Marble, marble slabs, not formerly in the tariff	do.	—	2	—
Rice paper pictures - - - -	do.	—	1	—
Paper fans - - - - - -	do.	—	5	—
Pearls (false), not formerly in the tariff -	do.	—	5	—
CLASS 5.—*Painters' Stores, &c.*				
Brass leaf - - - - - -	do.	1	5	—
Gamboge - - - - - -	do.	2	—	—
Red lead - - - - - -	do.	—	5	—
Glue, as fish glue, cowhide glue, &c. - -	do.	—	5	—
Paper, stationary - - - - -	do.	—	5	—
Tin, foil - - - - - -	do.	—	5	—
Vermilion - - - - - -	do.	3	—	—
Paintings (large paintings), formerly divided into large and small paintings - -	each	—	1	—
White lead - - - - - -	p. 100 catties	—	2	5
CLASS 6.—*Wares of various kinds.*				
Bone and horn ware - - - -	do.	1	—	—
China ware, fine and coarse, formerly classed as fine, native, coarse, and middling -	do.	—	5	—
Copper ware and pewter ware - - -	do.	—	5	—
Manufactures of wood, furniture, &c. -	do.	—	2	—
Ivory ware, all carved ivory work included, formerly divided into ivory and ivory carvings - - - - - -	do.	5	—	—
Lacquered ware - - - - -	do.	1	—	—
Mother-of-pearl ware - - - -	do.	1	—	—
Rattan ware, rattan and bamboo work -	do.	—	2	—
Sandal wood ware - - - - -	do.	1	—	—
Gold and silver ware, formerly divided into gold ware and silver ware - - -	do.	10	—	—
Tortoise-shell ware - - - - -	do.	10	—	—
Leather trunks and boxes - - -	do.	—	2	—
CLASS 7.—*Canes, &c.*				
Canes or walking sticks of all kinds - -	p. 1000 pieces	—	5	—
CLASS 8.—*Articles of Clothing.*				
Wearing apparel, whether of cotton, woollen or silk, formerly divided into cotton clothing, woollen do., silk and satin do., and velvet - - - - - -	p. 100 catties	—	5	—

		T.	M.	C.
1847 Boots and shoes, whether of leather, satin or otherwise - - - - - -	p. 100 catties	—	2	—
CLASS 9.—*Fabrics of Hemp, &c.*				
Grass cloth, and all cloths of hemp or linen -	do.	1	—	—
Nankeen, and all cloths of cotton, formerly not in the tariff - - - - - -	do.	1	—	—
CLASS 10.—*Silk, Fabrics of silk, &c.*				
Raw silk of any province - - - -	do.	10	—	—
Coarse or refuse silk - - - -	do.	2	—	—
Organzine, of all kinds - - - -	do.	10	—	—
Silk ribbon and thread - - - -	do.	10	—	—
Silk and satin fabrics of all kinds, as crape, lutestring, &c., formerly classed as silk and satins - - - - - - -	do.	12	—	—
Silk and cotton mixed fabrics - - -	do.	3	—	—
Heretofore a further charge per piece has been levied; the whole duty is now to be paid in one sum, and the further charge is abolished.				
CLASS 11.—*Carpeting, Matting, &c.*				
Mats of all kinds, as of straw, ratan, bamboo, &c.	do.	—	2	—
CLASS 12.—*Preserves, &c.*				
Preserved ginger, and fruits of all kinds -	do.	—	5	—
Soy - - - - - - - -	do.	—	4	—
Sugar, white and brown - - - -	do.	—	2	5
Do., candy, all kinds - - - -	do.	—	3	5
Tobacco, prepared and unprepared, &c., of all kinds - - - - - - -	do.	—	2	—
CLASS 13.—*Unenumerated Articles.*				
All articles which it has not been practicable to enumerate herein specifically, are to be charged a duty of 5 per cent. ad valorem.				
CLASS 14.—*Gold and Silver.*				
Coin and Gold and Silver. Duty free.				
CLASS 15.				
Bricks. Tiles, and building materials. Duty free.				

1847

		T.	M.	C.
IMPORTS.				
CLASS 1.—*Wax, Saltpetre, &c.*				
Wax, foreign, as bee's wax, also called tile wax	p. 100 catties	1	—	—
Oil of rose mallows - - - -	do.	1	—	—
Saltpetre, foreign - - - - -	do.	—	3	—
This article is only allowed to be sold to the government merchants. Formerly this regulation did not exist.				
Soaps, foreign, as perfumed soaps - -	do.	—	5	—
CLASS 2.—*Spices and Perfumes.*				
Gum benzoin and oil of benzoin - -	do.	1	—	—
Sandal wood - - - - -	do.	—	5	—
Pepper, black - - - - -	do.	—	4	—
All other articles of this class, not specifically mentioned herein, to pay a duty of 10 per cent. ad valorem.				
Perfumery, 5 per cent. ad valorem.				
CLASS 3.—*Drugs.*				
Asafœtida - - - - - -	do.	1	—	—
Camphor, superior quality, *i. e.* pure, formerly classed as good and inferior - -	per catty	1	—	—
Do., inferior quality or refuse, formerly uncleaned camphor - - - -	do.	—	5	—
Cloves, superior quality, picked - -	p. 100 catties	1	5	—
Do., inferior quality (mother cloves) -	do.	—	5	—
Cow bezoar - - - - - -	per catty	1	—	—
Cutch - - - - - - -	p. 100 catties	—	3	—
Gambier - - - - - -	do.	—	1	5
Areca nut - - - - - -	do.	—	1	5
Ginseng, foreign, superior quality, &c. -	do.	38	—	—
Do., inferior quality, &c. - - -	do.	3	5	—
Of every 100 catties of foreign ginseng of whatever sort, one-fifth part is to be considered as of superior quality, and four-fifths of inferior quality.				
Gum olibanum - - - - -	do.	—	5	—
Myrrh - - - - - - -	do.	—	5	—
Mace, or flower of nutmeg - - -	do.	1	—	—
Quicksilver - - - - - -	do.	3	—	—
Nutmegs, first quality - - - -	do.	2	—	—
Do., second quality, or coarse - -	do.	1	—	—
Putchuk - - - - - - -	do.	—	7	5
Rhinoceros horns - - - - -	do.	3	—	—

1847			T.	M.	C.
	CLASS 4.—*Sundries.*				
	Flints - - - - - - -	p. 100 catties	—	—	5
	Mother-of-pearl shells - - - -	do.	—	2	—
	CLASS 5.—*Dried Meats, &c.*				
	Birds' nests, first quality, Mandarin - -	do.	5	—	—
	Do., second quality, ordinary -	do.	2	5	—
	Do., third quality, with feathers -	do.	—	5	—
	Bicho de mar, first quality, black - -	do.	—	8	—
	Do., second quality, white - -	do.	—	2	—
	Sharks' fins, first quality, white - -	do.	1	—	—
	Do., second quality, black - -	do.	—	5	—
	Stockfish, called dried fish - - -	do.	—	4	—
	Fish maws, not formerly in the tariff - -	do.	1	5	—
	CLASS 6.—*Painters' Stores.*				
	Cochineal - - - - - -	do.	5	—	—
	Smalts - - - - - - - -	do.	4	—	—
	Sapan wood - - - - - - -	do.	—	1	—
	CLASS 7.—*Woods, Canes, &c.*				
	Ratans - - - - - - -	do.	—	2	—
	Ebony - - - - - - -	do.	—	1	5
	All other imported wood, as red wood, satin wood, yellow wood, not specifically enumerated, to pay a duty of 10 per cent. ad valorem.				
	CLASS 8.—*Clocks, Watches, &c.*				
	Clocks.				
	Watches.				
	Telescopes.				
	Glass panes and crystal ware of all kinds.				
	Writing desks.				
	Dressing cases.				
	Jewelry of gold and silver.				
	Cutlery, swords, &c.				
	All the foregoing, and any other miscellaneous articles of the same description, 5 per cent. ad valorem.				
	CLASS 9.—*Gold and Silver.*				
	Bullion. Duty free.				
	CLASS 10.—*Cotton, Fabrics of Cotton.*				
	Canvass, from 75 to 100 chih long, and 1 chih 7 tsun to 2 chih 2 tsun wide - - -	per piece	—	5	—

		T.	M.	C.
Cotton, allowing 5 per cent. for tare - -				
Long white cloths, 75 to 100 chih long, and 2 chih 2 tsun to 2 chih 6 tsun wide, formerly divided into superior and inferior fine cotton cloth - - - - -	p. 100 catties	—	4	—
Cambrics and muslins, from 50 to 60 chih long and 2 chih 9 tsun to 3 chih 3 tsun wide - - - - - - -	per piece	—	1	5
Cottons, grey or unbleached domestic, and from 75 to 100 chih long, and 2 chih to 2 chih 9 tsun wide, formerly classed as coarse long cloths - - - -	do.	—	1	5
Twilled cottons, grey, same dimensions -	do.	—	1	—
Chintz and prints of all kinds, from 60 to 75 chih long, and from 2 chih 9 tsun to 3 chih 3 tsun wide, formerly called ornamented or flowered cloth - - - - - -	do.	—	1	—
Cotton yarn and cotton thread - - -	do.	—	2	—
Linen, fine, not formerly in the tariff, from 50 to 75 chih long, and 1 chih 9 tsun to 2 chih 2 tsun wide - - - - -	p. 100 catties	1	—	—
Bunting - - - - - - -	do.	—	5	—
All other imported articles of this class, as ginghams, pulicats, dyed cottons, velveteens, silk and cotton mixtures, and mixtures of linen and cotton, &c., 5 per cent ad valorem.	per chang	—	—	1 1/2
CLASS 11.—*Fabrics of Silk, Woollen, &c.*				
Handkerchiefs, large above 2 chih 6 tsun -	each	—	—	1 1/2
Do., small under 2 chih 6 tsun -	do.	—	—	1
Gold and silver thread, superior or real -	per catty	—	1	3
Do. do. thread, inferior or imitation -	do.	—	—	3
Broad cloth, Spanish stripe, &c., from 3 chih 6 tsun to 4 chih 6 tsun wide - -	per chang	—	1	5
Narrow cloths, as long ells, cassimeres, &c., formerly classed as narrow woollens -	do.	—	—	7
Camlets (Dutch) - - - - - -	do.	—	1	5
Camlets - - - - - - -	do.	—	—	7
Imitation camlets or bombazettes - -	do.	—	—	3 1/2
Woollen yarn - - - - - -	p. 100 catties	3	—	—
Blankets - - - - - - -	each	—	1	—
All other fabrics of wool, or of mixed wool and cotton, wool and silk, &c., 5 per cent ad valorem.				

1847

1847		T.	M.	C.
Class 12.—*Wines, &c.*				
Wine and beer, in quart bottles - -	per 100	1	—	—
Do. do., in pint bottles - - -	do.	—	5	—
Do. do., in casks - - - -	p. 100 catties	—	5	—
Class 13.—*Metals.*				
Copper, foreign, in pigs, &c. - - -	do.	1	—	—
Do., wrought, as sheets, rods, &c. -	do.	1	5	—
Iron, foreign, unmanufactured, as in pigs -	do.	—	1	—
Do., manufactured, as in bars, rods, &c. -	do.	—	1	5
Lead, foreign, in pigs, or manufactured -	do.	—	2	8
Steel, foreign, of every kind - - -	do.	—	4	—
Tin, foreign - - - - - - -	do.	1	—	—
Do. plates, formerly not in the tariff - -	do.	—	4	—
Spelter is only permitted to be sold to Government merchants.				
All unenumerated metals, as zinc, yellow copper, &c., 10 per cent. ad valorem. -				
Class 14.—*Jewelry.*				
Cornelians - - - - - - -	p. 100 stones	—	5	—
Cornelian beads - - - - - -	p. 100 catties	10	—	—
Class 15.—*Skins, Teeth, Horns, &c.*				
Bullocks' and buffalo horns - - -	p. 100 catties	2	—	—
Cow and ox hides, tanned and untanned -	do.	—	5	—
Sea otter skins - - - - - -	each	1	5	—
Fox skins, large - - - - - -	do.	—	1	5
Do., small - - - - - -	do.	—	—	7½
Tiger, leopard, and marten skins - -	do.	—	1	5
Land otter, racoon, and shark skins - -	per 100	2	—	—
Beaver skins - - - - - - -	do.	5	—	—
Hare, rabbit, and ermine skins - - -	do.	—	5	—
Sea horse teeth - - - - - -	p. 100 catties	2	—	—
Elephants' teeth, first quality, whole - -	do.	4	—	—
Do., second quality, broken -	do.	2	—	—
Class 16.—*Unenumerated.*				
All new goods, which it has not been practicable to enumerate herein, a duty of 5 per cent. ad valorem.				
Class 17.				
Rice and other grains. Duty free.				
Contraband. Opium.				

Shipping dues.—These have been hitherto charged on the measurement of the ship's length and breadth, at so much per *chang*, but it is now agreed to alter the system, and charge according to the registered statement of the number of tons of the ship's burden. On each ton (reckoned equal to the cubic contents of 122 tow), a shipping charge of 5 mace is to be levied, and all the old charges of measurement, entrance, and port clearance fees, daily and monthly fees, &c., are abolished. 1847

(*Signatures.*)

LE ZOLLVEREIN ET LUXEMBOURG.

Traité entre la Prusse, pour elles et au nom des autres États du Zollverein, *d'une part, et le grand-duché de Luxembourg, d'autre part, pour la prolongation de l'accession du grand-duché à l'association de douane et de commerce allemande, signé à la Haye, le 2 Avril* 1847.

Attendu que la durée du traité conclu le 8 Février 1842 avec S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, relatif à l'accession du grand-duc de Luxembourg au système douanier de Prusse et des autres Etats du *Zollverein,* est expirée depuis le dernier jour du mois de mars de l'année dernière, et qu'en considération de l'influence bienfaisante que ladite accession exerce sur le commerce et les relations des sujets respectifs, il est dans l'intention des parties contractantes de le prolonger, sauf quelques modifications à y introduire pour la nouvelle période de sa durée, lesdites parties contractantes ont en conséquence nommé à cet effet leurs plénipotentiaires :

Art. I. Le traité conclu le 8 Février 1842, relativement à l'accession de S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, pour le grand-duché de Luxembourg, au système douanier de la Prusse et des autres États du *Zollverein,* sera prolongé jusqu'au dernier jour de mois du Décembre 1853, sous les modifications suivantes :

Art. II. Eu égard aux difficultés inséparables de l'introduction d'un nouveau système de monnaies, de poids et mesures, les États du *Zollverein* déclarent consentir, nonobstant les stipulations contenues dans l'art. 11 du traité du 8 Février 1842, à ce que le système

1847 décimal des poids et mesures introduit dans le grand-duché de Luxembourg, ainsi que le titre des monnaies françaises, seront maintenus pendant toute la durée du présent traité.

Art. III. L'expérience faite pendant la durée du traité du 8 Février 1842 ayant, eu égard aux rapports de localités et autres et conformément à l'article 16 du susdit traité, rendu nécessaire d'apporter des modifications convenables et admissibles aux stipulations relatives à l'introduction de l'administration douanière dans le grand-duché de Luxembourg, lesdites modifications ont été ultérieurement réglées et arrêtées par une convention particulière.

Art. IV. Dans le cas où, au plus tard deux années avant son expiration, les parties contractantes n'auraient pas exprimé leur intention d'en faire cesser les effets, le présent traité sera considéré comme prolongé pour un nouveau terme de douze années, et ainsi de suite de douze en douze ans.

Il sera immédiatement communiqué aux parties intéressées, et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt que faire se pourra, mais au plus tard dans l'espace de deux mois.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET TOSCANE.

Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la Toscane, signé à Londres le 5 Avril 1847.

(En anglais et en italien.)

Art. I. From and after the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty, tuscan vessels arriving at, remaining in, or departing from the Ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of Her Britannic Majesty's possessions abroad, and british vessels arriving at, remaining in, or departing from the Ports of Tuscany and it's dependencies, shall be subject to no other or higher dues or charges of whatsoever nature they may be, than those which are now, or shall hereafter be imposed upon national vessels on their arrival at, during their remaining in, or on their departing from such ports.

Art. II. 1° All articles of the growth produce or maufacture of

the Dominions of Her Britannic Majesty, which are or shall be per- 1847
mitted to be exported from the Ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland in british vessels, shall likewise be permitted to be exported from those Ports in tuscan vessels either to the Ports of Tuscany and it's dependencies, or to the Ports of any other foreign country.

2° All articles of the growth produce or manufacture of Tuscany and it's dependencies, which are or shall be permitted to be exported from the Ports of Tuscany and it's dependencies in tuscan vessels, shall likewise be permitted to be exported from those Ports in british vessels either to the Ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or to the Ports of Her Britannic Majesty's possessions abroad, or to the Ports of any other foreign country.

3° All articles of the growth produce or manufacture of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, which are or shall be permitted to be imported into the Ports of Tuscany and it's dependencies in tuscan vessels, shall likewise be permitted to be imported into those Ports in british vessels.

4° All articles of the growth produce or manufacture of Tuscany and it's dependencies, which are or shall be permitted to be imported in british vessels from the Ports of Tuscany and it's dependencies, or from the Ports of any other foreign country into the Ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, shall likewise be permitted to be imported in tuscan vessels.

Art. III. All articles whatsoever which can be legally imported into the Ports of Tuscany and it's dependencies in british vessels, or into the Ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland in tuscan vessels, shall on their importation be subject to the same duties of importation, dues and charges, and be entitled to the same bounties, drawbacks and allowances, whether such articles be imported in vessels of the one or of the other country.

Art. IV. All articles whatsoever which can legally be exported from the Ports of Tuscany and it's dependencies in british vessels, or from the Ports of the United Kingdom of Great Britain and Ireland in tuscan vessels, shall on their exportation be subject to the same duties of exportation, dues and charges, and be entitled to the same bounties, drawbacks and allowances, whether such articles be exported in vessels of the one or of the other country.

Art. V. The Jonian Islands being under the protection of Her Britannic Majesty, the subjects and vessels of those Islands shall enjoy in the tuscan Dominions all the advantages which are granted by the present Treaty to the subjects and vessels of Great Britain,

1847 as soon as the Government of the Jonian Islands shall have agreed to grant the same reciprocal advantages in those Islands to the subjects and vessels of His Imperial and Royal Highness the Grand-Duke of Tuscany; it being understood that, to prevent abuses, every jonian vessel claiming the benefits of the present Treaty shall be furnished with a patent signed by the Lord High Commissioner or by his Representative.

Art. VI. The present Treaty shall be in force until the first of January one thousand eight hundred and fifty seven, and further until the end of twelve months after either of the High Contracting Parties shall have given notice to the other of it's intention to terminate the same, each of the High Contracting Parties reserving to itself the right of giving such notice to the other on the first of January one thousand eight hundred and fifty six, or at any subsequent time.

And it is hereby agreed between them that, at the expiration of twelve months after such notice shall have been received by either Party from the other, this Treaty and all provisions thereof shall altogether cease and determine.

Art. VII. The present Treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Florence at the expiration of two months, or sooner if possible.

In witness whereof, etc.

DÉCLARATION

des plénipotentiaires signataires du traité, lors de l'échange des ratifications, le 12 Juin 1849.

The undersigned, Plenipotentiaries of His Imperial and Royal Highness the Grand-Duke of Tuscany and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, having met together for the purpose of exchanging the ratifications of the Treaty of Commerce and Navigation signed at Florence on the 5th April last,

The Plenipotentiary of His Imperial and Royal Highness the Grand-Duke of Tuskany hereby declares, by order of his Government, that british steam vessels may enter, remain in and depart from tuscan Ports without being obliged upon each occasion to pay the port charges of any kind which may be due, but that the account thereof shall be settled at the end of every six months; and the Consul of Her Britannic Majesty at Leghorn shall arrange with the Authorities in Tuscany as to the measures to be taken for regulating and assuring the payment thereof.

The Plenipotentiary of His Imperial and Royal Highness further 1847
declares, by order of his Government, that british steam vessels are permitted to maintain in tuscan ports coal Hulks for their express use and their own charge.

The Plenipotentiary of Her Britannic Majesty hereby declares, by order of his Government, that the provisions of the Treaty shall extend to the British possessions of Malta and Gibraltar.

Done at, etc.

BELGIQUE ET DEUX-SICILES.

Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et le royaume des Deux-Siciles, signé à Naples le 15 Avril 1847.

Art. I. Les Belges auront le droit entier et incontestable de voyager et résider dans les États de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, sauf les précautions de police qui sont employées envers les nations les plus favorisées. Ils auront le droit d'occuper des maisons et des magasins, et de disposer de leur propriété personnelle, de quelque nature et dénomination qu'elle soit, par vente, donation, échange ou testament, et de quelque autre manière que ce soit, sans qu'il soit élevé, à cet effet, le plus léger obstacle ou empêchement. Ils ne seront tenus, sous aucun prétexte, à payer d'autres taxes ou impôts que ceux qui sont ou pourront être payés dans les États de S. M. Sicilienne par les nations les plus favorisées.

Ils seront exempts de tout service militaire, soit de terre, soit de mer, de prêts forcés et de toute contribution extraordinaire, à moins qu'elle ne soit générale et établie par une loi. Leurs habitations, magasins et tout résidence, seront respectés. Ils ne seront pas soumis à des visites ou à des perquisitions vexatoires. On ne pourra faire aucun examen, ni aucune inspection arbitraire de leurs livres, papiers et comptes de commerce, et les opérations de ce genre ne pourront être pratiquées qu'à la suite d'une sentence légale des tribunaux compétents.

S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles s'engage à garantir, en toute occasion, aux Belges qui résideront dans ses États et domaines, la conservation de leurs propriétés, et leur sûreté personnelle, de la

1847 même manière qu'elles sont garanties à ses sujets et aux sujets et citoyens des nations les plus favorisées.

S. M. le roi des Belges promet, de son côté, d'assurer, dans ses États, aux sujets de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, la jouissance des mêmes priviléges.

Art. II. Les Belges pourront, dans les États et domaines de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, traiter librement leurs propres affaires par eux-mêmes, ou les commettre à la gestion de toutes les personnes qu'ils voudront nommer pour leur servir d'intermédiaires, facteurs ou agents, sans être entravés, en quoi que ce soit, dans le choix de ces personnes. Ils ne seront tenus à payer aucun salaire, ni aucune rémunération à aucune personne, quelle qu'elle soit, qui n'aurait point été choisie par eux. Pleine liberté sera laissée, dans tous les cas, à l'acheteur et au vendeur, de négocier ensemble, et de fixer le prix d'un objet ou d'une marchandise quelconque importée dans les États de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, ou qui devrait être exportée de ses États, sauf, en général, les affaires pour lesquelles les lois et les usages du pays réclameront l'emploi d'agents spéciaux dans les domaines de Sa Majesté.

Les sujets de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles jouiront, en Belgique, des mêmes priviléges et sous les mêmes conditions.

Art. III. Les Belges ne seront pas soumis, dans les États et domaines de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, à un système de visites et de perquisitions, de la part des officiers de la douane, plus rigoureux que celui auquel sont soumis les sujets de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles; et, de même, les sujets de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles ne seront pas soumis, en Belgique, à un système de recherches et de perquisitions plus rigoureux que celui auquel sont soumis les Belges.

Art. IV. Les capitaines et patrons des bâtiments belges et des Deux-Siciles seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les port respectifs des deux États, aux expéditionnaires officiels, et ils pourront, en conséquence, se servir, soit de leurs consuls, soit des expéditionnaires qui seraient désignés par ceux-ci, sauf dans les cas prévus par le Code de commerce belge, et par le Code de commerce des Deux-Siciles, aux dispositions desquelles la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Art. V. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre la Belgique et le royaume des Deux-Siciles. Les produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays importés directement de l'un dans l'autre, soit par mer, soit par terre, seront taxés de la même manière que les mêmes produits, qu'elle qu'en soit la valeur,

importés de quelque autre pays que ce soit, et ne seront soumis à 1847
aucun droit de douane, ou impôt différent ou plus éléve. Toutefois, il est entendu qu'à l'importation par mer le bénéfice de la disposition qui précède n'est applicable qu'aux arrivages directs.

S. M. le roi des Belges et S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles s'obligent à n'accorder à aucune autre puissance, en matière de commerce et de navigation, aucun privilége, aucune faveur ou immunité, sans les étendre en même temps au commerce et à la navigation de l'autre pays, gratuitement si la concession a été faite à titre gratuit, et moyennant une compensation équivalente, autant que possible, et qui sera stipulée de commun accord, si la concession a été faite à titre onéreux.

Art. VI. Les navires belges arrivant dans les ports du royaume des Deux-Siciles, et réciproquement les navires des Deux-Siciles arrivant dans les ports du royaume de Belgique, seront traités dans les deux pays, soit à leur entrée, soit à leur sortie, sur le même pied que les bâtiments nationaux, pour tout ce qui concerne les droits de tonnage, de pilotage, d'ancorage, de port, de balisage, de fanaux, de quarantaine, d'expédition, de courtage, et toutes les autres charges qui pèsent sur la coque du navire sous quelque dénomination que ce soit, pourvu que ces bâtiments viennent directement de l'un des ports du royaume de Belgique dans un des ports du royaume des Deux-Siciles, ou d'un des ports du royaume des Deux-Siciles dans un des ports de Belgique, s'ils sont chargés, et pour toute espèce de voyage, s'ils sont sur lest.

Ce qui précède s'entend non-seulement des droits perçus au profit de l'État, mais encore de tous droits perçus au profit des provinces, villes, arrondissements, juridictions, communes, etc., sous quelque terme qu'ils puissent être désignés.

Art. VII. La nationalité des bâtiments respectifs sera reconnue et admise de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque État, au moyen des patentes et papiers de bord délivrés par les autorités compétentes aux capitaines ou patrons.

Art. VIII. Tous les produits du sol ou de l'industrie de Belgique qui pourront être légalement importés et qui arriveront en droiture de Belgique par navires belges dans les ports du royaume des Deux-Siciles, ne payeront d'autres ni de plus forts droits que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon des Deux-Siciles.

Et, réciproquement, tous les produits du sol ou de l'industrie du royaume des Deux-Siciles, qui pourront être légalement importés et qui arriveront en droiture de ce royaume par navires des Deux-Siciles dans les ports de Belgique, ne payeront d'autres ni de plus

347 forts droits que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon belge.

Il est bien entendu :

1° Que les marchandises devront avoir réellement été chargées dans les ports d'où elles auront été déclarées respectivement provenir ;

2° Que la relâche forcée dans des ports intermédiaires, pour des causes de force majeure dûment justifiée, ne fait pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture.

Art. IX. Les objets de toute nature quelconque, exportés ou réexportés par navires belges ou des Deux-Siciles, des ports de l'un des deux pays vers quelque lieu que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres et jouirent des mêmes priviléges et avantages de toute nature, que si l'exportation ou la réexportation se faisait sous pavillon national.

Art. X. Il est bien entendu que les stipulations du présent traité ne seront pas applicables à la navigation et au trafic entre les différents ports situés sur les territoires ou dans les États de chacune des parties contractantes ; les dits trafic et navigation restant exclusivement réservés aux navires nationaux dans le royaume des Deux-Siciles.

Toutefois, les bâtiments de chacune des parties contractantes pourront prendre ou débarquer une partie de leur cargaison dans un port des États de l'autre, et compléter ensuite leur chargement ou débarquer le reste dans un ou plusieurs autres ports des mêmes Etats, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont soumis les bâtiments nationaux ou ceux des nations les plus favorisées.

Art. XI. Il est expressément entendu que, conformément à la stipulation de l'art. 5 qui précède, aucune prime, remise ou remboursement de droits ne pourra, pendant la durée du présent traité, être accordé par l'une des deux hautes parties contractantes à un État tiers, sans être accordé également à l'autre partie, gratuitement, si la concession a été faite gratuitement, et moyennant la même compensation, ou un équivalent, à convenir de commun accord, si elle a été faite conditionellement.

En conséquence et par application du dit art. 5 et de l'art. 8 suivant, S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles déclare que pendant la durée du présent traité :

1° La réduction de 10 p. c., établie en faveur des navires des Deux-Siciles sur les droits fixés par le tarif des douanes, sera également applicable aux produits du sol et de l'industrie de la Belgique, directement importés de ce pays dans les États de

S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles par navires de commerce 1847
belges ;

2° Les réductions de droits accordées à la France, notamment celles qui ont été accordées en vertu du dernier traité conclu entre S. M. et S. M. le roi des Français, le 14 Juin 1845, et de l'acte signé à Naples, le 18 Octobre de la même année, sur certains produits de l'industrie française, seront étendues aux mêmes produits de l'industrie belge, et de plus, le droit d'entrée dans le royaume des Deux-Siciles, tel qu'il est actuellement fixé par le tarif des douanes, sur les fusils montés et sur les pistolets, sera réduit sur les fusils montés et sur les pistolets de fabrication belge, savoir : le droit sur les fusils, de 5 à 3 ducats par pièce, et le droit sur les pistolets de 1 ducat et 80 grains à 1 ducat 20 grains par pièce, sans préjudice, toutefois, des lois existantes dans le royaume des Deux-Siciles sur l'importation des armes à feu.

De plus, et par exception spéciale en faveur du royaume de Belgique, sans que cette exception déroge toutefois aux stipulations contenues dans le dernier paragraphe de l'art. 5, de droit sur les machines et mécaniques de fabrication belge, soit appareils complets, ou pièces détachées, y compris les locomotives et accessoires, sera réduit de 20 p. c., sans que le droit ainsi réduit puisse être augmenté pendant la durée du présent traité.

D'autre part, S. M. le roi des Belges déclare que, conformément à la stipulation des art. 5 et 8 du présent traité :

1° Tous les droits différentiels spéciaux, établis à l'entrée en Belgique, en faveur du pavillon national, en ce qui concerne l'introduction des produits du sol ou de l'industrie du royaume des Deux-Siciles, arrivant directement de ce pays, de même que le droit différentiel de 6 p. c., dont jouit le pavillon belge, à l'introduction des articles à l'égard desquels il n'existe pas de droit différentiel spécial, seront également applicables aux produits du sol ou de l'industrie du royaume des Deux-Siciles, directement importés en Belgique par navires siciliens.

2° Que les réductions de droits accordées à l'entrée en Belgique sur certains produits du sol ou de l'industrie du Zollverein, de la France et des Pays-Bas, en vertu des traités du 1 Septembre 1844, du 13 Decembre 1845 et du 29 Juillet 1846, seront étendues et rendues applicables aux mêmes produits provenant du sol ou de l'industrie du royaume des Deux-Siciles.

En conséquence des dispositions qui précèdent, et de la stipulation de l'art. 5 du présent traité, le droit de douane sur les vins en cercles, de production du royaume des Deux-Siciles, sera réduit de

1847 2 fr. à 50 centimes par hectolitre, et celui sur les vins en bouteilles de 12 à 2 fr. par hectolitre.

Les droits d'accises sur les mêmes vins, tant en cercles qu'en bouteilles, seront réduits de fr. 23—85 à fr. 17—89 par hectolitre.

Et les droits de douane sur les articles suivants, originaires du royaume des Deux-Siciles, directement importés de ce royaume en Belgique par navires siciliens, seront réduits ainsi qu'il suit :

Le droit sur le soufre, de 60 centimes à 0,01 centime par 100 kilog.;

Le droit sur les raisins secs, de 10 fr. à 8 fr. par 100 kilog.;

Le droit sur les amandes, de 17 fr. à 14 fr. par 100 kilog.;

Le droit sur les citrons, limons et oranges, de 20 fr. à 14 fr. par 100 fr. de valeur.

Le droit sur les noisettes, de fr. 5—50 à 4 fr. par 100 kilog.;

Celui sur le sumac, de 75 centimes à 10 centimes par 100 kilog.

De plus et par exception spéciale en faveur du royaume des Deux-Siciles, sans que cette exception déroge toutefois aux stipulations contenues dans le dernier paragraphe de l'art. 5, le droit sur l'huile d'olive (comestible), celui sur l'huile d'olive destinée aux fabriques, celui sur les citrons, limons et oranges, et celui sur les noisettes, sera réduit de 20 p. c., sans que les droits ainsi réduits puissent être augmentés pendant la durée du présent traité.

S. M. le roi des Belges garantit, en outre, aux bâtiments du royaume des Deux-Siciles le remboursement du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du 3e § de l'art. 9 du traité conclu le 19 Avril 1839 entre la Belgique et les Pays-Bas.

S. M. le roi des Belges garantit aussi que les objets de toute nature, dont le transit est permis en Belgique, venant du royaume des Deux-Siciles, ou expédiés vers ce royaume, seront exempts de tout droit de transit en Belgique, lorsque le transport sur le territoire belge se fera par les chemins de fer de l'État, et qu'ils jouiront en tout cas, lorsque le transport se fera par une autre voie, du traitement accordé au transit des objets venant de, ou en destination du pays le plus favorisé par rapport au transit.

Il est convenu que la réciprocité établie par le présent traité ne s'étendra pas aux primes que les deux hautes parties contractantes accordent, ou pourraient accorder à l'avenir aux nationaux respectifs, afin d'encourager la construction des navires. Il en sera de même pour les faveurs que l'une ou l'autre des hautes parties contractantes accorde, ou pourrait accorder par la suite aux sujets et aux navires nationaux pour le commerce du sel et la pêche nationale.

Art. XII. Par dérogation à l'article précédent et à l'art. 5 du pré-

sent traité, il est convenu que la réduction stipulée pour déchet au raffinage en faveur des sels de France par l'art. 6 de la convention conclue par cette puissance avec la Belgique le 13 Décembre 1845, ne sera pas accordée au sel des Deux-Siciles. 1847

Art. XIII. Toutes les fois que, dans l'un des deux États, les marchandises importées de l'autre État seront taxées à la valeur, le droit sera fixé et établi de la manière suivante :

Les propriétaires ou consignataires des dites marchandises, lorsqu'ils se présenteront en douane pour acquitter le droit, signeront une déclaration indiquant la valeur d'après l'estimation qu'ils croiront convenable de leur donner; cette déclaration devra être reçue sans difficulté par les employés de la douane. Ils auront seulement la liberté, dans le cas où ils jugeraient l'évaluation trop faible, de prendre la marchandise en payant aux déclarants une somme égale à la valeur déclarée et le dixième en sus. Tous les droits que les propriétaires ou consignataires auraient payés sur les marchandises importées leurs seront en même temps restitués.

Art. XIV. Aucune préférence ou priorité ne sera accordée directement ou indirectement par l'une ou l'autre des parties contractantes, ou par autre compagnie, corporation ou individu, agissant en son nom ou sous son autorité pour l'achat d'aucun objet de commerce légalement importé dans le territoire de l'autre, en considération de la nationalité du bâtiment qui aurait importé les dits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des parties, l'intention et la volonté des parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. XV. Tout navire belge entrant en relâche forcée dans un des ports du royaume des Deux-Siciles, et tout navire des Deux-Siciles entrant en relâche forcée dans un des ports du royaume de Belgique, seront exempts de tout droit de port ou de navigation, perçu ou à percevoir au profit de l'État, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu qu'ils ne se livrent, dans le port de relâche, à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises ; bien entendu, toutefois, que les chargements et déchargements, relatifs à la subsistance de l'équipage ou nécessaires à la réparation du navire, ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant ouverture au payement des droits, et pourvu aussi que ces navires ne prolongent pas leur séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, en égard aux causes qui auront donné lieu à la relâche.

Art. XVI. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires naufragés, échoués ou delaissés, seront dirigées par les con-

1847 suls respectivs dans les deux pays. Ces navires, ou leurs parties et débris, leurs agrès et tous les objets qui leur appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, ou leur produit, s'ils ont été vendus, ainsi que tous les papiers trouvés à bord, seront consignés au consul ou vice-consul belge, ou des Deux-Siciles, dans le district duquel le naufrage aura eu lieu. Les autorités locales respectives interviendront pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages des dits navires, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie de marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des agents consulaires, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il ne sera exigé, soit du consul, soit des propriétaires ou ayants droit, que le payment des dépenses faites pour la conservation de la propriété, les droits de sauvetage et les frais de quarantaine qui seraient également payés, en pareille circonstance, par un bâtiment national.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit ni frais de douane jusqu'au moment de leur admission à la consommation intérieure.

Art. XVII. Chacune des hautes parties contractantes pourra avoir, dans les ports de l'autre État, des consuls, vice-consuls et agents commerciaux de son choix, lesquels jouiront des mêmes priviléges et pouvoirs dont jouissent ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où les dits consuls voudraient exercer le commerce, ils seront soumis aux lois et aux coutumes auxquelles sont assujettis les individus de leur nation dans le pays dans lequel ils résident.

Les dits consuls, vice-consuls et agents commerciaux sont autorisés à réclamer l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'incarceration des déserteurs des navires de guerre ou de commerce de leur nation. A cet effet, ils s'adresseront aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et réclameront par écrit les dits déserteurs, en faisant la preuve, par les registres du bâtiment, ou rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus en question ont réellement fait partie de l'équipage des susdits navires, et après une telle réclamation ainsi appuyée, les déserteurs ne seront pas refusés.

Les dits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls, vice-consuls ou agents commerciaux et pourront être écroués dans les prisons publiques à la requête et

aux frais de celui qui en fera la demande, pour y être retenus jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou renvoyés dans leur pays à bord d'un navire de la même ou de toute autre nation. 1847

Cependant, si, dans l'intervalle de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, ils n'ont pas été réclamés, ou que tous les frais de leur emprisonnement n'aient pas été acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, ils seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour le même motif.

Néanmoins, si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. XVIII. Le présent traité sera en vigueur pendant huit années à compter du jour de l'échange des ratifications, et aussi jusqu'à l'expiration de douze mois après qu'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, chacune des hautes parties contractantes se réservant le droit de faire cette déclaration à la fin du terme susdit de huit ans ou à toute époque subséquente.

Art. XIX. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées, à Naples, dès que la sanction du traité par le pouvoir législatif de Belgique aura été obtenue. Toutefois, si cette sanction n'était pas obtenue et si les ratifications royales n'étaient pas échangées dans le délai d'un an, à partir de la date du présent traité, celui-ci sera consideré comme nul et non avenu.

En foi de quoi, etc.

AUTRICHE ET TOSCANE.

Déclaration ministerielle échangée entre l'Autriche et la Toscane, touchant la libre navigation; Vienne et Florence le 24 Avril 1847.

S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, etc. etc., et S. A. I. et R. l'Archiduc Grand-Duc de Toscane etc. etc., désirant contribuer au développement de la navigation et du commerce de Leurs États par une réciprocité entière dans le traitement des

1847 navires des deux Nations, et de leurs cargaisons, dans les ports respectifs, le soussigné Chancelier de Cour et d'État de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, se trouve autorisé de la part de son Auguste Maître à déclarer, en correspondance d'une Déclaration analogue du Ministère de Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc, ce qui suit.

Les navires toscans seront traités sur un pied parfaitement égal avec les navires nationaux, tant à leur entrée qu'à leur sortie, et durant leur séjour, dans les ports autrichiens, par rapport aux droits de tonnage, de phare, de pilotage et autres perceptions de quelque nature qu'elles soient, qui sont ou pourront être imposés au commerce et à la navigation, au profit soit de l'État, soit d'une Commune, ou d'un Établissement privé quelconque.

De même toutes les marchandises importées ou exportées sur bâtimens toscans ne seront assujetties dans les ports autrichiens à d'autres droits que ceux qui sont imposés aux marchandises importées ou exportées à bord des navires nationaux.

Ce traitement d'une parfaite égalité sera mis en vigueur de part et d'autre à commencer du premier Juin prochain, mais les parties contractantes se réservent la faculté de le faire cesser après un avis préalable donné à cet effet à l'autre Partie six mois d'avance.

Il est toutefois entendu que les stipulations contenues dans les Déclarations ministérielles du 12 Octobre 1844, à l'égard du traitement des navires entrant dans les ports réciproques en cas de relâche forçée, restent en pleine vigueur.

En foi de quoi, etc.

Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement toscan à celui d'Autriche.

SARDAIGNE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Déclaration pour le renouvellement de la convention du 12 Mai 1827, concernant les établissements réciproques des sujets des deux pays (renouvelée le 31 Juillet 1837 pour dix ans), en date du 8 Mai 1847, à Lausanne.

Les dix années pour lesquelles la Convention conclue le douze du mois de mai mil huit cent vingt sept par les Plénipotentiaires re-

spectifs concernant les établissemens réciproques des sujets de Sa Majesté le Roi de Sardaigne dans plusieurs des Cantons Suisses et des ressortissans des mêmes Cantons dans les États de la Monarchie Sarde ayant été renouvelées en mil huit cent trente sept et arrivant à leur terme le trente juin de cette année, les Hautes Parties contractantes ont résolu de renouveler des stipulations reconnues être d'un intérêt réciproque, et ont muni de leurs pleins pouvoirs à cet effet, savoir: 1847

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

I. La convention précitée concernant les établissemens réciproques conclue le douzième du mois de mai mil huit cent vingt sept est renouvelée pour le terme de dix ans à partir du premier juillet mil huit cent quarante sept entre les États de la Monarchie Sarde et les Cantons Suisses de Zurich, Lucerne, Glaris, Fribourg, Soleure, Schaffouse, St.-Gall, Argovie, Turgovie, Valais et Neuchâtel, et cela dans les mêmes termes dans lesquels cette Convention avait été conclue en mil huit cent vingtsept, et dans ceux dans lesquels les Cantons susmentionnés y avaient adhéré.

II. Les Cantons de Berne, des Grisons, et du Tessin qui ne se sont point encore prononcés d'une manière définitive pour le renouvellement de la dite Convention, auront en tout temps la faculté d'y accéder.

III. Le terme de dix ans pour lequel la dite Convention a été renouvelée, étant écoulé le premier juillet mil huit cent cinquante sept, les Parties contractantes seront libres de renouveler le présent arrangement, de le modifier d'un commun accord, ou de s'en départir entièrement.

En foi de quoi, etc.

FRANCE ET DEUX-SICILES.

1.

Convention additionnelle de commerce et de navigation entre la France et les Deux-Siciles, signée à Naples le 12 Mai 1847, avec la déclaration du 12 Décembre 1851.

S. M. le Roi des Français et S. M. le Roi du royaume des Deux-Siciles, voulant donner une nouvelle extension aux relations établies

1847 entre leurs États par le traité de commerce et de navigation du 14 juin 1845 et la déclaration du 18 Octobre de la même année, ont, à l'effet d'atteindre ce but, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I. Toutes les productions du sol ou de l'industrie des deux pays, ou de leurs domaines respectifs, provenant de l'un et pouvant être légalement importés dans l'autre, seront soumises aux mêmes droits et jouiront des mêmes priviléges, qu'elles soient importées par bâtiments français ou par bâtiments des Deux-Siciles.

De même toutes les productions qui pourront être légalement exportées ou réexportées de l'un des deux pays dans l'autre seront soumises au mêmes droits et jouiront des mêmes priviléges, avantages, concessions et restitutions, qu'elles soient exportées ou réexportées par les bâtiments de l'un ou de l'autre pays.

Art. II. Les navires français arrivant dans les ports du royaume des Deux-Siciles, et les navires des Deux-Siciles arrivant dans les ports de la France, seront traités, dans les deux pays, soit à leur entrée, soit pendant leur séjour, soit à leur sortie, sur le même pied que les bâtiments nationaux, pour tout ce qui concerne les droits de tonnage, de pilotage, de port, de fanal, de quarantaine et autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, pourvu que ces bâtiments viennent directement de l'un des ports de la France dans un des ports du royaume des Deux-Siciles, et de l'un des ports du royaume des Deux-Siciles dans un des ports de la France, s'ils sont chargés, et pour toute espèce de voyage, s'ils sont sur lest.

Art. III. La durée de la présente Convention sera la même que celle du traité conclu, le 14 juin 1845, entre Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles.

Art. IV. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Naples, dans le délai de quatre mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Déclaration.

Le soussigné, Président du Conseil des ministres, chargé du portefeuille des affaires étrangères, a reçu la note que Son Excellence Monsieur *Barrot*, Envoyé extraordinaire et ministre plénipo-

tentiaire de la République française, lui a adressée, en date du 1847
31 octobre dernier.

Monsieur *Barrot* témoignait, dans cette note, que le Gouvernement français était disposé à adopter la Convention supplémentaire signée et ratifiée dès le 12 mai 1847, à condition que le traitement national stipulé dans ladite Convention en faveur du commerce direct entre les deux pays fût de plein droit étendu, même dans le cas d'escale intermédiaire, aux bâtiments à vapeur respectifs des deux pays, et particulièrement à ceux de la compagnie à laquelle le Gouvernement français a récemment confié le service postal de la Méditerranée.

Le soussigné s'est empressé de soumettre à Sa Majesté le Roi, son auguste souverain, le contenu de la note susmentionnée, et Sa Majesté, voulant saisir cette occasion pour donner une nouvelle preuve de déférence au Gouvernement français, a bien voulu, dans le conseil ordinaire d'état du 1er décembre, accéder à la condition demandée pour l'accomplissement de la Convention supplémentaire de 1847, moyennant une parfaite réciprocité, et sous la réserve que l'on maintienne toujours en pleine vigueur ce qui a été établi touchant le commerce de cabotage, auquel, en vertu du traité de commerce et de navigation de 1845, les seuls navires nationaux ont exclusivement droit.

2.

Convention entre la France et les Deux-Siciles, relative à l'intervention des consuls respectifs, en cas de décès d'un sujet français ou napolitain, signée à Naples le 17 Mai 1847.

Art. I. Nel caso di morte, ne' dominii delle due Alte Parti contraenti, di uno de' loro connazionali, gli Agenti consolari rispettivi saranno avvertiti dalle Autorità giudiziarie competenti del giorno e dell' ora in cui si procederà all' apposizione ed alla rimozione de' sigilli, ed alla redazione dell' inventario, affinchè possano assistervi.

Art. II. I consoli rispettivi potranno dimandare la consegna degli effetti ereditarii de' loro nazionali; e questa dovrà immediatamente eseguirsi, quando non esista opposizione formata da parte de' creditori del defunto, ovvero appena rimosse ne' modi di legge le opposizione che si fossero formate.

Art. III. La presente convenzione sarà ratificata, e le ratifiche

1847 della stessa saranno scambiate in Napoli nello spazio di due mesi, o anche prima se sarà possibile.

Essa avrà forza e valore per dodici anni a contare dal giorno in cui ne saranno scambiate le ratifiche.

Se allo spirare de' dodici anni la presente convenzione non sarà denunziata sei mesi prima, esse continuerà ad essere obbligatoria per altri dodici anni, e così in prosieguo, fino a che una delle Alte Parti contraenti non abbia annunziato all' altra un anno prima la sua intenzione di farne cessare gli effetti.

In fede di che, etc.

FRANCE ET HAÏTI.

Convention entre la France et la république de Haïti, relative à l'exécution du traité financier de 1838, signée à Paris le 15 Mai 1847.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi des Français et le Président de la République de Haïti, désirant, d'un commun accord, faciliter et assurer la reprise de l'exécution du traité financier du 12 février 1838, interrompu depuis 1844 par des événements de force majeure, ont résolu de régler, par une Convention spéciale, un nouveau mode de payement propre à en écarter les difficultés, et ont choisi à cet effet pour plénipotentiaires, savoir:

(*Suivent les noms des plenipotentiaires.*)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I. La République de Haïti s'engage à reprendre l'exécution du traité financier de 1838, en 1849, de la manière suivante:

Art. II. A partir du 1er janvier de chaque année, le Gouvernement de la République commencera à effectuer le payement du terme afférent à l'année courante, en traites sur France, qui lui seront fournies par les négociants consignataires, en acquittement de droits d'importation et de tonnage.

Art. III. A mesure que ces traites seront fournies par les négociants consignataires, elles seront immédiatement, et jusqu'à concurrence de la moitié des droits d'importation et de tonnage perçus

dans les douanes de Haïti, passées à l'ordre du ministre des finances 1847
de France, par le secrétaire d'état au département des finances de la République, et remises à l'agent de Sa Majesté résidant au Port-au-Prince, qui en donnera reçu et les transmettra à la caisse des dépôts et consignations, à Paris.

Art. IV. En cas que la moitié desdits droits excède l'annuité à payer, le surplus restera à la disposition de la République. Si, au contraire, la moitié se trouvait insuffisante, la différence serait ajoutée à l'annuité suivante, pour être payée ainsi qu'il est stipulé aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Art. V. Les traites qui, après avoir été passées à l'ordre du ministre des finances de France, viendraient à être protestées pour défaut d'acception ou de payement, seront renvoyées au ministre des finances de la République, et retranchées du compte courant entre la France et Haïti.

Les frais de protêt et de retour seront mis à la charge de qui de droit.

Art. VI. Les termes des cinq années 1844, 1845, 1846, 1847 et 1848, qui constitueront un arriéré de huit millions cent mille francs, seront reportés à la fin de la dernière série établie par le traité de 1838, et seront acquittés en 1868, 1869, 1870, 1871 et 1872, selon le mode déterminé par les articles 2, 3 et 4 ci-dessus.

Art. VII. A défaut d'exécution de la présente Convention, les parties contractantes seront, de droit, replacées dans les termes et conditions du traité financier de 1838.

Art. VIII. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de quatre mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET BORNÉO.

Traité d'amitié et de commerce entre la Grande-Bretagne et le Sultan de Bornéo, signé à Bruni le 27 Mai 1847.

Art. I. Peace, friendship, and good understanding shall henceforward and for ever subsist between H. M. the Queen of Great-Britain und Ireland und H. H. Omar Ali Saifadeen, Sultan of Borneo, and between their respective heirs and successors and subjects.

1847 Art. II. The subjects of Her Britannic Majesty shall have full liberty to enter into, reside in, and trade with, and pass with their marchandize through all parts of the dominions of H. H. the Sultan of Borneo, and they shall enjoy therein all the privileges and advantages with respect to commerce, or otherwise, which may hereafter be granted to the subjects or citizens of the most favoured nation; and the subjects of H. H. the Sultan of Borneo shall in like manner be at liberty to enter into, reside in, trade with, and pass with their marchandize through all parts of Her Britannic Majesty's dominions in Europe and Asia, as freely as the subjects of the most favoured nation; and they shall enjoy in those dominions all the privileges and advantages with respect to commerce, or otherwise, which are now or which may hereafter be granted therein to the subjects or citizens of the most favoured nation.

Art. III. British subjects shall be permitted to purchase, sent, or occupy, or in any other legal way to acquire, all kinds of property within the dominions of H. H. the Sultan of Borneo; and H. H. engages that such british subjects shall, as far as lies in his power, within his dominions, enjoy full and complete protection and security for themselves and for any property which they may so acquire in future, or which they may have acquired already, before the date of present convention.

Art. IV. No article whatever shall be prohibited from being imported into or exported from the territories of H. H. the Sultan of Borneo; but the trade between the dominions of Her Britannic Majesty and the dominions of H. H. shall be perfectly free, and shall be subject only to the custom duties which may hereafter be in force in regard of such trade.

Art. V. No duty exceeding 1 dollar per registered ton shall be levied on british vessels entering the ports of H. H. the Sultan of Borneo, and this fined duty of 1 dollar per ton, to be levied on all british vessels, shall be in lieu of all other charges or duties whatsoever. H. H. moreover engages, that british trade and british goods shall be exempt from any internal duties, and also, from any injurious regulations which may hereafter, from whatever causes, be adopted in the dominions of the Sultan of Borneo.

Art. VI. H. H. the Sultan of Borneo agrees that no duty whatever shall be levied on the exportation from H. H. dominions of any article, the growth, produce, or manufacture of those dominions.

Art. VII. H. H. the Sultan of Borneo engages to permit the ships of war of Her Britannic Majesty, and those of the East-India-Company, freely to enter into the ports, rivers and creeks situated within

his dominions, and to allow such ships to provide themselves at 1847
a fair and moderate price with such supplies, stores and provisions, as they may from time to time stand in need of.

Art. VIII. If any vessel under the british flag should be wrecked on the coast of the dominions of H. H. the Sultan of Borneo, H. H. engages to give all the assistance in his power to recover for, and to deliver overto, the owners thereof, all the property which can be saved from such vessels. H. H. further engages to extend to the officers and crew, and to all other persons on board such wrecked vessel, full protection both as to their persons and as to their property.

Art. IX. H. M. the Queen of United Kingdom of Great-Britain and Ireland, and the Sultan of Borneo, hereby engage to use every means in their power for the suppression of piracy within the seas, straits and rivers subject to their respective control or influence; and H. H. the Sultan of Borneo engages not to grant either asylum or protection to any persons or vessels engaged in piratical pursuits; and in no case will he permit ships, slaves or marchandize, captured by pirates, to be introduced into his dominions, or to be exposed therein for sale. And Her Britannic Majesty claims, and H. H. the Sultan of Borneo concedes to H. Majesty the right of investing Her officers and other duly constituted authorities with the power of entering at all times, with her vessels of war, or other vessels duly impowered, the ports, rivers, and creeks within the dominions of H. H. the Sultan of Borneo, in order to capture all vessels engaged in piracy or slave-dealing, and to seize and to reserve for the judgment of the proper authorities, all persons offending against the two contracting Powers in these respects.

Art. X. It being desirable that british subjects should have some port where they may careen and refit their vessels, and where they may deposit such stores and marchandize as shall be necessary for the carrying on of their trade with the dominions of Borneo, H. H. the Sultan hereby confirms the cession already spontaneously made by him in 1845, of the Island of Labuan, situated on the north-west of Borneo, together with the adjacent islets of Kuraman, Little Rusakan, Great Rusakan, Daat, and Malankasan, and all the shails, islets and seas situated half way between the forementioned islets and the main land of Borneo. Likewise the distance of 10 geographical miles from the Island of Labuan to the westward and northward, and from the nearest point half way between the islet of Malankasan and the main land of Borneo, in a line running north till it intersects a line extended from west to east from a point

1847 10 miles to the northward of the northern extremity of the Island of Labuan, to be possessed in perpetuity and in full sovereignty by Her Britannic Majesty and Her successors; and in order to avoid occasions of difference which might otherwise arise, H. H. the Sultan of Borneo engages not to make any similar cession, either of an island, or of any settlement on the main land, in any part of his dominions, to any other nation, or to the subjects or citizens thereof, without the consent of Her Britannic Majesty.

Art. XI. Her Britannic Majesty being greatly desirous of effecting the total abolition of the trade in slaves, H. H. the Sultan of Borneo, in compliance with Her Majesty's wish, engages to suppress all such traffic on the part of his subjects, and to prohibit all persons residing within his dominions, or subject to him from countenancing or taking any share in such trade; and H. H. further consents, that all subjects of H. H. who may be found to be engaged in the slave trade, may, together with their vessels, be dealt with by the cruizers of Her Britannic Majesty, as if such persons and their vessels had been engaged in a piratical undertaking.

Art. XII. This treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Bruni, within 12 months after this date.

Additional article.

H. H. the Sultan of Borneo agrees that, in all cases when a british subject shall be accused of any crime committed in any part of H. H. dominions, the person so accused shall be exclusively tried and adjudged by the English Consul-General or other officer duly appointed for that purpose by Her Britannic Majesty; and, in all cases where disputes or differences shall arise between British subjects, or between British subjects and the subjects of any other Power, within the dominions of the Sultan of Borneo, Her Britannic Majesty's Consul-General or other duly appointed officer, shall have power to hear and decide the same, without any interference, molestation, or hindrance, on the part of any authority of Borneo, either before, during, or after the litigation.

RUSSIE ET SUÈDE. 1847

Déclaration échangée entre la Russie et la Suède, touchant la révision périodique de la frontière entre la Norvége et la Russie, signée à St. Pétersbourg le $\frac{1 \text{ Juin}}{20 \text{ Mai}}$ 1847.

Déclaration.

S. M. le Roi de Suède et de Norvége et S. M. l'Empereur de toutes les Russies ayant, à la suite d'un accord mutuel, fait réviser par des commissaires nommés de part et d'autre, la frontière que la Convention du 14/2 Mai 1826 a déterminée entre le Royaume de Norvége et l'Empire de Russie ; rétablir les colonnes que les injures du temps ou d'autres accidents avaient endommagées ou détruites ; et layer les bois partout où la crue des arbres avait fait disparaître le trace de la dite frontière, les commissaires respectifs, après avoir, dans deux protocoles signés l'un à Neiden dans l'Ost Finmarken le 17/5 Août 1846, l'autre à Torneå le 13 Octobre de la même année, rendu un compte détaillé de leurs opérations, ont, conformément aux ordres, qu'ils en avaient reçus, émis leur opinion quant aux époques auxquelles il conviendrait de renouveler la même révision, et les dits commissaires ayant été unanimement d'avis qu'il suffirait de fixer un espace de vingt cinq ans pour la révision périodique de la frontière et l'exécution des travaux de démarcation qui pourraient alors être nécessaires, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, en confirmant cette proposition de leurs commissaires, ont arrêté d'un commun accord, pour Eux mêmes et pour Leurs Successeurs et Héritiers respectifs, que la frontière entre le Royaume de Norvége et l'Empire de Russie, telle qu'elle a été déterminée par la convention du 14/2 Mai 1826 et rétablie en 1846, sera périodiquement révisée par intervalles de vingt cinq ans, et qu'en même temps les colonnes et autres marques indiquant la dite frontière, seront restaurées partout où besoin sera ; qu'en conséquence la première révision aura lieu dans l'année mil-huit-cent-soixante et onze.

En foi de quoi, etc.

1847

SARDAIGNE ET TOSCANE.

Convention de navigation et de commerce entre la Sardaigne et la Toscane, signée à Florence le 5 Juin 1847.

I. I bastimenti mercantili d'uno dei due Stati carichi, o in zavorra, da qualunque parte arrivino, saranno ricevuti et trattati nei porti dell' altro all' ingresso, durante il loro soggiorno e alla uscita sullo stesso piede dei bastimenti mercantili nazionali in quanto ai diritti di porto, di navigazione, e di sanità, tanto compresi sotto le denominazioni di diritti d'ancoraggio, tonnellaggio, fanale, pilotaggio ecc., quanto stabiliti sotto altra indicazione qualsivoglia, niun escluso nè eccettuato, sia che questi si riscuotano a nome e prò dei Governi rispettivi, sia che costituiscano provento per le locali Autorità o per uno stabilimento particolare qualunque, e bene intesto che il principio della pattuita parificazione dovrà essere reciprocamente osservato tanto per rapporto ai diritti di qualunque natura che si esigono nei porti degli Stati medesimi, quanto per quelli dei quali il pagamento si effettua alle rade, o nelle darsene.

II. La nazionalità dei bastimenti sarà vicendevolmente riconosciuta e ammessa a seconda delle leggi e dei regolamenti particolari di ciascuno dei due Stati per mezzo delle patenti, o spedizioni marittime, e delle carte di bordo rilasciate dalle competenti Autorità ai rispettivi Capitani, o Patroni.

III. Ogni specie di mercanzie o di oggetti di commercio prodotti dal suolo, o dalla industria dei Regii Stati Sardi, o di qualunque altro paese, che possono a tenore delle veglianti leggi essere introdotti, depositati, o immagazzinati nei porti di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, come ugualmente essere da quelli esportati, o riesportati con bastimenti Toscani, potranno esservi ugualmente introdotti, depositati, e immagazzinati con bastimenti Sardi, e del pari venirne esportati, o riesportati. E reciprocamento ogni specie di mercanzie o di oggetti di commercio prodotti dal suolo o dall' industria del Granducato di Toscana, o di qualunque altro paese, a seconda delle leggi, ammessi nei Regii Stati Sardi con bastimenti nazionali, potranno esservi ugualmente introdotti, depositati, o immagazzinati, come altresì venirne esportati o riesportati dai legni di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana.

IV. Affine di prevenire ogni equivoco rimane espressamente convenuto che le disposizioni dei precedenti art. I e III dovranno essere vicendevolmente applicabili ai bastimenti dei due Stati e al loro carico, sia che provengano direttamente dai porti d'uno degli Stati medesimi, sia che muovano da qualunque altro estero paese. 1847

V. Rimane per concorde volontà esclusa dalle disposizioni surriferite la navigazione della costa, altrimenti detta cabotaggio, rispetto alla quale sarà in facoltà di ambidue i Governi Sardo e Toscano d'accordare ai proprii nazionali quei privilegi o favori speciali che a ciascuno dei Governi stessi potranno sembrar convenienti.

VI. Al contrario le disposizioni predette dovranno in tutta la loro estensione considerarsi di rigorosa osservanza, tanto per i porti situati negli Stati di terraferma quanto per quelli esistenti nelle isole che formano parte dei Dominii dei Sovrani rispettivi.

VII. Tutti i bastimenti mercantili Sardi che per forza di mare saranno costretti a cercar ricovero nei porti di sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, come reciprocamente i bastimenti Toscani che entreranno in rilascio forzato in quelli di Sua Maestà il Re di Sardegna sia che si tratti dei porti degli Stati di terraferma, sia de quelli esistenti nelle isole che appartengono ai due Sovrani anderanno esenti da ognuno di quei diritti di porto, di navigazione e di sanità che si riscuotono a vantaggio degli Stati rispettivi negli approdi ordinarii, semprechè non abbiano luogo per parte dei bastimenti medesimi operazioni di commercio mediante imbarco o disbarco di mercanzie, e ritenuto altresì che siano chiare ed evidenti le cause che resero il rilascio indispensabile, ed il soggiorno in porto non si prolunghi al di là del tempo da quelle strettamente voluto.

Non saranno però da considerarsi per operazioni di commercio i disbarchi, nè i nuovi imbarchi motivati dal bisogno esclusivo di ristaurare il bastimento dalle sofferte avarie. Dai principii stabiliti nel presente Articolo nulla rimane innovato quanto all'obbligo di osservare rigorosamente anche nei casi di approdo forzato le regole e discipline sanitarie prescritte negli Stati rispettivi.

VIII. Accadendo che qualche legno mercantile o da guerra spettante all'uno dei due Stati naufragasse, andasse sommerso, o soffrisse altro danno sulle coste o nei Dominii soggetti all'altro Stato, si concederà ai detti legni e alle persone che vi saranno a bordo lo stesso soccorso e la stessa protezione di cui godono in simili casi ed in circostanze corrispondenti i naviganti nazionali; e i bastimenti, il loro carico salvato dal naufragio, o l'equivalente di esso, qualora abbia dovuto eseguirsene la vendita, saranno consegnati al proprietario o ai di lui aventi causa, senza che debbano pagare diritti di

1847 recupero maggiori o diversi da quelli che verrebbero riscossi in pari caso dai legni nazionali; ed i Consoli, Vice-Consoli ed Agenti Commerciali rispettivi avranno la facoltà di prender parte alle relative operazioni rappresentando i sudditi del proprio Sovrano e prestando loro ogni necessaria assistenza. Le mercanzie salvate dal naufragio non saranno tenute al pagamento di verun altro diritto, a meno che non vengano nella loro totalità, o in parte introdotte per il consumo.

IX. I prodotti del suolo e della industria dell' uno dei due paesi, immessi dall' uno nell' altro, sia per terra, sia per mare, saranno tassati nello stesso modo che gli stessi prodotti immessi da ogni altro paese qualunque, e non saranno sottoposti ad alcun dazio doganale diverso o più elevato, sia qualsivoglia il porto d' onde provengono.

X. Malgrado le convenzioni che precedono intendendo Sua Maestà il Re di Sardegna di preservarsi pel momento il diritto alla percezione dei dazii differenziali stabiliti sui cereali, olio d' oliva, e vini trasportati direttamente dal Mar Nero, dai porti dell' Adriatico, e dal Mediterraneo fino al Capo Trafalgar, Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana si riserba del pari dal canto suo la facoltà di fissarne quando Gli piaccia dei corrispondenti sui medesimi generi nei proprii Dominii a carico del commercio Sardo.

XI. La volontà delle alte Parti contraenti essendo però quella di far godere quanto possibil sia i bastimenti rispettivi e il loro carico d' una perfetta parità di trattamento, dovrà ritenersi per abolito scambievolmente d' ora in poi ogni altro privilegio o favore speciale di cui i legni nazionali o le merci su di essi introdotte o esportate avessero goduto per il passato nei porti dell' uno dei due Stati dirimpetto ai legni dell' altro Stato od al loro carico; e ogniqualvolta il rilascio dei diritti differenziali, di che nel precedente Articolo X, o altro qualsiasi vantaggio venisse da una delle Parti contraenti a concedersi per l' avvenire, sia alla propria bandiera sia a quella di qualche altro estero Stato, la stessa concessione diventerà immediatamente, e di pieno diritto comune ai legni dell' altra Parte contraente, e applicabile alle merci su di essi caricate, per goderne gratuitamente se gratuito sarà per essere il privilegio come sopra stabilito, e mediante un compenso identico o altro equivalente, qualora fosse condizionale.

XII. Sua Imperiale e Reale Altezza il Granduca di Toscana secondando il desiderio di Sua Maestà il Re di Sardegna consente ad estendere tutte le stipulazioni del presente Trattato al Principato Sovrano di Monaco posto sotto il protettorato di Sua Maestà Sarda mediante reciprocità da parte del Principato medesimo.

XIII. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo luglio 1847
prossimo avvenire, e avrà vita per anni dieci computabili dall' epoca sudetta, e qualora un anno prima dello spirare di detto termine non siasi da una delle alte Parti contraenti notificato all' altra officialmente la intenzione di farne cessare gli effetti, la Convenzione stessa continuerà a rimanere in vigore per altri dodici mesi successivi, e così per l'avvenire fino a tanto che non siano spirati i dodici mesi che seguiranno la prevista dichiarazione dello scioglimento degli obblighi vicendevolmente assunti, qualunque sia l'epoca in cui essa avrà luogo.

XIV. La presente Convenzione sarà approvata e ratificata da Sua Maestà il Re di Sardegna, e da Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, e le ratifiche ne saranno cambiate in Firenze nello spazio di giorni venti computabili del giorno della cottoscrizione di essa, e più presto se sarà possibile.

In fine di che, etc.

FRANCE ET GRANDE-BRETAGNE.

Accord entre la France et la Grande-Bretagne, concernant l'indépendance de quelques îles de l'Océan-Pacifique, signé à Londres le 9 Juin 1847.

S. M. la reine du royaume-uni d'Angleterre et d'Irlande et S. M. le roi des Français, désirant faire disparaître une cause de discussion entre leurs gouvernemens respectifs, au sujet des îles de l'Océan-Pacifique qui vont être ci-après désignées, ont jugé à propos réciproquement de s'engager :

1° A reconnaître formellement l'indépendance des îles Huahine, Raiatea et Borabora (sous le vent de Taïti), et des petites îles adjacentes et en dépendant ;

2° A ne jamais prendre possession de ces îles, ni d'une ou plusieurs d'entre elles, soit d'une manière absolue, soit à titre de protectorat ou de toute autre manière quelconque.

3° A ne jamais admettre qu'un chef ou prince régnant, à Taïti, puisse en même temps régner dans une ou plusieurs des autres îles ci-dessus mentionnées, ni, d'un autre côté, qu'un chef ou prince régnant, dans une ou plusieurs de ces autres îles, puisse régner en

1847 même temps à Taïti; l'indépendance réciproque des îles dont il est question ci-dessus, et de l'île de Taïti avec ses dépendances, étant établie en principe.

Le soussigné, premier secrétaire d'Etat des affaires étrangères de S. M. britannique, et le plénipotentiaire de S. M. le roi des Français près la cour de Londres, porteur des pouvoirs nécessaires, déclarent, en conséquence, par les présentes, que Leursdites Majestés contractent réciproquement l'engagement ci-dessus.

GUATEMALA ET VILLES LIBRES ANSÉATIQUES.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la république de Guatemala et les villes libres anséatiques de Hambourg, de Lubeck et de Brême, signé à Guatemala le 20 Juin 1847.

(En allemand et en espagnol.)

Art. I. Zwischen den Hanseatischen Republiken und der Republik von Guatemala, sowie zwischen ihren Bürgern und Einwohnern soll dauernder und vollständiger Friede, aufrichtige und unwandelbare Freundschaft bestehen.

Art. II. Ebenso soll zwischen den Hanseatischen Freistaaten und der Republik Guatemala gegenseitige Freiheit des Handels und der Schifffahrt statthaben. Dem zur Folge dürfen die beiderseitigen Bürger frei und sicher mit ihren Schiffen und Ladungen nach allen Küsten, Häfen und Flüssen im Gebiete des andern Theiles fahren, wohin es andern Fremden zu fahren gestattet ist oder künftig gestattet werden möchte, dort landen, verweilen und sich niederlassen; Häuser und Magazine zum Zweck ihres Handels miethen und besitzen, wobei sie gleichwol den in den beiderseitigen Gebieten geltenden Gesetzen und Statuten unterworfen bleiben.

Art. III. Die Bürger der contrahirenden Republiken, welche im Gebiete des andern Theils verweilen oder reisen, geniessen in Betreff ihrer Personen und Güter, sowie der Ausübung ihrer Gewerbe und ihrer Religion, desselben Schutzes, derselben Garantien, Rechte und Vorrechte, wie sie den Bürgern oder Unterthanen der am meisten begünstigten Nationen gewährt sind oder werden möchten; sie

erhalten freien und leichten Zugang bei den Gerichtshöfen zum Zweck 1847
der Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte und Interessen, unter den gleichen Bedingungen wie die Einwohner der Republik, in welcher sie verweilen; sie sind zum regulairen Kriegsdienste im Heere oder in der Flotte nicht verpflichtet, auch dürfen sie weder zum Beitrage zu gezwungenen Anleihen, noch zu Zahlung anderer oder höherer Steuern, von welcher Art und Benennung es sei, genöthigt werden, als die Bürger des Landes, in dem sie sich befinden, jetzt oder künftig zu entrichten haben. Ebenso wenig dürfen Schiffe, Mannschaften, Waaren und Eigenthum mit Beschlag belegt oder zu militairischen Zwecken oder öffentlichen Dienstleistungen irgend einer Art angehalten werden, ohne die Betheiligten dafür hinreichend zu entschädigen.

Art. IV. Zwischen den Republiken von Lübeck, Bremen und Guatemala ist ausserdem festgestellt, dass die Ausnahme vom Militairdienst, wovon der vorhergehende Artikel handelt, die von der Bürgergarde mit umfasst, von welcher die Bürger der drei Hanseatischen Republiken ebenfalls frei sein sollen.

Art. V. Auch ist man übereingekommen, dass die Bürger eines jeden der contrahirenden Theile über ihre unter der Gerichtsbarkeit des andern Theiles befindlichen Güter frei verfügen können durch Kauf, Schenkung, letzten Willen oder auf andere Weise, und dass ihre Erben, wenn sie Bürger des andern Theiles sind, in den gedachten Gütern nachfolgen sollen, sei es durch Testament oder *ab intestato*, persönlich oder durch Bevollmächtigte davon Besitz ergreifen und nach Willkühr darüber verfügen mögen, unter Entrichtung nur derjenigen Abgaben, welche im gleichen Falle die Einwohner des Landes, wo sich die Güter befinden, entrichten würden. Finden sich dabei unbewegliche Güter vor, in deren Besitz die gedachten Erben als Fremde nicht gelangen können, so soll ihnen eine dreijährige Frist gestattet sein, um über selbige nach Gutdünken zu verfügen und den Erlös davon unbeschwert und frei von allen Abzugrechten von Seiten der Regierungen der respectiven Staaten ausser Landes zu ziehen.

Art. VI. In Allem, was sich auf die Hafenpolizei, Ladung und Löschung der Schiffe, Sicherheit der Waaren, Güter und Effecten bezieht, sind die Bürger der contrahirenden Theile den Gesetzen und Verfügungen des Ortes unterworfen, wobei ihnen jedoch die Rechte und Vorrechte der Nationalen nicht minder zustehen.

Art. VII. Als Hanseatische oder Guatemalasche werden gegenseitig diejenigen Schiffe betrachtet und behandelt, welche in Gemässheit der bestehenden oder zu erlassenden Gesetze und Vor-

847 schriften, in den Staaten, welchen sie angehören, als solche anerkannt sind, wohl verstanden, dass jedes Schiff mit einem von der zuständigen Behörde ausgefertigten Seebriefe oder Passe versehen sein muss.

Art. VIII. Die in den Häfen der Republik Guatemala einlaufenden Hanseatischen, sowie gegenseits die in den Häfen der Hanseatischen Freistaaten einlaufenden Guatemalaschen Schiffe sollen eingehend, ausgehend und vor Anker liegend den von den nämlichen Orten kommenden nationalen Schiffen völlig gleich geachtet und behandelt werden, sowol in Betreff des Tonnen-, Anker-, Lootsen- und Leuchtgeldes und aller anderen Hafen- und Municipalabgaben, als auch hinsichtlich der Gebühren der öffentlichen Beamten, sowie nicht minder in Betreff des Bergelohns bei Havarie-Fällen oder Schiffbrüchen.

Und für die Ausführung sowohl dieses, als auch der anderen im gegenwärtigen Vertrage enthaltenen Artikel wird erklärt, dass als Häfen der Republik Guatemala dermalen zu betrachten sind an der Nordküste derjenige von Santo Tomas zur Zeit als Entrepothafen, Yzabal als Haupthafen und zum Einklariren, und Teleman als Nebenhafen und zum Küstenhandel, und an der Südküste derjenige von Ystapa als Haupthafen und zum Einklariren, sowie auch jeder andere Hafen, welcher künftighin dem Handel geöffnet werden möchte.

Art. IX. Alle Waaren und Handelsgegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs, deren Einfuhr in die Häfen der Hanseatischen Freistaaten in Hanseatischen, aus irgend einem fremden Lande kommenden Schiffen erlaubt ist, dürfen eben sowol in Guatemalaschen Schiffen eingebracht werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen, wenn eingebracht in Hanseatischen Schiffen, entrichtet wird oder künftig entrichtet werden möchte, und umgekehrt dürfen alle Waaren und Handelsgegenstände, ohne Unterschied des Ursprungs, deren Einfuhr in die Häfen der Republik Guatemala in Guatemalaschen, aus irgend einem fremden Lande kommenden Schiffen erlaubt ist, gleichmässig in Hanseatischen Schiffen eingebracht werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen, wenn eingebracht in Guatemalaschen Schiffen, entrichtet wird oder künftig entrichtet werden möchte.

Durch die Bestimmungen dieses Artikels erleiden zwar die in einer jeden der contrahirenden Republiken hinsichtlich des Küstenhandels mit ausländischen schon zum innern Verbrauch dispachirten Arti-

keln oder für den Transport einheimischer Producte von Hafen zu 1847
Hafen erlassenen Gesetze keinerlei Widerspruch oder Abänderung: doch ist gleichwohl vereinbart, dass die beiderseitigen Bürger in diesem Betracht aller Rechte geniessen sollen, die der begünstigtesten Nation eingeräumt sind.

Art. X. Alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus den Häfen der Hanseatischen Freistaaten in Hanseatischen Schiffen erlaubt ist, dürfen auch in Guatemalaschen Schiffen ausgeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen bei der Ausfuhr oder Wiederausfuhr in Hanseatischen Schiffen jetzt oder künftig entrichtet werden möchten; und umgekehrt dürfen alle Waaren und Handelsgegenstände, deren Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus den Häfen der Republik Guatemala in Guatemalaschen Schiffen erlaubt ist, gleichmässig in Hanseatischen Schiffen ausgeführt oder wiederausgeführt werden, ohne andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung zu entrichten, als von den nämlichen Waaren und Handelsgegenständen bei der Ausfuhr oder Wiederausfuhr in Guatemalaschen Schiffen jetzt oder künftig entrichtet werden möchten. Auch werden die nämlichen Prämien, Rückzölle und Vergütungen zugestanden, die Ausfuhr oder Wiederausfuhr aus dem einen oder andern Lande mag in Hanseatischen oder Guatemalaschen Schiffen geschehen.

Art. XI. Es sollen weder in den Gebieten der Hanseatischen Freistaaten, noch in denen der Republik Guatemala andere oder höhere Abgaben irgend einer Art oder Benennung bei der Einfuhr oder Wiederausfuhr von Producten oder Fabrikaten des einen oder andern Landes erhoben werden, als von den gleichen Producten oder Fabrikaten jeder andern Nation jetzt oder künftig entrichtet wird. Für die Wirksamkeit dieses Artikels wird ausserdem bestimmt, dass ebenso auch alle aus den Hanseatischen Häfen verführten Producte oder Fabrikate der Staaten des deutschen Bundes als Erzeugnisse der Hanseatischen Freistaaten, sowie gegenseits als Producte und Fabrikate der Republik Guatemala alle diejenigen der einzelnen Staaten von St. Salvador, Honduras, Nicaragua und Costaria in Central-America angesehen und geachtet werden sollen, deren Ausfuhr aus den Guatemalaschen Häfen geschieht, wohl verstanden jedoch, dass diese Gunst den Ausfuhren oder Wiederausfuhren solcher Erzeugnisse nur dann zu Gute kommen soll, wenn sie in Hanseatischen oder Guatemalaschen Schiffen ohne Unterschied bewerkstelligt wird.

1847 Art. XII. Weder in den Hanseatischen Republiken noch in der Republik von Guatemala dürfen die Gegenstände der wechselseitigen Ausfuhr unter ihnen anderen oder höheren Abgaben unterworfen sein, als die nämlichen Gegenstände bei der Ausfuhr nach irgend einem dritten Lande jetzt oder künftig zu entrichten haben. Auch darf in keiner der contrahirenden Republiken die Einfuhr, Ausfuhr oder Wiederausfuhr von Natur- oder Kunsterzeugnissen der betreffenden Staaten verboten werden, wenn solches Verbot nicht zugleich auf den Verkehr mit allen Nationen überhaupt erstreckt wird.

Art. XIII. Die Hanseatischen Freistaaten und die Republik Guatemala verpflichten sich wechselsweise, dritten Nationen in Bezug auf Handel und Schiffahrt keinerlei Vorzüge gewähren zu wollen, welche nicht sofort auch dem einen oder andern der hier contrahirenden Theile zuständig würden, und deren sich die letzteren dann unbedingt oder unter Leistung der nämlichen Entschädigungen zu erfreuen haben, je nachdem die Einräumung an Bedingungen geknüpft worden war oder nicht.

Art. XIV. So oft sich die Bürger des einen contrahirenden Theils genöthigt sehen, in den Flüssen, Bayen, Häfen und Besitzungen des andern mit ihren Schiffen Schutz zu suchen vor stürmischem Wetter, Seeräubern oder Feinden, wird ihnen eine freundliche Aufnahme und alle Sicherung und Förderung zu Theil werden, um die Schäden ausbessern, Lebensmittel einnehmen, und sich zur Fortsetzung der Reise in den Stand setzen zu können, ohne Hinderniss und Störung irgend einer Art. Ueberall in den Besitzungen beider Theile wird es den Schiffen des andern Theils, deren Mannschaft durch Krankheit oder aus andern Gründen eingeschmolzen ist, verstattet, so viel Seeleute anzuwerben, als sie zur Fortsetzung der Reise bedürfen, vorausgesetzt, dass dabei in Gemässheit der Landesgesetze verfahren werde und die Werbung jeder Zeit eine freiwillige sei.

Art. XV. In den Fällen, wo den Bürgern eines der contrahirenden Staaten angehörige Schiffe an den Küsten oder innerhalb des Gebiets des andern Theils scheitern, stranden oder sonst Havarie leiden, wird ihnen Schutz und Hülfe in demselben Maasse geleistet werden, wie sie bei den eigenen Schiffen der Nation, wo die Havarie eintritt, gebräuchlich ist, und steht ihnen frei, wenn erforderlich, die Ladung zu löschen, ohne dass deshalb Auflagen oder Abgaben erhoben werden dürfen, es sei denn, dass die gelöschten Waaren oder Effecten zum innern Verbrauch bestimmt sind.

Art. XVI. Alle den Bürgern eines der contrahirenden Theile angehörigen Schiffe, Waaren und Effecten, die von Seeräubern ge-

nommen würden, es sei dies innerhalb der Grenzen des andern 1847
Theils oder auf hoher See geschehen, und welche demnächst nach den Flüssen, Rheden, Bayen, Häfen oder Besitzungen des andern Theils gebracht oder dort entdeckt worden, sollen nach gehörig und vor den zuständigen Gerichten geführtem Beweise ihrer Anrechte, den Eigenthümern wieder zugestellt werden, so jedoch, dass die Reclamation binnen Jahresfrist durch die Betheiligten, ihre Bevollmächtigten oder die Agenten ihrer Regierung angebracht werden muss.

Art. XVII. Für den Fall, dass eine der contrahirenden Parteien sich im Kriege befände, während die andere neutral verbliebe, ist ausgemacht, dass Alles, was die kriegführende Partei mit andern Mächten zu Gunsten der neutralen Flagge verabredet haben oder künftig verabreden sollte, auch unter den Hanseatischen Republiken und der Republik Guatemala zur Regel dienen wird. Und um jeden Zweifel über das zu vermeiden, was als Gegenstand der Kriegscontrebande anzusehen sei, so ist (dem eben ausgesprochenen allgemeinen Grundsatz unbeschadet) beliebt worden, jene auf folgende Gegenstände zu beschränken:

1. Kanonen, Mörser, Haubitzen, Steinstücke, Doppelhaken, Musketen, Flinten, Büchsen, Carabiner, Pistolen, Piken, Degen, Säbel, Lanzen, Spiesse und Hellebarden, Granaten, Bomben, Pulver, Lunten, Kugeln und alle andern auf den Gebrauch dieser Waffen sich beziehende Gegenstände;
2. Schilde, Helme, Kürasse, Panzerhemden und für den Kriegsgebrauch eingerichtete und bestimmte Ausrüstungen und Kleidungsstücke;
3. Bandeliere und Pferde mit ihrem Geschirr;
4. Endlich alle Arten von Waffen und Werkzeugen von Eisen, Stahl, Kupfer und Erz, oder von irgend einem andern, ausdrücklich zum Kriegsgebrauch zu Wasser oder zu Lande zugerichteten und geformten Stoffe.

Art. XVIII. Für den Fall der Visitation eines Handelsfahrzeuges des einen der contrahirenden Theile durch ein Kriegsschiff des andern, ist man übereingekommen, dass diese Untersuchung nur in einem nicht stärker, als zu seiner Führung erforderlich, bemannten Boote geschehen darf, während das Kriegsschiff selbst sich ausserhalb Kanonenschussweite zu halten hat. Die Prüfung der Schiffspapiere ist schlechterdings nur an Bord des untersuchten Fahrzeugs vorzunehmen und sind dieselben unter keinem Vorwande mitzunehmen, noch auch der Capitain oder die Officiere zu nöthigen, sich an Bord des untersuchenden Schiffes zu begeben. Die Befehlshaber

1847 der bewaffneten Schiffe sind mit Person oder Vermögen für jeden Bruch dieser Vorschriften und jedes regelwidrige und ungerechte Verfahren verantwortlich.

Art. XIX. Jedem Zweifel und Misbrauch bei der Prüfung der Schiffspapiere, rücksichtlich des Eigenthums der Schiffe, welche Bürgern der contrahirenden Theile angehören, und der Natur ihrer Ladungen, zuvorzukommen, ist festgesetzt, dass, im Fall sich einer unter ihnen im Kriege befinden sollte, die Seebriefe oder Pässe, welche die Schiffe nach Artikel 7 dieses Vertrags zu führen haben, Namen, Eigenthum und Tonnengehalt des Schiffes, nicht minder Namen und Wohnort des Patrons oder Capitains enthalten und überdies von Certificaten begleitet sein müssen, welche den Inhalt der Ladung und den Abgangsort des Schiffes bezeichnen, und deren Ausfertigung in gebräuchlicher Form durch die Behörden des Abgangsorts zu geschehen hat. Uebrigens darf das neutrale Schiff wegen Mangels an den vorerwähnten oder anderen auf das Eigenthum oder die Natur seiner Ladung Bezug habenden Erfordernissen, nicht angehalten werden, sofern zur Zeit seines Aussegelns an dem Orte, von wo es kommt, die Kriegserklärung noch nicht bekannt geworden war.

Art. XX. Ausserdem ist noch vereinbaret, dass nur die in dem Lande, wohin die Prisen geführt werden, zu diesem Zwecke eigends niedergesetzten Gerichtshöfe darüber zu erkennen Macht haben sollen.

Und jedesmal wo die gedachten Gerichtshöfe eines der contrahirenden Theile wider ein von den Bürgern des andern reclamirtes Schiff, Güter oder Eigenthum ein Urtheil erlassen, ist dieser Spruch oder Decret mit den Entscheidungsgründen zu versehen und dem Capitain oder Agenten des Schiffes auf sein Verlangen und gegen die gesetzliche Gebühr, unverweilt beglaubigte Abschrift des Spruches oder Decretes, oder auch des ganzen Verfahrens, mitzutheilen.

Art. XXI. Zur völligen Sicherstellung der Bürger beider contrahirenden Theile ist man übereingekommen, dass wenn jemals unglücklicherweise zwischen diesen eine Unterbrechung des Handels und der freundschaftlichen Verhältnisse oder ein Bruch stattfände, die in den Gebieten des einen Theils sich aufhaltenden Bürger des andern das Recht haben sollen, so lange sie sich friedlich und den Gesetzen gehorsam verhalten, ungestört im Lande zu verbleiben und ihr Gewerbe fortzusetzen. Ihre Güter und Effecten, wo sie Privaten oder dem Staate anvertraut wären, sollen weder der Beschlagnahme, noch irgend andern Lasten unterworfen sein, als solchen, welche man auf die den eingebornen Bürgern des Landes, in

welchen jene sich aufhalten, gehörigen gleichen Güter und Effecten 1847
legen möchte.

Art. XXII. Die diplomatischen Agenten beider Theile geniessen der nämlichen Begünstigungen, Freiheiten und Vorrechte, welche von einer oder der andern der contrahirenden Republiken den diplomatischen Agenten der begünstigtesten Nation eingeräumt sind oder künftig eingeräumt werden möchten.

Art. XXIII. Die contrahirenden Theile dürfen in allen, dem ausländischen Handel geöffneten Häfen und Orten der respectiven Territorien, wo Consuln und Viceconsuln irgend einer Nation zugelassen sind oder zugelassen werden möchten, ebenfalls Consuln und Viceconsuln ernennen, welchen die nämlichen Rechte, Vorzüge und Freiheiten zustehen, wie sie denen der begünstigtesten Nation eingeräumt sind oder werden möchten.

Die Consulats-Archive oder Papiere werden als unverletzlich betrachtet und sind keiner Beschlagnahme oder Einmischung von Seiten der Behörden, unter welchem Vorwand es auch sei, unterworfen.

Damit die Consuln und Viceconsuln die Rechte, Vorzüge und Freiheiten, welche ihnen zufolge ihres öffentlichen Charakters zukommen, geniessen können, müssen sie der Regierung, bei welcher sie angestellt sind, ihre Beglaubigung und ihr Patent in gehöriger Form vorzeigen, ehe sie die Ausübung ihres Amtes antreten, und nachdem sie das *Exequatur* erlangt haben, sollen sie als solche von den Behörden, Gerichtshöfen und Einwohnern des Consulat-Districtes, wo sie residiren, gehalten und betrachtet sein.

Art. XXIV. Die gedachten Consuln sind befugt, die Hülfe der Ortsbehörden zu gefänglichen Einziehungen und Verwahrung der Deserteurs von den Schiffen ihres Landes in Anspruch zu nehmen, und werden zu diesem Zwecke ihr Gesuch bei den zuständigen Behörden schriftlich anbringen, indem sie aus den Schiffsregistern, der Musterrolle oder andern Documenten darthun, dass jene Leute einen Theil der Schiffsbesatzung bilden. Auf ein so documentirtes Gesuch darf die Auslieferung nicht verweigert werden. Solche Deserteurs werden nach erfolgter Verhaftung zur Verfügung der Consuln gestellt, und können auf Anhalten und Kosten derer, die es begehren, in den öffentlichen Gefängnissen bis dahin verwahrt bleiben, dass sie auf ihre oder andere Schiffe derselben Nation geschickt werden. Werden sie aber binnen vier Monaten, vom Tage ihrer Haftnahme an gerechnet, nicht abgefordert, so wird man sie in Freiheit setzen und um des nämlichen Grundes willen nicht wieder verhaften.

Art. XXV. In Betracht der nationalen und politischen Verbin-

1847 dungen, welche zwischen den Hanseatischen Freistaaten und den übrigen Staaten des deutschen Bundes bestehen, und des hohen Interesses, welches sämmtliche contrahirende Staaten daran haben, dass die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags sich baldthunlichst über den ganzen Umfang des deutschen Bundes erstrecken mögen, ist man übereingekommen für den Fall, wo einer oder mehrere der genannten Bundesstaaten als selbstständige Contrahenten dem gegenwärtigen Vertrag mit der Republik Guatemala beizutreten wünschen sollten, ein solcher Beitritt, möge er nun in Form eines besondern Vertrags, oder nur mittelst Austausches officieller Declarationen geschehen, denselben jederzeit offen stehen solle. Die erwähnten also beigetretenen Staaten werden für alle Zwecke dieses Vertrags den Hanseatischen Freistaaten und einem jeden derselben vollkommen gleich betrachtet, und sie sollen unter denselben Bedingungen, Stipulationen und Verpflichtungen derselben Vorzüge und Vortheile theilhaftig werden.

Art. XXVI. Im Falle den Artikeln des gegenwärtigen Vertrags von einzelnen Bürgern des einen oder andern Theils zuwider gehandelt würde, sollen diese Bürger persönlich dafür verantwortlich sein, ohne dass deshalb das unter den Regierungen bestehende gute Vernehmen irgend Unterbrechung litte. Es geloben sich diese vielmehr, den Schuldigen auf keine Weise in Schutz zu nehmen oder dergleichen Verletzungen gut zu heissen.

Art. XXVII. Würde hingegen (was in Wahrheit kaum zu befürchten ist) den Artikeln des gegenwärtigen Vertrags auf irgend eine sonstige Weise zuwider gehandelt, so ist ausdrücklich festgesetzt, dass keiner der beiden contrahirenden Theile wegen Klagen über erlittene Kränkung oder zugefügte Schäden mit Anordnung und Genehmigung von Repressalien oder mit Erklärung des Krieges wider den andern verfahren dürfe, ehe und bevor nicht der sich jetzt verletzt achtende Theil dem andern eine auf genügende Zeugnisse und Beweise gestützte Auseinandersetzung jener Schäden und Beleidigungen übergeben haben, und ihm die begehrte Gerechtigkeit und Genugthuung ohne Grund geweigert oder verzögert sein würde.

Art. XXVIII. Gegenwärtiger Vertrag soll für immer bindend sein in Allem, was Frieden und Freundschaft betrifft, und in den auf Handel und Schiffahrt bezüglichen Punkten soll er für die Dauer von zwölf Jahren, vom Tage der ausgewechselten Ratificationen an gerechnet, in Kraft verbleiben; so jedoch, dass wenn kein Theil dem andern Ein Jahr vor Ablauf dieser Frist seine Absicht, ihn zu beendigen, kund thut, seine verbindliche Kraft für beide Theile ununter-

brochen bis nach Verlauf eines Jahres nach geschehener Aufkündigung fortbestehen soll. 1847

Art. XXIX. Wiewohl der gegenwärtige Vertrag den Hanseatischen Freistaaten Lübeck, Bremen und Hamburg gemeinschaftlich ist, so ist man übereingekommen, dass unter den von einander unabhängigen Regierungen dieser Städte keine solidarische Verantwortlichkeit eintreten und die Bestimmungen des Vertrags daher volle Kraft behalten sollen für den übrig bleibenden Theil der genannten Freistaaten, wenn solcher auch rücksichtlich eines oder mehrerer unter ihnen ausser Wirksamkeit getreten sein sollte.

Art. XXX. Sobald der gegenwärtige Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsvertrag durch die Hanseatischen Freistaaten und durch die Regierung der Republik Guatemala ratificirt worden sein wird, sollen die Ratificationen in Hamburg oder in Guatemala ausgewechselt werden, in einem Zeitraume von einem Jahre, vom heutigen Tage an gerechnet, oder früher, wenn es geschehen kann.

Dess zur Urkunde u. s. w.

(L'accession de la république de Costa-Rica à ce traité, a eu lieu, le 10 Janvier 1848.)

SAINT-SIÉGE ET SARDAIGNE.

Convention de commerce entre le Saint-Siége et la Sardaigne, signée à Rome, le 3 Juillet 1847.

Art. I. Vi sarà tra i Dominj delle Alte Parti contraenti libera reciprocità di commercio e di navigazione.

I loro rispettivi sudditi potranno liberamente viaggiare, risiedere o trafficare in qualunque parte degli Stati di ciascuna di Esse: ed a tale effetto godranno della stessa sicurezza e protezione delle quali godono gli abitanti del paese dove essi risieggono, a condizione però di sottoporsi alle leggi ed ai regolamenti che vi sono e vi saranno in vigore.

Non saranno i medesimi obbligati sotto verun pretesto a pagare altre tasse o imposte che quelle le quali sono pagate, o potranno pagarsi dalle nazioni le più favorite.

Saranno essi esenti da qualunque servizio sia per terra, sia per

1847 mare, da prestiti forzosi, e da ogni contribuzione straordinaria, purchè non sia generale o stabilita per legge.

Le loro abitazioni, i magazzini, e tutto ciò che ne fa parte e loro appartiene per oggetti di commercio o di residenza saranno rispettati, non saranno soggetti a visite o perquisizioni vessatorie, non potrà farsi alcun esame od ispezione arbitraria dei loro libri, carte o conti commerciali, nè potranno tali operazioni praticarsi altrimenti che in seguito di sentenza legale de' Tribunali competenti.

Le Alte Parti contraenti si compromettono di guarentire in tutte le occasioni ai sudditi dell' altra di Esse che risieggono nei propri dominj, la conservazione delle loro proprietà e della loro sicurezza personale, nello stesso modo che è guarentita ai suoi sudditi od ai sudditi e cittadini delle nazioni le più favorite.

Art. II. Ogni sorta di merci od oggetti di commercio, prodotti naturali o dell' industria degli Stati della Santa Sede o di qualunque altro paese che possono essere introdotti legalmente su bastimenti Sardi ne' porti del Regno di Sardegna, potranno ugualmente esservi introdotti da' bastimenti dello Stato Pontificio senza dover pagare altri o maggiori diritti, di qualunque denominazione, sieno riscossi in nome ed a pro del Governo, delle Autorità locali, o di qualunque stabilimento privato, se non quelli ch' essi pagherebbero introdotti su bastimenti Sardi, e reciprocamente si stabilisce lo stesso per questi nei porti dello Stato della Santa Sede.

Art. III. Li bastimenti pontificj che si trovano caricati od in zavorra ne' porti del Regno di Sardegna, e reciprocamente i bastimenti di questo che si trovano caricati od in zavorra ne' porti degli Stati della Santa Sede, saranno trattati alla loro entrata, uscita e durante il loro soggiorno, sullo stesso piede che i bastimenti nazionali per tutto ciò che riguarda i diritti di tonnellaggio, di pilotaggio, di porto, di fanale, di quarantena, di darsena, patente ed altri, sotto qualunque denominazione essi sieno, che si riscuotono a nome ed a pro del Governo delle autorità locali o di stabilimento qualunque.

Art. IV. Per maggior chiarezza dei due precedenti articoli si stabilisce, che la concessione in essi fissata sarà la stessa, sia che i bastimenti delle due Nazioni vengano direttamente dai loro porti rispettivi o da altri stranieri.

Art. V. Ogni sorta di merci ed oggetti di commercio che possono essere legalmente esporti dai porti dello Stato Pontificio su bastimenti nazionali potranno esserlo pure su bastimenti Sardi, senza dover per questi pagare altri o maggiori diritti, qualunque ne sia la denominazione, riscossi in nome od a profitto del Governo, delle autorità locali o di stabilimenti particolari che quelli che do-

vrebbero pagare essendo esportati su i bastimenti pontificj, e reci- 1847
procamente lo stesso si stabilisce a favore di questi per l'esportazione che fanno dai porti de' dominj di S. M. il Re di Sardegna.

Art. VI. Nello Stato della Santa Sede non si metteranno altri o maggiori diritti d'importazione ai prodotti naturali o dell' industria del Regno di Sardegna, nè in questo s'imporrano ai prodotti naturali o dell' industria di quello, maggiori od altri diritti d'importazione, che quelli imposti sovra simili articoli provenienti da altri paesi. Ugualmente non si frapporrà ostacolo o proibizione qualunque all' importazione od esportazione di ogni articolo proveniente dal suolo o dall' industria degli Stati della Santa Sede o del Regno di Sardegna all' entrata od uscita dai porti d'ambi i paesi che non sia applicabile a qualunque altra nazione.

Art. VII. Resta espressamente convenuto, che gli articoli precedenti non si applicano per nulla alla navigazione delle coste, ossia cabotaggio di ciascuno de' due paesi che le Alte Parti contraenti si riservano esclusivamente nei loro territorj rispettivi.

Art. VIII. In conseguenza degli articoli che precedono, S. M. il Re di Sardegna dichiara che tutti i diritti differenziali del terzo del dazio d'immissione stabiliti nei suoi Stati per l'edito del 17 gennajo 1825 sulle acquevite, sul vino e grano, sugli olii, sulle castagne e farina di castagna, sulle granaglie e biade, sul riso e sopra i legumi infranti, non che sull' olio all' esportazione, ed ogni altro diritto differenziale che potesse del pari essere stato stabilito con altri provvedimenti tanto all' importazione che all' esportazione a favore della propria bandiera ed in pregiudizio di quella dello Stato Pontificio, sono e rimangono aboliti per tutta la durata del presente trattato.

E dal canto suo la Santa Sede, in correspettivo della rinuncia per parte di S. M. il Re di Sardegna ai diritti differenziali in favore della Bandiera Pontificia, dichiara che mentre dura il presente Trattato, il dazio cui vanno attualmente soggetti gli articoli qui sotto specificati, sarà ridotto in favore della Bandiera Sarda nel seguente modo: cioè il carbonato di piombo (biacca) e li funghi secchi del 25 per cento le 100 libbre; le piante verdi di qualunque specie, semi di fiori, le sementi dei parti, e le altre dette oleaginose del 30 per cento, e le ardesie o lavagne del terzo dell' attuale dazio ogni 100 libbre.

La reciprocità stabilita da questo Trattato non si estende ai premii che dalle due Alte Parti contraenti possono rispettivamente darsi ai proprii sudditi per l'incoraggiamento della costruzione de' legni della propria bandiera.

Art. IX. A fine di evitare qualunque equivoco riguardo alle norme

1847 con cui vengono fissate le condizioni che stabiliscono la nazionalità dei bastimenti, si conviene che saranno considerati come bastimenti Sardi quelli costrutti negli Stati di S. M. Sarda, o che essendo presi al nemico dai bastimenti da guerra di S. M., o da Suoi sudditi muniti di lettere di marca, saranno stati regolarmente dichiarati di buona presa, come pure tutti i bastimenti che saranno stati condannati da un Tribunale competente qualunque per contravvenzioni alle leggi contro la tratta de' neri, purchè sieno essi posseduti, navigati e registrati secondo le leggi del Regno di Sardegna, che sieno la proprietà intiera d'uno o più sudditi Sardi, e che il Capitano ed i due terzi dell' equipaggio sieno sudditi Sardi. Le stesse norme si seguiranno per stabilire la nazionalità de' bastimenti Pontificj.

Art. X. In caso di naufragio di un legno appartenente all' una delle due Alte Parti contraenti in qualche sito dei rispettivi Dominj non solo sarà prestata ogni sorta di assistenza ai naufraghi, ma anche i legni, le loro parti ed avanzi, i loro attrezzi e tutti gli oggetti che loro appartengono, le carte trovate a bordo, come pure gli oggetti e le merci che sarebbero state gittate a mare, e che fossero state salvate, non saranno affatto prese o ritenute sotto qualsivoglia pretesto.

I detti bastimenti, effetti e merci saranno al contrario conservati e restituiti mediante il pagamento delle stesse spese di salvataggio e di conservazione, come pure degli stessi diritti di dogana, di quarantena ed altri che in simil caso pagherebbe un legno nazionale. Lo stesso avverrà del prodotto della vendita di questi oggetti, se le circostanze la esigessero immediata.

Nel sopradetto caso i Consoli, Vice-Consoli o Agenti Commerciali rispettivi saranno autorizzati ad intervenire onde prestare l'assistenza ai loro connazionali. Laddove però sorgessero legali reclami risguardanti il naufragio e gli effetti e le mercanzie del legno naufragato, tali reclami saranno deferiti alla decisione dei tribunali competenti del paese.

Art. XI. Li sudditi trafficanti dell' uno parteciperanno negli Stati e Porti dell' altro paese di tutti li vantaggi di commercio e di navigazione che vi godono attualemente gli stranieri di qualsiasi nazione.

Se in avvenire una delle due Alte Parti contraenti accordasse ad altra nazione qualche speciale favore per ciò che risguarda al commercio e navigazione, questo favore diventerà immediatamente comune all' altra parte, godendone gratuitamente se gratuita ne fu la concessione, od accordando lo stesso compenso od altro equivalente se la concessione fu condizionale.

Art. XII. Li bastimenti dell' una delle due nazioni che si tro-

vassero sulle coste nella dipendenza dell' altra senza intenzione di 1847
entrare in porto, od essendovi entrati non scaricheranno tutte o parte delle loro merci, godranno dei medesimi privilegi, vantaggi e trattamenti che li bastimenti delle nazioni le più favorite.

Art. XIII. Tanto i bastimenti mercantili Pontificj che dovessero rilasciare forzatamente in qualche porto del Regno di Sardegna, come ugualmente li bastimenti di questo che rilasciassero forzatamente nei porti dello Stato Pontificio senza fare nessuna operazione di commercio, ed al solo oggetto di riparare qualche avarìa o di evitare i pericoli di qualche tempesta, saranno considerati e trattati sotto tutti i rapporti come i bastimenti nazionali, purchè le cause che hanno determinato il rilascio sieno reali ed evidenti.

In tutto quanto riflette il collocamento delle navi, il loro caricamento o discaricamento ne' porti, bacini, spiaggie, golfi, e fiumi dei due Stati, non si farà distinzione di sorta tra quelle dell' una e quelle dell' altra potenza.

Art. XIV. Le due Alte Parti contraenti si riconoscono mutuamente il diritto d'inviare e nominare Consoli o Vice-Consoli od Agenti Commerciali ne' porti o nelle città commercianti de' rispettivi Stati dove lo stimeranno opportuno.

Art. XV. I Consoli di qualunque classe essi sieno, debitamente nominati dai loro rispettivi Governi, non potranno entrare nell' esercizio delle loro funzioni senza il previo *exequatur* del Governo ne' cui dominj vanno a risiedere.

Art. XVI. Onde prevenire ogni cagione di dissensione o disparere, e ad oggetto di fissare in un modo chiaro il carattere, le funzioni, attribuzioni, poteri ed immunità de' Consoli di qualunque classe sieno, ambe le Alte Parti contraenti riconoscono in conformità dei principii generali del diritto delle genti, che i Consoli di qualunque classe essi sieno non sono che meri Agenti commerciali, e per conseguenza senza diritti di trattare, nè discutere (quando non ne avessero speciale missione, locchè dovranno in tal caso provare) col Governo, nel cui Stato risiedono, le questioni politiche che possono occorrere, e senza le immunità che il diritto internazionale concede ai Ministri ed Agenti Diplomatici. Godranno non ostante tanto nelle loro persone, come nell' esercizio delle loro funzioni, e nella protezione che devono accordare ai loro nazionali ne' loro affari mercantili della considerazione e privilegi che si accordano ai Consoli delle altre Nazioni, osservandosi in questo la più stretta uguaglianza e reciprocità.

Art. XVII. Se i Consoli rispettivi facessero speculazioni commerciali, saranno obbligati di sottomettersi riguardo a queste alle stesse

1847 leggi, usi e costumi a cui saranno soggetti gl' individui privati della loro nazione ed i sudditi di quegli altri Governi co' quali esistono trattati d'amicizia, di commercio e navigazione.

Art. XVIII. Resta espressamente convenuto che se una delle due Alte Parti contraenti nominasse suo Console destinato a risiedere in un porto o città commerciante dell' altra un suddito di questa, detto Console, malgrado la sua qualità di Agente straniero, continuerà a venir considerato come suddito o cittadino della nazione a cui appartiene, e sarà in conseguenza soggetto alle leggi e regolamenti ai quali sono sottomessi i nazionali nel luogo della sua residenza, senza però che quest' obbligo tocchi in nulla l'esercizio delle sue funzioni consolari, e l'immunità de' suoi archivj.

Art. XIX. Senza pregiudizio di quanto vieno stabilito nell' articolo precedente, ambe le Alte Parti contraenti convengono di riconoscere reciprocamente nei Consoli sudditi, o cittadini che l'altra avesse nominati tutte le destinzioni, con le quali il Governo che li nomina avesse creduto di decorarli, sempre in conformità alle leggi vigenti nei rispettivi paesi.

Art. XX. I suddetti Consoli, Vice-Consoli od Agenti commerciali saranno autorizzati a richiedere dalle autorità locali la ricerca, arresto e detenzione de' disertori dei bastimenti da guerra o mercantili delle loro rispettivi nazioni. Si dirigeranno a tale scopo per iscritto ai Tribunali, Giudici ed Uffiziali competenti, producendo copia dei registri del bastimento od altri documenti bastanti a comprovare che gl' individui reclamati facevano parte dell' equipaggio, nel qual caso l'estradizione non potrà essere rifiutata. Questi disertori arrestati saranno posti immediatamente a disposizione dei Consoli, Vice Consoli od Agenti commerciali, e potranno essere incarcerati nelle prigioni del paese alla richiesta e spesa di coloro che fanno la reclamazione, finchè possano venir restituiti al bastimento a cui appartengono o rimessi al loro paese in altro pure nazionale, nel termine preciso di *tre mesi*, contando dal giorno dell' arresto, passato il quale senza che sieno stati mandati al loro paese, saranno posti in libertà, e non potranno essere carcerati una seconda volta per la medesima causa. Però se il disertore o i disertori reclamati avessero commesso qualche delitto, si sospenderà il rilascio delle loro persone fino a tanto che il Giudice che prese conoscenza della loro causa, abbia pronunziato la sua sentenza ed abbia questa ricevuta la sua esecuzione.

Art. XXI. I Consoli avranno la facoltà di dirigere le operazioni relative al soccorrere e salvare i bastimenti della loro rispettiva nazione che avessero fatto naufragio o fossero in pericolo di farlo,

senza che l'Autorità locale debba ingerirsene che per rapporto alla 1847
regola conveniente ed alla conservazione dell' ordine. Potranno egualmente fissare le avarìe di detti bastimenti, a meno che non vi sieno interessati abitanti del paese o che esistano stipulazioni contrarie fra gli aramatori, caricatori ed assicuratori del bastimento.

Art. XXII. Benchè detti Consoli non esercitino giurisdizione alcuna, siccome venne stabilito nell' art. 16, potranno nondimeno essere scelti arbitri e componenti amichevoli nelle questioni mercantili che possono suscitarsi fra gl' individui della stessa nazione loro, o fra uno di questi ed altri del paese in cui risiede il Console, semprecchè le parti interessate vogliano sottomettersi volontariamente alle sue decisioni. Però non si potranno privare questi del diritto di ricorrere alla giustizia del paese in cui risiedono, bastando per questo che un solo de' contendenti lo reclami.

Art. XXIII. Sua Santità, secondando il desiderio di Sua Maestà il Re di Sardegna, consente ad estendere tutte le stipulazioni del presente Trattato al Principato Sovrano di Monaco posto sotto il protettorato di Sua Maestà Sarda, mediante reciprocità da parte del detto Principato.

Art. XXIV. Il presente Trattato resterà in vigore per dieci anni che cominceranno a decorrere dal cambio delle ratifiche, e al di là di questo termine fino allo spirare di dodici mesi dopo che una delle Alte Parti Contraenti avrà dato avviso all' altra della sua intenzione di farne cessare l'effetto, riservandosi il diritto ognuna delle Alte Parti contraenti di dare un simile avviso all' altra al termine dei primi nove anni; ed è convenuto fra di loro che alla scadenza di dodici mesi dopo che simile avviso dell' una delle Alte Parti contraenti sarà stato ricevuto dall' altra, il presente Trattato e tutte le stipulazioni che rinchiude cesseranno di essere obbligatorie per le due Parti.

Art. XXV. Il presente Trattato sarà approvato e ratificato da Sua Santità il Regnante Sommo Pontefice e da Sua Maestà il Re di Sardegna, e le ratifiche ne saranno scambiate a Roma fra cinque settimane dalla data della sottoscrizione, e più presto se sarà possibile.

In fede di, etc.

1847 GRANDE-BRETAGNE ET PORTUGAL.

Protocole de la conférence des plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et du Portugal, touchant la suppression de la traite des Noirs sur la côte orientale d'Afrique, signé à Londres le 12 Août 1847.[1]

The plenipotentiaries of Great-Britain and of Portugal having met to take into consideration certain matters connected with the execution of the treaty between Their Majesties the Queen of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland, and the Queen of Portugal and the Algarves, signed at Lisbon on the 3rd July 1842 for the suppression of the slave-trade.

The plenipotentiary of Great-Britain stated, that it had been found that great facilities exist for carrying on the slave-trade within the dominions of the crown of Portugal on the east coast of Africa, owing to the present inability of the Portuguese government to employ a sufficient naval force effectually to prevent the export of slaves from that coast; and that, in order to supply this defect, Her Britannic Majesty's government had requested of the government of Her Most Faithful Majesty, that permission may be granted for Her Britannic Majesty's ships employed in suppressing the slave-trade, to enter the bays, ports, creeks, rivers and other places within the dominions of the crown of Portugal on the east coast of Africa, where no Portuguese authorities are established, in order that those ships may prevent the slave-trade from being carried on in such places.

The plenipotentiary of Great-Britain further explained, that by the permission thus requested, it is intended that the vessels of Her Britannic Majesty shall be authorized to pursue and capture slave-vessels which may be found in any such places as before mentioned and also to destroy any barracoons or other arrangements which may be made on shore for purposes of slave-trade.

The plenipotentiary of Portugal hereupon declared, that the government of Her Most Faithful Majesty, desirous of fulfil and carry out, by all means in its power, the obligations contracted by the treaty of 1842, above mentioned, consents to grant the permission requested on the part of the british government.

[1] Ce document fait suite à ceux réunis dans le Ve vol. p. 436 de ce *Recueil*, concernant la suppression de la *Traite des Noirs*.

In recording this decision in the present protocol, the plenipotentiaries of Great-Britain and of Portugal declare, that the permission so given is granted and accepted upon the following conditions: 1847

1. The permission is limited to a period of three years commencing of this date.

2. It is limited to places where no Portugues authorities are established.

3. The Lords commissioners of the admiralty shall give the most positive orders to those commanders of Her Britannic Majesty's ships of war who shall have occasion to make use of this permission, to avail themselves of every opportunity to communicate to the nearest Portuguese authorities the circumstances which may take place in the exercise thereof; or, in default of such opportunities, to cause those circumstances to be made known in some other way to the Portuguese government.

4. The permission shall never be made a plea for attacking, disputing, or weakening the rights which the crown of Portugal has, or may have maintained or claimed, with regard to any point upon the said east coast of Africa, nor for injuring or interrupting legal commerce. [1]

ÉTATS RIVERAINS DU RHIN.

(LA FRANCE, LA PRUSSE, LA BAVIÈRE, LES PAYS-BAS, LES GRANDS-DUCHÉS DE BADE ET DE HESSE ET LE DUCHÉ DE NASSAU.)

Protocole V^e de la séance de la commission centrale pour la navigation du Rhin, du 17 Août 1847.

Conclusion.

« La proposition du commissaire de *Prusse* d'affranchir du droit de reconnaissance tous les bateaux non chargés (y compris les remorqueurs non chargés) se trouve acceptée unanimement. — Les conducteurs des bateaux en question seront néanmoins tenus de se présenter devant les bureaux de perception et d'y remplir toutes

[1] Dans une conférence tenue à Lisbonne le 19 Novembre 1850, la teneur du protocole ci-dessus a été renouvelé pour trois ans

1847 les autres formalités connue par le passé. — La franchise en question commencera généralement à partir du 1er Octobre prochain. »

SARDAIGNE ET LA NOUVELLE-GRENADE.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Sardaigne et la république de la Nouvelle-Grenade, signé à Turin le 18 Août 1847.

I. Vi sarà perpetua e sincera pace fra S. M. il Re di Sardegna, suoi Eredi e Successori da una parte, e la Repubblica della Nuova-Granata dall'altra, e fra li sudditi Sardi, ed i cittadini della suddetta Repubblica.

II. I Granadini negli Stati di S. M. il Re di Sardegna, ed i Sudditi di S. M. nella Nuova Granata avranno reciprocamente la stessa libertà, e sicurezza che i nazionali per entrare coi loro bastimenti e carichi in tutti i luoghi, porti e fiumi che sono o saranno aperti al commercio estero. Nell'esercizio del commercio di scala, purchè vi sia in questo commercio una perfetta e reciproca eguaglianza, i cittadini o sudditi di ambe le Parti contraenti saranno trattati rispettivamente come i cittadini o sudditi della Nazione più favorita; il commercio però della costa, detto il cabotaggio, rimane esclusivamente riserbato d'ambe le parti per i nazionali.

III. I cittadini o sudditi di ciascuna delle Parti contraenti godranno della facoltà di risiedere, e viaggiare scambievolmente nei territorii d'ambedue le nazioni, negoziare in essi sì all'ingrosso che al minuto, affittare ed occupare le case, magazzini e botteghe che loro abbisogneranno, trasportar merci e danari, e ricevere delle consegnazioni, tanto dall'interno, quanto dai paesi esteri, senza che per nessuna di queste operazioni vadano soggetti i predetti cittadini o sudditi ad altri oneri che a quei che pesano sopra i nazionali. In tutte le compre e vendite in cui interverranno, godranno della facoltà di stabilire e fissare il prezzo degli effetti, mercanzie od altri oggetti, siano dessi importati o nazionali, sia che li vendano per il consumo dell'interno, sia che li destinino ad essere esportati, uniformandosi però alle leggi e regolamenti del paese.

Di eguale libertà godranno per regolare i loro affari da se stessi, presentar nelle dogane le proprie dichiarazioni, o farsi sostituire da

chi meglio crederanno, nei modi, e casi conformi alle leggi del paese, 1847
sì nelle compre e vendite di beni, effetti o mercanzie, che nel carico, scarico o spedizione de' loro bastimenti. Avranno parimenti il diritto di disimpegnare tutte quelle funzioni che verranno loro affidate dai loro compatriotti, da qualsivoglia straniero o dai nazionali nei casi e modi stabiliti dalle leggi del paese: ed infine non saranno soggetti ad altri gravami, contribuzioni od imposte, maggiori, o diverse da quelle cui siano assoggettati i nazionali od i cittadini o sudditi della Nazione più favorita.

IV. I Cittadini o Sudditi dell' una e dell' altra Parte contraente godranno nell' uno e nell' altro paese la più completa protezione e sicurezza nelle loro persone e proprietà, assoggettandosi rispettivamente alle leggi dei due paesi. Andranno esenti da ogni servizio personale sì nell' esercito, o nella marina, come nelle guardie e milizie nazionali e da ogni contribuzione di guerra, imprestito forzato, requisizioni, o servizio militare d' ogni sorta: in tutti gli altri casi le proprietà mobili, od immobili dei rispettivi cittadini o sudditi non saranno soggette ad altri gravami, riscossioni, od imposte, che a quelli che vengono sopportati dai nazionali o dai cittadini o sudditi della nazione più favorita.

V. I cittadini o sudditi d'ambe le Parti contraenti non potranno essere sottomessi rispettivamente a nessun sequestro, nè essere trattenuti coi loro bastimenti, equipaggi, mercanzie od oggetti commerciali per qualunque spedizione militare, nè per un uso pubblico di veruna sorta, senza concedere agl' interessati una indennizzazione previamente convenuta.

VI. I sudditi o cittadini di ciascuna delle Parti contraenti avranno nella giurisdizione dell' altra il diritto di possedere beni immobili e quello di disporre, come più loro convenga, sì dei predetti beni immobili che di tutti gli altri che posseggano. Nel modo stesso i cittadini o sudditi di ciascuna delle Parti contraenti che fossero eredi per testamento od *ab intestato* di beni situati nei dominii dell' altra Parte, potranno prenderne possesso senza verun impedimento e disporne a loro piacimento, senza pagare maggiori o diversi diritti di successione o di altra specie di quelli cui sarebbero soggetti in simili casi i nazionali del paese in cui si trovano i sovracitati beni.

VII. Se, il che Iddio non permetta, per qualche circostanza s'interrompesse la pace fra le due Parti contraenti, si concederà il termine di sei mesi ai negozianti residenti nelle coste ed il termine di un anno a quei che abitano nell' interno per mettere in buon ordine i loro interessi, e trasportare i loro effetti dove meglio crederanno, e nello stesso tempo si darà loro il salvo condotto necessario per

1847 arrivare al porto ch' essi avranno prescelto per loro imbarco, purchè non si trovi occupato o assediato dal nemico, e che per questa causa, o per qualunque altra, la sicurezza degli individui, che devono evacuare il territorio o quello dello Stato, si opponga alla loro uscita da quel porto, nel qual caso l'uscita si verificherà dove sarà possibile. Gli altri cittadini o sudditi che avessero qualche stabilimento fisso e permanente ne' rispettivi Stati, o che esercitassero qualche professione od industria, potranno conservare il loro stabilimento, e continuare nell' esercizio della loro professione od industria senza esser disturbati nel godimento della intiera loro libertà, ed in quello de' loro beni, purchè non commettano veruna offesa contro le leggi del paese.

VIII. In verun caso s'imporranno maggiori o diversi diritti all' importazione nei due paesi rispettivamente di qualsivoglia articolo dei prodotti naturali od industriali della Nuova Granata e degli Stati di Sardegna, da quei che si pagano, o si pagheranno per simili articoli dalla nazione più favorita. Lo stesso principio si osserverà per l'esportazione. Non s'imporrà proibizione o restrizione veruna all' importazione od esportazione di qualunque articolo nel commercio reciproco d'ambe le Parti contraenti, nè si esigeranno delle formalità per accertare l'origine e procedenza delle merci, senza che la stessa proibizione o restrizione e formalità si estendano anche a tutte le altre nazioni.

IX. Tutti i prodotti del suolo e dell' industria di uno de' due paesi, o di qualunque altro Stato, la cui importazione non sia assolutamente proibita, pagherranno ne' porti dell' altro gli stessi diritti d'importazione, sia che vengano introdotti con bastimenti Sardi oppure con quelli della Nuova Granata. Similmente i prodotti che ne saranno esportati pagheranno gli stessi diritti e godranno le stesse franchigie e favori speciali che sono o saranno riservati all' esportazione fatta con bastimenti nazionali.

X. I bastimenti d'ambe le Parti contraenti potranno entrare ed uscire liberamente dai porti della Nuova Granata e di Sardegna senza essere soggetti ad altri, o maggiori diritti di tonnellaggio, ancoraggio, fanali, pilotaggio, quarantena od altri di quelli che vengono riscossi dai bastimenti nazionali.

XI. I bastimenti d'ambe le Parti contraenti potranno scaricare parte del loro carico nel porto del loro arrivo ed avviarsi quindi col resto verso gli altri porti del medesimo Stato, sì per effettuare lo scarico totale come per completare il loro carico di ritorno, senza dover pagare in ciascun porto diritti maggiori o diversi da quelli che pagano in simili casi i nazionali.

XII. Saranno considerati come Granadini in Sardegna e come 1847
Sardi nella Nuova Granata, tutti i bastimenti che navigano con bandiera dell' uno o dell' altro di questi due paesi e che hanno la patente e gli altri documenti che la legislazione di ciascheduno dei due paesi richiede per comprovare la nazionalità dei bastimenti mercantili, sempre che il capitano ed i due terzi dell' equipaggio siano sudditi o cittadini dello Stato di cui è la bandiera.

XIII. Tutte le navi da guerra di qualunque delle due Parti contraenti potranno entrare, stazionare e ripararsi nei porti dell' altra, il cui accesso sia conceduto alla nazione più favorita, e saranno soggette alle stesse regole e godranno degli stessi vantaggi.

XIV. Ogniqualvolta una delle Parti contraenti fosse in guerra con qualunque altro Stato, nessun cittadino o suddito dell' altra Parte contraente accetterà commissione o lettera di marca affine di aiutare, o cooperare ostilmente coi nemici contro la prefata Parte belligerante, sotto pena di essere trattato come pirata.

XV. Si stipula espressamente che niuna delle due Parti contraenti ordinerà od autorizzerà verun atto di rappresaglia, nè dichiarerà la guerra contro l'altra per lagnanze d'ingiurie, o danni, finchè la Parte che si crede offesa non abbia presentato all' altra una esposizione di quelle ingiurie o danni, accompagnata dalle prove e testimonianze competenti, domandando giustizia e soddisfazione, e che questa sia stata negata o differita senza ragione.

XVI. Le due Parti contraenti adottano nelle mutue loro relazioni il principio che « la bandiera copre la proprietà »; per conseguenza, se una delle due Parti rimanesse neutrale allorchè l'altra è in guerra con una terza Potenza, le merci coperte dalla bandiera neutrale saranno esse pure riputate neutrali, quantunque appartengano ai nemici dell' altra Parte contraente. Egualmente convengono che la libertà della bandiera assicura quella delle persone, e che pertanto i cittadini o sudditi appartenenti ad una Potenza nemica, trovati a bordo di un bastimento neutrale, non potranno essere fatti prigionieri a meno che fossero militari in servizio attivo della stessa Potenza. Conseguentemente allo stesso principio ed a quello della assimilazione della bandiera e delle merci, la proprietà neutra che si troverà a bordo d'un bastimento nemico sarà considerata come nemica, eccetto il caso che sia stata imbarcata sul detto bastimento prima della dichiarazione di guerra, o prima che se ne avesse notizia nel porto della procedenza del bastimento, e convengono che, passati quattro mesi dopo la dichiarazione, non se ne potrà allegare ignoranza. Le Parti contraenti non applicheranno il principio pattuito in questo articolo ad altre Potenze, oltre quelle che pure lo riconoscono.

1847 XVII. Se una delle due Parti contraenti si trovasse in guerra con un' altra Potenza, Nazione o Stato, i cittadini o sudditi dell' altra potranno continuare la loro navigazione e commercio cogli Stati della medesima, ad eccezione delle città che fossero realmente bloccate. Ben inteso però che questa libertà di commercio e navigazione non comprende gli articoli riputati di contrabbando di guerra, quali sarebbero le bocche ed armi da fuoco, armi bianche, proiettili, polvere, effetti ed attrezzi militari, e tutti gli altri stromenti, di qualunque sorta essi sieno, fabbricati pell' uso di guerra.

In nessun caso un bastimento mercantile appartenente ai cittadini o sudditi di uno dei due paesi, che sia diretto ad un porto bloccato dall' altro Stato, potrà essere sequestrato, catturato, nè condannato, se prima non gli sarà stata notificata l'esistenza del blocco da un bastimento della squadra o divisione che vi avrà messo il blocco. Ed affinchè non possa allegarsi ignoranza dei fatti, e sia lecito catturare il bastimento, che, malgrado la notificazione fattagli nella forma dovuta, ritorna a presentarsi avanti allo stesso porto durante il blocco, dovrà il comandante del bastimento da guerra, la prima volta che lo incontra annotare nelle sue carte di navigazione il giorno, il luogo, od altura in cui lo avrà visitato, e gli avrà fatta la notificazione del blocco.

XVIII. Non si permetterà nel territorio dell' una delle due Parti contraenti di fare arruolamenti od i così detti ingaggiamenti, di organizzare truppe, nè di costrurre, armare, od equipaggiare bastimenti da guerra, o corsali affine di essere ostile ai territorii, cittadini, o negozianti dell' altra delle due Parti contraenti.

XIX. Si potranno stabilire dei Consolati in ambidue i paesi per la protezione del commercio; i Consoli però non entreranno nell' esercizio delle loro funzioni, nè nel godimento dei diritti, privilegi ed immunità che loro competono, finchè non abbiano ottenuto l'autorizzazione del governo territoriale, il quale conserverà il diritto di determinare i luoghi in cui gli convenga ammettere dei Consoli, impegnandosi li due Stati a non stabilire su questo particolare delle restrizioni o proibizioni che non sieno nel paese comuni a tutte le altre nazioni.

XX. Onde prevenire ogni cagione di dissensione o disparere, e ad oggetto di fissare in modo chiaro il carattere, le funzioni, attribuzioni, poteri ed immunità dei Consoli di qualunque classe sieno, ambe le Parti contraenti riconoscono in conformità dei principii generali del diritto delle genti, che i Consoli, di qualunque classe sieno, non sono che meri agenti commerciali, e per conseguenza senza diritti di trattare, nè discutere (quando non ne avessero spe-

ciale missione, locchè dovranno in tal caso provare) col Governo nel 1847
cui Stato risiedono, le questioni politiche che possono occorrere e senza le immunità che il diritto internazionale concede ai ministri ed agenti diplomatici. Godranno non ostante tanto nelle loro persone, come nell' esercizio delle loro funzioni e nella protezione che devono accordare ai loro nazionali, nei loro affari mercantili, della considerazione e privilegi che si accordano ai Consoli delle altre nazioni, osservandosi in questo la più stretta uguaglianza e reciprocità.

XXI. Se i Consoli rispettivi facessero speculazioni commerciali, saranno obbligati di sottomettersi riguardo a queste a quelle leggi stesse, usi e costumi a cui saranno soggetti gli individui privati della loro nazione, ed i sudditi di quegli altri Governi, coi quali esistono trattati d'amicizia, di commercio e di navigazione.

XXII. Le due Parti contraenti pattuiscono che, oltre le precedenti stipulazioni, gli agenti diplomatici, i cittadini d'ogni classe, i bastimenti e mercanzie dell' uno dei due Stati godranno di pien diritto nel territorio dell' altro, dei privilegi, franchigie ed immunità conceduti o da concedersi alla nazione più favorità, e questo gratuitamente, se la concessione sarà gratuita, o con un compenso identico od altro equivalente, se la concessione fosse condizionale.

XXIII. La Repubblica della Nuova Granata secondando il desiderio di S. M. il Re di Sardegna, consente ad estendere tutte le stipulazioni del presente trattato al Principato Sovrano di Monaco posto sotto il protettorato di S. M. Sarda, mediante reciprocità da parte del detto Principato.

XXIV. Il presente Trattato durerà in vigore per 10 anni contati dal giorno in cui si farà il cambio delle ratifiche; ma se un anno prima dello spirare detto termine, niuna delle Parti contraenti avesse annunziato officialmente all' altra l'intenzione di farne cessare gli effetti, continuerà a rimanere in vigore per ambe le Parti fino ad un anno dopo di essersi fatta la suddetta dichiarazione, qualunque sia l'epoca in cui abbia luogo.

Qualora una delle Parti contraenti giudicasse che alcuna od alcune delle stipulazioni del presente Trattato fossero state violate in suo pregiudizio, dovrà prima di tutto presentare all' altra Parte la sua lagnanza con una esposizione dei fatti, su cui si appoggiasse, accompagnata dei documenti e prove necessarie per giustificarla, ed in verun modo autorizzerà atti di rappresaglia, nè dichiarerà la guerra prima che la riparazione domandata le sia stata negata o ricusata.

XXV. Il presente Trattato sarà approvato e ratificato da ciascuna

1847 delle due parti contraenti secondò le rispettive loro formalità, e le ratifiche ne saranno scambiate nella città di Torino nello spazio di diciotto mesi.

In fede di che, etc.

Articolo addizionale.

S. M. Sarda giudicando conveniente per motivi particolari di continuare a riscuotere per ora diritti differenziali a carico delle bandiere straniere sopra i grani, olio di olivo e vini importati dirittamente dal Mar Nero, e dai porti del Mare Adriatico, o da quelli del Mediterraneo sino al Capo di Trafalgar, non ostante gli articoli 4 e 9 del presente Trattato, resta specialmente inteso e stabilito fra le due Parti contraenti che la Repubblica della Nuova Granata avrà piena ed intiera libertà di fissare diritti differenziali equivalenti, sopra gli stessi articoli importati dai medesimi paesi, a carico della Bandiera Sarda, in caso che la percezione di questi diritti differenziali continuasse ad esercitarsi a carico della Bandiera della Repubblica della Nuova Granata da S. M. il Re di Sardegna, oltre il termine di quattro anni a contare dal giorno dello scambio delle ratifiche del Trattato ed Articolo addizionale. Però questi diritti differenziali equivalenti, di qualunque specie che essi sieno, sopra li detti articoli di commercio cesseranno di esigersi dal momento in cui il Governo della Repubblica della Nuova Granata sarà stato officialmente informato della cessazione dei diritti differenziali per parte di Sua Maestà Sarda.

Il presente articolo addizionale avrà la medesima forza e valore che se fosse stato inserito parola per parola nel Trattato ora firmato, e sarà nello stesso tempo ratificato.

In fede di che, etc.

PAYS-BAS ET SUEDE.

Traité de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et la Suède, signé à la Haye le 25 Septembre 1847.

Art. I. Les bâtimens néerlandais, qui arrivent sur leur lest ou chargés, de quel pays que ce soit, dans les ports des Royaumes Unis en Europe, seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, par rapport aux

droits de port, de tonnage, de fanaux et de pilotage, ainsi qu'à tout 1847
autre droit ou charge, de quelle espèce ou dénomination que ce soit, revenant à la Couronne, aux villes ou à des établissements particuliers quelconques.

Art. II. Réciproquement les bâtimens suédois ou norvégiens, qui arrivent sur leur lest ou chargés, de quel pays que ce soit, dans les ports des Pays-Bas en Europe, seront traites, tant à leur entrée qu'à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens néerlandais, par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux ou de pilotage, ainsi qu'à tout autre droit ou charge, de quelle espèce ou dénomination que ce soit, revenant à la Couronne, aux villes ou à des établissements particuliers quelconques.

Art. III. Toutes les marchandises et objects de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royaume des Pays-Bas, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports de Suède et de Norvége en Europe est permise par navires suédois et norvégiens, pourront également y être importés par navires néerlandais, venant en droiture d'un port des Pays-Bas en Europe, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres charges, de quelque dénomination et nature que ce soit, que si les mêmes denrées étaient importées par navires suédois ou norvégiens.

Toutes denrées et marchandises, qu'elles soient le produit du sol ou de l'industrie de la Suède ou de la Norvége, ou de tout autre pays, dont l'exportation est permise des ports de la Suède ou de la Norvége en Europe par navires suédois ou norvégiens, pourront également être exportées par navires néerlandais, de quelque pays qu'ils soient venus et vers quelque pays qu'ils soient destinés, sans être assujetties à d'autres ou plus fortes charges, de quelque nom ou de quelque nature que ce soit, que si elles étaient exportés par navires suédois ou norvégiens.

Art. Toutes les marchandises ou objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des Royaumes-Unis, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports du Royaume des Pays Bas en Europe est légalement permise par bâtimens néerlandais, pourront également être importés par navires suédois ou norvégiens, venant en droiture d'un port des Royaumes-Unis en Europe, sans que ces objets soient assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises et productions avaient été importées par bâtimens néerlandais.

Toutes denrées et marchandises, produits du sol ou de l'industrie des Pays-Bas, soit de tout autre pays, dont l'exportation des ports néerlandais en Europe est légalement permise par navires néerlan-

1847 dais, pourront également être exportées par navires suédois ou norvégiens, de quelque pays qu'ils soient arrivés et vers quelque pays qu'ils soient destinés, sans être assujetties à d'autres droits ou charges plus élevés, de quelque nom et quelque nature que ce soit, que si les mêmes denrées et marchandises étaient exportées dans des navires néerlandais.

Art. V. Toutes primes, exemptions ou restitutions quelconques de droits, accordées aux navires nationaux ou aux marchandises importées ou exportées sous pavillon national dans les États de l'une des Hautes Parties, seront également accordées aux navires de l'autre Partie et aux marchandises importées ou exportées par eux dans tous les cas prévus aux Articles I—IV.

Art. VI. Les navires des Hautes Parties Contractantes, qui s'arrêteraient dans un des ports des États respectifs, soit en cas de relâche forcée ou pour y passer l'hiver, soit pour y prendre des ordres, et qui en sortiront sans s'être livrés à aucune opération de commerce, seront exempts des droits de tonnage. Quant aux autres droits, auxquels les navires sont assujettis, ils seront traités sur le pied des nationaux.

Ni le débarquement temporaire des marchandises, soit pour la réparation du navire, soit pour lui procurer un emplacement plus sûr; ni l'achat de provisions pour le ravitaillement des équipages ou du navire ne seront considérés comme opérations de commerce.

Art. VII. Les Hautes Parties Contractantes sont convenues de reconnaître et de traiter, comme navires suédois, norvégiens et néerlandais, tous ceux qui seront munis par les autorités compétentes du passeport, de la lettre de mer, ou de tels autres documens exigés par les lois et réglemens des pays respectifs pour constater la nationalité et la capacité des navires.

Art. VIII. Le présent Traité restera en vigueur pendant cinq années, à dater du jour de l'échange des ratifications; et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des Hautes Parties Contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser l'effet, le Traité continuera d'être obligatoire pendant un an au delà de ce terme, et ainsi de suite, d'année en année.

Art. IX. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à La Haye dans le délai de trois mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Déclaration. 1847

Les Hautes Parties Contractantes déclarent qu'aussi longtemps que le Traité de Commerce et de Navigation, conclu en date de ce jour, sera en vigueur, les marchandises importées par navires suédois ou norvégiens dans les ports néerlandais en Europe, d'autres ports que de ceux de Suède ou de Norvége; et réciproquement les marchandises importées par navires néerlandais dans les ports de Suède ou de Norvége en Europe, d'autres ports que de ceux des Pays-Bas, ne seront point assujetties, comparativement au traitement du pavillon national, à des conditions plus désavantageuses que celles actuellement existantes dans les pays respectifs.

Les Hautes Parties Contractantes déclarent en outre, que les marchandises importées par navires suédois ou norvégiens dans les ports néerlandais en Europe, d'autres ports que de ceux de Suède ou de Norvége; et réciproquement les marchandises importées par navires néerlandais dans les ports de Suède et de Norvége en Europe, d'autres ports que de ceux des Pays-Bas, participeront aux avantages, qui en matière d'importation indirecte pourraient être accordés à d'autres nations.

La présente Déclaration aura force et valeur comme si elle était insérée mot à mot dans le Traité.

En foi de quoi, etc.

BRÉSIL ET VILLE LIBRE ANSÉATIQUE DE HAMBOURG.

Décrèt impérial, prononçant l'assimilation au pavillon national des navires de commerce des deux nations; du 1er Octobre 1847.

(Le décrèt impérial ci-dessus donna lieu à la publication suivante de la part de la ville de Hambourg, en date du 23 Janvier 1848.)

Bekanntmachung, betreffend die gleichmässige Behandlung der Hamburgischen und der Brasilianischen Schiffe in den gegenseitigen Häfen.

Nachdem durch ein Dekret Sr. Majestät des Kaisers von Brasilien vom 1. October 1847 verfügt worden, dass vom 1. Juli d. J. an, in den Häfen von Brasilien fremde Schiffe und deren Ladungen einem Differentialzolle unterworfen werden sollen, mit Ausnahme jedoch der Schiffe und deren Ladungen, welche Staaten angehören, die in ihren Häfen Brasilianische Schiffe und deren Ladungen den Natio-

1847 nalen gleich behandeln, so bringt E. H. Rath hierdurch zur öffentlichen Kunde, dass nach hierselbst bereits bestehenden gesetzlichen Anordnungen in Hamburgischen Häfen von Brasilianischen Schiffen und deren Ladungen keine andere und höhere Abgaben erhoben werden, als von Hamburgischen Schiffen und deren Ladungen zu bezahlen sind. — E. H. Rath fügt dieser Bekanntmachung hinzu, dass, nach einer Ihm gewordenen officiellen Mittheilung, die Kaiserlich Brasilianische Regierung, in Berücksichtigung dieser gleichmässigen Behandlung Hamburgischer und Brasilianischer Schiffe in Hamburgischen Häfen, eine bisher noch bestandene Abgabenverschiedenheit in Brasilien für Pässe des Herrn Marineministers aufgehoben hat, so dass in Zukunft Hamburgische Schiffe nur 6720 Reis für solche Pässe, gleich den Brasilianischen Schiffen, statt der bisherigen 10240 Reis in Brasilianischen Häfen zu zahlen haben werden.

SUÈDE ET TOSCANE.

Déclaration échangée entre la Suède et la Toscane, concernant les relations commerciales; Florence, le 15 Octobre 1847.

Le soussigné Conseiller de Légation de S. M. le Roi de Suède et de Norvége, Son Chargé d'affaires près la Cour de Toscane, etc., ayant reçu du Ministère de S. A. I. et R. le Grand-Duc de Toscane l'assurance qu'aucun droit de navigation ou de douane, ni aucun impôt spécial, ne sont établis ni prélevés dans les ports de Toscane sur les bâtimens naviguant sous pavillon suédois et norvégien, qui ne le soient également sur les bâtimens naviguant sous pavillon toscan, déclare par la présente, un vertu de l'autorisation qui lui en a été donnée par son Auguste Maître:

1° Que les bâtimens toscans arrivant dans les ports de Suède et de Norvége, ou dans ceux des îles qui en dépendent, seront traités, à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, par rapport aux droits de port et de navigation, tels que droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, d'ancrage, de quarantaine, ainsi qu'aux vacations des officiers publics, et à toutes les taxes ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du Gouvernement, des Autorités locales, ou des établissemens particuliers quelconques, soit

que lesdits bâtimens arrivent ou partent sur lest, soit qu'ils im- 1847
portent ou exportent des marchandises.

2° Que les bâtimens toscans pourront importer dans les ports de Suède et de Norvége, comme également en exporter, y déposer ou emmagasiner, toute espèce de marchandises et d'objets de commerce, de quelque provenance qu'ils soient, dont l'importation et l'exportation sont légalement permises dans les Royaumes-Unis, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits de douane ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, que ceux qui seraient payés par ces mêmes marchandises ou produits, s'ils étaient importés ou exportés par des bâtimens nationaux.

3° Que les navires toscans seront assimilés dans les ports de Suède et de Norvége aux bâtimens nationaux, quant aux primes et restitutions de droits ou autres avantages quelconques, qui sont déjà accordés, ou qui pourraient l'être par la suite, tant à l'importation qu'à l'exportation.

4° Que les stipulations contenues dans les articles précédents seront applicables, dans toute leur étendue, aux bâtimens toscans et à leurs cargaisons, soit que lesdits bâtimens viennent des ports de la Toscane ou de ceux de tout autre pays étranger, soit qu'ils partent directement pour la Toscane ou pour tout autre pays quelconque; de sorte que, pour les droits de navigation et de douane, il ne sera fait dans la navigation directe comme dans la navigation indirecte, aucune distinction entre les bâtimens des deux Parties contractantes.

5° Que ces mêmes stipulations ne s'étendent pas toutefois à la navigation de côte, ou cabotage, par rapport à laquelle resteront en vigueur les dispositions des tarifs des Royaumes-Unis; et les bâtimens naviguant sous pavillon toscan ne pourront point prétendre au traitement privilégié dont jouissent ou pourront jouir à l'avenir les navires nationaux employés dans la navigation susmentionnée.

6° Que tout navire toscan, qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident de se réfugier dans un port de Suède ou de Norvége, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires, et de se remettre en mer, sans payer aucun droit de port ou de navigation, perçu ou à percevoir au profit de l'État sous quelque dénomination spéciale que ce soit, bien entendu toutefois que les causes qui auront donné lieu à la relâche forcée soient réelles et évidentes; que le bâtiment ne se livre à aucune opération de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandises, et qu'il ne prolonge son séjour dans le port au delà du temps nécessaire d'après les causes qui l'auront forcé à y relâcher;

1847 que le déchargement ou rechargement occasionnés par les travaux de réparation du navire, ou pour la subsistance de l'équipage, ne seront point considérés comme opérations de commerce; que si toutefois le patron d'un tel navire se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

7° Que s'il arrivait qu'un navire toscan fît naufrage, sombrât ou souffrît quelque autre dommage sur les côtes de Suède ou de Norvége, il sera accordé à ce navire et à toutes les personnes qui seront à bord, le même secours et la même protection dont jouissent en pareil cas les bâtimens suédois et norvégiens; et ce bâtiment naufragé, les marchandises ou autres effets qu'il contiendra, ou leur produit si ces objets avaient été déjà vendus, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs ayant-droit, pourvu qu'ils s'annoncent dans l'espace d'une année après le naufrage, en payant un droit de sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même cas par un bâtiment national. Les marchandises sauvées ne payeront aucun autre droit, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation.

8° Qu'il est entendu que les stipulations qui précèdent auront pleine force et valeur, même dans les ports de l'île de Saint-Barthélemy (aux Indes occidentales), appartenant à S. M. le Roi de Suède et de Norvége.

Enfin:

9° Que les dispositions mentionnées ci-dessus, fondées sur l'assurance d'une parfaite réciprocité en faveur de la navigation et du commerce des bâtimens suédois et norvégiens dans les ports de Toscane, entreront en vigueur à partir de ce même jour, et qu'elles seront maintenues et resteront obligatoires pendant l'espace de dix ans, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'un ou l'autre des deux Gouvernements aura annoncé l'intention d'en faire cesser l'effet.

La présente Déclaration, destinée à être échangée contre une Déclaration semblable de la part du Ministère de S. A. I. et R. le Grand-Duc de Toscane, tiendra lieu d'un Traité formel, et les stipulations qu'elle renferme auront la même force et valeur.

En foi de quoi, etc.

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement toscan à celui de Suède.)

DEUX-SICILES ET PAYS-BAS. 1847

Traité de commerce et de navigation entre les Deux-Siciles et les Pays-Bas, signé à Naples le 17 Novembre 1847.

Art. I. Les sujets respectifs des deux hautes parties contractantes auront le droit de voyager, de résider et de trafiquer dans toutes les parties des États de chacune d'elles ; à cet effet, ils y jouiront de la même sûreté et de la même protection dont jouissent les habitants du pays, sauf les précautions de police qui sont ou seront employés envers les nations les plus favorisées.

Ils auront droit d'occuper des maisons et des magasins et de disposer de leur propriété personnelle, de quelque nature et dénomination qu'elle soit, par vente, par donation, échange ou testament, et de quelque autre manière que ce soit, sans qu'il soit élevé à cet égard le plus léger obstacle ou empêchement.

Ils ne seront tenus sous aucun prétexte à payer d'autres taxes ou impôts, que ceux qui sont ou pourront être payés par les nations les plus favorisées.

Ils sont exempts de tout service militaire, soit de terre soit de mer, d'emprunts forcés et de toute contribution extraordinaire, à moins qu'elle ne soit générale et établie par une loi.

Leurs habitations, magasins et tout ce qui en fait partie et leur appartient comme objet de commerce ou de résidence, seront respectés.

Ils ne seront pas soumis à des perquisitions vexatoires. On ne pourra faire aucun examen, ni aucune inspection arbitraire de leurs livres, papiers et comptes de commerce, et les opérations de ce genre ne pourront être pratiquées qu'en vertu d'une sentence légale des tribunaux compétents.

Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à garantir en toute occasion aux sujets de l'une d'elles, qui résident dans les domaines de l'autre, la conservation de leurs propriétés et de leur sûreté personnelle, de la même manière, dont elle est garantie à leurs sujets et aux sujets ou citoyens des nations les plus favorisées.

Art. II. Les sujets de l'une des deux hautes parties contractantes pourront dans les États de l'autre traiter librement toutes leurs affaires par eux-mêmes, ou les commettre à la gestion de toutes les

1847 personnes qu'ils nommeront pour leur servir d'intermédiaires, facteurs ou agents, sans être entravés, en quoi que ce soit, dans le choix de ces personnes.

Ils ne seront tenus à payer aucun salaire, ni aucune rémunération à quiconque n'aurait pas été choisi par eux.

Pleine liberté sera laissée dans tous les cas à l'acheteur et au vendeur de négocier ensemble et de fixer le prix d'un objet ou d'une marchandise quelconque, importée dans les États de l'une ou de l'autre des deux hautes parties contractantes, ou qui devrait en être exportée, sauf en général les affaires pour lesquelles les lois et usages du pays réclameront l'emploi d'agents spéciaux.

Art. III. Les sujets d'une des deux hautes parties contractantes ne seront pas soumis dans les États de l'autre, à un système de visite et de perquisition de la part des officiers de l'administration des droits d'entrée et de sortie, plus rigoureux que celui auquel sont soumis les propres sujets et les sujets ou citoyens des nations les plus favorisées.

Art. IV. Les capitaines et patrons des navires respectifs seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux États, aux expéditionnaires officiels, et ils pourront en conséquence se servir, soit de leurs consuls, soit des expéditionnaires désignés par ceux-ci ; sauf les cas spéciaux prévus par les lois des deux États, aux dispositions desquelles la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Art. V. Il y aura liberté réciproque de navigation et de commerce entre le Royaume des Pays-Bas et celui des Deux-Siciles.

Les navires néerlandais venant directement d'un des ports des Pays-Bas en Europe, qui entreront chargés dans les ports du Royaume des Deux-Siciles ou qui en sortiront, et réciproquement les navires des Deux-Siciles, venant directement d'un des ports des Deux-Siciles, qui entreront chargés dans les ports du Royaume des Pays-Bas en Europe ou qui en sortiront, seront traités sur le pied des nationaux, en ce qui concerne les droits de tonnage, de pavillon, de port, d'ancrage, de pilotage, de remorque, de balise, de phare, d'écluse, de canal, de quarantaine, d'entrepôt ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit de la Couronne, du Gouvernement, de fonctionnaires publics, communautés ou établissements quelconques.

Les dispositions qui précèdent seront également applicables aux navires sur lest des deux nations, quelque soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination.

Seront complètement affranchis de droit de tonnage et d'expédition dans les ports des deux États respectifs, les navires qui, entrés sur lest ou avec chargement en relâche forcée dans un port, en sortiront sans avoir rompu charge ou fait aucune opération de commerce. 1847

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire dans le cas où le premier serait devenu impropre à la navigation, ainsi que les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages.

Art. VI. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades et bassins et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, aux quelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre partie; la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs navires soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. VII. Tous objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des hautes parties contractantes par les navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires appartenant à l'autre partie.

Les produits du sol et de l'industrie des deux pays et des colonies néerlandaises, venant des ports des Pays-Bas en Europe, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et de transit, à l'importation tant par mer que par terre, que les produits similaires importés de tout autre pays.

Toutes les marchandises du Royaume des Pays-Bas, importées d'un port néerlandais en Europe, sous pavillon national, dans le Royaume des Deux-Siciles, ou d'un port du Royaume des Deux-Siciles, sous son pavillon, dans un des dits ports du Royaume des Pays-Bas, jouiront réciproquement des mêmes exemptions, restitutions, primes ou autres faveurs; ne payeront respectivement d'autres droits, et ne seront assujetties à d'autres formalités que si l'importation avait lieu sous pavillon national. Il en sera de même pour les marchandises de toute espèce du Royaume des Pays-Bas exportées d'un port néerlandais, sous pavillon du Royaume des Deux-Siciles et de ce Royaume sous pavillon des Pays-Bas. Il est d'ailleurs bien entendu, que cette disposition ne s'applique qu'à la navigation directe entre les deux Pays.

1847 Les marchandises importées dans les ports des Pays-Bas ou du Royaume des Deux-Siciles par navires de l'une ou de l'autre partie pourront y être destinées à la consommation, au transit ou à la réexportation, où celle-ci est autorisée, ou enfin être mis en entrepôt, dans les lieux où respectivement il en existe, au gré du propriétaire ou de ses ayant-cause; le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres de cette nature plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. VIII. Le Royaume des Deux-Siciles, ne possédant pas des colonies, et par conséquent le principe d'une entière réciprocité, servant de base au présent traité, ne pouvant leur être appliqué, il a été convenu entre les hautes parties contractantes : qu'en compensation de l'admission dans le Royaume des Deux-Siciles de tous les produits du sol et de l'industrie des colonies néerlandaises, venant des ports des Pays-Bas, aux termes de l'article 7me, les huiles d'olive et le soufre raffiné, importés directement dans les ports néerlandais par des bâtiments, de l'un ou de l'autre pays, jouiront d'une réduction de cinquante cents sur le droit établi par le tarif de douane.

Art. IX. Tous priviléges, faveurs ou immunités accordés en matière de commerce ou de navigation par les hautes parties contractantes à d'autres puissances, seront accordées pareillement à leurs sujets respectifs.

Si toutefois ces faveurs, priviléges ou immunités avaient été accordés à d'autres nations à titres onéreux, les hautes parties contractantes pourront les réclamer également pour leurs sujets moyennant une compensation équivalente à fixer de commun accord.

Art. X. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas déclare, que le commerce des sujets de Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles n'est entravé en aucune manière par un monopole ou privilége exclusif d'achat ou de vente quelconque dans Ses États en Europe, et qu'ainsi les sujets de Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles ont, dans ces États la faculté pleine et illimitée de vendre ou d'acheter selon leur libre arbitre, et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas s'engage à ne pas changer l'ordre établi actuellement sous ce rapport dans ses États précités.

Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles promet, de son côté, qu'une liberté pareille de vendre et d'acheter sera assurée aux sujets de Sa Majesté néerlandaise, commerçant ou résidant dans le Royaume des Deux-Siciles.

Sont exceptés toutefois les priviléges royaux pour les tabacs,

sels, cartes à jouer, poudre à tirer et salpêtre. Bien entendu qu'aucune des stipulations du présent traité n'est contraire au droit des hautes parties contractantes d'accorder des brevets d'invention ou de perfectionnement, soit aux inventeurs, soit à d'autres, et que la réciprocité établie par le présent traité ne s'étend pas aux primes que les deux hautes parties contractantes peuvent respectivement accorder à leurs propres sujets, dans le but d'encourager la construction des navires nationaux. 1847

Art. XI. Dans tous les cas où le droit imposé dans un des deux Royaumes sur les marchandises de l'autre ne sera pas une somme déterminée, mais proportionnée à la valeur des marchandises, ce droit *ad valorem*, sera déterminé et fixé de la manière suivante: celui qui importe, donnerà à l'entrée de la douane une déclaration, indiquant la valeur des marchandises, telle qu'il croit convenable, et dans le cas où les employés de la douane jugeraient cette évaluation insuffisante, ils auront le droit de prendre les marchandises, en payant à celui qui les importe leur valeur d'après la déclaration qui a été faite, avec un surplus de 10 pCt., et les employés lui restitueront en même temps tous les droits qui auraient été payés sur les marchandises.

Art. XII. Les stipulations du présent traité ne s'appliqueront point à la navigation du côte ou cabotage, qui a lieu d'un port à l'autre dans chacun des deux pays.

Toutefois les navires de chacune des parties contractantes pourront prendre ou débarquer une partie de leur cargaison dans un port des États de l'autre, et compléter ensuite leur chargement ou débarquer le reste dans un ou plusieurs autres ports des mêmes États, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont soumis les navires nationaux et ceux des nations les plus favorisées.

Art. XIII. La nationalité des navires respectifs sera connue et admise de part et d'autre, d'après les lois et réglements particuliers à chaque État, au moyen des titres délivrés par les autorités compétentes aux capitaines ou patrons.

Art. XIV. Si un bâtiment de guerre ou de commerce fait naufrage sur les côtes des États de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, ce bâtiment ou ses débris ainsi que les effets ou marchandises sauvés, ou leur produit, s'ils ont été vendus, seront fidèlement restitués aux propriétaires, à leur demande ou à celle des agents légalement autorisés par eux, et s'il ne se trouve ni propriétaire, ni agent sur le lieu, alors les effets, les marchandises ou leur produit, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du navire naufragé, seront consignés au consul ou vice-consul néerlandais

1847 ou des Deux-Siciles du district où le naufrage aura eu lieu, et ce consul, vice-consul, propriétaire ou agent payera seulement les frais encourus pour la conservation de la propriété, ainsi que les droits de sauvetage et de quarantaine à payer en cas de naufrage d'un navire national, et les effets et marchandises sauvés du naufrage ne seront passibles d'aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient livrés à la consommation.

En cas de réclamation légale par rapport à de telles marchandises ou effets naufragés, la dite réclamation serait soumise à la décision des tribunaux compétents du pays.

Art. XV. Dans le cas de mort dans les États des deux hautes parties contractantes d'un de leurs nationaux, les agents consulaires respectifs seront avertis par les autorités judiciaires compétentes, du jour et de l'heure où l'on procédera à la mise ou à la levée des scellés et à la rédaction de l'inventaire, afin qu'ils puissent y assister.

Art. XVI. Les consuls respectifs pourront requérir la remise des effets délaissés par leurs nationaux, et celle-ci devra avoir lieu immédiatement, pour autant que les ayant-droit à la succession ouverte ne seront pas présents en personne, ou ne seront pas représentés comme tels d'une manière légale.

En cas d'une opposition à la mise en possession de la part des créanciers du défunt, cette mise en possession n'en devra pas moins avoir lieu immédiatement, dès que les oppositions auront été levées.

Art. XVII. Le présent traité sera en vigueur pendant dix années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et ainsi jusqu'à l'expiration de douze mois après qu'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet; chacune des hautes parties contractantes se réservant le droit de faire cette déclaration à la fin du surnommé terme de dix ans, ou à toute époque subséquente.

Art. XVIII. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Naples dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la signature, ou même avant, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Les soussignés, comte de Liedekerke Beaufort, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas auprès les cours de Rome et de Turin, et le Duc de Serracapriola, Ministre Secrétaire d'État des affaires étrangères et Président du conseil des Ministres de Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles, en procédant cejourd'hui à l'échange des ratifications du

traité de commerce et de navigation conclu entre Leurs Majestés et 1847
signé à Naples, le 17 Novembre, par les plénipotentiaires respectifs, ont déclaré, en vertu de l'autorisation de leurs Souverains, et au nom des deux hautes parties contractantes, qu'il est bien expressément entendu, que dans le dernier *alinea* de l'article dixième, paragraphe quatrième, ainsi conçu, «que la réciprocité établie par le »présent traité ne s'étend pas aux primes que les deux hautes par»ties contractantes peuvent accorder à leurs propres sujets dans le »but d'encourager la construction des navires nationaux», il ne s'agit point quant à cette dernière disposition de primes ou diminutions quelconques accordées, ou à accorder, sur les droits de navigation, ou d'entrée et de sortie, mentionnés dans les articles cinquième et septième du traité en question, l'intention formelle des parties contractantes étant qu'une parfaite égalité et réciprocité existera, relativement à ces droits, dans tous les cas spécifiés dans les susdits articles cinquième et septième.

La présente déclaration aura force et valeur comme si elle était insérée mot à mot dans le traité.

En foi de quoi, etc.

ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Traité de commerce et de navigation entre les États-Unis d'Amérique et le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, signé à Schwerin, le 9 Decembre 1847.

(En anglais et en allemand.)

Whereas a treaty of commerce and navigation between the United States of America and His Majesty the King of Hanover was concluded at Hanover on the tenth day of June One thousand eight-hundred and forty-six by the Plenipotentiaries of the contracting Parties, and was subsequently duly ratified on the part of both Governments;

And whereas by the terms of the twelfth Article of the same the United States agree to extend all the advantages and privileges contained in the stipulations of the said treaty, to one or more of the

1847 other States of the Germanic confederation which may wish to accede to them by means of an official exchange of declarations, provided, that such State or States shall confer similar favors upon the United States to those conferred by the Kingdom of Hanover, and observe and be subject to the same conditions, stipulations and obligations;

And whereas the Government of His Royal Highness the Grand-Duke of Mecklenburg-Schwerin has signified its desire to accede to the said treaty and to all the stipulations and provisions therein contained, as far as the same are or may be applicable to the two countries, and to become a party thereto and has expressed its readiness to confer similar favors upon the United States as an equivalent in all respects to those conferred by the Kingdom of Hanover.

And whereas the Government of the Grand-Duchy of Mecklenburg-Schwerin in its anxiety to avoid the possibility of a misconception hereafter of the nature and extent of the favors *differing essentially from those of Hanover,* which it consents to bestow upon the United States, as well as for its own faithful observance of all the provisions of the said treaty, wishes the stipulations, conditions and obligations, imposed upon it, as also those which rest upon the United States explicitly stated, word for word in the English and German languages as contained in the following Articles.

Art. I. The High Contracting Parties agree, that whatever kind of produce, manufacture or merchandise of any foreign country can be from time to time lawfully imported into the United States in their own vessels, may also be imported in the vessels of the Grand-Duchy of Mecklenburg-Schwerin, and no higher or other duties upon the tonnage or cargo of the vessel shall be levied or collected whether the importation be made in a vessel of the United States or in a vessel of Mecklenburg-Schwerin.

And in like manner, whatever kind of produce, manufacture or merchandise of any foreign country can be from time to time lawfully imported into the Grand-Duchy of Mecklenburg-Schwerin in its own vessels, may also be imported in vessels of the United States; and no higher or other duties upon the tonnage or cargo of the vessel shall be levied or collected, whether the importation be made in vessels of the one party or the other.

Whatever may be lawfully exported or reexported by one party in its own vessels to any foreign country, may in like manner be exported or reexported in the vessels of the other. And the same duties, bounties and drawbacks shall be collected and allowed,

whether such exportation or reexportation be made in vessels of 1847
the one party or the other.

Nor shall higher or other charges of any kind be imposed in the ports of the one party on vessels of the other, than are or shall be payable in the same ports by national vessels.

Art. II. The preceding article is not applicable to the coasting trade and navigation of the High Contracting Parties, which are respectively reserved by each exclusively to its own subjects or citizens.

Art. III. No priority or preference shall be given by either of the Contracting Parties, nor by any company, corporation or agent acting on their behalf, or under their authority in the purchase of any article of commerce lawfully imported, on account of or in reference to the national character of the vessel, whether it be of the one Party or of the other, in which such article was imported.

Art. IV. The ancient and barbarous right to wrecks of the sea shall remain entirely abolished with respect to the property belonging to the subjects or citizens of the High Contracting Parties.

When any vessel of either Party shall be wrecked, stranded or otherwise damaged on the coasts, or within the dominions of the other, their respective citizens or subjects shall receive, as well for themselves as for their vessels and effects, the same assistance which would be due to the inhabitants of the country where the accident happens.

They shall be liable to pay the same charges and dues of salvage as the said inhabitants would be liable to pay in a like case.

If the operation of repair shall require that the whole or any part of the cargo be unloaded, they shall pay no duties of custom, charges or fees, on the part which they shall reload and carry away, except such as are payable in the like case, by national vessels.

It is nevertheless understood, that if, whilst the vessel is under repair, the cargo shall be unladen, and kept in a place of deposite destined to receive goods, the duties on which have not been paid, the cargo shall be liable to the charges and fees lawfully due to the keepers of such warehouse.

Art. V. The privileges secured by the present treaty to the respective vessels of the High Contracting Parties shall only extend to such as are built within their respective territories, or lawfully condemned prizes of war, or adjudged to be forfeited for a breach of the municipal laws of either of the High Contracting Parties and belonging wholly to their subjects or citizens. It is further stipulated, that vessels of the Grand-Duchy of Mecklenburg-Schwerin

1847 que le déchargement ou rechargement occasionnés par les travaux de réparation du navire, ou pour la subsistance de l'équipage, ne seront point considérés comme opérations de commerce; que si toutefois le patron d'un tel navire se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

7° Que s'il arrivait qu'un navire toscan fît naufrage, sombrât ou souffrît quelque autre dommage sur les côtes de Suède ou de Norvége, il sera accordé à ce navire et à toutes les personnes qui seront à bord, le même secours et la même protection dont jouissent en pareil cas les bâtimens suédois et norvégiens; et ce bâtiment naufragé, les marchandises ou autres effets qu'il contiendra, ou leur produit si ces objets avaient été déjà vendus, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs ayant-droit, pourvu qu'ils s'annoncent dans l'espace d'une année après le naufrage, en payant un droit de sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même cas par un bâtiment national. Les marchandises sauvées ne payeront aucun autre droit, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation.

8° Qu'il est entendu que les stipulations qui précèdent auront pleine force et valeur, même dans les ports de l'île de Saint-Barthélemy (aux Indes occidentales), appartenant à S. M. le Roi de Suède et de Norvége.

Enfin:

9° Que les dispositions mentionnées ci-dessus, fondées sur l'assurance d'une parfaite réciprocité en faveur de la navigation et du commerce des bâtimens suédois et norvégiens dans les ports de Toscane, entreront en vigueur à partir de ce même jour, et qu'elles seront maintenues et resteront obligatoires pendant l'espace de dix ans, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'un ou l'autre des deux Gouvernements aura annoncé l'intention d'en faire cesser l'effet.

La présente Déclaration, destinée à être échangée contre une Déclaration semblable de la part du Ministère de S. A. I. et R. le Grand-Duc de Toscane, tiendra lieu d'un Traité formel, et les stipulations qu'elle renferme auront la même force et valeur.

En foi de quoi, etc.

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement toscan à celui de Suède.)

DEUX-SICILES ET PAYS-BAS. 1847

Traité de commerce et de navigation entre les Deux-Siciles et les Pays-Bas, signé à Naples le 17 Novembre 1847.

Art. I. Les sujets respectifs des deux hautes parties contractantes auront le droit de voyager, de résider et de trafiquer dans toutes les parties des États de chacune d'elles ; à cet effet, ils y jouiront de la même sûreté et de la même protection dont jouissent les habitants du pays, sauf les précautions de police qui sont ou seront employés envers les nations les plus favorisées.

Ils auront droit d'occuper des maisons et des magasins et de disposer de leur propriété personnelle, de quelque nature et dénomination qu'elle soit, par vente, par donation, échange ou testament, et de quelque autre manière que ce soit, sans qu'il soit élevé à cet égard le plus léger obstacle ou empêchement.

Ils ne seront tenus sous aucun prétexte à payer d'autres taxes ou impôts, que ceux qui sont ou pourront être payés par les nations les plus favorisées.

Ils sont exempts de tout service militaire, soit de terre soit de mer, d'emprunts forcés et de toute contribution extraordinaire, à moins qu'elle ne soit générale et établie par une loi.

Leurs habitations, magasins et tout ce qui en fait partie et leur appartient comme objet de commerce ou de résidence, seront respectés.

Ils ne seront pas soumis à des perquisitions vexatoires. On ne pourra faire aucun examen, ni aucune inspection arbitraire de leurs livres, papiers et comptes de commerce, et les opérations de ce genre ne pourront être pratiquées qu'en vertu d'une sentence légale des tribunaux compétents.

Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement à garantir en toute occasion aux sujets de l'une d'elles, qui résident dans les domaines de l'autre, la conservation de leurs propriétés et de leur sûreté personnelle, de la même manière, dont elle est garantie à leurs sujets et aux sujets ou citoyens des nations les plus favorisées.

Art. II. Les sujets de l'une des deux hautes parties contractantes pourront dans les États de l'autre traiter librement toutes leurs affaires par eux-mêmes, ou les commettre à la gestion de toutes les

1847 personnes qu'ils nommeront pour leur servir d'intermédiaires, facteurs ou agents, sans être entravés, en quoi que ce soit, dans le choix de ces personnes.

Ils ne seront tenus à payer aucun salaire, ni aucune rémunération à quiconque n'aurait pas été choisi par eux.

Pleine liberté sera laissée dans tous les cas à l'acheteur et au vendeur de négocier ensemble et de fixer le prix d'un objet ou d'une marchandise quelconque, importée dans les États de l'une ou de l'autre des deux hautes parties contractantes, ou qui devrait en être exportée, sauf en général les affaires pour lesquelles les lois et usages du pays réclameront l'emploi d'agents spéciaux.

Art. III. Les sujets d'une des deux hautes parties contractantes ne seront pas soumis dans les États de l'autre, à un système de visite et de perquisition de la part des officiers de l'administration des droits d'entrée et de sortie, plus rigoureux que celui auquel sont soumis les propres sujets et les sujets ou citoyens des nations les plus favorisées.

Art. IV. Les capitaines et patrons des navires respectifs seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux États, aux expéditionnaires officiels, et ils pourront en conséquence se servir, soit de leurs consuls, soit des expéditionnaires désignés par ceux-ci ; sauf les cas spéciaux prévus par les lois des deux États, aux dispositions desquelles la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Art. V. Il y aura liberté réciproque de navigation et de commerce entre le Royaume des Pays-Bas et celui des Deux-Siciles.

Les navires néerlandais venant directement d'un des ports des Pays-Bas en Europe, qui entreront chargés dans les ports du Royaume des Deux-Siciles ou qui en sortiront, et réciproquement les navires des Deux-Siciles, venant directement d'un des ports des Deux-Siciles, qui entreront chargés dans les ports du Royaume des Pays-Bas en Europe ou qui en sortiront, seront traités sur le pied des nationaux, en ce qui concerne les droits de tonnage, de pavillon, de port, d'ancrage, de pilotage, de remorque, de balise, de phare, d'écluse, de canal, de quarantaine, d'entrepôt ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit de la Couronne, du Gouvernement, de fonctionnaires publics, communautés ou établissements quelconques.

Les dispositions qui précèdent seront également applicables aux navires sur lest des deux nations, quelque soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination.

Seront complètement affranchis de droit de tonnage et d'expédition dans les ports des deux États respectifs, les navires qui, entrés sur lest ou avec chargement en relâche forcée dans un port, en sortiront sans avoir rompu charge ou fait aucune opération de commerce. 1847

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire dans le cas où le premier serait devenu impropre à la navigation, ainsi que les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages.

Art. VI. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades et bassins et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, aux quelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre partie; la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs navires soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. VII. Tous objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des hautes parties contractantes par les navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires appartenant à l'autre partie.

Les produits du sol et de l'industrie des deux pays et des colonies néerlandaises, venant des ports des Pays-Bas en Europe, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée et de transit, à l'importation tant par mer que par terre, que les produits similaires importés de tout autre pays.

Toutes les marchandises du Royaume des Pays-Bas, importées d'un port néerlandais en Europe, sous pavillon national, dans le Royaume des Deux-Siciles, ou d'un port du Royaume des Deux-Siciles, sous son pavillon, dans un des dits ports du Royaume des Pays-Bas, jouiront réciproquement des mêmes exemptions, restitutions, primes ou autres faveurs; ne payeront respectivement d'autres droits, et ne seront assujetties à d'autres formalités que si l'importation avait lieu sous pavillon national. Il en sera de même pour les marchandises de toute espèce du Royaume des Pays-Bas exportées d'un port néerlandais, sous pavillon du Royaume des Deux-Siciles et de ce Royaume sous pavillon des Pays-Bas. Il est d'ailleurs bien entendu, que cette disposition ne s'applique qu'à la navigation directe entre les deux Pays.

1847 in full force until the operation thereof shall have been arrested in the manner first specified in the present Article.

Now therefore, etc.

BRÉSIL ET RUSSIE.

Notes échangées entre le Ministre des affaires étrangères du Brésil, et le Ministre de Russie à Rio-Janeiro, relatives au traitement réciproque du pavillon des deux nations; en 1846 et 1847.

(Résumé.)

Par une note du Ministre de Russie en date du 5 Août 1846, adressée au Ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur du Brésil, le premier, en rapportant le texte de l'Ukase du 19 Juin 1845, déclare, que son gouvernement sera prêt à comprendre les navires brésiliens au nombre de ceux que le § 5 de cet Ukase a exceptés de l'application des clauses onéreuses, aussitôt qu'il aura reçu l'assurance officielle que les navires sous pavillon russe qui entrent dans les ports du Brésil, ou qui en sortent, ne seront pas plus fortement imposés que les bâtiments nationaux, tant pour les droits de navigation (droit d'ancrage, de tonnage, de port ou autres quelconques) que pour les droits de douane sur les marchandises dont ils sont chargés.

En réponse à cette déclaration, le Ministre des affaires étrangères du Brésil déclare dans une note en date du 22 Septembre 1846, que les navires russes et les marchandises qu'ils importent, ne payent point aux douanes du Brésil des droits plus élevés que ceux des nations les plus favorisées, et qu'ils sont même traités à l'égal des bâtiments nationaux relativement aux droits d'ancrage et de douane sur les marchandises qu'ils importent quand elles viennent du dehors de l'empire, — que par conséquent, le Brésil se trouve déjà compris dans l'exception admise par le § 5 de l'Ukase du 19 Juin 1845.

Par une autre note du Chargé d'affaires de Russie, en date du 18 Avril 1847, adressée au Ministre des affaires étrangerès du Brésil, ce fonctionnaire fait part au ministère brésilien, que le gouvernement russe a donné des ordres nécessaires à toutes les douanes dans les ports de l'Empire, de comprendre dorénavant les navires

brésiliens dans le nombre de ceux, qui, en vertu de l'Ukase du 19 Juin 1845, sont exceptés en Russie de toutes les taxes supplémentaires, tant pour les droits de navigation que pour les droits de douane. 1847

En réponse de cette communication officielle, le Ministre des affaires étrangères du Brésil déclare, à son tour, dans une note en date du 7 Juillet 1847, que les navires russes sont assimilés aux navires brésiliens dans les ports du Brésil, non-seulement pour les droits de navigation, mais encore relativement aux droits d'importation et d'exportation des marchandises dont ils sont chargés tant à leur entrée qu'à leur sortie, et que l'on continuera de traiter de la même manière les navires russes, tant que les bâtiments brésiliens seront traités sur le même pied d'égalité dans les ports de Russie, et tant qu'il conviendra aux deux gouvernements de persévérer dans ce système de réciprocité, dont, bien entendu, aucune des deux parties ne se départira, sans en avoir fait précédemment la communication à l'autre avec désignation d'un terme raisonable pour la cessation de ce mutuel accord.

FRANCE ET OLDENBOURG.

Convention entre la France et le grand-duché d'Oldenbourg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 6 Mars 1847.

AUTRICHE ET ANHALT-BERNBOURG.

Convention entre l'Autriche et le duché d'Anhalt-Bernbourg, touchant l'extension de l'abolition du droit d'aubaine et de détraction aux États de la monarchie autrichienne en dehors de la Confédération germanique, signée le 7 Janvier 1847.

1847 FRANCE ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Convention entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 26 Janvier 1847.

FRANCE ET MECKLENBOURG-STRELITZ.

Convention entre la France et le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 12 Février 1847.

BRUNSWIC.

Accession du duché de Brunswic au traité du 13 Mai 1846, conclu entre la Grande-Bretagne et la Prusse, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, en date du 30 Mars 1847.

BADE ET PAYS-BAS.

Convention entre les Pays-Bas et le grand-duché de Bade, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à la Haye le 8 Mai 1847.

BADE ET BELGIQUE.

Convention entre la Belgique et la grand-duché de Bade, pour l'extradition réciprcque des malfaiteurs, signée le 8 Mai 1847.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET CONFÉDÉRATION SUISSE. 1847

Convention entre les États-Unis d'Amérique et la Confédération Suisse, pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction, signée à Washington, le 18 Mai 1847.

GRANDE-BRETAGNE ET LA NOUVELLE-GRENADE.

Convention postale entre la Grande-Bretagne et la république de la Nouvelle-Grenade, signée le 24 Mai 1847.

FRANCE ET BAVIÈRE.

Convention entre la France et la Bavière pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 15 Mai 1847.

GRANDE-BRETAGNE ET HAMBOURG.

Convention additionnelle postale entre la Grande-Bretagne et la ville libre anséatique de Hambourg, signée le 6 Juillet 1847.

ÉTATS DE LA THURINGE (ALLEMAGNE).

Accession des États de la Thuringe au traité du 13 Mai 1847, entre la Prusse et la Grande-Bretagne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, en date du 4 Juillet 1847.

1847 ANHALT-CŒTHEN, ANHALT-DESSAU ET ANHALT-BERNBOURG.

Accession des trois duchés d'Anhalt au traité du 13 Mai 1846, conclu entre la Prusse et la Grande-Bretagne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, en date du 1er Juillet 1847.

FRANCE ET BRÊME.

Convention entre la France et la ville libre anséatique de Brême, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 10 Juillet 1847.

GRANDE-BRETAGNE ET HANOVRE.

Convention entre la Grande-Bretagne et Hanovre, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée le 4 Août 1847.

PRUSSE ET SUÈDE.

Articles additionnels à la convention postale du 14 Septembre 1840, entre la Prusse et la Suède, signée à Berlin le 21 Août 1847.

PRUSSE ET ANHALT-DESSAU.

Déclaration échangée entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Dessau, pour la répression des délits forestiers, en date du 26 Août 1847.

GRANDE-BRETAGNE ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN. 1847

Convention postale entre la Grande-Bretagne et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, signée à Londres, le 16 Août 1847.

GRANDE-BRETAGNE ET BRÊME.

Convention additionnelle postale entre la Grande-Bretagne et la ville libre anséatique de Brême, signée le 20 Août 1847.

FRANCE ET LUBECK.

Convention entre la France et la ville libre anséatique de Lubeck, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 31 Août 1847.

DANEMARCK ET SUÈDE.

Convention postale entre le Danemarck et la Suède, signée à Copenhague, le 17 Septembre 1847.

GRANDE-BRETAGNE ET LUBECK.

Convention postale entre la Grande-Bretagne et la ville libre anséatique de Lubeck, signée le 21 Septembre 1847.

1847

SAXE ROYALE ET SUÈDE.

Convention entre la Saxe royale et la Suède, pour l'abolition du droit d'aubaine et d'émigration, signée le 27/30 Novembre 1847.

RUSSIE ET GRÈCE.

Convention postale entre la Russie et la Grèce, signée à Athènes, le 15 Octobre 1847.

BELGIQUE ET FRANCE.

Convention postale entre la France et la Belgique, signée à Paris, le 3 Novembre 1847.

GRANDE-BRETAGNE ET FRANCE.

Convention additionnelle postale entre la France et la Grande-Bretagne, signée à Londres, le 8 Décembre 1847.

PRUSSE ET SAXE-COBOURG-GOTHA. 1847

Déclaration échangée entre la Prusse et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, pour la répression des délits forestiers, en date du 21 Décembre 1847.

OLDENBOURG.

Accession du grand-duché d'Oldenbourg au traité du 4 Avril 1847, entre la Grande-Bretagne et le Hanovre, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, en date du 28 Décembre 1847.

HANOVRE ET LIPPE-SCHAUMBOURG.

Convention entre le Hanovre et la principauté de Schaumbourg-Lippe, relative au traitement à accorder aux exilés respectifs, signée en 1847.

REUSS (PRINCIPAUTÉS).

Accession des princes de Reuss au traité du 13 Mai 1846, entre la Prusse et la Grande-Bretagne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, en 1847.

1847

FRANCE ET BAVIÈRE.

Convention postale entre la France et la Bavière, signée en 1847.

FRANCE ET ALLEMAGNE.

Convention postale entre la France et l'Union de l'Allemagne, signée en 1847.

OLDENBOURG.

Accession du grand-duché d'Oldenbourg au traité de commerce et de navigation du 10 Juin 1846, entre les États-Unis d'Amérique et le Hanovre, en 1847.

HAWAÏ ET HAMBOURG.

Traité entre le Roi des Iles de Hawaï et la ville libre anséatique de Hambourg, signé à Honolulu, le 8 Janvier 1848.

(En allemand et en espagnol.)

Art. I. Es soll ewiger Friede und Freundschaft sein zwischen der Republik und freien Hansestadt Hamburg und S. M. dem Könige der Hawaiischen Inseln, deren Erben und Nachfolgern.

Art. II. Die Bürger der Republik Hamburg, welche in dem Gebiete des Königs der Hawaiischen Inseln sich aufhalten, sollen den-

selben Schutz geniessen in Betreff ihrer bürgerlichen Rechte, sowie 1848
ihrer Personen und ihres Eigenthumes, wie eingeborene Unterthanen, und der König der Hawaiischen Inseln verpflichtet sich, Bürgern der Republik Hamburg dieselben Rechte und Privilegien zu gewähren, welche jetzt gewährt sind, oder zukünftig irgend andern auswärtigen Unterthanen der begünstigtesten Nationen gewährt und von ihnen genossen werden mögen.

Art. III. Der Schutz des Königs der Hawaiischen Inseln soll auf alle Hamburgische Schiffe, deren Führer und Mannschaften innerhalb der Häfen und Rheden seines Gebiets ausgedehnt werden. In Kriegszeiten sollen dieselben allen möglichen Schutz erhalten gegen die Feinde der Republik Hamburg. In Fällen von Schiffbruch sollen die Ortsbehörden und Beamten des Königs das Aeusserste anwenden, denselben zu Hülfe zu kommen und sie vor Beraubung sicher zu stellen.

Der Bergelohn soll nach den allgemeinen Gesetzen über denselben festgesetzt, und in streitigen Fällen durch Schiedsrichter geordnet werden, welche von beiden Parteien zu wählen sind.

Art. IV. Die Desertion von Hamburgischen Schiffen angehörenden Seeleuten soll streng durch die Ortsbehörden verfolgt werden, welche alle ihnen zu Gebote stehenden Mittel anzuwenden haben, Entläufer zu arretiren und festzusetzen; die gesetzlichen Kosten dabei sollen durch den Kapitain oder die Eigenthümer (Rheder) erstattet werden. In dergleichen Fällen soll keine unnöthige Strenge angewendet, und dem Hamburgischen Consul sofort gehörige Nachricht davon gegeben werden, zufolge des 6. Artikels dieses Vertrags.

Art. V. Hamburger Bürgern soll es erlaubt sein zu wohnen oder sich niederzulassen in irgend einem Theile des Gebiets des Königs der Hawaiischen Inseln, nachdem dieselben eine Bescheinigung, dass sie tadellose Personen sind, vom Hamburgischen Consul beigebracht haben, dessen Pflicht es ist, Keinem irgend ein solches Document zu geben, als nur *bona fide* Bürgern der Republik Hamburg. In dem Falle, dass Hamburgische Matrosen auf den Inseln zu verbleiben wünschen, muss zuvor durch den Hamburgischen Consul eine Erlaubniss dazu von der Regierung eingeholt werden.

Art. VI. Man ist übereingekommen, dass der Hamburgische Consul angewiesen werden soll, eifrig dahin zu streben, alle Misshelligkeiten, welche mit Hamburger Bürgern entstehen dürften, freundschaftlich und aussergerichtlich zu schlichten; und wenn irgend eine Sache vor den Gerichtshof der auswärtigen Rechtshändel gebracht

1848 wird, so soll der vorsitzende Richter in möglichst kürzester Frist den Hamburgischen Consul davon in Kenntniss setzen; nicht minder soll demselben, wenn Hamburger Matrosen oder Bürger in Folge von polizeilichen oder anderen Vergehungen verhaftet worden sind, sofort Nachricht davon gegeben werden durch den Präfecten oder einen andern Beamten der Polizei.

Art. VII. Keinerlei Erzeugnisse der Republik Hamburg oder irgend andere Güter am Bord von Hamburgischen Schiffen oder in solchen eingeführt, wenn dieselben in anderen fremden Schiffen eingeführt werden dürfen, sollen verboten sein, noch mehr als diejenigen Abgaben bezahlen, die von Gütern der meist begünstigten Nation erhoben werden. Keine Veränderung in den von Gütern zu erhebenden Abgaben soll eher als zwölf Kalendermonate nach der ersten öffentlichen Bekanntmachung solcher Veränderung in Kraft treten und angewandt werden dürfen.

Art. VIII. Hamburgische Waaren und Hamburgisches Eigenthum, oder Güter in Hamburgischen Schiffen eingebracht, welche einem höheren Eingangszoll als 5 pCt. *ad valorem* (vom Werthe) unterworfen sind, sollen berechtigt sein *in bond* gelagert zu werden, und nur die gebräuchliche Transito-Abgabe bezahlen.

Art. IX. Alle Hamburgischen Schiffe sollen das Recht und Privilegium haben, über ihre Ladungen oder einen Theil davon in allen oder irgend einem der Häfen des Hawaiischen Gebiets zu verfügen, die jetzt für den ausländischen Handel offen sind oder in Zukunft geöffnet werden mögen, und alle Erzeugnisse der Hawaiischen Inseln zu laden, welche sie als Zahlung für solche Ladungen empfangen. — Dagegen soll es ihnen nicht gestattet sein, irgend welche Güter oder Waaren oder Fracht von einer Insel oder einem Hafen zum andern zu bringen, indem solcher Küstenhandel nur Fahrzeugen vorbehalten bleibt, welche unter Hawaiischer Flagge fahren.

Art. X. Die Unterthanen S. M. des Königs der Hawaiischen Inseln sollen in ihren Handels-Verbindungen, oder Verbindungen irgend einer Art, mit der Republik und freien Hansestadt Hamburg und deren Untergebenen auf dem Fusse der begünstigtesten Nation behandelt werden.

Zusatzartikel. Dieser Vertrag soll nicht bleibend bindend sein, bevor er nicht die Ratification des Senats der Republik und freien Hansestadt Hamburg erhalten hat; in der Zwischenzeit aber ist man in Betreff von Hamburger Schiffen oder ankommenden Bürgern

dahin übereingekommen, dass er vorläufig, vom Dato seiner Ratification durch S. M. den König der Hawaiischen Inseln an, in Ausführung kommen soll. 1848

So geschehen u. s. w.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET MEXIQUE.

Traité de paix, d'amitié, et de limites entre les États-Unis d'Amérique et le Mexique, signé à la Guadaloupe-Hidalgo, le 2 Février 1848.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. There shall be firm and universal peace between the United States of America and the Mexican republic, and between their respective countries, territories, cities, towns, and people, without exception of places or persons.

Art. II. Immediately upon the signature of this treaty, a convention shall be entered into between a commissioner or commissioners appointed by the General in-chief of the forces of the United States, and such as may be appointed by the Mexican government, to the end that a provisional suspension of hostilities shall take place, and that, in the places occupied by the said forces, constitutional order may be re-established, as regards the political, administrative and judicial branches, so far as this shall be permitted by the circumstances of military occupation.

Art. III. Immediately upon the ratification of the present treaty by the government of the United States, orders shall be transmitted to the commanders of their land and naval forces, requiring the latter (provided this treaty shall then have been ratified by the government of the Mexican republic, and the ratifications exchanged) immediately to desist from blockading any Mexican ports; and requiring the former (under the same condition) to commence, at the earliest moment practicable, withdrawing all troops of the United States then in the interior of the Mexican republic, to points that shall be selected by common agreement, at a distance from the seaports not exceeding thirty leagues; and such evacuation of the interior of the republic shall be completed with the least possible

1848 delay; the Mexican government hereby binding itself to afford every facility in its power for rendering the same convenient to the troops, on their march and in their new positions, and for promoting a good understanding between them and the inhabitants. In like manner, orders shall be despatched to the persons in charge of the custom-houses at all ports occupied by the forces of the United States, requiring them (under the same condition) immediately to deliver possession of the same to the persons authorized by the Mexican government to receive it, together with all bonds and evidences of debt for duties on importations and on exportations, not yet fallen due. Moreover, a faithful and exact account shall be made out, showing the entire amount of all duties on imports and on exports, collected at such custom-houses, or elsewhere in Mexico, by authority of the United States, from and after the day of the ratification of this treaty by the government of the Mexican republic; and also an account of the cost of collection; and such entire amount, deducting only the cost of collection, shall be delivered to the Mexican government, at the city of Mexico, within three months after the exchange of ratifications.

The evacuation of the capital of the Mexican republic by the troops of the United States, in virtue of the above stipulation, shall be completed in one month after the orders there stipulated for shall have been received by the commander of said troops, or sooner if possible.

Art. IV. Immediately after the exchange of ratifications of the present treaty, all castles, forts, territories, places and possessions, which have been taken or occupied by the forces of the United States during the present war, within the limits of the Mexican republic, as about to be established by the following article, shall be definitively restored to the said republic, together with all the artillery, arms, apparatus of war, munitions, and other public property, which were in the said castles and forts when captured, and which shall remain there at the time when this treaty shall be duly ratified by the government of the Mexican republic. To this end, immediately upon the signature of this treaty, orders shall be despatched to the American officers commanding such castles and forts, securing against the removal or destruction of any such artillery, arms, apparatus of war, munitions, or other public property. The city of Mexico, within the inner line of intrenchments surrounding the said city, is comprehended in the above stipulations, as regards the restorations of artillery, apparatus of war, &c.

The final evacuation of the territory of the Mexican republic, by

the forces of the United States, shall be completed in three months 1848
from the said exchange of ratifications, or sooner if possible: the Mexican government hereby engaging, as in the foregoing article, to use all means in its power for facilitating such evacuation, and rendering it convenient to the troops, and for promoting a good understanding between them and the inhabitants.

If, however, the ratification of this treaty by both parties should not take place in time to allow the embarcation of the troops of the United States to be completed before the commencement of the sickly season, at the Mexican ports on the gulf of Mexico, in such case a friendly arrangement shall be entered into between the General-in-chief of the said troops and the Mexican government, whereby healthy and otherwise suitable places at a distance from the ports not exceeding thirty leagues shall be designated for the residence of such troops as may not yet have embarked, until the return of the healthy season. And the space of time here referred to as comprehending the sickly season, shall be understood to extend from the first day of May to the first of November.

All prisoners of war taken on either side, on land or on sea, shall be restored as soon as practicable after the exchange of ratifications of this treaty. It is also agreed that if any Mexicans should now be held as captives by any savage tribe within the limits of the United States, as about to be established by the following article, the government of the said United States will exact the release of such captives, and cause them to be restored to their country.

Art. V. The boundary line between the two republics shall commence in the gulf of Mexico, three leagues from land, opposite the mouth of the Rio Grande, otherwise called Rio Bravo del Norte, or opposite the mouth of its deepest branch, if it should have more than one branch emptying directly into the sea; from thence up the middle of that river, following the deepest channel, where it has more than one, to the point where it strikes the southern boundary of New Mexico; thence, westwardly, along the whole southern boundary of New Mexico (which runs north of the town called *Paso*) to its western termination; thence, northward, along the western line of New Mexico, until it intersects the first branch of the river Gila (or if it should not intersect any branch of that river, then to the point on the said line nearest to such branch, and thence in a direct line to the same); thence down the middle of the said branch and of the said river, until it empties into the Rio Colorado; thence across the Rio Colorado, following the division line between Upper and Lower California, to the Pacific ocean.

1848 The southern and western limits of New Mexico, mentioned in this article, are those laid down in the map entitled « *Map of the United Mexican States, as organized and defined by various acts of the Congress of said republic, and constructed according to the best authorities. Revised edition. Published at New York, in 1847, by J. Disturnell.* » Of which map a copy is added to this treaty, bearing the signatures and seals of the undersigned plenipotentiaries. And, in order to preclude all difficulty in tracing upon the ground the limit separating Upper from Lower California, it is agreed that the said limit shall consist of a straight line drawn from the middle of the Rio Gila, where it unites with the Colorado, to a point on the coast of the Pacific ocean distant one marine league due south of the southernmost point of the port of San Diego, according to the plan of said port made in the year 1782 by Don Juan Pantoja, second sailing-master of the Spanish fleet, and published at Madrid in the year 1802, in the Atlas to the voyage of the schooners *Sutil* and *Mexicana*, of which plan a copy is hereunto added, signed and sealed by the respective plenipotentiaries.

In order to designate the boundary line with due precision, upon authoritative maps, and to establish upon the ground landmarks which shall show the limits of both republics, as described in the present article, the two governments shall each appoint a commissioner and a surveyor, who, before the expiration of one year from the date of the exchange of ratifications of this treaty, shall meet at the port of San Diego, and proceed to run and mark the said boundary in its whole course to the mouth of the Rio Bravo del Norte. They shall keep journals and make out plans of their operations; and the result agreed upon by them shall be deemed a part of this treaty, and shall have the same force as if it were inserted therein. The two governments will amicably agree regarding what may be necessary to these persons, and also as to their respective escorts, should such be necessary.

The boundary line established by this article shall be religiously respected by each of the two republics, and no change shall ever be made therein, except by the express and free consent of both nations, lawfully given by the general government of each, in conformity with its own constitution.

Art. VI. The vessels and citizens of the United States shall, in all time, have a free and uninterrupted passage by the gulf of California, and by the river Colorado below its confluence with the Gila, to and from their possessions situated north of the boundary line defined in the preceding article: it being understood that this pas-

sage is to be by navigating the gulf of California and the river Colorado, and not by land, without the express consent of the Mexican government. 1848

If, by the examinations which may be made, it should be ascertained to be practicable and advantageous to construct a road, canal, or railway, which should in whole or in part run upon the river Gila, or upon its right or its left bank, within the space of one marine league from either margin of the river, the governments of both republics will form an agreement regarding its construction, in order that it may serve equally for the use and advantage of both countries.

Art. VII. The river Gila, and the part of the Rio Bravo del Norte lying below the southern boundary of New Mexico, being, agreeably to the fifth article, divided in the middle between the two republics, the navigation of the Gila and of the Bravo below said boundary shall be free and common to the vessels and citizens of both countries; and neither shall, without the consent of the other, construct any work that may impede or interrupt, in whole or in part, the exercise of this right; not even for the purpose of favoring new methods of navigation. Nor shall any tax or contribution, under any denomination or title, be levied upon vessels, or persons navigating the same, or upon merchandise or effects transported thereon, except in the case of landing upon one of their shores. If, for the purpose of making the said rivers navigable, or for maintaining them in such state, it should be necessary or advantageous to establish any tax or contribution, this shall not be done without the consent of both governments.

The stipulations contained in the present article shall not impair the territorial rights of either republic within its established limits.

Art. VIII. Mexicans now established in territories previously belonging to Mexico, and which remain for the future within the limits of the United States, as defined by the present treaty, shall be free to continue where they now reside, or to remove at any time to the Mexican republic, retaining the property which they possess in the said territories, or disposing thereof, and removing the proceeds wherever they please, without their being subjected, on this account, to any contribution, tax, or charge whatever.

Those who shall prefer to remain in the said territories, may either retain the title and rights of Mexican citizens, or acquire those of citizens of the United States. But they shall be under the obligation to make their election within one year from the date of the exchange of ratifications of this treaty; and those who shall remain in

1848 the said territories after the expiration of that year, without having declared their intention to retain the character of Mexicans, shall be considered to have elected to become citizens of the United States.

In the said territories, property of every kind, now belonging to Mexicans not established there, shall be inviolably respected. The present owners, the heirs of these, and all Mexicans who may hereafter acquire said property by contract, shall enjoy with respect to it guaranties equally ample as if the same belonged to citizens of the United States.

Art. IX. Mexicans who, in the territories aforesaid, shall not preserve the character of citizens of the Mexican republic, conformably with what is stipulated in the preceding article, shall be incorporated into the Union of the United States, and be admitted at the proper time (to be judged of by the Congress of the United States) to the enjoyment of all the rights of citizens of the United States, according to the principles of the constitution; and in the mean time shall be maintained and protected in the free enjoyment of their liberty and property, and secured in the free exercise of their religion without restriction.

Art. X. [Stricken out.]

Art. XI. Considering that a great part of the territories which, by the present treaty, are to be comprehended for the future within the limits of the United States, is now occupied by savage tribes, who will hereafter be under the exclusive control of the government of the United States, and whose incursions within the territory of Mexico would be prejudicial in the extreme, it is solemnly agreed that all such incursions shall be forcibly restrained by the government of the United States whensoever this may be necessary; and that when they cannot be prevented, they shall be punished by the said government, and satisfaction for the same shall be exacted — all in the same way, and with equal diligence and energy, as if the same incursions were meditated or committed within its own territory, against its own citizens.

It shall not be lawful, under any pretext whatever, for any inhabitant of the United States to purchase or acquire any Mexican, or any foreigner residing in Mexico, who may have been captured by Indians inhabiting the territory of either of the two republics, nor to purchase or acquire horses, mules, cattle, or property of any kind, stolen within Mexican territory by such Indians.

And in the event of any person or persons, captured within Mexican territory by Indians, being carried into the territory of the United States, the government of the latter engages and binds itself,

in the most solemn manner, so soon as it shall know of such captives being within its territory, and shall be able so to do, through the faithful exercise of its influence and power, to rescue them and return them to their country, or deliver them to the agent or representative of the Mexican government. The Mexican authorities will, as far as practicable, give to the government of the United States notice of such captures; and its agent shall pay the expenses incurred in the maintenance and transmission of the rescued captives; who, in the meantime, shall be treated with the utmost hospitality by the American authorities at the place where they may be. But if the government of the United States, before receiving such notice from Mexico, should obtain intelligence, through any other channel, of the existence of Mexican captives within its territory, it will proceed forthwith to effect their release and delivery to the Mexican agent as above stipulated. 1848

For the purpose of giving to these stipulations the fullest possible efficacy, thereby affording the security and redress demanded by their true spirit and intent, the government of the United States will now and hereafter pass, without unnecessary delay, and always vigilantly enforce, such laws as the nature of the subject may require. And finally, the sacredness of this obligation shall never be lost sight of by the said government when providing for the removal of the Indians from any portion of the said territories, or for its being settled by citizens of the United States; but on the contrary, special care shall then be taken not to place its Indian occupants under the necessity of seeking new homes, by committing those invasions which the United States have solemnly obliged themselves to restrain.

Art. XII. In consideration of the extension acquired by the boundaries of the United States, as defined in the fifth article of the present treaty, the government of the United States engages to pay to that of the Mexican republic the sum of fifteen millions of dollars.

Immediately after this treaty shall have been duly ratified by the government of the Mexican republic, the sum of three millions of dollars shall be paid to the said government by that of the United States, at the city of Mexico, in the gold or silver coin of Mexico. The remaining twelve millions of dollars shall be paid at the same place, and in the same coin, in annual instalments of three millions of dollars each, together with interest on the same at the rate of six per centum per annum. This interest shall begin to run upon the whole sum of twelve millions from the day of the ratification of the present treaty by the Mexican government, and the first of the in-

1848 stalments shall be paid at the expiration of one year from the same day. Together with each annual instalment, as it falls due, the whole interest accruing on such instalment from the beginning shall also be paid.

Art. XIII. The United States engage, moreover, to assume and pay to the claimants all the amounts now due them, and those hereafter to become due, by reason of the claims already liquidated and decided against the Mexican republic, under the conventions between the two republics severally concluded on the eleventh day of April, eighteen hundred and thirty-nine, and on the thirtieth day of January, eighteen hundred and forty-three: so that the Mexican republic shall be absolutely exempt, for the future, from all expense whatever on account of the said claims.

Art. XIV. The United States do furthermore discharge the Mexican republic from all claims of citizens of the United States, not heretofore decided against the Mexican government, which may have arisen previously to the date of the signature of this treaty; which discharge shall be final and perpetual, whether the said claims be rejected or be allowed by the board of commissioners provided for in the following article, and whatever shall be the total amount of those allowed.

Art. XV. The United States, exonerating Mexico from all demands on account of the claims of their citizens mentioned in the preceding article, and considering them entirely and forever cancelled, whatever their amount may be, undertake to make satisfaction for the same, to an amount not exceeding three and one quarter millions of dollars. To ascertain the validity and amount of those claims, a board of commissioners shall be established by the government of the United States, whose awards shall be final and conclusive: provided, that in deciding upon the validity of each claim, the board shall be guided and governed by the principles and rules of decision prescribed by the first and fifth articles of the unratified convention, concluded at the city of Mexico on the twentieth day of November, one thousand eight hundred and forty-three; and in no case shall an award be made in favour of any claim not embraced by these principles and rules.

If, in the opinion of the said board of commissioners, or of the claimants, any books, records, or documents in the possession or power of the government of the Mexican republic, shall be deemed necessary to the just decision of any claim, the commissioners, or the claimants through them, shall, within such period as Congress may designate, make an application in writing for the same, addressed

to the Mexican Minister for Foreign Affairs, to be transmitted by the 1848
Secretary of State of the United States; and the Mexican government engages, at the earliest possible moment after the receipt of such demand, to cause any of the books, records, or documents, so specified, which shall be in their possession or power (or authenticated copies or extracts of the same), to be transmitted to the said Secretary of State, who shall immediately deliver them over to the said board of commissioners: *Provided,* That no such application shall be made by, or at the instance of, any claimant, until the facts which it is expected to prove by such books, records, or documents, shall have been stated under oath or affirmation.

Art. XVI. Each of the contracting parties reserves to itself the entire right to fortify whatever point within its territory it may judge proper so to fortify, for its security.

Art. XVII. The treaty of amity, commerce, and navigation, concluded at the city of Mexico on the fifth day of April, A. D. 1831, between the United States of America and the United Mexican States, except the additional article, and except so far as the stipulations of the said treaty may be incompatible with any stipulation contained in the present treaty, is hereby revived for the period of eight years from the day of the exchange of ratifications of this treaty, with the same force and virtue as if incorporated therein; it being understood that each of the contracting parties reserves to itself the right, at any time after the said period of eight years shall have expired, to terminate the same by giving one year's notice of such intention to the other party.

Art. XVIII. All supplies whatever for troops of the United States in Mexico, arriving at ports in the occupation of such troops previous to the final evacuation thereof, although subsequently to the restoration of the custom-houses at such ports, shall be entirely exempt from duties and charges of any kind; the government of the United States hereby engaging and pledging its faith to establish, and vigilantly to enforce, all possible guards for securing the revenue of Mexico, by preventing the importation, under cover of this stipulation, of any articles other than such, both in kind and in quantity, as shall really be wanted for the use and consumption of the forces of the United States during the time they may remain in Mexico. To this end, it shall be the duty of all officers and agents of the United States to denounce to the Mexican authorities at the respective ports any attempts at a fraudulent abuse of this stipulation which they may know of or may have reason to suspect, and to give to such authorities all the aid in their power with regard

1848 thereto : and every such attempt, when duly proved and established by sentence of a competent tribunal, shall be punished by the confiscation of the property so attempted to be fraudulently introduced.

Art. XIX. With respect to all merchandise, effects, and property whatsoever, imported into ports of Mexico whilst in the occupation of the forces of the United States, whether by citizens of either republic, or by citizens or subjects of any neutral nation, the following rules shall be observed :

1. All such merchandise, effects, and property, if imported previously to the restoration of the custom-houses to the Mexican authorities, as stipulated for in the third article of this treaty, shall be exempt from confiscation, although the importation of the same be prohibited by the Mexican tariff.

2. The same perfect exemption shall be enjoyed by all such merchandise, effects, and property, imported subsequently to the restoration of the custom-houses, and previously to the sixty days fixed in the following article for the coming into force of the Mexican tariff at such ports respectively ; the said merchandise, effects, and property being, however, at the time of their importation, subject to the payment of duties, as provided for in the said following article.

3. All merchandise, effects, and property, described in the two rules foregoing shall, during their continuance at the place of importation, and upon their leaving such place for the interior, be exempt from all duty, tax, or impost of every kind, under whatsoever title or denomination. Nor shall they be there subjected to any charge whatsoever upon the sale thereof.

4. All merchandise, effects, and property, described in the first and second rules, which shall have been removed to any place in the interior whilst such place was in the occupation of the forces of the United States, shall, during their continuance therein, be exempt from all tax upon the sale or consumption thereof, and from every kind of impost or contribution, under whatsoever title or denomination.

5. But if any merchandise, effects, or property, described in the first and second rules, shall be removed to any place not occupied at the time by the forces of the United States, they shall, upon their introduction into such place, or upon their sale or consumption there, be subject to the same duties which, under the Mexican laws, they would be required to pay in such cases if they had been imported in time of peace, through the maritime custom-houses, and had there paid the duties conformably with the Mexican tariff.

6. The owners of all merchandise, effects, or property described in the first and second rules, and existing in any port of Mexico, shall have the right to reship the same, exempt from all tax, impost, or contribution whatever. 1848.

With respect to the metals, or other property, exported from any Mexican port whilst in the occupation of the forces of the United States, and previously to the restoration of the custom-house at such port, no person shall be required by the Mexican authorities, whether general or State, to pay any tax, duty, or contribution upon any such exportation, or in any manner to account for the same to the said authorities.

Art. XX. Through consideration for the interests of commerce generally, it is agreed, that if less than sixty days should elapse between the date of the signature of this treaty and the restoration of the custom-houses, conformably with the stipulation in the third article, in such case all merchandise, effects, and property whatsoever, arriving at the Mexican ports after the restoration of the said custom-houses, and previously to the expiration of sixty days after the day of the signature of this treaty, shall be admitted to entry; and no other duties shall be levied thereon than the duties established by the tariff found in force at such custom-houses at the time of the restoration of the same. And to all such merchandise, effects, and property, the rules established by the preceding article shall apply.

Art. XXI. If unhappily any disagreement should hereafter arise between the governments of the two republics, whether with respect to the interpretation of any stipulation in this treaty, or with respect to any other particular concerning the political or commercial relations of the two nations, the said governments, in the name of those nations, do promise to each other that they will endeavor, in the most sincere and earnest manner, to settle the differences so arising, and to preserve the state of peace and friendship in which the two countries are now placing themselves; using, for this end, mutual representations and pacific negotiations. And if, by these means, they should not be enabled to come to an agreement, a resort shall not, on this account, be had to reprisals, aggression, or hostility of any kind, by the one republic against the other, until the government of that which deems itself aggrieved shall have maturely considered, in the spirit of peace and good neighborship, whether it would not be better that such difference should be settled by the arbitration of commissioners appointed on each side, or by that of a friendly nation. And should such course be proposed by either

1848 party, it shall be acceded to by the other, unless deemed by it altogether incompatible with the nature of the difference, or the circumstances of the case.

Art. XXII. If (which is not to be expected, and which God forbid!) war should unhappily break out between the two republics, they do now, with a view to such calamity, solemnly pledge themselves to each other and to the world, to observe the following rules; absolutely, where the nature of the subject permits, and as closely as possible in all cases where such absolute observance shall be impossible:

1. The merchants of either republic then residing in the other shall be allowed to remain twelve months (for those dwelling in the interior), and six months (for those dwelling at the seaports), to collect their debts and settle their affairs; during which periods, they shall enjoy the same protection, and be on the same footing, in all respects, as the citizens or subjects of the most friendly nations; and, at the expiration thereof, or at any time before, they shall have full liberty to depart, carrying off all their effects without molestation or hindrance, conforming therein to the same laws which the citizens or subjects of the most friendly nations are required to conform to. Upon the entrance of the armies of either nation into the territories of the other, women and children, ecclesiastics, scholars of every faculty, cultivators of the earth, merchants, artisans, manufacturers, and fishermen, unarmed and inhabiting unfortified towns, villages, or places, and in general all persons whose occupations are for the common subsistence and benefit of mankind, shall be allowed to continue their respective employments unmolested in their persons. Nor shall their houses or goods be burnt or otherwise destroyed, nor their cattle taken, nor their fields wasted, by the armed force into whose power, by the events of war, they may happen to fall; but if the necessity arise to take anything from them for the use of such armed force, the same shall be paid for at an equitable price. All churches, hospitals, schools, colleges, libraries, and other establishments, for charitable and beneficent purposes, shall be respected, and all persons connected with the same protected in the discharge of their duties, and the pursuit of their vocations.

2. In order that the fate of prisoners of war may be alleviated, all such practices as those of sending them into distant, inclement, or unwholesome districts, or crowding them into close and noxious places, shall be studiously avoided. They shall not be confined in dungeons, prisonships, or prisons; nor be put in irons, or bound,

or otherwise restrained in the use of their limbs. The officers shall 1848
enjoy liberty on their paroles, within convenient districts, and have comfortable quarters; and the common soldier shall be disposed in cantonments, open and extensive enough for air and exercise, and logded in barracks as roomy and good as are provided by the party in whose power they are for its own troops. But if any officer shall break his parole by leaving the district so assigned him, or any other prisoner shall escape from the limits of his cantonment, after they shall have been designated to him, such individual, officer, or other prisoner, shall forfeit so much of the benefit of this article as provides for his liberty on parole or in cantonment. And if any officer so breaking his parole, or any common soldier so escaping from the limits assigned him, shall afterwards be found in arms, previously to his being regularly exchanged, the person so offending shall be dealt with according to the established laws of war. The officers shall be daily furnished by the party in whose power they are, with as many rations, and of the same articles, as are allowed, either in kind or by commutation, to officers of equal rank in its own army; and all others shall be daily furnished with such ration as is allowed to a common soldier in its own service; the value of all wich supplies shall, at the close of the war, or at periods to be agreed upon between the respective commanders, be paid by the other party, on a mutual adjustment of accounts for the subsistence of prisoners; and such accounts shall not be mingled with or set off against any others, nor the balance due on them be withheld, as a compensation or reprisal for any cause whatever, real or pretended. Each party shall be allowed to keep a commissary of prisoners, appointed by itself, with every cantonment of prisoners, in possession of the other; which commissary shall see the prisoners as often as he pleases; shall be allowed to receive, exempt from all duties or taxes, and to distribute, whatever comforts may be sent to them by their friends; and shall be free to transmit his reports in open letters to the party by whom he is employed.

And it is declared that neither the pretence that war dissolves all treaties, nor any other whatever, shall be considered as annulling or suspending the solemn covenant contained in this article. On the contrary, the state of war is precisely that for which it is provided; and during which, its stipulations are to be as sacredly observed as the most acknowledged obligations under the law of nature or nations.

Art. XXIII. This treaty shall be ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of

1848 the Senate thereof; by the President of the Mexican republic, with the previous approbation of its General Congress: and the ratifications shall be exchanged in the city of Washington, or at the seat of government of Mexico, in four months from the date of the signature hereof, or sooner if practicable.

In faith whereof, etc.

Articles referred to in the fifteenth article of the preceding treaty.

First and fifth articles of the unratified Convention between the United States and the Mexican Republic of the 20th November, 1843.

Art. I. All claims of citizens of the Mexican republic against the government of the United States, which shall be presented in the manner and time hereinafter expressed, and all claims of citizens of the United States against the government of the Mexican republic, which, for whatever cause, were not submitted to, nor considered nor finally decided by, the commission, nor by the arbiter appointed by the convention of 1839, and which shall be presented in the manner and time hereinafter specified, shall be referred to four commissioners, who shall form a board, and shall be appointed in the following manner, that is to say: Two commissioners shall be appointed by the President of the Mexican republic, and the other two by the President of the United States, with the approbation and consent of the Senate. The said commissioners, thus appointed, shall, in presence of each other, take an oath to examine and decide impartially the claims submitted to them, and which may lawfully be considered, according to the proofs which shall be presented, the principles of right and justice, the law of nations, and the treaties between the two republics.

Art. V. All claims of citizens of the United States against the government of the Mexican republic, which were considered by the commissioners, and referred to the umpire appointed under the convention of the eleventh April, 1839, and which were not decided by him, shall be referred to, and decided by, the umpire to be appointed, as provided by this convention, on the points submitted to the umpire under the late convention, and his decision shall be final and conclusive. It is also agreed, that if the respective commissioners shall deem it expedient, they may submit to the said arbiter new arguments upon the said claims.

BELGIQUE ET NALOU. 1848

(CÔTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE.)

Convention entre la Belgique et le chef suprême de la peuplade d'Afrique des Nalous, pour l'acquisition d'un territoire pour fonder un établissement commercial sur les bords du Rio-Nunez, signée à Caniope, le 4 Mars 1848.

Entre le lieutenant de vaisseau Vanhaverbeke, commandant la goëlette de guerre belge *Louise-Marie,* agissant au nom de Sa Majesté Léopold I, roi des Belges, d'une part, et Lamina, chef suprême des Nalous, agissant de sa propre autorité et au nom des chefs indépendants, d'autre part :

Il a été convenu du plein gré des parties contractantes ce qui suit :

Art. I. Lamina, chef suprême des Nalous, cède en toute souveraineté à S. M. le Roi des Belges les deux rives de la rivière Rio-Nunez, côte occidentale d'Afrique, sur une étendue dont la délimitation est fixée ci-après.

Il fait cette cession tant en son nom et au nom des chefs indépendants nalous, dont il a remis l'acte d'adhésion, qu'en celui de ses descendants et de tous ceux qui, après lui, pourraient avoir des droits à sa succession.

Art. II. La cession faite par Lamina et les chefs indépendants nalous, comprend tout le terrain bordant le Rio-Nunez à un mille à l'intérieur, depuis le Marigot en amont de Rapace sur la rive droite, jusqu'au Marigot en aval de *Victoria,* sur la même rive et toute la rive gauche correspondante.

Art. III. Le Roi des Belges disposera de tout le terrain nécessaire à ses établissements. Lorsque des négociants viendront s'établir dans la rivière, ils seront tenus de payer une redevance annuelle au chef des Nalous, de dix gourdes en marchandises par cent yards de terrain employé aux établissements.

Toutefois cette redevance ne sera pas due pour l'occupation des terrains faisant partie ou dépendant actuellement de l'établissement nommé Victoria, situé au bas de la rivière Rio-Nunez.

Art. IV. Le gouvernement belge et les négociants belges établis sur quelque point que ce soit de la rivière auront la faculté de disposer des bois nécessaires à leur usage.

1848 Art. V. Le chef des Nalous, tant en son nom qu'en celui de ceux qui pourraient lui succéder, s'engage à protéger par tous ses moyens, les négociants belges ainsi que leurs propriétés et marchandises, et à n'exiger d'eux, sous aucun prétexte, d'autres redevances que celles stipulées dans le présent traité.

Art. VI. Toute exigence en dehors des coutumes fixées ou tout pillage de propriétés belges de la part des indigènes et dont il ne sera pas donné pleine et entière satisfaction par le chef des Nalous, pourra entraîner la suspension des coutumes.

Art. VII. Dans le cas où un sujet du chef des Nalous aurait à se plaindre d'un sujet belge, le chef des Nalous s'adressera au commandant de l'établissement le plus proche, afin que justice lui soit immédiatement rendue.

Art. VIII. Le Roi des Belges s'engage, tant en son nom qu'en celui de ses descendants, à payer annuellement au chef des Nalous, pour la cession du territoire fixé aux articles I et II, la somme de 1000 gourdes payables en marchandises au cours du jour.

Art. IX. Le présent traité sera soumis à l'approbation de S. M. le Roi des Belges, qui, avant le 30 Juin 1849, devra faire connaître son acceptation ou son refus.

Art. X. Afin d'établir un commencement de bon rapports entre les Belges et les Nalous, le commandant de la *Louise-Marie* a fait délivrer à Lamina, à titre de cadeau, la somme de 300 gourdes en espèces.

Art. XI. Dans le cas où le gouvernement belge jugerait à propos de renoncer au bénéfice du présent traité, il sera toujours libre de le faire, en faisant notifier son intention au chef des Nalous ; dans cette hypothèse, toute redevance cesserait d'être due.

Annexe.

I the undersigned, only chief of the Naloes, declare by this present engage to allow the Belgium merchants to establish themselves at my places, Jembo or Darama, situated on the country of the Landamoors, in case that the treaty made with the commander of the Belgium schooner *Louise-Marie* would receive the Kings sanction or accepted by Monsieur Cohen, or his agents: the reat will be the same as that fixed in the third article of the said treaty.

(*Signatures.*)

AUTRICHE ET SAXE (ROYALE). 1848

Traité général de limites entre l'Autriche et la Saxe royale ; signé à Dresde, le 5 Mars 1848.

Nachdem S. M. der König von Sachsen etc. etc. und S. M. der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, etc. etc. ausserordentliche Commissare ernannt und bevollmächtigt hatten, um den zu möglichst vollständiger Purification Ihres Staatsgebietes bereits früher vereinbarten Austausch der darin enclavirten gegenseitigen Gebietstheile in Vollzug zu setzen und um die zur Beilegung der an der Sächsisch-Böhmischen Grenze obwaltenden Zweifel und Irrungen gepflogenen Vorverhandlungen einem befriedigenden Ende zuzuführen ; so haben gedachte Commissare zunächst am 11. September 1845 eine Präliminal-Convention abgeschlossen, diese sodann soweit nöthig durch nachträgliche Vereinbarungen ergänzt und in einzelnen Puncten modificirt, auch die noch hervorgetretenen Ungewissheiten beseitigt und die sonst erforderlichen Bestimmungen fernerweit getroffen.

Um nun alles was, den freundnachbarlichen Gesinnungen der hohen Contrahenten gemäss, zur Regelung der Grenzverhältnisse zwischen den beiden Staaten verabredet wurde, in eine gemeinschaftliche Staatsakte zusammenfassen zu lassen, haben II. MM.

(*suivent les noms des plénipotentiaires respectifs*)

beauftragt und ermächtigt, einen Haupt-Grenz- und Territorial-Recess abzuschliessen ; welche, nach Auswechselung ihrer von beiden Seiten in gehöriger Form befundenen Vollmachten, über nachfolgende Artikel übereingekommen sind :

Art. I. Der Lauf der Grenze zwischen den Königreichen Sachsen und Böhmen bleibt, vom Tage der Auswechselung der Ratificationen des gegenwärtigen Staats-Vertrags an, so festgestellt, wie er durch diesen Vertrag bestimmt worden ist und wird von beiden Theilen in der Art anerkannt, dass alle dadurch und durch die unter *A.* hier beigefügte Separatakte ausgeglichenen Zweifel und Irrungen für immer abgethan sind. Die ebengedachte Separatakte soll so angesehen werden, als wäre sie Wort für Wort in dem Haupt-Recesse enthalten.

Art. II. Da wo Flüsse oder Bäche die beiden Staaten trennen, läuft die Grenze längs der Mitte derselben parallel mit den Ufern

1848 und in gleichen Abständen von denselben. Bilden Gräben, Wege und dergleichen die Grenze, so ist gleichfalls die Mitte derselben, unbeschadet der unbehinderten Benutzung durch die beiderseitigen Unterthanen, als die Scheidungslinie der Landeshoheiten zu betrachten, wenn das Gegentheil nicht ausdrücklich festgesetzt wurde.

Art. III. Was die Behandlung der Grenzbäche insbesondere anbelangt, so haben beide Regierungen durch ihre Bevollmächtigten hierüber eine eigene Convention abschliessen lassen, welche dem gegenwärtigen Staatsvertrage unter *B.* beigefügt und so anzusehen ist, als wäre sie Wort für Wort darin enthalten.

Art. IV. Der Lauf der Grenze zwischen dem böhmisch-saazer und dem sächsisch-erzgebirgischen, dann zwischen dem böhmisch-jungbunzlauer Kreise und der sächsischen Oberlausitz erhellet aus den dem gegenwärtigen Staats-Vertrage unter *C.* und *D.* angefügten Beschreibungen nebst zugehörigen Tabellen, wie solche von den beiderseitigen Delegirten bei der im Jahre 1847 Statt gefundenen Vermarkung dieser Grenztracte aufgenommen wurden.

An den übrigen Grenztracten, zwischen den böhmisch-elbogner und leitmeritzer Kreisen einer und den sächsisch-voigtländischen, erzgebirgischen und meissner Kreisen, so wie der sächsischen Oberlausitz anderer Seits, wurde der Lauf der Grenze bei einer im Herbste des Jahres 1846 durch beiderseitige Delegirte vollzogenen Revision und durch die Genehmigung der dabei von den Delegirten *sub spe rati* getroffenen Vereinigungen, auch hinsichtlich einiger weniger dabei noch verbliebener Ungewissheiten, durch eine darüber besage Protocolls der Dresdner Immediat-Commission vom 23. Juli 1847 erfolgte Vereinbarung festgestellt und ausser Zweifel gesetzt. Da aber an diesen Tracten die Vermarkung und Beschreibung der Grenze noch nicht hat vollendet werden können, so soll mit dem Beginne des Frühjahrs 1848 durch die desfallsigen Delegirten diese Vermarkung und Beschreibung fortgesetzt und mit möglichster Beschleunigung vollendet und es sollen die aufgenommenen Beschreibungen nebst zugehörigen Tabellen dem gegenwärtigen Staats-Vertrage nachträglich beigefügt werden.

Art. V. Ueber den Lauf der Grenze wird eine Grenzkarte durch beiderseitige Feldmesser, nach den darüber bei der Immediat-Commission bereits vereinbarten nähern Bestimmungen, aufgenommen werden. Mit dem nächstkommenden Frühjahre wird diese Aufnahme an den schon vermarkten Saaz-erzgebirgischen und Jungbunzlau-lausitzer Kreisgrenzen beginnen und sie wird bei den übrigen Grenztracten in Angriff genommen werden, sobald die Vermarkung und Beschreibung derselben beendigt ist. Die Grenzkarte

wird in zwei wechselseitig beglaubigten Parien ausgefertigt werden 1848
und so zu betrachten sein, als bilde sie einen integrirenden Theil des gegenwärtigen Staats-Vertrags; so wie selbe, nebst den Grenzbeschreibungen sammt dazu gehörigen Vermessungstabellen, künftig zur Beilegung allenfallsiger Zweifel und Irrungen, dann für die spätern Grenzrevisionen (Artikel VII) dienen wird.

Art. VI. Die Anrainer an der Landesgrenze haben sich alles dessen zu enthalten, was die ungeschmälerte Erhaltung des Grenzlaufs gefährden oder seine stete Ersichtlichkeit und Zugänglichkeit beeinträchtigen könnte; es müssen daher auch da, wo die Grenze durch Waldungen geht, diese auf jeder Seite der Grenzlinie in einer Breite von wenigstens vier Fuss ausgelichtet bleiben.

Art. VII. Den beiderseitigen betreffenden Localbehörden liegt zwar zu jeder Zeit ob, über die Erhaltung der Grenzmarken zu wachen; um aber der Wiederkehr von Zweifeln und Irrungen um so sicherer in Zeiten vorzubeugen, werden die beiderseitigen Regierungen mit jedem zehnten Jahre — also zum erstenmale im Jahre 1857 — die gemeinschaftliche commissarische Begehung der Landesgrenze veranstalten, wobei die deshalb Beauftragten davon, ob alle Grenzmaale unbeschädigt und unverrückt vorhanden sind, sich zu überzeugen, für sofortige Abhülfe wegen der etwa befundenen Mängel und Unrichtigkeiten zu sorgen und alles anzuordnen haben, was zur Evidenz der Demarcation beitragen kann. Die Kosten ihrer desfallsigen Vorkehrungen werden gemeinschaftlich übertragen werden, vorbehältlich der auf den Grund einer Verschuldung etwa eintretenden Privatverbindlichkeit zu deren Erstattung. Sollten bei einer solchen Grenzrevision Zweifel und Irrungen zum Vorschein kommen, so werden die Beauftragten sie sofort aufklären und den Oberbehörden zur Erledigung vorlegen.

Art. VIII. S. M. der Kaiser von Oesterreich entsagt Seinen Ansprüchen auf die bisher strittig gewesene Landeshoheit über die vier Rumburger Ortschaften: Nieder- und Neu-Leutersdorf, Josephsdorf und Neuwalde, welche, eben so wie die Enclave Schirgiswalde bereits zu Handen S. M. des Königs von Sachsen und Dessen Nachfolger mittels Traditionsurkunde vom 4. Juli 1845 übergeben worden ist, nebst den sonstigen wechselseitig cedirten, in der beiliegenden Separatakte verzeichneten Gebietsparcellen und Enclaven, in den vollständigen Besitz ihrer neuen Landesherren, Deren Erben und Nachfolger übergehen.

Art. IX. Diejenigen der gedachten Gebietstheile und Enclaven, deren Uebergang unter eine andere Landeshoheit mit der Abtretung von Unterthanen verbunden ist, werden binnen sechs Wochen vom

1848 Tage der Auswechselung der Ratificationen des gegenwärtigen Staatsvertrags, durch beiderseitige, gehörig instruirte Commissare übergeben und übernommen werden. Die blos aus Grundstücken bestehenden Parcellen gelangen ohne Weiteres vom Tage der vorgedachten Auswechselung der Ratificationen unter die neue Landeshoheit und die beiderseitigen Regierungen werden die diesfalls nöthige Benachrichtigung an die betheiligten Behörden und Unterthanen unverweilt verfügen.

Art. X. Die auf die gegenseitig abgetretenen Gebietstheile Bezug nehmenden, den *Statum publicum* betreffenden Acten und Nachrichten werden, was diejenigen Gebietstheile betrifft, wo eine förmliche Uebergabe Statt findet, soweit thunlich sogleich bei dieser Uebergabe, übrigens aber nachträglich, — beziehendlich auf vorhergegangenes Verlangen — in Ur- oder Abschrift verabfolgt werden.

Art. XI. Die landesfürstlichen Steuern und Gefälle aus den wechselseitig ausgetauschten Enclaven und cedirten Parcellen laufen zu Gunsten der neuen Regierung vom Tage an, an welchem selbe auf die im Art. IX bezeichnete Weise in ihren Besitz übergingen. Keine Regierung übernimmt es, für die andere Steuer- oder Gefäll-Rückstände einzutreiben.

Art. XII. Den Eigenthümern von Besitzungen oder Anwesen längs der neugebildeten Grenze, von welchen durch die letztere einzelne Grundstücke durchschnitten werden, wird, gegen Beobachtung der in polizeilicher und gefällamtlicher Beziehung etwa zu treffenden Controlemaassregeln, der zollfreie Bezug der auf den abgetretenen Theilen gewonnenen Bodenerzeugnisse, wenn dieselben in dem Zustande, in welchem sie als solche gewonnen werden, unmittelbar von dem abgetretenen Grundstücke über die Zolllinie geführt werden, zugesichert, insolange diese Theile zu den fraglichen Besitzungen oder Anwesen gehören. Auch findet für diesen getheilten Grundbesitz, unter den erforderlichen zollamtlichen Controlemaassregeln, der thunlichst erleichterte abgabenfreie Uebertritt über die Grenze mit den zur Bewirthschaftung der geschiedenen Besitztheile unentbehrlichen Geräthschaften und andern Hülfsmitteln Statt. Nicht weniger sollen die Begünstigungen dieses Artikels den Besitzern solcher Höfe zu Theil werden, welche in Folge der neugebildeten Grenze zu ihren Grundstücken und von diesen in ihre Höfe nicht gelangen können, ohne das fremdherrliche Gebiet zu durchschneiden, vorbehältlich der gefällsamtlichen Controlemaassregeln.

Art. XIII. So wie den einheimischen Bewohnern der beiderseitig abgetretenen Gebietstheile, welche wieder in den Staaten derjenigen

Landeshoheit, der sie früher untergeben waren, sich ansässig zu 1848
machen beabsichtigen, die zwischen den königlich sächsischen und den k. k. österreichischen Staaten im Allgemeinen bestehenden Freizügigkeitsbestimmungen ohnehin zu Gute kommen; so werden auch im Uebrigen die beiderseitigen Regierungen solchen Rücksiedelungen alle thunlichen Erleichterungen angedeihen lassen; der Auswanderungs-Consens wird den Betheiligten für sich und ihre Familien kostenfrei ausgefertigt und von den Uebersiedelnden und ihren noch nicht eigenberechtigten, zur Zeit der Anmeldung des Vorsatzes zur Auswanderung, zum Heere des neuen Vaterlandes nicht schon eingereihten Söhnen nicht verlangt werden, dass sie in dem Staate, den sie verlassen, vorher noch der Militärpflicht Genüge leisten.

Art. XIV. Den Angehörigen der beiderseits abgetretenen Gebietstheile, welche zur Zeit der Uebergabe derselben dem Heere ihres bisherigen Vaterlandes eingereiht sind, bleibt freigestellt, die Dienstzeit, zu welcher sie bisher verpflichtet waren, auch dort zu vollenden, ohne in ihrem neuen Vaterlande einer Militärpflicht abermals unterworfen zu werden. Dieselben werden, ob sie hiervon Gebrauch machen wollen, vernommen und ihr Entschluss wird der jenseitigen Regierung mitgetheilt werden. Diejenigen, welche aus dem Heere des frühern Vaterlandes austreten zu wollen sich erklären, ohne die daselbst vorgeschriebene Dienstzeit vollendet zu haben, werden entlassen werden und die bereits zurückgelegte Dienstzeit wird ihnen, wenn sie im neuen Vaterlande ebenfalls die Militairwidmung treffen sollte, so angerechnet werden, als ob sie solche daselbst vollbracht hätten. Uebrigens wird von denjenigen, welche der Militärpflicht in dem einen oder dem andern der beiden Staaten bereits Genüge geleistet haben, wenn sie auch zur Zeit der Gebietsübergabe nicht mehr im Militärdienste sich befinden, deren nochmalige Erfüllung im neuen Vaterlande nicht verlangt werden.

Art. XV. Da der gegenwärtige Staatsvertrag hauptsächlich zur Festsetzung der beiderseitigen Hoheitsgrenzen abgeschlossen wird, so ändert selber in keiner Weise die privatrechtlichen Beziehungen namentlich derjenigen Dominien und Privaten, welche durch selben in ihrer Person oder in ihrem Eigenthume getroffen wurden, es sei denn, dass hierüber besondere Bestimmungen verabredet worden wären.

Art. XVI. Da die gegenseitigen Gebietsabtretungen, welche der Bestimmung der neuen Grenzlinie bei Ullersdorf und Weigsdorf, besage § 93 der Separatakte, zum Grunde liegen, und auf den bisherigen kirchlichen, Schul-, Jurisdictions- und politischen Verband der genannten Ortschaften, so wie der durch die Abgrenzung bei

1848 Weigsdorf mit betroffenen Orte Neuminkwitz und Dörfel Einfluss äussern, besondere Bestimmungen für die künftige Regulirung der desfallsigen Verhältnisse nöthig machen; so sind solche in Folgendem getroffen worden:

1) So lange die königlich sächsische oder die kaiserlich österreichische Regierung nicht etwas anderes verfügt, bleiben die der evangelischen Confession zugethanen Einwohner der, der neuen Abgrenzung zu Folge, unter böhmische Hoheit gehörigen Gebietstheile von Ullersdorf in die dasige Kirche und die katholischen Einwohner der künftig nach Sachsen gehörigen Ullersdorfer Gebietstheile in die Kirche zu Grottau eingepfarrt.

2) Eben so wird der Parochialverband der gegenwärtig zur Weigsdorfer Parochie gehörigen, sowohl sächsischen als böhmischen Ortschaften durch die gegenseitigen Gebietsabtretungen vor der Hand nicht verändert; so dass namentlich auch die unter böhmische Hoheit übergehenden evangelischen Einwohner von Weigsdorf, Neuminkwitz und Dörfel in die Kirche zu Weigsdorf eingepfarrt bleiben.

3) Die evangelischen böhmischen Unterthanen obgedachter Gebietstheile geniessen die Rechte der Parochianen der Kirchen zu Ullersdorf und Weigsdorf. Die auf gesetzlichen Anordnungen beruhenden Leistungen für Kirche, Pfarre und Schule sind von den eingepfarrten und eingeschulten ausländischen Unterthanen in gleicher Maasse, wie von den eben dahin eingepfarrten und eingeschulten inländischen Unterthanen, nach den gesetzlichen Bestimmungen jenes Staates, welchem die Parochie oder Schule angehört, zu entrichten. So wie diess namentlich auf die aus Sachsen in die katholische Schule zu Ullersdorf Eingeschulten sich mit zu beziehen hat, so gilt dasselbe auch in Betreff der Grottauer Kirche von den dahin eingepfarrten sächsischen katholischen Unterthanen zu Ullersdorf.

Die betreffenden Seelsorger und Schullehrer haben bei der Ausübung ihrer Amtsverrichtungen über die eingepfarrten und eingeschulten Unterthanen des Nachbarlandes auf die in dem Staate, welchem diese Unterthanen angehören, bereits bestehenden oder künftig erlassen werdenden Gesetze die erforderliche Rücksicht zu nehmen.

4) Die Abtheilung der Schulen bei Weigsdorf dauert in dermaliger Weise fort; so dass die Kirchenschule zu Weigsdorf, so lange keine Aenderung verfügt wird, den ihr jetzt zugewiesenen Theilen von Weigsdorf gemeinschaftlich verbleibt, unter der Inspection des Pfarrers zu Weigsdorf, der auch bei der an Böhmen übergehenden Schule zu Dörfel die Aufsicht über den evangelischen Religionsunterricht behält.

5) Wenn eine, nach §§ 1, 2 und 4 der Entschliessung der be- 1848
treffenden Regierungen vorbehaltene Abänderung in der vorerst beizubehaltenden Gemeinschaftlichkeit der Parochial- und Schulverhältnisse ausser der Zeit einer Vacanz verfügt würde; so kann diess nur unter Gewährung einer, von dem die Auspfarrung oder Ausschulung verfügenden Theile, den betroffenen Seelsorgern, Kirchendienern und Schullehrern für die Person auszusetzenden Entschädigung für den durch die Auspfarrung oder Ausschulung ihnen erwachsenden Verlust am Diensteinkommen geschehen. Den im eintretenden Falle aus dem ausländischen Parochialnexus ausscheidenden Theilen bleibt die Freiheit ihrer Religionsübung und, insofern die nach den Landesgesetzen hierzu erforderlichen Bedingungen eintreten, auch die Selbstständigkeit der Parochialverhältnisse gesichert.

6) Der Kirche, dem Pfarrer und dem Schullehrer zu Weigsdorf wird, für so lange als die gemeinschaftliche Einpfarrung der beiderseitigen Unterthanen besteht, die Abentrichtung der in den Beilagen IV und V des commissarischen Protocolls vom 19. August 1830 verzeichneten, von böhmischen Parochianen zu entrichtenden Zehnten und Zinsen zugestanden, insofern die Betheiligten nicht solche Einwendungen dagegen zu erheben vermögen, auf deren Grundlage sie, den in Böhmen bestehenden Landesgesetzen zu Folge, zur Abentrichtung nicht angehalten werden können. Unter Voraussetzung der künftigen richtigen Abführung, wird man königlich sächsischer Seits zur Vermittelung eines billigen Abkommens wegen desfallsiger Rückstände, so weit deren bisher erwachsen, die Hand bieten.

Eben so sind auch zur Kirche und Pfarre zu Grottau und zur katholischen Schule zu Ullersdorf von den eingepfarrten und eingeschulten königl. sächsischen Unterthanen die bisherigen privatrechtlich begründeten Zehnten, Zinsen und sonstigen Giebigkeiten abzuentrichten; was auch von den etwanigen Rückständen gilt.

Von dem Zeitpuncte an, wo den vorhergehenden Paragraphen gemäss, der Pfarrer und der Schullehrer zu Weigsdorf für die österreichischen Unterthanen keine Seelsorge und Schuldienste mehr leisten werden, kommen auch, unbeschadet der nach Absatz 5 zu gewährenden Entschädigung, die vorstehend bezeichneten Zehnten und Zinsen, so wie alle solche Leistungen, die bisher nur als Entgeld für die Schul- und seelsorglichen Functionen bestimmt waren, von und für die österreichischen Unterthanen in Wegfall; welche Bestimmung auch in Bezug auf die Leistungen sächsischer Unterthanen an Pfarren, Kirchen und Schulen des österreichischen Gebiets zu gelten hat.

1848 7) Die beiderseitigen Regierungen werden den zwischen den Herrschaften Reibersdorf und Friedland wegen des Collaturrechts bei der Kirche zu Weigsdorf obwaltenden Streit dahin zu vermitteln suchen, dass das streitige Recht der erstgenannten Herrschaft, gegen Befreiung der letzteren von dem auf den herrschaftlich friedländischen Meierhöfen für die Pfarre zu Weigsdorf haftenden Decem, überlassen werde. Inmittelst verbleibt es, unter Verwahrung der gegenseitig hierunter in Anspruch genommenen Berechtigungen, bei der bisher sächsischer Seits Statt gefundenen Ausübung dieses Collaturrechts.

8) Die Verwaltung sämmtlicher bei der Kirche zu Weigsdorf bestehenden Legatenstiftungen, insbesondere des Penziger Legats, bleibt, unter der bereits vorstehend ausgedrückten Verwahrung, dem Pfarrer und den sächsischen evangelischen Collatoren, vorbehältlich jedoch des Rechts auf fernern theilweisen Mitgenuss der Zinsen derselben für die künftig böhmischen Ortsantheile, soweit er ihnen bisher zugestanden hat.

9) Die bei den Gebietsabtretungen zu Ullersdorf und Weigsdorf unter eine andere Hoheit übergehenden Theile von Dominien oder Rittergütern behalten auch unter dieser neuen Hoheit ihre Dominialqualität und werden derjenigen politischen Rechte theilhaftig, welche aus dieser Eigenschaft nach der Verfassung und den Gesetzen des Staates, dem sie künftig angehören, hervorgehen. Insbesondere werden auch die fideicommissarischen Verhältnisse der Herrschaft Reibersdorf hinsichtlich der darunter begriffenen, durch diese Abtretung betroffenen Gebietstheile von der k. k. österreichischen Regierung aufrecht erhalten werden.

10) Den sächsischen und böhmischen Gerichtsherrschaften verbleiben auch über die, dem Gebietsaustausche zu Folge, unter fremde Hoheit kommenden Gebietstheile die bisher ausgeübten Jurisdictionsgerechtsame und obrigkeitlichen Rechte; jedoch unter der Hoheit, mithin nach den Gesetzen und unter der Oberaufsicht des Staates, dem diese Gebietstheile künftig angehören und dergestalt, dass jene Gerechtsame durch einen von der Regierung dieses Staats verpflichteten, und in deren Gebiet wesentlich wohnhaften, zu dieser Geschäftsbesorgung befähigten Beamten ausgeübt werden, auch überhaupt allem dem genügt werde, was in Bezug auf diese Ausübung die in gedachtem Staate bereits bestehenden oder künftigen Vorschriften erfordern.

11) Die Dienste, Zinsen und Gebührnisse aller Art, welche in den durch die Gebietsabtretungen und Austausche betroffenen Gebietstheilen von den dasigen Unterthanen ihrer Gutsherrschaft bisher zu

leisten und zu entrichten waren, sind auch künftig völlig ungehindert derselben zu leisten und zu entrichten; so wie in gleicher Maasse auch die etwa bestehenden Hutungs- und andern derartigen Dienstbarkeiten fortdauern; vorbehältlich der Anwendbarkeit der wegen Ablösung solcher Leistungen und Dienstbarkeiten in dem Staate, welchem der Verpflichtete angehört, bestehenden oder noch erlassen werdenden gesetzlichen Bestimmungen. Die Leistung der, statt der Abentrichtung an die Betheiligten, auf die königlich sächsische Landrentenbank überwiesenen Ablösungsrenten, soweit deren von den unter böhmische Landeshoheit gelangenden bisher sächsischen Gebietstheilen zu entrichten sind, hat ebenfalls fortzudauern. 1848

Die fraglichen Berechtigungen im fremden Gebiete bilden übrigens für sich allein keine besondere Realität in Bezug auf den Staat, in dem sie auszuüben sind, sondern sind in jeder Hinsicht als Pertinenzen des Hauptgutes zu betrachten.

12) Die dieser Verpflichtungen halber entstehenden Streitigkeiten sind bei den competenten Behörden desjenigen Staats, dem der Beklagte angehört, zur Erledigung zu bringen, jedoch nach den Gesetzen des Landes zu beurtheilen, unter dessen Landeshoheit die Verbindlichkeit, von deren Erfüllung es sich handelt, entstanden ist. Die Execution wegen derartiger Leistungen etc. kann nur von der zuständigen Behörde des Staats verfügt werden, dem der Verpflichtete angehört.

13) Um den vorstehend besprochenen Streitigkeiten möglichst vorzubeugen, werden unter Leitung der beiderseitigen Kreis- oder andern deshalb zu beauftragenden öffentlichen Behörden, unverweilt genaue Verzeichnisse der fraglichen Prästationen abgefasst und den Behörden, unter welchen inländische der auswärtigen Gutsherrlichkeit unterworfen bleibende Unterthanen zu stehen kommen, eingehändigt werden.

14) Da es zu Beseitigung mancher mit dem Fortbestehen der §§ 10 und 11 erwähnten Berechtigungen in einem auswärtigen Gebiete verbundenen Unzuträglichkeiten gereichen würde, wenn deshalb gegenseitige Austausche und Ausgleichungen im Wege der Vereinbarung unter den Betheiligten beider Staaten zu Stande kämen; so werden beiderseitige Hohe Regierungen ihre betreffenden Behörden anweisen, dergleichen Vereinbarungen thunlichst zu begünstigen.

15) Es wird ermittelt werden, ob und welche verhältnissmässige Vergütungsantheile den beiderseits aus dem bisherigen Staatsverbande ausscheidenden Unterthanen aus dem Gemeindevermögen

1848 oder aus solchen öffentlichen Fonds gebühren und zu verabfolgen sind, zu deren Errichtung sie oder ihre Vorfahren mitgewirkt und an deren Vortheilen sie Theil zu nehmen berufen waren; auch wird in Erwägung genommen werden, was etwa sonst noch im gemeinschaftlichen Einverständnisse beider Regierungen vorgekehrt werden könne, um die aus der Veränderung der Hoheitsverhältnisse für die Privatinteressen der dadurch Betroffenen hervorgehenden Folgen möglichst wenig fühlbar zu machen.

Art. XVII. Gleichermaassen ist in Ansehung einiger besonderer bei dem Niederleutersdorfer Bezirke zu berücksichtigender, und durch dessen Abtretung an Sachsen herbeigeführter Verhältnisse Nachstehendes vereinbart worden:

1) Bei den Schwierigkeiten, welchen die Verweisung der katholischen Bevölkerung der Ortschaften Nieder- und Neuleutersdorf, Josephsdorf und Neuwalde an eine sächsische Seelsorge dermalen unterliegt, bleibt, so lange königlich sächsischer Seits andere Anordnung nicht getroffen, oder auch von der k. k. österreichischen Regierung die Aufhebung des gegenwärtigen Zustandes nicht gewünscht wird, die katholische Einwohnerschaft jener vier Orte in Ansehung der Seelsorge und des Genusses der *Sacra* an die Geistlichkeit zu Warnsdorf verwiesen; so dass letzterer auch die Ertheilung des katholischen Unterrichts in der Schule zu Neuleutersdorf, dann die Localinspection über dieselbe, obwohl unter Beobachtung der königl. sächsischen Schulgesetze, zustehen wird. Die den königl. sächsischen Landesgesetzen zu Folge pfarramtlich festzustellenden Ereignisse und Familienverhältnisse sind durch das obrigkeitliche Amt der Herrschaft Rumburg bei der Pfarre zu Oberleutersdorf Behufs der Eintragung in das Kirchenbuch zur Anzeige zu bringen, ohne dass jedoch für derartige Anzeigen einigerlei Stolgebühren werden angesonnen werden. Die Ausstellung der Tauf-, Trau- und Beerdigungsscheine verbleibt der Geistlichkeit zu Warnsdorf und die gedachte katholische Einwohnerschaft hat, — wenn es nicht schon bisher der Fall gewesen sein sollte — zu den Parochiallasten des Oberleutersdorfer Bezirks nicht beizutragen.

2) Da die vier Ortschaften Nieder- und Neuleutersdorf, Josephsdorf und Neuwalde integrirende Theile der fideicommissarischen Herrschaft Rumburg sind, so wird die königl. sächsische Regierung das fideicommissarische Verhältniss dieser Herrschaften aufrecht erhalten.

3) Die im vorstehenden Artikel XVI unter 9 und 10 über die Aufrechterhaltung der Dominialqualität, dann der Jurisdictionsgerechtsame und der obrigkeitlichen Rechte und über deren Ausübung ge-

troffenen Bestimmungen gelten auch in Bezug auf die nurgedachten 1848
Ortschaften; es giebt aber die königl. sächsische Regierung ihre Zustimmung, dass die Obrigkeit der Herrschaft Rumburg diese Gerechtsame bei dem ihr angehörigen in Sachsen gelegenen Lehngute Neugersdorf, so lange die mehrerwähnten vier Ortschaften mit diesem Gute denselben Besitzer haben, mit verwalten lassen könne. Ingleichen ist, was vorstehend unter 11 und 12 desselben Artikels vereinbart worden, auf den Niederleutersdorfer Bezirk insoweit anwendbar, als die Gleichartigkeit oder Verschiedenheit der obwaltenden Verhältnisse es gestattet.

Art. XVIII. Was die zu Ausgleichung der an mehrern Puncten der böhmisch-sächsischen Grenze obwaltenden Privatstreitigkeiten von den beiderseitigen Bevollmächtigten verabredeten Bestimmungen betrifft, so sind diese in der Artikel I erwähnten Separatakte mit enthalten.

Art. XIX. Gegenwärtiger Haupt-Grenz- und Territorial-Recess wird den beiden Allerhöchsten Souverainen zur Genehmigung vorgelegt, und es wird derselbe nebst der Separatakte und der Convention über die Grenzbäche nach Austausch der Ratificationen, welcher zu Dresden binnen acht Wochen, oder wo möglich noch früher, erfolgen wird, gehörig kund gemacht werden.

Zu dessen Urkunde u. s. w.

(Un acte séparé et explicatif de 96 paragraphes, ainsi qu'une convention spéciale y ayant rapport, sont joints à ce traité.)

FRANCE ET GUATEMALA.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la république de Guatemala, signé à Paris, le 8 Mars 1848.

Art. I. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle et sincère entre Sa Majesté le Roi des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la République de Guatemala, d'autre part, et entre les citoyens des deux États, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. II. Il y aura entre tous les territoires des États de S. M. le Roi des Français, en Europe, et ceux de la République de Guatemala, une liberté réciproque de commerce. Les citoyens des deux

1848 États pourront entrer en toute liberté, avec leurs navires et cargaisons, dans tous les lieux, ports et rivières des deux États qui sont ou seront ouverts au commerce étranger.

Ils pourront y faire le commerce d'échelle pour y décharger, en tout ou en partie, les cargaisons par eux apportées de l'étranger, et pour former successivement leur cargaison de retour; mais ils n'auront pas la faculté d'y décharger les marchandises qu'ils auraient reçues dans un autre port du même État, ou, autrement, de faire le cabotage, qui demeure exclusivement réservé aux nationaux.

Ils pourront, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, comme les nationaux; louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires; effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations; être admis comme caution aux douanes, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux, et que les biens fonciers qu'ils y posséderont présenteront une garantie suffisante.

Ils seront entièrement libres de faire leurs affaires eux-mêmes ou de se faire suppléer par qui bon leur semblera, facteur, agent consignataire ou interprète, sans avoir, comme étrangers, à payer aucun surcroît de salaire ou de rétribution.

Ils seront également libres, dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques tant importés que destinés à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et règlements du pays.

Art. III. Sa Majesté le Roi des Français s'oblige, en outre, à ce que les citoyens de Guatemala jouissent de la même liberté de commerce et de navigation stipulée dans l'article précédent, dans les domaines de S. M. situés hors d'Europe, qui sont ou seront ouverts au commerce et à la navigation de la nation la plus favorisée, et, réciproquement, les droits établis par le présent Traité en faveur des Français seront communs aux habitants des colonies françaises.

Art. IV. Les citoyens respectifs jouiront, dans les deux États, d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés; ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, et ce, aux mêmes conditions qui seront en usage pour les citoyens du pays dans lequel ils résideront.

Ils seront maîtres à cet effet d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos; enfin ils auront la faculté d'être présents aux décisions et sentences des tribunaux dans les causes qui les intéressent, comme

aussi à toutes les enquêtes et dépositions de témoins, qui pourront 1848
avoir lieu à l'occasion des jugements, toutes les fois que les lois des pays respectifs permettront la publicité de ces actes.

Ils seront d'ailleurs exempts de tout service personnel soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes les contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions militaires, et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés soit mobilières, soit immobilières, ni à aucun autre titre quelconque, à d'autres charges, réquisitions et impôts, que ceux payés par les nationaux eux-mêmes.

Ils ne pourront être arrêtés, ni expulsés, ni même envoyés d'un point à un autre du pays, par mesure de police ou gouvernementale, sans indices ou motifs graves et de nature à troubler la tranquillité publique, et avant que ces motifs et les documents qui en feront foi aient été communiqués aux agents diplomatiques ou consulaires de leur nation respective. Dans tous les cas, il sera accordé aux inculpés le temps nécessaire pour présenter ou faire présenter au gouvernement du pays leurs moyens de justification ; ce temps sera d'une durée plus ou moins grande, suivant les circonstances.

Il est bien entendu que les dispositions de cet article ne seront point applicables aux condamnations à la déportation ou au bannissement d'un point à un autre du territoire qui pourraient être prononcées, conformément aux lois et aux formes établies par les tribunaux des pays respectifs, contre les citoyens de l'un d'eux. Ces condamnations continueront à être exécutables dans les formes établies par les législations respectifs.

Art. V. Les Français catholiques jouiront dans la République de Guatemala, sous le rapport de la religion et du culte, de toutes les libertés, garanties et protection dont les nationaux y jouissent ; et les Guatemaliens jouiront également en France des mêmes garanties, libertés et protection que les nationaux.

Les Français professant un autre culte, qui se trouveront dans la République de Guatemala, n'y seront inquiétes ni gênés en aucune manière pour cause de religion : bien entendu qu'ils respecteront la religion, le culte du pays et les lois qui y sont relatives.

Art. VI. Les citoyens des deux nations seront libres de disposer comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament, ou de quelque autre manière que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même, les citoyens de l'un des deux États qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre pourront succéder sans empêchement à ceux desdits biens

1848 qui leur seraient dévolus *ab intestat*, et les héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés dans des cas semblables par les nationaux eux-mêmes.

Et, dans le cas où lesdits héritiers seraient, comme étrangers ou pour tout autre motif, privés d'entrer en possession de l'héritage, il leur sera accordé trois ans pour en disposer comme il leur conviendra, et pour en extraire le produit, sans payer d'autres impôts que ceux établis par les lois de chaque pays.

Art. VII. Les citoyens de l'un et de l'autre État ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, équipages et cargaisons ou effets de commerce, pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public ou particulier que ce soit, sans qu'il soit immédiatement accordé aux intéressés une indemnité suffisante pour cet usage, et pour les torts et les dommages qui, n'étant pas purement fortuits, naîtront du service auquel ils seront obligés.

Art. VIII. Si (ce qu'à Dieu ne plaise) la paix entre les deux hautes parties contractantes venait à être rompue, il sera accordé, de part et d'autre, un terme de six mois aux commerçants qui se trouveront sur les côtes, et d'une année entière à ceux qui se trouveront dans l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires et pour disposer de leurs propriétés, et, en outre, un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans tel port qu'ils désigneront de leur propre gré.

Tous les autres citoyens ayant un établissement fixe et permanent dans les États respectifs, pour l'exercice de quelque profession ou occupation particulière, pourront conserver leur établissement et continuer leur profession sans être inquiétés en aucune manière, et ceux-ci, aussi bien que les négociants, conserveront la pleine possession de leur liberté et de leurs biens, tant qu'ils ne commettront aucune offense contre les lois du pays. Enfin, leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils puissent être, comme aussi les deniers dus par des particuliers ou par l'État, et les actions de banques et de compagnies ne seront assujettis à d'autres embargos, séquestres, ni à aucune autre réclamation, que ceux qui pourraient avoir lieu à l'égard des mêmes effets ou propriétés appartenant à des nationaux.

Art. IX. Le commerce français à Guatemala, et le commerce guatemalien en France, seront traités, sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation la plus favorisée.

Dans aucun cas, les droits d'importation imposés en France sur 1848
les produits du sol ou de l'industrie de Guatemala, et à Guatemala sur les produits du sol ou de l'industrie de la France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits importés par la nation la plus favorisée.

Aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Les formalités qui pourraient être requises pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux États seront également communes à toutes les autres nations.

Art. X. Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays payeront, dans les ports de l'autre, les mêmes droits d'importation, qu'ils soient chargés sur navires français ou guatemaliens.

De même, les produits exportés acquitteront les mêmes droits et jouiront des mêmes franchises, allocations et restitutions qui sont ou seront réservées aux exportations faites sur bâtiments nationaux.

Art. XI. Les navires français arrivant dans les ports de Guatemala ou en sortant, et les navires guatemaliens à leur entrée en France ou à leur sortie, ne seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de quarantaine ou autres affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront respectivement assujettis les navires nationaux dans les deux pays.

Les droits de tonnage et autres qui se prélèvent en raison de la capacité des navires seront d'ailleurs perçus en France, pour les navires guatemaliens, d'après le registre guatemalien du navire, et, pour les navires français à Guatemala, d'après le passeport ou congé français du navire.

Art. XII. Les navires respectifs qui relâcheront dans les ports ou sur les côtes de l'un ou de l'autre État ne seront assujettis à aucun droit de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, sauf les droits de pilotage, phare et autres de même nature, représentant le salaire de services rendus par des industries privées, pourvu que ces navires n'effectuent aucun chargement ni déchargement de marchandises.

Toutes les fois que les citoyens des deux hautes parties contractantes seront forcés de chercher un refuge ou un asile dans les rivières, baies, ports ou territoires de l'autre, avec leurs navires tant de guerre que marchands, publics ou particuliers, par l'effet du mauvais temps ou de la poursuite des pirates ou des ennemis, il

1848 leur sera donné toute protection, pour qu'ils puissent réparer leurs navires, se procurer des vivres, et se mettre en état de continuer leur voyage sans aucun empêchement; et même, dans le cas où, à raison de relâche forcée, les navires respectifs seraient obligés de déposer à terre les marchandises composant leurs chargements ou de les transborder sur d'autres navires pour éviter qu'elles ne dépérissent, il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux relatifs au loyer des magasins, cours et chantiers qui seraient nécessaires pour déposer les marchandises et pour réparer les avaries des bâtiments. De plus, les citoyens des deux États qui navigueront sur des bâtiments de guerre ou marchands, ou sur des paquebots, se prêteront, en haute mer et sur les côtes, toute espèce de secours, en vertu de l'amitié qui existe entre les deux États.

Art. XIII. Seront considérés comme français les bâtiments construits en France, ou ceux qui, capturés sur l'ennemi par des armements français, auront été déclarés de bonne prise, ou enfin ceux qui auront été condamnés par les tribunaux français pour infractions aux lois, pourvu d'ailleurs que les propriétaires, les capitaines et les trois quarts de l'équipage soient français.

De même, devront être considérés comme guatemaliens tous les bâtiments construits dans le territoire de Guatemala, ou ceux capturés sur l'ennemi par des bâtiments de guerre de la République et déclarés de bonne prise, ou ceux enfin qui auront été condamnés par les tribunaux de Guatemala pour infractions aux lois, pourvu toutefois que les propriétaires, les capitaines et les trois quarts de l'équipage soient guatemaliens.

Il est convenu, d'ailleurs, que tout navire français ou guatemalien, pour jouir, aux conditions ci-dessus, du privilége de sa nationalité, devra être muni d'un passe-port, congé ou registre, dont la forme sera réciproquement communiquée, et qui, certifié par l'autorité compétente pour le délivrer, constatera :

1° D'abord, le nom, la profession et la résidence en France ou à Guatemala du propriétaire, en exprimant qu'il est unique, ou des propriétaires, en indiquant leur nombre et dans quelle proportion chacun possède ;

2° Le nom, la dimension, la capacité et enfin toutes les particularités du navire qui peuvent le faire reconnaître aussi bien qu'établir sa nationalité.

Art. XIV. Les navires, marchandises et effets appartenant à des citoyens de l'une des parties contractantes, qui auraient été pris par des pirates, soit dans les limites de leur juridiction, soit en pleine mer, et qui auraient été conduits ou trouvés dans les rivières, rades,

baies, ports ou domaines de l'autre partie, seront remis à leurs propriétaires (en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux respectifs), lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux, et sur la réclamation qui devra être faite, dans le délai d'un an, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs. 1848

Art. XV. S'il arrive que l'une des deux hautes parties contractantes soit en guerre avec un autre État, aucun citoyen de l'autre partie contractante ne pourra accepter de commissions ou lettres de marque pour aider l'ennemi à agir hostilement contre la partie qui se trouve en guerre ou pour inquiéter le commerce ou les propriétés de ses citoyens.

Art. XVI. Les deux hautes parties contractantes adoptent dans leurs relations mutuelles le principe que le pavillon couvre la marchandise. Si l'une des deux parties reste neutre, dans le cas où l'autre viendrait à être en guerre avec quelque puissance, les marchandises couvertes du pavillon neutre seront aussi réputées neutres, même quand elles appartiendraient aux ennemis de l'autre partie contractante. Il est également convenu que la liberté du pavillon s'étend aux individus qui seraient trouvés à bord des bâtiments neutres, et que, lors même qu'ils seraient ennemis des deux parties, ils ne pourront être extraits des bâtiments neutres, à moins qu'ils ne soient militaires, et alors engagés au service de l'ennemi.

En conséquence du même principe, il est également convenu que la propriété neutre trouvée à bord d'un bâtiment ennemi sera considérée comme ennemie, à moins qu'elle n'ait été embarquée dans ce navire avant la déclaration de guerre, ou avant qu'on eût connaissance de cette déclaration dans le port d'où le navire sera parti.

Les deux hautes parties contractantes n'appliqueront ce principe qu'aux puissances qui le reconnaîtront également.

Art. XVII. Dans le cas où l'une des hautes parties contractantes serait en guerre et où ses bâtiments auraient à exercer en mer le droit de visite, il est convenu que, s'ils rencontrent un navire appartenant à une partie demeurée neutre, les premiers resteront hors de portée de canon, et qu'ils pourront y envoyer dans leurs canots seulement deux ou trois personnes chargées de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables de toute vexation ou acte de violence qu'ils commettraient ou toléraient dans cette occasion.

Il est également convenu que, dans aucun cas, la partie neutre

1848 ne pourra être obligée à passer à bord du bâtiment visiteur, ni pour exhiber ses papiers, ni pour toute autre cause que ce soit.

La visite ne sera permise qu'à bord des bâtiments qui navigueraient sans convoi. Il suffira, lorsqu'ils seront convoyés, que le commandant du convoi déclare verbalement, et sur sa parole d'honneur, que les navires placés sous sa protection et sous son escorte appartiennent à l'État dont il arbore le pavillon, et qu'il déclare, lorsque les navires seront destinés pour un port ennemi, qu'ils n'ont pas de contrebande de guerre.

Art. XVIII. Dans le cas où l'un des deux pays serait en guerre avec quelque autre puissance, les citoyens de l'autre pays pourront continuer leur commerce avec les États belligérants, quels qu'ils soient, excepté avec les villes ou ports qui seraient réellement assiégés ou bloqués. Il est également entendu qu'on n'envisagera comme assiégées ou bloquées que les places qui se trouveraient attaquées par une force belligérante capable d'empêcher les neutres d'entrer.

Bien entendu que cette liberté de commerce et de navigation ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, tels que bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, objets d'équipements militaires, et généralement toute espèce d'armes et d'instruments de fer, acier, cuivre, ou de toute autre matière, expressément fabriquées pour faire la guerre par mer ou par terre.

Aucun navire de l'une ou de l'autre des deux nations ne sera détenu pour avoir à bord des articles de contrebande de guerre toutes les fois que le patron, capitaine ou subrécargue dudit navire délivreront ces articles de contrebande de guerre au capteur, à moins que lesdits articles ne soient en quantité si considérable et n'occupent un tel espace, que l'on ne puisse, sans de grands embarras, les recevoir à bord du bâtiment capteur. Dans ce dernier cas, de même que dans tous ceux qui autorisent légitimement la détention, le bâtiment détenu sera expédié dans le port le plus convenable et sûr qui se trouvera le plus à proximité, pour y être jugé suivant les lois.

Dans aucun cas, un bâtiment de commerce, appartenant à des citoyens de l'un des deux pays, qui se trouvera expédié pour un port bloqué par l'autre État, ne pourra être saisi, capturé et condamné, si, préalablement, il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence du blocus par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division de ce blocus ; et pour qu'on ne puisse alléguer une prétendue ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé s'il vient ensuite à

se représenter devant le même port pendant le temps que durera le 1848
blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui le rencontrera d'abord devra apposer son visa sur les papiers de ce navire, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la signification en question, laquelle contiendra d'ailleurs les mêmes indications que celles exigées pour le visa.

Tous navires de l'une des deux parties contractantes qui seraient entrés dans un port avant qu'il fût assiégé, bloqué ou investi par l'autre puissance, pourront le quitter sans empêchement, avec leurs cargaisons; et si ces navires se trouvent dans le port après la reddition de la place, ils ne seront point sujets à la confiscation, non plus que leurs cargaisons; mais ils seront rendus à leurs propriétaires.

Art. XIX. Chacune des deux hautes parties contractantes sera libre d'établir des consuls à résidence dans les territoires et domaines de l'autre, pour la protection du commerce. Ces agents n'entreront en fonctions qu'après avoir obtenu leur *exequatur* du gouvernement du pays où ils seront envoyés.

Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls; bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans les deux pays à toutes les nations.

Art. XX. Les consuls respectifs et leurs chanceliers jouiront dans les deux pays des priviléges attribués à leur charge, tels que l'exemption des logements militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins, toutefois, qu'ils ne soient citoyens du pays où ils résident, ou qu'ils ne deviennent, soit propriétaires, soit possesseurs de biens immeubles, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce, pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges ou impositions que les autres particuliers. Ces agents jouiront, en outre, de tous les autres priviléges, exemptions et immunités qui pourront être accordés, dans leur résidence, aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. XXI. Les archives, et en général tous les papiers des consulats respectifs, seront inviolables, et, sous aucun prétexte ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art. XXII. Les consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteurs testamentaires,

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des par-

1848 ties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister, et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux apposés par le consul, et dès lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert;

2° Dresser aussi, en présence de l'autorité compétente, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession;

3° Faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des effets mobiliers dépendants de la succession, lorsque lesdits meubles pourront se déteriorer par l'effet du temps, ou que le consul croira leur vente utile aux intérêts des héritiers du défunt;

Et 4° administrer ou liquider personnellement, ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider ladite succession, sans que, d'ailleurs, l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations.

Mais lesdits consuls seront tenus de faire annoncer la mort de leurs nationaux dans une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leur arrondissement, et ne pourront faire délivrance de la succession et de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date de la publication du décès, sans qu'aucune réclamation eût été présentée contre la succession.

Art. XXIII. Les consuls respectifs seront exclusivement chargés de la police interne des navires de commerce de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir qu'autant que les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité publique, soit à terre, soit à bord des bâtiments.

Mais en tout ce qui regarde la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les citoyens des deux États seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire.

Art. XXIV. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition du registre du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou, si ledit navire était parti, par la copie des pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée; il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront même

détenus et gardés dans les prisons du pays à la réquisition et aux 1848
frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les livrer ou de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Art. XXV. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulation contraire entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer en se rendant dans les ports respectifs seront réglées par les consuls de leur nation.

Art. XXVI. Toutes les opérations relatives au sauvetages des navires français naufragés ou échoués sur les côtes de Guatemala seront dirigées par les consuls de France, et, réciproquement, les consuls guatemaliens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XXVII. Il est formellement convenu entre les deux hautes parties contractantes que, indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les citoyens de toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux États jouiront, de plein droit, dans l'autre, des franchises, priviléges et immunités quelconques consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce, gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. XXVIII. Sa Majesté le Roi des Français et la République de Guatemala, désirant rendre aussi durables et solides que les circonstances le permettront, les relations qui s'établiront entre les deux puissances en vertu du présent Traité d'amitié, de navigation et de commerce, ont déclaré solennellement convenir des points suivants :

1848 1° Le présent Traité sera en vigueur pendant douze années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux hautes parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, ledit Traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Il est bien entendu que, dans le cas où cette déclaration viendrait à être faite par l'une des parties contractantes, les dispositions du Traité relatives au commerce et à la navigation seraient seules considérées comme abrogées et annulées; mais que, à l'égard des articles qui concernent les relations de paix et d'amitié, le Traité n'en restera pas moins perpétuellement obligatoire pour les deux puissances.

2° Si un ou plusieurs citoyens de l'une ou de l'autre partie venaient à enfreindre quelqu'un des articles contenus dans le présent Traité, lesdits citoyens en seront personnellement responsable, sans que, pour cela, la bonne harmonie et la réciprocité soient interrompues entre les deux nations, qui s'obligent mutuellement à ne protéger en aucune manière l'offenseur. Si, malheureusement, un des articles contenus dans le présent Traité venait, en quelque manière que ce soit, à être violé ou enfreint, il est expressément convenu que la partie qui y sera restée fidèle devra d'abord présenter à l'autre partie un exposé des faits ainsi qu'une demande en réparation, accompagnée des documents et des preuves nécessaires pour établir la légitimité de sa plainte, et qu'elle ne pourra autoriser des représailles ni se porter elle-même à des hostilités qu'autant que la réparation demandée par elle aura été refusée ou arbitrairement différée.

Art. XXIX. Et dans le cas où il serait convenable et utile, pour faciliter davantage la bonne harmonie entre les deux hautes parties contractantes, et pour éviter à l'avenir toute espèce de difficultés, de proposer et d'ajouter quelques articles au présent Traité, il est convenu que les deux puissances se prêteront, sans le moindre retard, à traiter et à stipuler les articles qui pourraient manquer audit Traité, s'ils étaient jugés mutuellement avantageux, et que lesdits articles, après avoir été convenus et dûment ratifiés, feront partie du présent Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Art. XXX. Le présent traité, composé de trente articles, sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Français et par le gouvernement de la république de Guatemala, et les ratifications en seront échan-

gées à Guatemala ou à Paris, dans le délai de dix-huit mois, ou 1848
plustôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

AUTRICHE ET ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Convention supplémentaire au traité de commerce et de navigation du 27 Août 1829, entre l'Autriche et les États-Unis d'Amérique; signée à Washington, le 8 Mai 1848.

(En anglais et en allemand.)

The United States of America and His Majesty the Emperor of Austria having agreed to extend to all descriptions of property the exemption from dues, taxes or charges, which was secured to the personal goods of their respective citizens and subjects by the 11th article of the treaty of commerce and navigation which was concluded between the parties on the twenty-seventh of August 1829; and also for the purpose of increasing the powers granted to their respective consuls by the 10th article of said treaty of commerce and navigation, have named for this purpose their respective plénipotentiaries:

Art. I. The citizens or subjects of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal property within the States of the other, by testament, donation or otherwise; and their heirs, legatees and donees, being citizens or subjects of the other contracting party, shall succeed to their said personal property, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and dispose of the same at their pleasure, paying such duties only as the inhabitants of the country, where the said property lies, shall be liable to pay in like cases.

Art. II. Where, on the death of any person holding real property, or property not personal, within the territories of one party, such real property would, by the laws of the land, descend on a citizen or subject of the other, were he not disqualified by the laws of the country where such real property is situated, such citizen or subject shall be allowed a term of two years to sell the same; which term may be reasonably prolonged, according to circumstances; and to withdraw the proceeds thereof, without molestation, and

1848 exempt from any other charges than those which may be imposed in like cases upon the inhabitants of the country from which such proceeds may be withdrawn.

Art. III. In case of the absence of the heirs, the same care shall be taken, provisionally, of such real or personal property as would be taken in a like case of property belonging to the natives of the country, until the lawful owner, or the person who has a right to sell the same, according to article II, may take measures to receive or dispose of the inheritance.

Art. IV. The high contracting parties grant to each other the liberty of having, each in the ports of the other, consuls, vice-consuls, commercial agents and vice-commercial agents, of their own appointment, who shall enjoy the same privileges and powers as those of the most favored nations; but if any of the said consuls shall carry on trade, they shall be subjected to the same laws and usages to which private individuals of their nation are subjected in the same place.

The said consuls, vice-consuls, commercial and vice-commercial agents, shall have the right, as such, to sit as judges and arbitrators in such differences as may arise between the masters and crews of the vessels belonging to the nation whose interests are committed to their charge, without the interference of the local authorities, unless the conduct of the crews or of the captain should disturb the order or tranquillity of the country; or the said consuls, vice-consuls, commercial agents or vice-commercial agents, should require their assistance in executing or supporting their own decisions. But this species of judgment or arbitration shall not deprive the contending parties of the right they have to resort, on their return, to the judicial authority of their own country.

The said consuls, vice-consuls, commercial agents and vice-commercial agents, are authorized to require the assistance of the local authorities for the search, arrest and imprisonment, of the deserters from the ships of war and merchant vessels of their country. For this purpose they shall apply in writing to the competent tribunals, judges and officers, and shall demand said deserters, proving by the exhibition of the registers of the vessels, the muster-rolls of the crews, or by any other official documents, that such individuals form legally part of the crews; and on such claim being substantiated, the surrender shall not be refused.

Such deserters, when arrested, shall be placed at the disposal of the said consuls, vice-consuls, commercial agents and vice-commercial agents, and may be confined in the public prisons, at the re-

quest and cost of those who shall claim them, in order to be sent to 1848
the vessels to which they belong, or to others of the same country. But if not sent back within three months from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall not be again arrested for the same cause. If, however, the deserter shall be found to have committed any crime or offence requiring trial, his surrender may be delayed, until the tribunal before which his case shall be pending, shall have pronounced its sentence, and such sentence shall have been carried into effect.

Art. V. The present treaty shall continue in force for two years, counting from the day of the exchange of its ratifications; and if, twelve months before the expiration of that period, neither of the high contracting parties shall have announced, by an official notification to the other, its intention to arrest the operation of said treaty, it shall remain binding for one year beyond that time, and so on, until the expiration of the twelve months which will follow a similar notification, whatever the time at which it may take place.

Art. VI. This convention is concluded subject to the ratification of the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and of His Majesty the Emperor of Austria; and the ratifications thereof shall be exchanged in Washington, within the term of one year from the date of the signature thereof, or sooner, if possible.

GRANDE-BRETAGNE ET PAYS-BAS.

Convention additionnelle au traité conclu le 4 Mai 1818[1], *pour la répression de la* traite des Noirs *entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, signée à la Haye, le 31 Août 1848.*

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant trouvé bon de convenir d'un arrangement ultérieur additionnel au Traité conclu à la Haye le 4 Mai 1818, pour la répression du trafic des esclaves, auquel ont déjà été ajoutés des articles additionnels et explicatifs, conclus le 31 Décembre 1822, le 25 Janvier 1823 et le 7 Février

[1] Le texte de ce traité se trouve T. Ve, p. 445, de ce *Récueil*.

1848 1837, ont nommé, autorisé et commis Leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

lesquels, après s'être communiqué leurs plein pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Attendu que par la 5e section de l'article additionnel conclu le 25 Janvier 1823 au Traité pour la répression du trafic des esclaves, entre Leurs Majestés le Roi des Pays-Bas et le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, signé à La Haye, le 4 Mai 1818, tout navire ou vaisseau sujet à l'examen, aux termes dudit Traité, ou aux termes des articles explicatifs et additionnels, et détenu rôdant ou naviguant sur ou proche de la côte d'Afrique, dans l'espace d'un dégré géographique, à l'ouest d'icelle, et entre le 20me dégré de latitude septentrionale et le 20me dégré de latitude méridionale, ou à l'ancre dans une des rivières, bayes ou criques de la dite côte, dans la circonscription de ces limites ; ou à l'ancre en quelque port que ce soit, dans la circonscription des dites limites, se trouve exposé à être détenu et condamné, s'il se trouve à bord une quantité exorbitante d'eau en barriques ou en cuves, et plus qu'il n'en faudrait pour la consommation de l'équipage d'un navire marchand, et attendu que des cas pourraient se présenter, où le commerce légitime pourrait être interrompu, et que des navires marchands, destinés au transport d'emigrés ou de bétail, pourraient être empêchés de continuer cette occupation légitime par l'application trop rigoureuse de la susdite stipulation ;

Il est convenu entre les deux hautes parties contractantes, que s'il se trouvait à bord d'un bâtiment marchand de l'une ou de l'autre nation une plus grande provision d'eau en barriques ou en cuves, ou dans d'autres réservoirs, que ne l'exigent les besoins de l'équipage, cette circonstance seule ne pourra point être considérée, comme un motif valable pour autoriser la détention du susdit navire, pourvu que les papiers à bord dont il est muni soient en règle, de manière à constater, qu'il n'est pas engagé à faire le trafic d'esclaves.

Art. II. Attendu qu'il était convenu par l'article II du susdit Traité du 4 Mai 1818, que des vaisseaux des marines royales des deux hautes parties contractantes, munis d'instructions spéciales, auraient le droit de visiter des navires marchands des deux nations, suspects de se trouver engagés dans le commerce d'esclaves, et auraient le droit d'arrêter de tels navires ayant en effet des esclaves à bord ; et attendu que ce droit de visite et d'arrestation fut permis dans toute l'étendue des grandes mers, à l'exception de la mer

Méditerranée, et les mers européennes, situées hors du détroit de Gibraltar au nord de la 37 parallèle de latitude septentrionale et à l'est du méridien de longitude au 20e degré à l'ouest de Greenwich; 1848

Et attendu qu'il était convenu par l'article additionnel au susdit traité, signé le 25 Janvier 1823, que le droit d'arrestation serait étendu aux navires trouvés dans certaines limites indiquées, sur la côte occidentale d'Afrique, équipés pour le commerce d'esclaves, et attendu que le trafic d'esclaves ne se borne pas à cette partie de la côte occidentale d'Afrique, où l'arrestation du chef d'équipement est permise, mais qu'il se pratique également, tant sur la côte orientale d'Afrique que dans d'autres parties du monde; il est convenu entre les deux hautes parties contractantes, que le droit réciproque, accordé par l'article additionnel susmentionné aux croiseurs des deux nations d'arrêter des navires trouvés équipés pour le commerce d'esclaves, sera étendu à des navires trouvés sur la côte orientale d'Afrique, à l'ouest du 53e degré de longitude à l'est du méridien de Greenwich; et entre l'Équateur et le parallèle de 30 degrés de latitude méridionale; et que des navires, arrêtés du chef d'un tel équipement dans les susdits limites, seront soumis à la jurisdiction des cours de justice mixtes, établies en vertu du traité de 1818.

Art. III. Attendu qu'il était convenu par la section 3 de l'article 3 du traité du Mai 1818, que le nombre des vaisseaux de chacune des marines royales, autorisés à visiter et à arrêter des navires marchands, par suite des stipulations de ce traité, ne pourrait excéder le nombre de douze, appartenant à chacune des hautes parties contractantes sans le consentement exprès de l'autre puissance préalablement obtenu;

Et attendu que l'expérience a fait connaître l'insuffisance d'un nombre si restreint de croiseurs pour supprimer le commerce d'esclaves;

Il est réciproquement convenu entre les deux hautes parties contractantes, que l'une et l'autre partie aura la faculté d'employer, sous les conditions et les restrictions stipulées par le traité de 1818, et dans le but de donner suite à ce traité et à ses articles additionnels et explicatifs, tel nombre de vaisseaux de sa marine royale, que l'une et l'autre partie jugera utile.

Art. IV. Les présents articles additionnels auront la même force et valeur que s'ils se trouvaient insérés dans le traité du 4 Mai 1818, et seront tenus comme en fesant partie intégrante;

Ils seront ratifiés, et les ratifications seront échangées à la Haye, dans l'espace d'un mois, à compter du jour de leur signature.

En foi de quoi, etc.

1848 Les deux plénipotentiaires soussignés sont convenus du consentement de leurs souverains respectifs, que l'article II de l'arrangement ultérieur additionnel au traité conclu à la Haye, le 4 Mai 1818, pour la répression du trafic des esclaves, tel que cet arrangement a été signé par eux le 31 Août 1848, ne sera exécutoire qu'après un espace de cinq mois, à compter de la date de l'échange des ratifications, mais que ce terme écoulé, les stipulations dudit article auront pleine force et effet.

GRANDE-BRETAGNE ET RÉPUBLIQUE DE LIBERIA.

Traité d'amitié et de commerce entre la Grande-Bretagne et la république de Liberia, signé à Londres, le 21 Novembre 1848.

Art. I. There shall be perpetual peace and friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Her heirs and successors, and the Republic of Liberia, and between their respective subjects and citizens.

Art. II. There shall be reciprocal freedom of commerce between the British dominions and the Republic of Liberia. The subjects of Her Britannic Majesty may reside in, and trade to, any part of the territories of the Republic to which any other foreigners are or shall be admitted. They shall enjoy full protection for their persons and properties; they shall be allowed to buy from and to sell to whom they like, without being restrained or prejudiced by any monopoly, contract, or exclusive privilege of sale or purchase whatever; and they shall moreover enjoy all other rights and privileges which are or may be granted to any other foreigners, subjects or citizens of the most favoured nation. The citizens of the Republic of Liberia shall, in return, enjoy similar protection and privileges in the dominions of Her Britannic Majesty.

Art. III. No tonnage, import, or other duties or charges, shall be levied in the Republic of Liberia on British vessels, or on goods imported or exported in British vessels, beyond what are or may be levied on national vessels, or on the like goods imported or exported in national vessels; and in like manner, no tonnage, import,

or other duties or charges, shall be levied in the British dominions 1848
on vessels of the Republic, or on goods imported or exported in those vessels, beyond what are or may be levied on national vessels, or on the like goods imported or exported in national vessels.

Art. IV. Merchandize or goods coming from the British dominions in any vessel, or imported in British vessels from any country, shall not be prohibited by the Republic of Liberia, nor be subject to higher duties than are levied on the same kinds of merchandize or goods coming from any other foreign country, or imported in any other vessels.

All articles the produce of the Republic may be exported therefrom by British subjects and British vessels, on as favourable terms as by the subjects and vessels of any other foreign country.

Art. V. It being the intention of the Government of the Republic of Liberia to trade in certain articles of import, with a view to raising a revenue by selling them at a fixed advance upon the cost price, it is hereby agreed that in no case shall private merchants be absolutely prohibited from importing any of such articles, or any article in which the Government of the Republic may at any time see fit to trade; nor shall such articles, or any article in which the Government of the Republic may at any time see fit to trade, be subject to a duty of a greater amount than the amount of the advance upon the cost price at which the Government may from time to time be bound to sell the same.

In case the Government of the Republic shall at any time fix the price of any article of native produce, with a view to such article being taken in payment for any articles in which the Government may trade, such article of native produce shall be received into the Treasury at the same fixed price, in payment of taxes, from all persons trading with the Republic.

Art. VI. The protection of the Government of the Republic shall be afforded to all British vessels, their officers and crews. If any such vessels should be wrecked on the coast of the Republic, the local authorities shall succour them, and shall secure them from plunder, and shall cause all articles saved from the wreck to be restored to their lawful owners. The amount of salvage dues in such cases shall be regulated, in the event of dispute, by arbitrators chosen by both parties.

Art. VII. It being the intention of the two Contracting Parties to bind themselves by the present Treaty to treat each other on the footing of the most favoured nation, it is hereby agreed between them, that any favour, privilege, or immunity whatever, in matters

1848 of commerce and navigation, which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended to the subjects or citizens of the other Contracting Party, gratuitously, if the concession in favour of that other State shall have been gratuitous, or in return for a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

Art. VIII. Each Contracting Party may appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions of the other; but no such Consul shall enter upon the exercise of his functions until he shall have been approved and admitted, in the usual form, by the Government of the country to which he is sent.

Art. IX. Slavery and the Slave Trade being perpetually abolished in the Republic of Liberia, the Republic engages that a law shall be passed, declaring it to be piracy for any Liberian citizen or vessel to be engaged or concerned in the Slave Trade.

The Republic engages to permit any British vessel of war which may be furnished with special Instructions under the Treaties between Great Britain and Foreign Powers for the prevention of the Slave Trade, to visit any vessels sailing under the Liberian flag, which may, on reasonably grounds, be suspected of being engaged in the Slave Trade; and if, by the result of the visit, it should appear to the officer in command of such British vessel of war that the suspicions which led thereto are well grounded, the vessel shall be delivered up to the Liberian authorities, to be proceeded against according to the laws of the Republic.

Art. X. The Republic of Liberia further engages to permit any British vessel of war which may be furnished with special Instructions as aforesaid, to visit, on the coast within the jurisdiction of the Republic, or in the ports of the same, any vessel wich may be suspected of being engaged in the Slave Trade, and which shall be found sailing under any flag whatever, or without any flag; and if the suspicions which led to the visit should appear to the officer in command of such British vessel of war to be well grounded, to detain such vessel, in order to send it as soon as possible before the competent court for adjudication.

Duly constituted ports of entry in the Republic of Liberia shall be excepted from the operation of the stipulations of the present Article; and no vessel shall be visited by a British cruizer within the limits of such ports, except on permission specially granted by the local authorities.

ART. XI. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London within the space of twelve months from the date hereof. 1848

In witness whereof, etc.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DIVERSES PEUPLADES DES INDES OCCIDENTALES.
(De 1847 à 1848.) [1]

1.

Traité de paix et d'amitié avec les tribus de Chippewas et du lac supérieur du Mississippi, signé le 2 Août 1847.

ART. I. It is agreed that the peace and friendship which exists between the people of the United States and the Chippewa Indians shall be perpetual.

ART. II. The Chippewa Indians of the Mississippi and lake Superior cede and sell to the United States all the land within the following boundaries, viz: Beginning at the junction of the Crow Wing and Mississippi rivers, thence up the Crow Wing river to the junction of that river with the Long Prairie river, thence up the Long Prairie river to the boundary line between the Sioux and Chippewa Indians, thence southerly along the said boundary line to a lake at the head of Long Prairie river, thence in a direct line to the sources of the Watab river, thence down the Watab to the Mississippi river, thence up the Mississippi to the place of beginning; and also all the interest and claim which the Indians parties to this treaty have in a tract of land lying upon and north of Long Prairie river, and called One-day's Hunt; but, as the boundary line between the Indian parties to this treaty and the Chippewa Indians, commonly called «Pillagers», is indefinite, it is agreed that before the United States use or occupy the said tract of land north of Long Prairie river, the boundary line between the said tract and the Pillager lands shall be defined and settled to the satisfaction of the Pillagers.

ART. III. In consideration of the foregoing cession, the United States agree to pay to the chiefs of the Chippewas of lake Superior

[1] Ces traités font suite à ceux indiqués p. 657 du T. IV de ce *Recueil*.

1848 seventeen thousand dollars in specie, and to the chiefs of the Chippewas of the Mississippi seventeen thousand dollars in specie; the above sums to be paid at such place or places as the President shall direct, and to be paid within six months after this treaty shall be ratified by the President and Senate of the United States; and the United States further agree to pay to the chiefs of the Mississippi Indians the sum of one thousand dollars annually for forty-six years; but it is agreed that whenever the Chippewas of the Mississippi shall agree as to the schools to be established, and the places at which they shall be located, the number of blacksmiths and laborers to be employed for them, and shall request the United States to expend, from year to year, the annual payments remaining unpaid, in the support of schools, blacksmiths, and laborers, the same shall be expended by the United States for such purposes; and that Chippewas of full or mixed blood shall be employed as teachers, blacksmiths, and laborers, when such persons can be employed who are competent to perform the duties required of them under this and all former treaties.

Art. IV. It is stipulated that the half or mixed bloods of the Chippewas residing with them shall be considered Chippewa Indians, and shall, as such, be allowed to participate in all annuities which shall hereafter be paid to the Chippewas of the Mississippi and lake Superior, due them by this treaty, and by the treaties heretofore made and ratified.

Art. V. The United States agree to establish an agency on or near the Mississippi river, at a point convenient for the Chippewas of the Mississippi, immediately after the ratification of this treaty, or as soon thereafter as may be, to be located at such point as the President shall direct, and the amount of annuities to which the Chippewas of the Mississippi are entitled under this and all former treaties shall be paid to them at the said agency, and the amount of their just proportion of annuities resulting from former treaties shall be determined by the President.

Art. VI. This treaty shall be obligatory upon the contracting parties when ratified by the President and Senate of the United States.

In testimony whereof, etc.

And whereas the said treaty having been submitted to the Senate of the United States for its constitutional action thereon, the Senate did, on the third of April, eighteen hundred and forty-eight, resolve as follows:

In Executive Session, Senate of the United States, April 3, 1848. 1848

Resolved (two-thirds of the Senators present concurring), That the Senate advise and consent to the ratification of the articles of a treaty made and concluded at the Fond-du-lac of lake Superior, on the second day of August, in the year 1847, between the United States, by their commissioners, Isaac A. Verplank and Henry M. Rice, and the Chippewa Indians of the Mississippi and lake Superior, by their chiefs and headmen, with the following amendments: Strike out of article 3 the words « the chiefs of » wherever they occur in said article. Insert in article 3, after the words « place or places » where they first occur, the following words: *and in such manner.*

Strike out the 5th article of the treaty, in the following words: « Article 5. The United States agree to establish an agency on or near the Mississippi river, at a point convenient for the Chippewas of the Mississippi, immediately after the ratification of this treaty, or as soon thereafter as may be, to be located at such point as the President shall direct; and the amount of annuities to which the Chippewas of the Mississippi are entitled under this and all former treaties shall be paid to them at the said agency; and the amount of their just proportion of annuities resulting from former treaties shall be determined by the President. »

2.

Traité avec les Pillager de Chippewa, signé le 21 *Avril* 1848.

Art. I. It is agreed that the peace and friendship which exists between the United States and the Indians parties to this treaty, shall be perpetual.

Art. II. The Pillager band of Chippewa Indians hereby sell and cede to the United States all the country within the following boundaries, viz: Beginning at the south end of Otter Tail lake; thence southerly on the boundary line between the Sioux and Chippewa Indians to Long Prairie river; thence up said river to Crow Wing river; thence up Crow Wing river to Leaf river; thence up Leaf river to the head of said river; and from thence in a direct line to the place of beginning.

Art. III. It is stipulated that the country hereby ceded shall be held by the United States as Indian land, until otherwise ordered by the President.

1848 ART. IV. In consideration of the foregoing cession, the United States agree to furnish to the Pillager band of Chippewa Indians annually, for five years, the following articles: Fifty three-point Mackinaw blankets, three hundred two-and-a-half-point Mackinaw blankets, fifty one-and-a-half-point Mackinaw blankets, three hundred and forty yards of gray list cloth, four hundred and fifty yards of white list scarlet cloth, eighteen hundred yards of strong dark prints, assorted colors, one hundred and fifty pounds three-thread gray gilling twine, seventy-five pounds turtle twine, fifty bunches sturgeon twine, twenty-five pounds of linen thread, two hundred combs, five thousand assorted needles, one hundred and fifty medal looking-glasses, ten pounds of vermillion, thirty nests (fourteen each) heavy tin kettles, five hundred pounds of tobacco, and five barrels of salt. And the United States further agree, that at the first payment made under this treaty, the Indians parties to this treaty shall receive as a present two hundred warranted beaver traps and seventy-five northwest guns.

ART. V. This treaty shall be obligatory upon the parties thereto when ratified by the President and Senate of the United States. In testimony whereof, etc.

3.

Traité avec les confédérés indiens de Pawnees, signé le 6 *Août* 1848.

ART. I. The confederated bands of the Pawnees hereby cede and relinquish to the United States all their right, title, and interest in and to all that tract of land described as follows, viz: commencing on the south side of the Platte river five miles west of this post (Fort Childs); thence due north to the crest of the bluffs north of said Platte river; thence east and along the crest of said bluffs to the termination of Grand island, supposed to be about sixty miles distant; thence south to the southern shore of said Platte river; and thence west and along the southern shore of the said Platte river to the place of beginning.

The land hereby conveyed is designated within the red lines of the following plat:

(Ici se trouve joint une carte marquant le cours de la rivière.)

ART. II. In consideration of the land hereby ceded and relinquished, the United States has this day paid, through Capt. Stewart

Van Vliet, assistant quartermaster United States Army, under an 1848
order from Lieut. Col. Ludwell E. Powell, commanding battalion Missouri mounted volunteers, to the said four bands collectively, on the execution of this treaty, the amount of two thousand dollars in goods and merchandise, the receipt of which is hereby acknowledged.

Art. III. The United States shall have the privilege of using any hard timber that may at any time be needed, situate upon Wood river, immediately north of the land hereby conveyed.

Art. IV. The Pawnee nation renew their assurance of friendship for the white men, their fidelity to the United States, and their desire for peace with all the neighboring tribes of Indians.

The Pawnee nation, therefore, faithfully promise not to molest or injure the property or person of any white citizen of the United States, wherever found, nor to make war upon any tribe with whom said Pawnee tribes now are, or may hereafter be, at peace; but, should any difficulty arise, they agree to refer the matter in dispute to such arbitration as the President of the United States may direct.

Art. V. These articles of agreement and convention shall be binding and obligatory from this sixth day of August, A. D. 1848.

In testimony whereof, etc.

4.

Traité de paix et d'amitié avec les chefs et tribus de Menomonee, signé le 18 Octobre 1848.

Art. I. It is stipulated and solemnly agreed that the peace and friendship now so happily subsisting between the Government and people of the United States and the Menomonee Indians shall be perpetual.

Art. II. The said Menomonee tribe of Indians agree to cede, and do hereby cede, sell, and relinquish to the United States all their lands in the State of Wisconsin, wherever situated.

Art. III. In consideration of the foregoing cession, the United States agree to give, and do hereby give, to the said Indians for a home, to be held as Indians lands are held, all that country or tract of land ceded to the said United States by the Chippewa Indians of the Mississippi and Lake Superior, in the treaty of August 2, 1847, and the Pillager band of Chippewa Indians, in the treaty of August

1848 21, 1847, which may not be assigned to the Winnebago Indians, under the treaty with that tribe of October 13, 1846, and which is guarantied to contain not less than six hundred thousand acres.

Art. IV. In further and full consideration of said cession, the United States agree to pay the sum of three hundred and fifty thousand dollars, at the several times, in the manner and for the purposes following, viz:

To the chiefs, as soon after the same shall be appropriated by Congress as may be convenient to enable them to arrange and settle the affairs of their tribe preparatory to their removal to the country set apart for, and given to them as above, thirty thousand dollars.

To such persons of mixed blood, and in such proportion to each, as the chiefs in council, and a commissioner to be appointed by the President, shall designate and determine, and as soon after the appropriation thereof as may be found practicable and expedient, forty thousand dollars.

In such manner and at such times as the President shall prescribe, in consideration of their removing themselves, which they agree to do, without further cost or expense to the United States, twenty thousand dollars.

In such manner and at such times as the President shall prescribe, in consideration of their subsisting themselves the first year after their removal, which they agree to do, without further cost or expense on the part of the United States, twenty thousand dollars.

To be laid out and applied under the direction of the President, in the establishment of a manual labor school, the erection of a grist and saw mill, and other necessary improvements in their new country, fifteen thousand dollars.

To be laid out and applied under the direction of the President, in procuring a suitable person to attend and carry on the said grist and saw mill for a period of fifteen years, nine thousand dollars.

To be laid out and applied under the direction of the President, in continuing and keeping up a blacksmith's shop, and providing the usual quantity of iron and steel for the use and benefit of said tribe, for a period of twelve years, commencing with the year one thousand eight hundred and fifty-seven, and when all provision for blacksmith's shops under the treaty of 1836 shall cease, eleven thousand dollars.

To be set apart, applied, and distributed under the direction of the President, in payment of individual improvements of the tribe

upon the lands above ceded to the United States, five thousand 1848
dollars.

And the balance, amounting to the sum of two hundred thousand dollars, to be paid over to the tribe, as Indian annuities are required to be paid, in ten equal annual instalments, commencing with the year one thousand eight hundred and fifty-seven, and when their annuities or annual instalments under the treaty of 1836 shall have ceased.

Art. V. It is stipulated and agreed, that the sum now invested in stocks, under the Senate's amendment to the treaty of 1836, with the interest due thereon at this time, shall be and remain invested, under the direction of the President, and that the interest hereafter arising therefrom shall be disposed of as follows: that is to say, so much thereof as may be necessary to the support and maintenance of the said manual labor school, and other means of education, and the balance be annually paid over in money as other annuities, or applied for the benefit and improvement of said tribe as the President, on consultation with the chiefs, may, from time to time, determine.

Art. VI. To enable the said Indians to explore and examine their new country, and as an inducement to an early removal thereto, it is agreed that the United States will pay the necessary expenses of a suitable delegation to be selected for that purpose, under the direction of the President.

Art. VII. It is alleged that there were less goods delivered to the said Indians at the annuity payment of 1837 than were due and required to be paid and delivered to them under the stipulations of their treaties with the United States then in force; and it is therefore agreed that the subject shall be properly investigated, and that full indemnity shall be made to them for any loss which they may be shown to have sustained.

Art. VIII. It is agreed that the said Indians shall be permitted, if they desire to do so, to remain on the lands hereby ceded for and during the period of two years from the date hereof, and until the President shall notify them that the same are wanted.

Art. IX. It is stipulated that Robert Grignon, who has erected a saw mill upon the Little Wolf river, at his own expense, for the benefit and at the request of said Indians, shall have the right of a pre-emptor to the lands upon which said improvements are situated, not exceeding in quantity on both sides of said river one hundred and sixty acres.

1848 Art. X. This treaty to be binding on the contracting parties as soon as it is ratified by the President and Senate of the United States.

In testimony whereof, etc.

5.

Traité avec les tribus de Stockbridge, signé le 24 Novembre 1848.

Whereas by an act of Congress, entitled « An act for the relief of the Stockbridge tribe of Indians, in the Territory of Wisconsin », approved on the 3d day of March, A. D. 1843, it was provided that the township of land on the east side of Winnebago lake, secured to said tribe by the treaty with the Menomonee Indians of February 8th, 1831, as amended by the Senate of the United States, and not heretofore ceded by said tribe to the United States, should be divided and allotted among the individual members of said tribe, by commissioners to be elected for that purpose, who were to make report of such division and allotment, and thereupon the persons composing said tribe were to become citizens of the United States :

And whereas a portion of said tribe refused to recognise the validity of said act of Congress, or the proceedings which were had under it, or to be governed by its provisions, and upon their petition a subsequent act was passed by the Congress of the United States, on the 6th day of August, 1846, repealing the said act of March 3d, 1843, and providing, among other things, that such of said tribe as should enrol themselves with the sub-agent of Indian affairs at Green Bay, should be and remain citizens of the United States, and the residue of said tribe were restored to their ancient form of government as an Indian tribe. It was also provided that the said township of land should be divided into two districts, one of which was to be known as the « Indian district », the other as the « citizen district » ; the former to be held in common by the party who did not desire citizenship, and the latter to be divided and allotted among such as were citizens and desired to remain so :

And whereas it has been found impracticable to carry into full effect the provisions of the act of August 6th, 1846, by dividing the said township of land in the manner specified in said act, without infringing upon private rights acquired in good faith under the act of 1843 hereinbefore referred to, with a view of relieving both the Indian and citizen, parties of said Stockbridge tribe of Indians, from

their present embarrassments, and to secure to each their just 1848
rights, articles of agreement and compromise have been entered into, as follows:

Art. I. The said Stockbridge tribe of Indians renounce all participation in any of the benefits or privileges granted or conferred by the act of Congress entitled « An act for the relief of the Stockbridge tribe of Indians, in the Territory of Wisconsin », approved March 3, 1843, and relinquish all rights secured by said act; and they do hereby acknowledge and declare themselves to be under the protection and guardianship of the United States, as other Indian tribes.

Art. II. That no misunderstanding may exist, now or hereafter, in determining who compose said tribe and are parties hereto, it is agreed that a roll or census shall be taken and appended to this agreement, and in like manner taken annually hereafter, and returned to the Secretary of the War Department of the United States, containing the names of all such as are parties hereto, and to be known and recognised as the Stockbridge tribe of Indians, who shall each be entitled to their due proportion of the benefits to be derived from the provisions made for their tribe by this and former agreements: and whenever any of them shall separate themselves from said tribe, or abandon the country which may be selected for their future home, the share or portion of such shall cease, and they shall forfeit all claims to be recognised as members of said tribe.

Art. III. The said Stockbridge tribe of Indians hereby sell and relinquish to the United States the township of land on the east side of Lake Winnebago (granted and secured to said tribe by the treaty with the Menomonee tribe of Indians of February 8, 1831, as amended by the resolution of the Senate of the United States), and situated in the State of Wisconsin.

Art. IV. The said township of land shall be surveyed into lots, in conformity with the plan adopted by the commissioners elected under the act of March 3, 1843, and such of said lands as were allotted by said commissioners to members of said tribe who have become citizens of the United States (a schedule of which is hereunto annexed), are hereby confirmed to such individuals respectively, and patents therefor shall be issued by the United States. The residue of said lands belonging to the United States shall be brought into market, but shall not be sold at less than the appraised value, unless the Senate of the United States shall otherwise determine.

Art. V. In consideration of the cession and relinquishment hereinbefore made by the said Stockbridge tribe of Indians, it is agreed that the United States shall pay to said tribe within six months after

1848 the ratification of this agreement the sum of sixteen thousand five hundred dollars, to enable them to settle their affairs, obtain necessaries, and make provision for establishing themselves in a new home.

Art. VI. The United States shall also pay to said tribe, within six months after the ratification of this agreement, the sum of fourteen thousand five hundred and four dollars and eighty-five cents, being the appraised value of their improvements upon the lands herein ceded and relinquished to the United States, and to be paid to the individuals claiming said improvements according to the schedule and assessment herewith transmitted.

Art. VII. It is further stipulated and agreed that the said Stockbridge tribe may remain upon the lands they now occupy for one year after the ratification of this agreement, and that they will remove to the country set apart for them, or such other west of the Mississippi river as they may be able to secure, where all their treaty stipulations with the Government shall be carried into effect.

Art. VIII. Whenever the said Stockbridge tribe shall signify their wish to emigrate, the United States will defray the expenses of their removal west of the Mississippi, and furnish them with subsistence for one year after their arrival at their new homes.

Art. IX. It is further stipulated and agreed, that, for the purpose of making provision for the rising generation of said tribe, the sum of sixteen thousand five hundred dollars shall be invested by the United States in stock, bearing an interest of not less than five per cent. per annum, the interest of which shall be paid annually to said tribe, as other annuities are paid by the United States.

Art. X. It is agreed that nothing herein shall prevent a survey of said lands, at any time after the ratification of this agreement, and that said tribe shall commit no waste or do unnecessary damage upon the premises occupied by them.

Art. XI. The United States will pay the expenses incurred by the sachem and head men, amounting to three thousand dollars, in attending to the business of said tribe since the year 1843.

Art. XII. This agreement to be binding and obligatory upon the contracting parties from and after its ratification by the Government of the United States.

In witness whereof, etc.

And whereas the said treaty having been submitted to the Senate of the United States for its constitutional action thereon, the Senate did, on the 1st day of March, eighteen hundred and forty-nine, resolve as follows:

In Executive Session, Senate of the United States, March 1, 1849. 1848

Resolved (two-thirds of the Senator present concurring), That the Senate advise and consent to the ratification of the articles of agreement and treaty made and concluded at Stockbridge, in the State of Wisconsin, on the 24th day of November, in the year of our Lord 1848, by and between Morgan L. Martin and Albert G. Ellis, commissioners on the part of the United States of America, and the Stockbridge tribe of Indians, with the following

Amendment.

Add the following as supplemental articles:

Whereas the Stockbridge and Munsee Indians consider that they have a claim against the United States for indemnity for certain lands on White river in the State of Indiana, and for certain other lands in the State of Wisconsin, which they allege they have been deprived of by treaties entered into with the Miamies and Delawares, or to the lands claimed by them in Indiana, and with the Menomonees and Winnebagoes, or to the lands in Wisconsin, without their consent; and whereas the said Stockbridge and Munsee Indians, by their chiefs and agents, have continued to prosecute their said claims during the last twenty years at their own expense, except the sum of three thousand dollars paid them in 1821; and whereas it is desirable that all ground of discontent on the part of said Indians shall be removed, the United States do further stipulate, in consideration of the relinquishment by them of said claims, and all others, except as provided in this treaty, to pay to the sachems or chiefs of said Indians, on the ratification of this article by them, with the assent of their people, the sum of five thousand dollars, and the further sum of twenty thousand dollars, to be paid in ten annual instalments, to commence when the said Indians shall have selected and removed to their new homes, as contemplated by the seventh article of this treaty.

The President of the United States, within two years from the ratification of this treaty, shall procure for the use of said Stockbridge Indians a quantity of land west of the Mississippi river, upon which they shall reside, not less than seventy-two sections, said Indians to be consulted as to the location of said land, and to be holden by the same tenure as other Indian lands.

1848

COSTA-RICA (RÉPUBLIQUE).

Accession de la république de Costa-Rica au traité d'amitié, de commerce et de navigation du 25 Juin 1847, entre la république de Guatémala et les villes libres anséatiques de Hambourg, Lubeck et Brême, en date du 10 Janvier 1848.

FRANCE ET HAMBOURG.

Convention entre la France et la ville libre anséatique de Hambourg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée en 1848.

PRUSSE ET BRUNSWIC.

Déclaration échangée entre la Prusse et le duché de Brunswic, pour la répression des délits forestiers, en date du 16 Février 1848.

BELGIQUE.

Accession de la Belgique au traité du 20 Décembre 1841, entre les cinq grandes Puissances, pour la répression de la traite des Noirs, *en date du 24 Février 1848.*

MECKLENBOURG-SCHWÉRIN ET BRÊME. 1848

Déclaration échangée entre le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin et la ville libre anséatique de Brême, pour la réciprocité de traitement de leur pavillon respectif, en date du 26 Février 1848.

PRUSSE ET LUXEMBOURG.

Convention entre la Prusse et le grand-duché de Luxembourg, pour la répression des délits forestiers, signée le 12 Mars 1848.

AUTRICHE ET PRUSSE.

Renouvellement de la convention du 21 Mars 1842, entre l'Autriche et la Prusse, pour la répression des délits forestiers et de pêche, en date du 15 Mars 1848.

BELGIQUE ET TOSCANE.

Déclaration échangée entre la Belgique et la Toscane, réglant la faculté réciproque de succéder et d'acquérir, en date du 7 Avril 1848.

ANHALT-BERNBOURG ET BRUNSWIC.

Convention entre le duché d'Anhalt-Bernbourg et celui de Brunswic, concernant les rapports mutuels de l'administration de la justice, signée le 25 Mai 1848.

1848 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GRANDE-BRETAGNE.

Convention postale entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, signée à Londres, le 15 Décembre 1848.

BRÉSIL ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Déclaration échangée entre le gouvernement du Brésil et celui du grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, pour la réciprocité de traitement de leur pavillon respectif, en date du 4 Septembre 1848.

FRANCE ET GRANDE-BRETAGNE.

Convention additionnelle postale entre la France et la Grande-Bretagne, signée le 7 Septembre 1848.

BELGIQUE ET GRANDE-BRETAGNE.

Articles additionnels à la convention postale du 19 Octobre 1844, entre la Belgique et la Grande-Bretagne, signés le 3 Novembre 1848.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET BRÉSIL. 1849

Convention entre les États-Unis d'Amérique et le Brésil, touchant les réclamations des sujets américains, signée à Rio-de-Janeiro, le 27 Janvier 1849.

(En anglais et en portugais.)

Art. I. The two high contracting parties, appreciating the difficulty of agreeing upon the subject of said reclamations, from the belief entertained by each, — one of the justice of the claims, and the other, of their injustice—and being convinced that the only equitable and honorable method by which the two countries can arrive at a perfect understanding of said questions is to adjust them by a single act; they mutually agreed, after a mature examination of these claims; and, in order to carry this agreement into execution, it becomes the duty of Brazil to place at the disposition of the President of the United States the amount of five hundred and thirty thousand milreis, current money of Brazil, as a reasonable and equitable sum, which shall comprehend the whole of the reclamations, whatever may be their nature, and amount, and as full compensation for the indemnifications claimed by the Government of said States; to be paid in a round sum, without reference to any one of said claims, upon the merits of which the two high contracting parties refrain from entering; it being left to the Government of the United States to estimate the justice that may pertain to the claimants, for the purpose of distributing among them the aforesaid sum of five hundred and thirty thousand milreis, as it may deem most proper.

Art. II. In conformity to what is agreed upon in the preceding article, Brazil is exonerated from all responsibility springing out of the aforesaid claims presented by the Government of the United States up to the date of this convention, which can neither be reproduced, nor reconsidered in future.

Art. III. In order that the Government of the United States may be enabled properly to consider the claims of the citizens of said States—they remaining, as above declared, subject to its judgment —the respective documents which throw light upon them shall be delivered by the Imperial Government to that of the United States,

1849 so soon as this convention shall receive the ratification of the Government of said States.

Art. IV. The sum agreed upon shall be paid by the Imperial Government to that of the United States, in the current money of Brazil, as soon as the exchange of the ratifications of this convention is made known in this capital, for which his Majesty, the Emperor of Brazil pledges himself to obtain the necessary funds at the next session of the legislature.

Art. V. The payment of the sum above named of five hundred and thirty thousand milreis shall not be made until after the reception of the notice in this capital of the exchange of ratifications; but the said sum shall bear interest, at six per centum per annum from the first day of July next; the Imperial Government, however, obliges itself to make good that interest only when, in conformity to the preceding article of this convention, the amount stipulated shall be paid.

Art. VI. The present convention shall be ratified, and the ratifications exchanged, in Washington, within twelve months after it is signed in this capital, or sooner if possible.

In faith of which, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET GUATÉMALA.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la république de Guatémala, signé à Guatémala, le 20 Février 1849.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. There shall be perpetual amity between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and her and their subjects, and the Government of the Republic of Guatemala and its citizens.

Art. II. There shall be between all the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty in Europe, and the territories of the Republic of Guatemala, a reciprocal freedom of com-

merce. The subjects and citizens of the two countries, respectively, 1849
shall have liberty freely and securely to come, with their ships and cargoes, to all places, ports, and rivers in the territories, dominions, and settlements aforesaid to which other foreigners are or may be permitted to come; to enter into the same, and to remain and reside in any part thereof, respectively; also to hire and occupy houses and warehouses for the purposes of their commerce; and, generally, the merchants and traders of each nation, respectively, shall enjoy the most complete protection and security for their commerce, subject always to the laws and statutes of the two countries, respectively.

In like manner, the respective ships of war and post office packets of the two countries shall have liberty freely and securely to come to all harbours, rivers, and places, to which other foreign ships of war and packets are or may be permitted to come; to enter into the same, to anchor, and to remain there and refit, subject always to the laws and statutes of the two countries, respectively.

By the right of entering the places, ports, and rivers mentioned in this Article, the privilege of carrying on the coasting trade is not understood, in which trade national vessels only are permitted to engage.

Art. III. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland engages further, that the inhabitants of the Republic of Guatemala shall have the like liberty of commerce and navigation stipulated for in the preceding Article, in all her territories, dominions, and settlements situated out of Europe, to the full extent to which the same is permitted at present, or shall be permitted hereafter, to any other nation.

Art. IV. It being the intention of the two High Contracting Parties to bind themselves by the two preceding Articles to treat each other on the footing of the most favoured nation, it is hereby agreed between them, that any favour, privilege, or immunity whatever in matters of commerce and navigation, which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended to the subjects or citizens of the other High Contracting Party, gratuitously, if the concession in favour of that other nation shall have been gratuitous; or in return for a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

Art. V. No higher nor other duties shall be imposed on the importation into the territories, dominions, or settlements of Her Bri-

1849 tannic Majesty of any article being the growth, produce, or manufacture of the Republic of Guatemala, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the territories of the Republic of Guatemala of any articles being the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, than are or shall be payable on the like articles, being the growth, produce, or manufacture of any other foreign country; nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the territories, dominions, or settlements of either of the High Contracting Parties, on the exportation of any articles to the territories, dominions, or settlements of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like articles to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed upon the exportation or importation of any articles, the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, or of the Republic of Guatemala, to or from the said territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, or to or from the Republic of Guatemala, which shall not equally extend to all other nations.

Art. VI. No higher nor other duties or payments on account of tonnage, of light or harbour dues, of pilotage, of salvage in case either of damage or shipwreck, or on account of any other local charges, shall be imposed in any of the ports of the Republic of Guatemala on British vessels, than those payable in the same ports by Guatemalan vessels, nor in any of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty on Guatemalan vessels, than shall be payable in the same ports on British vessels.

Art. VII. The same duties shall be paid on the importation into the territories of the Republic of Guatemala, of any article being of the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, whether such importation shall be made in Guatemalan or in British vessels; and the same duties shall be paid on the importation into the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, of any article, being the growth, produce, or manufacture of the Republic of Guatemala, whether such importation shall be made in British or in Guatemalan vessels. The same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation to the Republic of Guatemala, of any articles being the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, whether such exportation shall be made in Guatemalan or in British vessels; and the same duties shall be paid and the same bounties

and drawbacks allowed on the exportation of any articles, being the growth, produce, or manufacture of the Republic of Guatemala, to the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, whether such exportation shall be made in British or in Guatemalan vessels. 1849

Art. VIII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects of Her Britannic Majesty, shall have full liberty in all the territories of the Republic of Guatemala, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as broker, factor, agent, or interpreter; nor shall they be obliged to employ any other persons in those capacities than those employed by Guatemalans, nor to pay them any other salary or remuneration than such as is paid in like cases by Guatemalan citizens; and absolute freedom shall be allowed in all cases to the buyer and seller to bargain and fix the price of any goods, wares, or merchandize imported into, or exported from, the Republic of Guatemala, as they shall see good, observing the laws and established customs of the country. The same privileges shall be enjoyed in the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty, by the citizens of the Republic of Guatemala, under the same conditions.

The subjects and citizens of the High Contracting Parties shall reciprocally receive and enjoy full and perfect protection for their persons and property, and shall have free and open access to the courts of justice in the said countries, respectively, for the prosecution and defence of their just rights; and they shall be at liberty to employ in all causes the advocates, attorneys, or agents of whatever description, whom they may think proper, and they shall enjoy in this respect the same rights and privileges therein as native subjects or citizens.

Art. IX. In whatever relates to the police of the ports, the lading and unlading of ships, the safety of merchandize, goods, and effects, the succession to personal estates by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination, by sale, donation, exchange, testament, or in any other manner whatsoever, as also the administration of justice; the subjects and citizens of the two High Contracting Parties shall reciprocally enjoy the same privileges, liberties, and rights, as native subjects or citizens; and they shall not be charged in any of these respects with any higher imposts or duties than those which are paid, or may be paid, by native subjects or citizens, submitting of course to the local laws and regulations of each country, respectively.

1849 If any subject or citizen of either of the two High Contracting Parties shall die without will or testament in any of the territories, dominions, or settlements of the other, the Consul-General or Consul of the nation to which the deceased belonged, or the representative of such Consul-General or Consul, in his absence, shall have the right to nominate curators to take charge of the property of the deceased, so far as the laws of the country will permit, for the benefit of the lawful heirs and creditors of the deceased; giving proper notice of such nomination to the authorities of the country.

Art. X. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the Republic of Guatemala, and the citizens of the Republic of Guatemala residing in any of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, either by sea or by land, and from all forced loans or military exactions or requisitions; and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any other ordinary charges, requisitions, or taxes, greater than those that are paid by native subjects or citizens of the Contracting Parties, respectively.

Art. XI. It shall be free for each of the two High Contracting Parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in any of the territories, dominions, and settlements of the other party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Government to which he is sent; and either of the High Contracting Parties may except from the residence of Consuls such particular places as they judge fit to be excepted. The Guatemalan Diplomatic Agents and Consuls shall enjoy in the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty, whatever privileges, exceptions, and immunities are or shall be granted to the agents of the same rank belonging to the most favoured nation; and in like manner, the Diplomatic Agents and Consuls of Her Britannic Majesty in the Guatemalan territories shall enjoy, according to the strictest reciprocity, whatever privileges, exceptions, and immunities are or may be granted in the territories of the Republic of Guatemala, to the Diplomatic Agents and Consuls of the most favoured nation.

Art. XII. For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the Republic of Guatemala, it is agreed, that if at any time any interruption of friendly intercourse, or any rupture, should unfortunately take place between the two High Contracting Parties, the subjects or citizens of either of the two High Contracting Parties who may be within

any of the territories, dominions, or settlements of the other, shall, 1849
if residing upon the coasts, be allowed six months, and if residing in the interior, a whole year, to wind up their accounts and dispose of their property; and a safe-conduct shall be given to them to embark at the port which they themselves shall select; and even in the event of a rupture, all such subjects or citizens of either of the two High Contracting Parties who are established in any of the territories, dominions, and settlements of the other, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and of continuing such trade and employment therein, without any manner of interruption, in full enjoyment of their liberty and property, as long as they behave peaceably, and commit no offence against the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, nor to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to native subjects or citizens of the country in which such subjects or citizens may reside. In the same case, debts between indivuals, property in public funds, and shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, nor detained.

Art. XIII. The subjects of Her Britannic Majesty, and the citizens of the Republic of Guatemala, respectively, residing in any of the territories, dominions, or settlements of the other Party, shall enjoy, in their houses, persons, and properties, the protection of the Government, and shall continue in possession of the guarantees which they now enjoy: they shall not be disturbed, molested, or annoyed in any manner on account of their religious belief, nor in the proper exercise of their religion, either within their own private houses, or in the places of worship destined for that purpose, agreeably to the system of tolerance established in the territories, dominions, and settlements of the two High Contracting Parties; provided they respect the religion of the nation in which they reside, as well as the constitution, laws, and customs of the country. Liberty shall also be granted to bury the subjects or citizens of either of the two High Contracting Parties who may die in the territories, dominions, or settlements aforesaid, in burial-places of their own, which in the same manner may be freely established and maintained; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in any way or upon any account.

Art. XIV. The Government of the Republic of Guatemala, in order to co-operate with Her Britannic Majesty for the total abolition

1849 of the Slave Trade, engages to execute perfectly the laws of the said Republic, which prohibit in the most effectual manner all persons inhabiting within the territories of the Republic of Guatemala, or in places subject to their jurisdiction, from taking any share in such trade.

Art. XV. In order that the two High Contracting Parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective subjects and citizens, it is agreed that at any time after the expiration of seven years from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty, either of the High Contracting Parties shall have the right of giving to the other Party notice of its intention to terminate Articles V, VI and VII of the present Treaty; and that at the expiration of twelve months after such notice shall have been received by either Party from the other, the said Articles, and all the stipulations contained therein, shall cease to be binding on the two High Contracting Parties.

Art. XVI. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London or at Guatemala within the space of eight months, or sooner, if possible.

In witness whereof, etc.

Additional Article.

Whereas according to the laws of Great Britain, it is necessary that a ship must have been actually built in the Republic of Guatemala, in order to be considered a Guatemalan ship; and whereas in the present state of Guatemalan shipping, it would not be possible for the Republic to receive the full advantage of the reciprocity established by the stipulations of the Treaty of this date, if that condition of the British law were immediately enforced, it is hereby agreed, that for the space of seven years, to be reckoned from the date of the exchange of the ratifications of the said Treaty, any ships, wheresoever built, shall be considered as Guatemalan ships, provided they are *bonâ fide* the property of, and wholly owned by, one or more citizens of the Republic of Guatemala; and provided that the master and three-fourths at least of the mariners are also natural born citizens of the Republic, or persons domiciliated in the Republic by act of the Government thereof as lawful citizens of the Republic; such act to be certified according to the laws of the Republic.

The present Additional Article shall have the same force and validity as if it were inserted word for word in the Treaty signed this day. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at the same time. 1849

In witness whereof, etc.

BELGIQUE ET NICARAGUA.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Belgique et l'État de Nicaragua, signé à Bruxelles, le 27 Mars 1849.

Art. I. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le royaume de Belgique et l'État de Nicaragua, et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. II. Il y aura entre la Belgique et l'État de Nicaragua une liberté réciproque de commerce. Les citoyens belges, dans l'État de Nicaragua, et les citoyens de l'État de Nicaragua, en Belgique pourront réciproquement et en toute liberté et sécurité entrer avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront ouverts au commerce étranger, sauf les précautions de police qui sont employées envers les nations les plus favorisées.

Art. III. Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, louer et occuper les maisons, magasins ou boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent et recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que, pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à d'autres obligations, charges ou restrictions que celles qui pèsent sur les citoyens de la nation la plus favorisée.

Ils seront, les uns et les autres, sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et règlements du pays.

1849 Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations, ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat, soit dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, en qualité de fondés de pouvoirs, agents, facteurs, consignataires ou interprètes.

Art. IV. Les citoyens de l'une et l'autre partie contractante jouiront, dans les deux États, de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom. Enfin, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges que ceux qui seront accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée, et seront soumis aux mêmes conditions imposées à ces derniers.

Art. V. Les Belges dans l'État de Nicaragua, et les citoyens de l'État de Nicaragua en Belgique, seront exempts de tout service personnel dans les armées de terre ou de mer, et dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. VI. Les citoyens des hautes parties contractantes jouiront, réciproquement dans les territoires respectifs, de la plus parfaite et de la plus entière liberté de conscience, et ne seront jamais inquiétés à raison de leur croyance religieuse, pourvu qu'ils se conforment aux lois établies.

Art. VII. Les citoyens de chacune des parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, de posséder des biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux.

Les Belges jouiront, dans tout le territoire de l'État de Nicaragua, du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des citoyens de l'État de Nicaragua, et

sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun 1849
prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

Réciproquement, les citoyens de l'État de Nicaragua jouiront en Belgique du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des Belges, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux. La même réciprocité entre les citoyens des deux pays existera pour les donations entre vifs.

Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis, à quelque titre que ce soit, par des Belges dans l'État de Nicaragua, ou par des citoyens de l'État de Nicaragua en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de détraction ou d'émigration, ni aucun droit quelconque, auquel les indigènes ne seraient pas assujettis.

Ces stipulations comprennent non-seulement les droits de détraction qui devraient être perçus par le trésor public, mais également tous les droits de détraction ou d'émigration dont la perception serait du ressort d'individus, de communes, de fondations publiques, de districts ou de corporations et auxquels les indigènes eux-mêmes ne seraient pas assujettis.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les translations de biens en général, dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

Art. VIII. Seront considérés comme Belges dans l'État de Nicaragua, et comme Nicaraguiens en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. IX. Les navires belges qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de l'État de Nicaragua ou qui en sortiront, et réciproquement, les navires de l'État de Nicaragua qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de Belgique, ou qui en sortiront, soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, pesant sur la coque des navires, perçus ou établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques,

1849 autres que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux à l'entrée, pendant leur séjour dans les ports, à leur sortie ou dans le cours de leur navigation.

Art. X. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni aucune faveur qui ne le soient également à ceux de l'autre partie, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XI. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée ; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes avantages.

Art. XII. Les objets de toute nature, provenant soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts de la Belgique, importés en droiture de Belgique par navires belges dans les ports de l'État de Nicaragua, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée que s'ils étaient importés en droiture, sous pavillon de l'État de Nicaragua.

Et, réciproquement, les objets de toute nature provenant soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts de l'État de Nicaragua, importés en droiture en Belgique de l'État de Nicaragua, sous pavillon de ce pays, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon belge.

Il est bien entendu :

1° Que les marchandises devront avoir été réellement chargées dans les ports d'où elles auront été déclarées respectivement provenir ;

2° Que la relâche forcée dans les ports intermédiaires, pour causes de force majeure, justifiées d'après le mode prescrit par la législation du pays où l'importation a lieu, ne fait pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture.

Art. XIII. Les objets de toute nature importés dans l'État de Nicaragua, d'ailleurs que de Belgique, sous pavillon belge, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée, autre que le pavillon du pays même d'où l'importation a lieu.

Art. XIV. Les objets de toute nature quelconque exportés par 1849
navires belges ou par ceux de l'État de Nicaragua des ports de l'un ou de l'autre de ces États vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres que ceux exigés pour l'exportation par pavillon national.

Art. XV. Les primes, restitutions ou autres faveurs de cette nature qui pourraient être accordées dans les États des deux parties contractantes sur des marchandises importées ou exportées par des navires nationaux, seront aussi, et de la même manière, accordées aux marchandises importées directement de l'un des deux pays sur ses navires dans l'autre, ou exportées de l'un des deux pays par les navires de l'autre, vers quelque destination que ce soit.

Art. XVI. Il est néanmoins dérogé aux dispositions qui précèdent pour l'importation du sel et des produits de la pêche nationale, les deux pays se réservant la faculté d'accorder aux importations de ces articles par pavillon national, des priviléges spéciaux.

Il est également dérogé aux dispositions qui précèdent pour les faveurs spéciales que les parties contractantes se réservent d'accorder à la première sortie et à la première rentrée des navires construits sur les territoires respectifs.

Art. XVII. Les bâtiments belges dans l'État de Nicaragua et les bâtiments du dit État en Belgique, pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord et se rendre ensuite avec le reste de cette cargaison dans d'autres ports du même État, soit pour y achever de débarquer leur chargement, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant, dans chaque port, d'autres ou de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments nationaux dans des circonstances semblables.

En ce qui concerne l'exercice du cabotage, les navires des deux nations seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. XVIII. Pendant le temps fixé par les lois des deux pays respectivement pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu aucuns droits autres que ceux de garde et d'emmagasinage sur les objets importés de l'un des pays dans l'autre, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation.

Ces objets, dans aucun cas, ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés par pavillon national.

Art. XIX. Les objets de toute nature venant de Belgique ou expédiés vers la Belgique jouiront, à leur passage par le territoire de l'État de Nicaragua, du traitement applicable, dans les mêmes cir-

1849 constances, aux objets venant de ou en destination du pays le plus favorisé.

Réciproquement, les objets de toute nature venant de l'État de Nicaragua ou expédiés vers ce pays jouiront, à leur passage par le territoire de la Belgique, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant de ou en destination du pays le plus favorisé.

Il est spécialement entendu que, dans le cas où une voie de communication quelconque entre les deux océans viendrait à être établie à travers le territoire de l'État de Nicaragua, les Belges, leurs navires, leurs marchandises et leurs correspondances ne pourront être assujettis à des droits, péages, charges ou formalités autres que ceux auxquels seront assujettis les citoyens, les navires, les marchandises et les correspondances de tout autre pays, quel qu'il soit.

Art. XX. Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'art. 9 du traité du 19 Avril 1839, est garanti aux navires de l'État de Nicaragua.

Art. XXI. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucune faveur, privilége ou immunité à un autre État, qui ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs citoyens respectifs, gratuitement, si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession est conditionnelle.

Ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre partie, qui seront importées dans ses ports, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation que ceux qui seront imposés sur l'importation ou la réexportation de marchandises similaires provenant de tout autre pays étranger.

Aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Art. XXII. Il pourra être établi des consuls, des vice-consuls et des agents consulaires de chacun des deux pays dans l'autre pour la protection du commerce; ces agents n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, priviléges et immunités qui leur reviendront, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial. Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les

résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls ; bien entendu 1849
que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. XXIII. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de Belgique dans l'État de Nicaragua, leurs chanceliers et secrétaires jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même en Belgique pour les consuls, vice-consuls et agents consulaires de l'État de Nicaragua, leurs chanceliers et secrétaires.

Art. XXIV. Les consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leurs pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront, par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. — Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre partie seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement, et que celui-ci ait eu son effet.

Art. XXV. Lorsqu'un navire appartenant aux citoyens du pays de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes, fera naufrage, échouera ou souffrira quelque avarie sur les côtes ou dans les domaines de l'autre partie contractante, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant de décharger, en cas de besoin, ses marchandises, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, jusqu'à

1849 ce que ces marchandises puissent être exportées, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure; ce navire ou toutes ses parties ou débris, et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, seront fidèlement rendus aux propriétaires sur leur réclamation ou sur celle de leurs agents, à ce dûment autorisés, et, dans le cas où il n'y aurait pas de propriétaire ou d'agent sur les lieux, lesdits effets ou marchandises, ou le produit de la vente qui en serait faite, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du vaisseau naufragé, seront remis au consul belge ou à celui de l'État de Nicaragua dans l'arrondissement duquel le naufrage aura lieu, et le consul, les propriétaires ou les agents précités n'auront à payer que les dépenses faites pour la conservation de ces objets.

Art. XXVI. Les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens et sujets respectifs qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des parties contractantes ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque ce droit de propriété aura été prouvé devant ces tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. XXVII. Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les hautes parties contractantes pouvaient devenir le motif d'une interruption de relations d'amitié entre elles, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complétement atteint, l'arbitrage d'une troisième puissance, également amie des parties, sera invoqué d'un commun accord pour éviter, par ce moyen, une rupture définitive.

Il est convenu que, dans le cas d'une interruption de relations commerciales ou d'une rupture complète, les citoyens du pays de l'une et de l'autre des hautes parties contractantes établis ou résidant dans les États de l'autre, et qui exercent un commerce ou une profession privée, de toute espèce, auront la faculté de rester dans leur profession ou de continuer leurs affaires sans avoir à supporter de trouble ni de désagrément, dans la pleine jouissance de leur liberté et de leurs propriétés, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et n'enfreindront pas les lois, et leurs biens et effets ne seront pas plus

sujets à saisie, séquestre ou à toute autre charge et retenue que 1849
ceux de la même nature appartenant aux nationaux.

Les négociants et les autres personnes résidant sur les côtes, auraient quatre mois pour régler leurs comptes et disposer de leurs propriétés, s'ils se trouvaient dans l'intention de quitter le pays, et huit mois, si leur résidence était dans l'intérieur.

Dans ce cas, aucun des deux gouvernements ne refusera la sortie de son territoire aux citoyens de celui avec lequel il se trouvera en guerre, toutes les fois que ceux-ci en feront la demande, sans qu'ils puissent être retenus en qualité d'otages, ni pour quelque autre motif que ce soit, excepté dans le cas où leur responsabilité personnelle serait engagée conformément aux lois du pays. Si cette responsabilité est pécuniaire, il suffira qu'ils donnent caution à la satisfaction du créancier ou qu'ils assurent par quelque autre moyen l'accomplissement de leurs obligations.

Art. XXVII additionnel. Un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans un port de leur choix.

Dans aucun cas, les dettes entre particuliers, les fonds publics, les actions de compagnies, ne seront confisqués, séquestrés ni retenus.

Art. XXVIII. S'il arrivait que l'une des hautes parties contractantes fût en guerre avec quelque autre puissance, nation ou État, les sujets de l'autre pourront continuer leur commerce et leur navigation avec ces mêmes États, excepté avec les villes ou ports qui seraient bloqués ou assiégés par terre ou par mer.

Prenant en considération cependant l'éloignement des pays des parties contractantes, et l'incertitude qui en résulte sur les divers événements qui peuvent avoir lieu, il est convenu qu'un bâtiment marchand qui tentera d'entrer dans un de ces ports assiégés ou bloqués sans avoir connaissance du siége ou du blocus, pourra quitter librement ce port avec sa cargaison et se diriger vers tout autre port ou lieu qu'il jugera convenable, à moins que ledit bâtiment ne persiste à vouloir entrer, malgré la sommation légale, connue en temps opportun, du commandant des forces militaires du blocus ou du siége : il est bien entendu que, dans aucun cas, on n'autorisera le commerce des articles réputés de contrebande de guerre, tels qu'ils sont spécifiés dans les traités analogues.

S'il arrivait qu'un bâtiment appartenant au pays de l'une des parties contractantes, se trouvât dans un port assiégé ou bloqué par les forces militaires de l'autre partie, avant l'ouverture du blocus ou du siége, il pourra librement en sortir avec son chargement, comme aussi il ne sera pas sujet à confiscation, ni à un trouble

1849 quelconque, s'il était trouvé dans le port après la prise ou la reddition de la place.

Si un navire entré dans le port avant la signification du blocus, prenait à son bord une cargaison postérieurement à cet acte, les forces faisant le blocus pourraient lui ordonner de rentrer dans ce port et de débarquer son chargement. Faute d'obéir à cette injonction, il se trouverait exposé aux mêmes conséquences que le bâtiment qu'il persisterait à vouloir entrer dans un port bloqué, malgré la sommation qu'il aurait reçue de se retirer.

Art. XXIX. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques, les citoyens de toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux États jouiront de plein droit dans l'autre, des franchises, réductions de droits, priviléges et immunités quelconques consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. XXX. Sa Majesté le Roi des Belges et l'État de Nicaragua, désirant rendre aussi durables et solides que les circonstances le permettront, les relations qui s'établiront entre les deux États en vertu du présent traité d'amitié, de navigation et de commerce, ont déclaré solennellement convenir des points suivants :

1° Le présent traité sera en vigueur pendant dix années, à compter du jour de l'échange des ratifications; et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux hautes parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu. Il est bien entendu que, dans le cas où cette déclaration viendrait à être faite par l'une des parties contractantes, les dispositions du traité relatives au commerce et à la navigation seraient seules considérées comme abrogées et annulées, mais qu'à l'égard des articles qui concernent les relations de paix et d'amitié, le traité n'en restera pas moins perpétuellement obligatoire pour les deux États.

2° Si un ou plusieurs citoyens de l'une ou de l'autre partie venait à enfreindre quelqu'un des articles contenus dans le présent traité, lesdits citoyens en seront personnellement responsables, sans que, pour cela, la bonne harmonie et la réciprocité soient interrompues entre les deux nations.

Si, malheureusement, un des articles contenus dans le présent 1849
traité venait, en quelque manière que ce soit, à être violé ou enfreint, il est expressément convenu que la partie qui y sera restée fidèle devra d'abord présenter à l'autre partie un exposé des faits, ainsi qu'une demande en réparation accompagnée des documents et des preuves nécessaires pour établir la légitimité de sa plainte, et qu'elle ne pourra autoriser des représailles, ni se porter elle-même à des hostilités, qu'autant que la réparation demandée par elle aura été refusée ou arbitrairement différée, et après avoir épuisé les voies de conciliation indiquées à l'art. XXVII.

Art. XXXI. Et dans le cas où il serait convenable et utile, pour faciliter davantage la bonne harmonie entre les deux hautes parties contractantes et pour éviter à l'avenir toute espèce de difficultés, de proposer et d'ajouter quelques articles au présent traité, il est convenu que les deux États se prêteront, sans le moindre retard, à traiter et à stipuler les articles qui pourraient manquer audit traité, s'ils étaient jugés mutuellement avantageux, et que lesdits articles, après avoir été convenus et dûment ratifiés, feront partie du présent traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Art. XXXII. Le présent traité sera ratifié par S. M. le roi des Belges et par le suprême directeur de l'État de Nicaragua, ou par la personne ou les personnes chargées du pouvoir exécutif, après l'approbation des Chambres, et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, etc.

BELGIQUE ET GUATÉMALA.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Belgique et la république de Guatémala, signé à Guatémala, le 12 Avril 1849.

Art. I. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le royaume de Belgique et la république de Guatémala, et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes et de lieux.

Art. II. Les Belges dans le Guatémala et les Guatémaliens en Belgique pourront réciproquement et en toute liberté et sécurité entrer

1849 avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront ouverts au commerce étranger.

Ils pourront faire le commerce d'échelle pour y décharger, transborder en tout ou en partie les cargaisons par eux apportées de l'étranger, y former successivement leurs cargaisons de retour ; mais ils n'auront pas le droit de faire le commerce de cabotage, c'est-à-dire la faculté de décharger les marchandises qu'ils auraient reçues dans un port du même État.

Art. III. Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement, sur les territoires respectifs : voyager ou séjourner ; commercer, tant en gros qu'en détail ; louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires ; effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers ; etre admis comme caution aux douanes, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux et que les biens fonciers qu'ils y possèdent présenteront une garantie suffisante, sans que, pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à d'autres obligations que celles qui pèsent sur les nationaux.

Ils seront également libres dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et règlements du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, effets ou marchandises, soit dans le chargement, soit dans le déchargement ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes ; de tenir leurs livres de commerce conformément aux lois et aux ordonnances de leurs pays respectifs, et de les présenter, pour leur défense, devant les tribunaux ; et enfin, ils ne seront assujettis, dans aucun cas, à d'autres charges, taxes ou impôts que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

Les citoyens de chacune des parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, d'acquérir et de posséder des im-

meubles et de disposer, comme il leur conviendra, par vente, do- 1849
nation, échange, testament ou de quelque autre manière que ce soit, de ces immeubles et de tous les autres biens qu'ils posséderaient, et ils n'acquitteront pas d'autres droits que ceux qui sont supportés, dans des cas semblables, par les nationaux du pays où ces biens se trouveront.

De même, les citoyens des deux États qui seraient héritiers par intestat ou par testament de biens situés sur l'un des territoires respectifs, pourront succéder sans empêchement auxdits biens et en disposer selon leur volonté, comme il est réglé par la convention spéciale conclue entre les parties, le 19 Juillet 1843.

Art. IV. Les citoyens de l'une et de l'autre partie contractante jouiront, dans les deux États, de la plus constante et la plus complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés, et pour l'exercice de leur industrie ou profession ; ils auront, en conséquence, un libre et facile accès près des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois.

Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toutes classes qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom.

Enfin, ils jouiront, sous ces rapports, des mêmes droits et priviléges que ceux qui seront accordés aux nationaux, et seront soumis aux mêmes conditions imposées à ces derniers.

Art. V. Les Belges dans la république de Guatémala et les Guatémaliens en Belgique seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, de tout emprunt forcé, exactions militaires ou réquisitions, et, dans tous les cas, il ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges ou impôts ordinaires que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes, sans exception. Ils ne pourront être arrêtés ni expulsés, ni même envoyés d'un point à un autre du pays par aucune mesure de police ou gouvernementale, sans indices ou motifs graves et de nature à troubler la tranquillité publique, et avant que ces motifs et les documents qui en feront foi aient été communiqués aux agents diplomatiques ou consulaires de leurs nations respectives. Dans tous les cas, il sera accordé aux inculpés le temps nécessaire pour présenter, au gouvernement du pays, leurs moyens de justification ; ce temps sera d'une durée plus ou moins grande, suivant les circonstances. Il est bien entendu que les dispositions de cet article ne seront point applicables aux condamnations à la

1849 déportation ou au bannissement d'un point à un autre du territoire, prononcées conformément aux lois et aux formes établies par les tribunaux des pays respectifs contre les citoyens de l'un d'eux. Ces condamnations continueront à être exécutables dans les formes établies par les législations respectives.

Art. VI. Les citoyens de l'un et de l'autre État ne pourront être respectivement soumis à l'embargo, ni être retenus avec leurs navires, équipages, cargaison ou effet de commerce, pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public ou particulier que ce soit, sans que les intéressés soient convenus préalablement, par-devant l'autorité du lieu, d'une juste indemnité pour cet usage et de celle qui pourrait être demandée pour les torts et les dommages qui, n'étant pas purement fortuits, naîtraient du service auquel ils se seront volontairement obligés.

Art. VII. Il est convenu que tous les avantages, de quelque nature que ce soit, qui sont actuellement accordés par les lois de l'Assemblée nationale constituante du 22 Janvier 1824 et du 16 Août 1825, et les autres décrets et règlements en vigueur dans la république de Guatémala, ou qui le seront à l'avenir aux étrangers qui viennent s'établir dans le pays, sont garantis aux Belges qui sont établis ou qui s'établiront sur un point quelconque du territoire de la république.

Il en sera de même pour les Guatémaliens en Belgique.

Il est d'ailleurs entendu que les dispositions du présent article n'affectent pas les conventions particulières de la république de Guatémala avec la compagnie belge de Bruxelles, qui ont pour objet de peupler le district de Santo-Tomas.

Art. VIII. Si, par un concours de circonstances malheureuses, des différends entre les deux hautes parties contractantes pouvaient devenir le motif d'une interruption de relations d'amitié entre elles, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complétement atteint, l'arbitrage d'une troisième puissance, également amie des deux parties, sera invoqué d'un commun accord pour éviter, par ce moyen, une rupture définitive.

Il est convenu que, dans le cas d'une rupture de relations commerciales ou d'une rupture complète, les citoyens du pays de l'une des deux hautes parties contractantes établis ou résidant dans les États de l'autre et qui exercent un commerce ou un emploi quelconque, auront la faculté de rester dans leurs emplois ou de continuer leurs affaires sans avoir à supporter de troubles ni de désagréments, dans la pleine jouissance de leur liberté et de leurs

propriétés, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et n'enfreindront 1849
pas les lois, et leurs biens et effets ne seront pas plus sujets à saisie, séquestre ou toute autre charge et retenue que ceux de même nature appartenant aux nationaux.

Les négociants et les autres personnes résidant sur les côtes auraient six mois pour régler leurs comptes et disposer de leurs propriétés, s'ils se trouvaient dans l'intention de quitter le pays, et une année entière, si leur résidence était dans l'intérieur; un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans un port de leur choix.

Dans aucun cas, les dettes entre particuliers, les fonds publics, les actions de compagnies, ne seront confisqués, séquestrés ni retenus.

Art. IX. La liberté la plus entière de conscience est garantie aux Belges dans la république de Guatémala, et aux Guatémaliens en Belgique, les uns et les autres se conformant, pour l'exercice extérieur de leur culte, aux lois du pays.

Art. X. Sont considérés comme Belges dans la république de Guatémala et comme Guatémaliens en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers du bord et des documents exigés par les lois du pays auquel le navire appartient, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. XI. Les navires belges qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de la république de Guatémala, ou qui en sortiront, et réciproquement les navires guatémaliens qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de Belgique, ou qui en sortiront, soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de pilotage, d'ancrage, de remorquage, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges, de quelque nature ou dénomination que ce soit, pesant sur la coque des navires, perçus ou établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux à l'entrée, pendant leur séjour dans les ports, à leur sortie ou dans le cours de leur navigation.

Art. XII. Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la navigation de l'Escaut, par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'art. 9 du traité du 19 Avril 1839, est garanti aux navires de la république de Guatémala.

1849 De son côté, prenant en considération les avantages qui résulteraient, pour le commerce de la république, de l'établissement d'une navigation directe et régulière vers le nord de l'Europe, le gouvernement de Guatémala promet que, dans le cas où le gouvernement de S. M. le Roi des Belges établirait une navigation régulière par lui subsidiée entre l'un des ports de Belgique et Santo-Tomas, les navires employés à cette navigation seront considérés comme paquebots et, à ce titre, ils ne payeront aucun droit de tonnage dans les ports de la république, à la condition qu'en retour ils transporteront gratuitement la correspondence du gouvernement de Guatémala.

Il est également entendu, dans l'intérêt de l'immigration, que tout navire provenant de la Belgique qui introduira dans un port de la république au moins vingt émigrants ne payera pas le droit de tonnage.

Art. XIII. Pour qu'un navire puisse réclamer le privilége établi à l'article précédent, le capitaine devra remettre au directeur des douanes du port guatémalien un certificat du consul général de la république près du gouvernement de S. M. le Roi des Belges, qui constatera qu'il est subsidié par le gouvernement belge et qu'il fait partie de la navigation régulière, ou qu'il est sorti d'un port belge en destination pour un port de Guatémala avec vingt émigrants.

Art. XIV. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et le chargement, la volonté des hautes parties contractantes est que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XV. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes lois et règlements, et ils jouiront des mêmes avantages.

Art. XVI. Les objets de toute nature provenant soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts de la Belgique, importés en droiture par navires belges dans les ports de la république de Guatémala, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon guatémalien, et réciproquement, les objets de toute nature importés en droiture en Belgique de la république de Guatémala sous pavillon de ladite répu-

blique, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits que s'ils étaient 1849
importés en droiture sous pavillon belge.

Il est bien entendu :

1° Que les marchandises devront avoir été réellement chargées dans les ports d'où elles auront été déclarées respectivement provenir ;

2° Que la relâche forcée dans les ports intermédiaires pour cause de force majeure, justifiée d'après le mode prescrit par la législation du pays où l'importation a eu lieu, ne fait pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture ;

3° Que l'on devra réputer comme produits naturels et manufacturés de Guatémala, ceux des États de Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa-Rica en Centre-Amérique, qui s'exportent par les ports de la république de Guatémala, chaque fois que l'importation en Belgique se fera sous pavillon guatémalien ou belge ;

4° Que, pour l'explication de cet article et des autres du traité, on déclare :

Que, par ports de la république de Guatémala, on doit entendre, sur la mer du Sud : Istapa, majeur et de registre ; et sur les côtes du Nord : Isabal, majeur et de registre, Téléman dans le Polochic, mineur et de cabotage, et Santo-Tomas de *deposito*, sous le régime établi par les articles 80 et suivants de la loi du 27 Février 1837, intitulée : *Tarif* (*arrancel*) *des douanes*, et jusqu'à ce que la construction de magasins convenables et l'ouverture d'une voie de communication permettent d'y établir l'administration supérieure des douanes, et de le déclarer port majeur, conformément au vœu des articles 55 et 64 de la loi organique des finances du 27 Février 1837 et de l'art. 4 du décret du 23 Avril 1836 ; bien entendu qu'en attendant que ces conditions soient remplies, le dépôt de marchandises dans les magasins actuels se fera aux risques et pour compte de celui ou de ceux qui voudront profiter de la liberté et franchise établies au présent article, et que le gouvernement de Guatémala ne peut en rien être responsable des avaries ou pertes totales que les marchandises peuvent éprouver.

Art. XVII. Les objets de toute nature importés dans la république de Guatémala, d'ailleurs que de Belgique, sous pavillon belge, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée, autre que le pavillon du pays même d'où l'importation a lieu, et, réciproquement, les objets de toute nature importés sous pavillon guatémalien en Belgique, d'ailleurs que de la république de Guatémala, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques

1849 que si l'importation était effectuée sous pavillon de la nation étrangère la plus favorisée, autre que celui du pays même d'où l'importation a lieu.

Art. XVIII. Les objets de toute nature quelconques exportés par navires belges ou guatémaliens, des ports de l'une ou de l'autre des parties contractantes vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres que ceux exigés pour l'exportation sous pavillon national.

Art. XIX. Les primes, restitutions ou autres faveurs de cette nature qui pourraient être accordées dans les États des deux parties contractantes, sur des marchandises importées ou exportées par des navires nationaux, seront aussi et de la même manière accordées aux marchandises importées directement de l'un des deux pays, sur ses navires, dans l'autre, ou exportées de l'un des deux pays par les navires de l'autre vers quelque destination que ce soit.

Art. XX. Pendant toute la durée fixée par les lois respectives des parties contractantes, les marchandises appartenant aux citoyens de l'un des deux pays n'acquitteront point des droits autres que ceux fixés par les lois respectives sur les marchandises en entrepôt.

Elles n'auront à payer aucun droit d'importation, tant qu'elles ne seront pas déclarées en consommation; et si elles sont réexpédiées du port du prime abord sur un point du territoire du même pays où se trouve un bureau de douane de registre, pour y être mises en consommation, c'est seulement dans cette dernière douane de registre qu'elles acquitteront le droit d'importation.

Art. XXI. Si les marchandises sont réexportées pour un port étranger, ou un autre point situé hors du territoire du pays, elles seront définitivement exemptées de toute espèce de droits de douane et d'entrepôt. Les capitaines pourront aussi transborder librement, dans les ports des deux pays, leurs marchandises à bord d'un navire destiné pour un port national ou étranger, sans être obligés de mettre leurs marchandises à terre et de les faire passer par les entrepôts du pays, et les marchandises ainsi transbordées pour être expédiées ailleurs seront également exemptes de toute espèce de droit de douane et d'entrepôt.

Art. XXII. Les Belges, leurs correspondances et leurs marchandises pourront traverser le territoire de Guatémala pour se rendre de l'océan Atlantique à la mer Pacifique, ou *vice versâ*, et quelles que soient les voies de communication qu'ils empruntent, ils ne payeront d'autres droits que ceux établis par la loi du 14 Novembre

1839, en se soumettant aux conditions qu'elle prescrit et aux formalités établies par le décret du 27 Mars 1824, de la même manière que les nationaux. Les Belges, leurs correspondances, leurs marchandises, passant par quelque route ou canal qui puissent être construits par le gouvernement de Guatémala, ou avec son approbation, n'auront à payer que les mêmes charges et péages qui seront exigés des citoyens de Guatémala dans les mêmes circonstances. 1849

Tous produits quelconques appartenant à des sujets belges qui seront expédiés, dans quelque direction que ce soit, d'une mer à l'autre, et qui seront destinés à être exportés ensuite vers un autre pays étranger, ne seront soumis à aucun droit d'importation dans le Guatémala, et si des droits de cette nature avaient été acquittés, ils seront remboursées au moment où se fera la réexportation. Enfin, les Belges et leurs marchandises allant ainsi d'une mer à l'autre par le territoire de Guatémala ne seront soumis à aucun droit, péage ou impôt, de quelque espèce que ce soit, autres que ceux auxquels les nationaux eux-mêmes sont astreints.

Art. XXIII. Les avantages et exemptions stipulés dans l'article précédent seront assurés aux Belges et à leurs marchandises transitant à travers le territoire de la république en toute direction quelconque, soit pour les États limitrophes de Honduras et San Salvador, soit pour celui de Chiapas, quand un arrangement sera intervenu entre Guatémala et ces autres susdits États, pour régler le transit sur les bases de réciprocité et d'égalité indispensables à la garantie de leurs droits respectifs.

Art. XXIV. Sa Majesté le Roi des Belges garantit aussi que les objets de toute nature, dont le transit est permis en Belgique, venant de Guatémala ou expédiés vers ce pays, seront exempts de tout droit de transit en Belgique, lorsque le transport sur le territoire belge se fera par les chemins de fer de l'État, et qu'ils jouiront, en tous cas, lorsque le transport se fera par une autre voie, du traitement accordé au transit des objets venant de ou en destination du pays le plus favorisé par rapport au transit.

Art. XXV. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucune faveur, privilége, immunité à un autre État qui ne soient aussi, et à l'instant, étendus à leurs sujets ou citoyens respectifs, gratuitement, si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession est conditionnelle.

Ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre pays, qui

1849 seront importées dans ses ports, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation que ceux qui seront imposés sur l'importation ou la réexportation de marchandises similaires provenant de tout autre pays étranger.

Art. XXVI. Il pourra être établi des consuls, des vice-consuls et agents consulaires de chacun des deux pays dans l'autre, pour la protection du commerce; ces agents n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, priviléges et immunités qui leur reviendront, qu'après avoir obtenu l'exéquatur du gouvernement territorial. Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls, bien entendu que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. XXVII. Les agents diplomatiques, les consuls, vice-consuls et agents consulaires de Belgique dans la république de Guatémala, leurs secrétaires et chanceliers jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même en Belgique pour les agents diplomatiques, les consuls, vice-consuls et agents consulaires de la république de Guatémala, leurs secrétaires et chanceliers.

Art. XXVIII. Les consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux, par eux-mêmes ou par la personne de confiance qu'il délégueront à cet effet :

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente;

2° Dresser l'inventaire de la succession ;

3° Faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des effets mobiliers dépendant de la succession, lorsque lesdits meubles pourront se détériorer par l'effet du temps, ou que le consul croira leur vente utile aux intérêts des héritiers du défunt ;

Et 4° Administrer ou liquider personnellement ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider ladite succession, sans que d'ailleurs l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations. Mais lesdits consuls seront tenus de faire annoncer la mort de leurs nationaux dans une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leur arrondissement, et ne pourront faire délivrance de la succession et de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou

qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date de la publication du décès, sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession. 1849

Les consuls, vice-consuls et agents consulaires seront également considérés comme tuteurs légaux des orphelins mineurs de leur nation; à ce titre ils prendront toutes les mesures de conservation que leurs biens et leurs personnes réclameront, géreront et administreront leur fortune, et rempliront tous les devoirs qui leur incombent comme tuteurs, sous la responsabilité établie par les lois de leur pays.

Art. XXIX. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide par les autorités du lieu pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion pour les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient être arrêtés pour la même cause. Il est entendu que les marins, sujets du pays où la désertion a lieu, seront exemptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître, ait prononcé son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. XXX. Les consuls respectifs seront exclusivement chargés de la police interne des navires de commerce de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir qu'autant que les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité publique, soit à terre, soit à bord des bâtiments.

Mais en tout ce qui regarde la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les citoyens des deux États seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire.

Art. XXXI. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les ava-

1849 ries que les navires ou les marchandises des deux pays auraient éprouvées en mer en se rendant dans les ports respectifs, seront réglées par les consuls de leur nation.

Les consuls décideront également de toutes les affaires de commerce entre leurs nationaux, chaque fois que ceux-ci réclameront leur office, ainsi que de toutes les discussions qui pourraient surgir entre les capitaines, les matelots, les passagers et les affréteurs pour question de fret, de passage ou de nourriture; et les autorités du pays leur prêteront toute aide pour faire exécuter leurs jugements, qui seront seulement susceptibles d'appel par-devant les tribunaux compétents de leur pays.

Art. XXXII. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges naufragés ou échoués sur les côtes de Guatémala seront dirigées par les consuls ou agents consulaires de Belgique, et réciproquement, les consuls et agents consulaires guatémaliens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de Belgique.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées; en l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des objets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront jamais tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XXXIII. Lorsqu'un navire appartenant aux citoyens du pays de l'une ou de l'autre des parties contractantes sera naufragé, échouera ou souffrira quelque avarie sur les côtes ou dans les domaines de l'autre partie contractante, les autorités de celle-ci lui donneront toute assistance et protection comme aux navires de leur propre nation, lui permettant de décharger, en cas de besoin, ses marchandises, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contributions quelconques, à moins qu'elles ne soient déclarées en consommation intérieure. Ce navire, ou toutes ses parties ou débris et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, déduction des droits, s'il y en a à payer, seront fidèlement rendus aux propriétaires, sur leur réclamation ou sur celles de leurs agents à ce dûment autorisés, et dans le cas où il n'y aurait pas de

propriétaires ou d'agents sur les lieux, lesdits effets et marchandises 1849
ou le produit de la vente qui en sera faite, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du vaisseau naufragé, seront remis au consul belge ou guatémalien, dans l'arrondissement duquel le naufrage aura lieu, ou, en l'absence du consul, à l'agent le plus voisin, et le consul, les propriétaires ou les agents précités n'auront à payer que les dépenses faites pour la conservation de ces objets, et les droits ordinaires en cas de vente ou de mise en consommation.

Art. XXXIV. Les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens et sujets respectifs qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction des deux hautes parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies de la domination de l'autre partie contractante seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant ces tribunaux et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an et un jour, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. XXXV. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les citoyens de toutes classes, les navires et les marchandises de l'un des deux États, jouiront de plein droit, dans l'autre, des franchises, réductions de droits, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation ou l'équivalent, si la concession est conditionnelle.

Art. XXXVI. Et, dans le cas où il serait trouvé convenable et utile, pour faciliter davantage la bonne harmonie entre les deux hautes parties contractantes, et pour éviter à l'avenir toute espèce de difficulté, de proposer et d'ajouter quelques articles au présent traité, il est convenu que les deux puissances se prêteront, sans le moindre retard, à traiter et à stipuler les articles qui pourraient manquer audit traité, s'ils étaient jugés mutuellement avantageux, et que lesdits articles, après avoir été convenus et dûment ratifiés, feront partie du présent traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Art. XXXVII. Le présent traité sera perpétuellement obligatoire, relativement à tous les points concernant la paix et l'amitié, et, relativement au commerce et à la navigation, il sera en force et vi-

1849 gueur pendant le terme de douze ans, à compter du jour de l'échange des ratifications.

Néanmoins, si aucune des parties ne notifiait à l'autre, un an avant l'expiration de ce terme, l'intention d'en faire cesser les effets, il continuera d'être obligatoire pour les deux parties pendant un an, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la notification de ladite intention.

Art. XXXVI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bruxelles ou à Guatémala, dans le délai de dix-huit mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Déclaration.

Quelques dispositions du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu, le 12 Avril 1849, entre la Belgique et la république de Guatémala, ayant paru avoir besoin d'éclaircissements, soit quant à leur sens, soit quant à leur application, il a été entendu entre le soussigné, ministre des affaires étrangères de S. M. le roi des Belges, d'une part, et le soussigné, consul général de la république de Guatémala en Belgique, se tenant pour suffisamment autorisé, d'autre part :

1° Qu'en stipulant à l'art. 21 l'exemption de tout *droit d'entrepôt,* dans les cas déterminés par cet article, on a eu en vue le droit d'entrepôt proprement dit et non le loyer (droit de magasinage), qui pourrait être dû pour l'usage des magasins affectés au séjour et à la conservation des marchandises, et qui n'est que le prix d'un service rendu ;

2° Et, attendu que le gouvernement belge se propose de régler prochainement, de concert avec la Législature, les attributions des consuls étrangers en Belgique, et pour ne point préjuger les décisions du pouvoir législatif en cette matière, il a été convenu que les articles 28 et 31, § 2, laisseront subsister les dispositions en vigueur en Belgique, jusqu'à ce qu'il intervienne un acte de la Législature qui les modifie, les consuls guatémaliens en Belgique devant, d'ailleurs, avant comme après cet acte, être mis en possession de toutes les attributions, immunités et priviléges, de quelque espèce que ce soit, dont jouissent ou dont jouiront à l'avenir les consuls des nations les plus favorisées.

En foi de quoi, etc.

RUSSIE ET PORTE OTTOMANE. 1849

Traité entre la Russie et la Porte Ottomane, signé à Balta-Liman, le $\frac{19 \text{ Avril}}{1 \text{ Mai}}$ 1849.

Art. I. Vû les circonstances exceptionnelles amenées par les derniers événements, les deux cours impériales sont convenues, qu'au lieu de suivre le mode établi par le règlement de 1831, pour l'élection des hospodars de Moldavie et de Valachie, ces hauts fonctionnaires seront nommés par Sa Majesté le Sultan, d'après un mode spécialement concerté pour cette fois entre les deux cours, dans le but de confier l'administration de ces provinces aux candidats les plus dignes, et jouissant de la meilleure renommée parmi leurs compatriotes. Pour cette fois également, les deux hospodars ne seront nommés que pour sept ans, les deux cours se réservant, un an avant l'expiration du terme fixé par la présente transaction, de prendre en considération l'état intérieur des principautés et les services qu'auraient rendus les deux hospodars pour aviser d'un commun accord à des déterminations ultérieures.

Art. II. Le règlement organique accordé aux principautés en 1831, continuera à être en vigueur, sauf les changements et les modifications dont l'expérience a prouvé la nécessité, notamment pour ce qui concerne les assemblées ordinaires et extraordinaires des boyards, dans le mode d'élection et de composition suivi jusqu'ici : ces réunions ayant donné lieu plus d'une fois à des conflits déplorables et même à des actes d'insubordination ouverte, leur convocation restera suspendue; et les deux cours se réservent de s'entendre au sujet de leur rétablissement sur des bases combinées avec toute la maturité requise, à l'époque où elles jugeront que cela pourrait être mis à exécution sans inconvénient pour le maintien du repos public dans les principautés. Leurs fonctions délibératives seront provisoirement confiées à des conseils ou divans *ad hoc*, formés de boyards les plus notables et les plus dignes de confiance, ainsi que de quelques membres du haut clergé. Les attributions principales de ces conseils seront l'assiette des impôts et l'examen du budget annuel dans les deux provinces.

Art. III. Afin de procéder avec toute la maturité nécessaire aux améliorations organiques que réclament la situation actuelle des principautés et les abus administratifs qui s'y sont introduits, il

1849 sera établi deux comités de révision, l'un à Yassy et l'autre à Bucharest, composés des boyards les plus recommandables par leur caractère et leurs capacités, auxquels sera déférée la tâche de réviser les règlements existants, et de signaler les modifications les plus propres à donner à l'administration du pays la régularité et l'ensemble qui lui ont souvent manqué.

Le travail de ces comités sera soumis, dans le plus bref délai possible, à l'examen du gouvernement ottoman, qui, après s'être entendu avec la cour de Russie, et avoir ainsi constaté l'approbation mutuelle, accordera auxdites modifications sa sanction définitive, qui sera publiée moyennant la forme usitée d'un hatti-schérif de Sa Majesté le Sultan.

Art. IV. Les troubles qui viennent d'agiter si profondément les principautés ayant démontré la nécessité de prêter à leurs gouvernements l'appui d'une force militaire capable de réprimer promptement tout mouvement insurrectionnel et de faire respecter les autorités établies, les deux cours impériales sont convenues de prolonger la présence d'une certaine partie des troupes russes et ottomanes qui occupent aujourd'hui le pays, et, notamment pour préserver la frontière de Valachie et de Moldavie des accidents du dehors, il a été décidé qu'on y laisserait *pour le moment*, de 25 à 35,000 hommes de chacune des deux parts. Après le rétablissement de la tranquillité desdites frontières, il restera dans les deux pays par 10,000 hommes de chaque côté, jusqu'à l'achèvement des travaux d'amélioration organique, et la consolidation du repos intérieur des deux provinces. Ensuite les troupes des deux puissances évacueront complètement les principautés, mais resteront encore à portée d'y rentrer immédiatement, dans le cas où des circonstances graves, survenues dans les principautés, réclameraient de nouveau l'adoption de cette mesure. Indépendamment de cela, on aurait soin de compléter sans retard la réorganisation de la milice indigène, de manière à ce qu'elle offre, par sa discipline et son effectif, une garantie suffisante pour le maintien de l'ordre légal.

Art. V. Pendant la durée de l'occupation, les deux cours continueront à faire résider dans les principautés un commissaire extraordinaire russe et un commissaire extraordinaire ottoman. Ces agents spéciaux seront chargés de surveiller la marche des affaires et d'offrir en commun aux hospodars leurs avis et leurs conseils, toutes les fois qu'ils remarqueront quelques abus graves ou quelque mesure nuisible à la tranquillité du pays. Lesdits commissaires extraordinaires seront munis d'instructions identiques, concertées entre les deux cours, et qui leur traceront leurs devoirs et le degré

d'autorité qu'ils auront à exercer dans les affaires des principautés. 1849
Les deux commissaires auront également à s'entendre sur le choix des membres des comités de révision à établir dans les principautés, ainsi qu'il a été dit à l'article III. Ils rendront compte à leurs cours respectives du travail de ces comités, en y joignant leurs propres observations.

Art. VI. La durée du présent acte est fixée au terme de sept années, à l'expiration duquel les deux cours se réservent de prendre en considération la situation dans laquelle les principautés se trouveraient alors, et d'aviser aux mesures ultérieures qu'elles jugeraient les plus convenables et les plus propres à assurer, pour un long avenir, le bien-être et la tranquillité de ces provinces.

Art. VII. Il est entendu que, par le présent acte, motivé par des circonstances exceptionnelles, et conclu pour un terme limité, il n'est dérogé à aucune des stipulations existant entre les deux cours à l'égard des principautés de Valachie et de Moldavie, et que tous les traités antérieurs, corroborés par l'acte séparé du traité d'Andrinople, conservent toute leur force et leur valeur.

Les sept articles qui précèdent ayant été arrêtés et conclus, notre signature et le cachet de nos armes ont été apposés au présent acte qui est remis à la Sublime-Porte en échange de celui qui nous est remis par Son Altesse le grand-visir et Son Excellence le ministre des affaires étrangères précités.

Fait à Balta-Liman, etc.

AUTRICHE, MODÈNE ET PARME.

Traité entre l'Autriche d'une part, et Parme et Modène de l'autre part, touchant la libre navigation du Pò, signé à Milan, le 3 Juillet 1849.

Art. I. La navigazione sul Pò, sarà libera, ed esente da qualunque aggravio, lungo il tratto complessivo del territorio degli Stati Segnatarj, e fino all'Adriatico, e non potrà essere interdetta o difficoltata, sotto nessun aspetto a chi si sia, salve però quelle discipline, che verranno presentemente, o in seguito, di comune consenso di essi Stati fissate, e sempre nel senso il più favorevole, allo sviluppo del Commercio di tutte le Nazioni.

1849 Sarà pure libera nello stesso modo la navigazione dei confluenti inferiori allo sbocco del Ticino:

1) se esistenti in confine fra alcuni degli Stati Contraenti;

2) dal punto ove abbandonano lo Stato di loro origine, fino ed inclusivamente alla loro foce nel Pò, nel quale tratto, se esistessero dei semplici diritti di navigazione, questi non potranno essere per gli esteri maggiori, che pei nazionali.

Art. II. In conseguenza di ciò, quei qualunque diritti di transito, che si percepissero finora nell' anzidetto tratto complessivo di Pò, dalle Alte Parti Contraenti, come pure ogni altro diritto, ove esistesse, sia di approdaggio, e di carico e discarico sforzato, ossia di qualunque altra natura e denominazione andranno a cessare, dal giorno della pubblicazione della presente Convenzione.

La soppressione dei diritti finora percepiti sul Pò, non si estende però sopra le seguenti spese, cioè:

a) Le spese per gli Ufficj di Sanità, e le spese di porto per quei naviglj, che sortono dal mare, o vi entrano, dietro le vigenti discipline;

b) i diritti di passaggio ai ponti;

c) le spese, che approdando si incontrano nei porti e nelle darsene;

d) le spese per carico e discarico, per pesi e misure, e per maggazzinaggio.

Queste spese saranno però regolate dalla Commissione, di cui al seguente Articolo V, espresse in regolari tariffe e pubblicate, e non sarà permesso ad alcuno Stato di aumentarle senza consentimento degli altri Stati Segnatarj.

Art. III. Nessun naviglio od altro Convoglio sul Pò, potrà essere obbligato, ad approdare e fermarsi in luoghi estranei alla sua destinazione.

Solo all' entrata, come alla sortita dalle estremità principali di esso Fiume, ed in altri tre luoghi, di cui nel susseguente Articolo XII, sarà tenuto ogni naviglio od altro convoglio di approdare, e di giustificare, a senso di un relativo regolamento da rilasciarsi alle Dogane estreme, le quali verranno esse pure particolarmente designate, il carico, la destinazione, e l'adempimento delle discipline da esso regolamento prescritte.

Art. IV. Coerentemente all' Articolo I di questa Convenzione, non sarà permesso nè ad associazioni, e meno ancora a singoli individui, di esercitare un diritto esclusivo di navigazione sul Pò.

Art. V. Per sorvegliare l'audamento del Fiume nel rapporto della navigazione, e per dirigere le opere necessarie, tanto pel successivo

miglioramento del corso del Fiume stesso, quanto pel mantenimento 1849
delle vie di alzaja (vie di attiraglio), come per istabilire un'Autorità, che possa servire qual mezzo diretto di communicazione fra gli Stati Segnatarj, sopra tutto ciò, che risguarda l'oggetto principale della Convenzione, verrà nominata un' apposita Commissione di quatro Membri, ed oltre a questi di un Presidente, il quale, come pure uno dei Commissarj, sarà nominato dall'Austria, e gli altri tre Commissarj, uno per cadauno Stato.

Le deliberazioni di essa Commissione, si faranno per maggiorità assoluta di voti, e la sede della medesima, verrà determinata in seguito, in una delle Città del Regno Lombardo-Veneto.

Art. VI. Uno dei principali attributi di questa Commissione sarà, di unirsi periodicamente due volte all'anno, cioè in primavera ed in autunno, di investigare lo stato del Fiume nel rapporto della navigazione e sullo sviluppo della medesima, di determinare i lavori necessarj, per l'anno avvenire, e di sottomettere a tempo opportuno, il suo operato ai rispettivi Governi. Sopravveglierà d'altronde questa Commissione gli Ufficj di percezione, per ciò che risguarda le tasse di navigazione, di cui al susseguente Articolo X, prendendo notizia dei registri appositi da stabilirsi, e prevedendo o levando ogni abuso che si introducesse a detrimento o ad inciampo della pronta spedizione dei naviglj.

Saranno in appresso, con apposito regolamento, determinate le attribuzioni dei Membri della Commissione.

Art. VII. Saranno posti sotto la sorveglianza speciale di essa Commissione tutti i mulini e passi-volanti; spettarà ad essa, di determinarne la posizione in caso di cambiamento, di far piantare i segnali atti a prevenire a tempo i piloti di qualche eventuale pericolo, e di prendere tutte quelle misure e precauzione, che atte sieno alla sicurezza ed al maggiore sviluppo della navigazione, procedendo col dovuto riguardo alle prescrizioni nei diversi Stati vigenti, per la conservazione degli argini e delle sponde, e mantenendosi per ciò, ove occora, in corrispondenza coi rispettivi Governi. Avrà pure la vigilanza sui ponti, sui porti, sulle darsene, su tutto ciò insomma, che risguarda la navigazione.

Art. VIII. La Commissione sarà abilitata, ad agire senza restrizione, dietro le basi fondamentali, stabilite nella presente Convenzione, ed entro i limiti dell'importo della tassa di navigazione, di cui all'Articolo X, e solo nel caso di operazioni straordinarie, e sorpassanti i detti limiti, sarà tenuta a provocarne l'approvazione dei singoli Governi.

Art. IX. Sarà cura della detta Commissione, di stabilire il per-

1849 sonale subalterno permanente di sorveglianza e di esecuzione, e di determinarne la compartizione e le competenze, scegliendolo in parti proporzionali, fra i sudditi dei Sovrano Contraenti. A tale effetto saranno affidate le relative incombenze, preferibilmente al personale destinato alla sorveglianza degli argini e delle sponde di Pò, con proporzionato compenso, pel maggior lavoro, e per la maggiore responsabilità.

Art. X. Per le spese di questa Commissione e del personale da essa dipendente, come pure per quelle di manutenzione delle vie di alzaja, e pei miglioramenti da introdursi nella navigazione del Pò, sarà provvisto con apposito fondo risultante da una tassa di navigazione.

Art. XI. Questa tassa non avrà nulla di comune, coi dazj e diritti doganali di ogni singolo Stato per quelle merci e derrate che, venendo sbarcate, possono essere consumate nei Circondarj di confine, od introdotte nell' interno, e sulle quali resta libero agli Stati, di disporre dietro le norme nei medesimi stabilite.

Art. XII. La tassa di navigazione, verrà percepita in ragione della capacità dei naviglj o barche con carico, in base dell' annessa tariffa, e senza riguardo alle merci o derrate che contengono. Naviglj e barche senza carico, pagano solo la metà. Questa tassa sarà prelevata, tutta in una volta, contro regolare bolletta per ogni corsa, in qualunque senso ella abbia luogo, alla prima Dogana, sia montando che discendendo, e per la navigazione interna, in tre altre Dogane intermediarie, in distanze possibilmente eguali, e da designarsi di comune consenso.

La navigazione che si fa tra due Dogane, senza toccare nè l'una nè l'altra, va esenta anche dalla tassa di navigazione. — Per l'adempimento di queste discipline, i naviglj che, procedendo da alcuno dei confluenti, proseguono il loro corso nel Pò, si tratteranno, per la navigazione in esso Fiume, come se incominciassero il loro corso dal punto delle foci rispettive.

Art. XIII. Gli Ufficj doganali saranno tenuti, a versare mensilmente il prodotto della tassa di navigazione, nella Cassa Centrale della Commissione, da designarsi nell' apposito regolamento, e gli Impiegati presteranno giuramento, di osservare coscienziosamente le prescrizioni e le discipline, che verranno emanate.

Art. XIV. L'esazione della tassa di navigazione, si eseguirà nella maniera la più confacente, sia alla prontezza delle spedizioni, sia ad impedire che alcun mezzo di trasporto se ne esima, e perciò saranno con appositi avvisi o cartelli, indicati i precisi punti doganali, dove *si riscuote.*

Art. XV. Ad evitare poi che qualche naviglio o convoglio, ommetta il pagamento della tassa, o ne venga esercitato un commercio illecito, saranno stabilite di comune accordo, le relative sorveglianze, avuto però sempre in mira di non inceppare con queste lo sviluppo della libera navigazione. 1849

Art. XVI. Nelle Dogane designate alla percezione della tassa di navigazione, sara instituito uno speciale registro, in cui verrà semplicemente assunto il peso delle merci, e l'importo introitata, rilasciandone un certificato, che servir dovrà di giustificazione, per la libera pratica del naviglio sul Pò, e specialmente alla sua sortita.

La verificazione sul quantitativo del carico si eseguirà dietro un' apposita Scala che verrà affissa nelle rispettive Dogane.

Art. XVII. La tassa di navigazione non potrà essere aumentata che di comune accordo, ed i Governi degli Stati Segnatarj, partendo dal principio, che il loro vero interesse consista nel favorire il commercio e che la tassa per la navigazione sia esclusivamente destinata a far fronte alle spese di manutenzione e miglioramento del corso del Fiume, per aumentare vieppiù la sicurezza e la facilitazione della navigazione stessa, si obbligano formalmente di non ammettere un aumento della tassa predetta, se non che per motivi i più giusti ed i più urgenti, e di non aggravare in generale la navigazione di alcun' altra imposta oltre quelle espresse e stabilite nella presente Convenzione.

Art. XVIII. Se per avventura tale prodotto non venisse esaurito dalle spese di sorveglianza, di manutenzione e di miglioramenti del corso del Fiume per la navigazione, se ne ripartirà il resto, in relazione della rispettiva estensione territoriale lungo le sponde, regolandosene i conti alla fine di ciascun anno. Nel modo stesso si procederà nel caso di una eventuale deficienza, incontrata con spese cui i Governi avessero annuito.

Art. XIX. Nè la Commissione, nè verun Ufficio doganale, avranno facoltà di esentare dalla tassa prefissa, o diminuirla, qualunque sia per essere la natura, l'origine, e la destinazione degli effetti e delle merci e senza avere riguardo da chi provengono, ed a chi sieno dirette, e per ordine di chi se ne effettui il trasporto.

Art. XX. Gli affari contenziosi relativi alla navigazione, verranno decisi dagli Ufficj di sorveglianza e doganali, ed in ultima istanza dalla Commissione. Quelli di polizia, sia correzionale, sia criminale, saranno di conoscenza delle rispettive Autorità giudiziarie del Distretto o Comune dove insorgono, ed avranno il corso regolare stabilito dalle vigenti leggi.

1849 Art. XXI. La cura di prevenire il contrabbando sulle rive del Pò, e nell'interno dei territorj confinanti, resta a carico dei singoli Governi, i quali però dirameranno in proposito ai loro Doganieri e Guardie quelle istruzioni, che sieno consentanee, allo spirito della presente Convenzione.

Art. XXII. Ogni bastimento o naviglio, che entra in Pò, proveniente dal mare, sarà soggetto alle discipline sanitarie, prescritte nei porti austriaci o pontificj, alla foce del fiume, e non potrà proseguire il suo viaggio, che dopo di aver adempito alle medesime, ricevendone l'attestato di libera pratica, che dovrà rendere ostensibile, a qualunque richiesta da parte di competente Autorità.

Art. XXIII. Riguardo al Servizio ed alle retribuzioni da assegnarsi ai piloti, sarà provvisto con uno speciale regolamento; di cui la stesura e l'emanazione si affidano alla Commissione di sopra mentovata.

Art. XXIV. Riguardo alle monete, pesi e misure, si riterrà per norma il sistema metrico decimale italiano.

Articolo addizionale.

Per estendere anche i vantaggi dalla presente Convenzione derivanti alla navigazione del Pò, l'I. R. Governo Austriaco assume, di intavolare col Piemonte, le opportune trattative, cui serviranno di base, le massime superiormente stabilite.

Tariffa per la tassa di navigazione sul Pò.

Per tutto il corso fra le due Dogane estreme ed oltre le medesime.

I. Cl.	Per bastimenti,	1000 quint. all' insù	— L.	12 —
II. Cl.	naviglj e	da 500 a 1000 qi.	— L.	6 —
III. Cl.	barche della	„ 200 a 500 „	— L.	3 —
IV. Cl.	capacità di	sotto 200 quin.	— L.	1.30

Fra le due Dogane estreme, si paga la metà della tassa.

Bastimenti, naviglj e barche, non carichi, pagano in ogni senso la metà.

In fede di che, etc.

AUTRICHE ET PARME. 1849

Convention entre l'Autriche et Parme, concernant la souveraineté à exercer sur les îles du Pò, signée à Milan, le 3 Juillet 1849.

S. M. l'Imperatore d'Austria, etc. etc., e S. A. R., l'Infante di Spagna, Duca di Parma, etc. etc. Sicome mediante le convenzioni del 25 Luglio 1821 ed 11 Luglio 1834, si sono stabilite fra l'Austria ed il Ducato di Parma le norme da seguirsi, pel passaggio delle Isole del Po, dall' uno all' altro dominio, dipendente da variazioni fluviali, per le quali un' Isola appartenente ad uno Stato, si fosse attaccata al continente dell' altro Stato, come pure circa alla pertinenza delle nuove Isole, e ciò a modificazione di quanto era in proposito determinato dall' Articolo 95 dell' Atto Generale del Congresso di Vienna, essendosi per altro omesso di considerare il caso, dell' unione di due Isole, appartenenti a diversi stati, ed al fine di riempire tale lacuna, — hanno convenuto quanto appresso, e quindi nominato a Loro Plenipotenziarj, cioè :

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

i quali, essendosi riuniti in Milano, ed avendo esibiti i loro pienipoteri, trovati in buona e debita forma, e quelle scambiatisi, — hanno convenuto e stipulato quanto segue:

Articolo addizionale.

Due Isole saranno a considerarsi stabilmente congiunte fra loro, quando l'interrimento del canale interposto, giunga al livello della media piena in guisa, che per ogni maggiore elevazione del Pò, le acque possano prendervi un corso continue.

In tale caso l'alto dominio d'entrambe le Isole, passerà a quello degli stati confinanti, cui apparteneva l'Isola più estesa.

L'estensione relativa delle Isole, verrà determinata per la parte, che emerge dalle acque ordinarie del Pò, il cui livello s'intende corrisponda, allo stato di maggiore tenuta, ossia permanenza del fiume.

In fede di che, etc.

1849

AUTRICHE ET SARDAIGNE.

Traité de paix entre l'Autriche et la Sardaigne, signé à Milan, le 6 Août 1849.

Art. I. Il y aura à l'avenir et pour toujours paix, amitié et bonne intelligence entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Leurs héritiers et successeurs, Leurs États et sujets respectifs.

Art. II. Tous les traités et conventions conclus entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, qui étaient en vigueur au 1 Mars 1848, sont pleinement rappelés et confirmés ici, autant qu'on n'y déroge pas par le présent traité.

Art. III. Les limites des États de Sa Majesté le Roi de Sardaigne du côté du Pô et du côté du Tésin seront telles qu'elles ont été fixées par les paragraphes 3, 4 et 5 de l'article LXXXV de l'Acte final du Congrès de Vienne du 9 Juin 1815, c'est-à-dire, telles qu'elles existaient avant le commencement de la guerre, en 1848.

Art. IV. Sa Majesté le Roi de Sardaigne, tant pour elle que pour ses héritiers et successeurs, renonce à tout titre comme à toute prétention quelconque sur les pays situés au-delà des limites désignées aux susdits paragraphes de l'Acte précité du 9 Juin 1815.

Toutefois le droit de réversibilité de la Sardaigne sur le Duché de Plaisance est maintenu dans les termes des traités.

Art. V. Son A. R. l'Archiduc, Duc de Modène, et S. A. R. l'Infant d'Espagne, Duc de Parme et de Plaisance seront invités à accéder au présent traité.

Ce traité sera ratifié, et les ratifications de même que les actes d'accession et d'acceptation, en seront échangées dans le terme de quatorze jours ou plus tôt si faire se pourra.

En foi de quoi, etc.

Articles séparés et additionnels.

Art. I. Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à payer à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche la somme de soixante-quinze millions de francs à titre d'indemnité des frais de la guerre de toute nature, et de dommages soufferts pendant la guerre par le gouvernement autrichien, et par ses sujets, villes, corps moraux ou corporations, sans aucune exception, ainsi que pour les réclamations qui auraient été élevées pour la même cause, par Leurs Altesses Royales, l'Ar-

chiduc, Duc de Modène et l'Infant d'Espagne, Duc de Parme et de 1849
Plaisance.

Art. II. Le payement de la somme de soixante-quinze millions de francs stipulé par l'article précédent sera effectué de la manière suivante.

Quinze millions de francs seront payés en argent comptant moyennant un mandat payable à Paris, à la fin du mois d'Octobre prochain, sans intérêts, qui sera remis au plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur au moment de l'échange des ratifications du présent traité.

Le payement des soixante millions restants doit avoir lieu en dix versements successifs, à effectuer de deux en deux mois à raison de six millions chacun en argent comptant, à commencer du premier terme qui sera en échéance à la fin de Décembre prochain, avec l'intérêt à cinq pour cent sur le montant du terme à payer. Pour chaque terme les intérêts seront calculés à dater du premier du mois qui suivra celui dans lequel les ratifications du présent traité seront échangées.

Pour garantie de l'exactitude de ce payement, le gouvernement sarde remettra en dépôt à celui de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, au moment de l'échange des ratifications du présent traité, soixante inscriptions d'un million de francs chacune en capital, soit de cinquante-mille francs de rente chacune sur le Grand-Livre della dette publique de la Sardaigne. Ces inscriptions seront restituées au gouvernement de Sa Majesté Sarde, au fur et à mesure des versements qui seront effectués à Vienne, en lettres de change sur Paris, comme il est stipulé ci-dessus.

Si le gouvernement sarde, par quelque motif que ce soit, manquait de retirer ses inscriptions et de faire les versements stipulés, il est entendu que deux moix après l'échéance du terme non payé, le gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique serait autorisé, par ce fait même, à faire vendre chaque fois à la bourse de Paris des rentes pour la somme échue de six millions, soit trois cent-mille francs de rente. Le déficit qui pourrait en résulter, comparativement à leur valeur nominale, serait à charge du gouvernement de Sa Majesté Sarde, et le montant en devra être payé par lui dans le plus bref délai possible, en lettres de change sur Paris, conjointement avec les intérêts échus qui seraient calculés jusqu'au jour où ce payement aura effectivement lieu.

Art. III. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche s'engage de son côté à faire évacuer entièrement par les troupes autrichiennes dans le terme de huit jours après la ratification du présent traité, les États

1849 de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, soit le territoire sarde, dans les limites établies à l'article III du traité de paix de ce jour.

Art. IV. Comme il existe depuis de longues années une contestation entre la Sardaigne et l'Autriche à l'égard de la ligne de démarcation près de la ville de Pavie, il est convenu que la limite en cet endroit sera formée par le *Thalweg* du canal dit Gravellone et qu'on fera construire de commun accord et à frais communs, sur ce même canal, un pont sur lequel il ne sera pas perçu de péage.

Art. V. Les deux hautes parties contractantes, désirant donner plus d'étendue aux relations commerciales entre les deux pays, s'engagent à négocier prochainement un traité de commerce et de navigation, sur la base de la plus stricte réciprocité, et par lequel leurs sujets respectifs seront placés sur le pied de la nation la plus favorisée.

A cette occasion on prendra également en considération la question des sujets mixtes, et on conviendra des principes qui devront régler leur traitement réciproque.

Dans le but de faciliter et de favoriser le commerce légitime aux frontières de leurs territoires, elles déclarent de vouloir employer mutuellement tous les moyens en leur pouvoir pour y supprimer la contrebande. Pour mieux atteindre ce but elles remettent en vigueur la convention conclue entre la Sardaigne et l'Autriche, le 4 Décembre 1834 pour deux ans à commencer du 1er Octobre prochain, avec la condition énoncée à l'article XXIV de la dite convention, c'est-à-dire, qu'elle sera considérée comme renouvelée de deux en deux ans, à moins que l'une des deux parties ne déclare à l'autre, trois mois au moins avant l'expiration de la période des deux années, qu'elle devra cesser d'avoir son effet.

Les deux parties contractantes s'engagent à introduire successivement dans la dite convention toutes les améliorations que les circonstances rendront nécessaires, pour atteindre le but qu'elles ont en vue.

Art. VI. Le gouvernement autrichien, en retour des avantages que la remise en vigueur de cette convention procure à son commerce, consent à la résilation de celle conclue le 11 Mars 1751 entre le gouvernement sarde et celui de la Lombardie, et déclare en conséquence qu'elle n'aura plus aucune valeur à l'avenir. Il consent en outre à révoquer, aussitôt après la ratification de la présente convention, le décret de la chambre-aulique, qui a imposé, à dater du 1er Mai 1846, une surtaxe sur les vins du Piémont.

Art. VII. Les présents articles séparés et additionnels auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot au traité

principal de ce jour. Ils seront ratifiés, et les ratifications en seront 1849
échangées en même temps.

En foi de quoi, etc.

(L'acte d'accession de S. A. I. et R. le Duc de Parme au traité de paix ci-dessus, est du 14 Août 1849.)

AUTRICHE ET MODÈNE.

Traité entre l'Autriche et Modène, pour régler les limites des deux pays, signé à Milan, le 8 Août 1849.

Art. I. Nel caso che, ottenendosi da Sua Maestà l'Imperatore l'adesione del Governo Pontificio alla libera Navigazione del Pò, la relativa Convenzione firmata dai Plenipotenziari Austriaco, Modenese e Parmigiano in data del 3 Luglio 1849 possa entrare in attività, Sua Altezza Reale il Duca di Modena rinunzia alla giurisdizione, che di fronte alla linea fra Brescello e Gualtieri fino alla sinistra sponda di Pò ha finora esercitata, appoggiandosi sopra antichi Trattati di cui i §§ 95 e 98 dell'Atto finale del Congresso di Vienna riconobbero l'esistenza, limitandosi a che la linea di demarcazione dei Suoi Stati segua da quel lato il *Thalweg* del fiume colle modalità e condizioni che si diranno in seguito.

Art. II. Sua Maestà Imperiale Reale Apostolica a compenso di simile rinunzia di giurisdizione, e anche ad indennizzo dei dazi che alle finanze Estensi corrispondono ora le finanze Imperiali pel transito dei generi regali nelle acque considerate di giurisdizione Estense, e specialmente a conseguire la bramata regolarità di confini, dà in permuta a Sua Altezza Reale il Duca di Modena l'alto Dominio, non che qualunque diritto di Sovranità e di giurisdizione sul territorio comunale di Rolo e sulla porzione di quello di Gonzaga che rimane compreso fra i Canali Tagliata e Parmigiana ove ha luogo la loro confluenza. Per tal modo quel tratto di confine Austro-Estense, il quale dapprima intersecava il Canale Tagliata seguirà invece la *mezzeria* di questo Canale dal detto punto d'intersezione a quello della sua confluenza nel Canale Parmigiana, risalirà dippoi la mezzeria di quest' ultimo fino alla punta del territorio di Rolo, ove la Fossa di Raso ed il Canalazzo confluiscono nella Parmigiana presso il Torrione della Moglia. Dopo questo punto il confine conti-

1849 nuerà coll' odierno suo audamento lunghesso la Fossa di Raso ed il Colatore Busatello: il tutto come più esattamente vedesi descritto nelle due Mappe unite al presente Trattato.

Art. III. Colla cessione dei territori preaccennati si cedono allo Stato Estense le ragione attive e passive dello Stato Austriaco verso i medesimi. E costituisce le passive principalmente il possesso in che si trovano quei proprietari di essere esonerati dalle spese di digagna per regolamento di scoli, conservazione e diffesa di arginatura, le quali spese nella provincia di Mantova furono assunte dallo Stato salvo un determinato contributo di essa Provincia.

Art. IV. Coll' attuale Trattato si rendono comuni alla parte di Pò che scorre dinnanzi alla sponda estense da Brescello a Gualtieri i principii ora vigenti di fronte alla sponda di Guastalla divenuta Estense in forza del Trattato 28 Novembre 1844: principii i quali si desumono dalle due apposite Convenzioni 25 Maggio 1821 ed 11 Luglio 1834 stipulate fra l'Austria e Parma, e che applicansi al caso speciale nel modo inforiormente indicate agli Articoli V, VI, VII, IX, X, XI coll' aggiunta del prescritto all' Articolo VIII.

Art. V. Coll' introdurre così qual limite giurisdizionale fra Stato e Stato nella confinazione del Pò, il *Thalweg* di esso fiume, si intende ancora che le isole poste a sinistra del medesimo in tutta la linea tanto di Guastalla, che da Brescello a Gualtieri restino o divengano Austriache, e che vice-versa quelle poste a diritta sieno modenesi così le isole Violardi e S. Simeone già regolarmente consegnate, e l'isola Camerale, che nell' annessa Mappa è segnata No. I apparterranno all' Imperiale Reale Governo, e l'isola Camerale nella Mappa stessa segnata No. II seguiterà ad essere nella giurisdizione Estense.

Art. VI. Così pure i diritti di Sovranità soprà le nuove isole o sulle nascenti o sugli incrementi fluviali saranno determinati dal *Thalweg* a seconda della loro collocazione in destra od in sinistra del medesimo (giacchè nel primo caso diverranno Estensi e nel secondo Austriaci) ritenuto che per nascenti intendonsi quelle isole, la cui altezza corrisponde almeno allo stato ordinario del fiume, determinato dall' idrometro più vicino.

Art. VII. Le isole o gli incrementi fluviali che si uniranno ad un continente passeranno sotto il domini del Sovrano, il quale possiede la riva cui dessi si saranno aggregati, ritenendo unito al continente un' isola od un incremento fluviale allorchè l'interrimento di tutto o di parte dell' alveo derelitto interposto giungerà all' altezza della *mezza piena* e ritenendo questo corrispondere all' altezza media tra la massima magra e la massima piena conosciute e marcate dall' idrometro essistente nella linea precisamente di fronte all' isola od

incremento di cui si tratta, ed in mancanza d'idrometro in tale posizione da una media presa fra le altezze dei due idrometri superiore ed inferiore, riducendo le differenze in proporzione delle distanze. 1849

Art. VIII. E poichè nelle Convenzioni accennate al precedente Articolo IV non è contemplato il caso dell' unione di due isole di Pò appartenenti a differenti Stati, e potendo non-ostante ciò avvenire, così in aggiunta col presente Trattato si conviene che, tanto lungo la fronte da Brescello a Gualtieri, quanto lungo quella di Guastalla, ossia per tutto il tratto di Pò esistente fra l'Austriaco e l'Estense, se avviene congiungimento di due isole, entrambe le isole unite apparterranno, indipendentemente anche dal *Thalweg*, a quello de' due Stati cui apparteneva già la più estesa. L'estensione relativa delle due isole verrà determinata per la parte che emerge dalle acque ordinarie del Pò, il cui livello si intende corrisponda allo stato di maggiore tenuta o permanenza del fiume; e due isole saranno a considerarsi stabilmente congiunte quando l'interrimento del Canale interposto giunga al livello della media piena (determinata nel modo prescritto in caso analogo all' Articolo VII), in guisa che soltanto per ogni maggiore elevazione del Pò, le acque possano prendervi un corso continuo.

Art. IX. I due Governi stipulanti si impegnano reciprocamente di dare gli ordini necessari acciocchè i loro Ingegneri rispettivamente sulla propria linea di Pò si prestino sopra vicendevole ricerca a fare tutte le verificazioni che fossero rese necessarie per le variazioni di corso, affine di constatare sulla scorta dei principii stabiliti agli antecedenti Articoli VI, VII e VIII, sia l'apparizione di nuove isole, sia l'aggregazione di alcune di esse fra loro o ad un continente; ma ogni qualvolta avverandosi uno di questi due ultimi casi, possa aver luogo un passaggio di alto dominio o di Sovranità, ciò dovrà succedere in modo regolare e previe le debite requisitorie fra Stato e Stato, appoggiate però al riferto degli Ingegneri, e se occorresse anche al sopraluogo di appositi Commissarii.

Art. X. Ed altresì nel caso che, sempre pel convenuto agli antecedenti Articoli VII e VIII, si verifichi che alcun' isola od incremento fluviale passi da una all' altra delle due Sovranità contraenti, i redditi delle isole od incrementi che devono consegnarsi, cominceranno a decorrere dal giorno dell' effettuata consegna. In conseguenza gli arretrati che potranno essere dovuti fino a quell' epoca apparterranno di diritto alla parte cedente, la quale potrà esercitare pel loro incasso le necessarie azioni.

Art. XI. All' effetto di prevenire ogni discussione ed ogni timore relativamente alle dighe ed altri lavori idraulici che potrà occorrere

1849 di costruire sopra l'una o l'altra delle due rive di Pò, e per impedire sopratutto che non ne nascano delle forzate deviazioni a danno dell' opposta riva, è formalmente convenuto che i lavori e le opere di questa natura non potranno essere effettuati dall' una o dall' altra parte se non dopo che i due Governi si saranno fra di loro concertati e messi perfettamente d'accordo, salve le conseguenze delle stipulazioni che potranno essere fatte a questo riguardo nella Convenzione relativa al regolamento della navigazione di Pò.

Art. XII. Affine di constatare i rispettivi esercizi di Sovranità sulle isole, di cui nel precedente Articolo V, e per l'osservanza di quanto altro procedesse in questo particolare dal presente Trattato, dovrà entro un mese dalla sua effettuazione nominarsi apposita Commissione, cui sarà demandata la facoltà del pieno relativo eseguimento, salva la definitiva Superiore approvazione.

Art. XIII. E siccome il Trattato attuale mira al precipuo e vantaggioso fine di sopprimere le molte irregolarità che presenta il confine comune alle due Sovranità contraenti senza danno di nessuna di esse, ma con quegli equivalenti compensi che le località sono in grado di somministrare, così egualmente entro un mese dalla sua effettuazione sarà nominata altra apposita Commissione, la quale ispezionando il confine summentovato, e rilevandone le irregolarità proporrà gli equitativi compensi che ritenesse opportuni affine di ottenere quella rettificazione cui i due Governi fin d'ora sono disposti.

Art. XIV. Con tutto ciò, siccome è accennato nell' Articolo I, il presente Trattato non avrà effetto se non quando potrà colla adesione del Governo Pontificio entrare in attività la Convenzione per la libera navigazione del Pò, ed allora le rispettive rinunzie della giurisdizione estense di Pò, ed immissione e presa di possesso del territorio di Rolo e di parti di quello di Gonzaga indicati all' Articolo II verranno opportunamente in via diplomatica concertate fra Stato e Stato, restando nel frattanto ogni relativo diritto siccome al presente.

Art. XV. Il presente Trattato sarà ratificato, e le ratifiche si cambieranno in Vienna entro un mese o prima se sarà possibile. E sarà cura dell' Imperiale Regio Governo Austriaco di regolare, occorrendo, la rettificazione qui convenuta de' suoi confini con apposita Legge a seconda del § 6 della Costituzione dell' Impero.

In fede di che, etc.

SARDAIGNE ET TOSCANE. 1849

Convention de commerce et de navigation entre la Sardaigne et la Toscane, relative à l'article 10 du traité du 5 Juin 1847, signée à Turin, le 24 Septembre 1849.

Art. I. L'articolo 10 del Trattato del cinque giugno mille ottocento quarantasette fra la Corte di Sardegna e quella di Toscana, il quale contiene la riserva a favore della rispettiva bandiera nazionale, di diritti differenziali sui cereali, olio di oliva e vini trasportati direttamente dal Mar Nero, dai porti dell' Adriatico e dal Mediterraneo fino al Capo Trafalgar, resta, in forza della presente Convenzione, pienamente abolito.

Art. II. Per effetto di tale abolizione la bandiera Sarda nei porti dei dominii di Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, e viceversa la Toscana in quelli di Sua Maestà il Re di Sardegna appena la presente Convenzione abbia ricevute le necessarie sanzioni, godranno di una perfetta parità di trattamento con la bandiera nazionale, anche per i generi esclusi mediante il citato Trattato del mille ottocento quarantasette.

Art. III. Nulla è nel rimanente innovato al suddetto Trattato del cinque giugno mille ottocento quarantasette, le cui disposizioni continueranno ad essere nella piena loro attività.

Art. IV. La presente Convenzione, che sarà ratificata fra quattro settimane, e più presto se si potrà, rimarrà in vigore a tutto il trenta giugno mille ottocento cinquantasette, cioè a dire per il termine prefisso dalle due Corti alla durata del precedente Trattato del cinque giugno mille ottocento quarantasette, del quale s'intende che debba riguardarsi come parte integrante, di modo che per la disdetta o la continuazione di essa nel tempo a detta epoca successivo dovranno seguirsi come se fossero qui testualmente ripetute le norme stabilite all' articolo 13 del predetto Trattato.

In fede di che, etc.

1849

FRANCE ET CHILI.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et le Chili, signé à Santiago du Chili, le 15 Septembre 1846, et ratifié le 7 Octobre 1849.

Art. I. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre Sa Majesté le Roi des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et le Président de la République du Chili, d'autre part, et entre les sujets et citoyens des deux États, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. II. Les Français au Chili, et les Chiliens en France, pourront, réciproquement et en toute liberté, entrer avec leurs navires et cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières des deux États, qui sont ou seront ouverts au commerce étranger.

Ils pourront faire le commerce d'échelle dans les ports ouverts à cet effet, pour décharger partiellement les cargaisons par eux apportées de l'étranger, ou pour former successivement leurs cargaisons de retour; mais ils n'auront pas la faculté d'y décharger les marchandises qu'ils auraient reçues dans un autre port du même État, ou, autrement, de faire le cabotage, que chacune des parties contractantes se réserve de régler d'après ses propres lois.

Ils pourront, comme les nationaux, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers, et être admis comme cautions en douane, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux, et que les biens fonciers ou mobiliers qu'ils y posséderont, présenteront une garantie suffisante.

Ils seront entièrement libres de faire leurs affaires, de se présenter en douane, devant les tribunaux et dans toutes les administrations publiques, soit par eux-mêmes, soit par l'entremise des agents consulaires de leur nation. Ils pourront aussi se faire représenter par d'autres personnes, en se conformant aux lois en vigueur dans les pays respectifs. Ils seront également libres, dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant impor-

tés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les 1849
destinent à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et aux règlements du pays.

Ils ne seront d'ailleurs assujettis, dans aucun cas, à d'autres ou à de plus fortes charges, impôts ou contributions que ceux payés par les sujets ou citoyens de la nation étrangère la plus favorisée, en comprenant, pour le Chili, dans lesdits impôts, le droit de patente que payent les commerçants et trafiquants étrangers.

Art. III. Les sujets ou citoyens respectifs jouiront, dans les deux États, d'une complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, pour la poursuite et la défense de leurs droits. Ils seront maîtres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos. Enfin, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges accordés aux nationaux eux-mêmes.

Ils seront d'ailleurs exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes et milices nationales, ainsi que de toutes contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions militaires pour quelque motif que ce soit, et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, à d'autres droits, réquisitions ou impôts que ceux qui seraient payés par les sujets ou citoyens de la nation étrangère la plus favorisée, sans exception.

Les sujets ou citoyens de l'une des parties contractantes qui résideraient dans l'étendue des domaines ou sur le territoire de l'autre ne seront assujettis à aucune visite ou perquisition vexatoire; il ne sera fait de leurs livres aucun examen ou inspection arbitraire, excepté en cas de trahison, de contrebande et autres crimes, pour lesquels lesdites visite, perquisition, examen ou inspection ont lieu en vertu des ordres de l'autorité compétente; lesdites visite, perquisition, examen ou inspection étant alors pratiqués dans les formes légales et en présence du consul ou vice-consul de la nation à laquelle appartiendrait l'inculpé, ou en présence de son délégué ou représentant, s'il y en avait un sur les lieux, et pourvu qu'il se prêtât à concourir à cet acte, dans le délai indiqué par l'autorité qui aurait ordonné la visite.

Art. IV. Les sujets ou citoyens des deux États jouiront respectivement d'une liberté de conscience pleine et entière, et ils pourront exercer leur culte de la manière que le permettront la constitution et les lois du pays où ils se trouveront.

Art. V. Les Français au Chili et les Chiliens en France pourront

1849 acquérir toute espèce de biens par vente, échange, donation, testament, et par toute autre voie, de la même manière que les habitants du pays.

Les héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter sur les biens qui leur seraient échus par héritage ou legs, des droits autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés, dans des cas semblables, par les nationaux eux-mêmes.

Art. VI. Les sujets de l'un ou de l'autre État ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, cargaisons, marchandises ou effets, pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public ou particulier que ce soit, sans une indemnité débattue et fixée préalablement par les parties intéressées, comme une compensation suffisante de cet usage, et comme indemnité des torts, pertes, retards et dommages qui résulteront du service auquel ils seront obligés.

Art. VII. Pour la plus grande sécurité du commerce entre les sujets de Sa Majesté le Roi des Français et les citoyens de la République du Chili, il est convenu que si, malheureusement, les relations pacifiques qui existent entre les deux parties contractantes venaient à être rompues, il sera accordé aux sujets ou citoyens de chacune d'elles, résidant sur les côtes des domaines et territoires de l'autre, un terme de six mois, et, à ceux qui se trouveront dans l'intérieur du pays, d'une année entière, pour régler leur affaires et pour disposer de leurs propriétés, et, en outre, un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans tel port qu'ils indiqueront de leur propre gré ; et seulement dans le cas où ils ne se comporteraient pas d'une manière pacifique, ou s'ils commettaient quelque infraction aux lois, ils pourraient être contraints à sortir du pays avant le terme desdits délais ; et même, le cas échéant de cette rupture, tous les autres sujets ou citoyens des deux parties contractantes qui seront établis sur le territoire ou dans l'étendue des domaines de l'autre, et qui y exerceront quelque profession ou commerce spécial, pourront continuer de résider ou d'exercer lesdites profession ou commerce sans aucun empêchement et avec la possession pleine et entière de leur liberté et de leurs biens, tant qu'ils se comporteront d'une manière pacifique et ne commettront aucune offense contre les lois du pays ; enfin, leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils puissent être, soit en leur possession, soit à la charge d'autres individus ou de l'État, ne seront assujettis à aucune saisie ou séquestre, ni à d'autres charges ou impositions que celles qui seraient exigées sur des biens ou effets semblables, appartenant aux sujets et citoyens mêmes des domaines ou

territoires sur lesquels lesdits sujets ou citoyens résideraient. De 1849
même, les dettes entre particuliers, non plus que les fonds publics, ni les actions de compagnies ne pourront jamais être saisis, séquestrés ou confisqués.

Art. VIII. Le commerce français au Chili et le commerce chilien en France seront traités, sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation étrangère la plus favorisée.

Dans aucun cas, les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol ou de l'industrie du Chili, et au Chili sur les produits du sol ou de l'industrie de la France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits importés par la nation la plus favorisée. Le même principe sera observé pour l'exportation.

La quotité des droits sur les marchandises taxées à la valeur sera déterminée par les lois et usages du pays respectif.

Aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays qu'elle ne soit également étendue à tous les autres États.

Les formalités qui pourraient être requises pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux États seront également communes à toutes les autres nations.

Art. IX. Les produits du sol et de l'industrie de chacun des deux pays, importés sous le pavillon de l'un des deux pays dans les ports de l'autre, ne supporteront, à raison du mode de transport, d'autres surtaxes que celles qui sont ou seraient imposées dans les mêmes cas sur les produits de la nation la plus favorisée.

De même, les produits exportés acquitteront les mêmes droits et jouiront des mêmes franchises, allocations et restitutions de droits, qui sont ou pourraient être réservés aux exportations faites sur les bâtiments de la nation la plus favorisée.

Art. X. Les navires français arrivant dans les ports du Chili ou en sortant, et les navires chiliens à leur entrée dans les ports de France ou à leur sortie, ne seront assujettis à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de quarantaine ou autres affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires de la nation la plus favorisée.

Néanmoins, si le traitement national venait à être accordé par le Chili à une autre nation, la France devrait en jouir par ce seul fait, sous la condition d'une parfaite réciprocité.

Les droits de tonnage et autres qui se prélèvent en raison de la

1849 capacité du navire seront, d'ailleurs, perçus en France pour les navires chiliens d'après le registre chilien du navire, et, pour les navires français au Chili, d'après le congé ou passe-port français du navire.

Art. XI. Les navires respectifs qui, par quelque accident inévitable et de force majeure, relâcheraient dans les ports ou sur les côtes de l'un ou de l'autre État, ne seront assujettis à aucun droit de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, sauf les droits de pilotage et autres de même nature, représentant le salaire de services rendus par des industries privées, pourvu que ces navires n'effectuent aucun chargement ni déchargement de marchandises.

Il leur sera permis de déposer à terre les marchandises composant leur chargement ou de les transborder sur d'autres navires, pour éviter qu'elles ne dépérissent, et il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux relatifs au loyer des magasins et chantiers publics qui seraient nécessaires pour déposer les marchandises et pour réparer les avaries du bâtiment.

Art. XII. Seront considérés comme français au Chili, et comme chiliens en France, les bâtiments qui navigueront sous les pavillons respectifs, et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États pour la justification de la nationalité des navires de commerce.

Les deux parties contractantes se réservent, d'ailleurs, le droit, si les intérêts de leur navigation venaient à souffrir de la teneur de cet article, d'y apporter, d'un commun accord, les modifications qui leur paraîtraient convenables aux termes de leur législation respective.

Art. XIII. Les navires, marchandises et effets appartenant aux sujets ou citoyens respectifs, qui auraient été pris par les pirates et conduits ou trouvés dans les ports de la domination de l'un ou de l'autre pays, seront remis à leurs propriétaires (en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux respectifs), lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être faite, dans le délai de deux ans, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. XIV. Les bâtiments de guerre et les paquebots de l'État de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée ; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes avantages.

Art. XV. S'il arrive que l'une des deux parties contractantes soit 1849
en guerre avec quelque pays tiers, l'autre partie ne pourra, dans aucun cas, autoriser ses nationaux à prendre ni accepter des commissions ou lettres de marque pour agir hostilement contre la première, ou pour inquiéter le commerce ou les propriétés de ses sujets.

Art. XVI. Les deux parties contractantes adoptent, dans leurs relations mutuelles, le principe que le pavillon couvre la marchandise. Si l'une des deux parties reste neutre quand l'autre est en guerre avec quelque autre puissance, les marchandises couvertes du pavillon neutre sont aussi réputées neutres, même quand elles appartiendraient aux ennemis de l'autre partie contractante.

Il est également convenu que la liberté du pavillon assure aussi celle des personnes, et que les individus appartenant à une puissance ennemie qui seraient trouvés à bord d'un bâtiment neutre ne pourront pas être faits prisonniers, à moins qu'ils ne soient militaires et actuellement engagés au service de l'ennemi.

En conséquence du même principe sur l'assimilation du pavillon et de la marchandise, la propriété neutre trouvée à bord d'un bâtiment ennemi sera considérée comme ennemie, à moins qu'elle n'ait été embarquée dans ce navire avant la déclaration de guerre, ou avant qu'on eût connaissance de cette déclaration dans le port d'où le navire est parti.

Les deux parties contractantes n'appliqueront ce principe, en ce qui concerne les autres puissances, qu'à celles qui le reconnaîtront également.

Art. XVII. Dans le cas où l'une des parties contractantes serait en guerre avec une autre puissance, et où ses bâtiments auraient à exercer en mer le droit de visite, il est convenu que s'ils rencontrent un navire appartenant à l'autre partie demeurée neutre, ils y enverront, dans leur canot, deux vérificateurs chargés de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables, dans leurs personnes et leurs biens, de toute vexation ou acte de violence qu'ils commettraient ou toléreraient à cette occasion.

La visite ne sera permise qu'à bord des bâtiments qui navigueraient sans convoi : il suffira, lorsqu'ils seront convoyés, que le commandant du convoi déclare, verbalement et sur sa parole d'honneur, que les navires placés sous sa protection et sous son escorte appartiennent à l'État dont il arbore le pavillon, et qu'il déclare, lorsque ces navires sont destinés pour un port ennemi, qu'ils n'ont pas de contrebande de guerre.

1849 Art. XVIII. Dans le cas où l'un des deux États serait en guerre avec quelque autre puissance, nation ou État, les sujets de l'autre État pourraient continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes États, excepté avec les villes ou ports qui seraient réellement bloqués ou assiégés.

Bien entendu que cette liberté de commercer et de naviguer ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, objets d'équipement militaire et tous instruments quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Dans aucun cas, un bâtiment de commerce appartenant à des sujets de l'un des deux États, qui se trouvera expédié pour un port bloqué par l'autre État, ne pourra être saisi, capturé et condamné, si, préalablement, il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence du blocus par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division de ce blocus; et pour qu'on ne puisse alléguer une prétendue ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé, s'il vient ensuite à se représenter devant le même port pendant le temps que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui le rencontrera d'abord devra apposer son visa sur les papiers de ce navire, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la signification en question, laquelle contiendra, d'ailleurs, les mêmes indications que celles exigées pour le visa.

Art. XIX. Il pourra être établi des consuls de chacun des deux pays dans l'autre, pour la protection du commerce. Ces agents n'entreront en fonctions qu'après en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement territorial. Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls; bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leurs pays à toutes les nations.

Art. XX. Les consuls, leurs chanceliers et leurs secrétaires seront exempts de tout service public, et, également, de toute espèce de droits, impositions et contributions, à l'exception des charges qu'ils doivent supporter pour raison de commerce ou de propriété, et auxquelles sont soumis les nationaux et les étrangers; étant obligés de se conformer en tout aux lois des pays respectifs.

Les consuls, leurs chanceliers et leurs secrétaires jouiront, d'ailleurs, de tous les autres priviléges et immunités qui pourront être accordés dans leur résidence aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. XXI. Les archives, et, en général, tous les papiers des chancelleries des consulats respectifs seront inviolables; et, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale. 1849

Art. XXII. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les sujets ou citoyens des deux pays seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire. Cependant les consuls respectifs seront exclusivement chargés de la police interne des navires de commerce de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir.

Art. XXIII. En cas de décès de leurs nationaux, les consuls respectifs en seront avertis le plus tôt possible par l'autorité locale compétente; ils pourront croiser de leurs scellés ceux qui auraient été déjà mis par cette autorité, et, dans ce dernier cas, les doubles scellés ne pourront être levés que de concert. Ils seront de droit les représentants de ceux de leurs nationaux qui pourraient être intéressés dans une succession, et qui, ne se trouvant pas sur les lieux où la succession est ouverte, n'auraient pas constitué de mandataire. En cette qualité, ils exerceront les mêmes droits que l'héritier aurait pu exercer lui-même, moins celui de recevoir les fonds ou effets provenant de la succession. Pour les recevoir, il sera nécessaire qu'ils soient porteurs d'une procuration spéciale. Lesdits fonds ou effets, jusqu'à la réception de cette procuration, seront déposés entre les mains d'une personne au choix du consul et de l'autorité locale; ils pourront enfin, quand ils y seront invités par leurs nationaux, intervenir dans les inventaires, estimations, nominations de dépositaires et autres actes semblables, pour que les droits de leurs nationaux soient protégés.

Art. XXIV. Lesdits consuls généraux, consuls ou vice-consuls pourront requérir l'assistance des autorités locales pour faire arrêter, détenir et garder en prison les déserteurs, tant de la marine militaire que de la marine marchande de leur nation. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges et autorités compétentes, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, du rôle d'équipage ou autres documents authentiques, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée (moins cependant quand le contraire pourra être prouvé), la remise ne pourra leur être refusée. Les déserteurs, aussitôt qu'ils seront arrêtés, seront mis à la disposition desdits consuls généraux, consuls ou vice-consuls, et pourront être déposés dans les prisons publiques, sur la demande et aux frais

1849 des réclamants, pour être envoyés à bord des bâtiments auxquels ils appartiennent, ou sur d'autres de la même nation. Si, pourtant, ils n'étaient pas embarqués dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Il est bien entendu que, s'il venait à être découvert que le déserteur eût commis quelque crime ou délit, on pourra différer sa remise jusqu'après l'exécution de la sentence qui aurait été prononcée par le tribunal compétent.

Art. XXV. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer, en se rendant dans les ports respectifs, seront réglées par les consuls de leur nation, à moins, cependant, que des sujets ou citoyens du pays où réside le consul, ou d'autres étrangers qui ne soient pas de la nation du consul, ne se trouvassent intéressés dans ces avaries; car, dans ce cas, le règlement des avaries appartiendra aux autorités locales.

Art. XXVI. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes du Chili seront dirigées par les consuls de France, et, réciproquement, les consuls chiliens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XXVII. Les droits établis par le présent traité, en faveur des sujets français, sont et demeurent communs aux habitants des colonies et possessions françaises, et, réciproquement, les sujets chiliens jouiront, dans les colonies et possessions françaises, des avantages qui sont ou qui seront accordés au commerce et à la navigation de la nation la plus favorisée.

Art. XXVIII. Il est formellement convenu, entre les deux parties contractantes, qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les sujets de toutes classes,

les navires, les chargements et les marchandises de l'un des deux États, jouiront de plein droit, dans l'autre, des franchises, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce, gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle. 1849

Art. XXIX. Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications; et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Il est bien entendu que, dans le cas où cette déclaration viendrait à être faite par l'une ou l'autre des parties contractantes, les dispositions du traité relatives au commerce et à la navigation seraient seules considérées comme ayant cessé et expiré; mais qu'à l'égard des autres articles qui concernent les relations de paix et d'amitié, le traité n'en resterait pas moins perpétuellement obligatoire pour les deux puissances.

Art. XXX. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Santiago dans le délai de deux ans, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Articles additionnels au traité de commerce et de navigation entre la France et le Chili, signés à Paris, le 7 Octobre 1849.

Au nom de la Très-sainte Trinité.

Les ratifications du traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu, le 15 de Septembre de l'année 1846, entre la France et la République du Chili, n'ayant pu être échangées dans le délai de deux ans, fixé par l'article 30 de ce traité; et la République française s'étant plu à accéder à la proposition qui lui a été faite par la République du Chili d'aviser à un arrangement particulier destiné à proroger de droit le délai périmé de fait pour cet échange, des plénipotentiaires ont été nommés à cet effet, savoir,

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Art. I. Le délai fixé pour l'échange des ratifications entre la République française et la République du Chili, sur le traité d'amitié,

1849 de commerce et de navigation conclu, au nom des deux pays, le 15 Septembre 1846, est prorogé.

Art. II. Il est entendu que ces articles seront, de même que le traité précité, déjà revêtu de l'approbation législative du Congrès chilien réuni à Santiago, soumis à l'acceptation de l'Assemblée nationale française.

Art. III. Les présents articles, qui seront considérés comme additionnels au traité du 15 Septembre 1846 précité, et auront la même force et valeur que s'ils y étaient insérés mot à mot, seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées, dans la ville de Santiago du Chili, aussitôt que faire se pourra, pour le traité être mis sur-le-champ à exécution dans les deux pays.

En foi de quoi, etc.

ÉTATS RIVERAINS DU RHIN.

(LA FRANCE, LA PRUSSE, LA BAVIÈRE, LES PAYS-BAS, LES GRANDS-DUCHÉS DE BADE ET DE HESSE, ET LE DUCHÉ DE NASSAU.)

XIXe Article supplémentaire à la convention du 31 Mars 1831, pour le réglemen. de la navigation du Rhin, signé le 11 Octobre 1849.

Ad article 42 de la convention de 1831.

I. Quiconque est pourvû d'une patente pour l'exercice de la navigation du Rhin, conformément à l'article 42, pourra désormais entreprendre, pour un seul voyage à l'aller et au retour, la conduite *d'un bateau à voile*, autre que celui signalé dans la patente, et n'importe le pays riverain auquel le bateau appartient, lorsque le signalement du bateau à conduire aura été inscrit par l'autorité préposée à la police dans le port d'embarquement ou de départ, soit sur la patente, soit, à défaut d'espace, sur un certificat à joindre.

S'il s'agit de plusieurs voyages, ou en général d'un temps plus ou moins déterminé, la conduite d'un bateau à voile autre que celui indiqué dans la patente, ne pourra être entreprise, qu'après que le signalement du bateau à conduire aura été inscrit comme ci-dessus, soit sur la patente, soit sur un certificat à joindre, par l'autorité (art. 42) dont le batelier conducteur est le sujet. En outre, le batelier sera tenu de justifier envers tous bureaux de navigation et

agents préposés à la police, de la nationalité du bâtiment étranger 1849
dont il a entrepris la conduite, au moyen d'un certificat spécial émané de l'autorité du pays auquel le bâtiment appartient. Ce certificat qui relatera le nom, le n°. et la capacité du bâtiment, et le nom de son propriétaire, sera entretenu au courant par l'autorité qui l'a délivré, et ne pourra avoir plus de deux ans de date depuis le dernier visa.

II. Chaque sujet de l'un des États riverains, et muni de l'acquiescement préalable de son gouvernement, pourra obtenir de tout autre État riverain, la patente de batelier *pour la conduite des bateaux à vapeur,* s'il a satisfait aux conditions d'aptitude généralement prescrites dans l'État qui lui confère la patente.

La patente pourra également exprimer l'autorisation pour le titulaire de conduire tous et chacun des bâtiments à vapeur appartenant à la compagnie ou à la personne, au service de laquelle le patenté est engagé.

Les bateliers, conducteurs des bateaux à vapeur, seront tenus de justifier valablement, envers les bureaux de navigation et les préposés à la police, qui leur en feront la demande, des patrons propriétaires des bâtiments conduits par eux.

AUTRICHE ET RUSSIE.

Déclaration échangée entre l'Autriche et la Russie, touchant les Juifs transfuges, en date du $\frac{30 \text{ Octobre}}{11 \text{ Novembre}}$ 1849.

Déclaration.

Les gouvernemens de Russie et d'Autriche voulant régler d'un commun accord et dans un esprit de bon voisinage le renvoi des Juifs transfuges du territoire de l'un des deux Empires dans celui de l'autre, sont convenus des points suivans :

1. Les Juifs, sujets russes, qui auront passé en Autriche sans un permis en règle ou une autorisation légale quelconque, ou dont les passe-ports ou autres papiers se trouveraient ne plus être valables faute d'avoir été renouvelés au terme prescrit, seront renvoyés en Russie.

1849 2. Toutefois ils ne seront réadmis en Russie qu'autant que leur qualité de sujets russes aura été duement constatée et que leur absence ne se sera pas prolongée au-delà de cinq ans.

3. Ce terme de cinq ans comptera de l'époque où aura commencé l'absence illégale de l'individu en question. Toutefois la prescription sera interrompue par le premier avis que les autorités autrichiennes auront donné aux autorités russes de leur intention de renvoyer le transfuge. Le temps qui s'écoulera alors pour constater sa nationalité ne sera pas compris dans le calcul des cinq années.

4. Les dispositions qui précèdent s'appliqueront également aux Juifs qui ont illégalement quitté le pays avant l'échange de la présente déclaration.

5. La prescription de cinq ans ne s'étendra pas aux Juifs, qui, avant de passer la frontière, auraient commis un crime ou délit quelconque; et il demeure entendu que ceux-ci seront livrés à la première réquisition et sans égard à la durée de leur séjour hors du pays.

La présente déclaration sera échangée contre une déclaration semblable du ministère de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique. Les stipulations qu'elles renferment, entreront en vigueur le jour même de l'échange.

En foi de quoi, etc.

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement autrichien à celui de la Russie.)

BELGIQUE ET FRANCE.

Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et la France, signé à Paris, le 17 Novembre 1849.

Art. I. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux pays; ils ne payeront pas, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes, ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent, en matière de commerce,

les citoyens de l'un des deux États, seront communs à ceux de l'autre. 1849

Art. II. Les navires français, venant directement des ports de France avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne payeront, dans les ports de Belgique, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de quarantaine, de port, de phares, ou autres charges qui pèsent sur la coque du navire sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou établissements quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles, en Belgique, les navires belges venant des mêmes lieux et ayant la même destination.

Par réciprocité, et jusqu'à ce qu'il convienne à la Belgique d'exempter ses propres navires de tout droit de tonnage, comme la France le fait pour les siens, les navires belges, venant directement des ports de Belgique avec chargement, et sans chargement, de tout port quelconque, ne payeront dans les ports de France, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage que ceux que les navires français auront à payer en Belgique, conformément à la stipulation qui précède. Ils seront, d'ailleurs, assimilés aux navires français pour tous les autres droits ou charges énumérés dans le présent article.

Les exceptions à la franchise de pavillon qui atteindraient en France les navires français venant d'ailleurs que de la Belgique ou allant ailleurs qu'en Belgique, seront communes aux navires belges faisant les mêmes voyages; et cette disposition sera réciproquement applicable, en Belgique, aux navires français.

Art. III. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux États, aucun privilége, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance; la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments français et les bâtiments belges soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. IV. La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen des titres et patentes délivrés par les autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

Art. V. Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la

1849 navigation de l'Escaut, par le gouvernement des Pays-Bas en vertu du paragraphe troisième de l'article 9 du traité du 19 Avril 1839, est garanti aux navires français.

Art. VI. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des hautes parties contractantes par navires nationaux pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre puissance. Les marchandises importées dans les ports de la France ou de la Belgique, par les navires de l'une ou de l'autre puissance, pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants cause, le tout sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres charges de même nature plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. VII. Les marchandises de toute nature, importées directement de France en Belgique, sous pavillon français, et, réciproquement, les marchandises de toute nature importées directement de Belgique en France, sous pavillon belge, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques, ne payeront respectivement d'autres ni de plus forts droits quelconques de douane, de navigation ou de péage perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, et ne seront assujetties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous pavillon national.

Il est expressément entendu que les conditions spéciales imposées, en France, aux arrivages des entrepôts européens sous pavillon français s'appliqueront aux produits expédiés en France des entrepôts de Belgique sous pavillon belge.

Réciproquement, les conditions spéciales imposées en Belgique aux arrivages des entrepôts européens sous pavillon belge s'appliqueront aux produits expédiés en Belgique des entrepôts de France sous pavillon français.

Art. VIII. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de Belgique par navires français ou de France par navires belges, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes ou restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des deux pays, à la navigation nationale.

Toutefois, il est fait exception à ce qui précède et aux stipulations

des articles 1 et 7, en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet. 1849

Art. IX. Les navires français entrant dans un port de Belgique, et, réciproquement, les navires belges entrant dans un port de France et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront naturellement être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. X. Seront complétement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs,

1° Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en ressortiront sur lest;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire; le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier; les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. XI. En ce qui concerne le cabotage (commerce de port à port), les navires des deux nations seront traités de part et d'autre sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. XII. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilége, faveur ou immunité à un autre État, qu'il ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession a été conditionnelle.

Art. XIII. Les stipulations qui précèdent (articles 1, 2, 3, 4, 6, 7, 8 et 9) s'appliquent tant à la navigation par rivières et par canaux

1849 qu'à la navigation maritime, de manière que, nommément par rapport aux droits de douane, aux droits de navigation pesant soit sur les navires, soit sur les cargaisons, aux droits de patente ainsi qu'à tout autre droit ou charge de quelque nature ou dénomination que ce soit, les navires ou bateaux appartenant à l'une ou à l'autre partie contractante, ainsi que leurs chargements, ne pourront être imposés de droits autres ou plus élevés que ceux dont sont ou seront frappés les navires ou bateaux nationaux et leurs chargements; ils ne pourront non plus être soumis à des formalités autres ou plus onéreuses que celles auxquelles sont assujettis les navires ou bateaux nationaux et leurs chargements.

Art. XIV. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux hautes parties contractantes, résidant dans les États de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces, dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls, vice-consuls ou agents consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des agents précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans le pays desdits agents sur un navire de la même ou de toute autre nation.

Si, pourtant, cette occasion se présentait point dans le délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins, si le déserteur avait commis, en outre, quelque délit

à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales 1849
jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres inhividus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. XV. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés sur les côtes de Belgique seront dirigées par les consuls ou vice-consuls de France, et, réciproquement, les consuls ou vice-consuls belges dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XVI. En ce qui concerne les autres attributions, priviléges et immunités des consuls respectifs, les deux hautes parties contractantes s'engagent à en faire, dans le plus bref délai possible, l'objet d'une convention spéciale; et, en attendant, il est convenu que lesdits consuls, vice-consuls et chanceliers jouiront respectivement, dans les deux pays, des avantages de toute sorte accordés ou qui pourront être accordés à ceux de la nation la plus favorisée; le tout, bien entendu, sous condition de réciprocité.

Art. XVII. La présente convention sera en vigueur pendant dix ans, à dater du jour de la publication, et, au delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, chacune d'elles se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration à l'expiration des dix ans susmentionnés; et il est convenu qu'après les douze mois de prolongation accordés de part et d'autre, cette convention et toutes les stipulations y renfermées cesseront d'être obligatoires.

1849 Art. XVIII. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Paris, dans l'espace de deux mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

Convention d'amitié entre la Grande-Bretagne et la Confédération Argentine, signée à Buenos-Ayres, le 24 Novembre 1849.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. The Government of Her Britannic Majesty, animated by the desire of putting an end to the differences which have interrupted the political and commercial relations between the two countries, having, on the fifteenth of July, one thousand eight hundred and forty-seven, raised the blockade which it had established of the ports of the two Republics of the Plata, thereby giving a proof of its conciliatory sentiments, now hereby binds itself, in the same amicable spirit, definitively to evacuate the Island of Martin Garcia; to return the Argentine vessels of war which are in its possession, as far as possible in the same state they were in when taken; and to salute the flag of the Argentine Confederation with twenty-one guns.

Art. II. By both Contracting Parties shall be delivered to their respective owners, all the merchant-vessels, with their cargoes, taken by them during the blockade.

Art. III. The auxiliary Argentine divisions existing in the Oriental State, shall return across the Uruguay when the French Government disarms the Foreign Legion and all other foreigners who may be under arms, and form the garrison of the town of Mondevideo, evacuates the territory of the two Republics of the Plata, abandons its hostile position, and celebrates a Treaty of Peace. Her Britannic Majesty's Government, in the event of its being necessary, offers to use its good offices in bringing about these objects, with its ally the French Republic.

Art. IV. Her Britannic Majesty's Government recognizes the navigation of the River Paraná to be an inland navigation of the Argentine Confederation, and subject solely to its laws and regulations, in the same manner as that of the River Uruguay in common with the Oriental State. 1849

Art. V. Her Britannic Majesty's Government having declared, « that it is freely acknowledged and admitted that the Argentine » Republic is in the unquestioned enjoyment and exercise of every » right, whether of peace or war, possessed by any independent » nation ; and that if the course of events in the Oriental Republic » has made it necessary for the allied Powers to interrupt for a time » the exercise of the belligerant rights of the Argentine Republic, it » is fully admitted that the principles on which they have acted, » would, under similar circumstances, have been applicable either » to Great Britain or France », it is hereby agreed that the Argentine Government, with regard to this declaration, reserves its right to discuss it opportunely with the Government of Great Britain, in that part which relates to the application of the principle.

Art. VI. In virtue of the Argentine Government having declared that it would celebrate this Convention on condition that its ally, His Excellency the President of the Oriental Republic of Uruguay, Brigadier Don Manuel Oribe, should previously agree to it, — this being for the Argentine Government an indispensable condition in any arrangement of the existing differences, — it proceeded to solicit the assent of its said ally, and having obtained it, the present Convention is hereby agreed upon and concluded.

Art. VII. Under this Convention perfect friendship between Her Britannic Majesty's Government and the Government of the Confederation, is restored to its former state of good understanding and cordiality.

Art. VIII. This Convention shall be ratified by the Argentine Government within fifteen days after the ratification of Her Britannic Majesty's Government is presented, and the ratifications shall be exchanged.

Art. IX. In witness whereof, etc.

1849 GRANDE-BRETAGNE ET COSTA-RICA.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la république de Costa-Rica, signé à San José de Costa-Rica, le 27 Novembre 1849.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. There shall be perpetual amity between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and her and their subjects, and the Government of the Republic of Costarica and its citizens.

Art. II. There shall be between all the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty in Europe, and the territories of the Republic of Costarica, a reciprocal freedom of commerce. The subjects and citizens of the two countries, respectively, shall have liberty freely and securely to come, with their ships and cargoes, to all places, ports, and rivers in the territories, dominions and settlements aforesaid, to which other foreigners are or may be permitted to come; to enter into the same, and to remain and reside in any part thereof, respectively; also to hire and occupy houses and ware-houses for the purposes of their commerce; and, generally, the merchants and traders of each nation, respectively, shall enjoy the most complete protection and security for their commerce, subject always to the laws and statutes of the two countries, respectively.

In like manner, the respective ships of war and post office packets of the two countries shall have liberty freely and securely to come to all harbours, rivers, and places, to which other foreign ships of war and packets are or may be permitted to come; to enter into the same, to anchor, and to remain there and refit, subject always to the laws and statutes of the two countries, respectively.

By the right of entering the places, ports, and rivers mentioned in this Article, the privilege of carrying on the coasting trade is not understood, in which trade national vessels only are permitted to engage.

Art. III. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland engages further, that the inhabitants of the Re-

public of Costarica shall have the like liberty of commerce and navi- 1849
gation stipulated for in the preceding Article, in all her territories, dominions, and settlements situated out of Europe, to the full extent to which the same is permitted at present, or shall be permitted hereafter, to any other nation.

Art. IV. It being the intention of the two High Contracting Parties to bind themselves by the two preceding Articles to treat each other on the footing of the most favoured nation, it is hereby agreed between them, that any favour, privilege, or immunity whatever, in matters of commerce and navigation, which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended to the subjects or citizens of the other High Contracting Party, gratuitously, if the concession in favour of that other nation shall have been gratuitous; or in return for a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

Art. V. No higher nor other duties shall be imposed on the importation into the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty of any article being of the growth, produce, or manufacture of the Republic of Costarica, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the territories of the Republic of Costarica of any articles being the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty, than are or shall be payable on the like articles, being the growth, produce, or manufacture of any other foreign country; nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the territories, dominions, or settlements of either of the High Contracting Parties, on the exportation of any articles to the territories, dominions, or settlements of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like articles to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed upon the exportation or importation of any articles, the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, or of the Republic of Costarica, to or from the said territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, or to or from the Republic of Costarica, which shall not equally extend to all other nations.

Art. VI. No higher nor other duties or payments on account of tonnage, of light or harbour dues, of pilotage, of salvage in case either of damage or shipwreck, or on account of any other local charges, shall be imposed in any of the ports of the Republic of

1849 Costarica on British vessels, than those payable in the same ports by Costarican vessels; nor in any of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty on Costarican vessels, than shall be payable in the same ports on British vessels.

Art. VII. The same duties shall be paid on the importation into the territories of the Republic of Costarica, of any article being of the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, whether such importation shall be made in Costarican or in British vessels; and the same duties shall be paid on the importation into the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, of any article, being the growth, produce, or manufacture of the Republic of Costarica, whether such importation shall be made in British or in Costarican vessels.

The same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation to the Republic of Costarica, of any articles being the growth, produce, or manufacture of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, whether such exportation shall be made in Costarican or in British vessels; and the same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any articles, being the growth, produce, or manufacture of the Republic of Costarica, to the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, whether such exportation shall be made in British or in Costarican vessels.

Art. VIII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects of Her Britannic Majesty, shall have full liberty in all the territories of the Republic of Costarica, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as broker, factor, agent, or interpreter; nor shall they be obliged to employ any other persons in those capacities than those employed by Costaricans, nor to pay them any other salary or remuneration than such as is paid in like cases by Costarican citizens; and absolute freedom shall be allowed in all cases to the buyer and seller to bargain and fix the price of any goods, wares, or merchandize imported into, or exported from, the Republic of Costarica, as they shall see good, observing the laws and established customs of the country. The same privileges shall be enjoyed in the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty, by the citizens of the Republic of Costarica, under the same conditions.

The subjects and citizens of the High Contracting Parties shall re-

ciprocally receive and enjoy full and perfect protection for their 1849
persons and property, and shall have free and open access to the courts of justice in the said countries, respectively, for their prosecution and defence of their just rights; and they shall be at liberty to employ in all causes the advocates, attorneys, or agents of whatever description, whom they may think proper; and they shall enjoy in this respect the same rights and privileges therein as native subjects or citizens.

Art. IX. In whatever relates to the police of the ports, the lading and unlading of ships, the safety of merchandize, goods, and effects, the succession to personal estates by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination, by sale, donation, exchange, testament, or in any other manner whatsoever, as also the administration of justice; the subjects and citizens of the two High Contracting Parties shall reciprocally enjoy the same privileges, liberties, and rights, as native subjects or citizens; and they shall not be charged in any of these respects with any higher imposts or duties than those which are paid, or may be paid, by native subjects or citizens; submitting of course to the local laws and regulations of each country, respectively.

If any subject or citizen of either of the two High Contracting Parties shall die without will or testament in any of the territories, dominions, or settlements of the other, the Consul-General or Consul of the nation to which the deceased belonged, or the representative of such Consul-General or Consul, in his absence, shall have the right to nominate curators to take charge of the property of the deceased, so far as the laws of the country will permit, for the benefit of the lawful heirs and creditors of the deceased; giving proper notice of such nomination to the authorities of the country.

Art. X. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the Republic of Costarica, and the citizens of the Republic of Costarica residing in any of the territories, dominions, or settlements of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, either by sea or by land, and from all forced loans or military exactions or requisitions; and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay other ordinary charges, requisitions, or taxes, greater than those that are paid by native subjects or citizens of the Contracting Parties, respectively.

Art. XI. It shall be free for each of the two High Contracting Parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in any of the territories, dominions, and settlements of the other Party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form,

1849 be approved and admitted by the Government to which he is sent; and either of the High Contracting Parties may except from the residence of Consuls such particular places as they judge fit to be excepted. The Costarican Diplomatic Agents and Consuls shall enjoy in the territories, dominions, and settlements of Her Britannic Majesty, whatever privileges, exceptions, and immunities are or shall be granted to agents of the same rank belonging to the most favoured nation; and in like manner, the Diplomatic Agents and Consuls of Her Britannic Majesty in the Costarican territories shall enjoy, according to the strictest reciprocity, whatever privileges, exemptions, and immunities are or may be granted in the territories of the Republic of Costarica, to the Diplomatic Agents and Consuls of the most favoured nation.

Art. XII. For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the Republic of Costarica, it is agreed, that if at any time any interruption of friendly intercourse, or any rupture, should unfortunately take place between the two High Contracting Parties, the subjects or citizens of either of the two High Contracting Parties who may be within any of the territories, dominions, or settlements of the other, shall, if residing upon the coasts, be allowed six months, and if in the interior, a whole year, to wind up their accounts and dispose of their property; and a safe-conduct shall be given them to embark at the port which they themselves shall select; and even in the event of a rupture, all such subjects or citizens of either of the two High Contracting Parties who are established in any of the territories, dominions, and settlements of the other, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and of continuing such trade and employment therein, without any manner of interruption, in the full enjoyment of their liberty and property, as long as they behave peacably, and commit no offence against the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, nor to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to the native subjects or citizens of the country in which such subjects or citizens may reside. In the same case, debts between individuals, property in public funds, and shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, nor detained.

Art. XIII. The subjects of Her Britannic Majesty, and the citizens of the Republic of Costarica, respectively, residing in any of the ter-

ritories, dominions, or settlements of the other Party, shall enjoy, 1849
in their houses, persons, and properties, the protection of the Government, and shall continue in possession of the guarantees which they now enjoy. They shall not be disturbed, molested, or annoyed in any manner on account of their religious belief, nor in the proper exercise of their religion, either within their own private houses, or in the places of worship destined for that purpose, agreeably to the system of tolerance established in the territories, dominions, and settlements of the two High Contracting Parties; provided they respect the religion of the nation in which they reside, as well as the constitution, laws, and customs of the country. Liberty shall also be granted to bury the subjects or citizens of either of the two High Contracting Parties who may die in the territories, dominions, or settlements aforesaid, in burial-places of their own, which in the same manner may be freely established and maintained; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in any way or upon any account.

Art. XIV. The Government of the Republic of Costarica, in order to co-operate with Her Britannic Majesty for the total abolition of the Slave Trade, engages to execute perfectly the laws of the said Republic, which prohibit in the most effectual manner all persons inhabiting within the territories of the Republic of Costarica, or in places subject to their jurisdiction, from taking any share in such trade.

Art. XV. In order that the two High Contracting Parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective subjects and citizens, it is agreed that at any time after the expiration of seven years from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty, either of the High Contracting Parties shall have the right of giving to the other Party notice of its intention to terminate Articles V, VI and VII of the present Treaty; and that at the expiration of twelve months after such notice shall have been received by either Party from the other, the said Articles, and all the stipulations contained therein, shall cease to be binding on the two High Contracting Parties.

Art. XVI. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London or at San José de Costarica, within the space of eight months, or sooner if possible.

In witness whereof, etc.

1849

PRUSSE ET HOHENZOLLERN.

Traité entre la Prusse et les princes de Hohenzollern-Hechingen et Sigmaringen pour la cession des deux principautés, signé à Berlin, le 7 Décembre 1849.

Nachdem aus Veranlassung der im südwestlichen Deutschland seit dem Frühjahre 1848 eingetretenen politischen Ereignisse und mit Rücksicht auf die zwischen dem Königlich Preussischen Hause und dem Fürstlich Hohenzollernschen Hause bestehenden stammverwandtschaftlichen Verhältnisse und Erb-Einigungs-Verträge, wodurch dem genannten Königlichen Hause für den Fall des Erlöschens sämmtlicher Linien der Fürsten und Grafen von Hohenzollern im Mannsstamme die Erbfolge in die Hohenzollernschen Fürstenthümer, Graf- und Herrschaften zugesichert worden ist, Seine Durchlaucht der Fürst von Hohenzollern-Hechingen und Seine Durchlaucht der Fürst von Hohenzollern-Sigmaringen beide und beziehungsweise jeder für Sich der Regierung über die gedachten Fürstenthümer mit Ihren Souverainetäts-, Regierungs- und eventuellen Erbfolgerechten über dieselben zu Gunsten der Krone Preussen zu entsagen einmüthig beschlossen und demgemäss entsprechende Anträge zu wiederholten Malen an Seine Majestät den König von Preussen gerichtet; und nachdem Allerhöchstdieselben sowohl in Betrachtung der oben erwähnten Stammverwandtschaft und Erbeinigung als zur Sicherstellung der damit zusammenhängenden gegenseitigen Rechte und Interessen auf diese Anträge eingehen zu wollen erklärt haben; — so sind, um einen Vertrag hierüber abzuschliessen, Bevollmächtigte ernannt worden:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Art. I. Seine Durchlaucht der regierende Fürst von Hohenzollern-Hechingen treten alle Souverainetäts- und Regierungsrechte über Höchstihr gesammtes Fürstenthum Hechingen in seinem gegenwärtigen Umfange, also einschliesslich der Souverainetäts- und Regierungsrechte über das, durch den Reichs-Deputations-Hauptschluss von 1803 und späterhin dazu erworbene Gebiet, für Sich, Ihre Erben und Nachfolger an Seine Majestät den König von Preussen ab.

Art. II. Eben so werden von Seiner Durchlaucht dem regierenden Fürsten von Hohenzollern-Sigmaringen alle Souverainetäts- und Regierungsrechte über Höchstihr gesammtes Fürstenthum Sigma-

ringen in dessen gegenwärtigem Umfange, also einschliesslich der 1849
Souverainetäts- und Regierungsrechte über die durch den Reichs-Deputations-Hauptschluss von 1803 und später hinzu erworbenen Gebiete und Landestheile, für Sich, Ihre Erben und Nachfolger an Seine Majestät den König von Preussen abgetreten.

Art. III. Seine Majestät der König von Preussen nehmen die, in den Artikeln I und II gemachten Abtretungen an und erwerben auf den Grund derselben den Besitz der Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen mit allen daran geknüpften Souverainetäts- und Regierungsrechten.

Art. IV. Namentlich gehen mit den genannten Fürstenthümern alle aus dem Souverainetäts- und Regierungsrechte über dieselben entspringende besondere Rechte und Einkünfte, als Zölle, direkte und indirekte Steuern, Einregistrirungs-, Sportel- und Stempel-Gebühren, welche von den dortigen Bezirks-, Kammer- und Landeskassen bis zum Tage der Uebergabe der Fürstenthümer an die Königlich Preussische Regierung erhoben worden oder zu erheben gewesen sind, Staats-Archivalien und Akten und Staatsgebäude, sowie die unentgeltliche Benutzung der für die Landesverwaltung bestimmten Gebäude und Lokalitäten aller Art auf die Krone Preussen über.

Art. V. Die Krone Preussen übernimmt mit dem Tage der Uebergabe beider genannten Fürstenthümer an Allerhöchstdieselbe alle verfassungsmässig daran geknüpfte Staatslasten und Landesschulden und insbesondere die Verbindlichkeit, die von Ihren Durchlauchten den regierenden Fürsten von Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen gegen Ihre respektive dekretmässig angestellte Hof-, Civil- und Militair-Dienerschaft eingegangenen Verpflichtungen nach den beifolgenden, mit I, II, III bezeichneten Etats zu erfüllen, ingleichen auch die, von Ihren Durchlauchten oder deren hohen Regierungsvorgängern bewilligten Pensionen und jährlichen Gratiale auf den Grund der ebenfalls hier angeschlossenen, mit *A. B.* bezeichneten Pensions-Etats fortzuzahlen. Dagegen verbleiben alle in diese Etats nicht aufgenommenen Besoldungen, Pensionen, Gratiale und Kompetenzen Fürstlich Hohenzollernscher Beamten, Diener, Pensionäre etc. zur Last der respektiven Durchlauchtigen Fürsten.

Art. VI. Seine Majestät der König von Preussen werden Seiner Durchlaucht dem regierenden Fürsten von Hohenzollern-Hechingen als Entschädigung für die durch die obigen Artikel I und IV erfolgte Abtretung vom Tage der Uebergabe des Fürstenthums Hohenzollern-Hechingen an die Krone Preussen bis zum Ableben Seiner Durchlaucht eine fixirte Jahresrente von

1849 Zehntausend Thalern in Preussischem Kourant

gewähren, welche auf die allgemeine Preussische Staatskasse übernommen werden soll.

Wenn Seine Durchlaucht der regierende Fürst von Hohenzollern-Hechingen nach Eingehung einer standesmässigen Ehe mit successionsfähiger Deszendenz aus derselben gesegnet werden sollte, wird die Hälfte der obenerwähnten jährlichen Entschädigungsrente mit

Fünftausend Thalern in Preussischem Kourant

nach dem Ableben Seiner Durchlaucht auf diesen Fürstlichen Erben übergehen und ebenfalls auf die allgemeine Preussische Staatskasse übernommen werden.

Art. VII. Desgleichen werden Seine Majestät der König von Preussen Seiner Durchlaucht dem Fürsten von Hohenzollern-Sigmaringen als Entschädigung für die durch die obigen Artikel II und IV erfolgte Abtretung eine fixirte Jahresrente von

Fünf und Zwanzig Tausend Thalern in Preussischem Kourant

vom Tage der Uebergabe des Fürstenthums Hohenzollern-Sigmaringen an die Krone Preussen ab gewähren, welche auf die allgemeine Preussische Staatskasse übernommen werden soll.

Diese Jahresrente vererbt sich bei dem Ableben des hohen Inhabers im hausverfassungsmässigen Erbgange auf den jedesmaligen Chef des Fürstlich Hohenzollern-Sigmaringenschen Hauses.

Art. VIII. Sämmtliche in den Fürstenthümern Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen belegene Fürstliche Hohenzollernsche Güter und Liegenschaften, nebst den dazu gehörigen Forsten, Bergwerken, Fabriken, nutzbaren Gebäuden — mit Ausnahme der im Art. IV für die Landesverwaltung vorbehaltenen, — Zehnten, Renten und Gefällen, wie solche gegenwärtig von den Fürstlich Hohenzollernschen Häusern besessen und von Deren Hofkammern verwaltet werden, werden als wahres Fürstlich Hohenzollernsches Stamm- und Fideikommiss-Vermögen Königlich Preussischer Seits anerkannt und verbleiben mit den daraus fliessenden Einkünften, den darin befindlichen Inventarien und sonstigen Pertinenzen, so wie mit den darauf ruhenden Lasten, namentlich den Appanagen, im Besitze der Durchlauchtigen regierenden Fürsten.

Desgleichen behalten Ihre Durchlauchten das Ihnen in den Fürstenthümern zustehende Allodial-Vermögen und sonstige Privat-Eigenthum in fernerem Besitze.

Art. IX. Bis zum Tage der Uebergabe der Fürstenthümer an die Krone Preussen behalten die Durchlauchtigen regierenden Fürsten die Ihnen darin zustehenden Souverainetäts-Einnahmen, wogegen

Dieselben bis dahin auch alle darauf ruhenden Staatslasten und 1849
Ausgaben zu tragen haben.

Wegen der bei jener Uebergabe in den Fürstenthümern sich vorfindenden derartigen Einnahme- und Ausgabe-Rückstände wird besondere Vereinbarung getroffen werden.

Art. X. So wie das, für die beiden Fürstenthümer bestehende und deren Kontingente zum deutschen Bundesheere bildende Militair mit seiner Ausrüstung an Montur und Armatur bei der Uebergabe der Fürstenthümer an Seine Majestät den König von Preussen von Allerhöchst Demselben mitübernommen werden wird; so werden Seine Majestät solches, ohne dass es künftig noch besondere Kontingente für gedachte Fürstenthümer bilden soll, mit dem Preussischen Kontingente zum Bundesheere vereinigen und durch diese Verstärkung des Königlich Preussischen Kontingentes der, den Fürstenthümern obliegenden Bundespflicht zur Stellung verhältnissmässiger Kontingente hinfort Genüge leisten.

Ebenso übernehmen Seine Majestät der König vom Tage der Uebergabe der beiden Fürstenthümer an, wie schon aus dem Artikel V hervorgeht, alle denselben obliegenden Verpflichtungen zur Aufbringung matrikularmässiger Geldbeiträge für allgemeine Bundeszwecke.

Art. XI. Die Uebergabe der Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen von Ihren Durchlauchten den regierenden Fürsten an Seine Majestät den König von Preussen wird wo möglich gleich nach erfolgter Auswechselung der Ratificationen des gegenwärtigen Vertrages und zwar, sofern bis dahin diese Auswechselung zu bewirken ist, am 15. Januar 1850 stattfinden.

Art. XII. Die beiden Hohenzollernschen Fürstenhäuser behalten, der Abtretung Ihrer Fürstenthümer ungeachtet, innerhalb des Preussischen Staates Ihren bisherigen Rang und die damit verbundenen Vorzüge, auch soll Ihnen und insbesondere Ihren jedesmaligen hohen Chefs, im Falle Ihrer etwanigen Niederlassung im Preussischen Staate, eine Ihren verwandtschaftlichen und sonstigen Verhältnissen zum Königlich Preussischen Hause entsprechende bevorzugte Stellung vor allen andern nicht zum Königlichen Hause gehörigen Unterthanen Seiner Königlichen Majestät gewährt werden.

Das Nähere hierüber bleibt einer besonderen Feststellung vorbehalten, welche sich in dem vorausgesetzten Falle einer Niederlassung der Durchlauchtigen Fürsten im Preussischen Staatsgebiete auch auf die hinsichtlich des Gerichtsstandes, der Vormundschaft etc. Ihnen etwa einzuräumenden Ehrenvorzüge zu erstrecken haben wird.

1849 Art. XIII. Die bestehende Fürstlich Hohenzollernsche Haus-Verfassung bleibt im Allgemeinen, wie im Besonderen, namentlich auch soweit sie Bestimmungen wegen der Missheirathen und wegen der Nothwendigkeit des agnatischen Konsenses zur Kontrahirung von Schulden auf das Fürstliche Hausfideikommiss-Vermögen in sich begreift, mit der Maassgabe aufrecht erhalten, dass die, den letztgedachten Gegenstand betreffenden Bestimmungen auch auf die in den obigen Artikeln VI und VII erwähnten Jahresrenten, so wie auf jedes Aequivalent, welches demnächst etwa an die Stelle des jetzigen Fürstlich Hohenzollernschen Hausfideikommiss-Vermögens treten könnte, im Ganzen wie im Einzelnen Anwendung finden sollen.

Art. XIV. Erlischt der Fürstlich Hohenzollernsche Mannsstamm vor dem Mannsstamme des Königlich Preussischen Hauses, so wird im Sinne der Erbeinigungs-Verträge von den Jahren 1695 und 1707 das Königlich Preussischer Seits für die jetzige Landesabtretung gewährte Entschädigungs-Objekt, in dessen Besitze sich die zuletzt ausgestorbene Linie des gedachten Fürstlichen Hauses resp. deren letzter hoher Chef befunden hat, an die Königlich Preussische Regierung zurückfallen.

Art. XV. Den Ansprüchen, welche das Fürstliche Haus Hohenzollern in Folge der Erbeinigungs-Verträge von den Jahren 1695 und 1707 im Falle des Erlöschens des Mannsstammes des Königlich Preussischen Hauses erheben könnte, wird durch den gegenwärtigen Vertrag in keiner Weise präjudizirt.

Art. XVI. Von dem Inhalte des gegenwärtigen Vertrages soll nach erfolgter beiderseitiger Ratification die für den Deutschen Bund bestehende Centralbehörde unter integraler Mittheilung desselben durch eine, von Seiten der beiden Durchlauchtigen Fürsten von Hohenzollern-Hechingen und von Hohenzollern-Sigmaringen abzugebende Erklärung, mit Beziehung auf den Artikel VI der Wiener Schlussakte vom 15. Mai 1820, in Kenntniss gesetzt und diese Erklärung von Seiten der Königlich Preussischen Regierung bestätigt werden.

Art. XVII. Gegenwärtiger Vertrag wird, nachdem derselbe die Zustimmung der beiden Preussischen Stände-Kammern verfassungsmässig erhalten hat, von Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Ihren Durchlauchten den regierenden Fürsten von Hohenzollern-Hechingen und von Hohenzollern-Sigmaringen ratifizirt und die Preussischer Seits zu diesem Ende auszufertigende Ratifikations-Urkunde auch von Seiner Königlichen Hoheit dem Prinzen von Preussen mitunterzeichnet; den beiden Fürstlich Hohenzollernscher Seits auszufertigenden Ratifikations-Urkunden aber werden in ähn-

licher oder sonstiger angemessener Form die Erklärungen des Beitrittes aller majorennen Agnaten Ihrer obengedachten Fürstlichen Durchlauchten beigefügt; auch dergleichen Beitritts-Erklärungen von Jedem der übrigen Nachgeborenen des Fürstlich Hohenzollernschen Hauses allemal gleich nach erlangter Majorennetät ausgestellt und durch den jedesmaligen Chef der betreffenden Fürstlichen Linie Seiner Majestät dem Könige von Preussen eingereicht werden. 1849

Die Auswechselung der Ratifikationen soll innerhalb der nächsten vier Wochen nach dem Abschlusse des gegenwärtigen Staatsvertrages erfolgen.

Zu Urkund dessen, etc.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET HAWAÏ.

Traité de paix, d'amitié et de commerce entre les États-Unis d'Amérique et le roi des îles Sandwich, signé à Washington, le 20 Décembre 1849.

Art. I. There shall be perpetual peace and amity between the United States and the King of the Hawaiian Islands, his heirs and his successors.

Art. II. There shall be reciprocal liberty of commerce and navigation between the United States of America and the Hawaiian Islands. No duty of customs, or other impost, shall be charged upon any goods, the produce of manufacture or one country, upon importation from such country into the other, other or higher than the duty or impost charged upon goods of the same kind, the produce or manufacture of, or imported from, any other country; and the United States of America and His Majesty the King of the Hawaiian Islands do hereby engage, that the subjects or citizens of any other state shall not enjoy any favor, privilege, or immunity, whatever, in matters of commerce and navigation, which shall not also, at the same time, be extended to the subjects or citizens of the other contracting party, gratuitously, if the concession in favor of that other state shall have been gratuitous, and in return for a compensation, as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

1849 Art. III. All articles, the produce or manufacture of either country, which can legally be imported into either country from the other, in ships of that other country, and thence coming, shall, when so imported, be subject to the same duties, and enjoy the same privileges, whether imported in ships of the one country, or in ships of the other; and in like manner, all goods which can legally be exported or re-exported from either country to the other, in ships of that other country, shall, when so exported or re-exported, be subject to the same duties, and be entitled to the same privileges, drawbacks, bounties, and allowances, whether exported in ships of the one country, or in ships of the other; and all goods and articles, of whatever description, not being of the produce or manufacture of the United States, which can be legally imported into the Sandwich Islands, shall, when so imported in vessels of the United States, pay no other or higher duties, imposts, or charges, than shall be payable upon the like goods and articles, when imported in the vessels of the most favored foreign nation, other than the nation of which the said goods and articles are the produce or manufacture.

Art. IV. No duties of tonnage, harbor, lighthouses, pilotage, quarantine, or other similar duties, of whatever nature, or under whatever denomination, shall be imposed in either country upon the vessels of the other, in respect of voyages between the United States of America and the Hawaiian Islands, if laden, or in respect of any voyage, if in ballast, which shall not be equally imposed in the like cases on national vessels.

Art. V. It is hereby declared, that the stipulations of the present treaty are not to be understood as applying to the navigation and carrying trade between one port and another, situated in the States of either contracting party, such navigation and trade being reserved exclusively to national vessels.

Art. VI. Steam vessels of the United States which may be employed by the government of the said States, in the carrying of their public mails across the Pacific Ocean, or from one port in that ocean to another, shall have free access to the ports of the Sandwich Islands, with the privilege of stopping therein to refit, to refresh, to land passengers and their baggage, and for the transaction of any business pertaining to the public mail service of the United States, and shall be subject in such ports to no duties of tonnage, harbor, lighthouses, quarantine, or other similar duties of whatever nature or under whatever denomination.

Art. VII. The whale ships of the United States shall have access

to the ports of Hilo, Kealakekua, and Hanalei, in the Sandwich Islands, for the purposes of refitment and refreshment, as well as to the ports of Honolulu and Lahaina, which only are ports of entry for all merchant vessels; and in all the above-named ports, they shall be permitted to trade or barter their supplies or goods, excepting spirituous liquors, to the amount of two hundred dollars *ad valorem* for each vessel, without paying any charge for tonnage or harbor dues of any description, or any duties or imposts whatever upon the goods or articles so traded or bartered. They shall also be permitted, with the like exemption from all charges for tonnage and harbor dues, further to trade or barter, with the same exception as to spirituous liquors, to the additional amount of one thousand dollars *ad valorem,* for each vessel, paying upon the additional goods and articles so traded and bartered, no other or higher duties than are payable on like goods and articles, when imported in the vessels and by the citizens or subjects of the most favored foreign nation. They shall also be permitted to pass from port to port of the Sandwich Islands, for the purpose of procuring refreshments, but they shall not discharge their seamen or land their passengers in the said Islands, except at Lahaina and Honolulu; and in all the ports named in this article, the whale ships of the United States shall enjoy, in all respects whatsoever, all the rights, privileges, and immunities, which are enjoyed by, or shall be granted to, the whale ships of the most favored foreign nation. The like privilege of frequenting the three ports of the Sandwich Islands, above named in this article, not being ports of entry for merchant vessels, is also guaranteed to all the public armed vessels of the United States. But nothing in this article shall be construed as authorizing any vessel of the United States, having on board any disease usually regarded as requiring quarantine, to enter, during the continuance of such disease on board, any port of the Sandwich Islands, other than Lahaina or Honolulu. 1849

Art. VIII. The contracting parties engage, in regard to the personal privileges, that the citizens of the United States of America shall enjoy in the dominions of His Majesty the King of the Hawaiian Islands, and the subjects of His said Majesty in the United States of America, that they shall have free and undoubted right to travel and to reside in the States of the two high contracting parties, subject to the same precautions of police which are practiced towards the subjects or citizens of the most favored nations. They shall be entitled to occupy dwellings and ware-houses, and to dispose of their personal property of every kind and description, by sale, gift, ex-

1849 change, will, or in any other way whatever, without the smallest hindrance or obstacle; and their heirs or representatives, being subjects or citizens of the other contracting party, shall succeed to their personal goods, whether by testament or *ab intestato;* and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and dispose of the same at will, paying to the profit of the respective governments, such dues only as the inhabitants of the country wherein the said goods are, shall be subject to pay in like cases. And in case of the absence of the heir and representative, such care shall be taken of the said goods as would be taken of the goods of a native of the same country in like case, until the lawful owner may take measures for receiving them. And if a question should arise among several claimants as to which of them said goods belong, the same shall be decided finally by the laws and judges of the land wherein the said goods are. Where, on the decease of any person holding real estate within the territories of one party, such real estate would, by the laws of the land, descend on a citizen or subject of the other, were he not disqualified by alienage, such citizen or subject shall be allowed a reasonable time to sell the same, and to withdraw the proceeds without molestation, and exempt from all duties of detraction on the part of the government of the respective States. The citizens or subjects of the contracting parties shall not be obliged to pay, under any pretence whatever, any taxes or impositions other or greater than those which are paid, or may hereafter be paid, by the subjects or citizens of the most favored nations, in the respective States of the high contracting parties. They shall be exempt from all military service, whether by land or by sea; from forced loans; and from every extraordinary contribution not general and by law established. Their dwellings, warehouses, and all premises appertaining thereto, destined for the purposes of commerce or residence, shall be respected. No arbitrary search of, or visit to, their houses, and no arbitrary examination or inspection whatever of the books, papers, or accounts of their trade, shall be made; but such measures shall be executed only in conformity with the legal sentence of a competent tribunal; and each of the two contracting parties engages that the citizens or subjects of the other residing in their respective States shall enjoy their property and personal security, in as full and ample manner as their own citizens or subjects, or the subjects or citizens of the most favored nation, but subject always to the laws and statutes of the two countries respectively.

Art. IX. The citizens and subjects of each of the two contracting

parties shall be free in the States of the other to manage their own affairs themselves, or to commit those affairs to the management of any persons whom they may appoint as their broker, factor, or agent; nor shall the citizens and subjects of the two contracting parties be restrained in their choice of persons to act in such capacities; nor shall they be called upon to pay any salary or remuneration to any person whom they shall not choose to employ. 1849

Absolute freedom shall be given in all cases to the buyer and seller to bargain together, and to fix the price of any goods or merchandise imported into, or to be exported from, the States and dominions of the two contracting parties, save and except generally such cases wherein the laws and usages of the country may require the intervention of any special agents in the States and dominions of the contracting parties. But nothing contained in this or any other article of the present treaty shall be construed to authorize the sale of spirituous liquors to the natives of the Sandwich Islands, farther than such sale may be allowed by the Hawaiian laws.

Art. X. Each of the two contracting parties may have, in the ports of the other, consuls, vice-consuls, and commercial agents, of their own appointment, who shall enjoy the same privileges and powers with those of the most favored nations; but if any such consuls shall exercise commerce, they shall be subject to the same laws and usages to which the private individuals of their nation are subject in the same place. The said consuls, vice-consuls, and commercial agents, are authorized to require the assistance of the local authorities for the search, arrest, detention and imprisonment of the deserters from the ships of war and merchant vessels of their country. For this purpose they shall apply to the competent tribunals, judges, and officers, and shall, in writing, demand the said deserters, proving, by the exhibition of the registers of the vessels, the rolls of the crews, or by other official documents, that such individuals formed part of the crews; and this reclamation being thus substantiated, the surrender shall not be refused. Such deserters, when arrested, shall be placed at the disposal of the said consuls, vice-consuls, or commercial agents, and may be confined in the public prisons, at the request and cost of those who shall claim them, in order to be detained until the time when they shall be restored to the vessel to which they belonged, or sent back to their own country by a vessel of the same nation, or any other vessel whatsoever. The agents, owners, or masters of vessels on account of whom the deserters have been apprehended, upon requisition of the local authorities, shall be required to take or send away such

1849 deserters from the States and dominions of the contracting parties, or give such security for their good conduct as the law may require. But if not sent back nor reclaimed within six months from the day of their arrest, or if all the expenses of such imprisonment are not defrayed by the party causing such arrest and imprisonment, they shall be set at liberty, and shall not be again arrested for the same cause. However, if the deserters should be have found to have committed any crime or offence, their surrender may be delayed until the tribunal before which their case shall be depending shall have pronounced its sentence, and such sentence shall have been carried into effect.

Art. XI. It is agreed that perfect and entire liberty of conscience shall be enjoyed by the citizens and subjects of both the contracting parties, in the countries of the one and the other, without their being liable to be disturbed or molested on account of their religious belief. But nothing contained in this article shall be construed to interfere with the exclusive right of the Hawaiian government to regulate for itself the schools which it may establish or support within its jurisdiction.

Art. XII. If any ships of war or other vessels be wrecked on the coasts of the States or territories of either of the contracting parties, such ships or vessels, or any parts thereof, and all furniture and appartenances belonging thereunto, and all goods and merchandise which shall be saved therefrom, or the produce thereof, if sold, shall be faithfully restored with the least possible delay to the proprietors, upon being claimed by them, or by their duly authorized factors; and if there are no such proprietors or factors on the spot, then the said goods and merchandise, or the proceeds thereof, as well as all the papers found on board such wrecked ships or vessels, shall be delivered to the American or Hawaiin consul, or vice-consul, in whose district the wreck may have taken place; and such consul, vice-consul, proprietors, or factors, shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the rate of salvage and expenses of quarantine which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel; and the goods and merchandise saved from the wreck shall not be subject to duties unless entered for consumption, it being understood that in case of any legal claim upon such wreck, goods, or merchandise, the same shall be referred for decision to the competent tribunals of the country.

Art. XIII. The vessels of either of the two contracting parties which may be forced by stress of weather or other cause into one

of the ports of the other, shall be exempt from all duties of port or 1849
navigation paid for the benefit of the State, if the motives which led to their seeking refuge be real and evident, and if no cargo be discharged or taken on board, save such as may relate to the subsistence of the crew, or be necessary for the repair of the vessels, and if they do not stay in port beyond the time necessary, keeping in view the cause which led to their seeking refuge.

Art. XIV. The contracting parties mutually agree to surrender, upon official requisition, to the authorities of each, all persons who, being charged with the crimes of murder, piracy, arson, robbery, forgery, or the utterance of forged paper, committed within the jurisdiction of either, shall be found within the territories of the other, provided that this shall only be done upon such evidence of criminalty as, according to the laws of the place where the person so charged shall be found, would justify his apprehension and commitment for trial, if the crime had there been committed; and the respective judges and other magistrates of the two governments shall have authority, upon complaint made under oath, to issue a warrant for the apprehension of the person so charged, that he may be brought before such judges or other magistrates respectively, to the end that the evidence of the criminalty may be heard and considered; and if, on such hearing, the evidence be deemed sufficient to sustain the charge, it shall be the duty of the examining judge or magistrate to certify the same to the proper executive authority, that a warrant may issue for the surrender of such fugitive. The expense of such apprehension and delivery shall be borne and defrayed by the party who makes the requisition and receives the fugitive.

Art. XV. So soon as steam or other mail packets under the flag of either of the contracting parties shall have commenced running between their respective ports of entry, the contracting parties agree to receive at the post-offices of those ports all mailable matter, and to forward it as directed, the destination being to some regular post-office of either country, charging thereupon the regular postal rates as established by law in the territories of either party receiving said mailable matter, in addition to the original postage of the office whence the mail was sent. Mails for the United States shall be made up at regular intervals at the Hawaiian post-office, and despatched to ports of the United States; the postmasters at which ports shall open the same, and forward the enclosed matter as directed, crediting the Hawaiian government with their postages as established by law, and stamped upon each manuscript or printed sheet.

1849 All mailable matter destined for the Hawaiian Islands shall be received at the several post-offices in the United States, and forwarded to San Francisco, or other ports on the Pacific coast of the United States, whence the postmasters shall despatch it by the regular mail packets to Honolulu, the Hawaiian government agreeing on their part to receive and collect for and credit the post-office department of the United States with the United States' rates charged thereupon. It shall be optional to prepay the postage on letters in either country, but postage on printed sheets and newspapers shall in all cases be prepaid. The respective post-office departments of the contracting parties shall in their accounts, which are to be adjusted annually, be credited with all dead letters returned.

Art. XVI. The present treaty shall be in force from the date of the exchange of the ratifications, for the term of ten years, and further, until the end of twelve months after either of the contracting parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same, each of the said contracting parties reserving to itself the right of giving such notice at the end of the said term of ten years, or at any subsequent term.

Any citizen or subject of either party infringing the articles of this treaty shall be held responsible for the same, and the harmony and good correspondence between the two governments shall not be interrupted thereby, each party engaging in no way to protect the offender, or sanction such violation.

Art. XVII. The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate of the said States, and by His Majesty the King of the Hawaiian Islands, by and with the advice of his Privy Council of State, and the ratification shall be exchanged at Honolulu within eighteen months from the date of its signature, or sooner if possible.

In witness whereof, etc.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE 1849

ET

DIVERSES PEUPLADES DES INDES OCCIDENTALES.[1]

(De 1849 à 1850.)

1.

Traité avec les tribus de Navajo, signé le 9 Septembre 1849.

Art. I. The said Indians do hereby acknowledge, that by virtue of a treaty entered into by the United States of America and the United Mexican States, signed on the second day of February, in the year of our Lord eighteen hundred and forty-eight, at the city of Guadalupe Hidalgo, by N. P. Trist, of the first part, and Luis G. Cuevas, Bernardo Couto, and Mgl. Atristain, of the second part, the said tribe was lawfully placed under the exclusive jurisdiction and protection of the Government of the said United States, and that they are now, and will forever remain under the aforesaid jurisdiction and protection.

Art. II. That from and after the signing of this treaty, hostilities between the contracting parties shall cease, and perpetual peace and friendship shall exist; the said tribe hereby solemnly covenanting that they will not associate with, or give countenance or aid to, any tribe or band of Indians, or other persons or powers, who may be, at any time at enmity with the people of the said United States; that they will remain at peace, and treat honestly and humanely all persons and powers at peace with the said States; and all cases of aggression against said Navajoes by citizens or others of the United States, or by other persons or powers in amity with the said States, shall be referred to the Government of said States for adjustment and settlement.

Art. III. The Government of the said States having the sole and exclusive right of regulating the trade and intercourse with the said Navajoes, it is agreed that the laws now in force regulating the trade and intercourse, and for the preservation of peace with the various tribes of Indians under the protection and guardianship of

[1] Ces traités font suite à ceux indiqués p. 657 du IVe vol. de ce *Recueil*.

1849 the aforesaid Government, shall have the same force and efficiency, and shall be as binding and as obligatory upon the said Navajoes, and executed in the same manner as if said laws has been passed for their sole benefit and protection; and to his end, and for all other useful purposes, the Government of New Mexico, as now organized, or as it may be by the Government of the United States, or by the legally constituted authorities of the people of New Mexico, is recognised and acknowledged by the said Navajoes; and for the due enforcement of the aforesaid laws, until the Government of the United States shall otherwise order, the territory of the Navajoes is hereby annexed to New Mexico.

Art. IV. The Navajo Indians hereby bind themselves to deliver to the military authority of the United States in New Mexico, at Santa Fé, New Mexico, as soon as he or they can be apprehended, the murderer or murderers of Micente Garcia, that said fugitive or fugitives from justice may be dealt with as justice may decree.

Art. V. All American and Mexican captives, and all stolen property taken from Americans or Mexicans, or other persons or powers in amity with the United States, shall be delivered by the Navajo Indians to the aforesaid military authority at Jemez, New Mexico, on or before the 9th day of October next ensuing, that justice may be meted out to all whom it may concern; and also, all Indian captives and stolen property of such tribe or tribes of Indians as shall enter into a similar reciprocal treaty, shall in like manner, and for the same purposes, be turned over to an authorized officer or agent of the said States by the aforesaid Navajoes.

Art. VI. Should any citizen of the United States, or other person or persons subject to the laws of the United States, murder, rob, or otherwise maltreat any Navajo Indian or Indians, he or they shall be arrested and tried, and, upon conviction, shall be subjected to all the penalties provided by law for the protection of the persons and property of the people of the said States.

Art. VII. The people of the United States of America shall have free and safe passage through the territory of the aforesaid Indians, under such rules and regulations as may be adopted by authority of the said States.

Art. VIII. In order to preserve tranquility, and to afford protection to all the people and interests of the contracting parties, the Government of the United States of America will establish such military posts and agencies, and authorize such trading-houses, at such time and in such places as the said Government may designate.

ART. IX. Relying confidently upon the justice and the liberality of 1849
the aforesaid Government, and anxious to remove every possible cause that might disturb their peace and quiet, it is agreed by the aforesaid Navajoes that the Government of the United States shall, at its earliest convenience, designate, settle, and adjust their Territorial boundaries, and pass and execute in their Territory such laws as may be deemed conducive to the prosperity and happiness of said Indians.

ART. X. For and in consideration of the faithful performance of all the stipulations herein contained, by the said Navajo Indians, the Government of the United States will grant to said Indians such donations, presents, and implements, and adopt such other liberal and humane measures, as said Government may deem meet and proper.

ART. XI. This treaty shall be binding upon the contracting parties from and after the signing of the same, subject only to such modifications and amendments as may be adopted by the Government of the United States; and, finally, this treaty is to receive a liberal construction, at all times and in all places, to the end that the said Navajo Indians shall not be held responsible for the conduct of others, and that the Government of the United States shall so legislate and act as to secure the permanent prosperity and happiness of said Indians.

In faith whereof, etc.

2.

Traité avec les chefs des tribus de Utah, signé à Abiquin (Nouvelle-Mexique), le 30 Décembre 1849.

The following articles have been duly considered and solemnly adopted by the undersigned—that is to say, James S. Calhoun, Indian Agent, residing at Santa Fé, acting as commissioner on the part of the United States of America, and Quixiachigiate, Nanito, Nincocunachi, Abaganixe, Ramahi, Subleta, Rupallachi, Saguasoxego, Paguisachi, Cobaxanor, Amuche, Puigniachi, Panachi, Sichuga, Uvicaxinape, Cuchuticay, Nachitope, Pueguate, Guano Juas, Pacachi, Saguanchi, Acaguate nochi, Puibuquiacte, Quixache tuate, Saxiabe, Pichiute, Nochichigue, Uvive, principal and subordinate chiefs, representing the Utah tribe of Indians.

1849 Art. I. The Utah tribe of Indians do hereby acknowledge and declare, they are lawfully and exclusively, under the jurisdiction of the Government of said States : and to its power and authority, they now unconditionally submit.

Art. II. From and after the signing of this treaty, hostilities between the contracting parties shall cease, and perpetual peace and amity shall exist, the said tribe hereby binding themselves most solemnly, never to associate with, or give countenance or aid to any tribe, or band of Indians, or other persons or powers, who may be at any time, at enmity with the people or Government of said States : and that they will, in all future time, treat honestly and humanely, every citizen of the United States, and all persons and powers at peace with the said States, and all cases of aggression against said Utahs, shall be referred to the aforesaid Government for adjustment and settlement.

Art. III. All American and Mexican captives, and others, taken from persons or powers at peace with the said States, shall be restored and delivered by said Utahs to an authorized officer or agent of said States, at Abiquin on or before the first day of March, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty. And in like manner, all stolen property, of every description, shall be restored by or before the aforesaid first day of March, 1850. In the event such stolen property shall have been consumed or destroyed, the said Utah Indians do agree, and are hereby bound to make such restitution and under such circumstances as the Government of the United States may order and prescribe. But this article is not to be so construed, or understood, as to create a claim against said States, for any losses or depredations committed by said Utahs.

Art. IV. The contracting parties agree that the laws now in force, and such others as may be passed, regulating the trade and intercourse, and for the preservation of peace with the various tribes of Indians under the protection and guardianship of the Government of the United States, shall be as binding and obligatory upon the said Utahs as if said laws had been enacted for their sole benefit and protection. And that said laws may be duly executed, and for all other useful purposes, the territory occupied by the Utahs is hereby annexed to New Mexico as now organized, or as it may be organized, or until the Government of the United States shall otherwise order.

Art. V. The people of the United States, and all others in amity with the United States, shall have free passage through the territory

of said Utahs under such rules and regulations as may be adopted 1849
by authority of said States.

Art. VI. In order to preserve tranquility, and to afford protection to all the people and interests of the contracting parties, the Government of the United States will establish such military posts and agencies, and authorize such trading-houses, at such time and in such places, as the said Government may designate.

Art. VII. Relying confidently upon the justice and liberality of the United States, and anxious to remove every possible cause that might disturb their peace and quiet, it is agreed by the Utahs that the aforesaid Government, shall, at its earliest convenience, designate, settle, and adjust their territorial boundaries, and pass and execute such laws, in their territory as the Government of said States may deem conducive to the happiness and prosperity of said Indians. And the said Utahs, further, bind themselves not to depart from their accustomed homes or localities unless specially permitted by an agent of the aforesaid Government—and so soon as their boundaries are distinctly defined, the said Utahs are further bound to confine themselves to said limits under such rules as the said Government may prescribe, and to build up pueblos, or to settle in such other manner as will enable them most successfully to cultivate the soil, and pursue such other industrial pursuits as will best promote their happiness and prosperity: and they now, deliberately and considerately, pledge their existence as a distinct tribe, to abstain, for all time to come, from all depredations, to cease the roving and rambling habits which have hitherto marked them as a people; to confine themselves, strictly to the limits which may be assigned them, and to support themselves by their own industry, aided and directed as it may be by the wisdom, justice, and humanity of the American people.

Art. VIII. For, and in consideration of the faithful performance of all the stipulations contained in this treaty by the said Utahs, the Government of the United States will grant to said Indians, such donations, presents, and implements, and adopt such other liberal and humane measures as said Government may deem meet and proper.

Art. IX. This treaty shall be binding upon the contracting parties from and after the signing of the same, subject, in the first place, to the approval of the civil and military governor of Mexico, and to such other modifications, amendments and orders as may be adopted by the Government of the United States.

In faith whereof, etc.

1849 3.

Traité avec les tribus de Wyandot, signé à Washington, le 1er Avril 1850.

[Whereas the people composing the Wyandot tribe or nation of Indians, have manifested an anxious desire to extinguish their *tribal* or *national* character and become citizens of the United States—believing their condition will, thereby, not only be ameliorated, but their welfare and prosperity greatly promoted. They have arrived at this conviction in view of the fact that a new territory will, at no distant period, be organized by the Government of the United States, which will embrace within its limits their present lands and possessions, and thus they will again be surrounded by citizens of the United States. After a full consultation with their people, and upon mature reflection, the undersigned, representatives of the Wyandot nation, entertain the belief, that the evil effects always to be apprehended from such a state of things, will be avoided by their becoming citizens of the United States, and having the lands and other property accruing under treaty stipulations, now held in *common* by their people, fairly and equally divided among the individual owners, and secured to them in *severalty*.

And whereas, by the first article of the treaty concluded between the United States and the Wyandot nation or tribe of Indians, on the 17th day of March one thousand eight hundred and forty-two, the said nation ceded and relinquished to the United States, all the lands and possessions owned or claimed by them, within the limits of the States of Ohio and Michigan—in consideration of which cession, the United States, by the second article of the treaty aforesaid, stipulate and agree to « grant to the Wyandot nation a tract of land west of the Mississippi river, to contain one hundred and forty-eight thousand acres and to be located upon any lands owned by the United States, now set apart, or may in future set apart, for Indian use, and not already assigned to any other tribe or nation. » And in further consideration of the aforesaid cession by the Wyandot nation, the United States by the third and succeeding articles of said treaty, agree « to pay the Wyandot nation a perpetual annuity of seventeen thousand five hundred dollars ($ 17,500) in specie », besides making other provision for the benefit of said nation, as follows: Blacksmith and assistant, $ 750—iron and steel for shop,

$270 — and for education purposes, $500 — all of which to be furnished and paid annually. It being expressly stipulated in the third article of the treaty before mentioned, that the annuity of seventeen thousand five hundred dollars, should include « *all former annuities* ». 1849

And, whereas, the Wyandot tribe of Indians were not put in possession of the one hundred and forty-eight thousand acres of land, as stipulated in the second article of the treaty aforesaid; and they aver that in consequence of the United States having failed to comply with that stipulation, by not designating and conveying to them a country fit for farming purposes and suited to their wants, they were compelled to purchase a home, of which they were then destitute, from another tribe of Indians. Accordingly on the fourteenth day of December, one thousand eight hundred and forty-three, they entered into a contract with the Delaware nation of Indians, by which they purchased of the last-mentioned nation, a tract of land containing thirty-six sections (or twenty-three thousand and forty acres), and had granted to them, as a donation, three sections (or nineteen hundred and twenty acres), in addition, as set forth in the 1st and 2d articles of said contract or treaty, wherein these two tracts or sections of land are described as follows: « Three sections of land, containing six hundred and forty acres each, lying and being situated at the point of the junction of the Missouri and Kansas rivers » — and the « thirty-six sections of land, each containing 640 acres, situated between the aforesaid Missouri and Kansas rivers, and adjoining on the west the aforesaid three donated sections, making in all thirty-nine sections of land, bounded as follows, viz: Commencing at the point of the junction of the aforesaid Missouri and Kansas rivers, running west along the Kansas river sufficiently far to include the aforesaid thirty-nine sections; thence running north to the Missouri river; thence down the said river with its meanders to the place of beginning; to be surveyed in as near a square form as the rivers and territory ceded will admit of ».

And, whereas, this said contract or treaty was ratified and confirmed by the United States, by a joint resolution of Congress, approved July 25, 1848; and which contains only the following *proviso*: « That *the Wyandot Indian nation shall take no better right or interest in and to said lands than is now vested in the Delaware nation of Indians* ».

The Representatives of the Wyandot nation, therefore, present a claim against the United States for the price of one hundred and forty-eight thousand acres of land granted by the 2d article of the aforesaid treaty of March 17, 1842 — fixing that price at one dollar

1849 and twenty-five cents per acre—and which claim, they conceive, is strengthened if not rendered valid, by the recognition of their purchase from the Delaware Indians on the part of the United States, as shown by the resolution confirmatory thereof, above cited. And they now ask that the sum of one hundred and eighty-five thousand dollars be allowed and paid to the Wyandot people in commutation of said claim.

And, whereas, the Commissioner on behalf of the United States, having carefully and attentively examined the application presented to him on behalf of the Wyandot nation both in regard to their desire to become citizens of the United States, and of their claim for payment, in money, for the lands granted to them by the treaty of 1842; and having, also, examined the public documents and other proofs, having reference to the subject, he is induced to believe, *first*—that the Wyandot people have so far advanced in civilization as to be capable, generally, of managing their own affairs, and are qualified and calculated to become useful citizens, a large portion whereof being already engaged in agricultural pursuits; and *secondly*, that they have an equitable claim on the United States for the value of the lands granted to them by the treaty of 1842, aforesaid, but of which lands they were not possessed, in compliance with the stipulations of said treaty. In arriving at this conclusion, however, it is expressly understood that it is not to be considered as an admission by the United States of either the policy or expediency of commuting lands granted to Indian tribes under treaty stipulations, for money, or in fixing the value of such lands so as to serve as a precedent hereafter. But, under the peculiar circumstances of this case, and especially in view of the Wyandot tribe of Indians agreeing to extinguish their national existence and become citizens of the United States; thereby relinquishing all claims now held in their *national* or *collective* capacity, against the United States, the Commissioner aforesaid has agreed with the Wyandot Chief and Deputies, parties hereto, to conclude the following articles, to *wit*:

Art. I. For and in consideration of the stipulations set forth in the following articles, the Wyandot tribe or nation of Indians, hereby cede, relinquish, and forever quit claim to the United States all the right, title and interest in the lands they now possess and occupy, or have ever possessed and held in common, either as original occupants of the soil, or acquired by virtue of treaty stipulations.

Art. II. The Wyandot nation aforesaid, in further consideration of the stipulations contained in the following articles, hereby stipulate and agree that their existence, as a nation or tribe, shall ter-

minate and become extinct upon the ratification of this treaty by 1849
the President and Senate of the United States, and by the Chiefs and National Council of their nation. And in like manner do they relinquish all claims held by the Wyandot people, in their national or collective capacity against the United States, either on account of annuities arising out of treaty stipulations, or of any other character or description whatsoever; and, that after the ratification of this treaty in the manner before mentioned, they will have no claim to be recognised by the Government of the United States in their *tribal* or *national* capacity, except so far as it may be necessary to carry into effect the several stipulations of this treaty.

Art. III. In consideration of the foregoing grants and conditions, and for the purpose of gratifying the laudable desire expressed by the Wyandot people to become citizens of the United States, it is hereby stipulated and agreed, that the United States will pay them (the Wyandot people) for the one hundred and forty-eight thousand acres of land, promised to them by the treaty of March 17, 1842, at the rate of one dollar and twenty-five cents per acre, amounting to the sum of one hundred and eighty-five thousand dollars, in the manner following, to *wit*: One hundred thousand dollars shall be invested in United States stock, to bear interest from the ratification of this treaty, at the rate of five per cent. per annum, redeemable at the pleasure of the Government of the United States—certificates of which stock shall be issued to the individuals now composing the Wyandot nation, in the manner and form hereinafter prescribed. And for the purpose of enabling the Wyandot Indians (preparatory to their becoming citizens of the United States) to pay and extinguish all their just debts and liabilities, contracted in their *national* or *collective* capacity, either on account of the purchase of their lands from the Delaware nation or otherwise, the balance of eighty-five thousand dollars shall, upon the ratification of this treaty by the Senate, be advanced by the United States, in specie to the Chief and Deputies, signers hereto, or upon the draft or drafts drawn by them, or any two of them. And as the said Chief and Deputies are hereby made accountable for the faithful application of this fund, each and every draft or order they may draw upon it, will explicitly state the nature and character of the claim, and show that the debt or debts were fairly contracted by the properly constituted authorities of the Wyandot nation, and on account of the business of said nation; and after discharging all the national debts and liabilities of their tribe, they will distribute the balance, if any among their people, *per capita*.

1849 Art. IV. The United States further agree to a commutation of the annuity and other claims of the Wyandot Indians arising out of former treaty stipulations, and which are to be considered as being all embraced in the treaty of March 17, 1842. These annuities and other claims, producing an annual payment to the Wyandot nation of eighteen thousand nine hundred and ninety dollars, are hereby commuted for the sum of three hundred and seventy-nine thousand eight hundred dollars ($379,800). And this sum of three hundred and seventy-nine thousand eight hundred dollars, shall be added to the sum of one hundred thousand dollars stipulated to be funded, by the 3d article of this treaty; and the aggregate amount of four hundred and seventy-nine thousand eight hundred dollars, shall constitute a general fund, to be equally divided among the Wyandot people, and certificates of stock to be issued therefor, as mentioned in the preceding article, so that each and every Wyandot citizen shall have an equal share of the common property thus to be divided.

Art. V. The Wyandot tribe or nation having, by the first article of this treaty, extinguished their *Indian* or *occupant* title to all lands claimed or occupied by them the United States for the consideration hereinbefore set forth, do hereby retrocede, convey, and guaranty in *fee simple* to the Wyandot people, all the lands conveyed or intended to be conveyed to them by the Delaware nation, in the treaty or contract entered into on the 14th of December, 1842, and ratified by the President and Congress of the United States, July 25, 1848, as fully shown in the preamble to this treaty; said tract or tracts of land containing thirty-nine sections, or twenty-four thousand nine hundred and sixty acres. And the United States agree to cause an accurate survey of the boundary of these lands, to be made as soon after the ratification of this treaty as possible, in accordance with the stipulations contained in the said contract between the Delaware aud Wyandot tribes.

Art. VI. In order that a fair and equitable partition and apportionment of the Wyandot lands mentioned in the foregoing article, may be made, so that they may hereafter be held individually and severally, it is hereby mutually agreed between the contracting parties, that a commissioner, on the part of the United States, and three commissioners on the part of the Wyandot people, shall be appointed for that purpose—the latter to be appointed by the Chiefs and National Council of the Wyandot nation. The duty of the Board of Commissioners thus constituted, shall be to take a census of all the individuals belonging to the Wyandot nation, and entitled to personal benefits accruing under this treaty—to make an accurate

register of their names, ages, occupations and general condition. 1849
And after these facts are ascertained to the satisfaction of said Board of Commissioners, then they shall proceed to make a just partition and apportionment of the lands aforesaid, among the individuals of the Wyandot nation who, at the ratification of this treaty, reside upon the lands as citizens of said nation, and who are ascertained to be entitled to a share therein, according to the laws, usages, or agreements of said nation.

Art. VII. It is expressly agreed and understood between the parties to this treaty, that the commissioners aforesaid, in making the partition and division provided for in the preceding article, shall not interfere with the buildings and improvements of individual Wyandots; and in all cases, of this kind, such buildings and other improvements shall be embraced within the portion of the land allotted to the person who is properly in possession, and owner of the same, unless, by doing so, palpable injustice will be done to other Wyandot citizens; and in all cases, the quality and location of the land must be taken into consideration in making allotment of quantity to individuals: *Provided, however,* That nothing herein shall be so construed as to authorize the value of the buildings or improvements (being individual property) in estimating the value of the lands.

Art. VIII. The commissioners agreed upon in the foregoing articles, shall be appointed within six months after the ratification of this treaty; notice of which appointment on behalf of the United States shall be previously, given to the Wyandot chiefs and council. And after the said commissioners shall have performed the duties hereinbefore assigned to them, they shall make up a full report of their proceedings, setting forth the name of each person to whom they may have apportioned and allotted any part of said lands, with the name and condition of such person; showing who, upon proper proofs, are considered incompetent to take charge of their property, either as orphans, minors, insane persons, or for other causes; and also exhibit the quantity of land assigned to each person, with the metes and bounds of such allotments. And said commissioners shall make an accurate map of the whole survey and proceeding, to accompany their report, showing the partition and division aforesaid. This report and map when completed, shall be submitted to a convention of the Wyandot people, to be assembled for the purpose, after due notice given by the chiefs and national council; and after having all matters embraced in said report and map fully explained to them, their decision for or against the same shall be taken, in

1849 accordance with the usages of the tribe in such cases. If a full majority of those qualified to judge for themselves should declare themselves dissatisfied, it will be the duty of the commissioners to remove the cause of dissatisfaction if it can be properly done, in order that there shall be no just grounds of complaint. And whenever a majority of the persons interested, whose vote shall be taken as aforesaid, declare in favor of the partition and division made by the commissioners, and said report and proceedings are approved by the chiefs and national councils of the nation, they shall be considered as adopted by the Wyandot people—one copy whereof, with the accompanying map, shall be given to the chiefs and national council, to be hereafter deposited by them in the office of the Secretary of the State or Territory wherein their lands may be situated; and another copy to be transmitted to the Secretary of the Interior at Washington; and whenever the report and proceedings aforesaid are approved by the President of the United States, a patent shall be granted to each individual for his or her portion of said land, in the same manner that patents are issued to other citizens of the United States; and upon the same report, and in like manner, shall certificates of stock, as stipulated for in the 3d and 4th articles be issued to the individuals thus shown to be entitled thereto, with the reservation and restriction, only, contained in the following article:

Art. IX. For the purpose of protecting the Wyandots, made citizens by this treaty in the lands and other property which they are hereafter to hold in severalty, it is hereby mutually agreed between the commissioner on behalf of the United States and the chief and deputies of the Wyandot nation, that they shall not possess the right, until after the expiration of five years from the ratification of this treaty to alienate, by sale or otherwise, either their land or stock, herein provided for. And any sale or transfer made of such land or stock, or any portion thereof, before the expiration of five years as aforesaid, shall be considered null and void—*Provided, however,* That if any individual or individuals of the Wyandot people produce satisfactory proof that such sale or transfer can be made, beneficially to themselves, then it may be done under the approval and sanction of the President of the United States.

Art. X. All persons adjudged to be incompetent to take care of their property for the reasons and in the manner set forth in the 8th article of this treaty, shall become the wards of the United States; and all property acquired by them under the provisions of

this treaty, shall be held in trust accordingly, until trustees and 1849
guardians can be legally appointed by a court of law possessing competent jurisdiction over the same; and, in the mean time, trustees and guardians shall be designated by the Board of Commissioners hereinbefore mentioned, who shall in this respect take into consideration and act upon the recommendations of the chiefs and council of the Wyandot nation, and the selections thus made shall be approved by said chiefs and council. Each and every trustee and guardian thus to be designated and appointed over the persons and property of the orphans or others not qualified to manage their own affairs, as before mentioned, shall be required to give bonds with sufficient security to the President of the United States, conditioned for the faithful performance of the trust confided in them, and said bonds be approved by the President before any moneys or other property accruing under this treaty shall be placed in their hands for the education and maintenance of these wards of the United States, or for any other purpose whatsoever on their account.

Art. XI. All former treaties between the United States and the Wyandot nation of Indians are abrogated and declared null and void by this treaty — except such provisions as may have been made for the benefit of private individuals of said nation, by grants of reservations of lands, or otherwise, which are considered as *vested* rights, and not to be affected by any thing contained in this treaty.]

Art. [XII.]—2. All the reasonable expenses attending the negotiation of this treaty, including a reasonable allowance for the expenses of the delegation, signers hereto, in coming to Washington, whilst here on the business connected herewith, and in returning to their nation, shall be defrayed by the United States.

Art. XIII. This treaty shall take effect and be binding and obligatory upon the contracting parties as soon as it shall be ratified by the President, by and with the advice and consent of the Senate of the United States, and by the Chiefs and National Council of the Wyandot nation.

In testimony whereof, etc.

And whereas the said treaty having been submitted to the Sénate of the United States for its constitutional action thereon, the said Senate did, on the twenty-fourth day of September, one thousand eight hundred and fifty, resolve as follows, viz:

« *Resolved* (two-thirds of the Senators present concurring), That

1849 the Senate advise and consent to the ratification of the articles of a convention concluded in the city of Washington, the first day of April, eighteen hundred and fifty, by and between Ardavan S. Loughery, Commissioner especially appointed by the President of the United States, and the undersigned, Head Chief and Deputies of the Wyandot tribe of Indians, duly authorized and empowered to act for their tribe, with the following

Amendment.

« Strike out the preamble, and all the other articles of the treaty, except the twelfth, and insert as follows :

« *Whereas,* By the treaty of March 17th, 1842, between the United States and the Wyandot nation of Indians, then chiefly residing within the limits of the State of Ohio the said nation of Indians agreed to sell and transfer, and did thereby sell and transfer to the United States their reservations of land, one hundred and nine thousand acres of which was in the State of Ohio and six thousand acres was in the State of Michigan, and to remove to the west of the Mississippi river. *And whereas* among other stipulations it was agreed that the United States should convey to said Indians a tract of country for their permanent settlement in the Indian territory west of the Mississippi river to contain one hundred and forty-eight thousand acres of land. *And whereas* the said Indians never did receive the said one hundred and forty-eight thousand acres of land from the United States, but were forced to purchase lands from the Delaware nation of Indians, which purchase was agreed to and ratified by the United States : Now, in order to settle the claim of the Wyandot tribe of Indians to said land the United States having appointed A. S. Loughery a commissioner on their part, who, with the undersigned delegates from the Wyandot nation, have agreed to the following treaty :

« Art. I. The United States, in consideration that the Wyandot nation of Indians shall and do hereby release, relinquish and give up all claim to the said one hundred and forty-eight thousand acres of land agreed to be assigned and given to them by the treaty of March 17, 1842, hereby stipulate and agree to pay to the said Wyandot tribe of Indians the sum of one hundred and eighty-five thousand dollars, being at and after the rate of one dollar and twenty-five cents per acre in the manner and form following, to wit : One hundred thousand dollars to be invested in United States stocks, bearing five per cent. interest per annum, which interest shall be paid to them at the time and in the manner in which their

present annuities are paid—and the purpose of enabling the Wyandot Indians to pay and extinguish all their just debts, as well what is now due to the Delawares for the purchase of their lands as to others, the balance of said sum, being the sum of eighty-five thousand dollars, shall be paid to the Wyandot nation, or on their drafts specifically describing, for what the drafts are given. 1849

« Change article twelve to article two. »

GRANDE-BRETAGNE
ET
PEUPLADES DE LA CÔTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE.

Traités entre la Grande-Bretagne et divers princes et chefs des peuplades de la côte occidentale d'Afrique, touchant le commerce et la traite des Noirs. (*De* 1847 *à* 1849.)[1]

1847.	1er Janvier.	Traité avec le chef de Manna.
»	26 Janvier.	» » le roi de Cagnabac.
»	21 Février.	Convention avec les chefs de Rio-Nunez.
»	27 Février.	Traité avec le roi de Bolola.
»	25 Mars.	» » les chefs de Petit-Booton.
»	28 Mars.	» » les chefs de Grand Sesters.
»	30 Mars.	» » les chefs de Garraway River.
»	5 Juillet.	» » les chefs de Balanga.
»	16 Juillet.	» » le roi et les chefs de Mooney.
»	3 Décembre.	» » les chefs de Killam.
1848.	12 Février.	» » les chefs de Sherboro.
»	18 Février.	» » les chefs de Sugury.
»	25 Février.	» » les chefs de Grand Bereby.
»	26 Février.	» » les chefs de Drewin.
»	26 Février.	» » le roi de St.-Andrew.
»	28 Février.	» » les chefs de Grand Lahou.
»	28 Février.	» » les chefs de Antonio Lahou.
»	29 Février.	» » les chefs de Jack Jacques.
»	2 Mars.	» » les chefs de Ivory Bay.

[1] Ces traités font suite à ceux qui se trouvent réunis, T. Ve de ce *Recueil*, p. 440 et 441.

1849	1848.	18 Mars.	Accord avec le roi Eyo of old Calabar.
»		20 Mars.	» » les chefs de Duke Town of old Calabar.
»		31 Mars.	» » le roi et les chefs de Bimbia.
»		31 Mars.	Traité avec les chefs de Malimba.
»		4 Avril.	» » les chefs de Otondo.
»		7 Avril.	» » les chefs de Batanga Benito.
»		25 Mai.	» » les chefs de Camma.
»		21 Novembre.	» » le roi et les chefs de Bonny.
	1849.	6 Janvier.	» » les chefs de Corisco.
»		4 Février.	Déclaration des chefs de Gallinas.
»		24 Mai.	Traité avec le roi de Biombo.
»		28 Mai.	Accord signé par le roi de Calebar.
»		7 Juillet.	» avec les chefs de Sherbro, Bagroo, Joug et Boom Rivers.

ESPAGNE ET FRANCE.

Convention postale entre l'Espagne et la France, signée à Paris, le 1er Avril 1849.

BELGIQUE ET FRANCE.

Convention additionelle postale entre la France et la Belgique, signée à Bruxelles, le 27 Avril 1849.

AUTRICHE ET SAXE ROYALE.

Convention entre l'Autriche et la Saxe royale, touchant la poursuite des criminels respectifs transfuges, signée le 26 Mai 1849.

AUTRICHE ET RUSSIE. 1849

Convention postale entre l'Autriche et la Russie, signée le 14 Juin 1849.

PARME.

Accession du duc de Parme à la convention du 23 Janvier 1848, entre l'Autriche et Modène, en date du 2 Juillet 1849.

BELGIQUE ET ESPAGNE.

Convention additionnelle postale entre l'Espagne et la Belgique, signée à Madrid, le 17 Juillet 1849.

AUTRICHE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention postale entre l'Autriche et la Confédération Suisse, signée le 2 Juillet 1849.

AUTRICHE ET PARME.

Convention postale entre l'Autriche et Parme, signée le 3 Juillet 1849.

1849

MODÈNE.

Accession du duc de Modène au traité de paix du 6 Août 1849, entre l'Autriche et la Sardaigne, en date du 12 Août 1849.

PARME.

Accession du duc de Parme au traité de paix conclu le 6 Août 1849, entre l'Autriche et la Sardaigne, en date du 14 Août 1849.

AUTRICHE ET PRUSSE.

Convention entre l'Autriche et la Prusse, relative à l'admission réciproque des sujets respectifs, signée le 2 Septembre 1849.

BELGIQUE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention postale entre la Belgique et la Confédération Suisse, signée à Bruxelles, le 12 Novembre 1849.

BELGIQUE ET GRANDE-BRETAGNE.

Convention additionnelle postale entre la Grande-Bretagne et la Belgique, signée le 29 Novembre 1849.

FRANCE ET BELGIQUE. 1849

Convention postale entre la Belgique et la France, signée le 27 Novembre 1849.

FRANCE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention postale entre la France et la Confédération Suisse, signée en 1849.

BRÉSIL ET SARDAIGNE.

Échange de notes entre le Brésil et la Sardaigne, pour l'abolition réciproque des droits différentiels de port et de navigation, du 26 Juillet 1848 et 24 Mai 1849.

BELGIQUE ET RUSSIE. 1850

Traité de navigation et de commerce entre la Belgique et la Russie, signé à Berlin, le 14 Février 1850.

Art. I. Il y aura entre les territoires des hautes parties contractantes liberté et réciprocité de commerce et de navigation. Les habitants de leurs États respectifs pourront entrer librement dans les ports des territoires de chacune d'elles, partout où le commerce étranger est permis. Ils pourront séjourner ou résider librement dans quelque partie que ce soit desdits territoires pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet, de la même sécurité et protection que les habitants du pays dans lequel ils résident, à la

1850 condition, toutefois, de se soumettre aux lois et aux règlements qui y sont en vigueur.

Art. II. Les navires appartenant à la Belgique qui entreront, sur lest ou chargés, dans les ports de Russie ou qui en sortiront, et réciproquement, les navires appartenant à la Russie qui entreront, sur lest ou chargés, dans les ports de la Belgique, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou de leur destination, ne seront pas assujettis à des droits de tonnage, de pavillon, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, de courtage, d'entrepôt ou d'autres droits ou charges, de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, que ceux qui sont actuellement ou pourront à la suite être imposés aux bâtiments nationaux à l'entrée et pendant leur séjour dans ces ports ou à leur sortie.

Art. III. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce et leur chargement, il est également convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre partie, la volonté des deux puissances contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité. Les équipages des bâtiments belges dans les ports de l'Empire et, réciproquement, ceux des bâtiments russes dans les ports de Belgique, seront traités sur le même pied que les équipages des bâtiments qui appartiennent aux nations les plus favorisées sous ce rapport.

Art. IV. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation pourra légalement avoir lieu dans les États des hautes parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés par navires appartenant à l'autre partie contractante. Les marchandises importées dans les ports de la Belgique et de la Russie par des navires appartenant à l'une ou à l'autre partie, pourront y être destinées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants cause ; le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance, ou autres de cette nature, plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. V. Les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de

la Belgique importées directement des ports de Belgique dans ceux 1850
de Russie par navires belges, et, réciproquement, les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de la Russie, importées directement des ports de Russie dans ceux de Belgique par navires russes, ne payeront, dans les ports respectifs, d'autres ni de plus forts droits d'entrée, et ne seront assujetties à d'autres formalités que si l'importation avait lieu par bâtiments nationaux.

Par suite de cette stipulation, aucun droit différentiel ne sera levé en Belgique sur les produits russes importés directement sous pavillon russe. De la même manière, la surtaxe de 50 p. %, établie par l'ukase impérial du 19 Juin 1845, ne sera plus applicable aux produits de la Belgique importés directement par bâtiments belges, dans les ports de l'empire de Russie.

Il est, toutefois, bien entendu que la relâche forcée dans les ports intermédiaires, n'appartenant ni à la Russie ni à la Belgique, ne fera pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture, pourvu que les causes de force majeure soient justifiées d'après le mode en vigueur dans le pays où l'importation a lieu.

Art. VI. Toute espèce de marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports de Belgique sur des bâtiments nationaux, pourront en être également exportés ou réexportés sur des bâtiments russes, pour quelque destination que ce soit, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés si les mêmes marchandises ou objets de commerce étaient exportés ou réexportés sur des bâtiments belges; et réciproquement, toute espèce de marchandises ou objets de commerce, qui pourraient être légalement exportés ou réexportés des ports de Russie, sur des bâtiments nationaux, pourront également en être exportés ou réexportés sur des bâtiments belges, pour quelque destination que ce soit, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissements particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés si les mêmes marchandises ou objets de commerce étaient exportés ou réexportés sur des bâtiments russes.

Art. VII. Il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans le royaume de Belgique, de tout article provenant du sol ou de l'industrie de l'empire de Russie, et il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans l'empire de Russie, de tout article provenant du sol ou de l'industrie du

1850 royaume de Belgique, que ceux qui sont ou seront imposés sur de semblables articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

De même, on ne mettra aucune entrave ou prohibition quelconque à l'importation ou à l'exportation de tout article provenant du sol ou de l'industrie du royaume de Belgique ou de l'empire de Russie, à l'entrée ou à la sortie des ports de chaque pays, qui ne soit également applicable à toute autre nation.

Art. VIII. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont point applicables à la navigation de côte ou de cabotage de chacun des deux pays, que l'une et l'autre des deux nations se réservent exclusivement.

Art. IX. Il est également dérogé aux dispositions des articles précédents, pour ce qui concerne l'importation du sel et des produits de la pêche nationale, les deux hautes parties contractantes se réservant la faculté d'accorder à l'importation de ces articles par pavillon national, des priviléges spéciaux.

Art. X. La nationalité des bâtiments sera reconnue et admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque État, au moyen des patentes et papiers de bord, délivrés par les autorités compétentes aux capitaines ou patrons.

Art. XI. Le remboursement par la Belgique, du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § troisième de l'article 9 du traité du 19 avril 1839, est garanti aux navires russes.

Ce remboursement étant accordé sans qu'une réciprocité soit possible, le gouvernement russe consent à ce qu'il soit fait une exception aux dispositions des articles 5 et 6, en ce qui concerne les bois, lesquels demeureront soumis au régime de la législation qui existe actuellement dans le royaume de Belgique.

Art. XII. Aucune priorité ou préférence quelconque ne sera accordée directement ou indirectement par l'une ou l'autre des parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent, agissant en son nom ou par son autorité, pour l'achat d'aucun objet de commerce légalement importé, par considération ou préférence pour la nationalité du bâtiment qui aurait importé lesdits objets, soit qu'il appartienne à l'une ou à l'autre des parties contractantes dans le port de laquelle ces objets de commerce auront été importés, l'intention et la volonté précise des hautes parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. XIII. Si, par la suite, l'une des parties contractantes accordait quelque faveur spéciale à d'autres nations, en fait de com-

merce ou de navigation, cette faveur deviendra immédiatement 1850
commune à l'autre partie, qui en jouira gratuitement si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation ou une autre équivalente, si la concession a été conditionnelle.

Art. XIV. Les bâtiments de l'une des deux parties contractantes abordant à quelque côte de la dépendance de l'autre, mais n'ayant pas l'intention d'entrer au port, ou y étant entrés, ne voulant pas y décharger tout ou une partie de leur cargaison, jouiront des mêmes privilégés et seront traités à cet égard de la même manière que les bâtiments nationaux.

Art. XV. S'il arrivait qu'un vaisseau appartenant à l'une des deux parties contractantes, ou bien à ses sujets, fît naufrage, sombrât ou souffrît quelque autre dommage sur les côtes ou dans les États soumis à l'autre partie, il sera accordé à ces navires, et à toutes les personnes qui seront à bord, le même secours et la même protection dont jouissent ordinairement les bâtiments de la nation où le naufrage a eu lieu, et ces vaisseaux naufragés, les marchandises ou autres effets qu'ils contiendront, ou leur produit, si ces effets avaient déjà été vendus, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs ayants droit, en payant un droit de sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même cas par un vaisseau national. Les marchandises sauvées ne seront tenues au payement d'aucun autre droit, à moins qu'elles ne soient admises pour la consommation.

Art. XVI. Tout bâtiment de commerce belge entrant en relâche forcée dans un port de l'empire de Russie, et, réciproquement, tout bâtiment de commerce russe entrant en relâche forcée dans un port du royaume de Belgique, y sera exempt de tout droit de port et de navigation perçu ou à percevoir au profit de l'État, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu qu'il ne se livre dans le port de relâche à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises : bien entendu, toutefois, que les déchargements et rechargements motivés par la nécessité de réparer le bâtiment, ne seront point considérés comme opération de commerce donnant ouverture au payement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, d'après les causes qui auront donné lieu à la relâche.

Art. XVII. Les deux hautes parties contractantes s'accordent mutuellement le droit d'envoyer dans les ports et villes commerçantes de leurs États respectifs des consuls, vice-consuls et agents commerciaux nommés par elles, qui jouiront des mêmes priviléges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ceux des nations les plus

1850 favorisées; mais dans le cas où quelques-uns de ces consuls voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages auxquels sont soumis, dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation et les sujets des États les plus favorisés.

Art. XVIII. Il est spécialement entendu que lorsqu'une des parties contractantes choisira pour son agent consulaire, pour résider dans un port ou une ville commerçante de l'autre partie, un sujet de celle-ci, ce consul ou agent continuera à être considéré, malgré sa qualité de consul étranger, comme sujet de la nation à laquelle il appartient, et qu'il sera, par conséquent, soumis aux lois et règlements qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence, sans que cette obligation puisse cependant gêner en rien l'exercice de ses fonctions consulaires, ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives du consulat.

Art. XIX. Lesdits consuls, vice-consuls et agents commerciaux seront autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des bâtiments de guerre et marchands de leur pays. Ils s'adresseront à cet effet aux tribunaux, juges et officiers compétents, et réclameront, par écrit, les déserteurs susmentionnés, en prouvant, par la communication des registres des bâtiments ou rôles des équipages, ou par d'autres documents officiels, que ces individus ont fait partie desdits équipages. Cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée; ces déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition desdits consuls, vice-consuls ou agents commerciaux, et pourront être renfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être retenus jusqu'au moment où ils pourront être rendus aux bâtiments auxquels ils appartiennent, ou pour être renvoyés dans leur pays sur des bâtiments nationaux ou autres. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de trois mois, à dater du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Toutefois, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit dans le pays où il a été arrêté, il pourra être sursis à son extradition jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu son exécution.

Les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a eu lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. XX. Il est entendu que les stipulations de la présente con-

vention seront applicables à tous les bâtiments naviguant sous pa- 1850
villon russe, sans distinction aucune entre la marine marchande russe proprement dite et celle qui appartient plus particulièrement au grand-duché de Finlande, lequel forme une partie intégrante de l'empire de Russie.

Art. XXI. La présente convention aura force et valeur pendant cinq années, à dater du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

Si, à l'expiration de cinq années, la présente convention n'est pas dénoncée six mois à l'avance, elle continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. XXII. La présente convention sera approuvée et ratifiée par S. M. le roi des Belges et par S. M. l'empereur de toutes les Russies, et les ratifications en seront échangées à Berlin, dans le délai de deux mois à compter de la date de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Art. séparé I. Les relations commerciales de la Russie avec les royaumes de Suède et de Norvége étant réglées par des stipulations spéciales, qui pourront être renouvelées dans la suite, sans que lesdites stipulations soient liées aux règlements existants pour le commerce étranger en général, les deux hautes parties contractantes, voulant écarter de leurs relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord que ces stipulations spéciales, accordées au commerce de la Suède et de la Norvége, en considération d'avantages équivalents accordés dans ces pays au commerce du grand-duché de Finlande, ne pourront, dans aucun cas, être invoquées en faveur des relations de commerce et de navigation sanctionnées entre les deux hautes parties contractantes par la convention commerciale de ce jour.

Art. séparé II. Il est entendu de même que ne seront pas censés déroger au principe de réciprocité, qui est la base de la présente convention, les franchises, immunités et priviléges mentionnés ci-après, savoir :

1° La franchise dont jouissent les vaisseaux construits en Russie et appartenant à des sujets russes, lesquels, pendant les trois premières années, sont exempts de droits de navigation ;

1850 2° La faculté accordée aux habitants de la côte du gouvernement d'Arkhangel, d'importer en franchise ou moyennant des droits modérés, dans les ports dudit gouvernement, du poisson sec ou salé, ainsi que certaines espèces de fourrures, et d'en exporter, de la même manière, des blés, cordes et cordages, du goudron et du ravendouc;

3° Le privilége de la compagnie Russe-Américaine;

4° Celui de la compagnie du Havre, pour la navigation à vapeur;

5° Les immunités accordées en Russie à différentes compagnies anglaises, dites *Yacht Club*.

Les présents articles séparés auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans la convention commerciale de ce jour. Ils seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, etc.

Déclaration insérée au procès-verbal d'échange des ratifications.

Les soussignés s'étant réunis à l'effet de procéder à l'échange des ratifications de la convention de commerce et de navigation, signée à Berlin, le 14 Février de la présente année, ont produit les instruments desdites ratifications, lesquels ayant été trouvés en bonne forme, ont été échangés en la manière accoutumée.

En vertu des pouvoirs qu'ils ont respectivement reçus, les soussignés déclarent, aux termes du § 1er de l'art. 21, que la susdite convention sera mise en vigueur, de part et d'autre, dans un mois à dater de ce jour, c'est-à-dire à partir du 15 Mai prochain; en conséquence, chaque gouvernement en fera faire, dans l'intervalle, la promulgation d'après les lois particulières de chacun des deux pays.

Les deux gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement sur quelques facultés à introduire au sujet de justifications d'origine, en ayant égard, notamment, à la position spéciale que fait à l'empire de Russie l'absence de commerce d'entrepôt avec l'Occident; en attendant, les justifications se feront d'après les règlements en usage dans chaque pays.

En foi de quoi, etc.

Les justifications d'origine à fournir pour les marchandises expédiées de Belgique en Russie, et réciproquement, sous l'empire du traité du 14 Février 1850, sont réglées par le protocole suivant:

« Les soussignés s'étant réunis, conformément aux ordres de leurs 1850
gouvernements respectifs, pour préciser le mode d'exécution de la convention de commerce et de navigation, signée à Berlin, le 2/14 Février de la présente année, en ayant égard, d'une part, à la position spéciale que fait à l'empire de Russie l'absence d'un commerce d'entrepôt avec l'Occident, et, de l'autre, à la nécessité de prévenir les doutes sur l'origine des produits des industries belges dont la matière première est exotique, sont convenus des points suivants :

» 1° Pour jouir des avantages accordés par l'article 5, les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays, importées directement dans l'autre sur bâtiments nationaux, devront être accompagnées de certificats d'origine délivrés par les consuls respectifs, ou, à leur défaut, par le consul d'une puissance amie ou par le chef de la douane au port de chargement.

» 2° Les armes à feu, les machines et mécaniques ou ustensiles à l'usage des métiers, importés directement sur un bâtiment belge dans un port de Russie, seront de plein droit considérés comme produits belges, sans qu'un certificat d'origine soit requis, du moment qu'il est constaté que le chargement s'en est fait dans un port belge à destination de la Russie, et pourvu que ces objets ne portent pas une marque indiquant une origine autre que belge.

» Il demeure entendu que, pour l'admission au bénéfice de l'article 5, les certificats constatant l'origine industrielle belge seront exigés des produits en lin, chanvre et laine, des soieries, cotonnades et tabacs fabriqués, ainsi que des produits des différentes autres industries belges, dont la matière première n'appartient pas exclusivement à la Belgique.

» 3° Les cendres gravelées ou potasses, la colle de poisson, le goudron, les graisses (suifs, dégras, saindoux), les laines, les lins, chanvres et étoupes, les pelleteries, crins bruts, graines oléagineuses et les grains ou céréales importés directement sur un bâtiment russe dans un port belge, ainsi que les bois importés de la même manière des ports russes de la mer Noire et de la mer d'Azov, seront de plein droit considérés comme produits russes sans qu'un certificat d'origine soit requis, du moment qu'il est constaté que le chargement s'en est fait dans un des ports de l'empire en destination de la Belgique.

» 4° La justification d'origine continuera à être exigée des graines de lin à semer importées de Riga, aux termes de la loi belge du 21 Juillet 1844.

» 5° Les deux gouvernements se réservent d'étendre les exemptions

1850 indiquées aux nos 2 et 3, si l'extension des relations commerciales en fait reconnaître la nécessité.

» Il est d'ailleurs entendu que la déduction de 10 p. % est acquise au pavillon russe, dans tous les cas où elle l'est encore au pavillon belge.

» Les soussignés sont convenus que les stipulations du présent protocole recevront leur application à dater du 3/15 Mai de la présente année.

» En foi de quoi, etc. »

GRANDE-BRETAGNE ET RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la république Dominicaine, signé à St.-Domingo, le 6 Mars 1850.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. There shall be perpetual peace and friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and the Dominican Republic, and between their respective subjects and citizens.

Art. II. There shall be reciprocal freedom of commerce between the British dominions and the Dominican Republic. The subjects of Her Britannic Majesty may reside in and trade to any part of the territories of the Republic, to which any other foreigners are or shall be admitted. They shall enjoy full protection for their persons and properties. They shall be allowed to buy from and to sell to whom they like, without being restrained or affected by any monopoly, contract, or exclusive privilege of sale or purchase whatever; and they shall moreover enjoy all other rights and privileges which are or may be granted to any other foreigners, subjects or citizens of the most favoured nation.

The citizens of the Dominican Republic shall, in return, enjoy similar protection and privileges in the dominions of Her Britannic Majesty.

ART. III. No tonnage, import, or other duties or charges shall be levied in the Dominican Republic on British vessels, or on goods imported or exported in British vessels, beyond what are or may be levied on national vessels, or on the like goods imported or exported in national vessels, to and from the open ports; and in like manner, no tonnage, import, or other duties or charges shall be levied in the British dominions on vessels of the Republic, or on goods imported or exported in those vessels, beyond what are or may be levied on national vessels, or on the like goods imported or exported in national vessels to or from the ports open to commerce; without prejudice whatever to the coasting trade, which remains exclusively reserved to national vessels of each of the two Contracting Parties. 1850

ART. IV. Merchandize or goods coming from the British dominions in any vessel, or imported in British vessels from any country, shall not be prohibited by the Dominican Republic, nor be subject to higher duties than are levied on the same kinds of merchandize or goods coming from any other foreign country, or imported in any other vessels.

All articles the produce of the Republic may be exported therefrom by British subjects and British vessels, on as favourable terms as by the subjects or citizens and vessels of any other foreign country.

ART. V. The protection of the Government of the Republic shall be afforded to all British vessels, their officers and crews. If any such vessels should be wrecked on the coast of the Republic, the local authorities shall succour them, and shall secure them from plunder, and shall cause all articles saved from the wreck to be restored to their lawful owners. The amount of salvage dues in such cases shall be regulated, in case of dispute, by arbitrators chosen by both parties.

ART. VI. It being the intention of the two Contracting Parties to bind themselves by the present Treaty to treat each other on the footing of the most favoured nation, it is hereby agreed between them, that any favour, privilege, or immunity whatever, in matters of commerce and navigation, which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended to the subjects or citizens of the other Contracting Party, gratuitously, if the concession in favour of that other State shall have been gratuitous, or in return for a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect,

1850 to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

Art. VII. Each Contracting Party may appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions or territories of the other; but no such Consul shall enter upon the exercise of his functions until he shall have been approved and admitted, in the usual form, by the Government of the country to which he is sent.

The Diplomatic Agents and Consuls of each of the two Contracting Parties, residing within the dominions or territories of the other, shall enjoy the same rights, immunities, privileges, and exemptions which are or may be granted to the Diplomatic Agents or Consuls, of equal rank, of the most favoured nation.

Art. VIII. The subjects of Her Britannic Majesty, residing in the Dominican Republic, shall not be disturbed, persecuted, or annoyed on account of their religion, but they shall have perfect liberty of conscience therein, and exercise their creed either within their own private houses or in their own particular chapels. Liberty shall also be granted to them to bury in burial-places, which in the same manner they may freely establish and maintain, such subjects of Her Britannic Majesty who may die in the territories of the said Republic. In like manner the citizens of the Dominican Republic shall enjoy, within all the dominions of Her Britannic Majesty, a perfect and unrestrained liberty of conscience, and shall be allowed to exercise their religion, publicly or privately, within their own dwelling-houses, or in the chapels and places of worship appointed for that purpose.

Art. IX. Slavery being perpetually abolished in the Dominican Republic, and having been already declared by her an act of piracy punishable with the pain of death, the Dominican Republic engages to permit any British vessel of war which may be furnished with special Instructions under the Treaties between Great Britain and foreign Powers, and with the formalities as are provided for in such cases by the said Treaties relative to the prevention of the infamous Slave Trade, to visit any vessels sailing under the Dominican flag which may, on reasonable grounds, be suspected of being engaged in this vile trade in slaves; it being understood that the distances and places between which the right of visit shall be exercised, as moreover expressed in the Treaties with other Powers for Cuba and Porto Rico, shall likewise refer to the same distance of twenty leagues from the coasts of the Dominican Republic; and if by the result of the visit it should appear to the officer in command of such British vessel of war, that the suspicions which led thereto are well

grounded, the vessel shall be sent without delay to the port of Santo Domingo in the Dominican Republic, and shall be delivered up to the local authorities to be proceeded against according to the laws of the Republic. 1850

It is understood that the present Article shall not be extended to other cases which might occasion detentions and inconveniences to the Dominican vessels in their voyages and commercial enterprises, during which, on the contrary, they are authorized to expect protection and assistance; hence, if the case should arise, which however is not to be supposed, that the Dominican Republic should consider to receive by this concession any vexatious molestations, it rests with her to withdraw it, after having given a year previous due notice thereof.

Art. X. In order that the two Contracting Parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective subjects and citizens, it is agreed that the present Treaty shall remain in force and vigour for the term of ten years from the date of the exchange of the ratifications; and either of the Contracting Parties shall have the right of giving to the other Party notice of its intention to terminate, at the expiration of the said ten years, the stipulations relating to commerce and navigation, which shall cease to be binding after ten years; and all those that relate to peace and amity shall remain obligatory to both nations.

Art. XI. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Santo Domingo within the space of eight months, to be accounted from the date of this Treaty, or sooner, if such be possible.

In witness whereof, etc.

Additional Article.

As the circumstances of the existing war with the Haytian nation might oblige the Dominican Republic to recur to extraordinary measures, it is specially understood and agreed between the two Contracting Parties, that the Dominican Republic shall have perfect liberty of making, during the same, such laws as may place her in a state to secure her defence, notwithstanding the stipulation contained in Article II that the subjects of Her Britannic Majesty shall not be restrained or affected by any monopoly, contract, or exclusive privilege of purchase or sale; and as her disposition is constant to attract and protect commerce, it does not enter in her views

1850 to adopt any measures of limiting it, except in the case that the existing war should continue.

The present Additional Article shall have the same force and validity as if it were inserted, word for word, in the Treaty signed this day, and shall be ratified at the same time. And in consequence of the exception it contains, it is equally understood that the sanction or disapprobation of the Treaty is specially reserved to Her Britannic Majesty.

In testimony whereof, etc.

FRANCE ET COSTA-RICA.

Quatre articles ajoutés à la convention d'accession de la république de Costa-Rica au traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre la France et la république de Guatémala, le 8 Mars 1848, signés à Paris, le 8 Mars 1850.

Procès-verbal d'échange des ratifications de la convention d'accession.

Les Soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des ratifications du Président de la république française et du Président de la république de Costa-Rica sur la convention d'accession dudit État au traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre la France et la république de Guatémala, le 8 Mars de l'année 1848, les instruments de ces ratifications ont été produits des deux parts et trouvés en bonne et due forme. Toutefois, afin de faire disparaître du texte de cet acte toute espèce d'obscurité ou d'ambiguité, les déclarations suivantes ont été rédigées et respectivement adoptées. Il est bien entendu :

1° Les stipulations générales de l'art. 1er du traité auquel l'État de Costa-Rica accède, s'appliquent au cas où cet État concéderait à quelque nation étrangère la permission de faire le cabotage sur ses côtes.

2° Les dispositions du paragraphe 2 de l'art. 6 inséré par inadvertance dans le traité, n'invalident en rien les autres articles dudit traité, en vertu desquels les citoyens de l'une des deux parties

contractantes peuvent posséder des biens immeubles dans le territoire de l'autre. 1850

3° Dans l'art. 7, les mots *usage particulier* signifient une destination particulière et spéciale qui se rapporte d'ailleurs à un service *public* et *urgent*, et ne peuvent, en aucun cas, admettre une autre interprétation.

4° Relativement aux priviléges et immunités dont parle l'art. 20, il demeure entendu que les consuls et leurs chanceliers, s'il ne sont pas citoyens du pays de leur résidence, ou commerçants, ne peuvent être arrêtés, excepté pour crimes graves, ni forcés de comparaître, comme témoins devant les tribunaux de justice; et, lorsque les autorités auront besoin de quelque déclaration judiciaire de ces agents, lesdites autorités doivent la leur demander par écrit, ou se transporter à leur domicile pour la recevoir de vide voix.

Après l'adoption de ces quatre paragraphes explicatifs qui seront considérés comme faisant partie intégrante du traité, les instruments des ratifications ont été, de part et d'autre, échangés.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET PÉROU.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la république de Pérou, signé à Londres, le 10 Avril 1850.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. There shall be perpetual friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and the Republic of Peru, and between their respective subjects and citizens.

Art. II. There shall be, between all the dominions of Her Britannic Majesty and the territories of the Republic of Peru, a reciprocal freedom of commerce. The subjects and citizens of each of the two countries, respectively, shall have liberty freely and securely to come, with their ships and cargoes, to all places, ports,

1850 and rivers in the territories of the other, where trade with other nations is permitted. They may remain and reside in any part of the said territories respectively; and hire and occupy the houses and warehouses which they may require; and may trade by wholesale or retail in all kinds of produce, manufactures, and merchandize of lawful commerce, enjoying the same exemptions and privileges as native subjects or citizens, and subject always to the same laws, decrees, and established customs as native subjects or citizens.

In like manner, the ships of war and post-office packets of each country, respectively, shall have liberty to enter into all harbours, rivers, and places, within the territories of the other, to which the ships of war and packets of other nations are or may be permitted to come, to anchor there, and to remain and refit; subject always to the laws and regulations of each country respectively.

The stipulations of this Article do not apply to the coasting trade, which each country reserves to itself respectively, and shall regulate according to its own laws.

Art. III. The two High Contracting Parties hereby agree that any favour, privilege, or immunity whatever, in matters of commerce or navigation, which either Contracting Party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended to the subjects or citizens of the other Contracting Party, gratuitously, if the concession in favour of that other State shall have been gratuitous, or in return for an equivalent compensation, if the concession shall have been conditional.

Art. IV. No other or higher duties shall be imposed on the importation into the dominions of Her Britannic Majesty, of any article of the growth, produce, or manufacture of the Republic of Peru; and no other or higher duties shall be imposed on the importation into the Republic of Peru, of any article of the growth, produce, or manufacture of Her Britannic Majesty's dominions, than are or shall be payable on the like article, being the growth, produce, or manufacture of any other foreign country; nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the dominions or territories of either of the Contracting Parties, on the exportation of any article to the dominions or territories of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like article to any other foreign country. No prohibition shall be imposed upon the importation of any article the growth, produce, or manufacture of the territories of either of the two Contracting Parties into the territories of the other, which shall not equally extend to the importation

of the like article, being the growth, produce, or manufacture of 1850
any other country. Nor shall any prohibition be imposed upon the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other, which shall not equally extend to the exportation of the like article to the territories of all other nations.

Art. V. No other or higher duties or charges on account of tonnage, light or harbourdues, pilotage, salvage in case of damage or shipwreck, or any other local charges, shall be imposed, in any of the ports of the Republic of Peru, on British vessels of the burthen of above two hundred tons, than those payable in the same ports by Peruvian vessels of the same burthen; nor, in the ports of Her Britannic Majesty's territories, on Peruvian vessels of the burthen of above two hundred tons, than shall be payable in the same ports by British vessels of the same burthen.

Art. VI. The same duties shall be paid on the importation of any article which is or may be legally importable into the Republic of Peru, whether such importation shall be in Peruvian or in British vessels; and the same duties shall be paid on the importation of any article which is or may be legally importable into the dominions of Her Britannic Majesty, whether such importation shall be in British or in Peruvian vessels. The same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any article which is or may be legally exportable from the Republic of Peru, whether such exportation shall be in Peruvian or in British vessels; and the same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any article which is or may be legally exportable from Her Britannic Majesty's dominions, whether such exportation shall be in British or in Peruvian vessels.

Art. VII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects or citizens of each country respectively, shall have full liberty, in all the territories of the other, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as agent, broker, factor, or interpreter; and they shall not be obliged to employ any other persons than those employed by natives, nor to pay to such persons as they shall think fit to employ, any higher salary or remuneration than such as is paid, in like cases, by natives.

The subjects of Her Britannic Majesty in Peru, and the citizens of Peru in the dominions of Her Britannic Majesty, shall enjoy the same full liberty which is now or may hereafter be enjoyed by natives of

1850 each country respectively, to buy from and sell to whom they like, all articles of lawful commerce, and to fix the price thereof as they shall see good, without being prejudiced by any privilege granted to other individuals to buy or sell; subject, however, to the general contributions or imposts established by law.

The subjects and citizens of either of the Contracting Parties, in the territories of the other, shall enjoy full and perfect protection for their persons and property, and shall have free and open access to the courts of justice for the prosecution and defence of their just rights; and they shall be at liberty to employ, in all causes, the advocates, attorneys, or agents of whatever description, whom they may think proper; and they shall enjoy in this respect the same rights and privileges as native subjects or citizens.

Art. VIII. In whatever relates to the police of the ports, the lading and unlading of ships, the warehousing and safety of merchandize, goods, and effects, the succession to personal estates by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination by sale, donation, exchange, or testament, or in any other manner whatsoever, as also with regard to the administration of justice, the subjects and citizens of each Contracting Party shall enjoy, in the dominions or territories of the other, the same privileges, liberties, and rights, as native subjects or citizens; and shall not be charged, in any of the these respects, with any other or higher imposts or duties, than those which are or may be paid by native subjects or citizens: subject always to the local laws and regulations of such dominions or territories.

In the event of any subject or citizen of either of the two Contracting Parties dying without will or testament, in the dominions or territories of the other Contracting Party, the Consul-General, Consul, or Vice-Consul of the nation to which the deceased may belong shall, so far as the laws of each country will permit, take charge of the property which the deceased may have left, for the benefit of his lawful heirs and creditors, until an executor or administrator be named according to the laws of the country in which the decease shall have taken place.

Art. IX. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the Republic of Peru, and the citizens of the Republic of Peru residing in the dominions of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land, and from all forced loans, or military exactions or requisitions; and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay

any ordinary charges, requisitions, or taxes, other or higher than 1850
those that are or may be paid by native subjects or citizens.

Art. X. Each of the two Contracting Parties agrees that it will not knowingly receive into, or retain in, its service, any subjects or citizens of the other Party who have deserted from the naval or military service of that other Party; but that, on the contrary, each shall respectively discharge from its service any such deserters, upon being required by the other Party so to do.

And it is further agreed, that if any of the crew shall desert from the vessels of war or merchant-vessels of either Contracting Party, while such vessels are within any port in the territory of the other Party, the authorities of such port and territory shall be bound to give every assistance in their power for the apprehension of such deserters, on application to that effect being made by the Consul of the Party concerned, or by the deputy or representative of the Consul; and no public body whatever shall protect or harbour such deserters.

It is further agreed and declared, that any other favour or facility with respect to the recovery of deserters, which either of the Contracting Parties has granted, or may hereafter grant, to any other State, shall be granted also to the other Contracting Party, in the same manner as if such favour or facility had been expressly stipulated by the Treaty.

Art. XI. It shall be free for each of the two Contracting Parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions and territories of the other Party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Government to which he is sent; and either of the Contracting Parties may except from the residence of Consuls such particular places as either of them may judge fit to be excepted.

The Diplomatic Agents and Consuls of Her Britannic Majesty in the Republic of Peru shall enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities, are or may be there granted to the Diplomatic Agents and Consuls of the same rank of the most favoured nation; and in like manner, the Diplomatic Agents and Consuls of the Republic of Peru in the dominions of Her Britannic Majesty shall enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities, are or may be there granted to Agents of the same rank of the most favoured nation.

Art. XII. For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the Republic of Peru, it is agreed that if, at any time, any interruption of friendly

1850 intercourse, or any rupture should unfortunately take place between the two Contracting Parties, the subjects or citizens of either of the two Contracting Parties, residing upon the coasts, shall be allowed six months, and those residing in the interior a year, to wind up their accounts, and dispose of their property; and a safe-conduct shall be given them to embark at the port which they shall themselves select. All subjects or citizens of either of the two Contracting Parties who may be etablished in the dominions or territories of the other, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and continuing such trade or employment therein, without any manner of interruption, in full enjoyment of their liberty and property, as long as they behave peaceably, and commit no offence against the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody, or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to native subjects or citizens. In the same case, debts between individuals, public funds, and the shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, or detained.

Art. XIII. The subjects or citizens of either of the two Contracting Parties, residing in the dominions or territories of the other, shall continue to enjoy, as hitherto, in regard to their houses, persons, and properties, the protection of the Government.

In like manner, the subjects and citizens of each Contracting Party shall enjoy, in the dominions or territories of the other, full liberty of conscience, and shall not be molested on account of their religious belief, provided they respect the established laws and customs; and such of those subjects and citizens as may die in the territories of the other Party, shall be buried in the public cemeteries or accustomed places, with suitable decorum and respect.

Art. XIV. If any ship of war or merchant-vessel of either of the Contracting Parties should be wrecked on the coasts of the other, such ship or vessel, or any parts thereof, and all furniture and appertenances belonging thereunto, and all goods and merchandize which shall be saved therefrom, or the produce thereof, if sold, shall be faithfully restored to the proprietors, upon being claimed by them or by their duly authorized agents; and if there are no such proprietors or agents on the spot, then the said goods and merchandize, or the proceeds thereof, as well as all the papers found on board such wrecked ship or vessel, shall be delivered to the British or Peruvian Consul in whose district the wreck may have

taken place; and such Consul, proprietors, or agents, shall pay 1850
only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the rate of salvage which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel. The goods and merchandize saved from the wreck shall not be subject to duties, unless cleared for consumption.

Art. XV. The Republic of Peru engages to co-operate with Her Britannic Majesty for the total abolition of the Slave Trade, and to prohibit all persons inhabiting the territories of the Republic, or subject to its jurisdiction, in the most effectual manner, and by penal laws, from taking any share in such trade.

Art. XVI. In order that the two Contracting Parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective subjects and citizens, it is agreed that at any time after the expiration of seven years from the date of the exchange of the ratifications of the present Treaty, either of the Contracting Parties shall have the right of giving to the other Party notice of its intention to terminate Articles III, IV, V, and VI, of the present Treaty; and that at the expiration of twelve months after such notice shall have been received by either Party from the other, the said Articles, and all the stipulations contained therein, shall cease to be binding on the two Contracting Parties.

Art. XVII. The present Treaty shall be ratified by Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and by the President of the Republic of Peru, with the authority of the Congress; and the ratifications shall be exchanged at London in two years, or sooner if possible.

In witness whereof, etc.

Déclaration du plénipotentiaire britannique lors de l'échange des ratifications.

Whereas by the second paragraph of Article X of the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Republic of Peru, concluded and signed at London on the 10th of April, 1850, it was stipulated, that if any of the crew shall desert from the vessels of war or merchant-vessels of either Contracting Party, while such vessels are within any port in the territory of the other Party, the authorities of such port and territory shall be bound to give every assistance in their power for the apprehension of such deserters, on application to that effect being made by the Consul of

1850 the Party concerned, or by the deputy or representative of the Consul; and that no public body whatever shall protect or harbour such deserters:

And whereas the power of apprehending such deserters in the British Dominions is by law confined to seamen, not being slaves, who may desert from merchant-ships belonging to the subjects of a foreign Power:

The Undersigned, Plenipotentiary of Her Britannic Majesty, in proceeding to the exchange of the ratifications of the Treaty above mentioned, therefore declares, that the ratifications are exchanged on the understanding that the above-quoted stipulations of Articles X thereof shall, in the British Dominions, be held to be applicable only to seamen, not being slaves, who may desert from merchant-ships belonging to citizens of the Republic of Peru.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GRANDE-BRETAGNE.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, concernant la navigation entre l'Océan atlantique et l'Océan pacifique, signée à Washington, le 19 Avril 1850.

Art. I. The governments of the United States and Great Britain hereby declare, that neither the one nor the other will ever obtain or maintain for itself any exclusive control over the said ship canal; agreeing that neither will ever erect or maintain any fortifications commanding the same or in the vicinity thereof, or occupy, or fortify, or colonice, or assume or exercise any dominion over Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito coast, or any part of Central America; nor will either make use of any protection which either affords or may afford, or any alliance which either has or may have to or with any State or people, for the purpose of erecting or maintaining any such fortifications, or of occupying, fortifying, or colonizing Nicaragua, Costa Rica, the Mosquito coast, or any part of Central

America, or of assuming or exercising dominion over the same; nor 1850
will the United States or Great Britain take advantage of any intimacy, or use any alliance, connexion, or influence that either may possess with any State or government through whose territory the said canal may pass, for the purpose of acquiring or holding, directly or indirectly, for the citizens or subjects of the one, any rights or advantages in regard to commerce or navigation through the said canal which shall not be offered on the same terms to the citizens or subjects of the other.

Art. II. Vessels of the United States or Great Britain traversing the said canal shall, in case of war between the contracting parties, be exempted from blockade, detention, or capture by either of the belligerents; and this provision shall extend to such a distance from the two ends of the said canal as may hereafter be found expedient to establish.

Art. III. In order to secure the construction of the said canal, the contracting parties engage, that, if any such canal shall be undertaken upon fair and equitable terms by any parties having the authority of the local government or governments through whose territory the same may pass, then the persons employed in making the said canal and their property used, or to be used for that object, shall be protected, from the commencement of the said canal to its completion, by the governments of the United States and Great Britain, from unjust detention, confiscation, seizure, or any violence whatsoever.

Art. IV. The contracting parties will use whatever influence they respectively exercise with any State, States, or governments, possessing, or claiming to possess, any jurisdiction or right over the territory which the said canal shall traverse, or which shall be near the waters applicable thereto, in order to induce such States or governments to facilitate the construction of the said canal by every means in their power; and furthermore, the United States and Great Britain agree to use their good offices, wherever or however it may be most expedient, in order to procure the establishment of two free ports, one at each end of the said canal.

Art. V. The contracting parties further engage that, when the said canal shall have been completed, they will protect it from interruption, seizure, or unjust confiscation, and that they will guaranty the neutrality thereof, so that the said canal may forever be open and free, and the capital invested therein, secure. Nevertheless, the governments of the United States and Great Britain, in according their protection to the construction of the said canal, and

1850 guarantying its neutrality and security when completed, always understand that this protection and guaranty are granted conditionally, and may be withdrawn by both governments, or either government, if both governments, or either government, should deem that the persons or company undertaking or managing the same adopt or establish such regulations concerning the traffic thereupon as are contrary to the spirit and inten tion of this convention, either by making unfair discriminations in favor of the commerce of one of the contracting parties over the commerce of the other, or by imposing oppressive exactions or unreasonable tolls upon passengers, vessels, goods, wares, merchandise or other articles. Neither party, however, shall withdraw the aforesaid protection and guaranty without first giving six months' notice to the other.

Art. VI. The contracting parties in this convention engage to invite every State with which both or either have friendly intercourse to enter into stipulations with them similar to those which they have entered into with each other, to the end that all other States may share in the honor and advantage of having contributed to a work of such general interest and importance as the canal herein contemplated. And the contracting parties likewise agree that each shall enter into treaty stipulations with such of the Central American States as they may deem advisable, for the purpose of more effectually carrying out the great design of this convention, namely, that of constructing and maintaining the said canal as a ship communication between the two oceans for the benefit of mankind, on equal terms to all, and of protecting the same; and they also agree, that the good offices of either shall be employed, when requested by the other, in aiding and assisting the negotiation of such treaty stipulations; and should any differences arise as to right or property over the territory through which the said canal shall pass—between the States or governments of Central America,—and such differences should, in any way, impede or obstruct the execution of the said canal, the governments of the United States and Great Britain will use their good offices to settle such differences in the manner best suited to promote the interests of the said canal, and to strengthen the bonds of friendship and alliance which exist between the contracting parties.

Art. VII. It being desirable that no time should be unnecessarily lost in commencing and constructing the said canal, the Governments of the United States and Great Britain determine to give their support and encouragement to such persons or company as may first offer to commence the same, with the necessary capital, the

consent of the local authorities, and on such principles as accord 1850
with the spirit and intention of this convention; and if any persons or company should already have, with any State through which the proposed ship canal may pass, a contract for the construction of such a canal as that specified in this convention, to the stipulations of which contract neither of the contracting parties in this convention have any just cause to object, and the said persons or company shall, moreover, have made preparations, and expended time, money, and trouble, on the faith of such contract, it is hereby agreed that such persons or company shall have a priority of claim, over every other person, persons, or company, to the protection of the governments of the United States and Great Britain, and be allowed a year from the date of the exchange of the ratifications of this convention for concluding their arrangements, and presenting evidence of sufficient capital subscribed to accomplish the contemplated undertaking; it being understood that if, at the expiration of the aforesaid period, such persons or company be not able to commence and carry out the proposed enterprise, then the governments of the United States and Great Britain shall be free to afford their protection to any other persons or company that shall be prepared to commence and proceed with the construction of the canal in question.

Art. VIII. The governments of the United States and Great Britain having not only desired, in entering into this convention, to accomplish a particular object, but also to establish a general principle, they hereby agree to extend their protection, by treaty stipulations, to any other practicable communications, whether by canal or railway, across the isthmus which connects North and South America, and especially to the interoceanic communications, should the same prove to be practicable, whether by canal or railway, which are now proposed to be established by the way of Tehuantepec or Panama. In granting, however, their joint protection to any such canals or railways as are by this article specified, it is always understood by the United States and Great Britain that the parties constructing or owning the same, shall impose no other charges or conditions of traffic thereupon than the aforesaid governments shall approve of as just and equitable; and that the same canals or railways, being open to the citizens and subjects of the United States and Great Britain on equal terms, shall also be open on like terms to the citizens and subjects of every other State which is willing to grant thereto such protection as the United States and Great Britain engage to afford.

1850 Art. IX. The ratification of this convention shall be exchanged at Washington within six months from this day or sooner if possible. In faith whereof, etc.

ESPAGNE ET COSTA-RICA.

Traité de reconnaissance, de paix et d'amitié entre l'Espagne et la république de Costa-Rica, signé à Madrid, le 10 Mai 1850.

Art. I. S. M. Católica, usando de la facultad que le compete por decreto de las Córtes generales del Reino de 4 de Diciembre de 1836, renuncia para siempre del modo mas formal y solemne por sí y sus sucesores la soberanía, derechos y acciones que la corresponden sobre el territorio americano, situado entre el mar Atlántico y el Pacífico, con sus islas adyacentes, conocido antes bajo la denominacion de provincia de Costarica, hoy República del mismo nombre, y sobre los demas territorios que se hubiesen incorporado á dicha República.

Art. II. En su consecuencia, S. M. Católica reconoce como nacion libre, soberana é independiente á la República de Costarica, con todos los territorios que actualmente la constituyen ó que en lo sucesivo la constituyeren.

Art. III. Habrá total olvido de lo pasado y una amnistía general y completa para todos los súbditos de S. M. y ciudadanos de Costarica, sin excepcion alguna, cualquiera que haya sido el partido que hubiesen seguido durante las disensiones felizmente terminadas por el presente tratado. Y esta amnistía se estipula y ha de darse por la alta interposicion de S. M. Católica en prueba del deseo que la anima de que la estrecha amistad, paz y union que desde ahora en adelante y para siempre han de conservarse entre sus súbditos y los ciudadanos de Costarica se funden en sentimientos de recíproca benevolencia.

Art. IV. S. M. Católica y la República de Costarica convienen en que los súbditos y ciudadanos respectivos de ambas naciones conserven expeditos y libres sus derechos para reclamar y obtener justicia y plena satisfaccion por las deudas *bona fide* contraidas entre

sí, como tambien en que no se les ponga por parte de la Autoridad 1850
pública ningun obstáculo en los derechos que puedan alegar por razon de matrimonio, herencia por testamento ó abintestato, ó cualquiera otro de los títulos de adquisicion reconocidos por las leyes del país en que haya lugar á la reclamacion.

Art. V. A pesár de que todas las deudas contraidas por el Gobierno español y sus Autoridades sobre el Erario de la antigua Capitanía general y reino de Goatemala, de que formaba parte Costarica, mientras rigieron aquellos paises hasta que del todo cesaron de gobernarlos, han sido espontánea y formalmente reconocidas por la Federacion de Centro América que sucedió al Gobierno español y que comprendia á Costarica, y que esta República aceptó la parte que pudo caberle en dicha deuda, con todo, deseosa de dar á S. M. Católica un nuevo testimonio de amistad, reconoce de la manera mas formal y solemne, en virtud del presente tratado, como deuda consolidada de la República, tan privilegiada como la que mas, todos los créditos, cualquiera que sea su clase, por pensiones, sueldos, suministros, anticipos, fletes, empréstitos forzosos, depósitos, contratas y cualquier otra deuda, ya de guerra, ya anterior á esta, que pesase sobre aquella antigua provincia de la España, siempre que proceda de órdenes directas del Gobierno español ó de sus Autoridades establecidas en aquellos territorios, hoy República de Costarica, hasta que se verificó la completa evacuacion del país por las Autoridades españolas.

Para este efecto serán considerados como comprobantes los asientos de los libros de cuenta y razon de las oficinas de la Capitanía general de Goatemala ó de las especiales de la provincia de Costarica y sus territorios, así como los ajustes y certificaciones originales ó copias legítimamente autorizadas, y cualquier otro documento que haga fé con arreglo á las leyes de la República.

La calificacion de estos créditos no se terminará sin oir á las partes interesadas, y las cantidades que de esta liquidacion resulten admitidas y de legítimo pago devengarán el interés legal correspondiente desde un año despues de cangeadas las ratificaciones del presente tratado, aunque la liquidacion se verifique con posterioridad.

Art. VI. Como garantía de la deuda procedente de la estipulacion contenida en el artículo anterior, el Gobierno de la República procurará, en cuanto lo permitan las circunstancias, establecer un fondo de amortizacion especial en favor de estos créditos.

Art. VII. Igualmente declara la República de Costarica que, aunque por punto general en su territorio no han tenido lugar secues-

1850 tros ni confiscaciones de propiedades á súbditos españoles, sin embargo, para todo evento se compromete solemnemente, del mismo modo que lo hace S. M. Católica, á que todos los bienes, muebles é inmuebles, alhajas, dinero ú otros efectos de cualquiera especie que hubiesen sido secuestrados ó confiscados á súbditos españoles ó á ciudadanos de la República de Costarica durante la guerra sostenida en América ó despues de ella, y se hallaren todavía en poder del Gobierno en cuyo nombre se hizo el secuestro ó la confiscacion, serán inmediatamente restituidos á sus antiguos dueños ó á sus herederos ó legítimos representantes, sin que ninguno de ellos tenga nunca accion para reclamar cosa alguna por razon de los productos que dichos bienes hayan podido ó debido rendir durante el secuestro ó la confiscacion.

Los desperfectos ó mejoras causados en tales bienes por el tiempo ó por el acaso durante el secuestro ó la confiscacion, no se podrán reclamar ni por una ni por otra parte; pero los antiguos dueños ó sus representantes deberán abonar al Gobierno respectivo todas aquellas mejoras hechas por obra humana en dichos bienes ó efectos despues del secuestro ó confiscacion, así como el expresado Gobierno deberá abonarles todos los desperfectos que provengan de tal obra en la mencionada época. Y estos abonos recíprocos se harán de buena fé y sin contienda judicial, á juicio amigable de peritos ó de arbitradores nombrados por las partes y terceros que ellos elijan en caso de discordia.

A los acreedores de que trata este artículo, cuyos bienes hayan sido vendidos ó enagenados de cualquier modo, se les dará la indemnizacion competente en estos términos y á su eleccion, ó en papel de la deuda consolidada de la clase de la mas privilegiada, cuyo interés empezará á correr al cumplirse el año de cangeadas las ratificaciones del presente tratado, ó en tierras del Estado.

Si la indemnizacion tuviese lugar en papel, se dará al interesado por el Gobierno respectivo un documento de crédito contra el Estado que devengará su interés desde la época que se fija en el párrafo anterior, aunque el documento fuese expedido con posterioridad á ella; y si se verificase en tierras públicas despues del año siguiente al cange de las ratificaciones, se añadirá al valor de las tierras que se den en indemnizacion de los bienes perdidos la cantidad de tierras mas que se calcule equivalente al rédito de las primitivas si se hubiesen estas entregado dentro del año siguiente al referido cange, en términos que la indemnizacion sea efectiva y completa cuando se realice.

Para la indemnizacion, tanto en papel como en tierras del Estado,

se atenderá al valor que tenian los bienes confiscados al tiempo del 1850
secuestro ó confisco, procediéndose en todo de buena fé y de un modo amigable y conciliador.

Art. VIII. Cualquiera que sea el punto donde se hallen establecidos los súbditos españoles ó los ciudadanos de Costarica que en virtud de lo estipulado en los artículos V y VII de este tratado tengan que hacer alguna reclamacion, deberán presentarla precisamente dentro de cuatro años, contados desde el dia en que se publique en la capital de Costarica la ratificacion del presente tratado, acompañando una relacion sucinta de los hechos apoyada en documentos fehacientes que justifiquen la legitimidad de la demanda, y pasados dichos cuatro años no se admitirán nuevas reclamaciones de esta clase bajo pretexto alguno.

Art. IX. Para borrar de una vez todo vestigio de division entre los súbditos de ambos paises, tan unidos por los vínculos de orígen, religion, lengua, costumbres y afectos, convienen ambas Partes contratantes en que aquellos españoles que por cualquier motivo hayan residio en la República de Costarica, y adoptado aquella nacionalidad, podrán recobrar la suya primitiva, si así les conviniese, en cuyo caso sus hijos mayores de edad tendrán el mismo derecho de opcion, y los menores, mientras lo sean, seguirán la nacionalidad del padre, aunque unos y otros hayan nacido en el territorio de la República.

El plazo para la opcion será el de un año para los que existan en el territorio de la República, y dos para los que se hallen ausentes. No haciéndose la opcion en este término, se entiende definitivamente adoptada la nacionalidad de la República.

Convienen igualmente en que los actuales súbditos españoles, nacidos en el territorio de Costarica, podrán adquirir la nacionalidad de la República, siempre que, en los mismos términos establecidos en este artículo, opten por ella. En tales casos sus hijos mayores de edad adquirirán tambien igual derecho de opcion, y los menores de edad, mientras lo sean, seguirán la nacionalidad del padre.

Para adoptar la nacionalidad será preciso que los interesados se hagan inscribir en la matrícula de nacionales que deberán establecer las legaciones y consulados de ambos Estados; y trascurrido el término que queda prefijado, solo se considerarán súbditos españoles y ciudadanos de Costarica los procedentes de España y de dicha República que por su nacionalidad lleven pasaportes de sus respectivas Autoridades y se hagan inscribir en el registro ó matrícula de la legacion ó consulado de su nacion.

Art. X. Los súbditos de S. M. Católica en Costarica, y los ciuda-

1850 danos de la República de Costarica en España, podrán ejercer libremente sus oficios y profesiones, poseer, comprar y vender por mayor y menor toda especie de bienes y propiedades muebles ó inmuebles, extraer del país sus valores íntegramente, disponer de ellos en vida ó por muerte, y suceder en los mismos por testamento ó abintestato, todo con arreglo á las leyes del país y en los mismos términos y bajo de iguales condiciones y adeudos que usan ó usaren los de la nacion mas favorecida.

Art. XI. Los súbditos españoles no estarán sujetos en Costarica, ni los ciudadanos de esta República en España, al servicio del ejército ó armada, ó al de la Milicia nacional. Estarán igualmente exentos de toda carga ó contribucion extraordinaria ó préstamo forzoso; y en los impuestos ordinarios que satisfagan por razon de su industria, comercio ó propiedades, serán tratados como los súbditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida.

Art. XII. Entre tanto que S. M. Católica y la República de Costarica ajustan y concluyen un tratado de comercio y navegacion, fundado en principios de recíprocas ventajas para uno y otro país, los súbditos y ciudadanos de los dos Estados serán considerados para el adeudo de derechos por los frutos, efectos y mercaderías que importaren ó exportaren de los territorios de las altas Partes contractantes, así como para el pago de los derechos de puertos, en los mismos términos que los de la nacion mas favorecida.

S. M. Católica y la República de Costarica se harán recíprocamente extensivas las concesiones que en punto á commercio y navegacion hayan estipulado ó en lo sucesivo estipularen con cualquiera otra nacion, y estos favores se disfrutarán gratuitamente si la concesion hubiese sido gratuita, y en otro caso con las mismas condiciones con que se hubiese estipulado, ó se acordará por mútuo convenio una compensacion equivalente en cuanto sea posible.

Art. XIII. En caso de efectuarse por el territorio de Costarica, en tódo ó en parte, la proyectada comunicacion interoceánica, sea por medio de canales, por ferro-carriles, ó por estos ú otros medios combinados, la bandera y las mercaderías españolas, así como los súbditos de S. M. Católica, disfrutarán el libre tránsito en los mismos términos y sin pagar otros ó mayores impuestos que los que respectivamente paguen los buques, mercaderías y ciudadanos de Costarica.

Art. XIV. S. M. Católica y la República de Costarica podrán enviarse recíprocamente Agentes diplomáticos y establecer Cónsules en los puntos que lo permitan las leyes; y acreditados y reconocidos que sean tales Agentes diplomáticos ó consulares por el Gobierno cerca del cual residan, ó en cuyo territorio desempeñen su en-

cargo, disfrutarán de las franquicias, privilegios é inmunidades de 1850
que se hallen en posesion los de igual clase de la nacion mas favorecida, y desempeñarán en los mismos términos todas las funciones propias de su cargo.

Art. XV. En los abintestatos que ocurran de súbditos españoles establecidos en Costarica ó de ciudadanos de esta República en España, sus respectivos Cónsules formarán el inventario de los bienes del finado, de acuerdo con la Autoridad local, y en los mismos términos proveerán á la custodia de dichos bienes hasta que se presente el heredero ó su legítimo representante.

En los casos de naufragio, los Cónsules respectivos podrán tambien proceder al salvamento de acuerdo con la Autoridad local competente.

Los Agentes diplomáticos y consulares estarán autorizados para reclamar que se restituyan á su bordo los desertores de los buques de guerra y mercantes de su nacion que lleguen á los puertos de sus respectivas residencias; y ambas Partes contratantes se comprometen á hacer cuanto esté de su parte para que los dichos desertores sean aprehendidos y custodiados hasta que se verifique la entrega.

Art. XVI. De-eosas S. M. Católica y la República de Costarica de conservar la paz y buena armonía que felizmente acaban de restablecer por el presente tratado, declaran solémne y formalmente:

1° Que cualquiera ventaja ó ventajas que adquirieren en virtud de los artículos anteriores, son y deben entenderse como una compensacion de los beneficios que mútuamente se confieren por ellos:

Y 2° Que si (lo que Dios no permita) se interrumpiese la buena armonía que debe reinar en lo venidero entre las Partes contratantes por falta de inteligencia de los artículos aquí convenidos, ó por otro motivo cualquiera de agravio ó queja, ninguna de las Partes podrá autorizar actos de represalia ú hostilidad por mar ó tierra, sin haber presentado antes á la otra una memoria justificativa de los motivos en que funde la injuria ó agravio, y denegádose la correspondiente satisfaccion.

El presente tratado, segun se halla extendido en diez y siete artículos, será ratificado, y las ratificaciones se cangearán en esta Córte en el término de un año, ó antes si fuese posible.

En fe de lo cual, etc.

Art. XVII. El presente tratado, segun se halla extendido en diez y siete artículos, será ratificado, y las ratificaciones se cangearán en esta Córte en el término de un año, ó antes si fuese posible.

En fe de lo cual, etc.

1850

BELGIQUE ET PÉROU.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Belgique et la république du Pérou, signé à Londres, le 16 Mai 1850.

Art. I. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le royaume de Belgique et la république du Pérou, et entre les citoyens des deux pays sans exception de personnes ni de lieux.

Art. II. Il y aura entre la Belgique et le Pérou liberté réciproque de commerce. Les Belges au Pérou et les Péruviens en Belgique pourront réciproquement, et en toute liberté et sécurité, entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront à l'avenir ouverts au commerce étranger, sauf les précautions de police employées à l'égard des citoyens des nations les plus favorisées.

Art. III. Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, comme il est permis actuellement de le faire, ou comme il le sera par la suite aux sujets de la nation la plus favorisée, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que, pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à d'autres obligations, charges ou restrictions que celles qui pèsent sur les nationaux, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Ils seront, les uns et les autres sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et règlements du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douanes leurs propres déclarations, ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoir, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui 1850
leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Art. IV. Les citoyens et sujets de l'une et de l'autre partie contractante jouiront, dans les deux États, de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom. Enfin ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges que ceux qui seront accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée, et seront soumis aux mêmes conditions imposées à ces derniers.

Art. V. Les Belges au Pérou et les Péruviens en Belgique seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, et dans tous les autres cas ils ne pourront être assujettis pour leurs propriétés mobilières ou immobilières à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. VI. La liberté la plus entière de conscience est garantie aux Belges au Pérou et aux Péruviens en Belgique. Les uns et les autres se conformeront pour l'exercice extérieur de leur culte aux lois du pays.

Art. VII. Les citoyens de chacune des parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, de posséder de biens de toute espèce et d'en disposer de la même manière que les nationaux.

Les Belges jouiront dans tout le territoire de la république de Pérou du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires à l'égal des Péruviens, selon les lois du pays, sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étranger, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû dans le même cas, par les nationaux. Réciproquement, les Péruviens jouiront en Belgique du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires à l'égal des Belges selon les lois du pays, sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû, dans les circonstances semblables, par les nationaux. La même réciprocité entre les sujets des deux pays existera pour les donations entre-vifs.

1850 Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis à quelque titre que ce soit, par des Belges, dans la république du Pérou, ou par des Péruviens en Belgique, il ne sera prélevé sur ces biens aucun droit de détraction ou d'émigration, ni aucun droit quelconque auquel les indigènes ne seraient pas soumis.

L'abolition susmentionnée comprend non-seulement les droits de détraction qui devraient être perçus par le trésor public, mais également tous les droits de détraction ou d'émigration dont la perception serait du ressort d'individus, de communes, de fondations publiques, d'arrondissements, de districts ou de corporations.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les successions à échoir à l'avenir et à toutes les translations de biens en général dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

Art. VIII. Seront considérés comme Belges au Pérou et comme Péruviens en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. IX. Les navires belges qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de Pérou, ou qui en sortiront, et réciproquement les navires péruviens qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de Belgique, ou qui en sortiront, soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit pesant sur la coque des navires, perçus ou établis au nom et au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres que ceux qui sont actuellement, ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments de la nation la plus favorisée à l'entrée, pendant leur séjour dans les ports, à leur sortie, ou dans le cours de leur navigation.

Art. X. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre partie, la volonté des hautes parties

contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments 1850
soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XI. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée ; ils y seront soumis aux mêmes règles et jouiront des mêmes avantages.

Art. XII. Les objets de toute nature provenant soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts de la Belgique importés en droiture de Belgique, par navires belges, dans les ports du Pérou, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon péruvien.

Et réciproquement, les objets de toute nature importés en droiture du Pérou en Belgique sous pavillon péruvien, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon belge.

Il est bien entendu :

1° Que les marchandises devront avoir été réellement chargées dans les ports d'où elles auront été déclarées respectivement provenir :

2° Que la relâche forcée dans les ports intermédiaires pour causes de force majeure justifiées d'après le mode prescrit par la législation du pays où l'importation a lieu, ne fait pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture.

Art. XIII. Les objets de toute nature importés au Pérou, d'ailleurs que de Belgique, sous pavillon belge, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée autre que le pavillon du pays même d'où l'importation a lieu.

Et réciproquement, les objets de toute nature importés sous pavillon du Pérou en Belgique, d'ailleurs que du Pérou, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée autre que celui du pays même d'où l'importation a lieu.

Art. XIV. Les objets de toute nature quelconque, exportés par navires belges ou par ceux de la république de Pérou des ports de l'un ou de l'autre de ces États vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres que ceux exigés pour l'exportation par pavillon national.

Art. XV. Les primes, restitutions ou autres faveurs de cette nature qui pourraient être accordées dans les États des deux parties contractantes sur des marchandises importées ou exportées par des

1850 navires nationaux, seront aussi et de la même manière accordées aux marchandises importées directement de l'un des deux pays sur ses navires dans l'autre, ou exportées de l'un des deux pays, par les navires de l'autre, vers quelque destination que ce soit.

Art. XVI. Il est néanmoins dérogé aux dispositions qui précèdent pour l'importation du sel et des produits de la pêche nationale, les deux pays se réservant la faculté d'accorder aux importations de ces articles par pavillon national des privilèges spéciaux.

Art. XVII. Les bâtiments belges au Pérou et les bâtiments péruviens en Belgique pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord, et se rendre ensuite avec le reste de cette cargaison dans d'autres ports du même État qui soient ouverts au commerce étranger, soit pour y achever de débarquer leur chargement, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant dans chaque port d'autres ni de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments de la nation la plus favorisée dans des circonstances semblables. En ce qui concerne l'exercice du cabotage, les navires des deux nations seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. XVIII. Pendant le temps fixé par les lois des deux pays respectivement pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu aucuns droits autres que ceux de garde et d'emmagasinage sur les objets importés de l'un des deux pays dans l'autre, en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation.

Ces objets, dans aucun cas, ne payeront pas de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés par pavillon national.

Art. XIX. Les objets de toute nature venant de Belgique ou expédiés vers la Belgique, jouiront, à leur passage par le territoire péruvien, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant ou en destination du pays le plus favorisé. Réciproquement, les objets de toute nature venant du Pérou, ou expédiés vers le Pérou, jouiront, à leur passage sur le territoire belge, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant ou en destination du pays le plus favorisé.

Art. XX. Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'article IX du traité du dix-neuf avril mil huit cent trente-neuf, est garanti aux navires de la république du Pérou.

Art. XXI. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucune faveur, privilége ou immunité

à un autre État qui ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs citoyens 1850
respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, ou en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession est conditionnelle.

Ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre partie qui seront importées dans ses ports, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation que ceux qui seront imposés sur l'importation ou la réexportation des marchandises similaires provenant de tout autre pays étranger.

Aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Art. XXII. Il pourra être établi des consuls et des vice-consuls de chacun des deux pays dans l'autre pour la protection du commerce ; ces agents n'entreront en fonctions et en jouissances des droits, privilèges et immunités qui leur reviendront qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial. Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre les consuls ; bien entendu que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. XXIII. Les agents diplomatiques, consuls et vice-consuls belges au Pérou, jouiront de tous les privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée. Il en sera de même en Belgique pour les agents diplomatiques, consuls et vice-consuls du Pérou.

Art. XXIV. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leurs pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de l'autre. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient parti dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

1850 Si, pourtant, cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, sujets de l'autre partie, seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. XXV. Lorsqu'un navire appartenant aux citoyens du pays de l'une ou de l'autre des parties contractantes fera naufrage, échouera ou souffrira quelque avarie sur les côtes ou dans les domaines de l'autre partie contractante, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant de décharger, en cas de besoin, ses marchandises, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque jusqu'à ce que ces marchandises puissent être exportées, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure. Ce navire, ou toutes ses parties ou débris, ou tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, seront fidèlement rendus aux propriétaires sur leur réclamation ou sur celle de leurs agents, à ce dûment autorisés, et, dans le cas où il n'y aurait pas de propriétaire ou d'agent sur les lieux, lesdits effets ou marchandises, ou le produit de la vente qui en serait faite, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du vaisseau naufragé, seront remis au consul belge ou péruvien dans l'arrondissement duquel le naufrage aura lieu; et le consul, les propriétaires, les agents précités n'auront à payer que les dépenses faites pour la conservation de ces objets.

Art. XXVI. Les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens et sujets respectifs qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. XXVII. Il est formellement convenu entre les deux parties

contractantes, qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, 1850
les agents diplomatiques, les citoyens de toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux États jouiront de plein droit, dans l'autre, des franchises, réductions de droits, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement si la concession est gratuite, ou avec la même compensation si la concession est conditionnelle.

Art. XXVIII. Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications; et si, un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux parties, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. XXIX. Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le roi des Belges et par Son Excellence le président de la république du Pérou, après l'approbation du congrès, et les ratifications en seront échangées, à Londres, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, etc.

Articles additionnels.

Art. *A.* Si, par un concours de circonstances malheureuses, les différends entre les deux hautes parties contractantes pouvaient devenir le motif d'une interruption de relations d'amitié entre elles, et qu'après avoir épuisé les moyens d'une discussion amicale et conciliante, le but de leur désir mutuel n'eût pas été complétement atteint, l'arbitrage d'une troisième puissance également amie des deux parties sera invoqué d'un commun accord, pour éviter par ce moyen une rupture définitive.

Il est convenu que, dans le cas d'une interruption de relations commerciales ou d'une rupture complète, les citoyens du pays de l'une des hautes parties contractantes établis ou résidant dans les États de l'autre, et qui y exercent un commerce ou une profession privée quelconque, auront la faculté de continuer leur profession ou leurs affaires sans avoir à supporter de trouble ni de désagrément dans la pleine jouissance de leur liberté et de leurs propriétés, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et n'enfreindront pas les lois; et leurs biens et effets ne seront pas plus sujets à saisie, séquestre ou à toute autre charge et retenue, que ceux de la même nature appartenant aux nationaux.

1850 Les négociants et les autres personnes résidant sur les côtes auraient six mois pour régler leurs comptes et disposer de leurs propriétés, s'ils se trouvaient dans l'intention de quitter le pays, et une année entière si leur résidence était dans l'intérieur. Un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans un port de leur choix. Dans aucun cas, les dettes entre particuliers, les fonds publics, les actions de compagnies ne seront confisqués, séquestrés ni retenus.

Art. *B.* S'il arrivait que l'une des hautes parties contractantes fût en guerre avec quelque autre puissance, nation ou État, les sujets de l'autre pourront continuer leur commerce et leur navigation avec ces mêmes États, excepté avec les villes ou ports qui seraient bloqués ou assiégés par terre ou par mer.

Prenant en considération, cependant, l'éloignement des pays des deux hautes parties contractantes et l'incertitude qui en résulte sur les divers événements qui peuvent avoir lieu, il est convenu qu'un bâtiment marchand qui tentera d'entrer dans un de ces ports assiégés ou bloqués sans avoir connaissance du siége ou du blocus, pourra quitter librement ce port avec sa cargaison et se diriger vers tout autre port ou lieu qu'il jugera convenable, à moins que ledit bâtiment ne persiste à vouloir entrer malgré la sommation légale connue en temps opportun du commandant des forces militaires du blocus ou du siége : il est bien entendu que, dans aucun cas, on n'autorisera le commerce des articles réputés de contrebande de guerre, tels qu'ils sont spécifiés dans les traités analogues.

S'il arrivait qu'un bâtiment appartenant au pays de l'une des parties contractantes se trouvât dans un port assiégé ou bloqué par les forces militaires de l'autre partie, avant l'ouverture du blocus ou du siége, il pourra librement en sortir avec son chargement, comme aussi il ne sera pas sujet à confiscation ni à un trouble quelconque, s'il était trouvé dans le port après la prise ou la reddition de la place.

Si un navire entré dans le port avant la signification du blocus prenait à son bord une cargaison postérieurement à cet acte, les forces faisant le blocus pourraient lui ordonner de rentrer dans ce port et de débarquer son chargement. Faute d'obéir à cette injonction, il se trouverait exposé aux mêmes conséquences que le bâtiment qui persisterait à vouloir entrer dans un port bloqué malgré la sommation qu'il aurait reçue de se retirer.

PRUSSE ET LIPPE (PRINCIPAUTÉ DE). 1850

Traité entre la Prusse et le prince de la Lippe, touchant le droit de co-souveraineté de la Prusse sur la ville de Lippstadt, signé à Berlin, le 17 Mai 1850.

Nachdem das Bedürfniss fühlbar geworden, die bisher zwischen der Krone Preussen und dem Fürstenthum Lippe bestandene Gemeinschaftlichkeit der Landeshoheit über die Stadt Lippstadt aufzulösen, und Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe sich entschlossen haben, die Höchst Ihnen zustehenden mitlandesherrlichen Rechte über Lippstadt an die Krone Preussen abzutreten, so sind, um einen Vertrag hierüber abzuschliessen, Bevollmächtigte ernannt worden, nämlich :

Art. I. Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe treten alle Landeshoheits- und Regierungsrechte, welche Höchst Ihnen als Mitlandesherr über die Sammtstadt Lippstadt bisher zugestanden haben, für Sich, Ihre Erben und Nachfolger hierdurch an Seine Majestät den König von Preussen ab.

Art. II. Seine Majestät der König von Preussen nehmen die im Artikel I gemachte Abtretung an, erwerben auf Grund derselben den ganzen Inbegriff der Landeshoheit über Lippstadt mit allen daran geknüpften Regierungs-Rechten und werden dieselbe fortan ausschliesslich in Allerhöchst Ihrem Namen ausüben und ausüben lassen.

Art. III. Als Entschädigung für den nach Artikel I von Seiner Durchlaucht dem Fürsten zur Lippe mitabgetretenen Antheil an dem landeshoheitlichen Besteuerungsrechte über Lippstadt wird aus der Preussischen Staats-Kasse eine nach zehnjährigem Durchschnitts-Ertrage des bisherigen Steuern-Antheils berechnete feste Rente von jährlich « 9120 Rthlrn. »

Neun Tausend Einhundert und Zwanzig Thalern Preuss. Kourant in vierteljährigen Raten zu « 2280 Rthlrn. » postnumerando an die Fürstliche Regierung zu Detmold gezahlt werden.

Der Königlich Preussischen Regierung bleibt jedoch das Recht vorbehalten, diese Rente, nach einer mindestens sechs Monate vorher erfolgenden Ankündigung, durch Zahlung eines Kapitals, welches dem fünf und zwanzigfachen Betrag der Rente gleichkommt,

1850 vollständig abzulösen. Die Entschädigungs-Rente wird bis zum Tage der Kapitalzahlung gewährt.

Art. IV. Die Zahlung derjenigen 1000 Rthlr., welche, und zwar zur Hälfte in Konventionsgeld mit 2⅞ Prozent Aufgeld gegen Preuss. Kurant, zur Hälfte in Pistolen zu 5 Rthlr. Gold, von der Fürstl. Lippeschen Regierung zu Detmold aus dem sogenannten Falkenhagener Vergleiche vom 18. und 23. September 1791 in vierteljährlichen Raten an den Studienfonds zu Paderborn zu entrichten ist, wird an Stelle der Fürstlichen Regierung von der Krone Preussen übernommen und aus der Preussischen Staats-Kasse geleistet werden.

Dagegen verpflichten Sich Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe, um der Stadt Lippstadt einen dauernden Beweis Höchst Ihres Wohlwollens zu geben, eine Summe von jährlich 1075 Rthlrn.

Ein tausend und fünf und siebenzig Thalern Preuss. Kourant zur Hebung des Schulwesens der Stadt Lippstadt an den Schulfonds derselben von der Fürstlichen Regierung in vierteljährlichen Raten postnumerando zahlen zu lassen.

Art. V. Der Fürstlich Lippeschen Regierung bleibt der Fortbezug der ihr aus Lippstadt zustehenden Domanial-Intraden an Erbpachtszinsen, Grundrenten etc. unverändert vorbehalten.

Art. VI. Wegen des Damenstifts zu Lippstadt behält es bei den Bestimmungen des Statutes vom 16. Februar / 27. März 1827 sein Bewenden, insbesondere auch hinsichtlich der Verleihung der Stiftsstellen, so wie in Betreff der gemeinschaftlichen Leitung und Beaufsichtigung der inneren Verwaltung dieses Stiftes durch die Königliche Regierung zu Arnsberg und die Fürstliche Regierung zu Detmold.

Sollte wider Erwarten künftighin eine Aufhebung des Stiftes erforderlich werden, so wird die Hälfte des Vermögens desselben zur Disposition Sr. Durchlaucht des Fürsten zur Lippe gestellt werden.

Art. VII. Gegenwärtiger Vertrag wird, sobald derselbe die Zustimmung der Preussischen Kammern verfassungsmässig erhalten hat, von Seiner Majestät dem Könige von Preussen und von Seiner Durchlaucht dem Fürsten zur Lippe ratifizirt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden möglichst beschleunigt werden.

Die erste Leistung der in Artikel III und IV gegenseitig übernommenen Zahlungen erfolgt für dasjenige Quartal, innerhalb dessen die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden bewirkt wird.

Zu Urkund dessen, etc.

RUSSIE ET GRÈCE. 1850

Traité de commerce et de navigation entre la Russie et la Grèce, signé à Athènes, le 12 Juin 1850.

Art. I. Il y aura entre les territoires des hautes parties contractantes liberté et réciprocité de commerce et de navigation. Leurs sujets respectifs pourront réciproquement entrer dans les ports et places des territoires de chacune d'elles, partout où le commerce etranger est permis. Ils seront libres de s'y arrêter et résider dans quelque partie que ce soit des dits territoires, pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même protection et sécurité que les habitans du pays dans lequel ils résideront, à charge de se soumettre aux lois et ordonnances y établis et, en particulier aux réglemens de commerce en vigueur.

La nationalité des bâtimens sera reconnue et admise de part et d'autre d'après les lois et réglemens particuliers à chaque État, au moyen des patentes et papiers de bord délivrés par les autorités compétentes aux capitaines ou patrons.

Art. II. Les bâtimens russes arrivant sur lest ou chargés dans les ports de la Grèce, et réciproquement les bâtimens helléniques arrivant sur lest ou chargés dans les ports de l'Empire de Russie, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux venus du même lieu, par rapport aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, de péage, aux droits de port, de quarantaine, vacations d'officiers publics, ainsi qu'à toutes les taxes et charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçues au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques.

Art. III. Toutes espèces de marchandises et objets de commerce, qui pourront légalement être importés dans les ports de l'Empire de Russie sur des bâtimens russes, pourront également y être importés sur des bâtimens helléniques sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que s'ils étaient importés sur des bâtimens russes. Et réciproquement, toutes espèces de marchandises et objets de commerce qui pourront légalement être importés dans les ports de la Grèce, sur des bâtimens

1850 helléniques, pourront également y être importés sur des bâtimens russes sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que s'ils étaient importés sur des bâtimens helléniques.

Art. IV. Il est entendu que les stipulations, contenues dans les deux articles précédens, sont dans toute leur plénitude applicables aux bâtimens russes et à leurs cargaisons, arrivant dans les ports de la Grèce, et réciproquement aux bâtimens helléniques et à leurs cargaisons, arrivant dans les ports de l'Empire de Russie, soit que les dits bâtimens viennent des ports du pays, auquel ils appartiennent, soit de ceux de tout autre pays étranger.

Art. V. Toutes espèces de marchandises et objets de commerce, qui pourront être légalement exportés des ports de la Grèce sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportés sur des bâtimens russes, sans payer d'autres ni de plus forts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que si ces mêmes marchandises ou denrées étaient exportées par des bâtimens helléniques. Et réciproquement toutes espèces de marchandises et objets de commerce, qui pourront être légalement exportés des ports de l'Empire de Russie sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportés sur des bâtimens helléniques, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que si ces marchandises ou denrées étaient exportées sur des bâtimens russes, et il sera accordé pour toutes les marchandises et objets de commerce dont la sortie des ports des deux États est légalement permise, les mêmes primes, remboursemens de droits et avantages, soit que l'exportation s'en fasse par les navires de l'un ou par ceux de l'autre État.

Art. VI. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans la Grèce des articles, provenant du sol ou de l'industrie de l'Empire de Russie; et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans l'Empire de Russie des articles, provenant du sol ou de l'industrie de la Grèce, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. De même il ne sera imposé sur l'importation ou sur l'exportation des articles provenant

du sol ou de l'industrie de la Grèce ou de l'Empire de Russie, à 1850
l'entrée ou à la sortie des ports helléniques ou de ceux de l'Empire de Russie, aucune prohibition qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Toutes les marchandises et objets de commerce qui seront importés, déposés ou emmagasinés dans les ports des États et possessions des hautes parties contractantes, seront soumis pendant la durée de l'emmagasinage aux mêmes réglemens, conditions et droits, qu'ils aient été importés sur des navires grecs ou sur des navires russes. De la même manière, la réexportation de ces marchandises ou objets de commerce sera soumise au même traitement et aux mêmes droits, qu'ils soient exportés sur des navires grecs ou sur des navires russes.

Art. VII. Pour ce qui concerne la navigation et le commerce de port en port et d'une place à l'autre dans les États de chacune des hautes parties contractantes, les sujets respectifs seront traités à l'égal les nations des plus favorisées.

Si l'une des parties contractantes accorde par la suite à d'autres nations quelque faveur particulière en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra aussitôt commune à l'autre partie, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou en accordant la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. VIII. Les deux hautes parties contractantes s'accordent réciproquement la faculté d'entretenir dans les ports et places maritimes de commerce où d'autres gouvernemens étrangers jouissent déjà de la même prérogative, des consuls, vice-consuls, ou agens commerciaux qui recevront toute l'assistance nécessaire pour remplir duement leurs fonctions.

Il est toutefois bien entendu, que les deux gouvernemens se réservent la faculté de refuser leur exéquatur en cas d'objections contre la personne nommée à ces fonctions.

Tant que l'exéquatur n'aura pas été formellement retiré à une personne chargée des fonctions consulaires, il ne sera point exercé de contrainte par corps contre elle. Dans aucun cas, d'ailleurs, il ne pourra être porté atteinte à l'inviolabilité des archives du consulat.

Les consuls, vice-consuls et agens commerciaux auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitres dans les différends, qui pourraient s'élever entre les capitaines et les bâtimens de la nation dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou

1850 que les dits consuls, vice-consuls ou agens commerciaux ne requissent leur intervention, pour faire exécuter ou maintenir leurs décisions; bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait priver les parties contendantes du droit qu'elles ont à leur retour de recourir aux autorités judiciaires de leurs pays.

Art. IX. Les dits consuls, vice-consuls ou agens commerciaux sont autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et marchands de leur pays. Ils s'adresseront pour cet objet aux autorités compétentes et réclameront par écrit les déserteurs susmentionnés, dont l'identité pourrait être prouvée en cas de contestation ou de doute par la communication des registres des navires ou rôles de l'équipage, constatant que de tels individus ont fait partie des dits équipages, et cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition des dits consuls, vice-consuls ou agens commerciaux et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être détenus jusqu'au moment où ils seront rendus aux navires auxquels ils appartenaient, ou renvoyés dans leur patrie par un bâtiment de la même nation ou un autre bâtiment quelconque. Mais, si par quelque raison, provenant du fait du consul ou agent sur la réclamation duquel le déserteur aurait été arrêté, celui-ci n'est pas renvoyé dans l'espace de quatre mois à compter du jour de son arrestation, il sera mis en liberté et ne sera plus arrêté pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition jusqu'à ce que le tribunal, saisi de l'affaire, ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. X. Tout vaisseau russe ou grec, qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident de se réfugier dans les ports de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer aucun droit de port ou de navigation perçu ou à percevoir au profit de l'État; bien entendu, toutefois, que les causes qui auront donné lieu à la relâche forcée, soient réelles et évidentes, que le bâtiment ne se livre à aucune opération de commerce en chargeant ou débarquant des marchandises, et qu'il ne prolonge son séjour dans le port au delà du tems nécessaire d'après les causes qui l'auront forcé à y relâcher. Il est entendu de même, que les déchargemens et rechargemens

occasionnés par les travaux de réparation du navire ou par la subsistance de l'équipage, ne seront point considérés comme opérations de commerce. Si, cependant, le patron d'un tel navire se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu alors de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé. 1850

En cas de naufrage dans un endroit appartenant à l'une ou à l'autre des hautes puissances contractantes, non-seulement il sera donné toute sorte d'assistance aux naufragés, mais encore les navires, ou leurs parties et débris, leurs agrés et tous les objets qui leur appartiennent, les papiers trouvés à bord, ainsi que les effets et marchandises qui auraient été sauvés, ne seront point saisis ou retenus, sous quelque prétexte que ce soit. Les dits navires, effets et marchandises seront au contraire conservés et rendus, moyennant l'acquittement des mêmes frais de sauvetage et de conservation, ainsi que des mêmes droits de douane, de quarantaine ou autres, que payerait au pareil cas un bâtiment national. Il en sera de même du produit de la vente de ces objets, si les circonstances en exigaient la vente immédiate.

Dans le cas de naufrage comme dans celui d'une relâche forcée, les consuls, vice-consuls ou agens commerciaux respectifs seront autorisés à intervenir pour prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux ; bien entendu, que dans le cas d'une réclamation légale quelconque au sujet de ce naufrage ou des marchandises et effets, cette réclamation sera déférée à la décision des tribunaux compétens du pays.

Art. XI. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes auront dans les États de l'autre la liberté de disposer de leurs biens personnels, soit par testamens, donations ou autrement, et leurs héritiers, étant sujets de l'autre partie contractante, succèderont à leurs biens, soit en vertu d'un testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur place, en ne payant d'autres ni de plus forts droits que ceux auxquels les habitans du pays où se trouvent les dits biens sont assujettis en pareille occasion.

Art. XII. En cas de décès de leurs nationaux, les consuls, vice-consuls et agens consulaires de Russie en Grèce et de Grèce en Russie, ou à leur défaut les légations diplomatiques respectives, auront le droit de procéder, conjointement avec l'autorité locale compétente, à l'inventaire des objets provenant de la succession ; de croiser avec le sceau du consulat ou de la légation des scellés appo-

1850 sés par la dite autorité locale; enfin de prendre toutes les mesures conservatoires de la succession.

Ils auront, en outre, le droit, au décès de leurs nationaux, morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteurs testamentaires, de remplir, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, en ayant soin de prévenir l'autorité locale, les formalités nécessaires dans l'intérêt des héritiers; de prendre, en leur nom, possession de la succession, de la liquider et administrer soit personnellement, soit par des délégués, nommés sous leur responsabilité.

Art. XIII. S'il s'élève des contestations entre les différens prétendans ayant droit à la succession, elles seront décidées en dernier ressort, selon les lois et par les juges du pays où la succession est vacante. Et si par la mort de quelque personne, possédant des biens-fonds sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes, ces biens-fonds venaient à passer, selon les lois du pays, à un sujet de l'autre partie et que celui-ci, par sa qualité d'étranger, fut inhabile à les posséder, il jouira du délai fixé par les lois du pays, et dans le cas où les lois du pays, actuellement existantes, n'en fixeraient aucun, il obtiendra un délai convenable pour vendre ces biens-fonds et pour en retirer et exporter le produit. Il ne sera prélevé sur ces sortes d'héritage d'autres, ni de plus forts droits que ceux auxquels sont assujettis les indigènes.

Art. XIV. Le droit de détraction exercé au profit du trésor impérial sur l'exportation et le transfert hors de l'Empire des héritages et autres biens appartenant à des étrangers, ne sera pas exercé en Russie sur les héritages et autres biens échus ou appartenant à des sujets helléniques. Et réciproquement, le droit de détraction, tel qu'il a été défini ci-dessus, ne sera pas exercé dans le royaume de la Grèce sur les héritages et autres biens échus ou appartenant à des sujets russes.

Art. XV. Il est entendu que les stipulations du présent traité seront applicables à tous les bâtimens naviguant sous pavillon russe, sans distinction aucune entre la marine marchande russe proprement dite et celle qui appartient plus particulièrement au Grand-Duché de Finlande, lequel forme une partie intégrante de l'Empire de Russie.

Art. XVI. Le présent traité restera en vigueur pendant dix ans à dater de l'échange des ratifications et, au delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de le faire cesser; chacune des deux parties se réservant le droit de donner pareil avis à l'autre à l'expiration des premières neuf années, et il est convenu

entre elles, qu'à l'échéance de douze mois, après qu'une telle dé- 1850
claration aura été faite, le présent traité et toutes les stipulations qu'il renferme cesseront d'être obligatoires pour les deux parties.

Art. XVII. Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et par Sa Majesté le Roi de la Grèce, et les ratifications en seront échangées à Athènes dans le délai de trois mois, à compter de la date de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Articles séparés.

Art. I. Les relations commerciales de la Russie avec les royaumes de Suède et de Norvége étant réglées par des stipulations spéciales, qui pourront être renouvelées dans la suite sans que les dites stipulations soient liées aux réglemens existans pour le commerce étranger en général, les deux hautes parties contractantes, voulant écarter de leurs relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord que ces stipulations spéciales accordées au commerce de la Suède et de la Norvége, en considération d'avantages équivalens, accordés dans ce pays au commerce du grand-duché de Finlande, ne pourront dans aucun cas être invoquées en faveur des relations de commerce et de navigation, sanctionnées entre les deux hautes parties contractantes par le présent traité.

Art. II. Il est entendu de même, que ne seront point censés déroger au principe de réciprocité, qui est la base du traité de ce jour, les franchises, immunités et priviléges mentionnés ci-après, savoir :

1° La franchise dont jouissent les vaisseaux construits en Russie et appartenant à des sujets russes, lesquels, pendant les premières trois années, sont exempts des droits de navigation.

2° Les immunités accordées en Russie à différentes compagnies anglaises dites *Yacht-Club*.

En foi de quoi, etc.

1850 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET BORNÉO.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et le Sultan de Bornéo, signée à Brani, le 23 Juin 1850.

Art. I. Peace, friendship, and good understanding shall from henceforward and forever subsist between the United States of America and His Highness Omar Ali Saifeddin, Sultan of Borneo, and their respective successors and citizens and subjects.

Art. II. The citizens of the United States of America shall have full liberty to enter into, reside in, trade with, and pass with their merchandise through, all parts of the dominions of His Highness the Sultan of Borneo, and they shall enjoy therein all the privileges and advantages, with respect to commerce or otherwise, which are now, or which may hereafter be granted to the citizens or subjects of the most favored nation; and the subjects of His Highness the Sultan of Borneo shall, in like manner, be at liberty to enter into, reside in, trade with, and pass with their merchandise through, all parts of the United States of America, as freely as the citizens and subjects of the most favored nation; and they shall enjoy in the United States of America all the privileges and advantages, with respect to commerce or otherwise, which are now, or which may hereafter be, granted therein to the citizens or subjects of the most favored nation.

Art. III. Citizens of the United States shall be permitted to purchase, rent, or occupy, or in any other legal way to acquire, all kinds of property within the dominions of His Highness the Sultan of Borneo; and His Highness engages that such citizens of the United States of America shall, as far as lies in his power, within his dominions, enjoy full and complete protection and security for themselves, and for any property which they may so acquire in future, or which they may have acquired already, before the date of the present convention.

Art. IV. No article whatever shall be prohibited from being imported into or exported from the territories of His Highness the Sultan of Borneo; but the trade between the United States of America and the dominions of His Highness the Sultan of Borneo shall be

perfectly free, and shall be subject only to the custom duties which 1850
may hereafter be in force in regard to such trade.

Art. V. No duty exceeding one dollar per registered ton shall be levied on American vessels entering the ports of His Highness the Sultan of Borneo, and this fixed duty of one dollar per ton to be levied on all American vessels shall be in lieu of all other charges or duties whatsoever. His Highness, moreover, engages that American trade and American goods shall be exempt from any internal duties, and also from any injurious regulations which may hereafter, from whatever causes, be adopted in the dominions of the Sultan of Borneo.

Art. VI. His Highness the Sultan of Borneo agrees that no duty whatever shall be levied on the exportation from His Highness's dominions of any article the growth, produce, or manufacture of those dominions.

Art. VII. His Highness the Sultan of Borneo engages to permit the ships-of-war of the United States of America freely to enter the ports, rivers, and creeks, situated within his dominions, and to allow such ships to provide themselves, at a fair and moderate price, with such supplies, stores, and provisions as they may from time to time stand in need of.

Art. VIII. If any vessel under the American flag should be wrecked on the coast of the dominions of His Highness the Sultan of Borneo, His Highness engages to give all the assistance in his power to recover for, and to deliver over to, the owners thereof, all the property that can be saved from such vessels. His Highness further engages to extend to the officers and crew, and to all other persons on board of such wrecked vessels, full protection both as to their persons and as to their property.

Art. IX. His Highness the Sultan of Borneo agrees that in all cases where a citizen of the United States shall be accused of any crime committed in any part of His Highness's dominions, the person so accused shall be exclusively tried and adjudged by the American consul, or other officer duly appointed for that purpose; and in all cases where disputes or differences may arise between American citizens, or between American citizens and the subjects of His Highness, or between American citizens and the citizens or subjects of any other foreign power in the dominions of the Sultan of Borneo, the American consul, or other duly appointed officer, shall have power to hear and decide the same, without any interference, molestation, or hindrance on the part of any authority of Borneo, either before, during or after the litigation.

1850 This treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Brani at any time prior to the 4th day of July in the year 1854.

Done, etc.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE ET DANEMARCK.

Traité de paix entre la Prusse, pour elle et au nom de la Confédération germanique d'une part, et le Danemarck de l'autre part, signé à Berlin, le 2 Juillet 1850.

S. M. le Roi de Prusse, en Son nom et au nom de la Confédération Germanique, d'une part, et S. M. le Roi de Danemarck, de l'autre part, animés du désir de rétablir entre le Danemarck et la dite Confédération la paix et la bonne harmonie, interrompues par les différends relatifs aux duchés de Slesvic et de Holstein, ont pour cet effet nommé et autorisé comme plénipotentiaires, savoir :

(*Suivent les noms et titres des plénipotentiaires.*)

Les susdits plénipotentiaires, avec le concours du comte de Westmoreland (*suivent ses titres et qualités comme plénipotentiair de la Grande-Brétagne*), comme représentant de la puissance médiatrice, après s'être communiqués leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Il y aura à l'avenir paix, amitié et bonne intelligence entre le Danemarck et la Confédération Germanique. On apportera des deux côtés la plus grande attention, à maintenir l'harmonie si heureusement rétablie, et évitera soigneusement tout ce qui pourrait l'altérer.

Art. II. Tous les traités et conventions conclus entre le Danemarck et la Confédération Germanique sont par le présent traité rétablis dans leur vigueur.

Art. III. Les hautes parties contractantes se réservent tous les droits qui leur ont appartenu réciproquement avant la guerre.

Art. IV. Après la conclusion du présent traité, Sa Majesté le Roi de Danemarck, duc de Holstein, conformément au droit fédéral,

pourra réclamer l'intervention de la Confédération Germanique, 1850
pour rétablir l'exercice de son autorité légitime dans le Holstein, en communiquant en même temps ses intentions sur la pacification du pays.

Si sur cette réclamation la Confédération ne jugeait pas devoir intervenir, pour le présent, ou que son intervention restât inefficace, Sa Majesté danoise sera libre d'étendre au Holstein les mesures militaires et d'employer à cet effet ses forces armées.

Art. V. Dans l'espace de six mois après la signature du présent traité, Sa Majesté le Roi de Danemarck et la Confédération Germanique nommeront des commissaires pour fixer, d'après les documents et autres preuves y relatifs, la limite entre les États de Sa Majesté danoise non-compris dans la Confédération Germanique et ceux qui y appartiennent.

Art. VI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de trois semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, le ministre de la puissance médiatrice et les plénipotentiaires respectifs, etc.

ESPAGNE ET NICARAGUA.

Traité de paix et d'amitié entre l'Espagne et la république de Nicaragua, signé à Madrid, le 25 Juillet 1850.

Art. I. S. M. Católica, usando de la facultad que le compete por decreto de las Córtes generales del Reino de 4 de Diciembre de 1836, renuncia para siempre del modo mas formal y solemne, por sí y sus sucesores, la soberanía, derechos y acciones que la corresponden sobre el territorio americano, situado entre el mar Atlántico y el Pacífico, con sus islas adyacentes, conocido antes bajo la denominacion de provincia de Nicaragua, hoy República del mismo nombre, y sobre los demas territorios que se hubiesen incorporado á dicha República.

Art. II. En su consecuencia, S. M. Católica reconoce como nacion libre, soberana é independiente á la República de Nicaragua, con

1850 todos los territorios que la pertenecen de mar á mar, ó que en lo sucesivo la pertenecieren.

Art. III. Habrá total olvido de lo pasado y una amnistía general y completa para todos los súbditos de S. M. y ciudadanos de Nicaragua, sin excepcion alguna, cualquiera que haya sido el partido que hubiesen seguido durante las disensiones felizmente terminadas por el presente tratado. Y esta amnistía se estipula y ha de darse por la alta interposicion de S. M. Católica en prueba del deseo que la anima de que la estrecha amistad, paz y union que desde ahora en adelante y para siempre han de conservarse entre sus súbditos y los ciudadanos de Nicaragua se funden en sentimientos de recíproca benevolencia.

Art. IV. S. M. Católica y la República de Nicaragua convienen en que los súbditos y ciudadanos respectivos de ambas naciones conserven expeditos y libres sus derechos para reclamar y obtener justicia y plena satisfaccion por las deudas *bona fide* contraidas entre sí, como tambien en que no se les ponga por parte de la Autoridad pública ningun obstáculo en los derechos que puedan alegar por razon de matrimonio, herencia por testamento ó abintestato, ó cualquiera otro de los títulos de adquisicion reconocidos por las leyes del país en que haya lugar á la reclamacion.

Art. V. Deseosa la República de Nicaragua de dar á S. M. Católica un testimonio de amistad, reconoce de la manera mas formal y solemne, en virtud del presente tratado, como deuda consolidada de la República, tan privilegiada como la que mas, todos los créditos, cualquiera que sea su clase, por pensiones, sueldos, suministros, anticipos, fletes, empréstitos forzosos, depósitos, contratas y cualquiera otra deuda, ya de guerra, ya anterior á esta, que pesase sobre aquella antigua provincia de la España, siempre que proceda de órdenes directas del Gobierno español ó de sus Autoridades establecidas en aquellos territorios, hoy República de Nicaragua, hasta que se verificó la completa evacuacion del país por las Autoridades españolas.

Para este efecto serán considerados como comprobantes los asientos de los libros de cuenta y razon de las oficinas de la Capitanía general de Goatemala ó de las especiales de la provincia de Nicaragua y sus territorios, así como los ajustes y certificaciones originales, ó copias legítimamente autorizadas, y cualquiera otro documento que haga fe con arreglo á las leyes de la República.

La calificacion de estos créditos no se terminará sin oir á las partes interesadas, y las cantidades que de esta liquidacion resulten admitidas y de legítimo pago devengarán el interes legal correspon-

diente desde un año despues de cangeadas las ratificaciones del 1850
presente tratado, aunque la liquidacion se verifique con posterioridad.

Art. VI. Como garantía de la deuda procedente de la estipulacion contenida en el artículo anterior, el Gobierno de la República procurará, en cuanto lo permitan las circunstancias, establecer un fondo de amortizacion especial en favor de estos créditos.

Art. VII. Igualmente declara la República de Nicaragua que aunque por punto general en su territorio no han tenido lugar secuestros ni confiscaciones de propiedades á súbditos españoles, sin embargo, para todo evento se compromete solemnemente, del mismo modo que lo hace S. M. Católica, á que todos los bienes muebles é inmuebles, alhajas, dinero ú otros efectos de cualquiera especie, que hubiesen sido secuestrados ó confiscados á súbditos españoles ó á ciudadanos de la República de Nicaragua durante la guerra sostenida en América ó despues de ella, y se hallaren todavía en poder del Gobierno en cuyo nombre se hizo el secuestro ó la confiscacion, serán inmediatamente restituidos á sus antiguos dueños ó á sus herederos ó legítimos representantes, sin que ninguno de ellos tenga nunca accion para reclamar cosa alguna por razon de los productos que dichos bienes hayan podido ó debido rendir durante el secuestro ó la confiscacion.

Los desperfectos ó mejoras causadas en tales bienes por el tiempo ó por el acaso durante el secuestro ó la confiscacion, no se podrán reclamar ni por una ni por otra parte; pero los antiguos dueños ó sus representantes deberán abonar al Gobierno respectivo todas aquellas mejoras hechas por obra humana en dichos bienes ó efectos despues del secuestro ó confiscacion, así como el expresado Gobierno deberá abonarles todos los desperfectos que provengan de tal obra en la mencionada época. Y estos abonos recíprocos se harán de buena fe y sin contienda judicial á juicio amigable de peritos ó de arbitradores nombrados por las partes, y terceros que ellos elijan en caso de discordia.

A los acreedores de que trata este artículo, cuyos bienes hayan sido vendidos ó enagenados de cualquier modo, se les dará la indemnizacion competente, en estos términos y á su eleccion; ó en papel de la Deuda consolidada de la clase de la mas privilegiada, cuyo interes empezará á correr al cumplirse el año de cangeadas las ratificaciones del presente tratado, ó en tierras del Estado.

Si la indemnizacion tuviese lugar en papel, se dará al interesado por el Gobierno respectivo un documento de crédito contra el Estado, que devengará su interes desde la época que se fija en el párrafo

1850 anterior, aunque el documento fuese expedido con posterioridad á ella; y si se verificase en tierras públicas, despues del año siguiente al cange de las ratificaciones, se añadirá al valor de las tierras que se den en indemnizacion de los bienes perdidos la cantidad de tierras mas que se culcule equivalente al rédito de las primitivas, si se hubiesen estas entregado dentro del año siguiente al referido cange, en términos que la indemnizacion sea efectiva y completa cuando se realice.

Para la indemnizacion, tanto en papel como en tierras del Estado, se atenderá al valor que tenian los bienes confiscados al tiempo del secuestro ó confisco, procediéndose en todo de buena fe y de un modo amigable y conciliador.

Art. VIII. Cualquiera que sea el punto donde se hallen establecidos los súbditos españoles ó los ciudadanos de Nicaragua, que en virtud de lo estipulado en los artículos 5 y 7 de este tratado tengan que hacer alguna reclamacion, deberán presentarla precisamente dentro de cuatro años, contados desde el dia en que se publique en la capital de Nicaragua la ratificacion del presente tratado, acompañando una relacion sucinta de los hechos, apoyada en documentos fehacientes que justifiquen la legitimidad de la demanda, y pasados dichos cuatro años no se admitirán nuevas reclamaciones de esta clase bajo pretexto alguno.

Art. IX. Para borrar de una vez todo vestigio de division entre los súbditos de ambos países, tan unidos por los vínculos de origen, religion, lengua, costumbres y afectos, convienen ambas partes contratantes en que aquellos españoles que por cualquier motivo hayan residido en la República de Nicaragua y adoptado aquella nacionalid, podrán recobrar la suya primitiva, si así les conviniese, en cuyo caso sus hijos mayores de edad tendrán el mismo derecho de opcion; y los menores, mientras lo sean, seguirán la nacionalidad del padre, aunque unos y otros hayan nacido en el territorio de la República.

El plazo para la opcion será el de un año para los que existan en el territorio de la República, y dos para los que se hallen ausentes. No haciéndose la opcion en este término se entiende definitivamente adoptada la nacionalidad de la República.

Convienen igualmente en que los actuales súbditos españoles nacidos en el territorio de Nicaragua podrán adquirir la nacionalidad de la República, siempre que en los mismos términos establecidos en este artículo opten por ella. En tales casos, sus hijos mayores de edad adquirirán tambien igual derecho de opcion;

y los menores de edad, mientras lo sean, seguirán la nacionalidad del padre. 1850

Para adoptar la nacionalidad será preciso que los interesados se hagan inscribir en la matrícula de nacionales que deberán establecer las Legaciones y Consulados de ambos Estados; y trascurrido el término que queda prefijado, solo se considerarán súbditos españoles y ciudadanos de Nicaragua los procedentes de España y de dicha República que por su nacionalidad lleven pasaportes de sus respectivas Autoridades y se hagan inscribir en el registro ó matrícula de la Legacion ó consulado de su nacion.

Art. X. Los súbditos de S. M. Católica en Nicaragua, y los ciudadanos de la República de Nicaragua en España, podrán ejercer libremente sus oficios y profesiones, poseer, comprar y vender por mayor y menor toda especie de bienes y propiedades muebles é inmuebles, extraer del país sus valores íntegramente, disponer de ellos en vida ó por muerte, y suceder en los mismos por testamento ó abintestato, todo con arreglo á las leyes del país y en los mismos términos y bajo de iguales condiciones y adeudos que usan ó usaren los de la nacion mas favorecida.

Art. XI. Los súbditos españoles no estarán sujetos en Nicaragua, ni los ciudadanos de esta República en España, al servicio del ejército ó armada, ó al de la milicia nacional.

Estarán igualmente exentos de toda carga ó contribucion extraordinaria ó préstamo forzoso; y en los impuestos ordinarios que satisfagan por razon de su industria, comercio ó propiedades, serán tratados como los súbditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida.

Art. XII. Entretanto que S. M. Católica y la República de Nicaragua ajustan y concluyen un tratado de comercio y navegacion, fundado en principios de recíprocas ventajas para uno y otro país, los súbditos y ciudadanos de los dos Estados serán considerados para el adeudo de derechos por los frutos, efectos y mercaderías que importaren ó exportaren de los territorios de las altas Partes contratantes, así como para el pago de los derechos de puertos, en los mismos términos que los de la nacion favorecida.

S. M. Católica y la República de Nicaragua se harán recíprocamente extensivas las concesiones que en punto á comercio y navegacion hayan estipulado, ó en lo sucesivo estipularen, con cualquiera otra nacion, y estos favores se disfrutarán gratuitamente si la concesion hubiese sido gratuita, y en otro caso con las mismas condiciones con que se hubiese estipulado, ó se acordará con mútuo convenio una compensacion equivalente en cuanto sea posible.

1850 Art. XIII. En caso de efectuarse en todo ó en parte por el territorio de Nicaragua la proyectada comunicacion interocéanica, sea por medio de canales, por ferro-carriles ó por estos ú otros medios combinados, la bandera y las mercaderías españolas, así como los súbditos de S. M. Católica, disfrutarán en el tránsito de las mismas ventajas y exenciones otorgadas á las naciones mas favorecidas.

S. M. Católica se compromete por su parte á unir sus esfuerzos á los del Gobierno de Nicaragua y á los de las Potencias que se concierten para llevar á cabo la grande obra de garantir la neutralidad de esta importante via de comunicacion interocéanica, con el fin de conservar libre su tránsito, de protegerla contra todo embargo ó confiscacion y de asegurar el capital invertido en ella.

Dicha proteccion y garantía se conceden condicionalmente y pueden ser retiradas si el Gobierno de S. M. entiende que se adoptan ó establecen, respecto al tráfico que en el canal se haga, disposiciones que contraríen el espíritu y tendencia de las expresadas garantías, ya haciendo injustas preferencias, ó ya imponiendo opresivas exacciones ó excesivos derechos á los pasajeros, buques ó mercancías. Sin embargo, S. M. Católica no retirará la referida proteccion y garantía sin notificarlo seis meses antes el Gobierno de Nicaragua.

Art. XIV. S. M. Católica y la República de Nicaragua podrán enviarse recíprocamente Agentes diplomáticos y establecer Cónsules en los puntos que lo permitan las leyes; y acreditados y reconocidos que sean tales Agentes diplomáticos ó consulares por el Gobierno cerca del cual residan, ó en cuyo territorio desempeñen su encargo, disfrutarán de las franquicias, privilegios é inmunidades de que se hallen en posesion los de igual clase de la nacion mas favorecida, y desempeñarán en los mismos términos todas las funciones propias de su cargo.

Art. XV. En los abintestatos que ocurran de súbditos españoles establecidos en Nicaragua, ó de ciudadanos de esta República en España, sus respectivos Cónsules formarán el inventario de los bienes del finado, de acuerdo con la Autoridad local, y en los mismos términos proveerán á la custodia de dichos bienes hasta que se presente el heredero ó su legítimo representante.

En los casos de naufragio los Cónsules respectivos podrán tambien proceder al salvamento, de acuerdo con la Autoridad local competente.

Los Agentes diplomáticos y consulares estarán autorizados para reclamar que se restituyan á su bordo los desertores de los buques de guerra y mercantes de su nacion que lleguen á los puertos de

sus respectivas residencias; y ambas Partes contratantes se comprometen á hacer cuanto esté de su parte para que los dichos desertores sean aprehendidos y custodiados hasta que se verifique la entrega. 1850

Art. XVI. Deseosa S. M. Católica y la República de Nicaragua de conservar la paz y buena armonía que felizmente acaban de restablecer por el presente tratado, declaran solemne y formalmente:

1° Que cualquiera ventaja ó ventajas que adquirieren en virtud de los artículos anteriores, son y deben entenderse como una compensacion de los beneficios que mútuamente se confieren por ellos; y

2° Que si (lo que Dios no permita) se interrumpiese la buena armonía que debe reinar en lo venidero entre las Partes contratantes por falta de inteligencia de los artículos aquí convenidos, ó por otro motivo cualquiera de agravio ó queja, ninguna de las Partes podrá autorizar actos de represalia ú hostilidad por mar ó tierra, sin haber presentado antes á la otra una memoria justificativa de los motivos en que funde la injuria ó agravio, y denegádose la correspondiente satisfaccion.

Art. XVII. El presente tratado, segun se halla extendido en 17 artículos, será ratificado, y las ratificaciones se cangearán en esta Corte en el término de un año, ó antes si fuese posible.

En fé de lo cual, etc.

DANEMARCK ET GRANDE-BRETAGNE.

Convention entre le Danemarck et la Grande-Bretagne, touchant la cession des forts et possessions danois sur la côte d'or d'Afrique, signée à Londres, le 17 Août 1850.

H. M. the King of Denmark having offered to cede to H. M. the Queen of the Kingdom of Great Britain and Ireland all the forts and possessions belonging to the crown of Denmark, situated on that part of the coast of Africa which is called the Gold Coast or the Coast of Guinea; and Her Britannic Majesty having resolved to accept that offer; their said Majesties have named as their Plenipo-

1850 tentiaries to conclude a Convention for carrying such cession into effect, that is to say :

(*Suivent les noms et titres des plénipotentiaires respectifs.*)

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

Art. I. In consideration of the sum of Ten Thousand Pounds Sterling to be paid by H. M. the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland to H. M. the King of Denmark on the exchange of the ratifications of the present Convention, His Danish Majesty cedes to Her Britannic Majesty, to be possessed by Her Britannic Majesty, Her heirs and successors, in full property and sovereignty, all the forts belonging to the crown of Denmark, which are situated on that part of the coast of Africa called the Gold Coast or the Coast of Guinea, and which comprize Fort Christiansborg, Fort Augustaborg, Fort Fredensborg, Fort Kongensteen and Fort Prindsensteen, with their appartenances, and all the guns and stores contained therein; together with all other possessions, property and territorial rights whatever belonging to His Danish Majesty on the said coast.

Art. II. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

In witness whereof, etc.

BELGIQUE ET BOLIVIE.

Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et la république de Bolivie, signé à Bruxelles, le 31 *Octobre* 1850.

Art. I. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre le royaume de Belgique et la république de Bolivie et entre les citoyens des deux pays, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. II. Il y aura entre la Belgique et la Bolivie liberté réciproque de commerce. Les Belges en Bolivie et les Boliviens en Belgique pourront réciproquement, et en toute liberté et sécurité, entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans

tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront ouverts au commerce étranger, sauf les précautions de police employées à l'égard des citoyens des nations les plus favorisées. 1850

Art. III. Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer en gros ou en détail, comme il est permis actuellement de le faire ou comme il le sera par la suite aux sujets de la nation la plus favorisée, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent et recevoir des consignations, être admis comme cautions en douane, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux et que les biens fonciers ou mobiliers qu'ils y posséderont, présenteront une garantie suffisante, sans que, pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à d'autres charges ou restrictions que celles qui pèsent sur les nationaux, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Ils seront, les uns et les autres, sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et règlements du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, en se conformant aux lois du pays, sans avoir, comme étrangers, à payer aucun surcroît de salaire ou de rétribution.

Enfin, ils ne seront assujettis, dans aucun cas, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seront soumis les nationaux.

Il est, en outre, spécialement convenu que tous les avantages, de quelque nature que ce soit, actuellement accordés par les lois et les décrets en vigueur dans la république de Bolivie, ou qui le seront à l'avenir, aux immigrants étrangers, sont garantis aux

1850 Belges établis ou qui s'établiront sur un point quelconque du territoire de la république.

Il en sera de même pour les Boliviens en Belgique.

Art. IV. Les citoyens de l'une et l'autre partie contractante jouiront, dans les deux États, de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom. Enfin, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges que ceux qui seront accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée, et seront soumis aux mêmes conditions imposées à ces derniers à charge de réciprocité.

Art. V. Les Belges en Bolivie et les Boliviens en Belgique seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts, que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. VI. La liberté la plus entière de conscience est garantie aux Belges en Bolivie et aux Boliviens en Belgique. Les uns et les autres se conformeront, pour l'exercice extérieur de leur culte, aux lois du pays.

Art. VII. Les citoyens de chacune des parties contractantes auront le droit, sur les territoires respectifs, de posséder des biens de toute espèce et en disposer de la même manière que les nationaux.

Les Belges jouiront dans tout le territoire de la république de Bolivie du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal des Boliviens, selon les lois du pays, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

Réciproquement les Boliviens jouiront en Belgique du droit de recueillir et de transmettre les successions *ab intestat* ou testamentaires, à l'égal aux Belges, selon les lois du pays, et sans être assujettis, à raison de leur qualité d'étrangers, à aucun prélèvement ou impôt qui ne serait pas dû par les nationaux.

La même réciprocité entre les citoyens des deux pays existera pour les donations entre-vifs.

Lors de l'exportation des biens recueillis ou acquis à quelque 1850
titre que ce soit, par des Belges dans la république de Bolivie ou par des Boliviens en Belgique, il ne sera prélevé, sur ces biens, aucun droit de détraction ou d'émigration, ni aucun droit quelconque auquel les indigènes ne seraient pas assujettis.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les successions à échoir à l'avenir et à toutes les transactions de biens en général dont l'exportation n'a point encore été effectuée.

Art. VIII. Seront considérés comme Belges en Bolivie, et comme Boliviens en Belgique, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. IX. Les navires belges qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de Bolivie ou qui en sortiront, et réciproquement, les navires boliviens qui entreront sur lest ou chargés dans les ports de Belgique ou qui en sortiront, soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis, tant à l'entrée qu'à la sortie et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, pesant sur la coque des navires, établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux.

Art. X. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre partie, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XI. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée ; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes avantages.

1850 Art. XII. Les objets de toute nature provenant soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts de la Belgique, importés en droiture de Belgique par navires belges, soit dans les ports de Bolivie, soit dans les ports péruviens d'Arica ou d'Islay, pour de là être transportés en Bolivie, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée en Bolivie que s'ils étaient importés en droiture en Bolivie sous pavillon bolivien.

Et, réciproquement, les objets de toute nature provenant soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts de Bolivie, importés en droiture en Belgique soit d'un port bolivien, soit des ports péruviens d'Arica ou d'Islay sous pavillon bolivien, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits d'entrée en Belgique que s'ils étaient importés en droiture, sous pavillon belge.

Il est bien entendu :

1° Que les marchandises devront avoir été réellement chargées dans les ports d'où elles auront été déclarées respectivement provenir ;

2° Que la relâche forcée dans les ports intermédiaires pour causes de force majeure justifiées d'après le mode prescrit par la législation du pays où l'importation a lieu, ne fait pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture.

Art. XIII. Les objets de toute nature importés en Bolivie, d'ailleurs que de Belgique, sous pavillon belge, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée, autre que le pavillon du pays même d'où l'importation a lieu.

Et, réciproquement, les objets de toute nature importés sous pavillon bolivien en Belgique, d'ailleurs que de Bolivie, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée, autre que celui du pays même d'où l'importation a lieu.

Art. XIV. Les objets de toute nature quelconque, exportés par navires belges ou par ceux de la république de Bolivie, des ports de l'un ou de l'autre de ces États vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits ou à des formalités autres que ceux exigés pour l'exportation par pavillon national.

Art. XV. Il est néanmoins dérogé aux dispositions qui précèdent pour l'importation du sel et des produits de la pêche nationale, les deux pays se réservant la faculté d'accorder aux importations de ces articles par pavillon national des priviléges spéciaux.

Art. XVI. Les bâtiments belges en Bolivie et les bâtiments boliviens en Belgique pourront décharger une partie de leur cargaison

dans le port de prime abord, et se rendre ensuite avec le reste de 1850
cette cargaison dans d'autres ports du même État, qui seront ouverts au commerce extérieur, soit pour y achever de débarquer leur chargement, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant dans chaque port d'autres ni de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments de la nation la plus favorisée dans des circonstances semblables.

En ce qui concerne l'exercice du cabotage, les navires des deux nations seront traités, de part et d'autre, sur le même pied que les navires des nations les plus favorisées.

Art. XVII. Pendant le temps fixé par les lois des deux pays respectivement pour l'entreposage des marchandises, il ne sera perçu aucuns droits autres que ceux de garde et d'emmagasinage sur les objets importés de l'un des deux pays dans l'autre en attendant leur transit, leur réexportation ou leur mise en consommation.

Ces objets, dans aucun cas, ne payeront de plus forts droits d'entrepôt et ne seront assujettis à d'autres formalités que s'ils avaient été importés par pavillon national.

Art. XVIII. Les objets de toute nature venant de Belgique ou expédiés vers la Belgique jouiront, à leur passage par le territoire bolivien, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant ou en destination du pays le plus favorisé.

Réciproquement, les objets de toute nature venant de Bolivie ou expédiés vers la Bolivie jouiront, à leur passage par le territoire belge, du même traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant ou en destination du pays le plus favorisé.

Art. XIX. Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'art. 9 du traité du 19 Avril 1839, est garanti aux navires de la république de Bolivie.

L'entrée dans les ports belges de navires nationaux ou boliviens venant directement de Bolivie avec un chargement d'au moins deux cents tonneaux de guano bolivien, ne donnera pas lieu à la perception du droit de tonnage.

La laine, le guano et la cascarilla originaires de Bolivie, directement importés d'un port bolivien ou du port péruvien d'Arica, sous pavillon belge ou bolivien, seront exempts de tout droit de douane à l'entrée en Belgique.

La provenance et l'origine des produits désignés aux deux paragraphes précédents devront être constatés par un certificat délivré par un agent consulaire belge établi au port d'expédition ou, à dé-

1850 faut de celui-ci, par un consul d'une puissance amie ou par le chef de la douane belge.

Art. XX. Dans le cas où un service régulier de navigation, subsidié par l'État belge, serait établi entre la Belgique et la côte occidentale de l'Amérique du Sud, les navires employés à ce service seront, dans les ports boliviens, considérés comme paquebots et, à ce titre, ils seront exempts de tout droit de tonnage, à la condition de transporter gratuitement la correspondance du gouvernement bolivien et celle de son représentant en Belgique.

Les navires belges ou boliviens venant de Belgique et ayant à bord au moins vingt émigrants ou cinquante quintaux au moins de vif-argent en destination de la Bolivie et, enfin, les navires belges ou boliviens qui prendront dans un port de la Bolivie un chargement d'au moins deux cents tonneaux de minerai de cuivre ou de guano seront exempts de tout droit de tonnage dans les ports de Bolivie.

Pour qu'un navire belge puisse réclamer le privilége établi aux deux paragraphes qui précèdent, le capitaine devra remettre au receveur de la douane du port bolivien un certificat d'un agent consulaire de Bolivie en Belgique ou, à son défaut, du consul d'une puissance amie ou du chef de la douane locale, constatant que le navire se trouve dans les conditions requises pour en jouir.

Les armes et munitions de guerre de toute espèce, les machines et les ouvrages de fer de toute sorte ou dans lesquels le fer est la matière principale, les clous, les verres à vitres et les livres originaires de Belgique jouiront, à l'entrée en Bolivie, d'une réduction d'un quart sur les droits d'entrée du tarif général.

La provenance et l'origine des produits désignés au § précédent devront être constatés comme il est établi plus haut pour les navires.

Art. XXI. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucune faveur, privilége ou immunité à un autre État qui ne soit aussi et à l'instant étendue à leurs citoyens respectifs, gratuitement si la concession, en faveur de l'autre État, est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession est conditionnelle.

Ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'imposera sur les marchandises provenant du sol ou de l'industrie de l'autre partie qui seront importées dans son territoire, d'autres ni de plus forts droits d'importation ou de réexportation que ceux qui seront imposés sur

l'importation ou la réexportation de marchandises similaires pro- 1850
venant de tout autre pays étranger.

Aucune restriction, aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des parties contractantes, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Art. XXII. Il pourra être établi des consuls généraux, des consuls et des vice-consuls de chacun des deux pays dans l'autre pour la protection du commerce; ces agents n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, priviléges et immunités qui leur reviendront qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial. Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls, bien entendu que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. XXIII. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls de Belgique en Bolivie, leurs chanceliers et secrétaires jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée, sauf les points spécialement réglés ci-après: il en sera de même en Belgique pour les consuls généraux, consuls et vice-consuls de la Bolivie, leurs chanceliers et secrétaires, sous la même réserve.

Art. XXIV. Au décès d'un Bolivien en Belgique, et si les héritiers légitimes ne se trouvent pas sur les lieux, les scellés seront apposés sur les biens-meubles et les papiers de la succession par l'autorité compétente, qui en donnera immédiatement avis à l'agent consulaire bolivien dans l'arrondissement duquel le décès aura eu lieu. Cet agent aura le droit d'assister à la levée des scellés et à l'inventaire, sans qu'il soit, quant au reste, dérogé à la législation en vigueur en Belgique.

L'agent consulaire bolivien sera, après inventaire, constitué d'office dépositaire des meubles et des papiers et administrateur des biens de la succession.

La réciprocité sera observé au décès d'un Belge en Bolivie.

Art. XXV. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans l'un des ports de l'autre. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament fai-

1850 saient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre partie seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

Art. XXVI. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires belges, naufragés ou échoués sur les côtes de Bolivie, seront dirigées par les consuls et agents consulaires de Belgique, et, réciproquement, les consuls et agents consulaires de Bolivie dirigeront les opérations de sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de Belgique.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées; en l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront jamais tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XXVII. Les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens respectifs qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux et sur une réclamation qui devra être faite dans le délai

d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou 1850
par les agents des gouvernements respectifs.

Art. XXVIII. Il est formellement convenu, entre les deux parties contractantes, qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les citoyens de toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux États jouiront, de plein droit, dans l'autre, des franchises, réductions de droits, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. XXIX. Le présent traité sera en vigueur pendant neuf ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si, un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux parties, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. XXX. Le présent traité sera constitutionnellement ratifié de part et d'autre, et les ratifications en seront échangées dans le délai de dix-huit mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

AUTRICHE ET RUSSIE.

Protocole signé par le ministre des affaires étrangères de S. M. l'empereur d'Autriche et le ministre de S. M. l'empereur de toutes les Russies ; à Vienne, le 1/13 Novembre 1850.

Le terme de dix ans pour lequel, en vertu de l'article IX, la convention relative à la navigation du Danube, conclue à St.-Pétersbourg le 13/25 Juillet 1840 entre la Russie et l'Autriche, était obligatoire, venant d'expirer le 10/22 Septembre dr., et

Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, ainsi que Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, ayant résolu de maintenir en vigueur la susdite convention encore pendant l'espace d'un an, c'est-à-dire, jusqu'au 10/22 Septembre 1851,

1850 Les soussignés, chargés par leurs hautes cours respectives de constater régulièrement cet accord, se sont réunis et ont signé à cette fin ce jourd'hui le présent protocole en double expédition, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

(*Signatures.*)

FRANCE ET SARDAIGNE.

Traité de commerce et de navigation entre la France et la Sardaigne, signé à Turin, le 5 Novembre 1850.

Art. I. Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les habitants des deux pays ; ils ne payeront point, pour exercer leur commerce ou leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, ou ne fassent que les traverser à titre de commis marchands ou commis voyageurs, de patentes, taxes ou impôts sous quelque dénomination que ce soit autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux ; et les privilèges, immunités, et autres faveurs quelconques dont jouissent, pour l'exploitation du commerce ou de l'industrie, les citoyens de l'un des deux États seront communs à ceux de l'autre.

Il est toutefois entendu que cette disposition ne s'appliquera pas aux taxes différentielles de douane que chacun des deux États jugerait utile de maintenir à l'importation des marchandises par un pavillon autre que le pavillon national.

Art. II. Les navires français, venant directement des ports de France avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, ne payeront dans les ports de Sardaigne soit à l'entrée, soit à la sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quaiage, de quarantaine, de port, de phare, de courtage, d'expédition, et d'autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations locales, des particuliers ou établissement quelconque, que ceux dont sont ou seront passibles en Sardaigne les navires sardes venant des mêmes lieux, ou ayant la même destination.

Par réciprocité les navires sardes, venant directement des ports 1850
de Sardaigne avec chargement, et sans chargement de tout port quelconque, dans les ports de France, seront assimilés, soit à l'entrée soit à la sortie soit durant leur séjour aux navires français pour tous les droits ou charges quelconques portant sur la coque du navire.

Art. III. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, hâvres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans l'un des deux États aucun privilège, ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance, la volonté des hautes parties contractantes étant que sous ce rapport aussi les bâtiments français et les bâtiments sardes soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. IV. Seront respectivement considérés comme navires français ou sardes ceux qui naviguant sous le pavillon de l'un des deux États seront possédés et enregistrés selon les lois du pays munis de titre et patente régulièrement délivrés par les autorités compétentes ; à la condition toutefois que le capitaine sera national, c'est-à-dire citoyen du pays dont il porte le pavillon, et que les deux tiers de l'équipage seront nationaux d'origine et de domicile, ou s'ils sont étrangers d'origine qu'ils aient résidé pendant dix ans au moins dans les pays respectifs.

Art. V. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États de l'une des hautes parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés sauf payement des surtaxes différentielles de douane à l'entrée, ou en être exportés librement par des navires de l'autre puissance.

Les marchandises importées dans les ports de la France ou de la Sardaigne par les navires de l'une ou de l'autre puissance, pourront y être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt au gré des propriétaires, ou de leur ayant cause, le tout sans être assujetti à des droits de magasinage, de vérification, de surveillance, ou autres charges de même nature plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchadnises apportées par navires nationaux.

Art. VI. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de Sardaigne par navires français, ou de France par navires sardes pour quelque destination que ce soit ne seront pas assujetties à

1850 d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront sous l'un et l'autre pavillon de toutes primes et restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées dans chacun des deux pays à la navigation nationale.

Art. VII. Les navires français entrant dans un port de Sardaigne, et réciproquement les navires sardes entrant dans un port de France, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlemens des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

Art. VIII. Les capitaines et patrons des bâtimens français et sardes seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir dans les ports respectifs des deux États aux expéditionnaires officiels, et ils pourront en conséquence librement se servir soit de leurs consuls, soit des expéditionnaires qui seraient désignés par ceux-ci, sauf à se conformer dans les cas prévus par le Code de commerce français et par le Code de commerce sarde aux dispositions desquels la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Art. IX. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs :

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest.

2° Les navires qui passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ses droits.

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait opération de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. X. Les paquebots à vapeur français, affectés à un service

régulier et périodique, qui feront escale dans le port de Gènes, continueront à être assimilés au pavillon sarde. 1850

Les paquebots à vapeur sardes, affectés à un service régulier et périodique qui feront escale dans les ports de Marseille et de Porte Vandres (ou de Cette), seront assimilés au pavillon national.

Art. XI. Malgré les dispositions des articles précédents la navigation de côte ou de cabotage demeure réservée au pavillon national dans les États respectifs.

Art. XII. Voulant se donner des gages de leur désir mutuel de favoriser les relations commerciales entre les deux pays, les hautes parties contractantes sont convenues dans ce but des dispositions suivantes :

Le Président de la République française consent :

1° A maintenir le régime exceptionnel et de faveur fait par la loi des douanes du 9 Juin 1845 aux bestiaux sardes entrant en France par la frontière de terre, et à augmenter le nombre des bureaux de douanes ouverts à l'importation dans la zône comprise entre le Pont de Beauvoisin et la Méditerranée.

2° A étendre le même régime de droits aux bestiaux sardes importés par le littoral de la Méditerranée.

3° A abaisser d'un quart le taux actuel des droits sur l'introduction des riz par la frontière de terre.

4° A étendre l'application de ce droit réduit aux importations des riz effectuées par mer tant en France qu'en Algérie.

5° A réduire d'un sixième le droit d'entrée actuel sur les fruits frais, et à maintenir les droits actuels sur la céruse en conformité de la loi du 9 Juin 1845.

6° A réduire à six francs par tête le droit d'entrée sur les mules et mulets.

7° A supprimer le droit de deux francs par tête pour les mêmes animaux exportés à destination de la Sardaigne.

8° A supprimer le droit d'entrée des petites peaux brutes.

9° A réduire d'un cinquième le droit d'entrée du corail taillé mais non monté.

10° A réduire 14 % sur le taux des droits d'entrée actuellement acquittés par les gazes de soie pure de la fabrique des États sardes, importées en France par la frontière de terre des deux États.

11° A réduire à 100 par 100 kilo. pour le pavillon sarde, et à 93 pour le pavillon français le droit d'entrée sur les poissons marinés.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage de son côté :

A. A réduire les différens droits actuellement établis sur les eaux de vie françaises importées soit par mer, soit par les frontières de

1850 terre, savoir : pour celles de plus de 22 degrés à 30 francs l'hectolitre ; pour celles de qualité inférieure à 18 francs.

B. A abaisser le taux des droits sur les vins de France de toute qualité qui entreront dans les États sardes, soit par mer sous pavillon national ou français, soit par la frontière du Var, du Rhône et des Alpes dans la proportion suivante : savoir, pour les vins d'une valeur supérieure à 20 francs au seul droit fixe de 14 francs l'hectolitre ; pour les vins en bouteilles à trente centimes par bouteille ; et pour les vins de qualité inférieure à dix francs par hectolitre.

C. A réduire le droit d'entrée sur les objets de mode de vingt francs à quinze francs par kilogramme, poids net, outre le 8 % de la valeur.

D. A réduire le droit sur la porcelaine en couleur ou dorée de cinquante à trente francs ; et sur la porcelaine blanche à vingt cinq francs.

E. A établir un droit d'entrée spécifique uniforme de six francs par tête pour les mules et mulets, et à supprimer à l'égard de ces animaux tout droit de sortie.

F. A réduire les droits actuellement perçus à l'exportation des petites peaux brutes, savoir à quinze francs par 100 kilo. pour les peaux d'agneau ; et à trente francs pour les peaux de chevreau.

G. A abaisser d'un tiers le taux actuel des droits à l'entrée des cuirs et peaux préparées, et de moitié pour les peaux chamoisées ; et à réduire à un franc et cinquante centimes le droit d'exportation des soies grèges.

H. A abaisser le droit sur le papier sans fin pour teinture à trente francs ; pour les verres œuvrés à quinze francs : et à réduire de moitié le droit pour les bouteilles noires de litre et de demi-litre.

I. A réduire de 20 à 15 francs le droit d'entrée sur la passementerie en soie pure.

K. A supprimer le droit d'entrée par terre sur l'élixir de la Grande Chartreuse.

Art. XIII. Afin de compléter et d'équilibrer d'une manière aussi exacte que possible les concessions douanières et maritimes stipulées dans les articles ci-dessus énoncés il est en outre convenu :

1° Que les navires français faisant l'intercours entre les ports sardes et l'Algérie seront en tout en Sardaigne placés sur la même ligne que les bâtimens français se livrant à l'intercours direct entre les ports français et les ports sardes.

2° Que le droit de tonnage de 2 francs par tonneau, actuellement perçu dans les ports de l'Algérie sur les navires sardes employés à l'intercours direct de la Sardaigne avec les possessions françaises

dans le nord de l'Afrique, ne sera pas exhaussée pendant toute la 1850
durée du présent traité ; et que ce droit une fois payé dans un port de l'Algérie ne sera plus exigé dans les autres ports dans lesquels le navire pourrait entrer pour compléter son déchargement ou son chargement.

3° Que pendant la même période le bois à construire et à brûler, les merrains, les feuillards, le charbon de bois et les matériaux à bâtir, importés directement de Sardaigne en Algérie, sous pavillon national ou sarde, conserveront la franchise dont ils ont joui jusqu'ici.

Art. XIV. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilège, faveur ou immunité à un autre État qu'il ne le soit aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, et en donnant la même compensation ou l'équivalent, si la concession a été conditionnelle.

Art. XV. Les hautes parties contractantes prennent l'engagement mutuel de ne pas augmenter pendant toute la durée du présent traité les droits applicables tant aux produits énumérés dans ledit traité, qu'aux produits du sol ou de l'industrie des deux États, qui peuvent être légalement importés en droiture de l'un des deux pays dans l'autre, sous le pavillon de l'une et l'autre nation. Il est également convenu que pendant la même période aucun droit de navigation ne pourra être augmenté ou établi de nouveau dans l'un des deux pays au préjudice de l'autre.

Art. XVI. Les consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des hautes parties contractantes, résidant dans les États de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord des dits bâtiments.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges ou fonctionnaires compétents, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, rôle d'équipage, ou autres documents officiels, ou bien si le navire était parti, par la copie des dites pièces, dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie du dit équipage ; sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Les dits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls, vice-consuls et agents consulaires, et pour-

1850 ront même être détenus et gardés dans les prisons du pays à la réquisition et aux frais des agents précités jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans les pays des dits agents, sur un navire de la même, ou de toute autre nation.

Si pourtant cette occasion ne se présentait point dans le délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, les dits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Néanmoins si le déserteur avait commis en outre quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales, jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur le dernier délit, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage sujets du pays où la désertion a lieu sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. XVII. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes de Sardaigne, seront dirigées par les consuls ou vice-consuls de France, et réciproquement les consuls et vice-consuls sardes dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence, et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus, et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. XVIII. En ce qui concerne les autres attributions, privilèges et immunités des consuls respectifs, les deux hautes parties contractantes s'engagent à en faire, dans le plus bref délai possible, l'objet d'une convention spéciale; et en attendant il est convenu que lesdits consuls, vice-consuls et chanceliers jouiront respectivement dans les deux pays des avantages de toute sorte accordés, ou qui

pourront être accordés à ceux de la nation la plus favorisée ; ce tout 1850
bien entendu, sous condition de réciprocité.

Art. XIX. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de deux mois ou plus tôt si faire se peut. Il aura force et valeur pendant quatre années à dater du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux États.

Si à l'expiration des quatre années le présent traité n'est pas dénoncé six mois à l'avance, il continuera à être obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, etc.

Procès-verbal d'échange des ratifications.

Les soussignés s'étant réunis à l'effet de procéder à l'échange des actes de ratifications de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et du Président de la République française, sur le traité de commerce et de navigation signé à Turin le 5 Novembre dernier, entre la Sardaigne et la France, les instruments desdites ratifications ont été produits, et ayant été, après lecture faite, trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré, sous la réserve de l'insertion dans le présent Procès-verbal d'une note échangée entre le plénipotentiaire sarde et le plénipotentiaire français, à la même date du 5 Novembre dernier, pour expliquer et modifier quelques-unes des dispositions du susdit traité, note dont la teneur suit :

Note échangée entre le plénipotentiaire sarde et le plénipotentiaire français.

A l'occasion de la signature du traité de commerce et de navigation entre la France et la Sardaigne, le plénipotentiaire sarde a rappelé à Monsieur Barrot, plénipotentiaire de Monsieur le Président de la République, l'engagement que Sa Seigneurie avait pris au nom de son gouvernement :

1° D'assimiler les citoyens sardes aux français dans l'ordonnance que le gouvernement de la République se propose de publier à fin de régler les conditions du jaugeage des bâtimens ;

2° D'accorder une protection efficace, dans les limites du droit international, aux citoyens sardes exerçant l'industrie de la pêche sur les côtes de France ;

3° Enfin le plénipotentiaire sarde a déclaré que d'après le cours des négociations, la lettre et l'esprit du § 2 de l'article 13, il de-

1850 meure bien entendu que les navires sardes employés à l'intercours direct, qui auront payé dans un port de l'Algérie le droit de 2 fr. par tonneau ne payeront au même titre absolument rien dans les autres ports où ils devraient mouiller pour compléter leur chargement ou déchargement.

Sur quoi le plénipotentiaire français soussigné, en conformité de l'engagement verbal qu'il en a pris, promet au nom de son gouvernement, l'assimilation dont au numéro 1 de la présente note, la protection dont au numéro 2, et a adhéré à la déclaration contenue au numéro 3.

Le plénipotentiaire français fait remarquer qu'il s'est glissé une erreur dans les copies échangées du traité de commerce et de navigation à l'article 12 lettre A; on doit y lire au lieu des mots « pour celles (les eaux de vie) *de plus de* 22 *degrés*, les mots de » *celles de* 22 *degrés et au-dessus.*

Le plénipotentiaire sarde déclare consentir à cette rectification conforme aux précédents de la discussion et au tarif sarde.

En foi de quoi, etc.

Les dispositions de la note qui vient d'être insérée auront la même force et valeur que celles du traité dont la dite note devient une annexe; toutefois il est bien entendu entre les deux gouvernements que l'insertion du paragraphe relatif au classement des eaux de vie de 22 degrés, et commençant par ces mots: *Le plénipotentiaire français fait remarquer* et finissant par ceux-ci: *Les mots de celles de* 22 *degrés et au-dessus,* ayant été le résultat d'une erreur, le susdit paragraphe est et doit être considéré comme nul et non avenu, la graduation du tarif des eaux de vie devant demeurer conforme au texte du tarif des douanes de Sardaigne en vigueur à la date de ce jour.

Quant aux autres paragraphes de la note susrelatée et numérotés de 1 à 3, il est également bien entendu entre les deux gouvernements que la portée réelle des principes qu'ils consacrent sera celle des commentaires développés dans les offices échangés entre le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et la Légation de France à Turin en date du 30 et du 31 Décembre 1850.

En foi de quoi, etc.

PAYS-BAS ET HAMBOURG. 1850

Décision royale, relative à la liberté accordée aux navires marchands de la ville libre anséatique de Hambourg dans les ports des colonies néerlandaises, en date du 31 Octobre 1850.

La décision de S. M. le Roi des Pays-Bas du 31 Octobre 1850, donna lieu à la déclaration ci-après de la part de la ville de Hambourg, en date du 23 Novembre 1850.

Bekanntmachung, betreffend die Freiheiten und Gleichstellung der Hamburger Schiffe rücksichtlich der überseeischen Besitzungen der Niederlande.

Auf gemeinschaftlichen Vortrag des Finanz- und Colonial-Departements hat S. M. der König laut Beschluss vom 31. October dieses Jahres den Hamburger Schiffen die Freiheiten und Gleichstellung zugestanden, welche Art. 1 und 6 des Gesetzes vom 8. August dieses Jahres zur Regulirung der Angelegenheiten der Niederländischen Schiffahrt enthalten.

Es werden demnach die Hamburger Schiffe bei Einfuhr von Erzeugnissen der überseeischen Besitzungen des Reiches fortan in Niederland auf gleiche Weise wie die Niederländischen Schiffe behandelt werden, sie werden also Befreiung des Eingangszolls geniessen, für die Erzeugnisse der überseeischen Besitzungen des Reiches (mit Ausnahme von raffinirtem Zucker, Melassen und Thee), welche mit unangebrochener Ladung direct von daher eingeführt werden, wenn ihr Ursprung erwiesen wird und in den genannten Besitzungen von diesen Erzeugnissen die gesetzlichen Ausgangszölle bezahlt sind; ferner werden sie in den Colonien und Besitzungen des Reiches in anderen Welttheilen mit den Niederländischen Schiffen gleichgestellt sein, beginnend mit dem 1. Januar 1851, und solches mit alleiniger Ausnahme der Küstenfahrt in Ostindien.

1850 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Traité général d'amitié, d'établissements réciproques, de commerce et d'extradition des criminels, signé à Berne, le 25 Novembre 1850 (ratifié en 1855).

Art. I. Les citoyens des États-Unis d'Amérique et les citoyens de la Suisse sont admis et traités sur un pied d'égalité réciproque dans les deux pays, lorsque cette admission et ce traitement n'auront rien de contraire aux dispositions constitutionnelles ou légales, tant fédérales que des États et des Cantons des parties contractantes. Les citoyens des États-Unis et les citoyens de la Suisse, ainsi que les membres de leurs familles, pourvu qu'ils se conforment aux dispositions constitutionnelles et légales ci-dessus mentionnées et qu'ils obéissent aux lois, réglements et usages du pays où ils résideront, pourront aller, venir, séjourner temporairement, prendre un domicile fixe ou s'établir d'une manière permanente, les premiers dans les Cantons de la Confédération suisse, les Suisses dans les États de l'Union américaine; y acquérir, posséder et aliéner des propriétés (ainsi qu'il est expliqué à l'art. V); y gérer leurs affaires, y exercer leur profession, leur industrie et leur commerce, y avoir des établissements, y tenir des magasins, y consigner leurs produits et leurs marchandises, les vendre en gros ou en détail, tant par eux-mêmes que par tels courtiers ou autres agents qu'ils jugeront convenable; ils auront libre accès devant les tribunaux et pourront faire valoir leurs droits en justice à l'instar des nationaux, soit par eux-mêmes, soit par tels avocats, avoués ou autres agents qu'ils jugeront convenable de choisir. On ne pourra leur imposer pour la résidence ou l'établissement ou pour l'exercice des droits mentionnés plus haut, aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse qu'aux citoyens du pays dans lequel ils résident, ni aucune condition à laquelle ceux-ci ne seraient pas tenus.

Art. II. Les citoyens de l'un des deux pays résidant ou établis dans l'autre seront affranchis du service militaire personnel, mais ils seront tenus aux prestations pécuniaires ou matérielles imposées, par compensation, aux citoyens du pays où ils résident, libérés de ce service.

On ne pourra exiger des citoyens de l'un des deux pays résidant 1850
ou établis dans l'autre, aucun impôt, à quelque titre que ce soit, plus élevé que ceux auxquels sont soumis les citoyens du pays dans lequel ils résident, non plus qu'aucune contribution quelconque qui ne serait pas exigée de ces derniers.

En cas de guerre ou d'expropriation pour cause d'utilité publique, les citoyens de l'un des deux pays résidant ou établis dans l'autre seront assimilés aux citoyens du pays où ils résident, en ce qui concerne les indemnités pour les dommages qu'ils auront éprouvés.

Art. III. Les citoyens de l'une des deux Républiques résidant ou établis dans l'autre, qui voudront retourner dans leur pays, ou qui y seront renvoyés par sentence du juge, par mesure de police ou d'après les lois et réglements sur les mœurs et la mendicité, seront reçus, en tout temps et en toute circonstance, eux, leurs femmes et leurs descendants légitimes, dans le pays dont ils sont originaires et où ils auront conservé leurs droits conformément aux lois.

Art. IV. Afin de constater leur qualité de citoyens des États-Unis d'Amérique ou de citoyens suisses, les ressortissants des deux pays contractants devront être porteurs de passe-ports, ou d'autres papiers en due forme, attestant leur nationalité, ainsi que celle des membres de leur famille, et délivrés ou visés par un agent diplomatique ou consulaire de leur nation, résidant dans celui des deux pays où ils veulent habiter.

Art. V. Les citoyens de chacune des parties contractantes pourront librement disposer de leurs biens personnels sis dans la juridiction de l'autre soit par vente, testament, donation ou de toute autre manière, et leurs héritiers testamentaires ou ab intestat ou leurs successeurs quelconques, citoyens de l'autre partie, acquerront ces dits biens ou en hériteront et ils pourront en prendre possession eux-mêmes ou par fondés de pouvoirs, ils pourront en disposer comme ils l'entendront, n'ayant à payer d'autres droits que ceux auxquels sont soumis en pareils cas les habitants même du pays dans lequel ces biens sont situés. En l'absence de l'héritier ou des héritiers ou des autres successeurs, l'autorité prendra, pour la conservation des dits biens, les mêmes soins que s'il s'agissait de la conservation des biens d'un natif du même pays et cela jusqu'à ce que le propriétaire légal des biens ait pu prendre les mesures convenables pour les recueillir.

Les dispositions ci-dessus s'appliqueront en plein aux propriétés immobilières sises dans les États de l'Union américaine ou dans les Cantons de la Confédération suisse dans lesquels les étrangers sont

1850 admis à la possession en nature ou à l'héritage de propriétés foncières.

Mais si des propriétés immobilières, sises sur le territoire de l'une des parties, venaient à échoir à un citoyen de l'autre partie, qui, à cause de sa qualité d'étranger ne serait pas admis à la possession en nature de ces propriétés, dans l'État ou dans le Canton dans lequel elles sont situées, il serait accordé à cet héritier ou successeur quelconque un terme de pas moins de trois ans pour vendre ces propriétés; il pourra toujours en retirer et exporter le produit sans difficulté et sans payer au gouvernement aucun autre droit que celui qui, dans un cas analogue, serait dû par un habitant du pays dans lequel les propriétés foncières sont situées.

Art. VI. Les contestations qui pourraient s'élever entre les prétendants à une succession, sur la question de savoir à qui les biens doivent appartenir, seront portées devant les tribunaux et jugées d'après les lois du pays dans lequel la propriété est située.

Art. VII. Les parties contractantes s'accordent mutuellement le droit d'avoir, dans les grandes villes et les places de commerce importantes de leurs États respectifs, des consuls et des vice-consuls, nommés par elles, qui jouiront, dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes privilèges et des mêmes pouvoirs que ceux des nations les plus favorisées. Mais avant qu'un consul ou un vice-consul puisse agir en cette qualité, il devra avoir été reconnu, dans la forme ordinaire, par le gouvernement auprès duquel il est accrédité.

Pour leurs affaires privées et commerciales, les consuls et vice-consuls seront soumis aux mêmes lois et aux mêmes usages que les particuliers, citoyens de l'endroit où ils résident.

Il est entendu qu'en cas d'infraction aux lois, par un consul ou un vice-consul, le gouvernement auprès duquel il est accrédité pourra, suivant les circonstances, lui retirer l'exéquatur, le renvoyer du pays, ou le faire punir conformément aux lois, en faisant savoir à l'autre gouvernement les raisons qui l'ont déterminé.

Les archives et les papiers appartenant aux consulats seront inviolablement respectés et aucun magistrat, ni aucun autre fonctionnaire ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, les visiter, les saisir ou s'y immiscer d'une manière quelconque.

Art. VIII. Pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit de leurs produits respectifs, les États-Unis d'Amérique et la Confédération suisse se traiteront réciproquement comme la nation, l'union de nations, l'état ou la société la plus favorisée, ainsi qu'il est expliqué aux articles ci-après.

Art. IX. Aucune des parties contractantes ne pourra exiger, pour 1850
l'importation, l'exportation ou le transit des produits naturels ou industriels de l'autre, des droits plus élevés ni d'autres droits que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant de tout autre pays en dehors de ses limites actuelles.

Art. X. Afin d'atteindre d'autant mieux le but qu'elles se proposent à l'article VIII, chacune des parties contractantes s'engage à n'accorder à aucune nation, union de nations, état ou société que ce soit, de faveur en fait de commerce, sans en faire aussitôt jouir l'autre partie.

Art. XI. Si l'une des parties contractantes imposait des droits différentiels sur les produits de quelque nation, l'autre partie pourra déterminer comme elle l'entendra, la manière de constater l'origine de ses propres produits destinés à être importés dans le pays où se perçoivent les droits différentiels.

Art. XII. Le territoire suisse demeurera ouvert à l'entrée des objets venant des États-Unis d'Amérique; de même, aucun port de ces États ne sera fermé aux objets venant de la Suisse, pourvu que ceux-ci arrivent sur des navires des États-Unis, ou sur tout autre navire ayant libre accès dans les ports de l'Union. Arrivant sous pavillon des États-Unis ou sous celui d'une des nations les plus favorisées, les marchandises suisses paieront les mêmes droits que celles de cette dernière nation; sous un autre pavillon, elles seront traitées comme les marchandises du pays auquel appartient le navire.

En cas de naufrage et de sauvetage sur les côtes des États-Unis, les marchandises suisses seront considérées et traitées comme celles appartenant à des citoyens des États-Unis.

Les États-Unis consentent à étendre aux produits suisses arrivant ou expédiés sous leur pavillon les avantages dont jouissent ou jouiront les produits de la nation la plus favorisée, arrivant ou expédiés sous le même pavillon.

Il est entendu que les dispositions du présent article ne dérogent en rien à celles des quatre articles ci-dessus, non plus qu'aux mesures dans l'intérêt de la moralité, de la sécurité ou de l'ordre public, prises ou qui pourront être ordonnées dans l'un ou dans l'autre des pays contractants.

Art. XIII. Les États-Unis d'Amérique et la Confédération suisse seront tenus, sur les réquisitions faites en leur nom par l'intermédiaire de leurs agents diplomatiques ou consulaires respectifs, de se livrer réciproquement pour être traduits en justice, les individus qui, prévenus des crimes énumérés à l'article suivant, commis dans la juridiction de la partie requérante, chercheront un asile ou seront

1850 trouvés sur les territoires de l'autre partie : — Toutefois, l'extradition ne sera obligatoire que dans le cas où les faits à la charge du prévenu seront constatés de manière à justifier son arrestation et sa mise en jugement, si le crime eût été commis dans le pays où le dit individu a été trouvé.

Art. XIV. Seront livrés, en vertu des dispositions de cette convention, les individus prévenus de l'un des crimes suivants, savoir :

Le meurtre (y compris les crimes qualifiés d'assassinat, de parricide, d'infanticide et d'empoisonnement) ;

La tentative de meurtre ;

Le viol ;

Le faux, y compris l'émission de faux papiers ;

L'incendie ;

Le vol commis avec violence, ou par intimidation, ou avec effraction ou escalade dans une maison habitée ;

La piraterie ;

La soustraction commise par des dépositaires publics, ou des personnes salariées au détriment de ceux qui les emploient, mais dans le cas seulement où ces crimes entraîneraient à des peines infamantes.

Art. XV. L'extradition ne sera effectuée de la part du gouvernement des États-Unis, que sur l'ordre du pouvoir exécutif ; et de la part de la confédération, que sur l'ordre du conseil fédéral.

Art. XVI. Les frais de détention et d'extradition, opérées en vertu des articles précédents, seront supportés et payés par le gouvernement au nom duquel la réquisition aura été faite.

Art. XVII. Les dispositions des articles ci-dessus, qui se rapportent à l'extradition des criminels, ne seront point applicables aux crimes commis antérieurement à la date de la présente convention, ni aux crimes ou délits ayant un caractère politique.

Art. XVIII. La présente convention est conclue pour *dix ans*, à dater du jour de l'échange des ratifications. Elle continuera d'être obligatoire pendant douze mois, si un an avant l'expiration du premier terme, aucune des parties contractantes n'a déclaré à l'autre, par une notification officielle, qu'elle renonce au traité, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une pareille déclaration de renonciation, quelle que soit l'époque à laquelle elle aura été notifiée.

Art. XIX. Cette convention sera soumis, de part et d'autre, à l'approbation et à la ratification des autorités compétentes respec-

tives de chacune des parties contractantes; et les ratifications en 1850
seront échangées, à Washington aussitôt que les circonstances le permettront.

En foi de quoi, etc.

TOSCANE ET LE SAINT-SIÉGE.

Convention entre la Toscane et la Cour de Rome, pour la répression de la contrebande, signée à Rome, le 29 Novembre 1850.

Art. I. La Toscana chiude al transito le dogane di Galeata, dirimpetto a quella Pontificia di Meldola, quella di Susinana sulla via d'Imola, e le altre di Monterchi, di Chiusi e di Pitigliano sulla frontiera con i territorj respettivamente di Città di Castello, di Città della Pieve e di Orvieto.

Art. II. Resteranno quindi aperte allo sfogo delle bullette di transito sulla frontiera pontificia le dogane Toscane,

di san Luca a Pavana sulla strada bolognese per la Porretta,
delle Filigare sulla strada Regia di Firenze a Bologna,
di Popolano sulla strada faentina,
di Terra del sole sulla strada forlivese,
di Terontola sulla strada fra Arezzo e Perugia,
di san Sepolcro sulle trade di Urbino e di Città di Castello,
di Radicofani sulla strada Regia romana per Siena, e
del Chiarone sulla strada maremmana che conduce a Civitavecchia.

Art. III. Il governo Pontificio mantiene aperte al transito le dogane situate sul suo territorio dirimpetto alle dogane toscane sopra nominate, che già sieno a ciò autorizzate, o ve le abiliterà occorrendo; e ciò specialmente per la dogana di Cospaja posta di fronte a quella di Borgo san Sepolcro, l'altra di Montalto di contro alla dogana toscana del Chiarone, e quella finalmente presso la Porretta di faccia alla dogana toscana di san Luca a Pavana.

Art. IV. Per tutto il tempo in cui avrà vita la presente Convenzione, nessuna delle dogane dei due Stati aperte al transito potrà esser chiusa, se non se di comune accordo fra le parti contraenti.

1850 Art. V. Ugualmente per tutto il tempo in cui avrà vigore la presente Convenzione, i due governi contraenti non potranno negare il transito per il rispettivo loro Stato a qualunque siasi genere procedente dall' altro, o diretto a destinazione del medesimo, sotto le cautele che verranno in seguito indicate, e salvo le eccezioni che appresso, cioè :

Rimane sospeso, nonostante la regola generale sopra scritta, il transito dei generi di privativa regale, fino a che fra le due Parti contraenti non saranno di comune accordo stabilite le condizioni speciali alle quali debba il transito stesso esser vincolato. Ugualmente non s'intende con la regola stessa indotta per ora alcuna innovazione alle discipline per le quali è nello Stato Pontificio vietato il transito di libri, stampe o altri oggetti d'arte, in quei casi nei quali l'introduzione dei generi stessi sia vietata.

Del pari s'intendono comprese le armi nel suddetto divieto di transito.

Art. VI. A contare dal 1° di Gennajo 1851 seguito il cambio delle ratifiche della presente Convenzione, le spedizioni di transito delle mercanzie e generi esteri emesse da alcuna delle dogane di ciascuno dei due Dominj a ciò autorizzate, non dovranno più ritenersi come debitamente sfogate mediante la sola presentazione delle merci e generi stessi alla dogana di frontiera dello Stato che ha accordato il transito, e mediante l'apposizione del « *Trasse o Discaricò* » fatta dagli impiegati di quest' ultima dogana alla bulletta rispettiva, ma l'intestatario ed il conduttore avranno l'obbligo di giustificare l'effettuata introduzione delle merci e generi predetti nello Stato cui la spedizione è diretta, col mezzo dell' esibizione di un responsale rilasciato nei modi e nelle forme che saranno appresso definite.

Art. VII. Il responsale consisterà in un certificato da staccarsi da un bullettario a madre e figlia, e, a parità della bulletta di transito, indicherà la qualità delle merci, il peso dei singoli colli, i segni e marche che li distinguono, ed il giorno nel quale sono arrivate al loro destino.

Tutte le volte che le merci spedite con bulletta di transito dovranno far capo ad una città ove esista una dogana principale Gran Ducale, o sivvero una delle dogane di circondario denominate regolatarie nello Stato Pontificio, il rilascio del responsale si farà immediatamente all' arrivo e verificazione in regola dei colli, dal ministero delle dogane medesime, alle quali saranno con manifesto d'accompagno della dogana di frontiera dirette le merci descritte nella bulletta di transito dello Stato mittente, mantenute nella loro

integrità le caratteristiche esterne apposte dall' uffizio d'onde è partita la spedizione. Quando all' opposto le merci fossero destinate al consumo delle popolazioni prossime al confine dello Stato al quale sono dirette, potrà ammettersi il responsale della dogana di frontiera per la quale le merci stesse siensi in quello Stato introdotte. 1850

In ogni modo peraltro il rilascio del responsale dovrà esser sempre gratuito, e senza alcuno aggravio per il commercio.

Art. VIII. Il responsale dovrà a cura degli interessati esser presentato alla dogana che ha emessa la spedizione di transito dentro il termine in quella prefinito, e che potrà essere discretamente regolato con equitativo riguardo alle distanze ed alle stagioni.

Art. IX. In difetto della esibizione, entro il termine prefisso, dell' enunciato documento, e nonostante la produzione che fosse pur fatta della merce alla dogana di egresso dello Stato emittente, le condizioni della spedizione, di transito si riterrano come inadempite, e l'intestatario ed il conduttore anderanno soggetti al pagamento di quelle gabelle e penali che per non sfogata spedizione di transito loro infliggono le leggi ed i regolamenti doganali dello Stato respettivo.

Art. X. Le spedizioni di transito dovranno fare esplicita menzione degli obblighi che si assumono dall' intestatario.

Rimane peraltro inteso che per il rilascio delle spedizioni medesime non sarà di regola necessario un deposito, o altra special garanzìa, tenuto conto della cognita solventezza degli intestatarj, e ritenuto per massima che non sarà rilasciata una seconda spedizione a qualunque soggetto che, querelato o condannato per trasgressione relativa, non abbia precedentemente depositato o respettivamente soddisfatto l'importare delle gabelle e penali alle quali sia o possa essere per la prima trasgressione condannato.

Art. XI. Colla veduta di accordare sempre nuove facilità alle comunicazioni ed al commercio fra i due Stati, il governo Pontificio conviene di ridurre la percezione del dazio, o diritto di pedaggio o barriera sullo stradale che conduce alle dogane aperte al transito verso la Toscana, e così all' ingresso come all' egresso, alla misura medesima del diritto di pedaggio che si percipe nel Gran Ducato per conto ed interesse del governo, cioè:

di L. 1. 6. 8 toscane per ciascun cavallo o mulo attaccato a legni provvisti di molle, e

di soldi 13. 4, ossia un paolo di moneta toscana, per ciascun cavallo o mulo attaccato a legni senza molle, carro, barroccio, ec.

1850 E correspettivamente il governo Toscano si impegna a non aumentare per tutta la durata della presente Convenzione le misure del dazio di pedaggio surriferito, ed ora esistente per conto della Real Finanza, sulli stradali che conducono alle dogane toscane aperte al transito sulla frontiera Pontificia, senza alterazione peraltro del diritto percetto sulla strada della Porretta dalla Società costruttrice della strada medesima, ai termini della relativa concessione.

Art. XII. Con lo spirito medesimo di agevolare il commercio fra i due Stati, il governo Pontificio s'impegna a non percepire, per tutto il tempo in cui sarà in vigore la presente Convenzione, sulle merci procedenti dalla Toscana altro diritto di transito che quello fisso di bajocchi cinque ogni cento libre lorde, qualunque sia la distanza che le merci stesse potranno percorrere nel territorio dei suoi Stati.

Art. XIII. In ambedue gli Stati continuerà ad essere in vigore il sistema che vieta i magazzini di deposito alle dogane di frontiera.

Art. XIV. La presente Convenzione comincerà ad avere effetto il primo Gennajo 1851, ed avrà vita per lo spazio di anni cinque decorrendi dal giorno medesimo. Ma quando non fosse disdetta da una delle due Parti contraenti sei mesi prima della spirazione del quinquennio, si intenderà allora prorogata di biennio in biennio, ferma stante sempre la preventiva disdetta da farsi sei mesi prima del termine indicato.

Art. XV. Convengono nulladimeno le due Parti contraenti che se anche prima della scadenza del quinquennio al quale è circoscritta la durata della presente Convenzione, l'andamento ordinario e attuale del commercio di transito fra i due Stati venisse a rimanere alterato, sia per l'attuazione di nuove strade ferrate, sia per altre sostanziali innovazioni, sarà luogo fra le Parti medesime ad intendersi per combinare di comune accordo quelle modificazioni o cambiamenti che le sopravvenute circostanze potessero aver reso necessario di indurre alla Convenzione predetta.

Art. XVI. La presente Convenzione sarà ratificata, e le ratifiche saranno cambiate in Roma nel termine di un mese, o più presto se sarà possibile.

PORTUGAL ET SARDAIGNE. 1850

Traité de commerce et de navigation entre le Portugal et la Sardaigne, signé à Turin, le 17 Décembre 1850.

Art. I. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les États de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et ceux de Sa Majesté Très-Fidèle. Les citoyens des États de chacune des deux hautes parties contractantes, pourront entrer dans les ports, places et rivières des territoires de l'autre, partout où le commerce étranger est permis ou le sera à l'avenir.

Ils pourront séjourner et résider dans quelque partie que ce soit desdits territoires pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et de la même protection que les nationaux, en payant toutefois les mêmes impôts et en se conformant aux lois et ordonnances du pays, ainsi qu'aux réglements de commerce qui y sont ou seront en vigueur.

Art. II. Les navires sardes et portugais arrivant de quelque part que ce soit sur leur lest ou chargés, dans les ports de l'autre des hautes parties contractantes, y seront traités tant à leur entrée, que pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les navires nationaux venant du même lieu, par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux et de pilotage, ainsi qu'aux vacations des officiers publics et à tout autre droit ou charge de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales, ou d'établissements particuliers quelconques.

Art. III. Seront considérés comme navires sardes ou portugais ceux qui seront reconnus comme tels dans l'État auquel ils appartiennent conformément aux lois et réglements en vigueur. Les hautes parties contractantes se réservent d'échanger des déclarations portant une énumération claire et précise des papiers et documents dont l'un et l'autre État exigent que leurs navires soient munis. Si après cet échange qui aura lieu au plus tard trois mois après la signature du présent traité, l'une des hautes parties contractantes se trouvait dans le cas de changer ou de modifier ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

1850 Art. IV. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation légalement faite dans le Royaume de Portugal, y compris les îles des Açores, de Madère et de Porto-Santo, des articles provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Sardaigne, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans le Royaume de Sardaigne des articles provenant du sol et de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses domaines et possessions, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol et de l'industrie de la nation la plus favorisée.

Le même principe sera observé à l'égard des droits d'exportation et de transit.

Les hautes parties contractantes s'engagent à ne point frapper de prohibition soit l'importation d'aucun article provenant du sol et de l'industrie de l'autre pays, soit l'exportation d'aucun article de commerce pour l'autre pays, à moins que les mêmes prohibitions ne s'étendent également à tout autre État étranger.

L'exportation des vins de Porto et du sel du port de Setubal continuera à être subordonné aux réglements qui y sont particuliers.

Art. V. Tous les produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Sardaigne importés directement et par navires sardes des ports de ce Royaume dans ceux du Royaume de Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, ainsi que tous les produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses domaines et possessions, importés directement par navires portugais dans les ports sardes, ne payeront pas dans les ports respectifs des droits d'entrée ou de transit autres ou plus élevés que si l'importation des mêmes produits avait lieu sous pavillon national ou sous celui de la nation la plus favorisée.

Art. VI. Quant aux marchandises qui ne consistent pas en produits indigènes, elles pourront être importées directement des ports du Royaume de Sardaigne sous pavillon sarde, dans les ports du Royaume de Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, et *vice versa* des ports portugais sous pavillon national dans les ports sardes, de la même manière et sous les mêmes conditions auxquelles les bâtiments de la nation la plus favorisée sont admis à importer des produits étrangers directement des ports de l'État auquel ils appartiennent dans les ports de l'autre partie contractante.

Art. VII. Les produits et autres objets de commerce de toute espèce, qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports des hautes parties contractantes, par bâtiments nationaux, pourront également en être exportés ou réexportés, par bâtiments

de l'autre État, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou 1850
charges, que si l'exportation des mêmes objets se faisait par bâtiments nationaux.

Art. VIII. Les primes, remboursements de droits ou autres avantages de ce genre, accordés dans les États de l'une des hautes parties contractantes à l'importation ou à l'exportation par bâtiments nationaux, seront également accordés lorsque l'importation directe entre les deux pays (article V) où l'exportation (article VII) se fera par bâtiment de l'autre État.

Art. IX. Pour ce qui regarde le commerce d'importation indirecte, les chargements importés par navires sardes des ports étrangers dans ceux du Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, et réciproquement, les chargements importés par navires portugais des ports étrangers, dans ceux du Royaume de Sardaigne, seront reçus et traités dans ces ports sur le pied de la nation la plus favorisée. L'importation dans les ports du Portugal des produits et marchandises de l'Asie restera soumise aux lois et réglements existants.

Art. X. Les hautes parties contractantes sont convenues que l'une n'accordera à l'avenir à d'autres nations par rapport au commerce ou à la navigation, aucun privilége, ni aucune faveur ou immunité qui ne soient aussi et à l'instant étendus aux sujets de l'autre, gratuitement si la concession a été gratuite, ou avec une juste et convenable compensation à défaut d'équivalent, si la concession a été conditionnelle.

Il est entendu particulièrement que, dans le cas où l'un des deux gouvernements accorderait à un autre État des diminutions de droits sur ses produits du sol ou de l'industrie, ou lui concéderait d'autres avantages ou faveurs spéciales en fait de commerce et de navigation, à la suite d'un traité de commerce ou d'une convention spéciale, et en compensation de diminutions de droits, avantages ou faveurs accordées par cet autre État, l'autre des deux gouvernements ne pourra demander les mêmes avantages et facilités, pour le commerce et la navigation de sa nation, qu'en offrant, à défaut de pareils avantages de même étendue et qualité, des équivalents ou compensations à assurer dûment par un arrangement particulier entre les deux gouvernements.

Il est entendu que ces équivalents n'auront lieu de la part de la Sardaigne que lorsque les avantages ou faveurs dont il est question seront autres ou plus forts que ceux que la Sardaigne accorde dès à présent au commerce et à la navigation du Portugal.

Art. XI. Les stipulations du présent traité ne seront point appli-

1850 cables au cabotage entre les ports de chacun des deux pays, ce genre de transport restant réservé aux bâtiments nationaux.

Mais il est convenu que les bâtiments de l'une des hautes parties contractantes étant entrés dans les ports de l'autre, pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste, pour le décharger, soit dans tel autre port du même pays, soit ailleurs, sans payer d'autres ou de plus forts droits que les bâtiments nationaux n'auraient à payer dans le même cas.

De la même manière il leur sera permis de commencer leur chargement dans un port, et de le continuer ou de le compléter dans un ou plusieurs autres ports du même pays sans payer d'autres ou de plus forts droits que les bâtiments nationaux.

Art. XII. Dans le cas où quelque bâtiment, appartenant à l'une des hautes parties contractantes, aurait échoué, ou fait naufrage sur les côtes ou dans un port de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance possibles au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes, que pour le navire et sa cargaison.

Les objets sauvés seront mis, s'il y a lieu, sous la surveillance des autorités compétentes, et restitués à qui de droit, après l'acquittement des frais de sauvetage et autres qui ne seront pas plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas. Il ne sera pas perçu de droits sur ces mêmes objets, à moins qu'ils ne soient destinés pour la consommation du pays.

Art. XIII. Tout bâtiment de commerce des nationaux de chacune des hautes parties contractantes entrant en relâche forcée dans un port de l'autre partie y sera exempt de tout droit de port ou de navigation quelconque, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu que le bâtiment ne se livre dans les ports de relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou en déchargeant des marchandises, bien entendu toutefois que les déchargements et rechargements motivés par la nécessité de réparer le bâtiment, ne seront considérés comme opérations de commerce donnant lieu au payement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, selon les causes qui auront donné lieu à la relâche.

Art. XIV. Chacune des hautes parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'avoir dans ses ports et places de commerce, des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents de commerce, tout en se réservant le droit d'excepter de cette concession tel endroit qu'elle jugera à propos. Lesdits agents consulaires de quelque classe qu'ils soient et dûment nommés par leur gouvernement re-

spectif, dès qu'ils auront obtenu l'exéquatur du gouvernement sur 1850
le territoire duquel ils doivent résider, y jouiront, tant pour leur personne que pour l'exercice de leurs fonctions, des priviléges dont y jouissent les agents consulaires de la même catégorie de la nation la plus favorisée.

Art. XV. Les dits consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents de commerce seront autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et marchands de leur pays, et ils s'adresseront pour cet objet aux tribunaux, juges et officiers compétents, et réclameront par écrit ces déserteurs en prouvant par la communication des registres du navire ou des rôles de l'équipage, ou par d'autres documents officiels, que ces individus ont fait partie des dits équipages; cette réclamation ainsi justifiée, l'extradition sera accordée. Ces déserteurs lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition des dits consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents de commerce, et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les auront réclamés pour être envoyés aux navires auxquels ils appartenaient ou à d'autres de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de deux mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et il ne seront plus arrêté pour la même cause. Il est entendu toutefois que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, son extradition pourra être retardée jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. XVI. Les citoyens des deux Royaumes qui ont, ou auront à toucher des héritages dans le territoire de l'autre ou qui en feront sortir leurs propriétés ou effets quelconques, ne payeront d'autres droits, charges ou impôts que ceux qui seront payés par les nationaux en pareille circonstance.

Art. XVII. Le gouvernement portugais consent d'après les vœux du gouvernement sarde a étendre toutes les stipulations du présent traité à la principauté souveraine de Monaco placée sous le protectorat de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, à la charge de réciprocité de la part de la dite principauté.

Art. XVIII. Le présent traité restera en vigueur jusqu'au premier janvier mil-huitcent-cinquantecinq. Si l'une des hautes parties contractantes n'a pas annoncé à l'autre, par une notification officielle son intention d'en faire cesser l'effet six mois avant cette époque, il continuera à être obligatoire jusqu'au premier janvier mil-huitcent-cinquanteneuf. A partir de cette date le traité ne cessera

1850 d'être en vigueur que douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir le maintenir.

Art. XIX. Le présent traité sera ratifié par les hautes parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Turin dans l'espace de trois mois après la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Procès-verbal d'échange de ratifications.

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des ratifications de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et de Sa Majesté Très-Fidèle sur le traité de commerce et de navigation conclu à Turin le 17 Décembre 1850, le plénipotentiaire de S. M. Très-Fidèle a témoigné le désir de voir insérer dans le présent procès-verbal, le mode de perception des droits sur les vins étrangers, porté par les réglements des États sardes, et le plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne a déclaré, « que la qualité des vins étrangers, pour » ce qui se rapporte à la taxation, est fixée d'après les réglements » en vigueur sur les prix résultants des factures originales des né- » gociants dûment constatées, et que le tarif actuel classe parmi les » vins fins ceux qui, au lieu de l'arrivée, sont d'une valeur au- » dessus de 20 francs par hectolitre, et parmi les vins ordinaires » ceux d'une valeur de 20 francs et au-dessous. Il déclare en outre » que ce mode de perception est appliqué aux vins de Portugal ».

Les instruments des ratifications sus-énoncées ont été ensuite produits de part et d'autre, et ayant été trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré.

En foi de quoi, etc.

SARDAIGNE ET DIVERS ÉTATS. 1850

Lettres ministérielles échangées entre la Sardaigne et divers États, relatives à l'abolition des droits différentiels, *en* 1849 *et* 1850.

Lettre échangée entre la Sardaigne et le DANEMARCK, *à Turin et à Copenhague, le* $\frac{\text{12 Juillet}}{\text{11 Septembre}}$ 1850.

Lettre de M. le Chev. D'Azeglio, ministre des affaires étrangères de Sardaigne, à M. de Reedtz, ministre des affaires étrangères de Danemarck, en date de Turin, le 12 *Juillet* 1850.

Le parlement national vient de rendre une loi qui a reçu la sanction royale le 6 du courant, par laquelle tous les droits différentiels de navigation et de commerce qu'on percevait au détriment des pavillons étrangers dans les ports de ce Royaume demeurent supprimés en faveur des nations qui accorderaient au pavillon sarde une parfaite réciprocité.

D'après cette loi la réserve qui formait l'objet de l'article séparé du traité conclu le 14 Août 1843 entre la Sardaigne et le Danemarck vient de cesser. Des ordres ont en conséquence été donnés aux autorités de nos ports pour que cette mesure reçoive immédiatement son exécution en faveur du pavillon danois.

Je ne doute pas que de son côté votre gouvernement ne s'empresse de donner à celui de S. M. l'assurance qu'il regarde comme ayant cessé la réserve éventuelle d'appliquer de semblables droits dans tous les ports du Danemarck.

Agréez, Monsieur le ministre, etc.

Réponse de M. de Reedtz, ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Danemarck, à la lettre précédente, en date de Copenhague, le 11 *Septembre* 1850.

Par l'office que vous avez bien voulu adresser au ministère des affaires étrangères de Sa Majesté, en date du 12 Juillet dernier, vous m'avez communiqué que le Roi, votre auguste maître, vient de sanctionner une loi, par laquelle tous les droits différentiels perçus jusqu'ici dans les ports du Royaume de Sardaigne sur le pavillon étranger ont été abrogés, et, en ajoutant que des ordres ont été donnés aux autorités compétentes pour que cette mesure

1850 reçoive immédiatement son entière exécution en faveur du pavillon danois, vous avez demandé que le gouvernement du Roi veuille donner l'assurance, que la réserve de la part du Danemarck formant l'objet de l'article séparé du traité du 14 Août 1843, sera à regarder comme ayant cessé.

C'est avec une vive satisfaction, Monsieur, que j'ai l'honneur de répondre à cette demande, en déclarant par la présente, que le gouvernement du Roi regarde comme ayant cessé d'exister la faculté, que le Danemarck s'était réservée par l'article séparé du traité susdit en date du 14 Août 1843, de prélever des droits différentiels dans ses ports sur le pavillon sarde.

En me félicitant sincèrement à voir embrassés par votre gouvernement les mêmes principes libéraux, qui forment depuis longtemps la base de la législation commerciale du Danemarck, et dont l'adoption de la part de la Sardaigne ne saurait que contribuer puissamment à augmenter et étendre, au profit mutuel des deux nations, les rapports de commerce existant déjà entre elles, je saisis cette occasion, etc.

Note.

La Sardaigne a encore échangé de *semblables lettres* avec les États ci-après, savoir :

Le Brésil	Rio de Janeiro Turin	24 Juillet 24 Mai	1848 1849.
La Suède	Turin Stockholm	12 Juillet 30 Juillet	1850.
Le Chili (Rép.)	Chili Turin	24 Juillet 24 Novembre	1850.
La Nouvelle Grenade (Rép.)	Bogota Turin	12 Juillet 11 Octobre	1850.
Le Hanovre	Paris Turin	12 Juillet 10 Août	1850.
L'Oldenbourg (Grand-duché)	Turin Oldenbourg	15 Juillet 1 Août	1850.
Le Zollverein	Berlin Turin.	12 Juillet 1 Décembre	1850.

ESPAGNE ET PORTUGAL. 1850

Convention postale entre l'Espagne et le Portugal, signée le 22 Janvier 1850.

BELGIQUE ET LUXEMBOURG.

Convention postale entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, signée à la Haye, le 22 Janvier 1850.

PRUSSE ET ANHALT-BERNBOURG.

Déclaration échangée entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg, pour la répression des délits forestiers, en date de Berlin, le 4 Février 1850

LE SAINT-SIÉGE.

Accession de la Cour de Rome au traité du 3 Juillet 1849 entre l'Autriche, Parme et Modène, pour la libre navigation du Pò, en date du 12 Février 1850.

FRANCE ET SAXE ROYALE.

Convention entre la France et la Saxe royale, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 27 Avril 1850.

1850

SAXE ROYALE.

Accession de la Saxe royale au traité postal austro-allemand, en date du 15 Mai 1850.

MECKLENBOURG-STRELITZ.

Accession du grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz au traité postal austro-allemand, en date du 8 Juin 1850.

BELGIQUE ET SARDAIGNE.

Convention postale entre la Belgique et la Sardaigne, signée à Bruxelles, le 26 Juillet 1850.

GRANDE-BRETAGNE ET SUÈDE.

Convention postale entre la Grande-Bretagne et la Suède, signée à Londres, le 24 Août 1850.

ESPAGNE ET FRANCE.

Convention entre l'Espagne et la France, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Paris, le 26 Août 1850.

PRUSSE ET ANHALT-BERNBOURG. 1850

Convention entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg, relative aux séparations territoriales, signée à Berlin, le 11 Septembre 1850.

BADE ET BRUNSWIC.

Convention entre le grand-duché de Bade et le duché de Brunswic, concernant l'exécution des jugements rendus par les tribunaux respectifs, signée le 19 Octobre 1850.

SARDAIGNE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention postale entre la Sardaigne et la Confédération Suisse, signée à Turin, le 21 Octobre 1850.

BRÉSIL ET RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY.

Convention entre le Brésil et la république orientale de l'Uruguay, pour l'extradition réciproque des déserteurs et malfaiteurs, signée à Rio-Janeiro, le 12 Octobre 1850.

PAYS-BAS ET PRUSSE.

Convention entre la Prusse et les Pays-Bas pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Berlin, le 17 Novembre 1850.

1850 ESPAGNE ET CONFÉDÉRATION SUISSE.

Convention postale entre l'Espagne et la Confédération suisse, signée à Bâle, le 2 Novembre 1850.

AUTRICHE ET LE SAINT-SIÉGE.

Convention postale entre l'Autriche et le Saint-Siége, signée à Florence, le 5 Novembre 1850.

FRANCE ET SARDAIGNE.

Convention entre la France et la Sardaigne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à Turin, le 5 Novembre 1850.

AUTRICHE ET TOSCANE.

Convention postale entre l'Autriche et la Toscane, signée à Florence, le 5 Novembre 1850.

FRANCE ET SARDAIGNE.

Convention postale entre la France et la Sardaigne, signée à Paris, le 9 Novembre 1850.

BELGIQUE ET CONFÉDÉRATION SUISSE. 1850

Convention entre la Belgique et le canton de St. Gallen, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 30 *Décembre* 1850.

PRUSSE ET SAXE ROYALE.

Convention entre la Prusse et la Saxe royale, relative à l'admission réciproque des exilés, signée le 30 *Décembre* 1850.

WALDECK ET PYRMONT.

Accession de la principauté de Waldeck et Pyrmont au traité postal austro-allemand du 5 *Décembre* 1850.

AUTRICHE ET GRÈCE.

Convention postale entre l'Autriche et la Grèce, signée le 9 *Décembre* 1850.

BELGIQUE ET DANEMARCK.

Convention entre la Belgique et le Danemarck, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 10 *Décembre* 1850.

1851

BELGIQUE ET CHILI.

Déclaration du ministère belge, relative au traitement accordé dans les ports de la Belgique aux navires chiliens et à leurs cargaisons; du 1er Janvier 1851.

Déclaration.

Le soussigné ministre des affaires étrangères de S. M. le roi des Belges, ayant examiné la loi rendue, le 16 Juillet 1850, par la république du Chili, et d'après laquelle tous droits différentiels de tonnage en faveur du pavillon chilien sont supprimés dans les ports du Chili, et vu l'art. 294 de la loi belge du 26 Août 1822, déclare, par ordre du Roi, que les navires chiliens ne sont pas assujettis dans les ports de Belgique, quel que soit le lieu d'où ils viennent ou celui vers lequel ils se rendent, à des droits de port, de tonnage, d'ancrage, de pilotage ou à des droits quelconques pesant sur la coque des bâtiments autres que ceux qui sont imposés sur les navires nationaux.

(*Signature.*)

PAYS-BAS ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Déclaration échangée entre les gouvernements des Pays-Bas et de Mecklenbourg-Schwérin, pour la réciprocité de traitement de leur pavillon respectif, du 9/5 Janvier 1851.

(En hollandais et en allemand.)

Déclaration.

Nachdem Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin und Seine Majestät der König der Niederlande übereingekommen sind, vermittelst gegenseitiger Aufhebung alles Unterschiedes in der Behandlung der beiderseitigen Schiffe und deren Ladung in Höchst Ihren Häfen zur Beförderung des wechselseitigen

Handelsverkehrs beizutragen, so erklärt das unterzeichnete Gross- 1851
herzoglich Mecklenburg-Schwerinsche Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, zufolge Ermächtigung Seiner Königlichen Hoheit, und in Erwiederung der gleichlautenden Zusicherung, welche deshalb von dem Königlich Niederländischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten ausgestellt ist:.

dass in den Häfen des Grossherzogthums Mecklenburg-Schwerin die Königlich Niederländischen Schiffe, bei ihrem Einlaufen wie bei ihrer Abfahrt, sowohl von als nach Mecklenburgischen, als auch von und nach fremden Häfen, hinsichtlich der Tonnen-, Feuer-, Lootsen- und aller andern wie immer genannten Hafen- oder Schiffs-Abgaben, dieselben mögen jetzt oder künftighin für Rechnung der Regierung, irgend einer Gemeinde oder irgend einer Privat-Anstalt erhoben werden, ingleichen bei Anwendung der Hafen-, Lootsen- und sonstigen Verordnungen, auf ganz gleichem Fusse mit den Mecklenburgischen Schiffen behandelt werden sollen; sowie auch, dass die auf Niederländischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren, und gleichviel für wessen Rechnung, keinen anderen oder höheren Abgaben, als die auf Mecklenburgischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren, unterworfen werden sollen.

Weiter erklärt, in Folge obgedachter Grossherzoglicher Ermächtigung, das unterzeichnete Grossherzoglich Mecklenburg-Schwerinsche Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, in Erwiederung der durch das Königlich Niederländische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten gegebenen Zusicherung, betreffend die Behandlung der Grossherzoglich Mecklenburg-Schwerinschen Schiffe in den Häfen der Niederländischen Colonien, wie auch in dem Verkehr zwischen den Colonien und den Niederländischen Häfen in Europa:

dass die Erzeugnisse der Niederländischen Colonien in den Häfen des Grossherzogthums Mecklenburg-Schwerin keinen anderen oder höheren Abgaben unterworfen werden sollen, als die gleichartigen Erzeugnisse von anderer Herstammung, auch dass keinerlei Erzeugnisse anderer Welttheile (gleichviel ob aus den Niederländischen Colonien oder ob anderswo herstammend), wenn sie aus einem Niederländischen Hafen in Europa in einen Mecklenburgischen Hafen eingeführt werden, höheren oder anderen Abgaben unterworfen werden sollen, als wenn sie geradesweges aus dem Lande ihrer Herstammung eingeführt werden.

Auf die Küstenfahrt und auf die Fischerei findet diese Vereinbarung keine Anwendung, und es steht beiden Theilen frei, die-

1851 selbe nach voraufgegangener zwölfmonatlicher Kündigung wieder ausser Kraft treten zu lassen.

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement néerlandais à celui de Mecklenbourg-Schwérin.)

SAINT-SIÉGE ET TOSCANE.

Déclaration ministérielle échangée entre le Saint-Siége et la Toscane, touchant la libre navigation; Rome et Florence, le 15 Avril 1851.

Il sottoscritto, Cardinale Pro-Segretario di Stato di Sua Santità, avendo ricevuto dal Ministerio degli Affari esteri di S. A. I. e R. il Granduca di Toscana l'assicurazione che niun diritto di navigazione o di dogana, nè alcun dazio speciale, è imposto o esatto ne' porti del Granducato di Toscana, o in quelli delle isole che ne dipendono, a carico de' bastimenti che navigano sotto bandiera pontificia, senza che lo sia egualmente a carico de' bastimenti che navigano sotto bandiera toscana, dichiara col presente Atto, in virtù dell' autorizzazione che glien' è stata conferita da Sua Santità:

1° Che i bastimenti toscani i quali approdino ne' porti dello Stato pontificio saranno trattati al loro arrivo, durante la loro permanenza e al loro egresso, sullo stesso piede dei bastimenti nazionali per riguardo ai diritti di porto e di navigazione, come sarebbero i diritti di tonnellaggio, di fanali, di pilotaggio, di ancoraggio, di quarantena, non meno che per rapporto all' onorario de' publici funzionarj, e a tutte le tasse o imposizioni di qualsiasi specie o denominazione percette in nome o a vantaggio del Governo, delle Autorità locali, o di qualsivoglia Stabilimento particolare, sia che i detti bastimenti arrivino o partano a vuoto, sia che importino o esportino mercanzie;

2° Che i bastimenti toscani potranno introdurre nei porti dello Stato pontificio, come pure esportarne, depositarvi o immagazzinarvi, ogni specie di merci ed oggetti di commercio, di qualunque provenienza essi siano, la cui importazione ed esportazione siano legalmente permesse nello Stato pontificio, senza esser tenuti a pagare diritti di dogana, o imposizioni di qualsivoglia specie o denominazione diverse o più elevate di quelle che sarebbero pagate per quelle medesime merci o prodotti se fossero importati od esportati da bastimenti nazionali;

3° Che i bastimenti toscani saranno ne' porti pontificj parificati 1851
ai bastimenti nazionali quanto ai premj e restituzioni di diritti o altri qualsiansi vantaggi che sono di già accordati, o che potrebbero esserlo in avvenire tanto alla importazione che alla esportazione;

4° Che le stipulazioni contenute negli Articoli precedenti saranno applicabili in tutta la loro estensione ai bastimenti toscani ed ai loro carichi, sia che i detti bastimenti procedano dai porti della Toscana e delle sue isole, o da quelli di qualunque altro estero paese, sia che partano direttamente per gli Stati della Toscana, o per qualunque altro paese; talmente che pe' diritti di navigazione e di dógana non sarà fatta tanto nella navigazione diretta, quanto nella indiretta, distinzione alcuna fra i bastimenti delle due Parti contraenti;

5° Che queste medesime stipulazioni non si estendono peraltro alla navigazione delle coste, ossia *cabotaggio*, per rapporto alla quale rimarrà in vigore il disposto delle tariffe dello Stato pontificio, e i bastimenti che navigano sotto bandiera toscana non potranno pretendere il trattamento privilegiato di cui godano o possano godere in seguito i bastimenti nazionali impiegati nella navigazione di sopra citata, che le alte Parti contraenti riservano esclusivamente pe' proprj sudditi;

6° Che ogni bastimento toscano il quale sia costretto o da tempeste o da altro accidente a cercar rifugio in un porto dello Stato pontificio, sarà ivi trattato sotto ogni rapporto come un bastimento nazionale che si trovasse nello stesso frangente, ben inteso però che le cause che avranno dato luogo all' approdo forzato siano reali ed evidenti; che il bastimento non eseguisca alcuna operazione di commercio, caricando o scaricando mercanzie, e che non prolunghi la sua permanenza nel porto al di là del tempo reso necessario dalle cause che lo avranno costretto ad approdarvi; che lo scarico e ricarico motivati dai lavori di restauro del bastimento, o dal bisogno di provvedere alla sussistenza dell' equipaggio, non saranno considerati come operazioni di commercio; che se peraltro il padrone di un dato bastimento si trovasse nella necessità di disfarsi di una parte delle sue merci per supplire alle proprie spese, egli sarà tenuto ad uniformarsi agli ordini ed alle tariffe vigenti nel luogo ove avrà approdato;

7° Che, posto il caso che un bastimento toscano facesse naufragio, colasse a fondo, o soffrisse qualche altro danno sulle coste dello Stato pontificio, questo bastimento e tutte le persone che trovinsi a bordo riceveranno il medesimo soccorso e la medesima protezione di cui godono in simil caso i bastimenti pontificj; e il bastimento naufragato, le merci o altri effetti che esso possa contenere, o il

1851 loro prodotto se tali oggetti siano già stati venduti, saranno restituiti ai loro proprietarj, o ai loro aventi causa, purchè si presentino entro lo spazio di un anno dopo il naufragio, pagando un diritto di ricupero uguale a quello che sarebbe corrisposto nel caso identico da un bastimento nazionale. Le merci ricuperate non pagheranno alcun altro diritto, a meno che non siano ammesse al consumo;

8° Finalmente che le disposizioni rammentate di sopra, fondate sull' assicurazione di una perfetta reciprocità in favore della navigazione e del commercio dei bastimenti pontificj nei porti della Toscana e delle isole dipendenti, cominceranno ad essere in vigore da questo medesimo giorno, e saranno osservate e resteranno obbligatorie per lo spazio di dieci anni, e trascorso questo termine per dodici mesi dopo che l'uno o l'altro dei due Governi avrà manifestato la intenzione di farne cessare l'effetto.

La presente Dichiarazione, destinata a cambiarsi con una Dichiarazione simile per parte del Ministero degli Affari esteri di S. A. I. e R. il Granduca di Toscana, terrà luogo di un Trattato formale, e le stipulazioni ch' essa racchiude ne avranno la medesima forza e valore.

In fede di che, etc.

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement toscan à celui du Saint-Siége.)

PORTUGAL ET HAMBOURG.

Déclaration du gouvernement portugais, concernant le traitement dans les ports portugais des bâtiments marchands de la ville libre anséatique de Hambourg; du 10 Mai 1851.

Direcção Geral das Alfandegas e Contribuições indirectas.

Tendo o Consul Geral das Cidades Anseaticas nesta Côrte transmittido ao Ministerio dos Negocios Estrangeiros, em data de vinte e tres de Abril ultimo, uma Declaração formal e solemne do Alto Senado de Hamburgo, pela qual consta ser considerada no Porto daquella Cidade a Bandeira Portugueza como a da Nação mais favorecida, quando ás despezas de Porto e Direitos de Tonnelagem: Ha Sua Magestade a Rainha por bem Ordenar, usando da authorisação concedida ao Governo pelo artigo segundo da Carta de Lei de vinte e cinco de Junho de mil oitocentos quarenta e nove, que a Bandeira

Hamburgueza, cuja distinctivo é de tres Torres brancas na Bandeira 1851
encarnada, gose nos Portos deste Reino do favor concedido no artigo primeiro da supracitada Lei aos Navios Suecos, Norweguezes, e Russianos. O que a Mesma Augusta Senhora Manda participar ao Conselheiro Director da Alfandega Grande de Lisboa para seu conhecimento e devida execução. Paço, em dez de Maio de mil oitocentos cincoenta e um. — Marino Miguel Franzini-Paro o Conselheiro Director da Alfandega Grande de Lisboa.

Do mesmo theor, e na mesma data, se expediram Portarias as mais Alfandegas de Portos maritimos do Continente do Reino, e Ilhas adjacentes.

PAYS-BAS ET SAINT-SIÉGE.

Déclaration échangée entre le gouvernement des Pays-Bas et celui de Rome, touchant le traitement des navires des deux pays, signée à Rome, le 26 Décembre 1851.

Il sottoscritto Cardinale Pro-Segretario di Stato di Sua Santità avendo ricevuto dall'inviato straordinario, e Ministro plenipotenziario di Sua Maestà il Re de' Paesi Bassi presso la Santa Sede la dichiarazione, che dal giorno 15 Settembre 1850, ed in virtù della legge di navigazione degli 8 Agosto dello stesso anno le navi Pontificie, che giungono nei porti Neerlandesi in Europa, o che ne partono cariche, o in zavorra, e senza distinzione donde provengano, o verso dove sieno dirette, non sono sottoposte ad alcun altro, o maggiore diritto di quello, cui sono soggetti i bastimenti Neerlandesi tanto rapporto ai diritti sulle mercanzie, quanto riguardo a quelli, che gravitano sopra il bastimento, di qualunque natura possano essere i diritti medesimi, ed a profitto di chiunque sieno essi percepiti, dichiara dalla sua parte:

1° Che le navi Neerlandesi, le quali giungono nei porti Pontificii cariche, o in zavorra, e senza distinzione, donde esse provengano, o verso qual luogo sieno esse destinate, non saranno sottoposte ad alcun altro, o maggiore diritto, che i bastimenti Pontificii sia riguardo ai diritti sulle mercanzie, sia riguardo a quelli, che gravitano sul bastimento, di qualunque natura questi diritti possano essere, ed a profitto di chiunque siano i medesimi percepiti:

1851 2° Che i prodotti delle Colonie Neerlandesi non verranno negli Stati della Chiesa sottoposti a dazio maggiore di quello, cui vanno soggetti i prodotti simili di un' altra provenienza, e che i prodotti esotici importati da un porto Neerlandese in un porto Pontificio non saranno gravati più di quello, che gli stessi prodotti importati da qualunque altro paese :

3° La pesce, e il cabotaggio sono eccettuati dalla parificazione suddetta.

(*Signature.*)

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement néerlandais à celui de Saint-Siége.)

PAYS-BAS ET SARDAIGNE.

Déclaration échangée entre le royaume des Pays-Bas et la Sardaigne, pour l'abolition des droits différentiels; Rome et Turin, le 17 et 25 Janvier 1851.

Déclaration.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Pays-Bas près Sa Majesté le Roi de Sardaigne, déclare que, depuis le 15 Septembre 1850 et en vertu de la loi de navigation du 8 Août de la même année, les navires sardes qui arrivent dans les ports néerlandais en Europe, ou qui en partent, chargés ou sur lest, et sans distinction d'où ils viennent, ou vers quel endroit ils sont destinés, ne sont soumis à aucun droit autre ou plus élevé que les navires néerlandais, aussi bien par rapport aux droits sur les marchandises, que par rapport à ceux qui pèsent sur la coque des navires, de quelque nature que ces droits puissent être et au profit de quiconque ils soient perçus.

Le soussigné déclare, en outre, qu'aussitôt que le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne aura déclaré satisfaire de son côté aux conditions mentionnées dans l'article premier de la susdite loi du 8 Août 1850, un arrêté royal sera provoqué par le gouvernement de Sa Majesté le roi des Pays-Bas, afin que le pavillon sarde, lorsqu'il arrive dans les ports néerlandais situées en Europe, d'un port des possessions néerlandaises situées hors de l'Europe, soit assimilé au pavillon des Pays-Bas ; et que le pavillon sarde soit traité

dans les colonies et possessions néerlandaises hors de l'Europe, 1851
exactement sur le même pied que le pavillon des Pays-Bas.

La pêche et le cabotage sont exceptés de l'assimilation susmentionnée.

(*Signature.*)

(Une déclaration semblable a été transmise par le gouvernement sarde à celui des Pays-Bas.)

CHILI ET OLDENBOURG.

Publication du gouvernement grand-ducal d'Oldenbourg, relative au commerce et à la navigation avec la république de Chili, en date du 22 Août 1851.

Regierungs-Bekanntmachung betreffend Gleichstellung der Schiffe der Republik Chili mit einheimischen Schiffen, etc.

Da nach den Gesetzen der Republik Chili die Schiffe aller derjenigen Staaten und deren Ladungen rücksichtlich der Abgaben und Berechtigungen, mit einziger Ausnahme des Küstenhandels, mit den Nationalschiffen gleich behandelt werden, von denen durch eine amtliche Erklärung ihrer Regierung den Chilischen Schiffen und deren Ladungen volle Reciprocität zugesichert ist, so hat die hiesige Staatsregierung der Regierung der Republik Chili erklären lassen, dass die Chilischen Schiffe und deren Ladungen in unsern Hafenplätzen in den fraglichen Beziehungen unsern, den Oldenburgischen Schiffen völlig gleich behandelt werden sollen.

Die Oldenburgischen Seefahrer haben hiernach ein Recht, in den Chileschen Häfen für ihre Schiffe und deren Ladungen rücksichtlich der Abgaben und Berechtigungen, mit einziger Ausnahme des Küstenhandels, eine völlig gleiche Behandlung mit den Chilischen Schiffen zu verlangen.

1851

BELGIQUE ET SARDAIGNE.

Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et la Sardaigne, signé à Turin, le 24 Janvier 1851.

Art. I. Il y aura entre la Sardaigne et la Belgique liberté réciproque de commerce.

Les Sardes en Belgique et les Belges en Sardaigne pourront réciproquement, et en toute sécurité entrer avec leurs navires et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront à l'avenir ouverts au commerce étranger, sauf les précautions de police employées à l'égard des citoyens des nations les plus favorisées.

Art. II. Les citoyens de chacune des deux parties contractantes pourront librement sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à d'autres obligations, charges ou restrictions que celles qui pèsent sur les nationaux, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des nations les plus favorisées.

Ils seront les uns et les autres, sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés, que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur, ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et réglements du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations, ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires, ou interprètes, soit dans l'achat, ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement, ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes.

Toutefois, dans les cas réglés par le code de commerce sarde, et 1851
par le code de commerce belge, ils devront se conformer aux dispositions de ces codes, dispositions auxquelles le présent article n'apporte aucune dérogation.

Enfin, ils ne payeront point à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes, ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux, et les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouissent en matière de commerce les citoyens de l'un des deux États, seront communs à ceux de l'autre.

Art. III. Les Sardes en Belgique et les Belges en Sardaigne seront exempts de toute service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, et ne pourront être assujettis pour leurs propriétés mobilières, ou immobilières à d'autres charges, restrictions, taxes ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes.

Art. IV. Les citoyens de l'une et de l'autre partie contractante, jouiront dans les deux États de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance, et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer dans toutes les circonstances les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom. Enfin ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et priviléges que ceux qui seront accordés aux citoyens de la nation la plus favorisée, et seront soumis aux mêmes conditions que celles qui sont imposées à ces derniers.

Art. V. Seront considérés comme sardes en Belgique, et comme belges en Sardaigne, les navires qui navigueront sous les pavillon respectifs, et qui seront porteurs des papiers de bord, et des documents exigés par les lois de chacun des deux États, pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. VI. Les navires sardes qui entreront sur lest, ou chargés en Belgique, ou qui en sortiront, et réciproquement les navires belges qui entreront sur lest, ou chargés en Sardaigne, ou qui en sortiront soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis tant à l'entrée qu'à la sortie, et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal,

1851 d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus ou établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres ou plus forts que ceux qui sont actuellement, où pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux à l'entrée, pendant leur séjour dans les ports, à leur sortie, ou dans le cours de leur navigation.

Art. VII. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition :

1° Les navires qui, rentrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en répartiront sur lest.

2° Les navires qui passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits.

3° Les navires qui entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés en cas de relâche forcée comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Les bateaux à vapeur sardes et belges faisant un service régulier de navigation entre les États sardes et la Belgique, seront exemptés, dans l'un et l'autre pays, du payement des droits de tonnage, d'ancrage, de balisage, de feux et de fanaux.

Art. VIII. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, hâvres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége, ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre État, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur un pied d'une parfaite égalité.

Art. IX. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favo-

risée; ils y seront soumis aux mêmes règles, et jouiront des mêmes 1851
avantages.

Art. X. Les objets de toute nature provenants soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts, ou ports-francs des États sardes, importés en droiture des États sardes par navires sardes dans les ports de Belgique, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon belge.

Et réciproquement, les objets de toute nature provenants soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts, ou ports-francs de Belgique, importés en droiture de Belgique dans les États sardes sous pavillon belge, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits que s'ils étaient importés en droiture sous pavillon sarde.

Il est bien entendu,

1° Que les marchandises devront avoir été réellement chargées dans les ports d'où elles auront été déclarées respectivement provenir.

2° Que la relâche forcée dans les ports intermédiaires pour causes de force majeure, justifiées d'après le mode prescrit par la législation du pays vers lequel l'expédition a lieu, ne fait pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture.

Art. XI. Les marchandises suivantes originaires des États sardes, et importées de ces États en Belgique de la manière indiquée à l'art. XIV du présent traité, jouiront à l'entrée en Belgique des réductions de droits ainsi calculées :

a) Fromages; fr. 7, au lieu de fr. 10 70 par 100 kilog.

b) Anchois frais, salés, fumés ou séchés; fr. 4 00 au lieu de fr. 5 76 par 100 kilog.

Sardines fumées ou séchées; fr. 4, au lieu de fr. 7 20 par 1000 pièces.

c) Vermicelles et autres pâtes analogues; fr. 3 au lieu de fr. 7 par 100 kilog.

d) Salaisons et compôtes au vinaigre; réduction des trois quarts du droit actuel. Citrons, limons, oranges; fr. 11 20 par 100 fr.; amandes fr. 11 20 par 100 kilog.; noisettes, fr. 3 20 par 100 kilog.; -chataignes, fr. 6 50 par 100 fr.; fruits confits au sucre, droit inférieur d'un quart au droit général établi ou à établir.

e) Huile d'olives, comestible; fr. 7 50 au lieu de fr. 13 par hectolitre; ne pouvant servir qu'aux fabriques; fr. 0 60 au lieu de fr. 1 00 par hectol.

f) Vins; en cercles, fr. 0 50 au lieu de fr. 2 00 par hectol.; en bouteilles fr. 2 au lieu de fr. 12 00 par 100 bouteilles.

1851 En outre réduction de 25% des droits d'accises maintenant existants.

g) Plantes vivantes ; réduction de moitié du droit actuel.

h) Semences, autres que les graines oléagineuses, et la graine de lin à semer, même réduction.

i) Sel brut ; libre par la voie de mer.

j) Corail non ouvré ; réduction de moitié du droit actuel.

k) Marbres ; bruts, polis, sculptés, moulés, ou sciés ; même réduction.

l) Petites peaux non apprêtées ; même réduction.

m) Céruse ; fr. 3 00 au lieu de fr. 4 20 par 100 kilog.

n) Soie grège ; écrue, fr. 0 01 au lieu de fr. 1 00 par 100 kilog. ; moulinée, fr. 2 00 au lieu de fr. 4 00 par 100 kilog.

o) Velours de soie ; fr. 4 00 au lieu de fr. 5 00 et de fr. 10 00 par 100 kilog.

p) Gaze de soie, simple et unie ; fr. 4 00 au lieu de fr. 5 00 par kilog. ; festonnée, brodée, etc. fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 par kilog.

q) Avelanèdes et gallons du Piémont ; réduction de moitié du droit actuel.

Art. XII. De leur côté, les marchandises suivantes, originaires de Belgique, et importées dans les États sardes de la manière indiquée à l'art. XIV du présent traité, jouiront à l'entrée dans ces États des réductions de droits ci-après indiquées :

a) Zinc, en plaques, en barres ou en saumons (toutenagues), zinc laminé ; réduction de moitié des droits actuels.

b) Cuivre, en pains, en rosettes, en fonds de chaudière, en plaques, cuivre ouvré, et non ferré ; même réduction.

c) Fers, fonte ouvrée simple, coussinets pour chemin de fer, fr. 8 00 au lieu de fr. 15 00 les 100 kilog. Fonte garnie d'autres métaux fr. 12 00 au lieu de fr. 25 00. Fer de première fabrication, rails, fr. 10 00 au lieu de fr. 16 00 ; de seconde fabrication, fr. 15 00 au lieu de fr. 30 00 ; garni d'autres métaux, fr. 20 00 au lieu de fr. 40 00 ; ancres, canons, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 ; instruments propres aux arts mécaniques, fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00 ; clous de toute espèce, chevilles, etc., fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00, et de fr. 70 00 ; machines et mécaniques, fr. 5 00 au lieu de fr. 10 00 ; faux, faucilles ou serpettes, fers à repasser, etc., fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00 ; enclumes, massues, socs de charrue, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 ; ressorts de voiture, et similaires, fr. 30 00 au lieu de fr. 60 00 ; vis de fer de toute espèce, fr. 12 50 au lieu de

fr. 25 00; fils de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 par 100 kilog. 1851

d) Armes; blanches de toute espèce; réduction de moitié; canons de fusils de chasse, fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 la pièce; canons de pistolets, fr. 0 35 au lieu de fr. 0 75 la pièce.

e) Verres et cristaux; miroirs de toute dimension non montés, fr. 25 00 au lieu de fr. 60 00 les 100 kilog.

Cristaux de toute espèce; fr. 15 00 au lieu de fr. 40 00 par 100 kilog.; glaces et verres à vitre, fr. 15 00 au lieu de fr. 25 00 par 100 kilog.; verre ouvrée de toute espèce, fr. 15 00 au lieu de fr. 18 00 par 100 kilog.; bouteilles d'un litre et au-dessus, demi-bouteilles, damejannes sans distinction de capacité, bouteilles nommées *fiaschi*; réduction de moitié.

f) Porcelaine; en couleur ou dorée, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00; blanche fr. 25 00 par 100 kilog.; poterie de terre ordinaire, fr. 3 00 au lieu de fr. 4 00 par 100 kilog.; faïence en ouvrages divers, blanche fr. 80 00 au lieu de fr. 12 00; peinte, dorée ou coloriée, fr. 12 00 au lieu de fr. 20 00.

g) Papier; de pâte de couleur et blanc de toute qualité, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; colorié ou doré, fr. 40 00 au lieu de fr. 65 00; imprimé, dessiné ou peint, pour teinture, fr. 50 00 au lieu de fr. 100; brouillard, fr. 20 00 au lieu de fr. 50 00; grossier pour envelopper, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00.

h) Livres; en feuilles ou brochés, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; reliés en carton, etc., fr. 60 00 au lieu de fr. 100.

i) Sucre raffiné de toute espèce, fr. 25 00 au lieu de fr. 45 00 les 100 kilog.

j) Cuirs et peaux préparées, fr. 66 00 au lieu de fr. 100. Peaux chamoisées, fr. 75 00 au lieu de fr. 150.

k) Fils de laine ou de poil quelconque; blancs ou naturels, fr. 0 60 au lieu de fr. 1 10 le kilog.; teints, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 60.

l) Tissus de laine foulés et drapés au nom; de la valeur de 10 fr. par mètre, et au-dessus, y compris les similaires, tels que casimirs, etc., fr. 3 00 le kilog., au lieu de fr. 3 30 avec suppression du 10 % à la valeur; de moins de 10 fr. par mètre, fr. 2 00 au lieu de fr. 4 50.

Tapis et couvertures de bourre de laine, lambeaux et lisières de drap; fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 le kilog.; de toute autre qualité, fr. 1 00 au lieu de fr. 3 00.

m) Lin teillé ou peigné; réduction de moitié.

n) Fil de lin, et de chanvre de toute qualité; même réduction.

1851 o) Tissus de lin, et de chanvre de toute qualité ; écrus ou blanchis, même mélangés de coton, ou de laine croisés, ou autrement ouvragés, écrus, blanchis ou mélangés de blanc, même réduction.

Dentelles de toute qualité, même réduction.

p) Fil de coton, inférieur au n. 20 fr. 0 20 au lieu de fr. 0 90 ; du n. 20 au n. 40 fr. 0 40 au lieu de fr. 0 90 ; du n. 40 au n. 60 fr. 0 60 au lieu de fr. 0 75 ; d'un numéro supérieur fr. 0 75.

Retords de toute qualité, fr. 0 75 au lieu de fr. 1 20 ; blanchis ou teints de toute qualité, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 80.

q) Tissus de coton, même mélangés de fil ou de laine, unis, croisés, ou autrement ouvragés, écrus, blanchis en couleur, ou teints, imprimés, etc., réduction de moitié.

r) Morue, réduction de 25 %.

Le droit à la sortie sur les marchandises suivantes, dirigées des États sardes vers la Belgique sera réduit, savoir :

Celui sur les soies grèges à fr. 1 50.

Celui sur les peaux brutes d'agneaux, à fr. 15 00 ; sur les peaux de chevraux, à fr. 30 00.

Toutefois les réductions stipulées à cet article, comme celles qui figurent à l'art. XI, ne seront applicables qu'à partir du premier Juin 1851.

Art. XIII. Afin d'équilibrer d'une manière aussi exacte que possible les concessions douanières, et maritimes stipulées ci-dessus, Sa Majesté le roi des Belges garantit aux navires sardes le remboursement du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'art. 9 du traité du 19 Avril 1839.

Art. XIV. Lorsque les produits compris aux articles XI et XII seront transportés de l'un pays dans l'autre par la voie maritime, ils ne jouiront des réductions de droits qui leur sont attribuées, que sous les conditions suivantes, savoir :

1° Le transport devra se faire par navires belges ou par navires sardes.

2° Les navires feront le voyage en droiture.

Toutefois les navires pourront relâcher en route, mais en se conformant aux conditions et aux formalités dont les deux gouvernements auront à convenir.

Les hautes parties contractantes se communiqueront les réglements en vigueur chez chacune d'elles en matière de relâche, et elles se feront part des modifications que ces réglements pourraient ultérieurement subir.

La voie maritime sera obligatoire pour le transport du sel et des marbres. 1851

Il est convenu que les produits prenant la mer pour se rendre de Marseille à un port sarde, ou vice-versa, ne seront pas astreints à faire ce trajet sous pavillon belge, ou sous pavillon sarde.

Les formalités de transport direct par mer ou par terre, et les justifications d'origine, seront déterminées par les deux gouvernemens, et de commun accord.

Art. XV. Les objets de toute nature importés en Sardaigne d'ailleurs que de Belgique, sous pavillon belge, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques, que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée, autre que le pavillon du pays même d'où l'importation a lieu.

Et réciproquement les objets de toute nature importés sous pavillon de Sardaigne en Belgique, d'ailleurs que de Sardaigne, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques, que si l'importation était effectuée sous le pavillon de la nation étrangère la plus favorisée, autre que celui du pays même d'où l'importation a lieu.

Art. XVI. Les objets de toute nature quelconque, importés par navires belges, ou par navires sardes, des ports de l'un ou de l'autre des deux États, vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits, ou à des formalités autres que les formalités, ou les droits imposés à l'exportation par pavillon national.

Art. XVII. Les primes, restitutions ou autres faveurs de même nature, qui pourraient être accordées dans les États des deux parties contractantes à des marchandises importées ou exportées par navires nationaux, seront aussi, et de la même manière accordées aux marchandises importées directement de l'un des deux pays sur ces navires dans l'autre, ou exportées de l'un des deux pays par les navires de l'autre, vers quelque destination que ce soit.

Art. XVIII. Il est néanmoins dérogé aux dispositions qui précèdent, pour l'importation des produits de la pêche nationale, les deux pays se réservant la faculté d'accorder des priviléges spéciaux au pavillon national, pour le commerce de ces produits.

Il est entendu que la réduction accordée en Belgique aux sels de France pour déchet au raffinage n'est pas étendue aux sels des États sardes.

Art. XIX. Les marchandises importées dans les ports de Belgique ou de Sardaigne par les navires de l'un ou de l'autre État, pourront être mises en entrepôt, livrées au transit, ou à la réexportation, sans être assujetties à des droits d'entrepôt, d'emmagasinage,

1851 de vérification, de surveillance, ou à d'autres charges de même nature, plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. XX. Les navires belges entrant dans un port de Sardaigne, et réciproquement les navires sardes entrant dans un port de Belgique, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois, aux lois et réglemens des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront mutuellement être perçus, qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. XXI. Les objets de toute nature, venant de Belgique, ou expédiés vers la Belgique, jouiront, à leur passage par les territoires sardes, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant, ou en destination du pays le plus favorisé.

Réciproquement, les objets de toute nature venant de Sardaigne, ou expédiés vers la Sardaigne, jouiront, à leur passage par le territoire belge, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant, ou en destination du pays le plus favorisé.

Art. XXII. Les réductions de droits concédées de part et d'autre par le présent traité, ne seront accordées spécialement à d'autres pays, que moyennant équivalent.

Si par la suite, l'une des deux parties contractantes accorde à une autre nation quelconque, de plus grands avantages relativement aux objets dénommés dans ce traité, ces avantages deviendront, de plein droit, communs à l'autre partie.

Si d'autres faveurs en matière de commerce et de navigation sont concédées par l'un des deux États à quelque autre nation, les mêmes faveurs seront partagées par l'autre État, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou si elle porte sur une concession déjà accordée par celui-ci en vertu du présent traité, et en donnant un équivalent si la concession est conditionnelle.

Art. XXIII. Il pourra être établi des consuls et des vice-consuls de chacun des deux pays dans l'autre, pour la protection du commerce. Ces agens n'entreront en fonction, et en jouissance des droits, privilèges et immunités qui leur reviendront, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial.

Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre les consuls, bien entendu

que, sous ce rapport, les deux gouvernemens ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leurs pays à toutes les nations. 1851

Art. XXIV. Les agens consulaires belges dans les États sardes jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités dont jouissent les agens de même qualité de la nation la plus favorisée; il en sera de même en Belgique pour les agens consulaires de Sardaigne.

Art. XXV. Les consuls respectifs pourront faire arrêter, et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtimens de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition en original, ou en copie, dûment certifiée, des registres du bâtiment, ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documens officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche, et l'arrestation des dits déserteurs qui seront même détenus, et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition, et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agens aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre partie seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement, et que celui-ci ait eu son effet.

Art. XXVI. Les navires, marchandises, effets, appartenant aux sujets belges ou sardes qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits, ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies, de la domination de l'autre partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux compétens, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant ces tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs, ou par les agens des gouvernemens respectifs.

1851 Art. XXVII. Lorsque un navire appartenant aux citoyens du pays de l'une ou de l'autre des parties contractantes fera naufrage, échouera ou souffrira quelque avarie sur les côtes, ou dans les domaines de l'autre partie contractante, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant de décharger en cas de besoin ses marchandises, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, jusqu'à ce que ces marchandises puissent être exportées, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure. Ce navire, en toutes ses parties ou débris, en tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvées, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, seront fidèlement rendus aux propriétaires sur leur réclamation, ou sur celle de leurs agens, à ce dûment autorisés, et dans le cas où il n'y aurait pas de propriétaire, ou d'agent sur le lieu, lesdits effets ou marchandises, ou le produit de la vente qui en serait faite, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du vaisseau naufragé, seront remis au consul belge, ou sarde, dans l'arrondissement du quel le naufrage aura lieu, et le consul, les propriétaires, ou les agens précités, n'auront à payer que les dépenses faites pour la conservation de ces objets.

Art. XXVIII. Le présent traité sera en vigueur pendant huit années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une, ni l'autre des deux parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser les effets, le dit traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux parties, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration de douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Art. XXIX. Dans le cas où l'une des hautes parties contractantes, par l'effet d'une mesure législative, rendrait d'application générale les faveurs qu'elles concèdent, savoir : la Belgique par rapport aux huiles, vins, marbres, fruits; et la Sardaigne par rapport aux ouvrages de fer, verres et cristaux, tissus de laine, et de lin, la partie qui se croira lésée aura, pendant six mois, à compter du jour où une semblable mesure aura été mise à exécution, le droit de dénoncer le présent traité, qui cessera ses effets un an après que cette dénonciation aura été faite à l'autre partie.

Art. XXX. Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le roi de Sardaigne, et par Sa Majesté le roi des Belges, et leurs ratifications

en seront échangées à Turin dans le délai de quatre mois ou plus 1851
tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET SARDAIGNE.

Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne, signé à Londres, le 27 Février 1851.

(En français et en anglais.)

Art. I. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les États des deux hautes parties contractantes ; et les sujets de chacune d'elles, dans toute l'extension des territoires de l'autre, jouiront des mêmes droits, priviléges, libertés, faveurs, immunités, et exemptions, en matière de commerce, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Art. II. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du royaume de Sardaigne, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses colonies et possessions, est ou sera légalement permise sur des bâtimens britanniques, pourront également y être importées sur des bâtimens sardes, sans être assujetties à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtimens britanniques ; et réciproquement, toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et ses colonies et possessions, soit de tout autre pays, dont l'importation dans le royaume de Sardaigne est ou sera légalement permise sur des bâtimens sardes, pourront également y être importées sur les bâtimens britanniques, sans être assujetties à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtimens sardes.

Cette égalité de traitement réciproque sera appliquée indistinctement, soit que ces marchandises arrivent directement de l'endroit de production, soit qu'elles arrivent d'un autre endroit quelconque.

1851 Art. III. La même égalité de traitement réciproque aura lieu pour tout ce qui a trait aux exportations et transits, sans distinction de provenance ou de destination, et pour tout ce qui a égard aux primes, facilités et drawbacks que la législation des deux pays a établis, ou pourrait établir par la suite.

Art. IV. Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande prend l'engagement que le commerce des sujets sardes dans les États de Sa Majesté Britannique ne subisse aucune interruption, ou ne puisse en aucune manière être atteint par le fait de quelque monopole, contrat, ou privilége, exclusif de vente ou d'achat quelconque, de manière à ce que les sujets sardes aient faculté pleine et entière de vendre ou d'acheter partout où il leur plaira, et en toutes formes jugées plus convenables par le vendeur ou l'acheteur, et sans être obligés de subir aucune conséquence de quelque monopole, contrat, ou privilége exclusif de vente ou d'achat; et Sa Majesté le roi de Sardaigne s'engage à ce que semblable affranchissement de toute gêne relative aux ventes et achats soit garanti aux sujets britanniques dans les États sardes, à l'exception des monopoles actuels de la couronne de tabac, de sel, de poudre, de plombs de chasse et de guerre, et de cartes à jouer.

Art. V. Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou équivalens, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes, corporations ou établissemens quelconques, ne sera imposé dans les ports de chacun des deux pays sur les navires de l'autre nation, arrivant d'un port ou endroit quelconque, qui ne sera pas également imposé en pareil cas sur des navires nationaux; et dans chacun des deux pays aucun droit, charge, restriction, ou prohibition, ne sera imposé, ni aucun remboursement de droit, prime, ou avantage, ne sera refusé à aucune marchandise importée dans ou exportée de ces mêmes pays sur des navires de l'autre, qui ne soit également imposé sur ces mêmes marchandises, ou refusé à ces mêmes marchandises, importées ou exportées sur des navires nationaux.

Art. VI. Tous les navires qui d'après les lois de la Grande-Bretagne sont considérés comme navires anglais, et tous les navires qui d'après les lois du royaume de Sardaigne sont considérés comme navires sardes, seront, quant aux effets du présent traité, déclarés respectivement navires britanniques et sardes.

Art. VII. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement, dans les ports, bassins, docks, rades,

hâvres ou rivières des deux États, il ne sera accordé aucun privi- 1851
lége aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre État; la volonté des parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtimens respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite réciprocité.

Art. VIII. Les bâtimens de l'un des deux États pourront décharger en totalité leur cargaison dans un des ports des États de l'autre haute partie contractante, ou décharger une partie de leur cargaison dans un port, et se rendre ensuite avec le reste dans les autres ports du même État, selon que le capitaine, le propriétaire, ou telle autre personne qui serait dûment autorisée dans le port à agir dans l'intérêt du bâtiment ou de la cargaison, le jugera convenable.

Art. IX. Il est expressément entendu que les articles précédens ne sont pas applicables au commerce de cabotage, que chaque partie contractante se réserve à elle-même, et réglera d'après ses propres lois.

Art. X. S'il arrivait que quelque vaisseau de guerre ou navire marchand de l'un des deux États fît naufrage sur les côtes de l'autre, ce bâtiment, ou ses parties ou débris, ses agrès et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, en seront fidèlement rendus aux propriétaires ou à leurs ayant-droit, sur leur réclamation. Dans le cas où ceux-ci se trouveraient absens, les dits objets, marchandises, ou leurs produits, seront consignés, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce bâtiment, au consul britannique ou sarde, dans le district duquel le naufrage aura eu lieu; et il ne sera exigé, soit du consul, soit des propriétaires ou ayant-droit, que le payement des dépenses pour la conservation de la propriété, et la taxe du sauvetage qui serait également payée en pareille circonstance par un bâtiment national. Les marchandises et effets sauvés du naufrage ne seront assujettis aux droits établis qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation.

Art. XI. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes s'obligent et s'engagent que tout privilége, faveur ou immunité que chacune d'elles viendra à accorder à tout autre État, sera aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement, si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, ou en donnant une compensation autant que possible de valeur et effet équivalent, à fixer de commun accord, si la concession est conditionnelle.

Il est toutefois expressément convenu, que les réductions de douane accordées par la Sardaigne à la Belgique, dans le traité

1851 conclu avec cette puissance à Turin le 24 Janvier 1851, et qui se trouvent spécifiées dans le tableau annexé au présent traité, seront, à partir du 1er Juin 1851, étendues à la Grande-Bretagne, en compensation des avantages accordés à la Sardaigne par le présent traité.

Art. XII. Chacune des hautes parties contractantes aura le droit de nommer des consuls pour la protection du commerce, afin de résider dans les États ou territoires de l'autre partie; et les consuls qui seront nommés ainsi jouiront, dans le territoire de chaque partie, de tous les priviléges, exemptions, et immunités qui sont ou peuvent être accordés dans ces États aux agens du même rang et caractère nommés ou autorisés par le gouvernement de la nation la plus favorisée.

Avant que quelque consul puisse agir comme tel, il devra être approuvé et admis, dans les formes usitées, par le gouvernement auprès duquel il est envoyé; et chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'excepter de la résidence des consuls, tels endroits spéciaux que chacune d'elles pourra juger à propos d'excepter.

Art. XIII. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes pourront disposer librement par testament, donation, ou autrement, de tous les biens qu'ils auraient pu acquérir et posséder légalement dans les États de l'autre; et ceux qui les représentent d'après les lois, quoique sujets de l'autre partie contractante, pourront hériter de ces propriétés, soit par testament, soit *ab intestato*, et ils pourront, dans les termes fixés par la loi, en prendre possession par eux-mêmes ou par des personnes agissant en leur nom; ils en disposeront à leur gré, en payant seulement les impositions, taxes ou droits auxquels seraient, en semblable cas, assujettis les habitans du pays où les propriétés existent.

Dans le cas d'absence des héritiers, on devra suivre la même régle qui, en semblable cas, est prescrite à l'égard des propriétés des natifs du pays, jusqu'à ce que les ayant-droit aient fait les arrangemens nécessaires pour en prendre possession.

Si des contestations s'élevaient entre les divers postulans au sujet du droit qu'ils auraient à ces propriétés, elles devront être résolues par les juges suivant les lois du pays où les propriétés sont situées, et sans autre appel que celui prévu par les mêmes lois.

Art. XIV. Les sujets de l'une des hautes parties contractantes résidant dans les États de l'autre seront respectivement libres de régler comme les nationaux leurs affaires par eux-mêmes, ou de les confier aux soins de toute autre personne, telle que courtiers, facteurs,

agens, ou interprètes; ils ne pourront être contraints dans leur 1851
choix, et ils ne seront tenus à payer aucun salaire ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet : étant absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de contracter ensemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denrées ou marchandises importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux réglemens et aux lois de douane du pays.

Art. XV. Les stipulations du présent traité remplaceront celles du traité entre les deux hautes parties contractantes conclu à Turin le 10 Septembre 1841, ainsi que de la convention additionnelle à ce traité, qui a été signée à Londres le 23 Janvier 1851.

Le présent traité sera en vigueur pendant douze ans à compter de la date de l'échange des ratifications, et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de la faire cesser; chacune des parties se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des douze ans susmentionnés, ou à toute date ultérieure.

Art. XVI. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres le plus tôt possible dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, etc.

Annexe au traité entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne, signé à Londres, le 27 Février 1851.

Tableau des réductions du tarif de douanes portées dans le traité entre la Sardaigne et la Belgique, signé à Turin, le 24 Janvier 1851.

a) Zinc; en plaques, en barres, ou en saumons (toutenagues); zinc laminé : réduction de moitié des droits actuels.

b) Cuivre; en pains, en rosettes, en fonds de chaudière, en plaques; cuivre ouvré et non ferré : même réduction.

c) Fer; fonte ouvrée simple, coussinets pour chemins de fer, fr. 8·00 au lieu de fr. 15·00 les 100 kil.; fonte garnie d'autres métaux, fr. 12·00 au lieu de fr. 25·00; fer de première fabrication, rails, fr. 10·00 au lieu de fr. 16·00; de seconde fabrication, fr. 15·00 au lieu de fr. 30·00; garni d'autres métaux, fr. 20·00 au lieu de fr. 40·00; ancres, canons, fr. 10·00 au lieu de fr. 20·00; instrumens propres aux arts mécaniques, fr. 12·50 au lieu de fr. 25·00; clous de toute espèce, chevilles, etc., fr. 12·50 au

1851 lieu de fr. 25·00 et de fr. 70·00; machines et mécaniques, fr. 5·00 au lieu de fr. 10·00; faux, faucilles, ou serpettes, fers à repasser, etc. fr. 12·50 au lieu de fr. 25·00; enclumes, massues, socs de charrue, fr. 10·00 au lieu de fr. 20·00; ressorts de voiture et similaires, fr. 30·00 au lieu de fr. 60·00; vis de fer de toute espèce, fr. 12·50 au lieu de fr. 25·00; fils de fer, fr. 10·00 au lieu de fr. 20·00 par 100 kil.

d) Armes blanches de toute espèce: réduction de moitié. Canons de fusils de chasse, fr. 1·00 au lieu de fr. 2·00 la pièce; canons de pistolets, fr. 0·35 au lieu de fr. 0·75 la pièce.

e) Verres et cristaux; miroirs de toute dimension non montés, fr. 25·00 au lieu de fr. 60·00 les 100 kil.; cristaux de toute espèce, fr. 15·00 au lieu de fr. 40·00 par 100 kil.; glaces et verres à vitre, fr. 15·00 au lieu de fr. 25·00 par 100 kil.; verres ouvrés de toute espèce, fr. 15·00 au lieu de fr. 18·00 par 100 kil.; bouteilles d'un litre et au-dessus, demi-bouteilles, damejeannes sans distinction de capacité, bouteilles nommées *fiaschi*, réduction de moitié.

f) Porcelaine en couleur, ou dorée, fr. 30·00 au lieu de fr. 50·00; blanche, fr. 25·00 par 100 kil.; poterie de terre ordinaire, fr. 3·00 au lieu de fr. 4·00 par 100 kil.; faïence en ouvrages divers: blanche, fr. 8·00 au lieu de fr. 12·00; peinte, dorée ou coloriée, fr. 12·00 au lieu de fr. 20·00.

g) Papier de pâte de couleur et blanc de toute qualité, fr. 30·00 au lieu de fr. 50·00 par 100 kil.; colorié ou doré, fr. 40·00 au lieu de fr. 65·00; imprimé, dessiné, ou peint pour tenture, fr. 50·00 au lieu de fr. 100·000; brouillard, fr. 20·00 au lieu de fr. 50.00; grossier, pour enveloppes, fr. 10·00 au lieu de fr. 20·00.

h) Livres, en feuilles ou brochés, fr. 30·00 au lieu de fr. 50·00 par 100 kil.; reliés en carton, etc., fr. 60·00 au lieu de fr. 100·00.

i) Sucre raffiné de toute espèce, fr. 25·00 au lieu de fr. 45·00 les 100 kil.

j) Cuirs et peaux préparées, fr. 66·66 au lieu de fr. 100·00; peaux chamoisées, fr. 75·00 au lieu de fr. 150·00.

k) Fils de laine ou de poil quelconque, blancs ou naturels, fr. 0·60 au lieu de fr. 1·10 le kil.; teint, fr. 0.80 au lieu de fr. 1·60.

l) Tissus de laine foulés et drapés ou non, de la valeur de 10 fr. par mètre et au-dessus, y compris les similaires, tels que casimirs, etc., fr. 3·00 le kil. au lieu de fr. 3·30, avec suppression des 10 pour cent à la valeur; de moins de 10 fr. par mètre, fr. 2·00 au lieu de fr. 4·50; tapis et couvertures de bourre de

laine, lambeaux et lisières de drap, fr. 1·00 au lieu de fr. 2·00 1851
le kil.; de toute autre qualité, fr. 1·00 au lieu de fr. 3·00.

m) Lin teillé ou peigné : réduction de moitié.

n) Fils de lin et de chanvre, de toute qualité : même réduction.

o) Tissus de lin et de chanvre, de toute qualité, écrus ou blanchis, même mélangés de cotton ou de laine, croisés ou autrement ouvragés, écrus, blanchis ou mélangés de blanc : même réduction ; dentelles de toutes qualités : même réduction.

p) Fils de coton, inférieurs au N° 20, fr. 0·20 au lieu de fr. 0·90; du N° 20 au N° 40, fr. 0·40 au lieu de fr. 0·90; du N° 40 au N° 60, fr. 0·60 au lieu de fr. 0·75 ; d'un N° supérieur, fr. 0·75 ; retors de toute qualité, fr. 0·75 au lieu de fr. 1·20; blanchis ou teints, de toute qualité, fr. 0·80 au lieu de fr. 1·80.

q) Tissus de coton, même mélangés de fil ou de laine, unis, croisés, ou autrement ouvragés, écrus, blanchis, en couleurs ou teints, imprimés, etc. : réduction de moitié.

r) Morue : réduction de 25 pour cent.

Le droit à la sortie sur les marchandises suivantes dirigées des États sardes vers la Belgique sera réduit, savoir :

Celui sur les soies grèges, à fr. 1·50 ; celui sur les peaux brutes d'agneaux, à fr. 15·00; sur les peaux de chevreaux, à fr. 30·00.

Déclaration des plénipotentiaires lors de l'échange des ratifications, touchant les îles Joniennes, du 7 Avril 1851.

En procédant à l'échange des ratifications du traité de commerce et de navigation entre Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le roi de Sardaigne, qui a été signé à Londres le 27 Février 1851, les soussignés, plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique et de Sa Majesté le roi de Sardaigne, ont reçu les ordres de leurs souverains respectifs à déclarer ainsi qu'il suit :

Les îles ioniennes se trouvant sous la protection de Sa Majesté Britannique, les sujets et les navires de ces îles jouiront, dans les États de Sa Majesté Sarde, de tous les avantages qui sont accordés par le traité susmentionné aux sujets et aux navires de la Grande-Bretagne, aussitôt que le gouvernement des îles ioniennes sera convenu d'accorder aux sujets et aux navires de Sa Majesté Sarde les mêmes avantages qu'il accorde dans ces îles aux sujets et aux navires de Sa Majesté Britannique ; bien entendu, toutefois, que pour

1851 prévenir des abus, tout navire ionien qui sera dans le cas de réclamer les bienfaits de ce traité sera muni d'une patente signée par le lord haut-commissaire, ou par celui qui le représente.

Les ratifications du traité du 27 Février 1851, sont échangées sauf a déclaration susmentionnée.

PORTUGAL ET RUSSIE.

Traité de commerce et de navigation entre la Russie et le Portugal, signé à Lisbonne, le 16/28 Février 1851.

Art. I. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les États de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies d'une part, et les États de Sa Majesté Très-Fidèle, situés en Europe, y compris les dépendances directes, savoir les îles de Madère, Porto-Santo, et les Açores de l'autre.

Les sujets de chacune des deux hautes parties contractantes pourront entrer dans les ports, places et rivières des territoires de l'autre, partout où le commerce étranger est permis ou le sera à l'avenir. Ils pourront séjourner ou résider librement dans quelque partie que ce soit des dits territoires pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et protection que les nationaux, à la condition toutefois de se soumettre aux lois en vigueur et en particulier aux réglemens de commerce et de police établis.

Art. II. La nationalité des bâtimens sera reconnue et admise de part et d'autre, d'après les lois et réglemens particuliers à chaque État, au moyen des patentes et papiers de bord délivrés par les autorités compétentes aux capitaines ou patrons.

Art. III. Les bâtimens russes, arrivant chargés ou sur lest dans les ports de Sa Majesté Très-Fidèle, et réciproquement les bâtimens portugais arrivant chargés ou sur lest dans les ports de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, quelque soit leur provenance ou leur destination, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux venant des mêmes parages, par rapport aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotage, de péage, aux droits de port, vacation d'officiers publics

ainsi qu'à toutes les taxes et charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques. 1851

Art. IV. Les marchandises, légalement importées par des navires appartenant à l'une ou à l'autre des hautes parties contractantes, dans les ports de l'Empire de Russie et du Royaume de Portugal, y compris les îles mentionnées à l'article I, pourront être destinées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants-cause ; le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres de cette nature, plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. V. Les marchandises, produits du sol ou de l'industrie des États de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, importées directement par bâtimens russes, des ports de Russie dans ceux du Royaume de Portugal et des îles mentionnées à l'article I, et réciproquement les marchandises, produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Portugal et des îles susmentionnées, importées directement par bâtiments portugais dans les ports de l'Empire de Russie, ne payeront, moyennant justification régulière de leur origine, dans les ports respectifs, d'autres ni de plus forts droits ou charges de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que si l'importation avait lieu par bâtimens nationaux.

Il est toutefois bien entendu que la relâche forcée dans les ports intermédiaires n'appartenant ni à la Russie ni au Portugal, ne fera pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture, pourvu que les causes de force majeure soient dûment justifiées.

Il est également entendu, que si, en cas de relâche forcée dans un port intermédiaire, un bâtiment russe chargé de produits de la Russie en destination d'un port de Portugal, ou réciproquement un bâtiment portugais, chargé de produits du Portugal en destination d'un port de l'Empire de Russie, mettait ses marchandises en entrepôt dans le port de relâche, elles pourront être rechargées soit sur le même bâtiment, soit sur un autre bâtiment de la même nation, et portées à leur destination, et que, dans ce cas, elles seront admises comme si elles étaient importées en navigation directe, pourvu que l'origine des marchandises et les circonstances de la relâche forcée, ainsi que l'époque du dépôt et celle du rechargement, soient dûment justifiées.

Dans les divers cas prévus au présent article, les certificats d'ori-

1851 gine, de relâche forcée et autres, seront délivrés par les consuls du pays de destination, ou, à leur défaut, par les douanes.

Art. VI. Les marchandises et objets de commerce qui ne sont pas des produits du sol ou de l'industrie, soit des États de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, soit du Royaume de Portugal, y compris les îles de Madère et de Porto-Santo et les Açores pourront néanmoins être importés par bâtimens russes, de quelque pays que ce soit, dans le Royaume de Portugal et les dites îles, et vice versa par bâtimens portugais, de quelque pays que ce soit, dans les ports de Russie, moyennant une surtaxe qui ne dépassera pas dans l'un et l'autre pays 20% des droits établis pour ces marchandises par le tarif des douanes. Toute réduction de cette surtaxe de vingt pour cent, qui serait accordée en Portugal au pavillon d'un autre pays quelconque, sera également accordée au pavillon russe. Dans ce cas et à dater de la même époque, la surtaxe sera réduite en Russie dans la même proportion, en faveur du pavillon portugais.

Les hautes parties contractantes sont convenues que, vu les réglemens particuliers en vigueur dans les États de Sa Majesté Très-Fidèle, et aussi longtemps que ces réglemens seront maintenus à l'égard des autres nations, les produits de la Chine et des Indes Orientales ne pourront pas être importés en Portugal par bâtimens russes, ni en Russie par bâtimens portugais.

Art. VII. Les hautes parties contractantes sont convenues d'assimiler aux ports de l'Empire de Russie, pour tout ce qui concerne l'importation réciproque des deux pays, les ports situés à l'embouchure de la Vistule, du Niémen, ou de tout autre fleuve dans lequel se jette une rivière navigable prenant sa source dans les États de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, ou traversant les dits États. En conséquence les produits du sol ou de l'industrie de la Russie ou du Royaume de Pologne, chargés sur des navires russes dans les dits ports et importés directement dans les ports du Royaume de Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo, et les Açores y seront admis et traités exactement de la même manière que s'ils venaient en droiture d'un port de l'Empire de Russie et sous pavillon russe. Par réciprocité, les produits du Portugal et des îles, mentionnées ci-dessus, importés, sous pavillon portugais, dans les susdits ports, seront traités, lors de leur importation subséquente en Russie ou dans le Royaume de Pologne, par la voie des dits fleuves, comme s'ils étaient importés directement par navires portugais dans un port de l'Empire de Russie.

De plus Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies consent à faire traiter les navires portugais et leurs cargaisons, s'ils arrivent

des susdits ports dans ceux de la Russie, comme s'ils venaient directement d'un port du Portugal. 1851

Il est entendu que les stipulations relatives aux ports étrangers, dont il est fait mention dans le présent article, ne seront maintenues qu' aussi longtemps que les vaisseaux portugais et leurs cargaisons y seront traités, à leur arrivée et à leur départ, sur le même pied que les navires russes.

Art. VIII. Toute espèce de marchandises et objets de commerce qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportés ou réexportés sur des bâtimens portugais pour quelque destination que ce soit, sans payer d'autres ni de plus forts droits ou charges, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés si les mêmes marchandises ou objets de commerce étaient exportés ou réexportés sur des bâtimens russes; et réciproquement, toute espèce de marchandises et objets de commerce, qui pourront être légalement exportés ou réexportés des ports du royaume de Portugal et des îles mentionnées à l'article I, sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportés ou réexportées sur des bâtimens russes, pour quelque destination que ce soit, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des autorités locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que ceux qui seraient payés si les mêmes marchandises ou objets de commerce étaient exportés ou réexportés sur des bâtimens portugais.

L'exportation du sel du port de Sétubal et des vins de Porto, continuera à être subordonnée aux réglemens qui y sont particuliers. Il est entendu toutefois que les bâtimens sous pavillon russe jouiront, pour l'exportation de ces denrées, des mêmes facilités et avantages et ne seront pas plus fortement imposés que les bâtimens des nations les plus favorisées.

Art. IX. Aucune prime, remise ou remboursement de droits ne pourra, pendant la durée du présent traité, être accordée dans l'un des deux pays, au préjudice du commerce ou de la navigation de l'autre.

Il ne sera donné, ni directement, ni indirectement, ni par l'un des deux gouvernemens, ni par aucune compagnie, corporation ou agent, traitant en son nom, ou sous son autorité, aucune préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie de l'un des deux États, importée dans les ports de l'autre à cause de

1851 la nationalité du navire qui aurait transporté cette production, l'intention bien positive des deux parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. X. Il ne sera imposé d'autres, ni de plus forts droits sur l'importation dans l'Empire de Russie, de tout article provenant du sol ou de l'industrie du Royaume de Portugal et des îles adjacentes, et il ne sera imposé d'autres ou de plus forts droits sur l'importation dans le Royaume de Portugal et les îles adjacentes, de tout article provenant du sol ou de l'industrie de l'Empire de Russie, que ceux qui sont ou seront imposés sur de semblables articles, provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger.

De même, il ne sera mis aucune entrave ou prohibition quelconque à l'importation ou à l'exportation de tout article provenant du sol ou de l'industrie de l'Empire de Russie ou du Royaume de Portugal, qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à n'accorder en matière de commerce, de douane et de navigation, ni faveurs, ni priviléges, ni franchises, aux sujets de quelque autre État, qui ne seront pas également et dans le même temps étendus aux sujets de l'autre partie contractante, et ce gratuitement, si la concession est gratuite, ou moyennant compensation ou équivalent, aussi exact que possible, si la concession est conditionnelle.

Art. XI. Les stipulations du présent traité ne s'appliqueront point à la navigation de côte ou cabotage qui a lieu d'un port à l'autre dans chacun des deux pays, pour le transport de personnes, de marchandises ou objets de commerce, par les bâtimens à voile ou à vapeur, ce genre de transport étant réservé exclusivement aux bâtimens nationaux.

Toutefois les bâtimens de chacune des deux parties contractantes pourront prendre ou débarquer une partie de leurs cargaisons dans un port des États de l'autre, et compléter ensuite leur chargement ou débarquer le reste dans un ou plusieurs autres ports des mêmes États, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont soumis les bâtimens nationaux.

Il est entendu de même que les bâtimens de chacune des deux parties contractantes seront libres de ne débarquer qu'une partie de leur cargaison dans un port des États de l'autre et de porter l'autre partie vers un port étranger, en se soumettant toutefois aux réglemens de douane en vigueur.

Art. XII. Tout vaisseau russe ou portugais, qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident de se réfugier dans les ports de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, aura la

liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui 1851
seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer aucun droit de port ou de navigation perçu ou à percevoir au profit de l'État, bien entendu, toutefois, que les causes qui auront donné lieu à la relâche forcée soient réelles et évidentes, que le bâtiment ne se livre à aucune opération de commerce, en chargeant ou en débarquant des marchandises, et qu'il ne prolonge son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, d'après les causes qui l'auront forcé à y relâcher. Il est entendu de même que les déchargemens et rechargemens occasionnés par les travaux de réparation du navire, ou pour la subsistance de l'équipage, ne seront point considérés comme opération de commerce. Si cependant le patron d'un tel navire se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

En cas de naufrage, dans un endroit appartenant à l'une ou à l'autre des hautes puissances contractantes, non seulement il sera donné toutes sortes d'assistance aux naufragés, mais encore les navires ou leurs parties et débris, leurs agrès et tous les objets qui leur appartiennent, les papiers trouvés à bord, ainsi que les effets et marchandises qui auraient été jetés à la mer ou qui auraient été sauvés, ne seront point saisis ou retenus, sous quelque prétexte que ce soit. Les dits navires, effets et marchandises seront au contraire conservés et rendus, moyennant l'acquittement des mêmes frais de sauvetage et de conservation, ainsi que des mêmes droits de douane, de quarantaine ou autres que paierait en pareil cas un bâtiment national. Il en sera de même du produit de la vente de ces objets, si les circonstances en exigeaient la vente immédiate.

Dans l'un et l'autre cas de relâche forcée ou de naufrage, les consuls, vice-consuls ou agens commerciaux respectifs seront autorisés à intervenir pour prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux; bien entendu que dans le cas d'une réclamation légale quelconque, au sujet de ce naufrage ou des marchandises et effets, cette réclamation sera déférée à la décision des tribunaux compétens du pays.

Art. XIII. Chacune des hautes parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'avoir dans ses ports et places de commerce, où d'autres gouvernemens étrangers jouissent déjà de la même prérogative, des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agens commerciaux. Ces agens, dûment nommés et installés, jouiront des mêmes priviléges et pouvoirs, dont jouissent ceux des nations les plus favorisées. Il est toutefois bien entendu que les deux gouver-

1851 nemens se réservent la faculté de refuser leur exequatur en cas d'objections contre la personne nommée à ces fonctions, et d'exiger un nouveau choix. Dans le cas où les agens consulaires ou commerciaux voudraient faire le commerce, ils seront soumis, par rapport à leurs transactions commerciales, aux mêmes lois et usages que les particuliers de leur nation à l'endroit où ils résident.

Il est spécialement convenu que lorsqu'une des parties contractantes choisira pour son agent consulaire, pour résider dans un port ou une ville commerçante de l'autre partie, un sujet de celle-ci, ce consul ou agent continuera à être considéré, malgré sa qualité de consul étranger, comme sujet du gouvernement auquel il appartient, et qu'il sera par conséquent tenu de se conformer aux lois et réglemens qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence. Toutefois cette obligation ne pourra gêner en rien l'exercice de ses fonctions consulaires, ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives du consulat. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agens commerciaux auront, comme tels, le droit d'être juges et arbitres dans les différends qui pourraient s'élever entre les capitaines et les équipages des navires de leurs nations respectives, et les autorités locales ne pourront pas y intervenir, à moins que la conduite du capitaine ou des équipages ne trouble l'ordre public ou la tranquillité du pays, ou que les agens consulaires ne requièrent l'intervention de l'autorité locale, pour faire exécuter ou maintenir leurs décisions. Cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne privera pas les parties contendantes du droit qu'elles ont de recourir, à leur retour, aux autorités judiciaires de leur propre pays.

Art. XIV. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agens commerciaux recevront des autorités du lieu où ils résident toute l'assistance qui pourra leur être légalement accordée, pour la recherche, la saisie et la reddition des déserteurs des bâtimens de guerre et marchands de leurs pays respectifs. Ils s'adresseront à cet effet aux tribunaux, juges et officiers compétens, et réclameront par écrit les déserteurs susmentionnés, en prouvant par la communication des registres des bâtimens, ou rôles des équipages, ou par d'autres documens officiels, que ces individus ont fait partie des dits équipages. Cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point refusée, à moins que l'individu ne soit sujet du pays où la désertion a eu lieu. De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition des dits consuls ou agens commerciaux. Ils pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être détenus, jusqu'au moment où ils seront rendus aux bâtimens aux-

quels ils appartiennent, ou renvoyés dans leur pays sur un bâti- 1851
ment de la même nation ou sur un autre bâtiment quelconque. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de cinq mois à dater du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Toutefois si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit dans le pays où il a été arrêté, il pourra être sursis à son extradition jusqu'à ce que le tribunal saisi de l'affaire, ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. XV. Le présent traité, dont l'effet s'étendra également au Royaume de Pologne, autant qu'il lui est applicable, ainsi qu'au Grand-Duché de Finlande, restera en vigueur pendant l'espace de huit ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si, un an avant ce terme, l'une des parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, le dit traité restera obligatoire pendant douze mois au-delà de ce terme, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une semblable déclaration, quelle que soit l'époque à laquelle elle aurait lieu.

Art. XVI. Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté Très-Fidèle, et les ratifications en seront échangées à Lisbonne dans le délai de trois mois, à compter de la date de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Articles séparés.

Art. I. Les relations commerciales de la Russie avec les Royaumes de Suède et de Norvége étant réglées par des stipulations spéciales, qui pourront être renouvelées dans la suite, sans que les dites stipulations soient liées aux réglemens existans pour le commerce étranger en général, les deux hautes parties contractantes, voulant écarter de leurs relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord que les stipulations spéciales, accordées au commerce de la Suède et de la Norvége en considération d'avantages équivalens accordés dans ces pays au commerce du Grand-Duché de Finlande, ne pourront dans aucun cas être invoquées en faveur du commerce ou de la navigation du Royaume de Portugal, des îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores.

Art. II. Il est entendu de même que ne seront pas censés déroger au principe de réciprocité, qui est la base du traité de ce jour, les franchises, immunités et priviléges mentionnés ci-après, savoir :

1851 1° La franchise dont jouissent les vaisseaux construits en Russie et appartenant à des sujets russes, lesquels pendant les premières trois années, sont exempts de droits de navigation.

2° La faculté accordée aux habitans de la côte du gouvernement d'Archangel d'importer en franchise, ou moyennant des droits modérés, dans les ports du dit gouvernement, du poisson sec ou salé, ainsi que certaines espèces de fourrures, et d'en exporter de la même manière des blés, cordes et cordages, du goudron et du ravendouc.

3° Le privilége de la compagnie russe-américaine.

4° Enfin les immunités accordées en Russie à différentes compagnies anglaises, dites Jacht-Clubs.

Les présens articles séparés auront la même force et vigueur.

(*Signatures.*)

DEUX-SICILES ET PORTE OTTOMANE.

Traité de commerce et de navigation entre les Deux-Siciles et la Porte ottomane, signé à Constantinople, le 5 Mars 1851.

In nome di Dio onnipotente.

Le relazioni di amicizia, e di commercio e di navigazione fra il Regno delle Due Sicilie e la Sublime Porta Ottomana stabilite col trattato del 7 di Aprile 1740 a vantaggio degli Stati e sudditi rispettivi, sono state da quell' epoca in poi felicemente e costantemente mantenute.

Siccome però il commercio della Turchia, fondato da qualche tempo sopra più solide basi, ha ottenuto maggiore incremento ed estensione, così le due Alte Parti contraenti sono ora convenute di regolare di nuovo con un atto speciale ed addizionale i rapporti commerciali dei loro sudditi, adattandoli alle convenienze attuali del commercio ed a' miglioramenti salutari introdotti nell' amministrazione interna della Turchia.

A quale effetto hanno nominato per loro Plenipotenziarii :

(*Suivent les noms et titres des plénipotentiaires.*)

I quali dopo essersi comunicati i loro pieni poteri, e trovatili in buona e debita forma, sono convenuti degli articoli seguenti. 1851

Art. I. Tutti i diritti, privilegi ed immunità che da' precedenti trattati sono stati conferiti a' sudditi o a' bastimenti del Regno delle Due Sicilie, sono oggi confermati e per sempre, ad eccezione di quelli solamente che sono modificati con la presente convenzione. La Sublime Porta s'impegna di farli osservare inviolabilmente da tutti i pubblici funzionarii, e dalle sue autorità militari tanto di terra che di mare. Essa in oltre s'impegna di garantire a' sudditi e bastimenti delle Due Sicilie il pieno ed intero godimento di ogni altro diritto, beneficio o vantaggio che è, o che sarà da ora innanzi accordato ne' suoi Stati alle Nazioni straniere le più favorite.

Art. II. In conformità di quanto è stato stipulato ne' precedenti trattati il diritto di dogana resterà invariabilmente fissato al tre per cento pel commercio straniero. Questo diritto sarà prelevato, come per lo passato, tanto su' prodotti delle Due Sicilie o stranieri che saranno importati in Turchia, quanto su' prodotti Turchi che saranno esportati dagli Stati Ottomani da' negozianti Siciliani, loro delegati o aventi causa.

Art. III. Alcun monopolio non sussisterà più negli Stati Ottomani su' prodotti dell' agricoltura e su quelli della industria, salvo le sole restrizioni apportate a questa regola generale negli articoli 10 e 11 della presente convenzione. Nel caso che una carestia o qualche altra necessità assoluta obbligasse la Sublime Porta ad interdire provvisoriamente l'esportazione di un prodotto qualunque del suolo o della industria della Turchia, un termine conveniente sarà fissato per la esecuzione di questa temporanea misura. Per farne la conveniente pubblicazione ne' luoghi abbisognevoli, la Legazione delle Due Sicilie sarà preventivamente avvertita non solo della mercanzia o derrata proibita, ma ben anche del tempo che tale proibizione dovrà durare. Niuna eccezione sarà fatta a riguardo di chicchessia; e se ciò avesse luogo, l'eccezione medesima s'intenderebbe fatta a vantaggio de' sudditi delle Due Sicilie.

Tutti i monopolii rimanendo così interamente aboliti, ogni negoziante e suddito di S. M. Siciliana potrà liberamente comperare in persona, o per mezzo de' suoi agenti o aventi causa, tutti gli articoli ed oggetti provenienti dal suolo o dall' industria della Turchia. Egli potrà liberamente esportarli, oppure farne il commercio nell' interno degli Stati Ottomani. Salve le restrizioni indicate negli articoli 11 e 12, i sudditi delle Due Sicilie o i loro agenti avranno anche il diritto di trasportare i detti prodotti o mercanzie in tutte le *Scale* dell' Impero Ottomano. Tali prodotti e mercanzie saranno esenti,

1851 tanto pel compratore che pel venditore, d'ogni gravezza o diritto di *Tescherè, Mururiè bidaat, Aissab,* ed altri simili sotto qualunque titolo o denominazione, a' quali la Sublime Porta formalmente rinunzia. Resta però beninteso che il Governo di S. M. Siciliana non pretende, sia per questo articolo, sia per alcun altro del presente trattato, privare in alcun modo il Governo Ottomano dello esercizio de' suoi diritti d'interna amministrazione, nè stipulare con essi articoli nulla che sia al di là del senso naturale e preciso de' termini che vi sono impiegati, purchè però l'esercizio di tali diritti di Sovranità non porti nocumento e pregiudizio alle stipulazioni degli antichi trattati, ed a' privilegi accordati con la presente convenzione a' sudditi delle Due Sicilie ed alle loro proprietà, e purchè le tasse di cui saranno gravati i sudditi Ottomani non impongano direttamente de' nuovi pesi sul commercio de' sudditi delle Due Sicilie.

Art. IV. In compenso di tutti i diritti interni così interamente soppressi ogni articolo, prodotto del suolo o dell' industria della Turchia, che sarà comperato da' negozianti Siciliani a fine di esportarlo, arrivato che sarà ad un luogo convenevole d'imbarco, pagherà alla sua entrata un diritto fisso del nove per cento.

Alla sua uscita pagherà il diritto del tre per cento anticamente stabilito, che rimane in vigore. È pur tuttavolta beninteso che ogni articolo comperato per esportarlo al luogo d'imbarco, e che avrà di già pagato alla sua entrata il diritto interno del nove per cento, non sarà più sottomesso che al solo primitivo diritto del tre per cento. Qualunque altra somma o valore che verrebbe percepito al di là, sotto qualunque denominazione o pretesto, direttamente o indirettamente, per conto del fisco o de' preposti, sarà considerato come una infrazione al presente trattato, e la Sublime Porta s'impegna, sul reclamo che ne sarà fatto dalla Legazione delle Due Sicilie, di farlo restituire senza ritardo al compratore o al venditore che l'avrà indebitamente pagato. La Sublime Porta s'impegna altresì di punire severamente i funzionarii di qualunque rango che si sarebbero permessa una simili infrazione, e d'indennizzare il negoziante Siciliano delle perdite e vessazioni ch' egli proverebbe esserne risultate per lui.

Art. V. Ogni articolo, prodotto del suolo o della industria delle Due Sicilie, o di Paesi stranieri, ma appartenente a sudditi Siciliani, sarà ammesso in tutte le parti dello Impero Ottomano, pagando, come pel passato, al momento dell' arrivo, il tre per cento di diritto d'importazione.

In compenso di tutti i diritti interni di cui sono stati sinora gravati gli oggetti medesimi, il negoziante delle Due Sicilie o il di lui

agente pagherà da ora innanzi un diritto addizionale del due per 1851
cento, sia ch' egli venda que' prodotti nel luogo dello arrivo, sia ch' egli li spedisca per venderli nell' interno dell' Impero. Rimane in oltre convenuto che l'antico diritto del tre per cento e l'addizionale del due per cento, vale a dire il cinque per cento di diritto d'entrata e di diritto addizionale, saranno percepiti contemporaneamente, e saranno inscritti a parte ne' registri della dogana; e per agevolare al tempo stesso l'interesse de' commercianti, potrà essere loro concesso, mediante garanzia, di pagare il mentovato diritto addizionale del due per cento dopo un anno, da decorrere dal giorno in cui sarà stato iscritto nel libro della dogana. Se in seguito queste mercanzie stesse saranno rivendute nello interno o all' estero, non sarà più esatta alcuna specie di diritto, nè dal venditore, nè dal compratore, suddito Ottomano o straniero, nè da colui che avendole comperate vorrà spedirle all' estero.

Se un suddito delle Due Sicilie o un suo delegato comperasse in Turchia delle mercanzie straniere che avrebbero già pagato alla loro entrata il tre per cento di diritto d'importazione, egli avrà la facoltà di trafficarne nell' Impero Ottomano, ed anche di esportarle, senza pagare altro diritto che il due per cento addizionale secondo la tariffa: se gli articoli d'importazione destinati ad essere inviati da un porto all' altro della Turchia avessero già pagato nel primo porto il diritto d'importazione del tre per cento e l'addizionale del due per cento, potranno essere inviati in un altro porto senza altro pagamento di sorta alcuna. Ma nel caso che queste stesse mercanzie non sarebbero vendute negli Stati Ottomani, e che senza essere passate in altre mani si vorrebbero rispedire all' estero, il proprietario delle medesime dovrà essere rimborsato del diritto addizionale del due per cento.

Art. VI. I negozianti delle Due Sicilie o loro agenti ed aventi causa che compereranno un oggetto qualunque, prodotto del suolo e dell' industria della Turchia, affine di rivenderlo pel consumo nell' interno dell' Impero Ottomano, pagheranno nella compra o nella vendita gli stessi diritti che si pagano nelle circostanze medesime da' sudditi i più privilegiati dell' Impero Ottomano che si addicono al commercio interno, senza che nulla possa essere loro dimandato al di là.

Nell' esercizio del commercio interno che faranno nella Turchia i sudditi delle Due Sicilie non saranno menomamente molestati, ma si conformeranno alle disposizioni dell' articolo seguente.

Art. VII. In virtù della libertà di commercio consacrata da' trattati i negozianti Siciliani, salve le restrizioni stipulate negli articoli 10

1851 ed 11 della presente convenzione, potranno liberamente vendere in tutte le parti della Turchia, tanto in grosso che in balle e frazioni staccate, ne' loro magazzini ed altri luoghi addetti all' esercizio del loro traffico, tutte le mercanzie, prodotti e derrate che loro apparterranno, sia che tali mercanzie, prodotti o derrate siano state importate dal Regno delle Due Sicilie o dall' estero, sia che esse provengano dal suolo o dall' industria della Turchia. Però è ad essi vietato di farne minuto commercio a guisa degli *Esnaff* o corporazioni de' sudditi Ottomani con *Jedik* o senza *Jedik*. L'esercizio de' mestieri negli Stati Ottomani essendo riservato a' sudditi della Sublime Porta, i sudditi delle Due Sicilie non potranno aver magazzini per esercitarli.

Art. VIII. La Sublime Porta conferma in tutta la sua pienezza la libertà di transito accordata co' trattati precedenti alle mercanzie ed a' bastimenti di commercio delle Due Sicilie che traversano gli stretti de' Dardanelli e di Costantinopoli per dirigersi dal Mar bianco nel Mar nero, e viceversa. Ma nel caso in cui sarebbe necessario che le merci giunte in tal modo per essere vendute altrove fossero disbarcate in terra, e depositate per un tempo limitato nell' aspettativa di continuare il tragitto sopra le stesse o altre navi di commercio, la dogana dovrà esserne assolutamente informata acciocchè siano depositate con bolli della dogana ne' suoi maggazzini, ed in mancanza di luogo, in altri magazzini alla stessa noti. All momento in cui tali mercanzie dovranno essere imbarcate per proseguire il loro viaggio, la dogana le rimetterà al proprietario nello stato medesimo senza percepire per queste operazioni il benchè menomo diritto.

Tutte le mercanzie introdotte nella Turchia per essere trasportate altrove, o che restando nelle mani dell' introduttore saranno da lui spedite in altri paesi per essere quivi vendute, non pagheranno che il primo diritto d'importazione del tre per cento senza che possano sotto verun pretesto essere assoggettate ad altri diritti.

Art. IX. I firmani di cui debbono munirsi i bastimenti mercantili delle Due Sicilie per traversare gli stretti de' Dardanelli e di Costantinopoli saranno sempre rilasciati in modo da cagionare a' medesimi il minor possibile ritardo.

Art. X. I cannoni, la polvere, le palle ed altri projettili destinati all' uso delle armi da fuoco resteranno proibiti al commercio come articoli di guerra. I particolari non potranno vendere che de' pallini per la caccia mai al di là di cinque *occhè*, e della polvere in proporzione. Se de' bastimenti mercantili delle Due Sicilie portassero de' cannoni nello scopo di farne commercio, questi non potranno nè essere venduti, nè spediti all' insaputa dell' autorità. Essi per con-

seguenza saranno disbarcati, e messi in deposito alla dogana del 1851
porto ove giungeranno; e quando altri bastimenti di commercio vorranno comperarli, questa ne verificherà la vendita, e rilascerà a' medesimi quel numero di cannoni bisognevoli al loro uso unicamente.

Art. XI. Per effetto di particolari accordi e riserve fra' due Governi la Real Corte di Napoli consente ad eccettuare dalla libertà generale di commercio assicurata ai suoi sudditi gli articoli seguenti, i quali saranno passibili di restrizione e tasse speciali a beneficio del fisco a titolodi diritti di regalia.

1° La pesca e la vendita del pesce per farne commercio, essendo un traffico degli *Esnaff* o corporazioni Ottomane, i sudditi delle Due Sicilie non avranno il permesso di esercitarlo.

2° La pesca delle mignatte sarà, come prima, riservata esclusivamente all' amministrazione del Ministero delle finanze.

3° La vendita dell' allume importato dall' estero non potrà farsi che a norma de' regolamenti speciali stabiliti dalla Sublime Porta: sarà libero però a' negozianti delle Due Sicilie di comperare e di esportare l'allume, prodotto della Turchia, mediante il pagamento de' diritti stabiliti nell' articolo 4 della presente convenzione.

4° L'importazione del sale straniero essendo proibita negli Stati Ottomani, ed ogni salina dell' Impero non potendo vendere sale che nel proprio circondario (*Orec*), i negozianti Siciliani si conformeranno a questo regolamento in vigore. Essi però potranno esportare il sale degli Stati Ottomani, pagando i diritti stabiliti, a guisi delle altre merci di esportazione.

5° Il tabacco da naso importato dall' estero non potrà essere spacciato che in grosso, e senza disfare i pacchi, o aprire le scatole e i vasi ne' quali arriva. La vendita di questo articolo in dettaglio e alla bilancia sarà esclusivamente riservata agli *Esnaff*. Il tabacco, prodotto della Turchia, sarà liberamente comperato per la esportazione; ma non sarà permesso a' negozianti Siciliani di rivenderlo negli Stati Ottomani.

6° Il tabacco da fumo, prodotto degli Stati Ottomani, indipendentemente dal diritto della decima che sarà percepito secondo l'uso, è assoggettato ad una contribuzione pel permesso di coltivarlo. Quindi i negozianti Siciliani che compereranno questo prodotto per l'esportazione pagheranno il nove per cento ed il tre per cento, in tutto dodici per cento di diritto di dogana secondo l'articolo 4 della presente convenzione, e saranno in oltre tenutidi esibire al momento dell' esportazione il *Tescherè* dichiarante che il venditore ha pagato la decima e la contribuzione suindicata. Nel caso in cui essi non sarebbero muniti di un simile *Tescherè*, dovranno pagarle essi stessi

1851 per intero. Se essi dopo averlo comperato rivenderanno questo tabacco negli Stati Ottomani, saranno tenuti di pagare gli stessi diritti di commercio interno che sono stabiliti pe' sudditi i più privilegiati della Sublime Porta.

7° Sarà vietato a' sudditi delle Due Sicilie di vendere all' *oca* o al bicchiere, nelle loro botteghe, magazzini, navigli, barche o scialuppe, i vini ed altre spiritose bevande; ma sarà loro permesso di esercitare questo commercio in grosso, cioè a botti e damigiane, senza essere gravati da alcuna tassa al di fuori di quelle stabilite da' trattati. Se tali bevande forti e spiritose saranno de' prodotti degli Stati Ottomani, i sudditi delle Due Sicilie pagheranno gli stessi diritti che si prelevano per l'esercizio del commercio interno su' sudditi i più privilegiati della Sublime Porta.

Art. XII. La seta proveniente dal suolo Ottomano, dopo aver pagato il diritto di dogana per essere esportata, non potrà per ciò essere trasportata in *Scale* lontane, ove non esiste dogana; ma dovrà essere imbarcata in uno di que' porti o *Scale* che sono specificati in una lista che la Sublime Porta ha rimesso alla Legazione delle Due Sicilie. Questa lista non potrà in seguito essere modificata senza l'intelligenza, e previo consentimento della Legazione medesima.

Art. XIII. I privilegi e le condizioni stipulate col presente atto saranno scrupolosamente osservate a vantaggio di tutti i sudditi e negozianti delle Due Sicilie, sia che essi facessero il commercio in persona, sia che essi ne incaricassero i loro agenti o associati di qualunque siasi Nazione. La Legazione delle Due Sicilie però veglierà acciò i sudditi del suo Governo non prestino abusivamente il loro nome a speculazioni straniere e illecite; e se mai un suddito delle Due Sicilie fosse convinto di simili abusi, sarà secondo la gravità del caso convenientemente ripreso dalle autorità Napolitane.

Art. XIV. L'esibizione alla dogana del manifesto relativo al carico de' bastimenti de' negozianti Siciliani avrà luogo in conformità del regolamento che sarà fatto di concerto tra la Sublime Porta e la Missione Siciliana.

Art. XV. La Sublime Porta consente che la legislazione creata con la presente convenzione sia eseguibile in tutte le sue possessioni di Europa, Asia ed Africa, e che essa sia applicabile a tutte le classi de' sudditi Ottomani. La Sublime Porta in oltre s'impegna acciò nell' Egitto e sue dipendenze si faccia uso verso il commercio delle Due Sicilie di tutti que' regolamenti e facilità di dettaglio, che vi sono in vigore pel commercio delle altre Nazioni le più favorite.

Art. XVI. Le due Corti contraenti prendendo in considerazione, che fra le provincie che fanno parte dell' Impero Ottomano, i Prin-

cipati di Valachia e Moldavia e di Servia godono di una amministrazione separata, sono convenute che le merci delle Due Sicilie o di tutt' altra provenienza straniera che i sudditi delle Due Sicilie importeranno ne' Principati suddetti, pagheranno alle dogane di tali Principati i diritti stipulati nell' articolo 5 della presente convenzione. Le mercanzie di cui si tratta non pagheranno nulla nelle altre *Scale* della Turchia, dove abborderanno di passaggio, o saranno per un termine limitato depositate a terra nel modo prescritto nell' articolo 8 del presente trattato. 1851

Art. XVII. Una perfetta reciprocanza non potendo aver luogo nel Regno delle Due Sicilie a vantaggio de' sudditi e negozianti Ottomani, S. M. Siciliana si obbliga a che i sudditi e negozianti della Sublime Porta, non che i prodotti dell' Impero Ottomano, e i bastimenti di commercio che frequentano i suoi reali dominii, vi siano trattati nel modo stesso che si pratica e che potrà essere praticato nello avvenire pe' sudditi, negozianti, bastimenti e prodotti delle Potenze estere le più favorite.

Art. XVIII. La presente convenzione avrà la durata di dieci anni Sei mesi prima dello spirare di questo termine, le due Corti contraenti si preverranno reciprocamente se è loro intenzione di prolungarne la durata, ovvero d'intendersi nuovamente per apportarvi qualche modifica.

Art. XIX. Secondo il sistema stabilito presso la Sublime Porta, e ad oggetto di prevenire ogni difficoltà e ritardo nella estimazione del valore degli articoli introdotti nella Turchia, o esportati dagli Stati Ottomani da' sudditi delle Due Sicilie, è stato uso di rinnovare di tempo in tempo le tariffe mediante le quali veniva fissata la somma in moneta del Gran Signore, che doveva pagarsi per ogni articolo. Ora essendo trascorso il termine per lo quale l'ultima tariffa doveva essere in vigore, le Alte Parti contraenti sono convenute di nominare unitamente de' Commissarii versati nella conoscenza del commercio de' due Paesi per fissare e determinare l'ammontare in danaro che debbe essere pagato da' sudditi delle Due Sicilie come diritto del tre per cento sul valore di tutti gli articoli di commercio introdotti ed esportati da essi.

La nuova tariffa spirerà il giorno 13 di Marzo 1855 stile nuovo (primo Marzo stile Greco, anno 1271 dell' *Egira*); beninteso però che se prima dello spirare, gli articoli d'importazione o di esportazione saranno in altre tariffe straniere valutati ad un prezzo più vantaggioso pe' negozianti di altre Nazioni, i sudditi delle Due Sicilie dovranno partecipare a questi vantaggi, a norma dell' articolo primo della presente convenzione.

1851 Art. XX. La presente convenzione sarà da' due Governi ratificata, e le ratifiche saranno scambiate in Costantinopoli nello spazio di tre mesi, o più presto se far si potrà; e comincerà ad essere messa in esecuzione quindici giorni dopo il cambio delle ratifiche.

Il presente trattato concluso secondo il tenore de' venti articoli che lo compongono, munito della nostra firma e del nostro suggello, è stato rimesso a *Sua Eccellenza* il Plenipotenziario della Sublime Porta, e l'abbiamo contraccambiato con uno simile in lingua turca, munito della firma e del suggello del prelodato Plenipotenziario, che egli stesso ci ha rimesso.

Fatto in Costantinopoli, etc.

Lista, rimessa dalla Sublime Porta alla regia Legazione in Costantinopoli, degli *Scali* destinati, ove i regii sudditi delle Due Sicilie potranno trasportare le sete prodotte dallo Impero Ottomano per esportarle all' estero dopo aver pagato il diritto di dogana, a tenore dell' articolo 12 del nuovo trattato di commercio e di navigazione firmato in Costantinopoli il dì 5 di Marzo 1851 (2 *Giemaziul Evvel* 1267).

Versione tal turco.

Le sete prodotte da' *Sangiakati* (o sia Distretti) di Brussa Sorahan, Carassìe e Kogiaeli saranno trasportate direttamente a Costantinopoli dagli *Scali* di Muhalic, Mudania, Karàmussal, Ismit, Erdek e Pandirma. Allorchè le suddette sete dovranno essere mandate a Smirne, dovranno essere trasportate direttamente senza approdare in alcun altro *Scalo* del littorale.

Le sete prodotte da' *Sangiakati* di Aidin, Sagla e Mentesce saranno trasportate soltanto allo *Scalo* di Smirne.

Le sete prodotte da Aleppo, Saida, Beirut e loro dipendenze dovranno essere trasportate agli *Scali* di S. Giovanni d'Acri, Beirut, Tripoli di Soria, Latachia e Alessandretta.

Le sete prodotte da Amassia e suoi contorni si trasporteranno in Costantinopli per la via di Samsun e Smit; e le suddette sete dovendo essere mandate direttamente pel Regno delle Due Sicilie, dovranno passare o dalla dogana di Trebisonda, o pure da quella di Samsun o Sinop.

Le sete prodotte da Turnova e Adrainopoli debbono venire in Costantinopoli o per terra, o pure per la via di Rodosto ed Enos; ed allorquando sono destinate per Smirne, dovranno essere imbarcate ad Enoş. Le suddette sete dovendo spedirsi nel Regno delle Due

Sicilie, dovranno imbarcarsi a Rodosto o Enos : se poi saranno destinate per l'Austria, dovranno essere imbarcate negli *Scali* simili a' precedenti, ove esistono delle dogane regolate. 1851

La seta prodotta dall' isola di Cipro passerà per lo *Scalo* di Tuzla.

Le sete prodotte da' *Sangiakati* di Janina, Salonicco e Tirhala saranno trasportate a Volos, Salonicco e Cavallo, e passeranno per le dogane di queste città.

ESPAGNE ET LE SAINT-SIÉGE.

Concordat entre l'Espagne et le Saint-Siége, signé à Madrid, le 16 Mars 1851.

Art. I. La religion católica, apostólica, romana, que con exclusion de cualquiera otro culto continúa siendo la única de la nacion española, se conservará siempre en los dominios de S. M. Católica con todos los derechos y prerogativas de que debe gozar segun la ley de Dios y lo dispuesto por los sagrados Cánones.

Art. II. En su consecuencia la instruccion en las Universidades, Colegios, Seminarios y Escuelas públicas ó privadas de cualquiera clase será en todo conforme á la doctrina de la misma religion católica ; y á este fin no se pondrá impedimento alguno á los Obispos y demas Prelados Diocesanos encargados por su ministerio de velar sobre la pureza de la doctrina de la fe y de las costumbres, y sobre la educacion religiosa de la juventud en el ejercicio de este cargo, aun en las escuelas públicas.

Art. III. Tampoco se pondrá impedimento alguno á dichos Prelados ni á los demas sagrados Ministros en el ejercicio de sus funciones, ni los molestará nadie bajo ningun pretexto en cuanto se refiera al cumplimiento de los deberes de su cargo ; antes bien cuidarán todas las Autoridades del Reino de guardarles y de que se les guarde el respeto y consideracion debidos, segun los divinos preceptos, y de que no se haga cosa alguna que pueda causarles desdoro ó menosprecio. S. M. y su Real Gobierno dispensarán asimismo su poderoso patrocinio y apoyo á los Obispos en los casos que le pidan, principalmente cuando hayan de oponerse á la malignidad de los hombres que intenten pervertir los ánimos de los

1851 fieles y corromper sus costumbres, ó cuando hubiere de impedirse la publicacion, introduccion ó circulacion de libros malos y nocivos.

Art. IV. En todas las demas cosas que pertenecen al derecho y ejercicio de la Autoridad eclesiástica y al ministerio de las órdenes sagradas, los Obispos y el Clero dependiente de ellos gozarán de la plena libertad que establecen los sagrados Cánones.

Art. V. En atencion á las poderosas razones de necesidad y conveniencia que así lo persuaden, para la mayor comodidad y utilidad espiritual de los fieles, se hará una nueva division y circunscripcion de Diócesis en toda la Península é islas adyacentes. Y al efecto se conservarán las actuales Sillas Metropolitanas de Toledo, Burgos, Granada, Santiago, Sevilla, Tarragona, Valencia y Zaragoza, y se elevará á esta clase la sufragánea de Valladolid.

Asimismo se conservarán las Diócesis sufragáneas de Almería, Astorga, Avila, Badajoz, Barcelona, Cádiz, Calahorra, Canarias, Cartagena, Córdoba, Coria, Cuenca, Gerona, Guadix, Huesca, Jaen, Jaca, Leon, Lérida, Lugo, Málaga, Mallorca, Menorca, Mondoñedo, Orense, Orihuela, Osma, Oviedo, Palencia, Pamplona, Plasencia, Salamanca, Santander, Segorbe, Segovia, Sigüenza, Tarazona, Teruel, Tortosa, Tuy, Urgel, Vich y Zamora.

La Diócesi de Albarracin quedará unida á la de Teruel; la de Barbastro á la de Huesca; la de Ceuta á la de Cádiz; la de Ciudad-Rodrigo á la de Salamanca; la de Ibiza á la de Mallorca; la de Solsona á la de Vich; la de Tenerife á la de Canarias, y la de Tudela á la de Pamplona.

Los Prelados de las Sillas á que se reunen otras añadirán al título de Obispos de la Iglesia que presiden el de aquella que se les une.

Se erigirán nuevas Diócesis sufragáneas en Ciudad-Real, Madrid y Vitoria.

La Silla episcopal de Calahorra y la Calzada se trasladará á Logroño; la de Orihuela á Alicante, y la de Segorbe á Castellon de la Plana, cuando en estas ciudades se halle todo dispuesto al efecto y se estime oportuno, oidos los respectivos Prelados y Cabildos.

En los casos en que para el mejor servicio de alguna Diócesi sea necesario un Obispo auxiliar, se proveerá á esta necesidad en la forma canónica acostumbrada.

De la misma manera se establecerán Vicarios generales en los puntos en que con motivo de la agregacion de Diócesi prevenida en este artículo ó por otra justa causa se creyeren necesarios, oyendo á los respectivos Prelados.

En Ceuta y Tenerife se establecerán desde luego Obispos auxiliares.

Art. VI. La distribucion de las Diócesis referidas, en cuanto á la 1851
dependencia de sus respectivas Metropolitanas, se hará como sigue:

Serán sufragáneas de la Iglesia Metropolitana de Búrgos, las de Calahorra ó Logroño, Leon, Osma, Palencia, Santander y Vitoria.

De la de Granada, las de Almería, Cartagena ó Murcia, Guadix, Jaen y Málaga.

De la de Santiago, las de Lugo, Mondoñedo, Orense, Oviedo y Tuy.

De la de Sevilla, las de Badajoz, Cádiz, Córdoba é islas Canarias.

De la de Tarragona, las de Barcelona, Gerona, Lérida, Tortosa, Urgel y Vich.

De la de Toledo, las de Ciudad-Real, Coria, Cuenca, Madrid, Plasencia y Sigüenza.

De la de Valencia, las de Mallorca, Menorca, Orihuela ó Alicante, y Segorbe ó Castellon de la Plana.

De la de Valladolid, las de Astorga, Avila, Salamanca, Segovia y Zamora.

De la de Zaragoza, las de Huesca, Jaca, Pamplona, Tarazona y Teruel.

Art. VII. Los nuevos límites y demarcacion particular de las mencionadas Diócesis se determinarán con la posible brevedad y del modo debido (*servatis servandis*) por la Santa Sede, á cuyo efecto delegará en el Nuncio Apostólico en estos Reinos las facultades necesarias para llevar á cabo la expresada demarcacion, entendiéndose para ello (*collatis consiliis*) con el Gobierno de S. M.

Art. VIII. Todos los RR. Obispos y sus Iglesias reconocerán la dependencia canónica de los respectivos Metropolitanos, y en su virtud cesarán las exenciones de los Obispados de Leon y Oviedo.

Art. IX. Siendo por una parte necesario y urgente acudir con el oportuno remedio á los graves inconvenientes que produce en la Administracion eclesiástica el territorio diseminado de las cuatro Ordenes Militares de Santiago, Calatrava, Alcántara y Montesa, y debiendo por otra parte conservarse cuidadosamente los gloriosos recuerdos de una institucion que tantos servicios ha hecho á la Iglesia y al Estado, y las prerogativas de los Reyes de España como Grandes Maestres de las expresadas Ordenes por concesion apostólica, se designará en la nueva demarcacion eclesiástica un determinado número de pueblos que formen coto redondo para que ejerza en él como hasta aquí el Gran Maestre la jurisdiccion eclesiástica con entero arreglo á la expresada concesion y Bulas pontificias.

El nuevo territorio se titulará *Priorato de las Ordenes Militares*, y el Prior tendrá el caracter episcopal con título de Iglesia *in partibus*.

1851 Los pueblos que actualmente pertenecen á dichas Ordenes Militares y no se incluyan en su nuevo territorio, se incorporarán á las Diócesis respectivas.

Art. X. Los M. RR. Arzobispos y RR. Obispos extenderán el ejercicio de su autoridad y jurisdiccion ordinaria á todo el territorio que en la nueva circunscripcion quede comprendido en sus respectivas Diócesis; y por consiguiente los que hasta ahora por cualquier título la ejercian en distritos enclavados en otras Diócesis, cesarán en ella.

Art. XI. Cesarán tambien todas las jurisdicciones privilegiadas y exentas, cualesquiera que sean su clase y denominacion, inclusa la de San Juan de Jerusalen. Sus actuales territorios se reunirán á las respectivas Diócesis en la nueva demarcacion que se hará de ellas, segun el art. 7, salvas las exenciones siguientes:

1. La del Pro-Capellan mayor de S. M.
2. La Castrense.
3. La de las cuatro Ordenes Militares de Santiago, Calatrava, Alcántara y Montesa en los términos prefijados en el art. 9 de este Concordato.
4. La de los Prelados regulares.
5. La del Nuncio apostólico *pro tempore* en la Iglesia y Hospital de Italianos de esta córte.

Se conservarán tambien las facultades especiales que corresponden á la Comisaría general de Cruzada en cosas de su cargo, en virtud del Breve de delegacion y otras disposiciones Apostólicas.

Art. XII. Se suprime la Colecturía general de Espolios, Vacantes y Anualidades, quedando por ahora unida á la Comisaría general de Cruzada la comision para administrar los efectos vacantes, recaudar los atrasos y sustanciar y terminar los negocios pendientes.

Queda asimismo suprimido el Tribunal Apostólico y Real de la Gracia del Excusado.

Art. XIII. El Cabildo de las Iglesias Catedrales se compondrá del Dean, que será siempre la primera Silla *post pontificalem*; de cuatro Dignidades, á saber: la de Arcipreste, la de Arcediano, la de Chantre y la de Maestrescuela, y ademas de la de Tesorero en las Iglesias Metropolitanas; de cuatro Canónigos de oficio, á saber: el Magistral, el Doctoral, el Lectoral y el Penitenciario, y del número de Canónigos de gracia que se expresan en el art. 17.

Habrá ademas en la Iglesia de Toledo otras dos Dignidades con los títulos respectivos de Capellan mayor de Reyes, y Capellan mayor de Muzárabes; en la de Sevilla la Dignidad de Capellan mayor de

San Fernando; en la de Granada la de Capellan mayor de los Reyes 1851
Católicos, y en la de Oviedo la de Abad de Covadonga.

Todos los individuos del Cabildo tendrán en él igual voz y voto.

Art. XIV. Los Prelados podrán convocar el Cabildo y presidirle cuando lo crean conveniente: del mismo modo podrán presidir los ejercicios de oposicion á prebendas.

En estos y en cualesquiera otros actos, los Prelados tendrán siempre el asiento preferente, sin que obste ningun privilegio ni costumbre en contrario, y se les tributarán todos los homenajes de consideracion y respeto que se deben á su sagrado carácter y á su cualidad de cabeza de su Iglesia y Cabildo.

Cuando presidan tendrán voz y voto en todos los asuntos que no les sean directamente personales, y su voto ademas será decisivo en caso de empate.

En toda eleccion ó nombramiento de personas que corresponda al Cabildo tendrá el Prelado tres, cuatro ó cinco votos, segun que el número de los Capitulares sea de diez y seis, veinte, ó mayor de veinte. En estos casos, cuando el Prelado no asista al Cabildo, pasará una comision de él á recibir sus votos.

Cuando el Prelado no presida el Cabildo, lo presidirá el Dean.

Art. XV. Siendo los Cabildos Catedrales el Senado y Consejo de los M. RR. Arzobispos y Reverendos Obispos, serán consultados por estos para oir su dictámen ó para obtener su consentimiento, en los términos en que atendida la variedad de los negocios y de los casos está prevenido por el derecho canónico, y especialmente por el Sagrado Concilio de Trento. Cesará por consiguiente desde luego toda inmunidad, exencion, privilegio, uso ó abuso que de cualquier modo se haya introducido en las diferentes Iglesias de España en favor de los mismos Cabildos con perjuicio de la Autoridad ordinaria de los Prelados.

Art. XVI. Ademas de los Dignidades y Canónigos que componen exclusivamente el Cabildo, habrá en las Iglesias Catedrales Beneficiados ó Capellanes asistentes con el correspondiente número de otros ministros y dependientes.

Así los Dignidades y Canónigos, como los Beneficiados ó Capellanes, aunque para el mejor servicio de las respectivas Catedrales se hallen divididos en Presbiterales, Diaconales y Subdiaconales, deberán ser todos Presbíteros, segun lo dispuesto por Su Santidad; y los que no lo fuesen al tomar posesion de sus beneficios, deberán serlo precisamente dentro del año, bajo las penas canónicas.

Art. XVII. El número de Capitulares y Beneficiados en las Iglesias Metropolitanas será el siguiente:

1851 Las Iglesias de Toledo, Sevilla y Zaragoza tendrán veinte y ocho Capitulares, y veinte y cuatro Beneficiados la de Toledo, veinte y dos la de Sevilla y veinte y ocho la de Zaragoza.

Las de Tarragona, Valencia y Santiago veinte y seis Capitulares y veinte Beneficiados, y las de Burgos, Granada y Valladolid veinte y cuatro Capitulares y veinte Beneficiados.

Las Iglesias sufragáneas tendrán respectivamente el número de Capitulares y Beneficiados que se expresa á continuacion:

Las de Barcelona, Cádiz, Córdoba, Leon, Málaga y Oviedo tendrán veinte Capitulares y diez y seis Beneficiados. Las de Badajoz, Calahorra, Cartagena, Cuenca, Jaen, Lugo, Palencia, Pamplona, Salamanca y Santander diez y ocho Capitulares y catorce Beneficiados. Las de Almería, Astorga, Avila, Canarias, Ciudad-Real, Coria, Gerona, Guadix, Huesca, Jaca, Lérida, Mallorca, Mondoñedo, Orense, Orihuela, Osma, Plasencia, Segorbe, Segovia, Sigüenza, Tarazona, Teruel, Tortosa, Tuy, Urgel, Vich, Vitoria y Zamora diez y seis Capitulares y doce Beneficiados.

La de Madrid tendrá veinte Capitulares y veinte Beneficiados, y la de Menorca doce Capitulares y diez Beneficiados.

Art. XVIII. En subrogacion de los cincuenta y dos beneficios expresados en el Concordato de mil setecientos cincuenta y tres se reservan á la libre provision de Su Santidad la Dignidad de Chantre en todas las Iglesias Metropolitanas y en las Sufragáneas de Astorga, Avila, Badajoz, Barcelona, Cádiz, Ciudad-Real, Cuenca, Guadix, Huesca, Jaen, Lugo, Málaga, Mondoñedo, Orihuela, Oviedo, Plasencia, Salamanca, Santander, Sigüenza, Tuy, Vitoria y Zamora; y en las demas Sufragáneas una Canongía de las de gracia que quedará determinada por la primera provision que haga Su Santidad. Estos beneficios se conferirán con arreglo al mismo Concordato.

La Dignidad de Dean se proveerá siempre por S. M. en todas las Iglesias y en cualquier tiempo y forma que vaque. Las Canongías de oficio se proveerán, prévia oposicion, por los Prelados y Cabildos. Las demas Dignidades y Canongías se proveerán en rigorosa alternativa por S. M. y los respectivos Arzobispos y Obispos. Los Beneficiados ó Capellanes asistentes se nombrarán alternativamente por S. M. y los Prelados y Cabildos.

Las Prebendas, Canongías y Beneficios expresados que resulten vacantes por resigna ó por promocion del poseedor á otro Beneficio, no siendo de los reservados á Su Santidad, serán siempre y en todo caso provistos por S. M.

Asimismo lo serán los que vaquen *sede vacante*, ó los que hayan

dejado sin proveer los Prelados á quienes correspondia proveerlos 1851
al tiempo de su muerte, traslacion ó renuncia.

Corresponderá asimismo á S. M. la primera provision de las Dignidades, Canongías y Capellanías de las nuevas Catedrales y de las que se aumenten en la nueva Metropolitana de Valladolid, á excepcion de las reservadas á Su Santidad y de las Canongías de oficio que se proveerán como de ordinario.

En todo caso los nombrados para los expresados Beneficios deberán recibir la institucion y colacion canónicas de sus respectivos Ordinarios.

Art. XIX. En atencion á que, tanto por efecto de las pasadas vicisitudes, como por razon de las disposiciones del presente Concordato, han variado notablemente las circunstancias del Clero español, Su Santidad por su parte y S. M. la Reina por la suya, convienen en que no se conferirá ninguna Dignidad, Canongía ó Beneficio de los que exigen personal residencia á los que por razon de cualquier otro cargo ó comision esten obligados á residir continuamente en otra parte. Tampoco se conferirá á los que estén en posesion de algun Beneficio de la clase indicada ninguno de aquellos cargos ó comisiones, á no ser que renuncien uno de dichos cargos ó Beneficios, los cuales se declaran por consecuencia de todo punto incompatibles.

En la Capilla Real, sin embargo, podrá haber hasta seis Prebendados de las Iglesias catedrales de la Península; pero en ningun caso podrán ser nombrados los que ocupan las primeras sillas, los Canónigos de oficio, los que tienen cura de almas ni dos de una misma iglesia.

Respecto de los que en la actualidad y en virtud de indultos especiales ó generales se hallen en posesion de dos ó mas de estos Beneficios, cargos ó comisiones, se tomarán desde luego las disposiciones necesarias para arreglar su situacion á lo prevenido en el presente artículo, segun las necesidades de la Iglesia y la variedad de los casos.

Art. XX. En Sede vacante, el Cabildo de la Iglesia Metropolitana ó Sufragánea en el término marcado y con arreglo á lo que previene el Sagrado Concilio de Trento, nombrará un solo Vicario capitular, en cuya persona se refundirá toda la potestad ordinaria del Cabildo sin reserva ó limitacion alguna por parte de él, y sin que pueda revocar el nombramiento una vez hecho ni hacer otro nuevo; quedando por consiguiente enteramente abolido todo privilegio, uso ó costumbre de administrar en cuerpo, de nombrar mas de un Vi-

1851 cario ó cualquiera otro que bajo cualquier concepto sea contrario á lo dispuesto por los sagrados cánones.

Art. XXI. Ademas de la Capilla del Real Palacio se conservarán:

1° La de Reyes y la Muzárabe de Toledo, y las de San Fernando de Sevilla y de los Reyes Católicos de Granada.

2° Las Colegiatas sitas en capitales de provincia donde no exista Silla episcopal.

3° Las de patronato particular cuyos patronos aseguren el exceso de gasto que ocasionará la Colegiata sobre el de Iglesia parroquial.

4° Las Colegiatas de Covadonga, Roncesvalles, San Isidro de Leon, Sacromonte de Granada, San Ildefonso, Alcalo de Henares y Jerez de la Frontera.

5° Las Catedrales de las Sillas episcopales que se agreguen á otras en virtud de las disposiciones del presente Concordato se conservarán como Colegiatas.

Todas las demas Colegiatas, cualquiera que sea su orígen, antigüedad y fundacion, quedarán reducidas cuando las circunstancias locales no lo impidan á Iglesias parroquiales con el número de Beneficiados que ademas del párroco se contemplen necesarios, tanto para el servicio parroquial, como para el decoro del culto.

La conservacion de las Capillas y Colegiatas expresadas deberá entenderse siempre con sujecion al Prelado de la Diócesi á que pertenezcan y con derogacion de toda exension y jurisdiccion *vere ó quasi nullius* que limite en lo mas mínimo la nativa del Ordinario.

Las Iglesias Colegiatas serán siempre parroquiales, y se distinguirán con el nombre de Parroquia mayor, si en el pueblo hubiese otra ú otras.

Art. XXII. El Cabildo de las Colegiatas se compondrá de un Abad, presidente, que tendrá aneja la cura de almas, sin mas autoridad ó jurisdiccion que la directiva y económica de su Iglesia y Cabildo; de dos Canónigos de oficio con los títulos de Magistral y Doctoral, y de ocho Canónigos de gracia. Habrá ademas seis Beneficiados ó Capellanes asistentes.

Art. XXIII. Las reglas establecidas en los artículos anteriores, así para la provision de las Prebendas y Beneficios ó Capellanías de las Iglesias Catedrales, como para el régimen de sus Cabildos, se observarán puntualmente en todas sus partes respecto de las Iglesias Colegiatas.

Art. XXIV. A fin de que en todos los pueblos del reino se atienda 1851
con el esmero debido al culto religioso y á todas las necesidades del pasto espiritual, los M. RR. Arzobispos y RR. Obispos procederán desde luego á formar un nuevo arreglo y demarcacion parroquial de sus respectivas Diócesis, teniendo en cuenta la extension y naturaleza del territorio y de la poblacion y las demas circunstancias locales, oyendo á los Cabildos Catedrales, á los respectivos Arciprestes y á los Fiscales de los Tribunales eclesiásticos, y tomando por su parte todas las disposiciones necesarias á fin de que pueda darse por concluido y ponerse en ejecucion el precitado arreglo, prévio el acuerdo del Gobierno de S. M., en el menor término posible.

Art. XXV. Ningun Cabildo ni corporacion eclesiástica podrá tener aneja la cura de almas, y los Curatos y Vicarías perpetuas que antes estaban unidas *pleno jure* á alguna corporacion, quedarán en todo sujetos al derecho comun. Los Coadjutores y dependientes de las Parroquias y todos los Eclesiásticos destinados al servicio de Ermitas, Santuarios, Oratorios, Capillas públicas ó Iglesias no parroquiales dependerán del Cura propio de su respectivo territorio, y estarán subordinados á él en todo lo tocante al culto y funciones religiosas.

Art. XXVI. Todos los Curatos, sin diferencia de pueblos, de clases ni del tiempo en que vaquen, se proveerán en concurso abierto con arreglo á lo dispuesto por el Santo Concilio de Trento, formando los Ordinarios ternas de los opositores aprobados y dirigiéndolas á S. M. para que nombre entre los propuestos. Cesará por consiguiente el privilegio de patrimonialidad y la exclusiva ó preferencia que en algunas partes tenian los patrimoniales para la obtencion de Curatos y otros Beneficios.

Los Curatos de patronato eclesiástico se proveerán nombrando el Patrono entre los de la terna que del modo ya dicho formen los Prelados, y los de patronato laical nombrando el Patrono entre aquellos que acrediten haber sido aprobados en concurso abierto en la Diócesis respectiva, señalándose á los que no se hallen en este caso el término de cuatro meses para que hagan constar haber sido aprobados sus ejercicios hechos en la forma indicada, salvo siempre el derecho del Ordinario de examinar al presentado por el Patrono si lo estima conveniente.

Los Coadjutores de las Parroquias serán nombrados por los Ordinarios prévio exámen sinodal.

Art. XXVII. Se dictarán las medidas convenientes para conseguir, en cuanto sea posible, que por el nuevo arreglo eclesiástico

1851 no queden lastimados los derechos de los actuales poseedores de cualesquiera Prebendas, Beneficios ó cargos que hubieren de suprimirse á consecuencia de lo que en él se determina.

Art. XXVIII. El Gobierno de S. M. Católica sin perjuicio de establecer oportunamente, prévio acuerdo con la Santa Sede, y tan pronto como las circunstancias lo permitan, Seminarios generales en que se dé la extension conveniente á los estudios eclesiásticos, adoptará por su parte las disposiciones oportunas para que se creen sin demora Seminarios conciliares en las Diócesis donde no se hallen establecidos, á fin de que en lo sucesivo no haya en los dominios españoles Iglesia alguna que no tenga al menos un Seminario suficiente para la instruccion del clero.

Serán admitidos en los Seminarios y educados é instruidos del modo que establece el Sagrado Concilio de Trento, los jóvenes que los Arzobispos y Obispos juzguen conveniente recibir segun la necesidad ó utilidad de las Diócesis; y en todo lo que pertenece al arreglo de los Seminarios, á la enseñanza y á la administracion de sus bienes, se observarán los decretos del mismo Concilio de Trento.

Si de resultas de la nueva circunscripcion de Diócesis quedasen en algunas dos Seminarios, uno en la capital actual del Obispado y otro en la que se le ha de unir, se conservarán ambos, mientras el Gobierno y los Prelados de comun acuerdo los consideren útiles.

Art. XXIX. A fin de que en toda la Península haya el número suficiente de ministros y operarios evangélicos de quienes puedan valerse los Prelados para hacer misiones en los pueblos de su Diócesi, auxiliar á los Párrocos, asistir á los enfermos y para otras obras de caridad y utilidad pública, el Gobierno de S. M., que se propone mejorar oportunamente los Colegios de Misiones para Ultramar, tomará desde luego las disposiciones convenientes para que se establezcan donde sea necesario, oyendo préviamente á los Prelados Diocesanos, Casas y Congregaciones religiosas de San Vicente Paul, San Felipe Neri y otra Orden de las aprobadas por la Santa Sede, las cuales servirán al propio tiempo de lugares de retiro para los eclesiásticos, para hacer ejercicios espirituales y para otros usos piadosos.

Art. XXX. Para que haya tambien Casas religiosas de mugeres en las cuales puedan seguir su vocacion las que sean llamadas á la vida contemplativa y á la activa de la asistencia de los enfermos, enseñanza de niñas y otras obras y ocupaciones tan piadosas como útiles á los pueblos, se conservará el instituto de las Hijas de la Ca-

ridad, bajo la direccion de los Clérigos de San Vicente Paul, procu- 1851
rando el Gobierno su fomento.

Tambien se conservarán las Casas de religiosas que á la vida contemplativa reunen la educacion y enseñanza de las niñas ú otras obras de caridad.

Respecto á las demas Ordenes, los Prelados Ordinarios, atendidas todas las circunstancias de sus respectivas Diócesis, propondrán las Casas de Religiosas en que convenga la admision y profesion de Novicias y los ejercicios de enseñanza ó de caridad que sea conveniente establecer en ellas.

No se procederá á la profesion de ninguna Religiosa sin que se asegure antes su subsistencia en debida forma.

Art. XXXI. La dotacion del M. R. Arzobispo de Toledo será de 160,000 rs. anuales.

La de los de Sevilla y Valencia de 150,000.

La de los de Granada y Santiago de 140,000.

Y la de los de Burgos, Tarragona, Valladolid y Zaragoza de 130,000.

La dotacion de los RR. Obispos de Barcelona y Madrid será de 110,000 rs.

La de los de Cádiz, Cartagena, Córdoba y Málaga de 100,000.

La de los de Almería, Avila, Badajoz, Canarias, Cuenca, Gerona, Huesca, Jaen, Leon, Lérida, Lugo, Mallorca, Orense, Oviedo, Palencia, Pamplona, Salamanca, Santander, Segovia, Teruel y Zamora de 90,000 rs.

La de los de Astorga, Calahorra, Ciudad-Real, Coria, Guadix, Jaca, Menorca, Mondoñedo, Orihuela, Osma, Plasencia, Segorbe, Sigüenza, Tarazona, Tortosa, Tuy, Urgel, Vich y Vitoria de 80,000 rs.

La del Patriarca de las Indias, no siendo Arzobispo ú Obispo propio, de 150,000, deduciéndose en su caso de esta cantidad cualquiera otra que por via de pension eclesiástica ó en otro concepto percibiese del Estado.

Los Prelados que sean Cardenales disfrutarán de 20,000 rs. sobre su dotacion.

Los Obispos auxiliares de Ceuta y Tenerife y el Prior de las Ordenas tendrán 40,000 rs. anuales.

Estas dotaciones no sufrirán descuento alguno ni por razon del coste de las Bulas, que sufragará el Gobierno, ni por los demas gastos que por estas puedan ocurrir en España.

Ademas los Arzobispos y Obispos conservarán sus palacios y los jardines, huertas ó casas que en cualquiera parte de la Diócesis

1851 hayan estado destinadas para su uso y recreo y no hubiesen sido enagenadas.

Queda derogada la actual legislacion relativa á Espolios de los Arzobispos y Obispos, y en su consecuencia podrán disponer libremente, segun les dicte su conciencia, de lo que dejaren al tiempo de su fallecimiento, sucediéndoles abintestato los herederos legítimos con la misma obligacion de conciencia: exceptúanse en uno y otro caso los ornamentos y pontificales que se considerarán como propiedad de la Mitra y pasarán á sus sucesores en ella.

Art. XXXII. La primera Silla de la Iglesia Catedral de Toledo tendrá de dotacion 24,000 rs.; las de las demas Iglesias Metropolitanas 20,000; las de las Iglesias sufragáneas 18,000, y las de las Colegiatas 15,000.

Los Dignidades y Canónigos de oficio de las Iglesias Metropolitanas tendrán 16,000 rs.; los de las Sufragáneas 14,000, y los Canónigos de oficio de las Colegiatas 8,000.

Los demas Canónigas tendrán 14,000 reales en las Iglesias Metropolitanas; 12,000 en las Sufragáneas, y 6,000 en las Colegiatas.

Los Beneficiados ó Capellanes asistentes de las Iglesias Metropolitanas tendrán 8,000 rs.; 6,000 los de las Sufragáneas, y 3,000 los de las Colegiatas.

Art. XXXIII. La dotacion de los Curas en las Parroquias urbanas será de 3,000 á 10,000 rs.; en las Parroquias rurales el mínimum de la dotacion será de 2,200.

Los Coadjutores y Ecónomos tendrán de 2,000 á 4,000 rs.

Ademas, los Curas propios, y en su caso los Coadjutores, disfrutarán las casas destinadas á su habitacion y los huertos ó heredades que no se hayan enagenado, y que son conocidos con la denominacion de Iglesarios, Mansos ú otras.

Tambien disfrutarán los Curas propios y sus Coadjutores la parte que les corresponda en los derechos de estola y pié de altar.

Art. XXXIV. Para sufragar los gastos del Culto tendrán las Iglesias Metropolitanas anualmente de 90 á 140,000 rs.; las Sufragáneas de 70 á 90,000, y las Colegiatas de 20 á 30,000.

Para los gastos de administracion y extraordinarios de visita tendrán de 20 á 30,000 reales los Metropolitanos, y de 16 á 20,000 los Sufragáneos.

Para los gastos del Culto parroquial se asignará á las Iglesias respectivas una cantidad anual que no bajará de 1,000 rs., ademas de los emolumentos eventuales y de los derechos que por ciertas funciones esten fijados ó se fijaren para este objeto en los aranceles de las respectivas Diócesis.

Art. XXXV. Los Seminarios conciliares tendrán de 90 á 120,000 1851
rs. anuales, segun sus circunstancias y necesidades.

El Gobierno de S. M. proveerá por los medios mas conducentes á la subsistencia de las Casas y Congregaciones religiosas de que habla el artículo 29.

En cuanto al mantenimiento de las Comunidades religiosas se observará lo dispuesto en el art. 30.

Se devolverán desde luego y sin demora á las mismas, y en su representacion á los Prelados diocesanos en cuyo territorio se hallen los Conventos ó se hallaban antes de las últimas vicisitudes, los bienes de su pertenencia que estan en poder del Gobierno y que no han sido enagenados. Pero teniendo Su Santidad en consideracion el estado actual de estos bienes y otras particulares circunstancias, á fin de que con su producto pueda atenderse con mas igualdad á los gastos del Culto y otros generales, dispone que los Prelados, en nombre de las Comunidades religiosas propietarias, procedan inmediatamente y sin demora á la venta de los expresados bienes por medio de subastas públicas hechas en la forma canónica y con intervencion de persona nombrada por el Gobierno de S. M. El producto de estas ventas se convertirá en inscripciones intransferibles de la Deuda del Estado del 3 por 100, cuyo capital é intereses se distribuirán entre todos los referidos Conventos en proporcion de sus necesidades y circunstancias para atender á los gastos indicados y al pago de las pensiones de las Religiosas que tengan derecho á percibirlas, sin perjuicio de que el Gobierno supla como hasta aquí lo que fuere necesario para el completo pago de dichas pensiones hasta el fallecimiento de las pensionadas.

Art. XXXVI. Las dotaciones asignadas en los artículos anteriores para los gastos del Culto y del Clero, se entenderán sin perjuicio del aumento que se pueda hacer en ellas cuando las circunstancias lo permitan. Sin embargo, cuando por razones especiales no alcance en algun caso particular alguna de las asignaciones expresadas en el art. 34, el Gobierno de S. M. proveerá lo conveniente al efecto: del mismo modo proveerá á los gastos de las reparaciones de los Templos y demas edificios consagrados al culto.

Art. XXXVII. El importe de la renta que se devengue en la vacante de las Sillas episcopales, deducidos los emolumentos del Ecónomo que se diputará por el Cabildo en el acto de elegir al Vicario capitular, y los gastos para los reparos precisos del palacio episcopal, se aplicará por iguales partes en beneficio del Seminario conciliar y del nuevo Prelado.

Asimismo de las rentas que se devenguen en las vacantes de

1851 Dignidades, Canongías, Parroquias y Beneficios de cada Diócesis, deducidas las respectivas cargas, se formará un cúmulo ó fondo de reserva á disposicion del Ordinario para atender á los gastos extraordinarios é imprevistos de las Iglesias, y del Clero, como tambien á las necesidades graves y urgentes de la Diócesi. Al propio efecto ingresará igualmente en el mencionado fondo de reserva la cantidad correspondiente á la duodécima parte de su dotacion anual que satisfarán por una vez dentro del primer año los nuevamente nombrados para Prebendas, Curatos y otros Beneficios; debiendo por tanto cesar todo otro descuento que por cualquier concepto, uso, disposicion ó privilegio se hiciese anteriormente.

Art. XXXVIII. Los fondos con que ha de atenderse á la dotacion del Culto y del Clero serán:

1° El producto de los bienes devueltos al Clero por la ley de 3 de Abril de 1845.

2° El producto de las limosnas de la Santa Cruzada.

3° Los productos de las Encomiendas y Maestrazgos de las cuatro Ordenes militares vacantes y que vacaren.

4° Una imposicion sobre las propiedades rústicas y urbanas y riqueza pecuaria en la cuota que sea necesario para completar la dotacion, tomando en cuenta los productos expresados en los párrafos 1, 2, 3, y demas rentas que en lo sucesivo y de acuerdo con la Santa Sede se asignen á este objeto.

El Clero recaudará esta imposicion percibiéndola en frutos, en especie ó en dinero, prévio concierto que podrá celebrar con las provincias, con los pueblos, con las Parroquias ó con los particulares, y en los casos necesarios será auxiliado por las Autoridades públicas en la cobranza de esta imposicion, aplicando al efecto los medios establecidos para el cobro de las contribuciones.

Ademas se devolverán á la Iglesia desde luego y sin demora todos los bienes eclesiásticos no comprendidos en la expresada ley de 1845, y que todavía no hayan sido enagenados, inclusos los que restan de las Comunidades religiosas de varones. Pero atendidas las circunstancias actuales de unos y otros bienes, y la evidente utilidad que ha de resultar á la Iglesia, el Santo Padre dispone que su capital se convierta inmediatamente y sin demora en Inscripciones intransferibles de la Deuda del Estado del 3 por 100, observándose exactamente la forma y reglas establecidas en el art. 35 con referencia á la venta de los bienes de las Religiosas.

Todos estos bienes serán imputados por su justo valor, rebajadas cualesquiera cargas, para los efectos de las disposiciones contenidas en este artículo.

Art. XXXIX. El Gobierno de S. M., salvo el derecho propio de 1851
los Prelados Diocesanos, dictará las disposiciones necesarias para que aquellos entre quienes se hayan distribuido los bienes de las Capellanías y fundaciones piadosas aseguren los medios de cumplir las cargas á que dichos bienes estuvieren afectos.

Iguales disposiciones adoptará para que se cumplan del mismo modo las cargas piadosas que pesaren sobre los bienes eclesiásticos que han sido enagenados con este gravámen.

El Gobierno responderá siempre y exclusivamente de las impuestas sobre los bienes que se hubieren vendido por el Estado libres de esta obligacion.

Art. XL. Se declara que todos los expresados bienes y rentas pertenecen en propiedad á la Iglesia, y que en su nombre se disfrutarán y administrarán por el Clero.

Los fondos de Cruzada se administrarán en cada Diócesi por los Prelados diocesanos, como revestidos al efecto de las facultades de la Bula para aplicarlos segun está prevenido en la última próroga de la relativa concesion apostólica, salvas las obligaciones que pesan sobre este ramo por convenios celebrados con la Santa Sede. El modo y forma en que deberá verificarse dicha administracion se fijará de acuerdo entre el Santo Padre y S. M. Católica.

Igualmente administrarán los Prelados diocesanos los fondos del Indulto cuadragesimal, aplicándolos á establecimientos de beneficencia y actos de caridad en las Diócesis respectivas, con arreglo á las concesiones apostólicas.

Las demas facultades apostólicas relativas á este ramo y las atribuciones á ellas consiguientes se ejercerán por el Arzobispo de Toledo en la extension y forma que se determinará por la Santa Sede.

Art. XLI. Ademas la Iglesia tendrá el derecho de adquirir por cualquier título legítimo, y su propiedad en todo lo que posee ahora ó adquiriere en adelante será solemnemente respetada. Por consiguiente, en cuanto á las antiguas y nuevas fundaciones eclesiásticas no podrá hacerse ninguna supresion ó union sin la intervencion de la autoridad de la Santa Sede, salvas las facultades que competen á los Obispos segun el Santo Concilio del Trento.

Art. XLII. En este supuesto, atendida la utilidad que ha de resultar á la Religion de este Convenio, el Santo Padre, á instancia de S. M. Católica, y para proveer á la tranquilidad pública, decreta y declara que los que durante las pasadas circunstancias hubiesen comprado en los dominios de España bienes eclesiásticos, al tenor de las disposiciones civiles á la sazon vigentes, y estén en posesion

1851 de ellos, y los que hayan sucedido ó sucedan en sus derechos á dichos compradores, no serán molestados en ningun tiempo ni manera por Su Santidad ni por los Sumos Pontífices sus sucesores: antes bien, así ellos como sus causa-habientes, disfrutarán segura y pacíficamente la propiedad de dichos bienes y sus emolumentos y productos.

Art. XLIII. Todo lo demas perteneciente á personas ó cosas eclesiásticas, sobre lo que no se provee en los artículos anteriores, será dirigido y administrado segun la disciplina de la Iglesia canónicamente vigente.

Art. XLIV. El Santo Padre y S. M. Católica declaran quedar salvas é ilesas las Reales prerogativas de la Corona de España en conformidad á los Convenios anteriormente celebrados entre ambas Potestades. Y por tanto, los referidos Convenios, y en especialidad el que se celebró entre el Sumo Pontífice Benedicto XIV y el Rey Católico Fernando VI en el año 1753, se declaran confirmados y seguirán en su pleno vigor en todo lo que no se altere ó modifique por el presente.

Art. XLV. En virtud de este Concordato se tendrán por revocadas, en cuanto á él se oponen, las leyes, órdenes y decretos publicados hasta ahora, de cualquier modo y forma, en los dominios de España, y el mismo Concordato regirá para siempre en lo sucesivo como ley del Estado en los propios dominios. Y por tanto una y otra de las partes contratantes prometen por *sí* y sus sucesores la fiel observancia de todos y cada uno de los artículos de que consta. Si en lo sucesivo ocurriese alguna dificultad, el Santo Padre y S. M. Católica se pondrán de acuerdo para resolverla amigablemente.

Art. XLVI *y último*. El cange de las ratificaciones del presente Concordato se verificará en el término de dos meses, ó antes, si fuere posible.

En fe de lo cual, etc.

GRÈCE ET SARDAIGNE. 1851

Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et la Sardaigne, signé à Athènes, le 19/31 Mars 1851.

Art. I. Vi sarà reciproca libertà di commercio e di navigazione fra i sudditi del Regno di Sardegna, e quelli del Regno di Grecia.

Art. II. In conseguenza i sudditi dei due Stati godranno nei porti, ancoraggi, rade, città ed altri luoghi qualunque dei rispettivi Stati, una eguale libertà di commercio, di modo che nei detti luoghi sarà accordata dai rispettivi Governi una perfetta eguaglianza, e reciprocità di diritti e vantaggi commerciali, e qualora questi diritti e vantaggi fossero sottoposti a dei carichi qualunque, saranno assolutamente trattati sullo stesso piede dei nazionali, riguardo ai carichi di qualunque natura essi fossero: potranno altresì dimorare e possedere, sia a titolo d'affitto, sia in assoluta proprietà, delle case d'abitazione, magazzini, ed altri immobili necessarii al loro commercio, nei luoghi ove più fosse ad essi di convenienza. Ed infine generalmente tutti i negozianti e mercatanti di ambe le Nazione godranno, rispettivamente, sia per la loro persona che per le loro proprietà, della più compiuta sicurezza, e sarà loro accordato per tutti gli affari del loro commercio, la stessa protezione di cui godono gli indigeni coll' obbligo però di sottoporsi alle leggi ed ordinanze dei rispettivi paesi.

Art. III. I bastimenti Sardi giungendo vacanti o carichi nei porti Greci, e reciprocamente i bastimenti Greci giungendo vacanti o carichi nei porti Sardi saranno trattati, sia al loro arrivo, che durante il loro soggiorno, ed alla partenza, sul piede stesso de' nazionali provenienti da uno stesso luogo, riguardo ai diritti di tonnellaggio, di fanale, di pilotaggio, di pedaggio, o diritti di porto, di quarantena, di vacazione di ufficiale pubblico, come in tutte le tasse od imposte di qualunque specie, o denominazione qualunque, percepite a nome o per conto del Governo, delle Autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare.

Art. IV. Qualunque mercanzia, od oggetto di commercio, che potrà essere legalmente importato nei porti di Sardegna sopra bastimenti Sardi, vi potrà egualmente essere importato sopra bastimenti Greci, senza pagare altri o maggiori diritti o imposte di qualunque specie, o denominazione, sieno percepiti a nome, o per conto del

1851 Governo, delle Autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare, come se fossero stati importati sopra bastimenti Sardi, e reciprocamente ogni mercanzia ed oggetti di commercio che potranno legalmente essere importati nei porti di Grecia sopra bastimenti Greci, potranno egualmente esservi importati sopra bastimenti Sardi, senza pagare altri o maggiori diritti o imposte di qualunque specie, o denominazione, sieno percepiti a nome o per conto del Governo, delle Autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare, e come se fossero importati sopra bastimenti Greci.

Art. V. Egli è inteso che le stipulazioni contenute nei precedenti due articoli sono in tutta la loro pienezza applicabili ai bastimenti Sardi ed al loro carico arrivando ne' porti Greci, e reciprocamente ai bastimenti Greci ed al loro carico arrivando nei porti Sardi, sia che i detti bastimenti vengano da porti dello Stato, a cui appartengono, sia da qualunque altro paese estero.

Art. VI. La stessa assimilazione di bandiera stabilita nell' art. V avrà luogo per la esportazione di tutte le merci, ed oggetti di commercio sia di produzione indigena, o di estera, la di cui sortita è legalmente permessa nei due Paesi.

Art. VII. Non saranno imposti altri o maggiori diritti sopra l'importazione in Sardegna degli articoli provegnenti dal suolo o dall' industria di Grecia, e non saranno imposti altri o maggiori diritti sopra la importazione in Grecia degli articoli provegnenti dal suolo o dall' industria di Sardegna, se non che quelli che sono, o saranno imposti sopra gli stessi articoli provegnenti dal suolo, o dall' industria d'ogni altro Paese estero: del paro non sarà imposto sulla importazione, o sulla esportazione degli oggetti provegnenti dal suolo, o dall' industria di Sardegna o di Grecia sia all' entrata che alla sortita dai porti Sardi o dai porti Greci veruna proibizione che non sia egualmente applicabile a qualunque altra Nazione.

Art. VIII. Ogni facoltà di deposito e qualunque prima o premio o rimborso di diritto, che sarebbe accordato nel territorio d'una delle Alte Parti contraenti all' importazione od all' esportazione di qualunque siasi oggetto, saranno egualmente accordati agli oggetti della natura stessa prodotti dal suolo o dall' industria dell' altra Alta Parte contraente, ed alle importazioni ed esportazioni fatte coi proprii bastimenti.

Art. IX. Tutte le merci ed oggetti di commercio che saranno importati, depositati o messi in magazzino nei porti dello Stato e Possedimenti delle Alte Parti contraenti, saranno sottoposti durante tutto il tempo dell' immagazzinaggio alle stesse regole, condizioni e diritti, come se fossero importati con bastimenti Sardi o Greci; del

paro, la riesportazione di tali merci ed oggetti di commercio sarà 1851
sottoposta allo stesso trattamento, ed agli stessi diritti come se fosse eseguita sopra bastimenti Sardi o Greci.

Art. X. Il commercio di cabotaggio rimane esclusivamente riservato alla bandiera del Paese: però i sudditi dei due Stati saranno liberi di fare il commercio di *scalo*, cioè oi operare una parte di carico o discarico in un porto, e di andare a terminare il carico e discarico in altro porto senza essere sottoposti a maggiori diritti come se queste operazioni fossero fatte sotto la bandiera del Paese, purchè si astengano dal caricare qualunque siasi oggetto in un porto per sbarcarlo in altro porto del Paese stesso.

Art. XI. Sono considerati come bastimenti Sardi o Greci quelli che navigheranno e saranno posseduti in conformità de' regolamenti in vigore, e che saranno muniti dei documenti in uso in ambi i Paesi.

Art. XII. Per quanto riguarda la polizia dei porti, il carico o discarico dei bastimenti, la sicurezza delle merci, oggetti di traffico, beni ed effetti qualunque, i sudditi delle Alte Parti contraenti saranno sottoposti vicendevolmente alle leggi e regolamenti di polizia locale; anzi i sudditi di ciascheduna delle Alte Parti contraenti avranno, negli Stati dell' altra, la libertà di disporre de' loro beni anche a favore dei sudditi di ambi i Paesi, sia per via di testamento, di donazione, o altrimenti, ed i loro eredi, essendo sudditi dell' altra Alta Parte contraente, succederanno ai loro beni sia in forza di testamento, sia ab intestato, e potranno prenderne possesso sia in persona sia per mezzo di procuratore agendo in loro nome, non pagando altri o maggiori diritti di quelli ai quali sono sottoposti in egual circostanza gli abitanti del Paese, ove si trovano esistenti i detti beni: gli abitanti dei due Stati potranno trasportare a loro piacere, e con tutta libertà, la propria fortuna ed averi da uno dei due territorii nell' altro, senza essere sottoposti, per tale traslocazione, ad una taglia o tassa straordinaria qualunque.

Art. XIII. Il diritto di detrazione esercito a profitto del tesoro Sardo sopra l'esportazione e la trasferta fuori dello Stato delle eredità ed altro spettanti ad esteri, non sarà più esercitato in Sardegna sopra le eredità, od altri beni passati o appartenenti a dei sudditi Greci, e reciprocamente il diritto di detrazione nel modo stesso, in cui è indicato qui sopra, non sarà esercito nel Regno di Grecia sopra le eredità od altri beni passati od appartenenti a dei sudditi Sardi.

Art. XIV. Le Alte Parti contraenti convengono fra di loro di non dare ricetto a pirati in qualunque siasi porto, baia, od ancoraggio

1851 dei rispettivi Stati, e di applicare tutto il rigore delle leggi contro chiunque fosse riconosciuto pirata, e contro tutte le persone che venissero convinte di connivenza o complicità con essi. Tutti i bastimenti e carichi appartenenti a sudditi dei due Stati che fossero predati da pirati, e che questi conducessero nei porti dell' una o dell' altra Potenza, saranno restituiti ai rispettivi proprietarii od ai loro eredi o rappresentanti, debitamente autorizzati, se provano l'identità della proprietà; e la restituzione avrà luogo quand' anche l'oggetto reclamato si trovasse nelle mani di un terzo mediante che sia constatato, che l'acquisitore sapeva o poteva sapere che l'oggetto, di cui si tratta, era provegnente da pirateria.

Art. XV. Nel caso che una delle Alte Parti contraenti fosse in guerra con qualche Potenza, Nazione o Stato, i sudditi dell' altra potranno continuare il commercio e la navigazione cogli stessi Stati, eccetto colle città o porti bloccati od assediati per terra e per mare; ma in nessun caso sarà loro permesso il commercio d'oggetti considerati contrabbando di guerra.

Art. XVI. In caso di guerra (che a Dio non piaccia) fra le due Alte Parti contraenti i sudditi di ambi gli Stati avranno un termine di sei mesi per esportare, vendere o liquidare la loro fortuna ed i loro interessi.

Art. XVII. Occorrendo, che qualche bastimento da guerra o di commercio Sardo, o Greco faccia naufragio nei porti od alla costa dei rispettivi territorii, sarà loro dato il più grande soccorso possibile, sia per la conservazione delle persone ed effetti, che per la sicurezza, la cura e la consegna degli oggetti salvati, e questi non saranno sottoposti al pagamento di qualunque siasi diritto, se non che per quella parte, che fosse in seguito introdotta per l'interno consumo; le Autorità locali accorderanno tutto il loro concorso ai Consoli nell' esercizio di questi doveri conservatorii, e di amministrazione che gli usi stabiliti, ed il diritto internazionale loro impongono in pari circostanze.

Art. XVIII. Ognuna delle Alte Parti contraenti accorda all' altra la facoltà di stabilire nei suoi porti e piazze di commercio de' Consoli, Vice-Consoli od Agenti commerciali, i quali godranno di tutta protezione ed assistenza necessaria per adempire debitamente le loro funzioni. I Consoli di qualunque classe sieno, debitamente nominati dai loro rispettivi Governi, e dopo aver ottenuto l'*exequatur* da quello nel di cui territorio dovranno resiedere, vi godranno, sia per la loro persona, sia nell' esercizio delle loro funzioni de' privilegi, di cui vi godono i Consoli della Nazione la più favorita. Egli è però inteso, che se questi privilegi non sono accordati alle altre

Nazioni, che sotto speciali condizioni, il Governo rispettivo non li 1851
può pretendere, senza che adempisca quelle condizioni stesse. Del resto è espressamente dichiarato, che nel caso di condotta illegale od impropria verso le leggi od il Governo del Paese, nel quale i detti Consoli, Vice-Consoli od Agenti commerciali risiedono, dessi potranno essere inquisiti e puniti secondo le leggi, ed esser sospesi nell' esercizio delle loro funzioni dal Governo offeso, il quale farà conoscere all' altro i motivi, che l'avranno fatto agire in tal guisa; ben inteso però che gli archivi e documenti relativi agli affari consolari saranno esenti da qualunque ispezione, e dovranno essere colla massima cura conservati sotto il sigillo del Console, Vice-Console od Agente commerciale, e di quello dell' Autorità del luogo della di lui residenza.

Art. XIX. I Consoli, Vice-Consoli ed Agenti commerciali, o quella persona che in loro assenza fosse legalmente autorizzata a rappresentarli, avranno come tali il diritto di esser giudici od arbitri nelle differenze che potrebbero nascere fra i capitani e gli equipaggi de' bastimenti della Nazione di cui rappresentano gli interessi, senza che le Autorità locali possano intervenirvi, salvo che la condotta degli equipaggi o del capitano disturbasse il buon ordine pubblico, o che i Consoli stessi richiedessero la loro intervenzione per far eseguire e mantenere le loro decisioni. È ben inteso che questa specie di giudicato o di arbitraggio non può privare le parti contendenti del diritto di ricorrere ai mezzi che loro offre la legge del proprio Paese al loro rimpatrio.

Art. XX. I detti Consoli, Vice-Consoli, ed Agenti commerciali sono autorizzati a richiedere l'assistenza delle Autorità locali per l'arresto, detenzione o prigionia dei disertori dai legni di guerra o di commercio della loro Nazione, ed a tale oggetto si dirigeranno ai tribunali, giudici ed altri ufficiali competenti, e riclameranno per iscritto i disertori, constatando o colla comunicazione de' registri del bastimento o del ruolo d'equipaggio o d'altri documenti officiali, che tali individui hanno fatto parte dei detti equipaggi, ed in tal guisa, comprovato il riclamo, non sarà loro rifiutata l'estradizione, purchè però non sieno sudditi del Paese ove hanno disertato. I disertori arrestati saranno messi a disposizione dei medesimi Consoli, Vice-Consoli, ed Agenti, e potranno essere rinchiusi nelle prigioni pubbliche dietro richiesta ed a spese di quelli che li riclamassero per essere rinviati ai bastimenti ai quali appartenevano, o ad altri della stessa Nazione. Ma se non sono rimandati nello spazio di tre mesi, decorrendi dal giorno del loro arresto, saranno messi in libertà, e non si farà più luogo al loro nuovo arresto per la stessa causa.

1851 Egli è convenuto, che se il disertore avesse commesso qualche delitto o misfatto, dopo il suo sbarco, potrà essere sospesa la sua estradizione fino a che il tribunale, presso del quale sia pendente il di lui processo, abbia pronunciato la sentenza, e questa sia stata eseguita.

Art. XXI. Se pel tratto successivo, e d'ora in poi, l'una delle dette Alte Parti contraenti accordasse qualche speciale favore ad un' altra Nazione in punto di commercio e di navigazione, questo favore sarà immediatamente acquisitato dall' altra Parte, la quale lo godrà senza peso di specie alcuna, se fu accordato gratuitamente all' altra Nazione, o accordato lo stesso compenso od un equivalente, se la concessione è stata condizionale.

Art. XXII. Il Governo Greco acconsente di secondare il desiderio del Governo Sardo nell' estendere tutte le convenzioni del presente Trattato al Principato Sovrano di Monaco, stabilito sotto il protettorato di Sua Maestà il Re di Sardegna, coll' obbligo di reciprocità per parte del detto Principato.

Art. XXIII. Il presente Trattato sarà in vigore per quindici anni a datare dal giorno in cui avrà luogo lo scambio delle ratifiche, e al di là del suddetto termine, fino allo spirare dei dodici mesi, dopo che una delle Alte Parti contraenti avrà annunciato all' altra la sua intenzione di farne cessare gli effetti.

Art. XXIV. Le ratifiche del presente Trattato redatto in lingua italiana e in lingua greca, saranno scambiate in Atene nello spazio di due mesi o prima, se sarà possibile, a contare dal giorno in cui sarà sottoscritto.

In fede del che, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET PAYS-BAS.

Convention additionnelle de navigation au traité du 27 Octobre 1837, entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, signée à Londres, le 27 Mars 1851.

(En anglais et en hollandais.)

Art. I. No duties of tonnage, harbour, lighthouse, pilotage, quarantine, or other similar or corresponding duties, of whatever nature or under whatever denomination, shall be imposed in the ports of

either country upon the vessels of the other country, from whatever port or place arriving, which shall not be equally imposed in the like cases on national vessels; and in neither country shall any duty, charge, restriction, or prohibition, be imposed upon, nor any drawback, bounty, or allowance, be withheld from, any goods imported into or exported from such country in vessels of the other, which shall not be equally imposed upon or withheld from such goods, when so imported or exported in national vessels. 1851

Art. II. All vessels which, according to the laws of Great Britain, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to the laws of the Netherlands, are to be deemed Netherland vessels, shall, for the purposes of this convention, and of the said treaty of the 27th of October, 1837, be deemed British vessels and Netherland vessels respectively.

Art. III. If any act should hereafter be passed by the legislature of either country, by which any of the privileges in regard to navigation and commerce which are respectively conceded by the British act of Parliament of the 12th and 13th Victoria, cap. 29, and by the Netherland law of the 8th of August, 1850, should be withdrawn, then and in such case, either of the High Contracting Parties shall be at liberty to terminate the present convention, on giving to the other six weeks' notice of its wish to that effect.

Art. IV. The present convention shall be considered as additional to the above-mentioned treaty of the 27th of October, 1837, and shall have the same duration as that treaty, unless in the case provided for by article III preceding. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as may be within the space of four weeks from the date of its signature.

In witness whereof, etc.

SAINT-SIÉGE ET TOSCANE.

Convention entre le Saint-Siége et la Toscane, en matière ecclésiastique, signée à Rome, le 25 Avril 1851.

Art. I. L'Autorità Ecclesiastica è pienamente libera nelle incombenze del Sagro suo Ministero. È dovere dell' Autorità Laicale concorrere coi mezzi che sono in sua facoltà a proteggere la moralità,

1851 il Culto, e la Religione all' effetto d'impedire e rimuovere gli scandali che l'offendono, come pure di prestarsi a dare alla Chiesa l'appoggio che occorra per l'esercizio dell' Autorità Episcopale.

Art. II. I Vescovi sono pienamente liberi nelle pubblicazioni relative al loro Ministero.

Art. III. È riservata esclusivamente agli Ordinarj respettivi la Censura preventiva delle Opere, e delli Scritti che trattano *ex professo* di materie religiose. Rimane poi agli stessi Vescovi sempre libero l'uso dell' Autorità loro propria per premunire ed allontanare li fedeli dalla lettura di qualunque libro pernicioso alla Religione ed alla Morale.

Art. IV. I Vescovi saranno liberi di affidare a chi meglio stimeranno l'uffizio della predicazione Evangelica.

Art. V. Tutte le comunicazioni dei Vescovi e dei Fedeli con la Santa Sede saranno libere.

Art. VI. La Santa Sede consente che le Cause civili riguardanti le persone e i beni degli Ecclesiastici, del pari che quelle che riguardano attivamente e passivamente il patrimonio della Chiesa, e della Causa Pia vengano deferite ai Tribunali Laici.

Art. VII. Le Cause risguardanti la Fede, e i Sagramenti, le Sagre Funzioni, e le altre obbligazioni e diritti annessi al Sagro Ministero, ed in genere tutte le altre Cause di loro natura spirituali o ecclesiastiche, appartengono esclusivamente al giudizio dell' Ecclesiastica Autorità a norma dei Sagri Canoni.

Art. VIII. La Santa Sede consente che ove si tratti di Giuspadronato Laicale, li Tribunali Laici conoscano tanto nel petitorio che nel possessorio le questioni sulla successione al Padronato medesimo, sia che vengano agitate fra veri o pretesi Padroni, sia che lo siano fra gli Ecclesiastici da essi presentati.

Art. IX. I Tribunali Ecclesiastici giudicano delle cause matrimoniali giusta il Canone 12 Sessione 24 del Sacro Concilio di Trento. Riguardo agli Sponsali, ritenuto il disposto del citato Decreto Tridentino, e della Bolla — *Auctorem Fidei* —, l'Autorità Ecclesiastica giudica della loro esistenza e valore all' effetto del vincolo che ne deriva, e degl' impedimenti che potrebbero nascere.

Per gli effetti meramente Civili i Tribunali Laici conosceranno in separato giudizio le Cause degli Sponsali.

Art. X. La Santa Sede non fa difficoltà che le Cause criminali degli Ecclesiastici per tutti i delitti contemplati dalle Leggi Criminali dello Stato, estranei alla Religione, vengano deferite al giudizio dei Tribunali Laici, li quali applicano loro le pene dalle Leggi stesse

prescritte, che subiranno in locali separati, e ad essi specialmente 1851
destinati negli Stabilimenti penali.

Per delitti non estranei alla Religione, non deferibili al Giudizio dei Tribunali Laici, s'intendono quelli conosciuti nel diritto Canonico sotto il nome di delitti meramente Ecclesiastici, quali sono l'Apostasia, l'Eresia, lo Scisma, la Simonia, la profanazione dei Sacramenti, ed ogni violazione degli officj particolarmente riguardanti il Ministero Ecclesiastico, ed il Culto Divino.

Di questi delitti prenderà cognizione l'Autorità Ecclesiastica per applicare ai Rei pene canoniche.

Non esistendo però nel Gran-Ducato in materia criminale altri Tribunali che Laici infliggenti pene coercitive nell' ordine temporale, e non volendo che la perturbazione pubblica resti per questa parte impunita, i Vescovi, previa comunicazione delle necessarie notizie nei singoli casi, contemplati però dalle attuali Leggi Toscane, parteciperanno all' Autorità Secolare l'emesso giudizio affinchè questa proceda alla applicazione delle pene prescritte dalle Leggi Criminali dello Stato nel rapporto dell' offesa fatta all' ordine pubblico, e per impedire lo scandalo che ne deriva.

Ma qualora venissero ristabilite negli attuali Dominj Gran-Ducali, o la pena di morte, o altre pene infamanti, presentemente abolite, il Governo Gran-Ducale si concerterà colla Santa Sede su questo argomento.

Art. XI. Nei reati qualificati come contravvenzioni, quali sono violazione delle Leggi di finanza, sulla Caccia, ed altre simili, i Tribunali Laici applicheranno agli Ecclesiastici solamente la pena pecuniaria, esclusa ogni altra corporale.

Art. XII. Tanto nell' arresto, quanto nella detenzione degli Ecclesiastici sotto processo, saranno usati tutti i riguardi convenienti al Sagro Carattere, destinando, per quanto sia possibile, locali separati; come pure degli arresti eseguiti sarà dato prontamente avviso alla Autorità Ecclesiastica.

Art. XIII. I Beni Ecclesiastici sono liberamente amministrati dai Vescovi e dai Rettori delle Parrocchie e dei Benefizj durante il possesso che hanno dei medesimi secondo le disposizioni Canoniche.

Art. XIV. Nel caso di vacanza, l'amministrazione dei detti Beni, sotto la protezione ed assistenza del Governo, è tenuta da una Commissione mista di Ecclesiastici e di Laici presieduta dal Vescovo, osservate le condizioni, le cauzioni, e le regole occorrenti per la conservazione ed amministrazione dei detti Beni, ed a condizione che siano impiegate le rendite nella totalità per il servizio e per i bisogni delle Chiese del Gran-Ducato. Tanto in questo caso, quanto

1851 nell' altro contemplato nel precedente Articolo non potrà devenirsi alla alienazione, locazione per lungo tempo di detti Beni, ed alla loro sottoposizione ad oneri reali, senza il precedente consenso, nei respettivi casi, tanto della Santa Sede, quanto del Governo.

Art. XV. Ognivolta che si tratti di Legati pii, e di derogare alle particolari disposizioni permutando la destinazione dei Beni Ecclesiastici, l'Autorità Ecclesiastica, e l'Autorità Secolare andranno di concerto ed impetreranno l'assenso, ove fa di bisogno a seconda dei Sagri Canoni, dalla Santa Sede, salvo sempre ai Vescovi le facoltà loro accordate in atto di Sagra Visita dai Sagri Canoni, e specialmente dal Sagrosanto Concilio di Trento.

Il Cambio delle ratifiche dei presenti Articoli avrà luogo entro lo spazio di un mese, o più presto se sarà possibile.

In fede di che, etc.

SARDAIGNE ET VILLES LIBRES ET ANSÉATIQUES.

Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et les villes libres et anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, signé à Paris, le 9 Avril 1851.

Art. I. Les navires sardes chargés ou sur lest, entrant dans les ports des républiques anséatiques et réciproquement les navires anséatiques, chargés ou sur lest, entrant dans les ports de S. M. le roi de Sardaigne, seront traités à leur arrivée, pendant leur séjour et à leur départ sur le même pied que les navires nationaux en ce qui concerne le payement des droits de tonnage, de port, de fanal, de bouée ou de balise et de pilotage, et généralement pour tous les droits de navigation quelconque qui affectent le navire, que ces droits soient perçus par l'État, par les communes, ou par d'autres corporations particulières.

Art. II. Seront considérés comme navires sardes et anséatiques ceux qui navigueront avec des lettres de mer de leurs gouvernements, et qui seront possédés conformément aux lois et réglements en vigueur dans leurs pays respectifs.

Art. III. Les navires sardes dans les ports anséatiques, et les 1851
navires anséatiques dans les ports du royaume de Sardaigne, jouiront de tous les avantages et facilités qui seront accordés aux navires nationaux, tant à l'égard de leur placement, que pour leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, rades et fleuves des États respectifs.

Art. IV. En cas de relâche forcée d'un navire sarde dans un port anséatique, ou d'un navire anséatique dans un port des États sardes, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des États respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance, pourvu que la nécessité de la relâche soit dûment constatée.

Le même traitement de faveur sera réciproquement accordé aux navires échoués en cas de bris ou naufrage. Il est d'ailleurs entendu que les consuls ou agents consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement ou à la vente, s'il y a lieu, des navires entrés en relâche, échoués ou naufragés à la côte.

Art. V. Les bâtiments sardes ou anséatiques en relâche forcée ne jouiront des faveurs et immunités mentionnées dans l'article précédent, qu'autant qu'ils ne se livreront dans le lieu de relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandises. Toutefois les déchargements ou rechargements qui seraient nécessaires pour la réparation du navire en relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce. Ces bâtiments seront en outre tenus de ne pas prolonger leur séjour dans le port ou lieu de relâche, au-delà du temps que les causes de la relâche auront exigé.

Art. VI. Les bâtiments sardes qui arriveront dans les ports d'une des villes anséatiques, et les bâtiments anséatiques qui arriveront dans les ports de S. M. Sarde, sont autorisés à ne charger ou décharger qu'en partie, si le capitaine du navire ou le propriétaire le désire; et ils pourront se rendre ensuite dans les autres ports du même État pour compléter leur chargement ou déchargement sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits que ceux que les bâtiments nationaux payeraient dans le même cas.

Art. VII. Toute espèce de marchandise ou objet de commerce provenant des États sardes ou de tout autre pays qui pourront légalement être introduits dans les ports des villes anséatiques par des bâtiments nationaux, pourront également y être importés par des navires sardes, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus

1851 par l'État, par des communes ou par d'autres corporations particulières que ceux que ces mêmes marchandises ou objets de commerce payeraient, s'ils étaient importés sur des navires anséatiques.

Et réciproquement toute espèce de marchandise ou objet de commerce, provenant des villes anséatiques ou de tout autre pays, qui pourront légalement être introduits dans les ports des États sardes par des bâtiments nationaux, pourront également y être importés par des navires anséatiques sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus par l'État, par des communes ou par d'autres corporations particulières que ceux que ces mêmes marchandises ou objets de commerce payeraient, s'ils étaient importés sur des bâtiments sardes.

La même assimilation du traitement national sera réciproquement accordée pour tout ce qui regarde les exportations et le transit.

Art. VIII. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont point applicables à la navigation et au commerce de côte ou au cabotage que chacune des hautes parties contractantes se réserve exclusivement.

Art. IX. Les consuls, les vice-consuls et les agents commerciaux auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitres dans les différends qui pourraient s'élever entre les capitaines et les équipages des bâtiments de la nation dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou que les dits consuls, vice-consuls ou agents commerciaux ne se trouvassent dans le cas de requérir l'intervention des autorités locales pour exécuter ou maintenir leur décision.

Il est néanmoins bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne sauraient pourtant priver les parties contendantes du droit de recourir à leur retour aux autorités judiciaires de leur pays.

Les consuls, les vice-consuls ou les agents commerciaux, sont autorisés à requérir l'assistance des autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention, et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et des navires marchands de leurs pays. Ils s'adresseront à cet effet aux tribunaux, juges et officiers compétents et réclameront par écrit les déserteurs susmentionnés, en prouvant au moyen des registres de navires ou des rôles d'équipage, ou par d'autres documents officiels que les individus réclamés ont fait partie des dits équipages. Sur la réclamation fondée sur de pareilles preuves l'extradition des déserteurs ne sera pas refusée.

Les déserteurs seront après leur arrestation mis à la disposition 1851
des consuls, des vice-consuls ou des agents commerciaux, et pourront être renfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés au navire auquel ils appartenaient, ou à d'autres navires de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans leur pays dans l'espace de trois mois à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. Toutefois s'il se trouvait que le déserteur eût commis quelque autre crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribunal nanti de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. X. Il ne pourra être imposé par une des hautes parties contractantes à la navigation et au commerce de l'autre aucun droit nouveau ou plus élevé, ni aucune entrave ou restriction quelconque qui ne s'appliquerait pas également et dans la même mesure à la navigation et au commerce nationaux, ainsi qu'au commerce et à la navigation de toute autre nation.

Toutes les faveurs qui sont, ou pourront être concédées par l'une des hautes parties contractantes à la navigation et au commerce d'une nation étrangère deviendront de droit et *ipso facto* communes à la navigation et au commerce de l'autre haute partie contractante, gratuitement si la faveur est gratuite, ou moyennant compensation équivalente si elle est conditionnelle.

Art. XI. Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans à compter du jour de l'échange des ratifications, et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura notifié à l'autre d'une manière officielle son intention d'en faire cesser l'effet; chacune des hautes parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des dix ans susmentionnés.

Il est cependant bien entendu et convenu, que si l'une ou plusieurs des républiques anséatiques à l'expiration de dix ans à compter du jour de l'échange des ratifications, donnent ou reçoivent la déclaration de la cessation du présent traité, ce traité restera néanmoins en pleine force et effet par rapport à celle des républiques anséatiques qui n'aura ni donné ni reçu cette déclaration.

Art. XII. Les villes libres et anséatiques consentent d'après le vœu du gouvernement sarde à étendre toutes les stipulations du présent traité à la principauté souveraine de Monaco, placée sous le protectorat de S. M. le roi de Sardaigne, à la charge de réciprocité de la part de la dite principauté.

1851 Art. XIII. Les ratifications du présent traité seront échangées à Paris dans l'espace de quatre mois à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

Procès verbal.

L'an de grace mil-huit-cent cinquant-un et le vingt-neuf avril, les soussignés plénipotentiaires de Sa Majesté le roi de Sardaigne, et des villes libres et anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, se sont réunis pour procéder à la signature d'un traité de navigation et de commerce entre leurs gouvernements respectifs.

En même temps le plénipotentiaire de S. M. Sarde, à cela duement autorisé, a déclaré que son gouvernement prenait l'engagement d'étendre les faveurs et immunités accordées par le traité susmentionné aux navires entrant dans les ports sardes en relâche forcée, à tout navire anséatique qui se présentera dans les dits ports même en relâche volontaire, et cela pendant les premiers quinze jours consécutifs de son séjour, pourvu que dans cet intervalle il ne se livre à aucune opération de commerce; toutefois, soit après l'écoulement de ces quinze jours, soit si le bâtiment venait à charger ou à décharger des marchandises, il sera tenu à acquitter les droits établis dans les ports sardes pour tout navire qui s'y livre à des opérations de commerce.

Il demeure cependant bien entendu que le gouvernement sarde se réserve la faculté de retirer aux navires anséatiques ce traitement de faveur dans le cas où un égal traitement de réciprocité ne serait plus accordé aux navires sardes dans les ports anséatiques.

De son côté le plénipotentiaire des villes libres et anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, à cela également autorisé, a déclaré que d'après la législation actuellement en vigueur dans ces républiques, la libre entrée et une complète immunité sont accordées à l'embouchure des rivières à tous les bâtiments entrant en relâche volontaire et stationnant sur rade, savoir à Travemunde à l'embouchure de la Trave, à Brémerhaven à l'embouchure du Weser, et à Cuxhaven à l'embouchure de l'Elbe, où le stationnement sur rade n'offrant pas une suffisante sûreté, la libre entrée dans le port et la même immunité leur sont même accordées: à condition toutefois dans tous les cas que ces bâtiments ne se livrent pendant cette relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandises, toute opération de commerce quelconque faisant cesser *ipso facto* ce traitement de faveur.

Le plénipotentiaire des villes libres et anséatiques, à cela due-

ment autorisé, a encore déclaré : que, d'après la même législation 1851
actuellement en vigueur dans ces républiques, le commerce et la navigation entre une des villes libres et anséatiques, et les deux autres ne sont pas réputés commerce et navigation de cabotage.

En foi de quoi, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET RÉP. DE L'ÉQUATEUR.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la république de l'Équateur, signé à Quito, le 3 Mai 1851.

(En anglais et en espagnol.)

Art. I. There shall be perpetual, firm and sincere amity between the dominions and subjects of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Her Heirs and Successors, and the Republic of the Equator and its citizens.

Art. II. There shall be between all the territories of Her Britannic Majesty in Europe, and the territories of the Equator, a reciprocal freedom of commerce. The subjects and citizens of the two countries, respectively, shall have liberty freely and securely to come, with their ships and cargoes, to all such places, ports, and rivers in the territories aforesaid, to which other foreigners are or may be permitted to come, to enter into the same, and to remain and reside in any part of the said territories respectively; also to hire and occupy houses and warehouses for the purposes of their commerce; and generally, the merchants and traders of each nation, respectively, shall enjoy the most complete protection and security for their commerce; subject always to the laws and statutes of the two countries respectively.

Art. III. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland engages further, that the citizens of the Equator shall have the like liberty of commerce and navigation stipulated for in the preceding article, in all her dominions situated out of Europe, to the full extent to which the same is permitted at present, or shall be permitted hereafter, to any other nation.

1851 It being understood that the general liberty of commercial intercourse which is conceded by each contracting party to the other by the preceding articles II and III, shall not apply, on either side, to the coasting trade of the two respective nations.

Art. IV. It being the intention of the two High Contracting Parties to bind themselves by the two preceding articles to treat each other on the footing of the most favoured nation, it is hereby agreed between them, that any favour, privilege, or immunity whatever, in matters of commerce and navigation, which either contracting party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended to the subjects or citizens of the other High Contracting Party, gratuitously, if the concession in favour of that other nation shall have been gratuitous; or in return for a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

Art. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the territories of Her Britannic Majesty, of any articles of the growth, produce, or manufacture of the Equator, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the territories of the Equator, of any articles of the growth, produce, or manufacture of Her Britannic Majesty's dominions, than are or shall be payable on the like articles, being the growth, produce, or manufacture of any other foreign country; nor shall any other or higher duties or charges be imposed, in the territories or dominions of either of the contracting parties, on the exportation of any articles to the territories or dominions of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like articles to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed upon the exportation or importation of any articles the growth, produce, or manufacture, of Her Britannic Majesty's dominions, or of the said territories of the Equator, to or from the said dominions of Her Britannic Majesty, or to or from the said territories of the Equator, which shall not equally extend to all other nations.

Art. VI. No higher or other duties or charges on account of tonnage, light or harbour dues, pilotage, salvage in case of damage or shipwreck, or any other local charges, shall be imposed, in any of the ports of the Equator, on British vessels than those payable, in the same ports by Equatorian vessels; nor in the ports of Her Britannic Majesty's territories, on Equatorian vessels, than shall be payable in the same ports on British vessels.

Art. VII. The same duties shall be paid on the importation into

the territories of the Equator of any article of the growth, produce, 1851
or manufacture of Her Britannic Majesty's dominions, whether such importation shall be in Equatorian or in British vessels; and the same duties shall be paid on the importation into the dominions of Her Britannic Majesty of any article of the growth, produce, or manufacture of the Equator, whether such importation shall be in British or Equatorian vessels. The same duties shall be paid, and the same drawbacks and bounties allowed, on the exportation to the Equator of any articles of the growth, produce, or manufacture of Her Britannic Majesty's dominions, whether such exportation shall be in Equatorian or in British vessels; and the same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any articles the growth, produce, or manufacture of the Equator, to Her Britannic Majesty's dominions, whether such exportation shall be in British or Equatorian vessels.

Art. VIII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects of Her Britannic Majesty, or citizens of the Republic of the Equator, shall have full liberty, in all the territories of both powers respectively, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as broker, factor, agent, or interpreter; nor shall they be obliged to employ any other persons for those purposes, nor to pay them any salary or remuneration, unless they shall choose to employ them; and absolute freedom shall be allowed, in all cases, to the buyer and seller, to bargain and fix the price of any goods, wares, or merchandize imported into or exported from the territories of either of the contracting parties, as they shall see good.

Art. IX. In whatever relates to the lading and unlading of ships, the safety of merchandize, goods, and effects, the succession to personal estates, and the disposal of personal property of every sort and denomination, by sale, donation, exchange, or testament, or in any other manner whatsoever, as also the administration of justice, the subjects and citizens of the two contracting parties shall enjoy, in their respective dominions and territories, the same privileges, liberties, and rights as the most favoured nation, and shall not be charged, in any of these respects, with any higher imposts or duties than those which are paid, or may be paid, by the native subjects or citizens of the power in whose dominions or territories they may be resident.

They shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land, and from all forced loans, or military exactions and requisitions; neither shall they be compelled

1851 to pay any ordinary taxes, under any pretext whatsoever, greater than those that are paid by the subjects or citizens of one or other power.

If any subject or citizen of either of the two High Contracting Parties shall die without will or testament in any of the territories, dominions, or settlements of the other, the Consul-General or Consul of the nation to which the deceased belonged, or the representative of such Consul-General or Consul, in his absence, shall have the right to nominate curators to take charge of the property of the deceased, so far as the laws of the country will permit, for the benefit of the lawful heirs and creditors of the deceased; giving proper notice of such nomination to the authorities of the country.

Art. X. It shall be free for each of the two contracting parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions and territories of the other party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Government to which he is sent; and either of the contracting parties may except from the residence of Consuls, such particular places as either of them may judge fit to be so excepted.

Art. XI. For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and the citizens of the Equator, it is agreed that if at any time any interruption of friendly commercial intercourse, or any rupture should unfortunately take place between the two contracting parties, the subjects or citizens of either of the two contracting parties residing in the dominions of the other, shall have the privilege of remaining and continuing their trade therein without any manner of interruption, so long as they behave peaceably and commit no offence against the laws; and their effects and property, whether entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to the native inhabitants of the State in which such subjects or citizens may reside.

Art. XII. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the territories of the Republic of the Equator, shall enjoy the most perfect and entire security of conscience, without being annoyed, prevented, or disturbed, on account of their religious belief. Neither shall they be annoyed, molested or disturbed in the proper exercise of their religion, provided that this take place with the decorum due to divine worship, and with due respect to the laws, usages,

and customs of the country. Liberty shall also be granted to bury 1851
the subjects of Her Britannic Majesty who may die in the said territories of the Equator, in convenient and adequate places, to be appointed and established by themselves for that purpose with the knowledge of the local authorities; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in any wise, nor upon any account. In like manner, the citizens of the Equator shall enjoy within all the dominions of Her Britannic Majesty a perfect and unrestrained liberty of conscience, and of exercising their religion, publicly or privately, within their own dwelling-houses, or in the chapels and places of worship appointed for that purpose, agreeably to the system of toleration established in the dominions of Her said Majesty.

Art. XIII. In order that the two High Contracting Parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective subjects and citizens, it is agreed that at any time after the expiration of seven years from the date of the exchange of the ratifications of the present treaty, either of the High Contracting parties shall have the right of giving to the other party notice of its intention to terminate articles V, VI and VII of the present treaty; and that at the expiration of twelve months after such notice shall have been received by either party from the other, the said articles, and all the stipulations contained therein, shall cease to be binding on the two High Contracting Parties.

Art. XIV. The present treaty, which, after being signed and ratified, shall replace that of the 18th of April, 1825, between Great Britain and Colombia, shall be ratified; and the ratifications shall be exchanged at Quito within the space of two years, or sooner if possible.

In witness whereof, etc.

1851

FRANCE ET SARDAIGNE.

Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 5 Novembre 1850, entre la France et la Sardaigne, signée à Turin, le 20 Mai 1851.

Le Président de la République française et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, prenant en considération les principes consacrés par le traité de commerce et de navigation conclu entre les deux pays, le 5 Novembre 1850, et les changements introduits dans la législation douanière des États sardes, par les conventions spéciales avec la Belgique et la Grande-Bretagne, des 24 Janvier et 27 Février 1851, et étant également animés du désir d'accroître les relations commerciales entre la France et la Sardaigne, sont convenus de conclure dans ce but une convention additionnelle au traité précité du 5 Novembre 1850, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

(*Suivent les noms des plénipotentiaires.*)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I. Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à étendre, à partir du premier Juin prochain, aux produits du sol et de l'industrie de la France, importés directement de France en Sardaigne, les réductions douanières stipulées par les traités conclus avec la Belgique le 24 Janvier, et avec l'Angleterre, le 27 Février 1851.

Art. II. Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage en outre à abaisser, à partir de la même époque, les droits,

1° Sur les tissus de soie importés de France, dans la proportion suivante, savoir :

Tissus de soie, de 20 francs à 15 francs le kilogramme ;
Tissus de soie et filoselle, de 12 francs à 8 francs le kilogramme ;
Boutons de soie et filoselle, de 8 francs à 6 francs ;
Boutons mélangés, de 5 francs à 3 francs.

2° Sur les livres importés de France, dans la proportion suivante, savoir :

Livres reliés blancs, de 65 f } à trente-cinq francs les cent kilogrammes.
Livres imprimés, de . 60 }

Livres imprimés brochés, de trente francs à dix-huit francs les cent kilogrammes.

Art. III. Le Président de la République française, en compensation de ces avantages, s'engage de son côté à abaisser, 1851

1° D'un cinquième, soit de vingt pour cent, les droits actuels sur les bestiaux de la race ovine et caprine sardes, importés en France, soit par le littoral de la Méditerranée, soit par la frontière de terre dans la zone comprise entre la limite méridionale du département de l'Ain et la Méditerranée, de telle sorte que les droits actuels de cinq francs pour chaque bête à laine, moutons, béliers et brebis; de un franc cinquante centimes pour chaque bête à cornes, boucs et chèvres; de trente centimes pour chaque agneau, soient réduits à quatre francs, un franc vingt centimes, et vingt-cinq centimes;

2° D'un cinquième, soit de vingt pour cent, les droits sur les fruits frais de table originaires des États sardes.

Art. IV. La présente convention, considérée comme additionnelle au traité de commerce et de navigation conclu entre la France et la Sardaigne, le 5 Novembre 1850, aura la même durée que ce traité.

Les deux hautes parties contractantes se réservent de se concerter ultérieurement sur les concessions réciproques qui pourraient donner à la présente convention additionnelle des développements nouveaux, aussi bien que sur la prolongation éventuelle de la présente convention et du traité du 5 Novembre 1850.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Turin, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, etc.

SARDAIGNE ET LES ÉTATS DU ZOLLVEREIN.

Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 23 Juin 1845, conclu entre la Prusse, pour elle et au nom des États de l'Association de douanes et de commerce allemande, et la Sardaigne, signée à Turin, le 20 Mai 1851.

Art. I. Sa Majesté le Roi de Prusse tant en Son nom qu'au nom des autres membres de l'Association de douanes et de commerce allemande s'engage :

1851 1° à réduire les droits actuellement établis sur les riz sardes à leur entrée dans les États du Zollverein, savoir :

a) pour les riz pelés de 2 écus à 1 écu de Prusse le quintal,

b) pour les riz non-pelés de 2 écus à $^2/_3$ d'écu ou 20 *silbergroschen* le quintal ;

2° à supprimer les droits qui étaient perçus jusqu'à présent sur l'huile d'olive provenant en tonneaux des États sardes et destinée à subir à son entrée dans les États du Zollverein un mélange d'huile de térébenthine.

Art. II. Sa Majesté le Roi de Sardaigne consent à étendre aux États du Zollverein à partir du 1 Juin 1851, les réductions de douane accordées par la Sardaigne à la France, à la Belgique et à l'Angleterre par les traités conclus avec ces puissances sous la date des 5 Novembre 1850, le 24 Janvier et le 27 Février 1851.

Art. III. Les deux hautes parties contractantes se réservent de prendre de concert des mesures propres à favoriser l'établissement d'une ligne de chemins de fer destinée à relier ceux de l'Union douanière allemande avec celui qui est en voie de construction entre Gènes et les frontières de la Suisse.

Art. IV. La présente convention aura la force et la valeur du traité du 23 Juin 1845, dont elle formera désormais l'annexe et l'un et l'autre resteront en vigueur jusqu'au 1 Janvier 1858. A partir de cette époque ils ne cesseront d'être en vigueur que douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir les maintenir.

Art. V. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans le plus court délai.

En foi de quoi, etc.

DANEMARCK ET RUSSIE.

Protocole signé par les plénipotentiaires de Danemarck et de Russie, relatif à l'intégrité de la monarchie danoise et à l'ordre de succession éventuelle au trône de Danemarck, à Varsovie, le $\frac{24 \text{ Mai}}{5 \text{ Juin}}$ 1851.

S. M. le roi de Danemarck et S. M. l'empereur de toutes les Russies, prenant en considération les transactions entre leurs augustes prédécesseurs dans les années 1767 et 1773 ;

Considérant qu'autant pour établir le repos du Nord de l'Europe 1851
sur un pied durable, que pour écarter tout ce qui pouvait alors, ou dans l'avenir, donner lieu à des malentendus ou différends dans l'auguste maison d'Oldenbourg, l'empereur Paul, de glorieuse mémoire, alors grand-duc de Russie a renoncé pour lui-même, ainsi que pour ses héritiers et descendants, en faveur de S. M. le roi Chrétien VII, de glorieuse mémoire, ainsi que des héritiers de sa couronne royale, à tous ses droits et prétentions au duché de Schleswig en général, comme à la partie ci-devant princière de ce duché en particulier;

Que, de la même manière et par les mêmes motifs, S. M. l'empereur Paul a cédé pour lui-même, ainsi que pour ses descendants, ses héritiers et successeurs, tout ce qu'il possédait dans le duché de Holstein, soit en commun avec le roi de Danemarck, soit séparément;

Considérant que cet acte de cession du duché de Holstein n'a eu lieu expressément qu'en faveur de S. M. le roi Chrétien VII et de sa descendance mâle, ainsi qu'éventuellement en faveur de feu le prince Frédéric, frère du roi, et de la descendance mâle de ce prince; et que les éventualités qu'admettaient les termes mêmes de cette cession se sont en partie déjà réalisées par l'extinction de la descendance mâle du roi Chrétien VII, ou peuvent se réaliser dans un avenir plus ou moins rapproché, sans que lesdites transactions y aient pourvu d'aucune manière;

Prévoyant les dangers que le silence des traités existants peut avoir pour la monarchie danoise, si, à la suite de l'extinction de la lignée mâle actuellement sur le trône de Danemarck, la *lex regia* recevait son application pure et simple à une partie de cette monarchie, se sont reconnu l'obligation et le droit, comme successeurs des augustes parties contractantes aux transactions de 1767 et de 1773, de s'entendre ultérieurement sur les combinaisons les plus appropriées au double but qu'elles ont en vue.

En conséquence, les soussignés, après un mûr examen de toutes les questions qui se rattachent à cette affaire, ont arrêté entre eux, sous la réserve expresse de la haute approbation de leurs souverains respectifs, et ont consigné dans le présent protocole les points qui suivent:

1° Le but que l'on se propose, dans l'intérêt de la paix du Nord, autant que dans celui de la paix intérieure de l'auguste maison d'Oldenbourg, savoir le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise, ne peut être réalisé qu'au moyen d'une combinaison qui appele à la succession, dans la totalité des États actuellement réunis

1851 sous le sceptre de S. M. le roi de Danemarck, la seule descendance mâle, à l'exclusion des femmes.

2° La descendance mâle du prince Chrétien de Schleswig-Holstein-Sonderbourg-Glucksbourg et sa femme Me. la princesse Louise de Hesse, réunit en elle les droits d'hérédité qui à l'extinction de la lignée mâle actuellement régnante du Danemarck lui échoit en vertu des renonciations de S. A. R. Madame la landgrave Charlotte de Hesse, de son fils M. le prince Frédéric de Hesse et de sa fille Madame la princesse d'Anhalt-Dessau.

3° Voulant, de son côté, compléter les titres résultant de ces renonciations, et amener ainsi une combinaison qui serait d'un si haut intérêt pour le maintien de la monarchie danoise dans son intégrité, S. M. l'empereur de toutes les Russies, comme chef de la branche ainée de Holstein-Gottorp, serait prêt à renoncer aux droits éventuels qui lui appartiennent en faveur de M. le prince Chrétien de Glucksbourg et de sa descendance mâle.

Toutefois, il est entendu que les droits éventuels des deux branches cadettes de Holstein-Gottorp seraient expressément réservées; que ceux dont l'auguste chef de la branche ainée ferait l'abandon pour lui-même et pour sa descendance mâle, en faveur du prince Chrétien de Glucksbourg et de sa descendance mâle, renaîtraient dans la maison impériale de Russie, à l'époque où, ce qu'à Dieu ne plaise, la descendance mâle de ce prince viendrait à s'éteindre : que, puisque la renonciation de S. M. l'empereur aurait principalement pour but de faciliter une combinaison que réclament les premiers intérêts de la monarchie, l'offre d'une pareille renonciation cesserait d'être obligatoire si la combinaison elle-même venait à manquer.

4° Par suite des considérations qu'indiquent les §§ 2 et 3 ci-dessus, M. le prince Chrétien de Glucksbourg conjointement avec Madame la princesse sa femme, et, à leur défaut, la descendance mâle de LL. AA. aurait plus qu'aucune autre branche des titres qui les rendent habiles à succéder, le cas échéant, dans les États réunis actuellement sous le sceptre de S. M. danoise.

En conséquence, les deux cours de Copenhague et de Saint-Petersbourg sont convenues :

Que S. M. le roi de Danemarck désignera le prince et la princesse de Glucksbourg conjointement comme les héritiers présomptifs de sa couronne, pour le cas où la lignée mâle de la dynastie actuellement régnante viendrait à s'éteindre ;

Que S. M. fera connaître sa haute détermination aux puissances amies du Danemarck ;

Que si, pour assurer la complète réussite de cette combinaison, 1851
d'autres renonciations étaient encore jugées utiles et désirables, ce serait à S. M. danoise à se charger des indemnités auxquelles il pourrait être reconnu des titres justes et équitables;

Enfin que c'est à Londres qu'auront lieu les négociations nécessaires pour donner le caractère d'une transaction européenne aux arrangements en vertu desquels le prince et la princesse de Glucksbourg seront reconnus comme successeurs présomptifs au trône de Danemarck.

Les soussignés se réservent de soumettre le présent protocole à leurs augustes souverains, et de solliciter leur haute approbation en faveur des dispositions qu'il renferme.

(*Signatures.*)

SARDAIGNE ET CONFEDÉRATION SUISSE.

Traité de commerce entre la Sardaigne et la Confédération Suisse, signé à Turin, le 8 Juin 1851.

Art. I. Les citoyens sardes (sauf l'art. 41 de la Constitution fédérale) seront assimilés pour leur séjour en Suisse, aux nationaux, à la condition toutefois de se soumettre aux lois et aux réglemens en vigueur.

Et réciproquement les citoyens suisses seront assimilés, pour leur séjour dans les États sardes, aux nationaux, à la condition de se soumettre aux lois et aux réglemens en vigueur.

Ainsi les citoyens des deux États respectifs pourront entrer librement dans les territoires de chacune des deux hautes parties contractantes; ils pourront séjourner ou résider librement dans quelque partie que ce soit des dits territoires, pour y vaquer à leurs affaires de commerce; ils ne seront soumis à aucune charge ou taxe quelconque, pour droit de séjour, et pour l'exercice de leur industrie commerciale, qui ne seraient pas exigées des nationaux, sauf les précautions de police qui seront employées à l'égard des nations les plus favorisées; ils auront un libre accès auprès des tribunaux de justice, pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois;

1851 ils jouiront de toutes les facilités accordées aux nationaux dans le choix des avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom, et il leur sera garanti la même sécurité et la même protection qu'aux habitans du pays dans lequel ils résideront.

Ne sont cependant pas compris dans les avantages mentionnés ci-dessus l'exercice des droits politiques et la participation aux biens des communes, des corporations ou des fondations dont les citoyens de l'un des deux pays établis dans l'autre, n'auraient pas été reçus comme membres ou à titre de copropriétaires.

Art. II. Les citoyens des deux pays seront affranchis de tout service personnel dans l'armée, aussi bien que dans les gardes ou milices nationales.

Pour ce qui regarde les propriétés mobilières ou immobilières des citoyens respectifs, il est convenu qu'elles ne seront assujetties, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, à d'autres ou plus forts impôts, charges ou contributions, que ceux auxquels seront assujetties les propriétés des nationaux.

Art. III. Les citoyens des deux États contractants, résidant ou établis dans l'autre, qui voudront retourner dans leur pays, ou qui y seront renvoyés par sentence du juge, par mesure de police, ou d'après les lois et réglemens sur la mendicité et les mœurs, seront reçus en tout temps et en toute circonstance, eux, leurs femmes et leurs familles, dans le pays dont ils sont originaires, et où ils auront conservé leurs droits, conformément aux lois.

Art. IV. En considération de la libre sortie en franchise des denrées alimentaires, et objets de consommation destinés à l'approvisionnement de la ville et du canton de Genève, par les bureaux du duché de Savoie et des provinces du Chablais, du Genevois et du Faucigny, la Confédération Suisse s'engage, de son côté, à recevoir également en franchise et de la manière ci-après indiquée, les produits suivants des États sardes :

Laitages. – Légumes frais. – Oeufs. – Fruits. – Volaille vivante. – Jardinage, y compris les pommes de terre, et en général toutes les denrées destinées à être vendues comme approvisionnement de marché.

Il est entendu que les denrées ci-dessus mentionnées seront portées, ou conduites en Suisse sur des charrettes, ou sur des bateaux par les vendeurs mêmes, qui devront toutefois suivre les routes de péage, et les déclarer aux bureaux-frontières. La totalité des objets ci-dessus, contenus dans les charrettes, ou dans les bateaux, ne devra pas dépasser le poids de cinq quintaux métriques.

La Confédération Suisse consent en outre à admettre en pleine franchise, par la frontière du canton de Genève cinq mille hectolitres, équivalents à dix mille quintaux suisses, de vin sortant par la ligne douanière des provinces du Chablais, du Genevois et du Faucigny, dans la proportion qui sera déterminée par le gouvernement sarde entre ces trois provinces, et par la voie des bureaux-frontières, qui seront désignés de concert entre les deux gouvernemens. 1851

La Confédération s'engage aussi à recevoir en franchise de droit les articles suivants :

a) Matériaux pour les routes – gravier – sable – scorie – pierres de construction brutes – gypse et chaux brute non cuite – feuilles de hêtre et autres pour litières et fourrages – litières d'écorce et toutes les matières brutes servant aux engrais.

b) Les objets tarifés, de quelque qualité que ce soit, n'excédant pas le poids d'un kilogramme, quand ils seront importés par la personne elle-même, et tous les autres objets, pour la totalité desquels elle n'aurait pas à payer un droit supérieur à 5 centimes.

Elle s'engage aussi à réduire, dans la proportion suivante, les droits d'entrée sur les articles ci-après :

Marchandises tarifées par quintal métrique.

Soies tordues à coudre de	fr. 29 »	à	fr. 7 »
Huiles d'olives commestibles de	» 14 50	à	» 7 »
Fruits du midi, y compris les amandes, les noisettes, les raisins secs et les figues de	» 14 50	à	» 7 »
Anchois salés, sardines, ton mariné à l'huile, anguilles, en barils d'un poids au-dessus de cinq kilogrammes de	» 29 »	à	» 7 »
Viandes fumées, séchées et salées telles que jambons, saucissons, saucisses, etc. de	» 7 30	à	» 5 »
Eaux minérales de	» 4 36	à	» 3 »
Chataignes de	» 0 60	à	» 0 30
Oeufs de	» 0 60	à	» 0 08

Marchandises tarifées par pièce.

Veaux, auxquels les cornes n'ont pas encore poussé.

Chèvres, et chevreaux.

Brébis et agneaux, moutons.

Cochons, d'un poids au-dessous de 40 kilogrammes de $7\frac{1}{2}$ C^{mes} à 5 centimes.

1851 *Marchandises tarifées par collier, à raison de 750 kilogrammes.*

Déchets d'animaux et de végétaux, qui ne sont pas spécialement désignés au tarif, savoir :

Sang – sabots – tendons – os – oreillons de peau – sciure – son – tourteaux de graines oléagineuses – farine de tourteaux – marc de raisin sec – lies séches et en pâte, de 45 à 15 centimes.

La Confédération Suisse s'engage à ne pas augmenter le droit actuel de 30 centimes par quintal métrique sur les riz provenant des États sardes, pendant toute la durée du présent traité.

Pour faciliter encore davantage les relations commerciales entre les deux pays, la Confédération Suisse s'engage à établir le système de fractionnement *par tiers* et *par quinzièmes* sur l'évaluation des articles dont la tarification a pour base d'unité le collier de 750 kilogrammes.

De manière que les objets frappés d'un droit de 15 centimes, et de 60 centimes par collier jouiront des facilités suivantes :

Si ces articles forment une seule charge et ne dépassent pas dans leur ensemble le poids de 500 kilogr., ils ne payeront que $^2/_3$ de la taxe, soit 40 ou 10 centimes.

S'ils ne dépassent pas les 250 kilog. ils ne payeront que $^1/_3$ de la taxe ; et s'ils ne dépassent pas le poids de 50 kilog. ils ne payeront que $^2/_{15}$.

Art. V. Le gouvernement sarde, désirant faciliter dans les États de S. M. la consommation des objets de l'industrie suisse, garantit aux productions naturelles et industrielles des États de la Confédération, les mêmes avantages dont jouissent dans les États sardes, les productions naturelles et industrielles de la nation la plus favorisée, et notamment ceux accordés à la France, à la Belgique, à l'Angleterre et au Zollverein par les traités et conventions des 5 Novembre 1850, 24 Janvier, 27 Février et 20 Mai 1851.

Il consent en outre à réduire le droit sur les fromages suisses de 20 à 15 francs les 100 kilog.

Le gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne s'oblige à ne pas faire usage, pendant la durée du présent traité de la réserve portée à l'article 4 du traité du 11 Mars 1816, celle de défendre en cas de disette, l'exportation des denrées alimentaires des États de S. M.

Art. VI. Les hautes parties contractantes s'engagent à maintenir la pleine et entière liberté de transit pour les marchandises et objets de commerce provenant d'un pays quelconque qui, de leurs frontières respectives, seraient dirigés au travers de leur territoire,

sur celui de l'autre partie, sans que, dans aucun cas, ces marchandises ou objets de commerce puissent être grevés de droits de transit, entrepôts, ou autres droits quelconques, sous quelque dénomination que ce soit, qui ne seraient pas également payés par les nationaux, et par la nation la plus favorisée. 1851

La Confédération Suisse consent à réduire le droit actuel sur le transit de 60 à 40 centimes; et en considération des stipulations de l'acte final du Congrès de Vienne et du traité du 16 Mars 1816, elle s'engage, pour les marchandises et objets de commerce, qui d'une province des États de S. M. seraient dirigés, soit par le Valais, soit par le territoire du Canton de Genève, sur un autre point des provinces limitrophes sardes, à ne percevoir qu'un droit de transit de 0 10 centimes par 100 kilog., sans obligation de plombage, et sans être soumis à aucune autre charge quelconque.

Art. VII. Pour faciliter les communications et les rapports de frontières, le gouvernement fédéral s'engage à maintenir dans les principales avenues de routes qui relient les deux États, des bureaux dûment autorisés à percevoir les droits de douane, et à faire les opérations relatives au transit, sur les routes qui seront reconnues comme voies de transit.

Sur la demande qu'en fera le gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne, le gouvernement fédéral ne se refusera pas à établir de nouveaux bureaux-frontières dans les endroits où les besoins du commerce pourront l'exiger.

Les bureaux actuels seront :

Sur la frontière du canton de Genève.

Chancy – Sezeguin – Soral – Carouge (Perly), bureau principal – Veirier – Moillesulaz, bureau principal – Croix de Rozon *Idem* – Cara – Jussy – Corsier, autorisé au transit – Hermance *Idem.*

Sur la frontière du canton du Valais.

Bouveret, bureau principal – Berney – Martigny – Orsières – Vouvry – Champéry – S. Gingolph – Monthey – Gondo, bureau principal – Saar – Bince – Zumlock.

Sur la frontière du canton du Tessin.

Locarno, bureau principal – Magadino *Idem.*

Art. VIII. Le gouvernement fédéral convaincu des grands avantages que la Suisse est appelée à retirer de la facilité et de la rapidité du mouvement commercial, s'engage de la manière la plus formelle à contribuer, autant que possible, à la construction d'un

1854 chemin de fer, qui, partant immédiatement de la frontière sarde ou du point le plus convenable des bords du Lac-Majeur, se dirigerait vers, et jusqu'à un point de l'Allemagne, pour rejoindre les chemins de fer du Zollverein.

Si une société venait à se charger de cette entreprise, le gouvernement fédéral s'engage à lui assurer toutes les facilités possibles sur le territoire de chaque Canton qui devrait être traversé par cette ligne, soit pour les études préliminaires, soit pour l'exécution des travaux, en appliquant, en faveur de cette entreprise, les dispositions des lois sur l'expropriation forcée, et en permettant aux entrepreneurs de se servir, pour la main d'œuvre, des gens du pays, ou de travailleurs étrangers munis de papiers en règle.

Dans ce cas, il serait loisible au gouvernement et aux citoyens de ces Cantons, de se réserver la portion d'action qu'ils croiraient convenable, en se soumettant toutefois aux statuts de la société, qui seront préalablement approuvés par le gouvernement fédéral et par le gouvernement sarde, et à l'exécution desquels les deux hautes parties contractantes s'engagent à ne pas apporter d'obstacles dilatoires.

De son côté le gouvernement sarde prend envers le gouvernement fédéral un engagement semblable, pour la construction dans ses États d'un chemin de fer, qui, soit immédiatement, soit au moyen de la navigation à vapeur sur le Lac-Majeur, établisse une communication avec la Suisse, sur le point qui sera reconnu le plus favorable, dans un intérêt commun. Il garantit, en outre, au gouvernement helvétique le libre usage des chemins de fer qui, des frontières suisses, se dirigent vers la mer, ou vers tout autre point des États sardes, sans que les citoyens suisses aient à payer pour leurs personnes et pour leurs marchandises et objets de commerce, d'autres ou de plus forts droits de transport, que ceux qui sont ou seront payés par les nationaux.

Le gouvernement fédéral s'engage également à accorder aux citoyens sardes, à leurs marchandises et objets de commerce, les mêmes facilités, sur les chemins de fer qui sont et seront construits sur le territoire de la Confédération.

Art. IX. Les deux gouvernements s'engagent réciproquement à ne pas frapper les objets de l'industrie de leurs États respectifs de droits autres ou plus forts que ceux auxquels sont assujettis à leur entrée les articles et les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Art. X. Il pourra être établi des consuls et des vice-consuls de chacun des deux pays dans l'autre, pour la protection du commerce.

Ces agents n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, 1851
priviléges et immunités qui leur reviennent, qu'après avoir obtenu l'*exequatur* du gouvernement territorial.

Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre les consuls, bien entendu que sous ce rapport les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leurs pays à toutes les nations.

Les agents consulaires suisses dans les États sardes jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée ; il en sera de même en Suisse pour les agents consulaires de Sardaigne.

Art. XI. Le présent traité restera en vigueur pendant dix ans à dater du 1er Juillet 1851, jour où il sera mis en exécution.

Si un an avant l'expiration de ce terme, il n'est pas dénoncé, il continuera à être obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des hautes parties contractantes ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. XII. Le présent traité sera ratifié par S. M. le Roi de Sardaigne et par le consul fédéral de la Confédération Suisse, conformément aux constitutions des deux États, et les ratifications en seront échangées à Turin aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, etc.

PAYS-BAS ET PRUSSE.

Traité entre la Prusse et les Pays-Bas, pour la répression de la contrebande, signé à la Haye, le 11 Juin 1851.[1]

Art. I. Les parties contractantes s'engagent mutuellement à prévenir et à réprimer de commun accord la fraude sur leurs frontières limitrophes par tous les moyens convenables et compatibles avec leur organisation administrative et leur législation respective.

Art. II. Cet engagement s'applique, non-seulement aux marchandises étrangères non-acquittées, c'est-à-dire qui transitent soit di-

[1] Ce fut par une convention supplémentaire, du 27 Décembre, que l'on modifia la rédaction primitive des articles VI, XVII et XVIII ainsi que nous la donnons ici.

1851 rectement, soit par entrepôts, à travers le territoire de l'une des parties contractantes, en destination de l'autre, mais aussi aux marchandises étrangères acquittées et aux marchandises indigènes (marchandises de libre trafic), qui sont passibles de droits d'entrée à leur importation de l'un État dans l'autre, ou dont l'entrée y est prohibée.

Art. III. Il ne sera toléré sur le territoire réservé de l'un des États contractants aucun dépôt de marchandises ou autre établissement de l'espèce à l'égard desquels il y aurait lieu de soupçonner qu'ils sont destinés à alimenter la fraude en objets imposés ou prohibés dans l'autre État.

Les dépôts de marchandises étrangères non-acquittées ne seront autorisés dans le territoire réservé, que dans les localités où il existe un bureau de douanes, et ils seront placés sous la clef et sous la surveillance des agents des douanes. Si l'on ne pouvait pas, dans certains cas, mettre ces dépôts sous clef, on recourra à des mesures de surveillance spéciale, offrant les meilleures garanties possibles.

Dans le rayon des douanes, les approvisionnements de marchandises étrangères acquittées ou de marchandises indigènes (marchandises de libre trafic), ne pourront excéder les besoins du commerce licite, c'est-à-dire les besoins du commerce pour la consommation locale du pays où ils existent. Le café ne pourra se trouver dans aucun emballage fait dans le but manifeste d'en opérer le transport frauduleux. S'il y avait lieu de soupçonner que ces approvisionnements sont hors de proportion avec les besoins du commerce dont il s'agit, et qu'ils ont été formés en vue de la fraude, les dépôts seront soumis de la part des agents des douanes, dans les limites de la loi, à une surveillance spéciale, propre à empêcher qu'ils ne servent à alimenter le commerce interlope.

Art. IV. Chacune des parties contractantes s'engage à faire surveiller sur son territoire les sujets de l'autre partie, qui seront soupçonnés de se livrer à la fraude.

En conséquence les sujets de l'une des parties qui seront rencontrés sur le territoire de l'autre, transportant des marchandises sans justification légale, seront arrêtés par les agents des douanes et des contributions, et poursuivis conformément aux lois du pays où l'arrestation a lieu. Si cette justification est faite valablement, les employés les escorteront jusqu'à ce que l'exportation déclarée soit consommée selon les dispositions de la présente convention.

S'ils ne sont pas porteurs de marchandises, mais s'ils sont dé-

pourvus de passeport régulier, et s'ils sont soupçonnés de se livrer 1851
à la fraude, ils seront conduits devant l'autorité locale compétente qui les fera ramener à la frontière, conformément aux lois du pays.

Art. V. Tout transport de marchandises, y compris les marchandises étrangères acquittées et celles indigènes (marchandises de libre trafic) passant de l'un des États contractants dans l'autre, ne pourra avoir lieu qu'après le lever et avant le coucher du soleil par les bureaux et routes désignés pour l'exportation, et sera couvert du document requis par la loi pour circuler dans le territoire réservé. Ce document indiquera la route à suivre pour arriver au bureau correspondant de l'autre État et énoncera le délai accordé pour atteindre la frontière. Ce délai ne pourra pas excéder le temps fixé en général par les réglements en vigueur pour les transports.

Art. VI. Tout transport de marchandises circulant sur le territoire réservé ou destiné à l'exportation, devant d'après la législation prussienne être couvert de documents de douanes pour justifier cette circulation ou exportation, et semblable disposition n'étant pas généralement prescrite par la loi de douanes néerlandaise, les hautes parties contractantes sont convenues qu'à titre de réciprocité, il sera dérogé aux dispositions des articles 143 et 161 de la loi générale des Pays-Bas du 26 Août 1822, en ce qui concerne le café, de telle manière que l'exportation de cette denrée par la frontière limitrophe de la Prusse, ainsi que la circulation intérieure de cette denrée sur le même territoire, dans les limites déterminées à l'art. 177 de la loi précitée, devra, pour les quantités dépassant quatre livres des Pays-Bas, être couverte d'un passavant, lequel, après que la déclaration en sera faite suivant l'article 120 de la même loi, sera délivré par le receveur le plus prochain du lieu de l'enlèvement, et indiquera, outre la quantité à transporter, le lieu de la destination intérieure ou le bureau d'exportation, la route à suivre, ainsi que le délai en dedans duquel le transport ou l'exportation devra être effectué.

Tout transport non-justifié de la manière prescrite sera saisi par les employés des douanes et les peines prononcées par les lois des Pays-Bas contre l'exportation ou la tentative d'exportation frauduleuse y seront applicables.

Art. VII. L'administration des Pays-Bas ne permettra la sortie par la frontière limitrophe de la Prusse, des marchandises étrangères non-acquittées ou de marchandises indigènes pour lesquelles il y a décharge ou remboursement des droits de douanes ou d'accises, que par les bureaux et les routes de douanes (*heerebanen*) désignés dans l'annexe A.

1851 De même l'administration Prussienne ne permettra la sortie par la frontière limitrophe des Pays-Bas, des marchandises étrangères non-acquittées ou des marchandises indigènes pour lesquelles il y a décharge ou remboursement des droits de douanes ou d'accises, que par les bureaux et les routes de douanes (*Zollstrassen*) désignés dans l'annexe B.

Le transport de ces marchandises à partir du bureau de sortie jusqu'à la frontière, et dans la direction du bureau d'entrée correspondant ne pourra de part et d'autre se faire que par les routes autorisées à cet effet et qui débouchent sur les routes de douanes (*heerebanen, Zollstrassen*) des bureaux d'entrée.

Les marchandises dont parlent les deux premiers alinéas du présent article seront convoyées par un ou plusieurs employés du dernier bureau de sortie de l'État d'où elles viennent, jusqu'au premier bureau de douanes dans l'autre État. Les documents relatifs à ces marchandises seront remis à l'employé convoyeur, qui les rapportera immédiatement au bureau de sortie, revêtus du visa des employés du bureau d'entrée correspondant.

Ces transports ne pourront, à moins de force majeure, s'arrêter entre le dernier bureau à la sortie et le territoire étranger ; l'exportation devra s'effectuer sans retard, et la marchandise ne pourra rétrograder que si, à raison des attributions du bureau d'entrée correspondant dans l'autre État, elle ne pouvait pas y être admise à l'entrée.

Dans ce cas, cette circonstance sera constatée par le receveur de ce bureau sur les mêmes documents, et la marchandise sera immédiatement réexportée sous le convoi des mêmes employés de l'un État, auxquels il sera adjoint jusqu'à la frontière un ou plusieurs employés de l'État où elle n'a pu être admise.

Quand le transport se fait par le Rhin, l'escorte des marchandises du dernier bureau de sortie de l'un État, jusqu'au premier bureau d'entrée de l'autre État pourra être remplacée par l'apposition sans frais pour le commerce de plombs ou de scellés sur les collis ou sur le bateau, ou bien par le maintien de ceux qui s'y trouvent déjà appliqués. Ces plombs ou scellés ne pourront être enlevés que par les employés au premier bureau d'entrée de l'autre État, qui renverront sans délai et munis de leur visa, les documents au dernier bureau de sortie.

Art. VIII. Les administrations de douanes des deux pays se communiqueront le tableau indiquant les attributions des bureaux d'entrée et de sortie correspondants sur la frontière limitrophe.

Si une déclaration à la sortie était faite pour une quantité ou une

espèce de marchandises autres que celles qui pourraient être admises au bureau d'entrée correspondant, le receveur du bureau de sortie en fera l'observation au déclarant, et si celui-ci persiste à vouloir lever l'expédition, ce receveur en préviendra immédiatement son collègue du bureau d'entrée correspondant. 1851

Art. IX. L'établissement ou le maintien, malgré la défense de l'administration des douanes, de dépôts et approvisionnements mentionnés à l'article III, les infractions aux mesures de surveillance prescrites et le transport des marchandises destinées à l'exportation de l'un État dans l'autre, sans les documents mentionnés aux articles V et VII après le coucher et avant le lever du soleil, ou par d'autres routes, que celles désignées dans ces documents, ou en dehors du délai qui y est fixé, seront punis conformément aux lois en vigueur dans l'État où l'infraction a été commise.

Si, hors les cas de force majeure, l'exportation des marchandises dont parle le 4e alinéa de l'article VII était différée nonobstant l'invitation des employés convoyeurs, la saisie en sera provisoirement déclarée et l'exportation subséquente ne pourra avoir lieu que du consentement du fonctionnaire supérieur du bureau de sortie.

Art. X. Les fonctionnaires et employés des contributions indirectes et de douanes, et les autres autorités compétentes dans les deux États se prêteront mutuellement et en toute circonstance, l'appui réclamé pour l'exécution des mesures légales propres à prévenir, constater et punir les contraventions des douanes, tentées ou consommées au préjudice de l'un ou de l'autre de ces États.

Par contravention des douanes on entend, non-seulement la fraude de droits d'entrée, de sortie ou de transit, établis dans les États contractants, mais aussi les infractions aux prohibitions d'entrée, de sortie ou de transit existant dans chaque État et à la prohibition des objets dont ces État se sont réservé le monopole, tels que, par rapport à la Prusse, le sel et les cartes à jouer.

Il est entendu que cette prohibition des marchandises, objets d'un monopole, cessera ses effets lorsque le gouvernement de l'État intéressé jugera convenable d'autoriser l'entrée de ces marchandises sous certaines conditions.

Art. XI. Les fonctionnaires et employés désignés à l'article précédent sont tenus, sans qu'il soit nécessaire de les y inviter spécialement, d'user de tous les moyens légaux propres à prévenir, constater ou punir les contraventions de douanes tentées ou commises au préjudice de l'un ou de l'autre des États contractants et de se communiquer réciproquement ce qu'ils auront appris à cet égard.

Art. XII. En cas de poursuite de fraudeurs ou de recherche de

1851 traces de fraude les fonctionnaires et employés désignés ci-dessus sont expressément autorisés à pénétrer à la frontière limitrophe sur le territoire de l'autre État, afin d'avertir les fonctionnaires ou employés de cet État, lesquels devront sur le champ prendre les mesures légales nécessaires pour constater et faire punir la contravention des douanes commise ou tentée.

Ils seront tenus aussi de signaler réciproquement dans le délai le plus court les tentatives et les faits de fraude qu'ils sauraient avoir lieu au préjudice de l'autre État.

Il sera ouvert à cette fin, dans chaque poste de surveillance sur les frontières limitrophes, un registre dans lequel ces communications seront inscrites. Si les renseignements reçus révèlent l'existence de dépôts de marchandises, destinées à alimenter la fraude dans l'autre État, de promptes investigations seront faites, et le résultat de ces investigations de même que les mesures prescrites seront immédiatement communiqués aux fonctionnaires ou employés de l'État intéressé.

Art. XIII. Le concours des fonctionnaires des deux États pour la découverte ou la répression des contraventions de douanes, mentionné à l'article X, consiste notamment à réunir les divers éléments de preuve de la fraude pratiquée ou tentée, afin d'en faciliter la poursuite par l'autorité judiciaire du pays où elle a été commise.

Comme conséquence de ce principe, les fonctionnaires et employés des douanes et des contributions indirectes de l'un des États pourront être appelés à déposer des circonstances de la fraude à la réquisition de leurs chefs, faite de la part des fonctionnaires compétents de l'autre État, soit devant ces fontionnaires, soit devant l'autorité de l'État auquel ils appartiennent.

Art. XIV. Les bureaux frontières des douanes se communiqueront réciproquement chaque semaine un extrait des registres de douanes, certifié exact par le receveur, et faisant connaître l'espèce et la quantité des marchandises étrangères non-acquittées passées en transit et des marchandises indigènes pour lesquelles il a été accordé décharge ou remboursement des droits de douanes ou d'accises à la sortie.

Quant aux marchandises étrangères acquittées et aux marchandises indigènes (marchandises de libre trafic) autres que celles désignées ci-dessus, passant d'un État dans l'autre, les fonctionnaires et employés des douanes de chaque bureau de frontière auront respectivement la faculté de prendre au bureau correspondant de l'autre État, inspection des registres des documents de transport et d'exportation.

Art. XV. Les hautes parties contractantes s'engagent à se concerter sur un régime d'importation, d'exportation et de transit par le chemin de fer qui sera établi entre les deux pays, offrant toutes les garanties désirables contre la fraude, de manière que les articles V et VII (4me alinéa) et XIV (1er alinéa) ne soient pas applicables aux marchandises importées, exportées ou transitant par ce *railway* et présentant les mêmes facilités au service international qui sont accordées au chemin de fer entre la Prusse et la Belgique. 1851

Art. XVI. Pour mieux assurer l'efficacité des mesures convenues par les dispositions qui précèdent, les fonctionnaires supérieurs des douanes dans les deux États contractants seront invités à entretenir des relations mutuelles de bon voisinage et à se réunir de temps à autre pour se communiquer leurs observations et renseignements sur les mouvements de la fraude, et se concerter sur les mesures à prendre pour le réprimer.

Art. XVII. Il sera loisible à chacun des États qui font ou feront partie de l'association douanière allemande d'adhérer aux dispositions de la présente convention.

Art. XVIII. La présente convention sera mise à exécution un mois après l'échange des ratifications, et restera en vigueur jusqu'à la fin de l'an mil huit cent soixante-six, et si, six mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, la convention sera maintenue pendant un an au-delà de ce terme, et ainsi de suite d'année en année.

Art. XIX. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye, dans l'espace de six mois à dater du jour de sa signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

PAYS-BAS ET SARDAIGNE.

Traité de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et la Sardaigne, signé à la Haye, le 24 Juin 1851.

Art. I. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les États des hautes parties contractantes, et les sujets de chacune d'elles, dans toute l'extension des territoires de l'autre, jouiront des

1851 mêmes droits, priviléges, libertés, faveurs, immunités et exemptions, en matière de commerce, dont jouissent et jouiront les nationaux.

Art. II. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du royaume de Sardaigne, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports du royaume des Pays-Bas, ses colonies et possessions, est ou sera légalement permise sur des bâtiments néerlandais, pourront également y être importés sur des bâtiments sardes, sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtiments néerlandais; et réciproquement, toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du royaume des Pays-Bas, ses colonies et possessions, soit de tout autre pays, dont l'importation dans le royaume de Sardaigne est ou sera légalement permise sur des bâtiments sardes, pourront également y être importés sur des bâtiments néerlandais, sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtiments sardes.

Cette égalité de traitement réciproque sera appliquée indistinctement, soit que ces marchandises arrivent directement de l'endroit de production, soit qu'elles arrivent d'un autre endroit quelconque.

D'ailleurs il est entendu que les produits des colonies néerlandaises ne seront pas imposés plus fortement dans le royaume de Sardaigne, que les produits similaires d'une autre provenance, et que les produits exotiques, importés d'un port néerlandais dans un port sarde, ne seront pas imposés plus fortement que les mêmes produits, importés d'un autre port quelconque.

Art. III. La même égalité de traitement réciproque aura lieu pour tout ce qui a trait aux exportations et transits, sans distinction de provenance ou de destination, et pour tout ce qui a égard aux primes, facilités et restitutions de droits, que la législation des deux pays a établis ou pourrait établir par la suite.

Art. IV. Sa Majesté le roi des Pays-Bas prend l'engagement, que le commerce des sujets sardes dans les États néerlandais ne subisse aucune interruption, ou ne puisse en aucune manière être atteint par le fait de quelque monopole, contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat quelconque, de manière à ce que les sujets sardes aient faculté pleine et entière de vendre et d'acheter partout où il leur plaira, et en toutes formes jugées les plus convenables par le

vendeur et l'acheteur, et sans être obligés de subir aucune conséquence de quelque monopole, contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat; à l'exception toutefois des monopoles actuellement existants dans les colonies et possessions néerlandaises aux Indes-Orientales, par rapport à l'importation et à la vente de l'opium et du sel, et sauf le contrat existant entre le gouvernement et la société dite *Neederlandsche Handelsmaatschappij*, relatif au transport et à la vente des produits coloniaux, la propriété du gouvernement des Pays-Bas; et Sa Majesté le roi de Sardaigne s'engage à ce que semblable affranchissement de toute gêne relative aux ventes ou achats, soit garanti aux sujets néerlandais, dans les États sardes, à l'exception des monopoles actuels de la couronne, de tabac, de sel, de poudre, de plombs de chasse et de guerre, et de cartes à jouer. 1851

Art. V. Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine ou autres droits semblables ou équivalents, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes, corporations ou établissement quelconque, ne sera imposé dans les ports de chacun des deux pays, sur les navires de l'autre nation, arrivant d'un port ou endroit quelconque, qui ne sera pas également imposé en pareil cas sur les navires nationaux, et dans chacun des deux pays aucun droit, charge, restriction ou prohibition ne sera imposé, ni aucun remboursement de droit, prime ou avantage ne sera refusé à aucune marchandise importée dans, ou exportée de ces mêmes pays, sur des navires de l'autre, qui ne soit également imposé sur ces mêmes marchandises, ou refusé à ces mêmes marchandises, importées ou exportées sur des navires nationaux.

Art. VI. Seront complétement affranchis des droits de tonnage et d'expédition :

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, repartiront sur lest;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un

1851 autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. VII. Tous les navires qui d'après les lois du royaume des Pays-Bas sont considérés comme navires néerlandais et tous les navires qui d'après les lois du royaume de Sardaigne sont considérés comme navires sardes, seront, quant aux effets du présent traité, déclarés respectivement navires néerlandais et sardes.

Art. VIII. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, docks, rades, hâvres ou rivières des deux États, il ne sera accordé aucun privilége aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre État; la volonté des parties contractantes étant que sous ce rapport aussi les bâtiments respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite réciprocité.

Art. IX. Les bâtiments de l'un des deux États pourront décharger en totalité leur cargaison dans un des ports des États de l'autre haute partie contractante, ou décharger une partie de leur cargaison dans un port et se rendre ensuite avec le reste dans les autres ports du même État, ou ailleurs, selon que le capitaine, le propriétaire ou telle autre personne qui serait dûment autorisée dans le port à agir dans l'intérêt du bâtiment, ou de la cargaison, le jugera convenable.

Art. X. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont pas applicables, ni à la pêche, ni au commerce de cabotage, que chaque partie contractante se réserve à elle-même et règlera d'après ses propres lois.

Art. XI. S'il arrivait que quelque vaisseau de guerre ou navire marchand de l'un des deux États fît naufrage sur les côtes de l'autre, ce bâtiment, ou ses parties ou débris, ses agrès et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, en seront fidèlement rendus aux propriétaires ou à leurs ayant droit, sur leur réclamation. Dans le cas où ceux-ci se trouveraient absents, les dits objets, marchandises, ou leur produits, seront consignés, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce bâtiment, au consul néerlandais ou sarde, dans le district duquel le naufrage aura eu lieu, et il ne sera exigé, soit du consul, soit des propriétaires ou ayant droit, que le paiement des dépenses pour la conservation de la propriété, ainsi que les droits de sauvetage qui seraient également payés en pareille circonstance, par un bâtiment national. Les mar-

chandises et effets sauvés du naufrage ne seront assujettis aux droits établis, qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation. 1851

Art. XII. La Sardaigne accorde au royaume des Pays-Bas les réductions de douane stipulées entre la Sardaigne et la Belgique, par le traité conclu avec cette puissance à Turin, le 24 Janvier 1851, et qui se trouvent spécifiées dans le tableau *A*, annexé au présent traité; les réductions de douane accordées à la France, par la convention du 20 Mai 1851, sur les tissus de soie et sur les livres, — et en outre, pour les fromages d'Hollande, une réduction d'un quart du chiffre actuel du tarif.

En compensation les Pays-Bas accordent au royaume de Sardaigne les diminutions du droit d'entrée qui ont été concédées respectivement à la France et au royaume des Deux-Siciles, par les traités signés par les Pays-Bas avec ces puissances, le 25 Juillet 1840 et le 17 Novembre 1847, sur le vin et sur les huiles d'olive, et qui se trouvent spécifiées dans le tableau *B*, également annexé au présent traité, et en outre une diminution du quart du chiffre actuel sur les fruits confits au sucre, sur les succades, sur le vermicel et autres pâtes analogues.

Les réductions des droits de douane, sur les articles mentionnés dans ces tableaux *A* et *B*, seront censées avoir pris cours à dater du 1er Juin 1851, et le surplus du droit qui aurait été perçu, depuis cette époque, sera restitué.

Art. XIII. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes s'obligent et s'engagent à ce que tout privilége, faveur ou immunité que chacune d'elles viendra à accorder à tout autre État, sera aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, ou en donnant une compensation, autant que possible, de valeur et effet équivalent, à fixer de commun accord, si la concession est conditionnelle.

Il en sera de même pour les faveurs ou immunités que les hautes parties contractantes pourraient accorder à tout autre État, quant au transport de marchandises sur les chemins de fer établis ou à établir dans les États respectifs.

Art. XIV. Les agents consulaires néerlandais dans les États sardes jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités, dont jouissent les agents de même qualité de la nation la plus favorisée; il en sera de même dans les Pays-Bas, pour les agents consulaires de Sardaigne.

Art. XV. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et ren-

1851 voyer à bord, soit dans leurs pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original ou en copie, dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament, faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, sujets de l'autre partie, seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul, qu'après que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement, et que celui-ci ait eu son effet.

Art. XVI. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes pourront disposer librement par testament, donation ou autrement, de tous les biens qu'ils auraient pu acquérir et posséder légalement dans les États de l'autre, et ceux qui les représentent d'après les lois, quoique sujets de l'autre partie contractante, pourront hériter de ces propriétés, soit par testament, soit ab intestato, et ils pourront, dans les termes fixés par la loi, en prendre possession par eux-mêmes ou par des personnes agissant en leur nom ; ils en disposeront à leur gré, sans être assujettis à des retenues ou à des impositions autres ou plus fortes que celles établies ou à établir dans ces cas ou circonstances sur les nationaux.

Dans le cas d'absence des héritiers, on devra suivre la même règle, qui en semblable cas est prescrite à l'égard des propriétés des natifs du pays, jusqu'à ce que les ayant-droit aient fait les arrangements nécessaires pour en prendre possession.

Si des contestations s'élevaient entre les divers postulants, au sujet du droit qu'ils auraient à ces propriétés, elles devront être résolues par les juges, suivant les lois du pays où les propriétés sont situées, et sans autre appel que celui, prévu par les mêmes lois.

Art. XVII. Les sujets de l'une des hautes parties contractantes,

résidant dans les États de l'autre, seront respectivement libres de 1851
régler comme les nationaux leurs affaires par eux-mêmes, ou de les confier aux soins de toute autre personne, telles que courtiers, facteurs, agents ou interprètes; ils ne pourront être contraints dans leur choix, et ils ne seront tenus à payer aucun salaire ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet; étant absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs, de contracter ensemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denrées ou marchandises, importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux réglements et aux lois du pays.

Art. XVIII. Les stipulations du présent traité remplaceront celles du traité conclu à Turin entre les hautes parties contractantes, le 24 Janvier 1842.

Le présent traité sera en vigueur pendant douze ans, à compter de la date de l'échange des ratifications, et au-delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de le faire cesser; chacune des parties se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des douze ans susmentionnés ou à toute date ultérieure.

Art. XIX. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à la Haye, le plustôt possible, dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi, etc.

Tableau A.

Les marchandises suivantes, originaires des Pays-Bas et importées dans les États sardes, sans distinction du pavillon sous lequel cette importation a lieu, ni du port d'où les marchandises arrivent, jouiront, à l'entrée dans ces États, des réductions de droits ci-après indiquées.

Zinc, en plaques, en barres ou en saumons (toutenagues), zinc laminé, réduction de moitié des droits actuels.

Cuivre, en pains, en rosettes, en fonds de chaudière, en plaque, cuivre ouvré et non ferré, même réduction.

Fers, fonte ouvrée simple, coussinets pour chemins de fer, fr. 8,00 au lieu de fr. 15,00 les 100 kil. Fonte, garnie d'autres métaux, fr. 12,00 au lieu de fr. 25,00. Fer de première fabrication, rails, fr. 10,00 au lieu de fr. 16,00; de seconde fabrication, fr. 15,00 au lieu de fr. 30,00; garni d'autres métaux, fr. 20,00 au lieu de fr. 40,00; ancres, canons, fr. 10,00 au lieu de fr. 20,00; instruments propres aux arts mécaniques, fr. 12,50 au lieu de fr. 25,00; clous

1851 de toute espèce, chevilles, etc. fr. 12,50 au lieu de fr. 25,00 et de fr. 70,00; machines et mécaniques, fr. 5,00 au lieu de fr. 10,00; faux, faucilles ou serpettes, fers à repasser, etc. fr. 12,50 au lieu de fr. 25; enclumes, massues, socs de charrue, fr. 10,00 au lieu de fr. 20,00; ressorts de voitures et similaires, fr. 30,00 au lieu de fr. 60,00; vis de fer de toute espèce, fr. 12,50 au lieu de fr. 25,00; fils de fer, fr. 10,00 au lieu de fr. 20,00 par 100 kil.

Armes, blanches de toute espèce, réduction de moitié; canons de fusils de chasse, fr. 1,00 au lieu de fr. 2,00 la pièce; canons de pistolets, fr. 0,35 au lieu de fr. 0,75 la pièce.

Verres et cristaux, miroirs de toute dimension non montés, fr. 25,00 au lieu de fr. 60,00 les 100 kil.; cristaux de toute espèce, fr. 15,00 au lieu de fr. 40,00 par 100 kil.; glaces et verres à vitre, fr. 15,00 au lieu de fr. 25,00 par 100 kil.; verre ouvré de toute espèce, fr. 15,00 au lieu de fr. 18,00 par 100 kil.; bouteilles d'un litre et au-dessus, demi-bouteilles, damejeannes sans distinction de capacité, bouteilles nommés fiaschi, réduction de moitié.

Porcelaine, en couleur ou dorée, fr. 30,00 au lieu de fr. 50,00; blanche, fr. 25,00 par 100 kil.; poterie de terre ordinaire, fr. 3,00 au lieu de fr. 4,00 par 100 kil.; faïence en ouvrages divers, blanche fr. 8,00 au lieu de fr. 12,00; peinte, dorée ou coloriée, fr. 12,00 au lieu de fr. 20.

Papier, de pâte, de couleur et blanc de toute qualité, fr. 30,00 au lieu de fr. 50,00 les 100 kil.; colorié ou doré, fr. 40,00 au lieu de fr. 65,00; imprimé, dessiné ou peint, pour teinture, fr. 50,00 au lieu de fr. 100,00; brouillard, fr. 20,00 au lieu de fr. 50,00; grossier pour envelopper, fr. 10,00 au lieu de fr. 20,00.

Livres, en feuilles ou brochés, fr. 30,00 au lieu de fr. 50,00 par 100 kil.; reliés en carton, etc. fr. 60,00 au lieu de fr. 100,00.

Sucre raffiné, de toute espèce, fr. 25,00 au lieu de fr. 45,00 les 100 kil.

Cuirs et peaux préparés, fr. 66,66 au lieu de fr. 100,00; peaux chamoisées, fr. 75,00 au lieu de fr. 150,00.

Fils de laine ou de poil quelconque, blancs ou naturels, fr. 0,60 au lieu de fr. 1,10 le kil.; teints fr. 0,80 au lieu de fr. 1,60.

Tissus de laine, foulés et drapés ou non, de la valeur de fr. 10,00 par mètre, et au-dessus, y compris les similaires, tels que casimirs, etc., fr. 3,00 le kil., au lieu de fr. 3,30, avec suppression des 10% à la valeur; de moins de fr. 10,00 par mètre, fr. 2,00 au lieu de fr. 4,50.

Tapis et couvertures de bourre de laine, lambeaux et lisières de drap, fr. 1,00 au lieu de fr. 2,00 le kil.; de toute autre qualité, fr. 1,00 au lieu de fr. 3,00.

Lin, teillé ou peigné, réduction de moitié. 1851

Fil de lin et de chanvre de toute qualité, même réduction.

Tissus de lin ou de chanvre, écrus ou blanchis, même mélangés de coton ou de laine, croisés ou autrement ouvragés, écrus, blanchis ou mélangés de blanc, même réduction.

Dentelles de toutes qualités, même réduction.

Fils de coton, inférieur au n° 20, fr. 0,20 au lieu de fr. 0,90 ; du n° 20 au n° 40, fr. 0,40 au lieu de fr. 0,90 ; du n° 40 au n° 60, fr. 0,60 au lieu de fr. 0,75 ; d'un numéro supérieur fr. 0,75.

Retords de toute qualité fr. 0,75 au lieu de fr. 1,20 ; blanchis ou teints de toute qualité, fr. 0,80 au lieu de fr. 1,80.

Tissus de coton, même mélangés de fil ou de laine, unis, croisés ou autrement ouvragés, écrus, blanchis, en couleur ou teints, imprimés, etc., réduction de moitié.

Morue, réduction de 25 pct.

Le droit à la sortie sur les marchandises suivantes, dirigées des États sardes vers les Pays-Bas, sera réduit, savoir :

celui sur les *soies grèges* à fr. 1,50 ;

celui sur les *peaux brutes d'aigneaux* à fr. 15,00 ;

sur les *peaux de chevraux*, à fr. 30,00.

Tableau B.

Les marchandises suivantes, originaires des États sardes et importés dans les Pays-Bas, sans distinction du pavillon sous lequel cette importation a lieu, ni du port, d'où les marchandises arrivent, jouiront à l'entrée dans ce royaume, des réductions de droits ci-après indiquées :

Les droits actuellement existants dans les colonies néerlandaises des Indes-Orientales, sur les vins sardes, soit en cercles, soit en bouteilles, sont réduits de moitié.

Les vins de Sardaigne, en cercles, sont affranchis de tout droit de douane à l'entrée dans les ports néerlandais en Europe, et les droits actuels sont réduits de trois cinquièmes, pour les vins en bouteilles.

Les huiles d'olive jouissent d'une réduction de cinquante cents sur le droit établi par le tarif de douane.

1851

GRÈCE ET PAYS-BAS.

Articles additionnels au traité de commerce et de navigation du 10/22 Février 1843, entre la Grèce et les Pays-Bas, signés à Athènes, le 18/30 Juin 1851.

Art. I. Les deux hautes parties contractantes consentent à ce que les avantages, accordés par les articles VI et VII du traité du 10/22 Février 1843 aux navires respectifs, lors de la navigation directe entre les deux royaumes, soient également appliqués aux navires néerlandais qui d'un port, non situé dans le royaume des Pays-Bas, arrivent dans un port grec, et aux navires grecs, qui d'un port, non situé dans le royaume de la Grèce, arrivent dans un port néerlandais, comme aussi réciproquement aux navires sous pavillon néerlandais ou grec qui partent d'un port de l'autre État pour se rendre dans un port étranger.

Art. II. Il est également convenu que le traitement à l'égal de la nation la plus favorisée, stipulé par les articles II et XI du même traité, sera remplacé, pour tous les rapports qui y sont mentionnés, par le traitement à l'égal des nationaux, de sorte que, sous tous ces rapports, on sera assimilé de part et d'autre aux nationaux.

Art. III. Sa Majesté le roi des Pays-Bas s'engage à accorder le traitement sur le pied des bâtiments nationaux aux bâtiments grecs et à leurs importations et exportations dans les colonies et autres possessions des Pays-Bas hors de l'Europe. Toutefois le cabotage des Indes néerlandaises demeure réservé au pavillon national.

En retour Sa Majesté le roi de la Grèce s'engage à ne point percevoir sur les produits des colonies néerlandaises un droit plus élevé que celui imposé aux produits exotiques similaires d'autre provenance et à ne point grèver les produits de l'Asie, de l'Amérique, de l'Afrique et de l'Australie, importés des ports néerlandais, d'un droit plus fort que le droit imposé sur ces mêmes produits importés d'un autre port quelconque.

Art. IV. En conséquence des dispositions de l'article I ci-dessus, le second alinea de l'art. VII y mentionné, ne trouve plus d'application, aussi longtemps que la présente convention sera en vigueur.

Art. V. La présente convention aura la même durée que le traité du 10/22 Février 1843, auquel elle se rapporte, et les ratifications en seront échangées à Athènes dans les trois mois à dater de la signature ou plustôt si faire se peut. En foi de quoi, etc.

ESPAGNE ET SARDAIGNE. 1851

Convention entre l'Espagne et la Sardaigne, pour l'exécution des sentences en matière civile ordinaire ou commerciale, signée à Madrid, le 30 Juin 1851.

(En espagnol et en italien.)

Art. I. Le sentenze od ordinanze in materia civile ordinaria o commerciale emanate dai tribunali di prima istanza o d'appello di Sua Maestà il Re di Sardegna, o da quelli di Sua Maestà Cattolica, e debitamente legalizzate, saranno reciprocamente eseguite dai tribunali dei due Stati in conformità di quanto è stabilito cogli articoli seguenti.

Art. II. Tale esecuzione sarà chiesta da un tribunale di prima istanza o d'appello all' altro col mezzo di requisitorie.

Quando si tratti di sentenze definitive, la requisitoria sarà accompagnata dal corrispondente decreto di esecuzione.

Qualora invece si tratti di sentenze non definitive, prima di ordinare la spedizione delle requisitorie, il richiedente si accerterà e ne farà quindi menzione motivata nella sua provvidenza, che non vi ha più luogo ad appellarsi da dette sentenze, se pella loro natura le medesime richiedessero questa circostanza per poter essere eseguite.

Art. III. Perchè possano eseguirsi dai tribunali di prima istanza o di appello competenti di ciascun paese le sentence od ordinanze dei tribunali dell' altro, dovranno le medesime essere previamente dichiarate esecutorie dal tribunale superiore nella cui giurisdizione o territorio dovrà aver luogo l'esecuzione. Non si addiverrà però a questa dichiarazione nei seguenti casi:

1. Quando la sentenza od ordinanza fosse peccante di manifesta ingiustizia.

2. Quando fosse nulla per difetto di giurisdizione, di citazione o di mandato.

3. Quando fosse contraria alle leggi proibitive del Regno nel quale se ne chiede l'eseguimento.

Art. IV. Le sentenze pronunciate dai tribunali di Sua Maestà il Re di Sardegna avranno forza di produrre ipoteca sui beni situati negli Stati di Sua Maestà Cattolica, e reciprocamente, allorchè saranno state dichiarate esecutorie nel modo sovra indicato.

1851 Art. V. Gli atti autentici rogati negli Stati di Sua Maestà il Re di Sardegna avranno forza di conferire ipoteca nei beni situati negli Stati di Sua Maestà Cattolica, semprechè questi beni saranno stati specialmente designati nel contratto, e viceversa.

Art. VI. L'ipoteca di cui si tratta nei due precedenti articoli (IV e V) non colpirà se non li beni che ne saranno passibili conformemente alle leggi del paese in cui sono situati.

L'adempimento di tutte le formalità dalle leggi prescritte perchè l'ipoteca sortisca il suo effetto, resterà a carico della persona, a favore di cui sarà stata acquistata od acconsentita.

Art. VII. Gli atti di giurisdizione volontaria passati negli Stati di Sua Maestà Sarda sortiranno il loro effetto negli Stati di Sua Maestà Cattolica, e viceversa, allorchè si sarà dichiarato nulla ostare all' esecuzione dei medesimi dal tribunale superiore nella cui giurisdizione debbono gli atti eseguirsi.

Art. VIII. La presente Convenzione è conchiusa per anni cinque, i quali decorsi senza che una delle alte Parti contraenti abbia dichiarato all' altra, sei mesi prima della scadenza di detto termine, di volerne far cessare gli effetti, continuerà ad essere in vigore per un anno, e così di seguito a meno di disdetta come sopra.

La medesima sarà ratificata, e le rispettive ratifiche saranno scambiate nello spazio di tre mesi, od anche prima ove sia possibile. In fede di che, etc.

GRANDE-BRETAGNE ET HAWAÏ.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et le roi des îles de Sandwich, signé à Honolulu, le 10 Juillet 1851.

Art. I. There shall be perpetual friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and the King of the Hawaiian Islands, his heirs and successors, and between their respective subjects.

Art. II. There shall be, between all the dominions of Her Britannic Majesty and the Hawaiian Islands, a reciprocal freedom of commerce. The subjects of each of the two contracting parties, respectively, shall have liberty freely and securely to come, with

their ships and cargoes, to all places, ports, and rivers in the territories of the other, where trade with other nations is permitted; they may remain and reside in any part of the said territories respectively, and hire and occupy houses and warehouses; and may trade, by wholesale or retail, in all kinds of produce, manufactures, and merchandize of lawful commerce; enjoying the same exemptions and privileges as native subjects, and subject always to the same laws and established customs as native subjects. 1851

In like manner the ships of war of each contracting party, respectively, shall have liberty to enter into all harbours, rivers, and places within the territories of the other, to which the ships of war of other nations are or may be permitted to come, to anchor there, and to remain and refit; subject always to the laws and regulations of the two countries, respectively.

The stipulations of this article do not apply to the coasting trade, which each contracting party reserves to itself, respectively, and shall regulate according to its own laws.

Art. III. The two contracting parties hereby agree that any favour, privilege, or immunity whatever in matters of commerce or navigation, which either contracting party has actually granted, or may hereafter grant, to the subjects or citizens of any other State, shall be extended to the subjects or citizens of the other contracting party, gratuitously, if the concession in favour of that other State shall have been gratuitous, or in return for a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

Art. IV. No other or higher duties shall be imposed on the importation into the dominions of Her Britannic Majesty, of any article the growth, produce, or manufacture of the Hawaiian Islands, and no other or higher duties shall be imposed on the importation into the Hawaiian Islands, of any article the growth, produce, or manufacture of Her Britannic Majesty's dominions, than are or shall be payable on the like article, being the growth, produce, or manufacture of any other foreign country. Nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the territories of either of the contracting parties on the exportation of any article to the territories of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like article to any other foreign country. No prohibition shall be imposed upon the importation of any article the growth, produce, or manufacture of the territories of either of the two contracting parties into the territories of the other, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the growth, pro-

1851 duce, or manufacture of any other country. Nor shall any prohibition be imposed upon the exportation of any article from the territories of either of the two contracting parties to the territories of the other, which shall not equally extend to the exportation of the like article to the territories of all other nations.

Art. V. No other or higher duties or charges on account of tonnage, light, or harbour dues, pilotage, quarantine, salvage in case of damage or shipwreck, or any other local charges, shall be imposed in any of the ports of the Hawaiian Islands, on British vessels, than those payable in the same ports by Hawaiian vessels; nor in the ports of Her Britannic Majesty's territories, on Hawaiian vessels, than shall be payable in the same ports on British vessels.

Art. VI. The same duties shall be paid on the importation of any article which is or may be legally importable into the Hawaiian Islands, whether such importation shall be in Hawaiian or in British vessels; and the same duties shall be paid on the importation of any article which is or may be legally importable into the dominions of Her Britannic Majesty, whether such importation shall be in British or in Hawaiian vessels. The same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any article which is or may be legally exportable from the Hawaiian Islands, whether such exportation shall be in Hawaiian or in British vessels; and the same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any article which is or may be legally exportable from Her Britannic Majesty's dominions, whether such exportation shall be in British or in Hawaiian vessels.

Art. VII. British whale-ships shall have access to the ports of Hilo, Kealakekua, and Hanalei, in the Sandwich Islands, for the purpose of refitment and refreshment, as well as to the ports of Honolulu and Lahaina, which two last-mentioned ports only are ports of entry for all merchant-vessels; and in all the above-named ports they shall be permitted to trade or to barter their supplies or goods, excepting spirituous liquors, to the amount of two hundred dollars *ad valorem* for each vessel, without paying any charge for tonnage, or for harbour-dues of any description, or any duties or imposts whatever upon the goods or articles so traded or bartered. They shall also be permitted, with the like exemption from all charges for tonnage and harbour-dues, further to trade or barter, with the same exception as to spirituous liquors, to the additional amount of one thousand dollars *ad valorem* for each vessel, paying upon the additional goods and articles so traded and bartered no other or higher duties than are payable on like goods and articles when

imported in national vessels and by native subjects. They shall also 1854
be permitted to pass from port to port of the Sandwich Islands for the purpose of procuring refreshments; but they shall not discharge their seamen or land their passengers in the said Islands, except at Honolulu and Lahaina; and in all the ports named in this article, British whale-ships shall enjoy, in all respects whatsoever, all the rights, privileges, and immunities which are or may be enjoyed by national whale-ships, or by whale-ships of the most favoured nation.

The like privilege of frequenting the three ports of the Sandwich Islands named in this article, which are not ports of entry for merchant-vessels, is also guaranteed to all the public armed vessels of Great Britain. But nothing in this article shall be construed as authorizing any British vessel, having on board any disease usually regarded as requiring quarantine, to enter, during the continuance of any such disease on board, any ports of the Sandwich Islands other than Honolulu or Lahaina.

Art. VIII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects of Her Britannic Majesty, shall have full liberty, in the Hawaiian Islands, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as broker, factor, agent, or interpreter; nor shall they be obliged to employ any other persons than those employed by Hawaiian subjects, nor to pay to such persons as they shall think fit to employ, any higher salary or remuneration than such as is paid, in the like cases, by Hawaiian subjects. British subjects in the Hawaiian Islands shall be at liberty to buy from and to sell to whom they like, without being restrained or prejudiced by any monopoly, contract, or exclusive privilege of sale or purchase whatever: and absolute freedom shall be allowed in all cases, to the buyer and seller, to bargain and fix the price of any goods, wares, or merchandize, imported into, or exported from the Hawaiian Islands, as they shall see good; observing the laws and established customs of those islands. The same privileges shall be enjoyed in the dominions of Her Britannic Majesty by Hawaiian subjects, under the same conditions.

The subjects of either of the contracting parties, in the territories of the other, shall receive and enjoy full and perfect protection for their persons and property, and shall have free and open access to the courts of justice in the said countries respectively, for the prosecution and defence of their just rights; and they shall be at liberty to employ in all causes, the advocates, attorneys, or agents of whatever description, whom they may think proper; and they shall enjoy, in this respect, the same rights and privileges as native subjects.

1851 Art. IX. In whatever relates to the police of the ports, the lading and unlading of ships, the warehousing and safety of merchandize, goods, and effects, the succession to personal estates by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination by sale, donation, exchange, or testament, or in any other manner whatsoever; as also with regard to the administration of justice, the subjects of each contracting party shall enjoy, in the territories of the other, the same privileges, liberties, and rights, as native subjects: and they shall not be charged, in any of these respects, with any other or higher imposts or duties, than those which are or may be paid by native subjects; subject always to the local laws and regulations of such territories.

In the like event of any subject of either of the two contracting parties dying without will or testament, in the territories of the other contracting party, the Consul-General, Consul, or acting Consul of the nation to which the deceased may belong, shall, so far as the laws of each country will permit, take charge of the property which the deceased may have left, for the benefit of his lawful heirs and creditors, until an executor or administrator be named according to the laws of the country in which the death shall have taken place.

Art. X. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the Hawaiian Islands, and Hawaiian subjects residing in the dominions of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land, and from all forced loans, or military exactions or requisitions; and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any ordinary charges, requisitions, or taxes, other or higher than those that are or may be paid by native subjects.

Art. XI. It is agreed and covenanted that neither of the two contracting parties shall knowingly receive into, or retain in, its service, any subjects of the other party who have deserted from the naval or military service of that other party; but that on the contrary, each of the contracting parties shall respectively discharge from its service any such deserters, upon being required by the other party so to do.

And it is further agreed, that if any of the crew shall desert from a vessel of war or merchant-vessel of either contracting party, while such vessel is within any port in the territory of the other party, the authorities of such port and territory shall be bound to give every assistance in their power for the apprehension of such deserters, on application to that effect being made by the Consul of the

party concerned, or by the deputy or representative of the Consul; 1851
and no public body shall protect or harbour such deserters.

It is further agreed and declared, that any other favour or facility with respect to the recovery of deserters, which either of the contracting parties has granted, or may hereafter grant, to any other State, shall be considered as granted also to the other contracting party, in the same manner as if such favour or facility had been expressly stipulated by the present treaty.

Art. XII. It shall be free for each of the two contracting parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the territories of the other party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form be approved and admitted by the government to which he is sent; and either of the contracting parties may except from the residence of Consuls such particular places as either of them may judge fit to be excepted. The Diplomatic Agents and Consuls of the Hawaiian Islands in the dominions of Her Britannic Majesty, shall enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities are or shall be granted there to Agents of the same rank belonging in the most favoured nation; and, in like manner, the Diplomatic Agents and Consuls of Her Britannic Majesty in the Hawaiian Islands, shall enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities are or may be granted there to the Diplomatic Agents and Consuls of the same rank belonging to the most favoured nation.

Art. XIII. For the better security of commerce between the subjects of Her Britannic Majesty and of the King of the Hawaiian Islands, it is agreed, that if at any time any rupture, or any interruption of friendly intercourse, should unfortunately take place between the two contracting parties, the subjects of either of the two contracting parties shall be allowed a year to wind up their accounts, and dispose of their property; and a safe-conduct shall be given them to embark at the port which they shall themselves select. All subjects of either of the two contracting parties who may be established in the territories of the other, in the exercise of any trade or special employment, shall in such case have the privilege of remaining and continuing such trade and employment therein, without any manner of interruption, in full enjoyment of their liberty and property, as long as they behave peacably, and commit no offence against the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging

1851 to native subjects. In the same case, debts between individuals, public funds, and the shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, or detained.

Art. XIV. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the Hawaiian Islands shall not be disturbed, persecuted, or annoyed, on account of their religion, but they shall have perfect liberty of conscience therein, and shall be allowed to celebrate divine service either within their own private houses, or in their own particular churches or chapels, which they shall be at liberty to build and maintain in convenient places approved of by the government of the said Islands. Liberty shall also be granted to them to bury in burial-places, which in the same manner they may freely establish and maintain, such subjects of Her Britannic Majesty who may die in the said Islands. In like manner, Hawaiian subjects shall enjoy within the dominions of Her Britannic Majesty, perfect and unrestrained liberty of conscience, and shall be allowed to exercise their religion publicly or privately, within their own dwelling-houses, or in the chapels and places of worship appointed for that purpose, agreeably to the system of toleration established in the dominions of Her said Majesty.

Art. XV. In case there should at any time be established British mail-packets touching at a port of the Sandwich Islands, a British packet-agent shall be permitted to reside at such port, and to collect, on account of the British Post-Office, the British sea-rate of postage which may be hereafter fixed for the conveyance of letters by British packets from the Sandwich Islands to any other place to which those packets may proceed.

Such British mail-packets shall have free access to the ports of the Sandwich Islands, and shall be allowed to remain to refit, to refresh, to land passengers and their luggage, and to transact any business connected with the public mail-service of Great-Britain. They shall not be subject in such ports to any duties of tonnage, harbour, lighthouses, quarantine, or other similar duties, of whatever nature or under whatever denomination.

Art. XVI. If any ship of war or merchant-vessel of either of the contracting parties should be wrecked on the coasts of the other, such ship or vessel, or any parts thereof, and all furniture and appartenances belonging thereunto, and all goods and merchandize which shall be saved therefrom, or the produce thereof, if sold, shall be faithfully restored to the proprietors upon being claimed by them or by their duly authorized agents; and if there are no such proprietors or agents on the spot, then the said goods and merchan-

dize, or the proceeds thereof, as well as all the papers found on 1851
board such wrecked ship or vessel, shall be delivered to the British or Hawaiian Consul in whose district the wreck may have taken place; and such Consul, proprietors, or agents, shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the rate of salvage which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel. The goods and merchandize saved from the wreck shall not be subject to duties, unless cleared for consumption.

Art. XVII. In order that the two contracting parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective subjects, it is agreed that at any time after the expiration of seven years from the date of the exchange of the ratifications of the present treaty, either of the contracting parties shall have the right of giving to the other party notice of its intention to terminate articles IV, V, and VI, of the present treaty; and that at the expiration of twelve months after such notice shall have been received by either party from the other, the said articles, and all the stipulations contained therein, shall cease to be binding on the two contracting parties.

Art. XVIII. The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Honolulu in ten months, or sooner if possible.

In witness whereof, etc.

Extract from the protocol of the signature of the preceding treaty.

The undersigned plenipotentiaries met at 11 a. m., pursuant to adjournment, and agreed to the following: —

That the present treaty is to be accepted in substitution of the treaty of the 26th March 1846.

That it is understood, that besides the three ports named in article VII, as accessible to whalers, the provisions of that article shall equally extend to the other ports now open to whalers, or that hereafter may be opened by law.

1851

DIVERS ÉTATS D'ALLEMAGNE.

Convention entre la Prusse, la Bavière, la Saxe royale, le Hanovre, la Hesse électorale, les grand-duchés de Hesse, de Saxe-Weimar, d'Oldenbourg, de Mecklenbourg-Schwérin, les duchés de Saxe-Meiningen, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Altenbourg, Brunswic, Nassau, Anhalt-Dessau-Cœthen, Anhalt-Bernbourg, les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et Sondershausen, Reuss branche aînée et cadette, Waldeck, Schaumbourg-Lippe, et ville libre anséatique de Brême, pour régler l'admission réciproque des sujets respectifs exilés, signée à Gotha, le 15 Juillet 1851.

Art. I. Jede der contrahirenden Regierungen verpflichtet sich:

a. diejenigen Individuen, welche noch fortdauernd ihre Angehörigen (Unterthanen) sind, und

b. ihre vormaligen Angehörigen (Unterthanen), auch wenn sie die Unterthanschaft nach der inländischen Gesetzgebung bereits verloren haben, so lange, als sie nicht dem andern Staate nach dessen eigener Gesetzgebung angehörig geworden sind,

auf Verlangen des andern Staates wieder zu übernehmen.

Art. II. Ist die Person, deren sich der eine der contrahirenden Staaten entledigen will, zu keiner Zeit einem der contrahirenden Staaten als Unterthan angehörig gewesen (Art. 1), so ist unter ihnen derjenige zur Uebernahme verpflichtet, in dessen Gebiete der Auszuweisende

a. nach zurückgelegtem 21sten Lebensjahre sich zuletzt 5 Jahre hindurch aufgehalten, oder

b. sich verheirathet und mit seiner Ehefrau unmittelbar nach der Eheschliessung eine gemeinschaftliche Wohnung mindestens 6 Wochen innegehabt hat, oder

c. geboren ist.

Die Geburt (*c.*) begründet eine Verpflichtung zur Uebernahme nur dann, wenn keiner der beiden andern Fälle (*a.* und *b.*) vorliegt. Treffen diese zusammen, so ist das neuere Verhältniss entscheidend.

Art. III. Ehefrauen sind in den Fällen des Art. 1 und 2, ihre 1851
Uebernahme möge gleichzeitig mit derjenigen ihres Ehegatten oder ohne diese in Frage kommen, von demjenigen Staate zu übernehmen, welchem der Ehemann nach Art. 1 oder 2 angehört.

Bei Wittwen und geschiedenen Ehefrauen ist, jedoch nur bis zu einer in ihrer Person eintretenden, die Uebernahme-Verbindlichkeit begründenden Veränderung, das Verhältniss des Ehemannes zur Zeit seines Todes und beziehungsweise der Ehescheidung maassgebend.

Die Frage, ob eine Ehe vorhanden sei, wird im Falle des Art. 1 nach den Gesetzen desjenigen Staates beurtheilt, welchem der Ehemann angehört; im Falle des Art. 2 aber nach den Gesetzen desjenigen Staates, wo die Eheschliessung erfolgt ist.

Art. IV. Eheliche Kinder sind, wenn es sich um deren Uebernahme vor vollendetem 21sten Lebensjahre handelt, in den Fällen des Art. 1 und 2 nicht nach ihrem eigenen Verhältnisse, sondern nach dem des Vaters zu beurtheilen. Kinder, welche durch nachfolgende Ehe der Eltern legitimirt sind, werden den ehelich geborenen gleich geachtet.

Art. V. Uneheliche Kinder sind nach demjenigen Unterthansverhältnisse zu beurtheilen, in welchem zur Zeit der Geburt derselben deren Mutter stand, auch wenn sich später eine Veränderung in diesem Verhältnisse der Mutter zugetragen hat.

Gehörte die Mutter zur Zeit der Geburt ihres unehelichen Kindes keinem der contrahirenden Staaten als Unterthanin an, so entscheiden über die Verpflichtung zu seiner Uebernahme die Bestimmungen des Art. 2.

Auch auf uneheliche Kinder findet die Vorschrift des zweiten Absatzes des Art. 6 Anwendung.

Art. VI. Ist keiner der im Art. 2 gedachten Fälle vorhanden, so muss der Staat, in welchem der Heimathlose sich aufhält, denselben behalten.

Doch sollen weder Ehefrauen noch Kinder unter 16 Jahren, falls sie einem andern Staate nach Art. 1 oder 2 zugewiesen werden könnten, von ihren Ehemännern und beziehungsweise Eltern getrennt werden.

Art. VII. Wenn diejenige Regierung, welche sich einer lästigen Person entledigen will, die Uebernahme derselben von mehreren deutschen Bundesstaaten aus der gegenwärtigen oder einer andern Uebereinkunft zu fordern berechtigt ist, so hat sie denjenigen Staat zunächst in Anspruch zu nehmen, welcher in Beziehung auf den Verpflichtungsgrund oder die Zeitfolge näher verpflichtet ist.

1851 Hat dieser Staat, auch nach vorgängigem Schriftwechsel der obersten Landesbehörden, die Uebernahme verweigert, so kann die ausweisende Regierung auch von demjenigen Staate, welcher nach gegenwärtiger Uebereinkunft hiernächst verpflichtet ist, die Uebernahme fordern und demselben die Geltendmachung seines Rechts gegen den vermeintlich näher verpflichteten Staat überlassen.

Art. VIII. Ohne Zustimmung der Behörde des zur Uebernahme verpflichteten Staates darf diesem kein aus dem andern Staate ausgewiesenes Individuum zugeführt werden, es sei denn, dass

a. der Rückkehrende sich im Besitze eines von der Behörde seines Wohnortes ausgestellten Passes (Wanderbuchs, Passkarte), seit dessen Ablauf noch nicht ein Jahr verstrichen ist, befindet, oder,

b. dass der Ausgewiesene einem in gerader Richtung rückwärts liegenden dritten Staate zugehört, welchem er nicht wohl anders als durch das Gebiet des andern contrahirenden Staates zugeführt werden kann.

Art. IX. Sollte ein Individuum, welches von dem einen contrahirenden Staate dem andern zum Weitertransport in einen rückwärts liegenden Staat nach Maassgabe des Art. 8, Litt. *b* überwiesen worden ist, von dem letzteren nicht angenommen werden, so kann dasselbe in denjenigen Staat, aus welchem es ausgewiesen worden war, wieder zurückgeführt werden.

Art. X. Die Ueberweisung der Ausgewiesenen geschieht in der Regel mittelst Transportes und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Ortes, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staates beendigt anzusehen ist. Mit dem Ausgewiesenen werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport conventionsmässig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Ausgewiesene auch mittelst eines Passes, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Art. XI. Die Kosten der Ausweisung trägt innerhalb seines Gebietes der ausweisende Staat.

Wenn der Ausgewiesene, um seiner Heimath in einem dritten Staate zugeführt zu werden, durch das Gebiet eines andern contrahirenden Theiles transportirt werden muss, so hat dem letzteren der ausweisende Staat die Hälfte der bei dem Durchtransporte entstehenden Kosten zu erstatten.

Muss der Ausgewiesene im Falle des Art. 9 in den Staat, aus welchem er ausgewiesen worden war, wieder zurückgebracht werden, so hat dieser Staat sämmtliche Kosten des Rücktransportes zu vergüten. 1851

Art. XII. Können die betreffenden Behörden über die Verpflichtung des Staates, welchem die Uebernahme angesonnen wird, sich bei dem darüber stattfindenden Schriftwechsel nicht einigen, und ist die Meinungsverschiedenheit auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen, so wollen die betheiligten Regierungen den Streitfall zur schiedsrichterlichen Entscheidung einer dritten deutschen Regierung stellen, welche zu den Mitcontrahenten des gegenwärtigen Vertrages gehört.

Die Wahl der um Abgabe des Schiedsspruchs zu ersuchenden deutschen Regierung bleibt demjenigen Staate überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der betheiligten Regierungen jedesmal nur *eine* Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist einzusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen welche von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Art. XIII. Gegenwärtige Uebereinkunft tritt vom 1. Januar 1852 an und zwar dergestalt in Wirksamkeit, dass alle Fälle zweifelhafter Uebernahme-Verbindlichkeit, welche bis zu diesem Zeitpunkte zwischen den beiderseitigen Behörden noch nicht zur Erörterung gelangt, oder falls dies bereits der Fall gewesen, bis eben dahin durch ein bündiges Anerkenntniss oder durch schiedsrichterliche Entscheidung noch nicht definitiv erledigt worden sind, nach den neu vereinbarten Bestimmungen beurtheilt werden sollen.

Mit dem 1. Januar 1852 treten sämmtliche Vereinbarungen wegen der Uebernahme von Ausgewiesenen, welche bisher zwischen den contrahirenden Staaten bestanden, ausser Kraft.

Art. XIV. Jedem contrahirenden Theile steht das Recht zu, ein Jahr nach der von ihm ausgesprochenen Kündigung von der gegenwärtigen Uebereinkunft zurückzutreten.

Art. XV. Allen deutschen Bundesstaaten, welche die gegenwärtige Uebereinkunft nicht mit abgeschlossen haben, steht der Beitritt zu derselben offen. Dieser Beitritt wird durch eine die Ueberein-

1851 kunft genehmigende und einer der contrahirenden Regierungen Behufs weiterer Benachrichtigung der übrigen Contrahenten zu übergebende Erklärung bewirkt.

Zu Urkund dessen, etc.

Verhandelt Gotha, den 15. Julius 1851.

I. In den mehrsten der contrahirenden Staaten besteht die gesetzliche Vorschrift, dass die Verheirathung der denselben angehörigen männlichen Individuen ohne vorgängige polizeiliche Genehmigung nicht erfolgen darf.

Es wurde von mehreren Seiten, insbesondere Namens der Regierungen von Hannover, Mecklenburg-Schwerin und Braunschweig, der Umstand, dass in einigen der contrahirenden Staaten dem Abschlusse unconsentirter, mithin unstatthafter, zum Theil sogar verpönter Ehen ihrer Nationalen kein Hinderniss entgegenstehe, als ein Uebelstand, ja als ein mögliches Hinderniss des Beitritts zum Vertrage bezeichnet. Denn während nach den bisherigen Conventionen die Verheirathung unter Wirthschaftsanlegung in demjenigen auswärtigen Staate, in welchem sie erfolgt ist, die Staatsangehörigkeit begründe, lege die verabredete neue Uebereinkunft jedem Staate, dessen Angehörige in dem andern Staate eine solche gesetzwidrige Ehe eingegangen sind, die Verpflichtung auf, beide Eheleute, sofern die Ehe an sich als gültig angesehen wird, und die von ihnen erzeugten Kinder zurücknehmen zu müssen.

In Erwägung dieser Bedenken und weil man überhaupt dafür hielt, dass es sich nicht rechtfertigen lasse, wenn Personen, welche nach den Gesetzen des Staates, dem sie angehören, zur Eingehung einer Ehe nicht befugt sind, in einem andern der contrahirenden Staaten zu dieser Ehe dennoch zugelassen werden, glaubten die Unterzeichneten im Namen ihrer Regierungen die Verpflichtung übernehmen zu dürfen,

> dass von jeder Regierung, so weit es nicht bereits geschehen, Anordnung getroffen werde, damit in ihrem Gebiete keine Verheirathung eines Angehörigen der andern contrahirenden Staaten, sei es mit einer Inländerin oder Ausländerin, ohne Consens der Heimathsbehörde derselben gestattet werde.

II. Da der Art. 1 der Uebereinkunft sowohl die derzeitige, als die frühere, jedoch erloschene Unterthanenschaft als einen Grund der Verpflichtung zur Uebernahme bezeichnet, beide Verpflichtungs-

gründe aber, sowohl getrennt als verbunden, bei mehreren der 1851
contrahirenden Staaten, dem ausweisenden gegenüber, vorliegen können, so ist eine Erläuterung darüber erforderlich, welcher Staat in einem solchen Falle als der näher verpflichtete anzusehen und als solcher nach Art. 7 zuerst in Anspruch zu nehmen ist.

Es wurde für angemessen erachtet, festzusetzen:

a. dass das bestehende Unterthanenverhältniss, gegenüber einem bereits erloschenen, als der stärkere Verpflichtungsgrund betrachtet werden soll;

b. dass bei dem Vorhandensein mehrerer Staaten, zu welchen der Auszuweisende sich noch fortdauernd im Unterthanenverbande befindet, der ausweisenden Regierung freisteht, nach welchem Staate hin sie die Ausweisung bewirken will;

c. dass, wenn das auszuweisende Individuum zu mehreren Staaten in einem bereits aufgelöseten Unterthansverhältnisse gestanden hat, derjenige Staat zur Uebernahme vorzugsweise verpflichtet ist, dessen Unterthan das Individuum nach zuvorigem Verluste jeder früheren Unterthanenschaft zuletzt geworden ist;

d. dass, wenn der Auszuweisende gleichzeitig Unterthan mehrerer Staaten vormals gewesen ist, ohne Unterschied auf den Zeitpunkt des Verlustes des Unterthansrechts in den einzelnen Staaten, dem ausweisenden die Wahl des übernehmenden Staats offen steht.

III. In Beziehung auf die im Art. 2 *a* aus dem 5 Jahre fortgesetzten Aufenthalte heimathloser Personen verabredete Uebernahme-Verbindlichkeit war man dahin einverstanden,

dass die Dauer eines *unfreiwilligen* Aufenthalts bei der 5jährigen Frist nicht in Anrechnung zu bringen, ebenso wenig aber als Unterbrechung eines vorher begonnenen und nachher fortgesetzten Aufenthalts anzusehen, dieser Aufenthalt vielmehr nur als ruhend zu betrachten sei.

IV. Zu Art. 2 *b* war man dahin einig,

dass auch eine solche Wohnung für eine gemeinschaftliche zu erachten sei, welche der Ehemann zunächst und hauptsächlich für seine Ehefrau und seine Familie bestimmt hat, während ihm selbst nach seinem Berufsverhältnisse, wie z.B. bei Dienstboten, eine für seine Person bestimmte Wohnung oder Schlafstelle anderweit angewiesen worden ist.

V. Durch den Art. 6 der Uebereinkunft soll bestimmt werden, dass Ehefrauen und unerwachsene Kinder heimathloser, der Aus-

1851 weisung nicht unterliegender Personen, auch dann, wenn erstere für ihre Person nach Art. 2 einem andern Staate zugewiesen werden könnten, von ihren Ehegatten und beziehungsweise Eltern nicht getrennt werden sollen.

Die Unterzeichneten waren dahin einverstanden,

dass, wenn die Ehe aufgelöset, oder der Tod der Eltern erfolgt, oder bei den Kindern das Alter von 16 Jahren überschritten worden ist, die Vorschrift des Art. 6 der Verpflichtung eines andern contrahirenden Staates zur Uebernahme der vormaligen Ehefrau oder des Kindes nicht weiter entgegenstehe.

VI. Da die abzuschliessende Uebereinkunft die Verpflichtung zur Uebernahme einer Person im Art. 1 von dem Umstande abhängig macht, dass diese Person dem Unterthanenverbande eines der contrahirenden Staaten angehöre oder angehört habe, so liegt es in dem Interesse dieser Staaten, von den Gesetzen, Vorschriften und Grundsätzen Kenntniss zu erlangen, nach welchem in jedem einzelnen Staate die Unterthanseigenschaft erworben wird und verloren geht.

Die Unterzeichneten glaubten daher Namens ihrer Regierungen die Zusicherung ertheilen zu dürfen,

dass diese Gesetze, Vorschriften und Grundsätze binnen 3 Monaten nach der Genehmigung dieses Vertrags gegenseitig mitgetheilt werden würden.

VII. Ferner kamen die Commissarien dahin überein,

dass jede der contrahirenden Regierungen

a. diejenigen Verträge wegen Aufnahme von Auszuweisenden, welche zwischen ihr und einer bei gegenwärtiger Uebereinkunft nicht betheiligten deutschen Regierung bestehen,

b. ein Verzeichniss derjenigen Behörden, welche zur Ertheilung von Bescheinigungen über die Unterthanseigenschaft (Art. 1) competent sind, so wie der Behörden, welche Zusicherungen in Beziehung auf die Wiederaufnahme solcher Personen ertheilen dürfen, welche ohne Unterthanen zu sein, auf Verlangen eines andern Staats aufgenommen werden müssen,

binnen gleicher Frist den übrigen contrahirenden Regierungen mitzutheilen habe.

VIII. Da die abzuschliessende Uebereinkunft auf ganz neuen, von den contrahirenden Regierungen bisher noch nicht angewendeten Grundsätzen beruht, so erachten es die Unterzeichneten für wün-

schenswerth, dass nach Verlauf einiger Jahre, unter Berücksichti- 1851
gung der inzwischen gemachten Erfahrungen, eine Revision des Vertrags auf dem Wege mündlicher Berathung durch Commissarien der betheiligten Regierungen stattfinde.

Sie fanden es daher angemessen, mit Vorbehalt anderweiter von ihren Regierungen etwa zu treffenden Anordnungen die Mitte des Jahres 1854 als einen geeigneten Zeitpunkt der Revision der abzuschliessenden Uebereinkunft zu bezeichnen.

IX. Die Genehmigung des gegenwärtigen Schlussprotokolls erfolgt vermittelst der Genehmigung der heute abgeschlossenen Uebereinkunft.

GRANDE-BRETAGNE ET PORTUGAL.

Protocole de la conférence tenue par les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de Portugal, en exécution de l'article 6 *du traité du* 3 *Juillet* 1842, *signé à Lisbonne, le* 18 *Septembre* 1851.

Whereas by the 6th article of the Treaty concluded on the 3rd day of July 1842, between Her Majesty the Queen of Portugal and the Algarves, and Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, for the suppression of the Slave Trade, it was stipulated that in order to bring to adjudication with as little delay and inconvenience as possible the vessels which might be detained according to the tenor of the 2nd article of the same Treaty there should be established as soon as might be practicable two or more Mixed Commissions formed of an equal number of individuals of the two Nations named for that purpose of their respective Sovereigns; and that of those Commissions one half should reside within the territories of Her Most Faithful Majesty and the other half in Possessions of Her Britannic Majesty and that the two Governments at the period of exchanging the Ratifications of the said Treaty should declare each for its own Dominions in what places the Commissions should respectively reside, and that each of the two High Contracting Parties reserved to itself, the right of changing at its pleasure, the places of resi-

1851 dence of the Commissions held within its own Dominions, provided that two at least of the said Commissions should always be held either on the Coast of Africa, or in one of the Islands of that Coast, and that these Commissions should adjudge the causes submitted to them according to the provisions of the aforesaid Treaty and of its annexes, which are considered as forming an integral part thereof; and whereas in accordance with the above mentioned stipulations, Mixed Commissions were established in Her Most Faithful Majesty's Possessions at St. Paul de Loanda, on the West Coast of Africa, and at Boa Vista, one of the Cape-Verd Islands, and in Her Britannic Majesty's Possessions at Cape Town, at the Cape of Good Hope, and at Kingston in the Island of Jamaica; and whereas the High Contracting Parties now deem it unnecessary and inexpedient to continue the two Mixed Commissions established at Boa Vista and at Kingston and have agreed to abolish them accordingly: the Plenipotentiaries of Portugal and of Great Britain have met to record their decisions in the present Protocol.

Done at Lisbon in duplicate original English and Portuguese, the 18th day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-one.

(*Signatures.*)

BELGIQUE ET PAYS-BAS.

1.

Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et les Pays-Bas, signé à la Haye, le 20 Septembre 1851.

Art. I. Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre les habitants des deux royaumes, en ce sens, que les mêmes facilités, sécurité et protection dont jouissent les nationaux, sont garanties des deux parts.

En conséquence les sujets respectifs ne paieront point à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils y établissent, soit qu'ils y résident ou séjournent temporairement, des droits, taxes et impôts, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les

nationaux; et les priviléges, immunités et autres faveurs, dont 1851
jouiront en matière de commerce ou d'industrie les habitants de l'un des deux royaumes, seront communs à ceux de l'autre.

Art. II. Les navires de l'un des deux États, qu'ils se trouvent sur lest ou sous chargement et quelque soit lieu d'où ils arrivent ou vers lequel ils sont expédiés, soit à l'intérieur du pays, soit au dehors, tant par mer que par rivières ou canaux, ne seront assujettis dans l'autre État à des droits de tonnage, de port, de pilotage, de balisage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus ou établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux, sans préjudice toutefois des stipulations de l'article 11 du traité conclu entre les hautes parties contractantes le 5 Novembre 1842.

Les restitutions de droits de même nature, qui sont ou seraient accordées dans l'un des deux États aux navires nationaux, seront également accordées aux navires de l'autre État.

Les dispositions qui précèdent ne dérogent pas à l'exemption des droits de tonnage et autres faveurs spéciales de même nature, dont jouissent dans chaque État les navires employés à la pêche nationale.

Art. III. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il ne sera accordé dans l'un des deux États, aux navires nationaux, aucun privilége ni aucune faveur, qui ne le soit également aux navires de l'autre État, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. IV. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des hautes parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires appartenant à l'autre partie contractante.

Les marchandises importées dans les ports des Pays-Bas ou de Belgique, par navires de l'une ou de l'autre partie contractante, pourront y être destinées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt au gré du proprié-

1851 taire ou de ses ayant-cause, le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres de cette nature plus forts que ceux auxquels seront soumis les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. V. Les navires de l'une des hautes parties contractantes qui, entrés dans un des ports de l'autre, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce, seront exempts du droit de tonnage.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. VI. Les navires belges entrant dans un des ports des Pays-Bas et les navires néerlandais entrant dans un des ports de Belgique, et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et réglements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison, qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette partie de la cargaison aucun droit de douane, sauf les frais de surveillance.

Art. VII. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des hautes parties contractantes dans les États de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays, et il ne sera pas payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient tenus en pareil cas.

Les marchandises sauvées ne seront soumises à aucun droit à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation.

Art. VIII. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans le pays de l'autre.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités compétentes et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou des rôles d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus réclamés faisaient partie du dit équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des-

dits déserteurs, qui seront détenus dans les maisons d'arrêt du 1851
pays à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si cette occasion ne se présente pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul, qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître, aura rendu son jugement, et que celui-ci aura eu son effet.

Il est entendu que les marins, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des dispositions qui précèdent.

Art. IX. La nationalité des bâtiments sera admise de part et d'autre d'après les lois et réglements particuliers à chaque pays, au moyen des titres et patentes délivrés par les autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

Art. X. Les embarcations belges qui importent de la houille par les canaux et rivières, conduisant de Belgique dans les Pays-Bas, jouiront des facilités de toute espèce qui sont ou pourront être accordées aux navires, qui font les mêmes importations par le Rhin ou par toute autre voie.

Art. XI. Les droits de navigation sur le canal de Terneuzen et sur le canal de Maestricht à Bois-le-Duc, tels qu'ils ont été fixés respectivement par l'article 1er du réglement d'Anvers du 20 Mai 1843 et par l'article 11 du traité du 29 Juillet 1846, sont réduits de 50 pct. dans les deux États.

Art. XII. Les hautes parties contractantes s'assurent le régime le plus favorable pour le transit par leurs États respectifs.

Le passage en Belgique, par les chemins de fer de l'État et leur prolongement éventuel jusqu'à la frontière néerlandaise, aura lieu en franchise de droits de transit pour toutes les marchandises expédiées des Pays-Bas, à l'exception des fers, des houilles, des poudres et des fils et tissus de lin ou de chanvre.

Les marchandises de provenance néerlandaise, sortant de l'entrepôt de libre navigation de la Meuse à Liége pourront transiter en franchise de droit par le chemin de fer de l'État.

Le transport du bétail dirigé des bureaux de Westwezel, de Selzaete et de Fouron-St.-Martin respectivement sur les stations du railway à Anvers, à Gand et à Verviers, sera assimilé, quant à la franchise des droits de transit, aux transports par le chemin de fer de l'État.

Il en sera de même pour le transport du poisson de mer frais du bureau de Westwezel à la station d'Anvers, en cas d'innavigabilité

1851 des eaux intérieures à cause des glaces. Ces transports sont soumis aux formalités applicables au transit par les voies autres que le chemin de fer de l'État.

La franchise des droits de transit s'appliquera également aux chevaux venant des Pays-Bas et transitant par d'autres voies que le chemin de fer.

Les navires employés à la navigation entre l'Escaut et le Rhin ne seront pas soumis sur les eaux intermédiaires entre ces deux fleuves, dans le cas où ils optent pour le régime du transit ordinaire, à d'autres formalités que celles qui leur sont applicables, quand ils acquittent le droit de navigation déterminé par le réglement d'Anvers du 20 Mai 1843.

Art. XIII. Les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, importées directement des Pays-Bas en Belgique sous pavillon néerlandais, ou de Belgique dans les Pays-Bas sous pavillon belge, tant par rivières et canaux que par mer, jouiront des mêmes exemptions, restitutions, primes et autres faveurs, ne paieront respectivement d'autres droits, et ne seront assujetties à d'autres formalités, que si l'importation avait lieu sous pavillon national.

Toutefois il est fait exception aux dispositions qui précèdent, en ce qui concerne l'importation par mer des sels pour lesquels la Belgique n'accorde pas l'assimilation des pavillons.

Réciproquement les Pays-Bas se réservent la faculté d'établir des droits différentiels sur l'importation du sel dans les Pays-Bas sous pavillon belge, sans que dans ce cas il y ait lieu d'appliquer le dernier § de l'article 16.

Art. XIV. Les marchandises suivantes importées des Pays-Bas sous pavillon belge ou néerlandais, soit par mer, soit par rivières ou canaux, seront admises en Belgique, savoir :

1° Aux droits des importations directes effectuées sous pavillon belge, du lieu ou selon le mode le plus privilégié par le tarif belge :

Bois de construction, sciés et non sciés.

Boissons distillées : arack et rhum, eau de vie, genièvre et liqueurs de toute espèce, en cercles.

Cacao en fèves.

Cachou et terra japonica.

Cannelle de toute espèce et cassia lignea.

Cendres gravelées (potasse, perlasse et védasse).

Chanvre en masse, y compris les tiges ou filasses de bananier, l'aloës, le chanvre de manille, le phormium tenax et autres filaments de même nature non spécialement tarifés.

Cornes et bouts de cornes.

Crins bruts. 1851

Cuirs et peaux : grandes peaux brutes ou non apprêtées.

Cuirs et peaux (rognures de).

Cuivre (minerai de).

Épiceries : macis, noix muscades, clous de girofle, antofles de girofle et autres non spécialement tarifées.

Étain brut.

Fanons de baleine.

Gingembre sec et confit.

Goudron.

Graines oléagineuses : de colsa, de navette, de chanvre ou chênevis, de lin, de sésame, de cameline et toutes autres graines oléagineuses non spécialement tarifées, à l'exception de la graine de lin de Riga à semer.

Graisses : suifs, dégras, sain doux, etc.

Huiles de palme, de coco, de Touloucouma et d'Illipé.

Huiles de poisson de pêche étrangère : de baleine, de chien marin, de cachalot et de spermacéti, de foie.

Indigo.

Marbre brut et en blocs ou dalles.

Miel.

Plomb brut ou en saumons et vieux plomb.

Poisson de pêche étrangère : hareng, huîtres et homards et stockfish.

Poivre et piment.

Quercitron.

Résines brutes non spécialement tarifeés.

Rotins, joncs, roseaux et bambous exotiques.

Sabots et déchets de sabots de bétail et de chevaux.

Salpêtre brut.

Savons durs.

Sumac (écorces, feuilles et brindilles).

Térébenthine (huile de).

Thés.

2° Aux droits des importations sous pavillon étranger immédiatement inférieurs à ceux qui lui sont applicables au terme du tarif belge :

Coton en laine originaire de la colonie néerlandaise de Surinam.

3° Aux droits actuellement applicables aux importations directes des lieux transatlantiques autres que ceux de production, sous pavillon du pays d'où l'importation se fait :

1851 Sucre brut, de canne originaire des colonies néerlandaises aux Indes Orientales.

4° Aux droits applicables aux provenances directes des lieux de production sous pavillon belge :

a. avec addition de 11 pct., une quantité annuelle de sept millions trois cent quatre vingt quatorze mille kilogrammes de café originaire des colonies néerlandaises aux Indes Orientales ;

b. une quantité annuelle de cent quatre vingt mille kilogrammes de tabacs en feuilles ou en rouleaux, originaires de pays hors d'Europe.

Il est convenu que toute autre exception que ferait la Belgique à son système de droits différentiels en faveur d'autres États, deviendrait commune aux Pays-Bas dans les mêmes conditions. Il est également entendu que la différence entre les droits dûs pour les provenances des Pays-Bas et les droits moins élevés du tarif actuellement en vigueur en Belgique, ne sera point augmentée pendant la durée du traité.

La quantité de café mentionnée au § 4 litt. *a* du présent article sera augmentée ou diminuée à la fin de chaque période quinquennale, à compter du 1er Janvier 1849, de manière à conserver la proportion actuelle des sept dix-septièmes de la consommation moyenne en Belgique, sans qu'elle puisse toutefois descendre au-dessous du minimum de sept millions de kilogrammes.

L'importation du café mentionnée au § 4 litt. *a*, aura lieu par les bureaux et dans les proportions à déterminer de commun accord entre les deux gouvernements avant l'époque fixée pour l'échange des ratifications.

Si au 1er Novembre de chaque année, l'importation par l'un ou l'autre des bureaux à désigner, n'atteint pas les $^9/_{12}$ du chiffre qui lui aura été assigné, la différence sera reportée sur un ou plusieurs autres bureaux. La déclaration du changement apporté à la répartition primitive sera publiée dans le *Moniteur Belge*, avant le 15 Novembre.

L'importation de la quantité annuelle de tabac mentionnée au § 4 litt. *b*, se fera par le canal de Bois-le-Duc à Maestricht et par la Meuse ou le canal latéral, à l'exception d'une quantité de 20,000 kilogrammes, qui pourra être importée par le bureau de Lommel.

Art. XV. Le pavillon néerlandais jouira en Belgique du traitement le plus favorable pour l'importation, d'ailleurs que des Pays-Bas, des marchandises comprises dans le § 1 de l'article précédent et en général pour l'importation de toutes les marchandises aux-

quelles s'appliquent l'article 10 de la loi du 26 Août 1822 et l'article 4 1851
de la loi du 21 Juillet 1844.

Les importations des Pays-Bas par canaux et rivières sont assimilées aux arrivages par mer pour l'application des mêmes articles.

Art. XVI. Les navires et les provenances de Belgique continueront à jouir dans les Pays-Bas de tous les avantages dont ils sont actuellement en possession aux termes des lois du 8 Août 1850.

Si toutefois les Pays-Bas, par un changement de principe dans ces lois, venaient à exiger en cette matière la complète réciprocité des autres États, et à établir de nouveaux droits différentiels de pavillon ou de provenance préjudiciables au commerce ou à la navigation belge, la Belgique pourrait retirer à la navigation et au commerce néerlandais les avantages qui font l'objet des deux articles précédents.

Art. XVII. Les objets de toute nature exportés des Pays-Bas par navires belges ou de Belgique par navires néerlandais, vers quelque destination que ce soit, ne paieront d'autres droits et ne seront assujettis à d'autres formalités que si l'exportation avait lieu sous pavillon national.

Art. XVIII. Les sujets belges et les produits du sol et de l'industrie de Belgique jouiront dans les colonies néerlandaises de toutes les faveurs qui sont ou qui seront accordées aux sujets et aux produits de tout autre État européen le plus favorisé.

Le pavillon belge sera traité dans ces colonies suivant le régime le plus favorable que la législation néerlandaise permettra de lui appliquer.

Les produits des colonies néerlandaises jouiront en Belgique de toutes les faveurs qui sont ou qui seront accordées aux produits similaires de toute autre contrée, dans les mêmes conditions d'importation, sauf l'assimilation des pavillons.

Art. XIX. Les droits d'entrée sur les poissons de pêche nationale dénommés ci-après, importés de l'un des deux États dans l'autre, sous pavillon néerlandais ou belge, sont réglés comme il suit, savoir :

Anchois frais, salés, fumés ou séchés :

les 100 kilogrammes fl. 1.90, dans les Pays-Bas,
fr. 4.— en Belgique.

Harengs secs, saurés, fumés, frais ou braillés et plies séchées :

les 1,000 pièces fl. 2.40, dans les Pays-Bas,
fr. 5.— en Belgique.

Poissons de mer frais, jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle et totale de 1,500,000 kilogrammes, savoir :

1851 Poissons communs, tels que raies, flottes, plies, esturgeons :
les 100 kilogrammes fl. 2.40, dans les Pays-Bas,
fr. 5.— en Belgique.

Poissons fins, tels que turbots, barbues, soles, cabillauds, éclefins, merlans, éperlans, elbots :
les 100 kilogrammes fl. 4.25, dans les Pays-Bas,
fr. 9.— en Belgique.

Morue en saumure ou au sel sec jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 2,500 tonnes :
la tonne fl. 4.70, dans les Pays-Bas,
fr. 10.— en Belgique.

Sardines fumées :
les 1,000 pièces fl. 1.90, dans les Pays-Bas,
fr. 4.— en Belgique.

Le droit d'entrée en Belgique est fixé à six francs par tonne, sans distinction de saison, sur le hareng en saumure ou au sel sec, importé des Pays-Bas, sous pavillon néerlandais ou belge.

L'importation annuelle en Belgique des quantités de poissons frais et de morue admises aux droits réduits, se fera par les bureaux d'Anvers, de Gand, d'Ostende et de Westwezel dans les proportions suivantes, savoir :

	Poisson frais		Morue	
Anvers	1,400,000	kilog.	2,000	tonnes
Gand	25,000	»	500	»
Ostende	25,000	»	—	»
Westwezel (par terre) .	50,000	»	—	»

Si au 1er Novembre de chaque année l'importation du poisson frais, par l'un ou l'autre des bureaux désignés, n'atteint pas les $^{9}/_{12}$es du chiffre, qui lui est assigné dans la répartition ci-dessus, la différence sera reportée sur un ou plusieurs autres bureaux, selon les indications qui seront fournies par le gouvernement des Pays-Bas. La déclaration du changement apporté à la répartition primitive sera publiée dans le *Moniteur Belge* avant le 15 Novembre.

Si, au 1er Avril de chaque année, la quantité de morue, dont l'importation est autorisée par le bureau de Gand, n'est pas entièrement épuisée, le restant sera reporté de droit sur le bureau d'Anvers.

En cas d'innavigabilité des eaux intérieurs à cause des glaces, l'importation du poisson frais pourra momentanément se faire par le bureau des douanes de Putte.

Les quantités importées par ce bureau seront imputées sur le 1851
contingent attribué au bureau d'Anvers.

Art. XX. Les vins de France et du Rhin, importés de l'un des deux États dans l'autre, seront admis aux mêmes droits que si l'importation en était faite directement du pays de production.

Art. XXI. Les produits suivants, dont l'origine néerlandaise ou belge sera dûment constatée selon le mode à convenir entre les deux gouvernements, seront soumis à l'entrée de l'un des deux États dans l'autre à un tarif uniforme, ainsi arrêté, savoir :

		Pays-Bas.	*Belgique.*
		Florins.	*Francs.*
Bière, en cercles	l'hectolitre	2.50	5.25
» en bouteilles de 116 ou plus à l'hectolitre . . .	les 100 bouteilles	2.75	5.75
» en cruchons d'eau de selters (de 1 litre 2 décilitres ou moins) . . .	les 100 cruchons	3.00	6.25
Cartes à jouer : en jeux ou en feuilles	les 100 kilogr.	6.00	12.75
Céruse	les 100 id.	1.40	3.00
Chanvre peigné	les 100 id.	1.40	3.00
Clous en fer	les 100 id.	0.75	1.50
Cuirs tannés et préparés non spécialement tarifés	les 100 id.	6.00	12.75
Houblon		libre	libre
Lin peigné	les 100 id.	2.40	5.00
Livres en langue flamande ou hollandaise, reliés, cartonnés ou brochés	les 100 id.	1.00	2.00
Meubles	ad valorem	8 pct.	8 pct.
Papiers de toute espèce sans distinction, à l'exception des cartons	id.	5 pct.	5 pct.
Savons durs ou mous	les 100 kilogr.	4.50	9.50
» parfumés	les 100 id.	7.50	15.75
Stéarine	les 100 id.	4.00	8.50
Verreries : bouteilles ordinaires	les 100 pièces	1.00	2.00
Verres à vitre de toute espèce et tuiles de verre	ad valorem	5 pct.	5 pct.
Cristallerie unie, non colorée et non taillée	les 100 kilogr.	3.00	6.25
Cristallerie dorée, colorée, à côtes, taillée ou avec application	les 100 id.	6.00	12.75

1851 Il est entendu que le tarif réciproque établi par le présent article, ne pourra être altéré par des primes d'exportation, drawbacks ou autres mesures analogues. Cette disposition est également applicable aux droits fixés par les articles 22 et 24.

Art. XXII. Les droits d'entrée dans les Pays-Bas sur les produits belges dénommés ci-après sont fixés ainsi qu'il suit, savoir:

Acides nitrique	les 100 kilogr. fl. 1.00
» sulfurique	les 100 id. 0.10
Ardoises	les 1,000 pièces 0.10
Bonneterie, dentelles et tulles	ad valorem 4 pct.
Chapeaux de soie à fond de feutre	la pièce fl. 0.25.
Fer: ouvrages et utensiles de fer forgé, battu ou laminé sans adjonction d'autres matières, y compris les haches, pelles, bêches, pics, pioches, marteaux et rateaux, même munis d'un manche en bois, ainsi que les vis de toute espèce	ad valorem 2 pct.
Le régime de la nation la plus favorisée est assuré à la Belgique pour les autres spécialités de l'article fer.	
Fil de lin, de chanvre et d'étoupes à coudre et toute autre espèce de fil non spécialement tarifée	les 100 kilogr. fl. 10.00
Mercerie et coutellerie	ad valorem 3 pct.
Porcelaine, autre que dorée	les 100 kilogr. fl. 6.00
Tissus, toiles et étoffes de coton, écrus, blanchis, teints ou imprimés	ad valorem 4 pct.
Tissus et étoffes de laine: draps, casimirs et autres étoffes remplaçant les draps et casimirs, telles que buxkins, cuirs de laine, draps zéphirs, etc.	les 100 kilogr. fl. 30.00
Toute autre espèce d'étoffes de laine pure ou mélangée dont 6 mètres pèsent un kilogramme ou plus	les 100 kilogr. fl. 30.00
Toute autre espèce d'étoffes de laine pure ou mélangée dont 6 mètres pèsent moins d'un kilogramme	ad valorem 5 pct.
Tissus, toiles et étoffes de lin, de chanvre ou d'étoupes écrus, blanchis, teints ou imprimés, de toute espèce, à l'exception des coutils, dits beddetijk	ad valorem 1 pct.

Tissus, rubans et marchandises de soie de toute espèce . . . . . le kilogr. fl. 2.00 1851

Les étoffes de coton et laine sans autre mélange, dont la chaine est exclusivement en coton et dont 6 mètres pèsent un kilogramme ou plus, sont assimilées aux tissus de coton.

Les étoffes où la laine n'entre pas, mélangées de coton, de soie, de lin ou de chanvre, seront classées d'après la matière, qui domine dans leur composition par rapport au poids.

Verreries, glaces étamées et non étamées ad valorem 6 pct.

La Belgique partagera de plein droit tout régime plus favorable accordé à une autre nation quelconque en ce qui concerne les glaces.

Le régime de la nation la plus favorisée est assuré à la Belgique pour la houille.

Art. XXIII. Les droits de sortie sur les cendres de foyer exportées des Pays-Bas pour la Belgique, par tous les bureaux de la frontière limitrophe, sont réduits de 50 à 5 cents par tonneau d'un mètre cube ou de 10 hectolitres.

Art. XXIV. Les droits d'entrée en Belgique sur les produits néerlandais dénommés ci-après, sont fixés ainsi qu'il suit, savoir :

Tapis de poil de vache . . . . . ad valorem 10 pct.

Coatings, calmoucks, dufftes, tiretaines, frises, kerseys, baies, couvertures et autres tissus de laine lourds et épais de même nature . . . . . les 100 kilogr. fr. 63.50

Fromage . . . . . les 100 kilogr. fr. 7.00

Perches de sapin, originaires du duché de Limbourg et n'ayant pas plus de 70 centimètres de circonférence au gros bout, importées directement du duché par la Meuse ou le canal latéral . . . . . ad valorem 6 pct.

Sémences autres que graines oléagineuses, à la moitié du droit actuel.

Céréales récoltées dans le duché de Limbourg, au quart des droits fixés par le tarif général, jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de douze millions de kilogrammes, dont l'importation aura lieu par les bureaux belges de Fouron-St.-Martin, de Mouland et de Lixhe (par la Meuse ou le canal latéral) à raison de 750,000 kilo-

1851 grammes par trimestre pour le dernier bureau, et de 1,125,000 kilogrammes pour chacun des deux autres.

Si, au 10me du dernier mois de chaque trimestre l'importation par l'un ou l'autre de ces bureaux n'atteint pas les deux tiers du chiffre qui lui est assigné, la différence sera reportée sur les autres bureaux sans que cependant la quantité annuelle à importer par le bureau de la Meuse ou du canal latéral puisse en aucun cas dépasser trois millions de kilogrammes.

Si la législation actuellement en vigueur en Belgique sur l'importation du bétail venait à subir des modifications, les droits sur le bétail néerlandais ne pourraient dépasser le taux indiqué à l'article 23 du traité du 29 Juillet 1846.

Art. XXV. Les réductions de droits concédées de part et d'autre par le présent traité, ne seront accordées spécialement à d'autres pays que moyennant des équivalents.

Si l'une des hautes parties contractantes accorde à une autre nation quelconque de plus grands avantages relativement aux objets dénommés dans ce traité, ces avantages deviendront de plein droit communs à l'autre partie.

Si d'autres faveurs en matière de commerce ou de douane sont concédées par l'un des deux États à quelqu'autre nation, les mêmes faveurs seront partagées par l'autre État, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent, si la concession est conditionnelle, auquel cas l'équivalent fera l'objet d'une convention spéciale entre les deux États, sans préjudice toutefois de ce qui est stipulé à l'article 18.

Art. XXVI. Des mesures seront prises de commun accord entre les hautes parties contractantes pour prévenir ou réprimer les abus, qui pourraient se commettre par la substitution de produits similaires aux produits favorisés en raison de leur origine ou de leur provenance par le présent traité.

Il sera conclu entre les deux parties une convention pour la répression de la fraude sur leur frontière limitrophe.

Art. XXVII. Le présent traité aura force et vigueur jusqu'au 1er Janvier 1857.

Si l'une ou l'autre des hautes parties contractantes ne l'a pas dénoncé, par déclaration officielle, au moins un an avant le 1er Janvier 1857, il continuera à rester en vigueur une année en sus, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé au moins un an d'avance.

Art. XXVIII. Le présent traité sera ratifié et les ratifications 1851
seront échangées à la Haye, le quinze Décembre prochain ou plus tôt si faire se peut.

Il sera obligatoire à dater du 1er Janvier 1852.

En foi de quoi, etc.

Protocole.

Les négociations entre les Pays-Bas d'une part et la Belgique d'autre part, ayant amené la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation entre les deux États, les plénipotentiaires des hautes parties contractantes se sont réunis aujourd'hui pour la signature de ce traité.

Avant de procéder à cet acte, les plénipotentiaires respectifs ont arrêté les dispositions suivantes, qu'ils n'ont pas jugé de nature à être comprises dans le traité, et qu'ils ont dès-lors consignées dans le présent protocole.

§ 1. Les deux gouvernements s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à ne pas soumettre les marchandises, à l'égard desquelles il est stipulé dans le traité de ce jour, à un régime de douane différent de celui qui existe en général pour les autres marchandises, sauf les exceptions indiquées ci-après.

a.. Le principe de la justification d'origine est admis à l'égard des vins de France et du Rhin, mentionnés à l'article 20 du traité, et il sera réglé de commun accord s'il y a lieu.

Provisoirement, il ne s'appliquera pas aux vins préparés de manière à perdre leur caractère propre et à imiter les vins d'autres pays.

L'origine de ces vins sera justifiée par une attestation de l'administration communale, du chef de la douane ou du consul belge ou néerlandais au lieu de provenance, constatant que la préparation s'est opérée exclusivement avec des vins de France et du Rhin. L'intéressé sera tenu de produire en outre un certificat dressé par l'expéditeur dans les Pays-Bas ou en Belgique, et affirmé par le receveur des douanes ou accises du lieu de chargement, qui s'assurera de l'origine en se faisant exhiber les registres et factures de l'expéditeur ou de toute autre manière.

Ce certificat aura la forme du modèle *A*, annexé au présent protocole.

b. L'origine du coton en laine et du sucre brut de canne, mentionnés à l'article 14, §§ 2 et 3 du traité, sera constatée au bureau d'entrée en Belgique, par un certificat, modèle *B*.

1851 *c.* La provenance des autres marchandises, qui font l'objet de l'article 14, ainsi que de l'article 15, sera justifiée au bureau d'entrée en Belgique, par la production de la charte-partie, du manifeste ou des connaissements visés par le chef de la douane au lieu d'expédition dans les Pays-Bas.

Ces visa ne seront pas accordés pour les marchandises passant en transit direct, sans déchargement et débarquement, c'est-à-dire, qui n'auront pas été réellement chargées dans les ports néerlandais.

d. A l'égard des marchandises dont le droit général d'importation dans le pays où elles sont introduites, ne dépasse pas le montant cumulé du droit réduit suivant le traité, et du droit qui frappe dans l'autre pays les produits similaires étrangers, il ne sera exigé de part et d'autre qu'une attestation du receveur des douanes au bureau de sortie, constatant que la marchandise n'est pas exportée en transit et ne provient pas d'un entrepôt. Cette attestation sera conforme au modèle *C.*

Le bétail entrant en transit par le bureau de Fouron-St.-Martin, aux termes de l'article 12 du traité, devra être accompagné d'une attestation semblable, constatant qu'il n'a pas transité par le territoire néerlandais.

e. Les marchandises dont les droits d'entrée sont réduits et qui ne remplissent pas la condition énoncée au lit. *d*, ne seront admises aux droits fixés par le traité que pour autant que l'origine néerlandaise ou belge en soit prouvée par la production d'un certificat, modèle *D.*

Ce mode de justification est également applicable aux céréales et aux perches de sapins du duché de Limbourg, mentionnés à l'article 24 du traité.

En ce qui concerne les cuirs et la cristallerie, mentionnés à l'article 21, la déclaration d'origine doit émaner du fabricant lui-même.

f. Si le besoin se faisait ultérieurement sentir de compléter ou de modifier les dispositions qui précèdent, d'autres mesures seront arêtées de commun accord entre les deux gouvernements.

§ 2. Les pêcheurs néerlandais du Zwin demeureront en possession des facilités, dont ils jouissent pour l'importation en Belgique des produits de leur pêche, sans préjudice toutefois des dispositions du règlement du 20 Mai 1843, relatif à la pêche et au commerce de pêcherie.

§ 3. Les pêcheurs néerlandais et belges du Braakman conserveront la faculté de débarquer leurs salicoques au lieu d'ammarrage et de déchargement, désigné par le gouvernement des Pays-Bas

près de l'Ecluse d'Isabelle, sauf à se conformer aux mesures de 1851
police établies pour prévenir les abus.

Les dispositions des réglements en vigueur concernant l'importation en Belgique du poisson provenant de la pêche du Braakman, continueront d'être appliquées aux salicoques, dont il s'agit, qu'elles soient fraiches ou cuites.

Le gouvernement des Pays-Bas s'engage à satisfaire, dans une mesure équitable, aux réclamations des pêcheurs belges relatives à la réparation des bancs de moules du Braakman et à la surveillance contre les vols, qui s'y commettent.

§ 4. Il est entendu, que le poisson provenant de la pêche dans l'Escaut Occidental et mentionné à l'article 16 du réglement du 20 Mai 1843, n'est pas compris dans la quantité de poisson frais dont l'importation d'un pays dans l'autre est admise à des droits de faveur, en vertu de l'article 19 du traité.

§ 5. Les plénipotentiaires sont convenus, que le présent protocole aura la même durée que le traité, qu'il sera soumis en même temps aux hautes parties contractantes, et que les arrangements qui y sont contenus seront censés avoir obtenu la ratification des gouvernements respectifs, dès que celle du traité même aura eu lieu.

Il a été procédé ensuite à la lecture des deux exemplaires du traité, lesquels, ayant été trouvés conformes, ont été signés par les plénipotentiaires respectifs et scellés de leurs cachets.

Fait à la Haye, etc.

2.

Convention entre la Belgique et les Pays-Bas, pour la répression de la fraude, signée à la Haye, le 20 Septembre 1851.

Art. I. Les hautes parties contractantes s'engagent à empêcher de commun accord la fraude sur leurs frontières limitrophes, par tous les moyens compatibles avec leur législation et leur organisation administrative.

Cet engagement s'applique tant aux marchandises expédiées en transit direct ou par entrepôt, qu'aux marchandises étrangères acquittées et aux marchandises indigènes qui sont imposées ou prohibées à l'importation de l'un des deux États dans l'autre.

Art. II. Il ne sera toléré sur le territoire réservé dans l'un des États aucun dépot de marchandises, ni aucun autre établissement de l'espèce, suspect d'alimenter la fraude dans l'autre État.

1851 Si les approvisionnements des boutiques, magasins, etc., établis dans la zône frontière, excédaient les besoins de la consommation locale, ils seront soumis par la douane, dans les limites de la loi, à une surveillance spéciale propre à prévenir qu'ils ne servent au commerce interlope.

Les marchandises étrangères non acquittées ne seront admises en dépôt sur le territoire réservé, que dans les locaux placés sous la clef et la garde de l'administration et dans les seules localités où existe un bureau des douanes.

Art. III. Chacune des hautes parties contractantes fera surveiller sur son territoire les sujets de l'autre partie qui seraient soupçonnés de se livrer à la fraude.

En conséquence, les individus de cette catégorie qui seront rencontrés transportant des marchandises sans justification valable seront arrêtés par les agents des douanes et poursuivis conformément aux lois de l'État où s'opère l'arrestation. Si l'existence des marchandises est dûment justifiée, les employés les escorteront jusqu'à ce que l'exportation soit consommée selon les dispositions de la présente convention.

Les individus soupçonnés de se livrer à la fraude, non porteurs de marchandises, mais dépourvus de passeports réguliers, seront conduits devant l'autorité compétente, qui les fera ramener à la frontière, conformément aux lois du pays.

Art. IV. Les agents des douanes mettront en usage, des deux parts, tous les moyens légaux à leur disposition, afin d'empêcher que, sous prétexte de circulation intérieure sur la frontière limitrophe dans l'un des États, il ne soit commis des fraudes au préjudice de l'autre État.

Les peines prononcées contre les fraudeurs seront appliquées à quiconque, abusant des exemtions de documents pour la circulation intérieure, aura commis ou tenté de commettre une exportation clandestine de l'un des deux États dans l'autre.

Art. V. Tout transport de marchandises, soit indigènes, soit étrangères, passant de l'un des États dans l'autre sera couvert des documents requis par la loi. Ces documents indiqueront la voie à suivre pour arriver du bureau de sortie au bureau d'entrée correspondant, et énonceront le délai pour atteindre la frontière, délai qui ne pourra dépasser le temps ordinaire fixé par les réglements en vigueur.

En cas d'exportation de l'un des États, par mer ou par les canaux et rivières conduisant dans l'autre État, les capitaines et patrons seront expressément tenus de représenter leurs marchandises au

dernier bureau de sortie, et d'y laisser les documents qui s'y rapportent. Si les agents des douanes tant au lieu de chargement qu'au dernier bureau de sortie soupçonnent que les marchandises sont destinées à la fraude, ils en donneront immédiatement avis au bureau d'entrée correspondant dans l'autre État. 1851

Art. VI. Les marchandises déclarées en transit ou exportées avec décharge de l'accise ne pourront être expédiées par la frontière limitrophe de l'un des États dans l'autre que par les bureaux et les voies de douane désignés dans l'annexe *A* pour les Pays-Bas et dans l'annexe *B* pour la Belgique.

Ces marchandises seront escortées par un ou plusieurs employés du dernier bureau de sortie jusqu'au bureau d'entrée correspondant, où les documents d'exportation seront soumis au visa du controleur ou du receveur par les employés d'escorte, qui les rapporteront ensuite au bureau de sortie.

Quand le transport se fait par l'Escaut, l'escorte des marchandises pourra être remplacée par l'apposition, sans frais pour le commerce, de plombs ou de scellés sur les colis ou sur les bateaux, ou bien par le maintien de ceux qui s'y trouvent déjà appliqués. Ces plombs ou scellés ne pourront être enlevés que par les agents des douanes au bureau d'entrée dans l'autre État, qui renverront sans délai et munis de leur visa, les documents au bureau de sortie.

Les transports ne pourront s'arrêter entre le dernier bureau de sortie et la frontière hors le cas de force majeure, ni rétrograder à moins que, à raison des attributions du bureau d'entrée correspondant, les marchandises n'y puissent être admises à l'importation. S'il en est ainsi, le controleur ou le receveur de ce bureau en fera mention sur les documents qui accompagnent les marchandises, et celles-ci seront immédiatement réexportées sous l'escorte des mêmes employés, auxquels il pourra être adjoint jusqu'à la frontière un ou plusieurs employés du bureau d'entrée.

Art. VII. Lorsque, à la sortie de l'un des États, il sera fait des déclarations pour des marchandises autres, en espèce ou en quantité, que celles, qui peuvent être admises par le bureau correspondant dans l'autre État, le receveur du bureau de sortie en avertira le déclarant, et si celui-ci persiste à demander l'expédition, il en préviendra sans retard le receveur du bureau d'entrée.

A cet effet, les administrations des deux États se communiqueront réciproquement un tableau indiquant les attributions des bureaux de douanes, placés de part et d'autre sur la frontière limitrophe.

Art. VIII. Les infractions aux mesures de surveillance douanière, la création ou le maintien, malgré la défense de l'administration,

1851 des dépôts ou établissements mentionnés à l'art. 2, et les exportations de l'un des États dans l'autre, sans les documents, rappelés à l'art. 5, ou par d'autres voies que celles qui sont désignées dans ces documents, ou enfin en dehors du délai qui y est déterminé, seront punies conformément aux lois de l'État où se commêt la contravention.

Si l'exportation des marchandises dont parle l'art. 6 est différée sans motif de force majeure et non obstant l'invitation des employés d'escorte, il sera provisoirement déclaré saisie du transport et l'exportation ne pourra ensuite être effectuée, que du consentement du contrôleur ou du receveur du bureau de sortie.

Art. IX. Les administrations des douanes et les autres autorités compétentes dans les deux États se prêteront, en toute circonstance, concours et appui pour prévenir, constater et punir les contraventions douanières tentées ou consommées au préjudice de l'un ou de l'autre État.

Par contraventions douanières, on entend les infractions aux prohibitions d'entrée, de sortie ou de transit, aussi bien que la fraude des droits d'entrée, de sortie, de transit ou d'accises, existant dans chaque État.

Art. X. Les agents des douanes de l'un État sont expressément autorisés, dans la recherche de la fraude ou dans la poursuite des fraudeurs, à pénétrer sur le territoire étranger, afin d'avertir les agents de l'autre État, et ceux-ci devront sur le champ prendre les mesures légales nécessaires, pour constater et réprimer la contravention.

Les agents des douanes seront en outre tenus de se signaler réciproquement, dans le plus court délai, les tentatives et les faits de fraude, qu'ils sauront avoir lieu au préjudice de l'un et de l'autre État.

Un registre, destiné à recevoir ces communications, sera déposé dans chaque poste de surveillance sur la frontière limitrophe. Si les avis révèlent l'existence de dépôts ou établissements formés dans un dessein de fraude, il sera procédé à de promptes investigations, et il sera immédiatement fait part aux agents de l'État intéressé des résultats obtenus, ainsi que des mesures prescrites.

Art. XI. Afin de faciliter la poursuite des contraventions, les agents des douanes de l'un des États pourront, à la réquisition de leurs chefs, faite de la part des fonctionnaires de l'autre État, être appelés à déposer des faits de fraude, soit devant l'autorité compétente du pays, soit devant les fontionnaires de l'autre, mais sans quitter le territoire de l'État auquel ils appartiennent.

Art. XII. Les bureaux d'entrée et de sortie correspondants dans 1851
les deux États, se communiqueront chaque semaine, un relevé, certifié par le receveur, indiquant l'espèce et la quantité des marchandises étrangères exportées en transit, et des marchandises indigènes, exportées avec décharge de l'accise. De semblables relevés seront échangés tous les mois pour les marchandises ci-après, déclarées à l'exportation, savoir :

1° Par les bureaux néerlandais : les fils et les tissus et étoffes de toute espèce, les ouvrages de mode, les cigares et tabacs fabriqués.

2° Par les bureaux belges, les tissus et étoffes de toute espèce, la passementerie, les ouvrages de mode, les ouvrages d'or et d'argent et le savon.

En général, pour toutes les marchandises expédiées par la frontière limitrophe, les agents de l'un État auront la faculté de prendre au bureau correspondant de l'autre État, inspection des registres ou documents de circulation et de transport.

Art. XIII. Afin d'assurer la complète efficacité des stipulations qui précèdent, les fonctionnaires supérieurs des douanes dans les deux États seront invités à entretenir des relations de bon voisinage et à se réunir à certains intervalles pour échanger leurs observations sur les mouvements de la fraude et aviser aux moyens de la réprimer.

Art. XIV. La présente convention aura la même durée que le traité de commerce et de navigation, conclu entre les hautes parties contractantes en date de ce jour.

Elle sera ratifiée et les ratifications seront échangées à La Haye, le 15 Décembre prochain ou plus tôt si faire se peut.

Sa mise à exécution aura lieu le 1er Janvier 1852.

En foi de quoi, etc.

1851

AUTRICHE ET DEUX-SICILES.

Articles additionnels au traité de commerce et de navigation du 5 Octobre 1846, entre l'Autriche et les Deux-Siciles, d'après une déclaration échangée entre les deux gouvernements, en date du 1er Septembre 1851.

Art. I. Sino ad una disposizione contraria denunziata reciprocamente almeno tre mesi inanzi, i bastimenti di commercio austriaci, del pari che quelli del regno delle due Sicilie a destinazione dell' uno o dell' altro dei due paesi, potranno non solamente ai termini del trattato firmato il 5 Ottobre 1846 essere caricati con produzioni del loro suolo ed industria, ma ancora essi bastimenti, non trovandosi alla loro spedizione da porti austriaci o da quelli del regno delle due Sicilie per una destinazione tale come quella quiappresso indicata, caricati che in parte di queste medesime produzioni, o avendo disbarcato nel loro viaggio una parte del loro carico primitivo, avranno la facoltà di completare i loro carichi ne' porti stranieri intermedii, continuando sempre a godere senza riserva de' vantaggi tali che trovansi stipulati pel trattato precitato conchiuso tra i gabinetti di Vienna e di Napoli il 5 Ottobre 1846.

Art. II. Ogniqualvolta che le produzioni del suolo o dell' industria dell' Impero d'Austria e del Regno delle due Sicilie saranno importate direttamente dall' uno nell' altro paese co' bastimenti delle due Nazioni, esse goderanno de' vantaggi stipulati nell' anzidetto trattato, senza che abbiano bisogno d'essere munite di certificati d'origine.

BRÉSIL ET RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY. 1851

1.

Traité de limites entre le Brésil et la république Orientale de l'Uruguay, signé à Rio-Janeiro, le 12 Octobre 1851.[1]

(En portugais et en espagnol.)

Art. I. Les deux hautes parties contractantes, convaincu qu'il importe à leurs bonnes relations d'arriver à un accommodement sur leurs frontières respectives, conviennent de considérer comme abrogés et de nulle valeur les divers traités et actes sur lesquels se fondaient les droits territoriaux qu'elles faisaient valoir jusqu'ici dans la démarcation de leurs limites; dans cette renonciation générale est comprise spécialement celle des droits qui dérivent pour le Brésil de la convention conclue à Montevideo avec le conseil du gouvernement le 30 Janvier 1819, ainsi que celle des droits qui dérivaient pour la république Orientale de l'Uruguay de la réserve contenue à la fin de la clause 2 du traité d'incorporation du 31 Juillet 1821.

Art. II. Les parties contractantes reconnaissent comme base de réglement de leurs limites *l'uti possidetis*, tel qu'il est indiqué dans la dite clause 2 du traité d'incorporation du 31 Juillet 1821, dans les termes suivants :

A l'Océan, au sud, le Rio de la Plata, à l'ouest l'Uruguay, au nord le Cuarcim jusqu'au plateau de Santa-Anna, divisé par la rivière de Santa-Maria, et de ce côté la rivière Tacuarembo-Grande longeant les hauteurs du Yaguaron, entrant dans le lac Merim et allant, par San-Miguel, rejoindre le Chui, qui débouche dans l'Océan.

Art. III. Dans l'insuffisance des termes généraux de cette désignation pour bien déterminer la ligne de division, les parties contractantes, désirant éviter les difficultés qui pourraient s'élever sur ce point, et corriger quelques irrégularités préjudiciables à leur police et leur sécurité sans altérer d'ailleurs la base de *l'uti possidetis*, conviennent de rectifier la susdite ligne de la manière suivante :

1° De l'embouchure du Chui sur l'Océan, la ligne de division suivra ledit cours d'eaux sur une étendue d'une demi-lieue, et de

[1] La traduction des deux traités ci-dessus est prise de *l'Annuaire des Deux-Mondes* 1852.

1851 là il sera tiré une ligne droite qui, passant au sud de fort San-Miguel et traversant la rivière de ce nom, ira rejoindre les sources du Palmar : de ce dernier point, la ligne descendra par la dite rivière jusqu'au cours que la carte du vicomte de Sao-Leopoldo appelle *San-Louis*, et la carte de colonel José-Maria Reyes, *India-Muerta* : d'ici, elle ira aboutir au lac Merim et fera le tour de la rive occidentale jusqu'à l'embouchure du Yaguaron.

2° De l'embouchure du Yaguaron, la ligne continuera par la rive droite de ladite rivière, en suivant au sud un bras qui a sa source dans la vallée d'Acegna et les montagnes du même nom. De ce point il sera tiré une droite ligne traversant le Rio-Negro en face de l'embouchure du San-Louis, et la ligne de division continuera par ladite rivière de San-Louis en amont, jusqu'à la colline de Santa-Anna, pour de là gagner la colline de Haedo jusqu'au point où commence le bras du Cuarcim, nommé *de la Juvernada* sur la carte du Vicomte de Sao-Leopoldo, et sans nom sur la carte du colonel Reyes : la ligne de division suivra ledit bras jusqu'à l'Uruguay, le Brésil restant propriétaire de l'île ou des îles qui se trouvent à l'embouchure du Cuarcim dans l'Uruguay.

Art. IV. Considérant que le Brésil est en possession exclusive de la navigation du lac Marin et du Rio-Yaguaron et qu'il doit y demeurer d'après la base adoptée de *l'uti possidetis* ; considérant en outre la convenance qu'il y a pour lui à avoir des ports où les embarcations brésiliennes qui naviguent sur le lac Marin puissent entrer, en même temps que les embarcations orientales qui navigueraient sur les rivières où se trouveraient lesdits ports, la république de l'Uruguay convient de céder au Brésil en toute souveraineté à cette fin, une demi-lieue de terrain sur nue des rives du Sebolati qui sera désignée par le commissaire impérial, et une autre demi-lieue sur une des rives du Tacuary désignée de la même manière, le gouvernement impérial restant maître d'établir sur ces terrains tout ouvrage et fortification qu'il jugera convenable.

Art. V. Immédiatement après la ratification du présent traité, les hautes parties contractantes nommeront chacune un commissaire pour, d'un commun accord, procéder dans le plus bref délai à la démarcation de la ligne sur les points où ce sera nécessaire, conformément aux stipulations qui précèdent.

Art. VI. L'échange des ratifications du présent traité sera fait à Montevideo dans le délai de trente jours, ou avant si faire se peut.

En foi de quoi, etc.

---

2. 1851

Traité de commerce et de navigation entre le Brésil et la république Orientale de l'Uruguay, signé à Rio-Janeiro, le 12 Octobre 1851.

(En portugais et en espagnol.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Art. I. Il y aura paix parfaite et sincère amitié entre S. M. l'empereur du Brésil, stipulant pour ses successeurs et sujets, et la république Orientale et ses citoyens dans toutes leurs possessions et territoires respectifs.

Art. II. Les deux hautes parties contractantes, désirant placer le commerce et la navigation de leurs pays respectifs sur le pied d'une complète égalité et bienveillance réciproque, conviennent mutuellement que leurs agents diplomatiques et consulaires, leurs sujets et citoyens, leurs navires et les produits naturels ou manufacturés de chacun des deux États, jouissent dans l'autre, des mêmes droits, franchises et immunités accordés à la nation la plus favorisée, à titre gratuit, si ladite concession est gratuite, à charge de la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. III. Pour l'intelligence de l'article antérieur, les deux parties contractantes conviennent, de considérer comme navires brésiliens ou orientaux ceux qui sont possédés, équipés et *navigués* selon les lois respectives des deux pays.

Art. IV. Pour étendre et faciliter le commerce qui se fait par la frontière de Rio-Grande du Sud avec l'État Oriental, il est convenu que pendant dix ans sera maintenue l'exemption de droits dont jouissent actuellement la viande salée et autres produits des troupeaux importés dans la province de Rio-Grande par ladite frontière, ces produits continuant à être sur le même pied que ceux de nature identique de la province, et, comme compensation, il est stipulé que l'État Oriental abolit totalement le droit qu'il perçoit aujourd'hui sur l'exportation des troupeaux vivants pour la province susmentionnée de Rio-Grande, étant convenu que dorénavant cette exportation se fera librement et exempt de tout droit pendant le même espace de dix ans.

Art. V. Il est également convenu que les stipulations précédentes continueront à être en vigueur à l'expiration des dix ans jusqu'à ce que l'une des parties contractantes notifie à l'autre qu'elle

1851 veut y mettre un terme; ce qui ne se réalisera effectivement que six mois après la notification.

Art. VI. Les Brésiliens établis ou résidant sur le territoire oriental, et réciproquement les Orientaux établis ou résidant sur le territoire brésilien, seront exempts de tout service militaire obligatoire, de tout emprunt forcé, impôt ou réquisition de guerre.

Lorsque, dans un cas extrême, il sera disposé d'une portion de leurs troupeaux, bestiaux ou chevaux, le propriétaire recevra un titre constatant le nombre et la qualité des bêtes dont il aura été disposé, et, sur le vû de ce titre, il sera duement et complétement indemnisé.

Art. VII. Attendu que la confiscation de la propriété particulière en temps de guerre ou pour motifs politiques s'oppose au contraire à l'organisation et aux fins des sociétés civilisées et chrétiennes; attendu que la confiscation est abolie par la législation des deux pays, et que les deux parties contractantes considéront comme de droit strict de s'opposer à ce qu'il soit dérogé sur leur territoire ou par leurs nationaux, directement ou indirectement, aux principes et aux dispositions de leurs loix, lesdites parties s'engagent réciproquement à ne point admettre sur leur territoire les objets confisqués, à les restituer à leurs maîtres légitimes, et à empêcher leurs nationaux respectifs d'en trafiquer.

Les moyens pratiques pour mettre à exécution la présente disposition seront l'objet d'arrangements spéciaux.

Art. VIII. Les deux parties contractantes s'engagent à inviter les autres États américains à adopter en toute réciprocité la stipulation ci-dessus comme principe international de droit américain.

Art. IX. En cas de guerre de l'une des parties contractantes avec une tierce puissance, celle qui restera neutre (hors les cas mentionnés dans les traités conclus à la même date entre les parties contractantes) ne permettra pas que les forces belligérantes passent sur son territoire, ni qu'elles soient pourvues par le commerce intérieur d'articles de contrebande de guerre.

Art. X. Dans le susdit état de guerre les deux parties contractantes adoptent les principes suivants :

1° Que le pavillon neutre couvre le navire et les personnes à l'exception des officiers et soldats au service effectif de l'ennemi;

2° Que le pavillon neutre couvre la cargaison à l'exception des articles de contrebande de guerre. Il reste néanmoins entendu et convenu que les stipulations précédentes, déclarant que le pavillon couvre la marchandise, seront seulement applicables aux puissances qui reconnaissent le même principe; mais si l'une des deux parties

contractantes est en guerre avec une tierce puissance, l'autre restant neutre, le pavillon du neutre couvrira la propriété des ennemis dont les gouvernements auront reconnu le principe sous-énoncé et non celle des autres ; 1851

3° Que le pavillon ennemi ne couvre pas la marchandise du neutre, sauf, si elle a été mise à bord du navire ennemi avant la déclaration de guerre, ou avant qu'on ait pu en avoir connaissance.

Il est aussi entendu que, si le pavillon du neutre ne protège pas la propriété de l'ennemi, resteront libres les articles et marchandises du neutre qui seront embarqués à bord ennemi ;

4° Que les citoyens du pays neutre peuvent naviguer librement avec leurs vaisseaux, allant d'un port quelconque à un autre port appartenant à l'ennemi, sans qu'il soit permis de troubler leur navigation ;

5° Que tout bâtiment de l'une des parties contractantes, qui sera rencontré se dirigeant sur un port bloqué par l'autre, ne pourra être retenu ou confisqué, si ce n'est après la notification spéciale du blocus duement consignée par le chef des opérations ou quelque officier sous ses ordres sur le passeport du navire ;

6° Qu'aucune des parties contractantes ne permettra de conserver et vendre dans ses ports les prises maritimes faites par un autre État à celle avec laquelle ce dernier sera en guerre.

Art. XI. Pour qu'il n'y ait point de doute sur les objets ou articles dits contrebande de guerre, sont déclarés tels : l'artillerie, mortiers, obus, pierriers, etc. (*Suit le détail nominatif de tous les objets pouvant servir à la guerre de terre et de mer.*)

Art. XII. Quand l'une des parties contractantes sera en guerre avec un État tiers, nul citoyen de l'autre ne pourra accepter de commission ou lettre de marque pour opérer avec l'ennemi, sous peine d'être traité par les deux comme pirate.

Art. XIII. Aucune des parties contractantes n'admettra dans ses ports des pirates ou écumeurs de mer ; toutes les deux s'obligeant à les poursuivre par tous les moyens en leur pouvoir, et avec toute la rigueur des lois, eux, leurs complices et les recéleurs des biens ainsi volés, elles s'engagent à restituer ces biens, navires et marchandises à leurs légitimes propriétaires, à leurs fondés de pouvoir, et, à défaut de ceux-ci, à leurs agents consulaires respectifs.

Art. XIV. Les deux parties contractantes désirant reserrer leurs relations, et développer leur commerce respectif, conviennent en principe de déclarer commune la navigation de l'Uruguay et de ses affluens.

1851 Art. XV. Les deux parties contractantes s'obligent à inviter les autres États riverains du Rio de la Plata et de ses affluens à convenir d'un arrangement semblable, à fin de rendre libre pour les riverains la navigation du Parana et du Paraguay.

Art. XVI. Si, comme il est à espérer, les autres États conviennent de la navigation commune de ces fleuves par les riverains, ils seront également invités à établir en commun les réglements fiscaux et de police auxquels devra être sujette ladite navigation, les deux parties contractantes s'engageant à soutenir comme base de ces réglements, celles qui seront les plus favorables au plus grand développement de cette navigation.

Art. XVII. Si les autres États riverains ne veulent point consentir au susdit arrangement, les deux parties contractantes régleront entre elles et selon leur convenance la navigation de l'Uruguay et de ses affluens du bord oriental.

Art. XVIII. Considérant que l'île de Martin-Garcia, par sa position, peut servir à entraver la libre navigation des affluences de la Plata, à laquelle sont intéressés tous les riverains, les parties contractantes reconnaissent la convenance de la neutralité de l'île susmentionnée en temps de guerre, soit entre les États de la Plata, soit entre l'un d'eux et une tierce puissance, et comme garantie de ladite navigation, elles conviennent :

1° De s'opposer par tous les moyens à ce que la souveraineté de l'île de Martin-Garcia cesse d'appartenir à l'un des États de la Plata intéressés à la libre navigation ;

2° De solliciter le concours des autres États riverains pour obtenir de celui à qui appartient ou appartiendra l'île susdite, qu'il s'oblige à ne point se servir de cette possession pour entraver la navigation des États riverains, à consentir à sa neutralité en temps de guerre, comme aussi à tout établissement qui serait nécessaire pour la sûreté de la navigation intérieure de tous les États riverains.

Art. XIX. *L'Arrecife de Salto-Grande* étant pour le moment un obstacle à la libre navigation de l'Uruguay, et l'intérêt commun étant de détruire cet obstacle ou de l'éviter au moyen d'un canal latéral, les deux parties contractantes conviennent d'inviter les autres États riverains à entreprendre en commun cet ouvrage. Si ladite invitation n'est point aceptée, les parties contractantes s'entendront sur le moyen de l'accomplir à elles seules, et, dans ce cas, elles établiront un droit de passage sur les embarcations des autres États qui jouiront de ce bénéfice.

Art. XX. L'échange des ratifications du présent traité sera fait 1851
à Montevideo, dans le délai de trente jours, ou avant si c'est possible.

En foi de quoi, etc.

PORTE OTTOMANE ET ÉTATS DU ZOLLVEREIN.

Nouveau tarif établi conformément aux stipulations de l'article X du traité de commerce conclu le 10/22 Octobre 1840[1], *entre la Porte Ottomane d'une part, et la Prusse, pour elle et au nom des autres États de l'Association de douanes et de commerce allemande, de l'autre part, publié à Berlin, le 16 Octobre 1851.*

Im Jahre 1256 den 28. Schaban war für die Kaufleute des Königreichs Preussen und der Zollvereins-Staaten auf die Dauer von 7 Jahren ein Tarif nach den damaligen currenten Preisen vereinbart worden, welcher für alle Arten von Waaren, sowohl die von besagten Kaufleuten in die Türkei eingeführten Erzeugnisse des Bodens, des Landbaues und Gewerbfleisses ihres eigenen und fremder Länder, als auch die von ihnen selbst und ihren Agenten in allen Provinzen der Osmanischen Monarchie zur Ausfuhr in ihr eigenes und andere fremde Länder aufgekauften Erzeugnisse des Bodens, des Landbaues und des Gewerbfleisses der Türkei, zu zahlenden Mauthgebühren festsetzte. Da nunmehr die Dauer dieses Tarifs erloschen und die Pforte sich nach dem bestehenden Handelsvertrage für verpflichtet hält, denselben zu erneuern, so sind einerseits von Ihr und andererseits von dem Preussischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Herrn Grafen von Pourtalès Kommissäre ernannt worden, welche den hier folgenden Tarif vereinbart haben:

(Le tarif ci-après a été publié en allemand, en français et en turc.)

[1] *Voir* le texte de ce traité, T. V, p. 78 de ce *Recueil*.

1851

Einfuhr.

Benennung der Waaren.	*En français.*	*Zolleinheit.*	*Zollsätze in Aspern.* 3 pCt.
1) Alaun	alun de roche	d. Centner	204
2) Aleppinen	aleppines	d. Elle	33
3) Antimonium	antimoine	d. Centner	720
4) Bernstein, roher . .	ambre jaune brut . . .	d. Okka	3600
5) Blechspiegelbüchsen	boites en fer blanc à miroirs	d. Paquet, 12 Stück	43
6) Bleiweiss, feines, gen. genuesisches.	céruse raffinée	d. Centner	590
7) — ordinaires aus Deutschland.	— ordinaire	do.	464
8) Briefpapier aller Gattungen	papier à lettres de toute espéce	d. Okka	34 ½
9) Cigarren	cigarres	d. Kästchen, 1000 St.	360
10) Cölnisches Wasser .	eau de Cologne	d. Schachtel, 6 Flasch.	43
11) Fingerhüte von Messing, Eisen und Blech	dés a coudre en laiton, en fer et en plomb . .	d. Gros	34 ½
12) Flanell	flanelle	d. Stück, 55 Ellen	570
13) Garn, rothes	fil rouge	d. Okka	72
14) Handschuhe, ordin., weiss und farbig aus Zwirn u. Baumwolle.	gants ordin. blancs et en couleurs, de coton et de fil	d. Packet, 12 Paar	55
15) Kalbfelle, gewichst und weiss	peaux de veau cirées et blanches	d. Packet, 12 Stück	1080
16) Lichtputzscheeren, ordinaire.	mouchettes ordinaires .	5 Packet, 60 Stück	115
17) Marokin in allen Farben	maroquin de toute couleur	d. Packet, 12 Stück	353
18) Merino's, breit und schmal	mérinos larges et étroites	ad valorem.	
19) Messer und Gabeln, ordin., mit Knochen- und Horn-Stielen . . .	couteaux et fourchettes ordinaires à manches en os et en corne . .	d. Paquet, 24 Paar	36
20) Messing-Blech und Draht.	fil de laiton et laiton . .	d. Okka	49
21) Nadeln, europäische	aiguilles	d. Paquet, 5000 St.	694
22) Rasiermesser	rasoirs	3 Paquet, 12 Stück	43
23) Schachteln von Holz	boites en bois	d. Fass	2304
24) Schlösser aus Kupfer und Messing	cadenas en cuivre et en laiton	d. Hundert	374 ½
25) Schuhe	souliers	d. Paar	76
26) Sicheln und Sensen .	faulx, grandes et petites	d. Stück	43
27) Silbergeräth	argent ouvré	d. Drachme	11 ½
28) Sohlleder	cuirs pour semelles . .	d. Okka	35
29) Spielkarten	cartes à jouer	d. Paquet, 12 Spiel	32
30) Stahl	acier	d. Centner	461
31) Stärke	amidon	d. Okka	10
32) Strümpfe, wollene .	bas de laine	d. Paquet, 12 Paar	104
33) — leinene	— de lin	do.	115
34) — lange, aus Zwirn und Baumwolle.	— de coton et de fil . .	do.	94

Benennung der Waaren.	*En français.*	*Zolleinheit.*	*Zollsätze in Aspern.* 3 pCt.
35) Strümpfe, kurze, aus Zwirn und Baumwolle	bas courts de coton et de fil	d. Paquet, 12 Paar	53½
36) — für Kinder, aus Zwirn und Baumwolle	— pour enfans de coton et de fil	do.	49
37) Stiefelschäfte	tiges de bottes	d. Paar	47½
38) Tassen, Kaffee-, irdene ordinaire	tasses à café ordinaires	d. Hundert	172
39) Tassenhalter (Zarfs) von gelbem u. weissem Blech.	Zarfs en laiton blanc et jaune	d. Paquet, 12 Stück	34½
40) Tuche, feine	draps surfins	ad valorem.	
41) — Kasimir aller Gattungen	casimir de toute espèce	ad valorem.	
42) — Elböf, façon, Elböf lipsica, Inglis, façon Saja Rift Elböf	elbeuf, façon elbeuf, lipsica uso inglese, façon saya et rift elbeuf . .	d. Elle	89
43) — Zefir, Kronentuch, ohne Krone, drap de cour, Corposi Sultani, façon Sackssonia und Mahut	Zéfir, drap à couronnes et sans couronnes, drap de cour corposi, sultani, façon de Saxe et mahout	do.	68
44) — Mahut Serai . . .	mahout sérai	do.	49
45) — breit Rift	draps dits rift larges . .	do.	44½
46) — schmal Rift . . .	— — étroites	do.	24½
47) Vorstiefeln	avant-bottes	d. Paar	24½

Ausfuhr.

Benennung der Waaren.	*En français.*	*Zolleinheit.*	*Zollsätze in Aspern.* 9 pCt.	3 pCt.
1) Aladscha, Tschitari u. Kitabi-Stoffe von Damaskus.	aladja, tchitari et kitabi de Damas	d. Stück	544	181
2) Ammoniak-Gummi .	gomme ammoniaque . .	ad valorem.		
3) Ammoniak-Salz aus Aegypten.	sel ammoniac d'Egypte.	d. Okka	100	33
4) Angorafelle, weiss und farbig	peaux d'Angora blanches et de toute couleur .	ad valorem.		
5) Anis von Cäsarea . .	anis de Césarée.	d. Okka	25	8
6) — von Rumelien . .	— de Roumélie	do.	20	6
7) Bauholz aller Art.	bois de construction de toute espèce	ad valorem.		
8) Baumwolle, indische, aus Aegypten	coton en laine des Indes produit en Egypte . .	ad valorem.		
9) — ägyptische und syrische	— — d'Egypte et de Syrie	ad valorem.		
10) — von Anatolien aller Art	— — d'Anatolie de toute qualité	d. Centner	2145	715

1851

Benennung der Waaren.	En français.	Zolleinheit.	Zollsätze in Aspern. 9 pCt.	3 pCt.
11) Baumwolle aus Rumelien aller Art	coton en laine de Roumélie de toute qualité	d. Centner	1860	620
12) Baumwollenzeuge, gen. Dagh.	toile dite Dagh	d. Stück	127	42
13) — gen. Boucassins von Hamid u. Donisly, einfach und farbig, und Aladscha.	boucassins de Hamid et Denizly, blancs et en couleurs, et Aladja . .	d. Okka	163	54
14) Baumwollenzeuge von Malatia.	toile de Malatia	d. Stück	204	68
15) — breites, von Alaja	— d'Alaya large	do.	81	27
16) —schmales, von Alaja	— d'Alaya étroite. . . .	do.	63 1/2	21
17) — von Wizeh	— de Vizé	d. Okka	635	211
18) — von Drama	— de Drama	do.	172 1/2	57 1/2
19) — von Merzifun . . .	— de Merzifoun	d. Ballen v. 1200 Ellen	7984	2661
20) — von Kedos, breit und schmal.	— de Kedos, large et étroite	50 Stück	3720	1240
21) — von Kastamboli, gen. Astar	— de Castambol, dite Astar	d. Ballen von 60 Stück	4990	1663
22) Baumwollenstoff, gen. Aladscha, von Magnesia	aladja de Magnésie . . .	d. Ballen v. 100 Stück	8165	2721 1/2
23) — gen. Astar, von Taschköpru.	astar de Tachkeupru . .	d. Stück	54	18
24) — Aladscha v. Aleppo	aladja d'Alep	do.	272	90
25) — von Menemen .. .	toile de Ménémen. . . .	do.	100	33
26) — von Gholoss, Badban-Gholoss, Kastamboli und Boghas . . .	— de Gholoss, Badban-Gholoss, Castambol et Boghaz	d. Elle	9	3
27) — von Laodicea . .	toile de Ladique	d. Stück	45 1/2	15
28) — Aladscha von Tireh und von Bor . . .	aladja de Tiré et de Bor	do.	72	24
29) — Astar von Giweh .	astar de Guivé	do.	91	30
30) — Astar von Hamid	astar de Hamid	d. Okka	200	66
31) — Baumwoll. Druckwaare von Kastamboli und Bettüberzüge . .	indiennes de Castambol et dessus de couvertures	d. Ballen von 60 Stück	7257	2419
32) — — von Cypern, zu Tisch- und Bettdecken	— de Chypre pour couvertures de lits et de tables	d. Stück	91	30
33) — — von Cypern, zu Matratzen.	— — pour matelas . . .	do.	145	48 1/2
34) — — v. Cypern, gen. Fassla, item Boktscha's und Kissen	— — dits fasla, avec bòktchas et coussins — — pour ameublement	d. Stück	145	48 1/2
35) — — von Cypern, zu Sophaüberzügen . . .	de sofa	das Assortiment	726	242
36) — — von Tokat zu Bettüberzügen und farbige Boucassins.	— de Tokat pour dessus de couvertures et boucassins de diverses couleurs	d. Stück	63 1/2	21
37) Baumwollenstoff, gen. Siledschek von Cypern.	silédjek de Chypre . . .	do.	91	30

1851

Benennung der Waaren.	*En français.*	*Zolleinheit.*	*Zollsätze in Aspern.* 9 pCt.	3 pCt.
38) Baumwoll. Schürzen von Brussa, gen. Peschtimal.	tabliers de Brousse dits pechtimal	d. Paar	127	42
39) — — gen. Akbasch-Peschtimal	— — dits acbach pechtimal	do.	113½	38
40) — — von Tessalonich, gen. Peschtimal.	pechtimals de Salonique	do.	181	60
41) Baumwollene Kissen von Merzifun, genannt Beledi.	coussins de Merzifoun dits bélédi	do.	208½	69½
42) — — von Brussa, gen. Beledi	— de Brousse dits bélédi	do.	154½	51½
43) Baumwoll. Garn von Bey Bazar.	coton filé de Bey-Bazar	d. Okka	113½	38
44) — — von Argatsch .	— — d'Arghatch	do.	45	15
45) — — von Monastir .	— — de Monastir . . .	ad valorem.		
46) — — von Castamboli, Giweh und Alaja . . .	— — de Castambol, Guivé et Alaya	d. Okka	91	30
47) — von Smyrna, weiss und farbig.	— — de Smyrne, blanc et de toute couleur .	do.	109	36
48) Blutegel (bis zum Ablauf des gegenwärtigen Pachtkontraktes).	sangsues	do.	216	72
49) Bohnen, Erbsen, Linsen, Kicher, Bamia getrocknet u. s. w.	légumes secs de toute espéce	ad valorem.		
50) Branntwein	eau de vie	d. Okka	34	11
51) Buchsbaum aller Art.	bois de buis de toute qualité	d. Centner	136	45
52) Büffel-u. Ochsenhäute getrocknet u. gesalzen, gross und klein	peaux de buffles et bœufs séches et salées grandes et petites	ad valorem.		
53) Büffelhörner	cornes de buffles	100 Paar	2359	786
54) Butter, Talg, Unschlitt, gelben, und Honig . .	beurre et suif, tchervich et miel	ad valorem.		
55) Coloquinten	coloquinte	d. Okka	91	30
56) Farbe, rothe, genannt Gülbehâr	couleur rouge dite Gulbehar	do.	18	6
57) Fassdauben	douves	ad valorem.		
58) Feigen, getrocknete, aller Art	figues séches de toute espéce	ad valorem.		
59) Felle von Schaafen u. Ziegen, behaart	peaux de moutons et de chévres à poil	d. Stück	25	8
60) — von Schaaf- und Ziegenlämmern, behaart	— d'agneaux et de chévres à poil	do.	13½	4½
61) Fess von Tunis, kleine, aller Qualitäten.	bonnets de Tunis, supérieurs, moyens et inférieurs, petits	d. Dutzend	1542	514
62) — von Tunis, gen. Medschidijeh	— de Tunis, dits médjidiés	d. Paquet, 4 Stück	907	302
63) — von Tunis, grosse, aller Qualitäten.	— de Tunis, supérieurs et inférieurs, grands .	do.	1542	514

1851

Benennung der Waaren.	En français.	Zolleinheit.	Zollsätze in Aspern. 9 pCt.	3 pCt.
64) Filz von Karahissar, weiss und farbig.	feutres de Carahissar, blancs et de toute couleur	d. Stück	91	30
65) — zu Pferdedecken.	— pour couvertures de cheval	do.	182	60
66) Fische, gesalzene, aller Art	poisson salé de toute espèce	ad valorem.		
67) Fischeier, eingemachte.	boutargue	ad valorem.		
68) Galläpfel aller Qualität	galles inférieures et supérieures	d. Centner	2722	907
69) Garn von Angora-Ziegenhaar, aller Gattungen	fil de chèvre d'Angora de toute qualité	d. Okka	272 ½	90
70) Gerste	orge	d. Kile	56 ½	19
71) Gummi Arabicum . .	gomme arabique	d. Okka	59	19 ½
72). Gummi Traganth, erlesener, beste Qualität	— adragante de première qualité, choisie	do.	173	57 ½
73) — mittlere Qualität .	— — qualité moyenne .	do.	91	30
74) — niedrigste Qualität	— — qualité inférieure	do.	32	10 ½
75) Gürtel, gen. Scherbab	ceintures dites Cherbab	d. Stück	181	60
76) — seidene, von Tripolis.	— de soie de Tripoli . .	d. Okka	1814	605
77) — gen. Bamri	— dites Bamri	d. Stück	454	151
78) — halbseidene, gen. Scherbab	— avec soie dites Cherbab	do.	318	106
79) — wollene, von Karadschalar, weiss und farbig	— de laine de Caradjalar blanches et de toutes les couleurs .	d. Okka	154	51 ½
80) — von Hama	— de Hama	d. Stück	81 ½	27
81) — von Tunis	— de Tunis	do.	363	121
82) Hafer	avoine	ad valorem.		
83) Hanfsamen	graine de chanvre . . .	d. Kile	127	42
84) Haarene Säcke und Bindfaden aus Rumelien und Anatolien.	sacs vides de crin, cousus et non cousus, et ficelle de crin de Roumélie et Anatolie . . .	d. Okka	50	16 ½
85) Hasenfelle von Anatolien	peaux de lièvres d'Anatolie	d. Hundert	907	302
86) — von Rumelien . .	— de Roumélie	do.	544	181 ½
87) Hirschgeweihe . . .	cornes ou bois de cerfs			
88) Ibrahimiehs (Stoffe)	Ibrahimiés	d. Okka	45	15
89) Ichrahms, wollene, weiss und farbig, von Rumelien	Ihrams en laine, blancs et de toute couleur, de Roumélie	d. Stück	499	166
		d. Okka	245	81 ½
90) Indigo von Aegypten	indigo d'Egypte	ad valorem.		
91) Johannisbrod	caroubes	ad valorem.		
92) Kaffee, Mocha, aus Aegypten (Jemeni) . .	café moka d'Egypte (yéméni)	d. Okka	68	22
93) Käse aller Art, Pekmes, Halwa u. Bulama, Talglichter, verarbeitetes Wachs	fromage de toute espèce, petmez, halva et boulama, chandelles et cire travaillée	ad valorem.		

Benennung der Waaren.	*En français.*	*Zolleinheit.*	*Zollsätze in Aspern.* 9 pCt.	3 pCt.
94) Kissen von Biledschik, schlicht	coussins de Biledjik simples	d. Paar	326½	109
95) Korinthen.	raisin sec petit dit de Corinthe	d. Centner	1021	340
96) Krapp aus Cypern, Syrien und Tripolis in der Barbarei	alizaris de Chypre, de Syrie et de Tripoli de Barbarie	do.	885	295
97) Krapp aus Anatolien	— d'Anatolie	do.	1588	529
98) Kreuzbeeren von Iskilip u. Cäsarea, beste Qualität	graine jaune d'Iskilip et de Césarée qualité supérieure	d. Okka	163	54½
99) — von Iskilip, niedere Qualität	— jaune d'Iskilip qualité inférieure	do.	91	30
100) — von Rumelien, von allen Qualitäten .	— jaune de Roumélie de toute qualité	do.	41	13½
101) Kümmel	cumin	do.	20	6½
102) Kupfer, altes . . .	cuivre vieux	do.	81	27
103) Kupfergeräth	— ouvré	do.	204	68
104) Kupfer in Scheiben	— en pain	do.	113½	38
105) Kutni von Aleppo .	coutni d'Alep	d. Stück	408	136
106) — und Merreh von Brussa.	— et merré de Brousse	do.	612	204
107) — von Damascus .	— de Damas	do.	590	196
108) Lakritzensaft von Smyrna.	jus de réglisse de Smyrne	d. Centner	998	333
109) Leinsaamen	graine de lin	d. Kilo von Constantinopel i. e. 20 Okka	190½	63½
110) Leingarn von Keleb und Sürmeneh	fil de lin de Kéleb et de Surméné	d. Okka	122½	41
111) — von Karadschalar	— — de Caradjalar . .	do.	155	51
112) — von Anatolien . .	— — d'Anatolie	do.	68	22½
113) — in Strängen . . .	— — en mateaux . . .	do.	181	60
114) — weisses, genannt Hamalat, aus Tireh . .	— — blanc dit Hamalat de Tiré	do.	136	45
115) — von Marcula . .	— de Marcoula	do.	73	24
116) Leinene Fischnetze	filets	do.	181½	60½
117) Leinwand aus Trapezunt.	toile de Trébizonde . . .	d. Stück	227	76
118) — aus Anatolien . .	— de lin d'Anatolie . . .	d. Okka	127	42
119) Mais und Roggen .	blé de Turquie et seigle	d. Kilo	63½	21
120) Marokin von Cäsarea und Egjin	maroquin de Césarée et d'Eghin	5 Stück	590	196
121) — schwarzer, von Nicomedien, Sparta, Conia, Schumla und Uschak.	— noir de Nicomédie, Sparta, Conia, Choumla et Ouchak	d. Stück	108	36
122) — rother, v. Uschak und Tossia	— rouge de Tossia et Ouchak	6 Stück	680	227
123) — schwarzer, von Islimieh, Tschyrpan u. Carlova, u. schwarzer u. gelber v. and. Orten	— noir d'Islimié, de Tchirpan et Carlova, et noir et jaune des autres pays	d. Stück	77	26

1851

Benennung der Waaren.	En français.	Zolleinheit.	Zollsätze in Aspern. 9 pCt.	3 pCt.
124) Marokin, scharlachrother, von Heraclea und Balikesri	maroquins écarlates de Balikesser et d'Héraclée	d. Stück	163	51
125) — scharlachrother, von Rumelien	— écarlates de Roumélie	do.	113½	38
126) Mastix in Fässern zu 70 Okken.	mastic en barils	d. Fass	18144	6048
127) — in Tropfen . . .	— en larmes	d. Okka	363	121
128) Myrrhen	myrrhe	do.	36	12
129) Nadeln von Mudurnu	aiguilles de Moudournon	do.	409	36
130) Nüsse, Hasel- . . .	noisettes	d. Centner	499	166
131) — Wall-	noix	d. Kile von 100 Okka	522	174
132) Ochsenhörner . . .	cornes de bœufs	100 Paar	1180	393
133) Oliven-Oel	huile d'olive	d. Centner	1633	544
134) Opium von Aegypten	opium d'Egypte	ad valorem.		
135) Opium	opium	d. Okka	1270	423
136) Operment	orpiment	do.	32	10½
137) Pasturma (gedörrtes Fleisch) aller Art, geräucherte Zungen und Würste.	langues fumées, saucissons, et pastourma de toute qualité	ad valorem.		
138) Reis von Philippopoli, Aegypten u. Trapezunt	riz de Philippopoli, d'Egypte et de Trébizonde	ad valorem.		
139) Rosenöl	huile ou essence de rose	d. Miskal	136	45
140) Rosinen von Karaburun und solche ohne Kern.	raisin sec de Carabouroun et sans pepins .	d. Centner	1179	393
141) — Resaki von Urla, Tschechmeh, Aidin u. Mentescheh	— rézaki d'Ourla, de Tchechme, d'Aidin et de Mentéché	do.	635	212
142) — Sultani von Tschechmeh und Jerli ohne Kern.	— Sultani de Tchechme, et yerli sans pepins .	do.	907	303
143) — von Urla ohne Kern	— d'Ourla sans pepins	do.	1066	355
144) — Resaki von Karaburun	— rézaki de Carabouroun	do.	726	242
145) — von Beylerdscheh	— de Béylerdjé	do.	340	113
146) — schwarze	— noir	do.	308	103
147) — Resaki von Stanko	— rézaki de Stanchio .	do.	386	128½
148) — von Mandalia und Samos	— de Mandalia et de Samos	do.	290	97
149) Safran von Anatolien und Rumelien	safran d'Anatolie et de Roumélie	ad valorem.		
150) Safflor von Aegypten	safranum d'Egypte . . .	ad valorem.		
151) — von Anatolien . .	— d'Anatolie	d. Okka	136½	45
152) Salep aus Anatolien	salep d'Anatolie	do.	136	45½
153) — aus Rumelien . .	— de Roumélie	ad valorem.		
154) Salpeter und Natron aus Aegypten	salpêtre et natron d'Egypte	ad valorem.		
155) Sandarach	sandaraque	d. Okka	46	15
156) Scamonienharz . .	scamonée	ad valorem.		

Benennung der Waaren.	En français.	Zolleinheit.	Zollsätze in Aspern. 9 pCt.	3 pCt.
157) Seide, rohe, aus dem Paschalik Brussa und d. Sandschak Kodscha-Ili (Nicomedien) und sonst auf Maschinen abgesponnen	soies de Brousse, de Nicomédie et des environs, ainsi que toutes les soies à la Piémontaise de l'empire Ottoman	d. Okka	1406	468
158) — — von Aidin, Sighala, Mentescha, Damascus, Saida, Aleppo und ganz Syrien . . .	— d'Aidin, de Sighala, de Menteché, de Damas, de Saida, Alep et Beirout	do.	835	278
159) — — von Cypern .	— de Chypre	do.	635	278
159a) — — von Janina, Tricala, Amassia, Jenischehr, Jenischehr-igholos, Thessalonich, Bafra, Tscharschamba, Karaferieh.	— de Janina, etc. . . .	do.	1025	342
160) — rohe, von Adrianopel, Demotica, Turnowa, Philippopel, Bazardschik, Zaara, Atik, Zaara dschedid in Rumelien.	— d'Andrinople, de Demotica, Tournova, etc., de Roumélie et environs	do.	1107	369
161) Seidenabfall und Cocons.	cocons, bourre de soie	ad valorem.		
162) Seife	savon	d. Centner	1596	532
163) Seifenwurzel	saponaire	d. Okka	18½	6
164) Schaaffelle, rothe, von Rumelien	peaux de moutons écarlates de Roumélie . .	d. Stück	50	16½
165) — — von Anatolien	— — d'Anatolie	do.	68	22½
166) — gegerbte, von Anatolien u. Rumelien	— — tannées d'Anatolie et de Roumélie	do.	32	10½
167) Schmirgel	éméri	d. Centner	180	60
168) Schusterleim aller Qualität.	colle de cordonnier dite Tchirich de toute qualité	d. Okka	45½	15
169) Schwämme	éponges	ad valorem.		
170) Schali von Tossia, farbiger, und Tallet .	chali de Tossia de toute couleur, et tallet . . .	ad valorem.		
171) Schürzen, einfache, von Hama.	tabliers simples de Hama	d. Paar	408	136
172) — von Brussa, gen. Futa.	— de Brousse, dits fouta	do.	336	112
173) — von Hama mit Metallfäden.	— de Hama brodés . . .	do.	816½	272
174) Sesam	graine de sésame	d. Kilo	290	96½
175) Senesblätter	séné	d. Okka	45	15
176) Shawls, gen. Karadschalar.	schals dits Caradjalar .	d. Stück	127	42
177) — von Tunis (Halaly).	— de Tunis dits hélali .	do.	454	151
178) — von Tunis, weisse	— de Tunis blancs . . .	do.	163	54

1851

Benennung der Waaren.	*En français.*	*Zolleinheit.*	*Zollsätze in Aspern.* 9 pCt.	3 pCt.
179) Shawls von Tunis, Donluks.	schals de Tunis, donluks	d. Stück	544	181
180) — von Tunis, farbige	— de Tunis de toute couleur	d. Stück von 12 Ellen	3175	1058
181) Sohlleder von Jalowa	cuirs pour semelles de Yalova	d. Stück	408	136
182) — von Büffeln und Ochsen.	— — de buffles et bœufs	do.	1043	348
183) — von Aidin	— — d'Aidin	do.	272½	90½
184) — von Gérédé . . .	— — de Gérédé	do.	272½	90½
185) Straussenfedern . .	plumes d'autruche . . .	ad valorem.		
186) Taback in Blättern, genannt Gôbek, in Boktscha's	tabac en feuilles dit guenbec en boctchas	d. Okka	94	31
187) — — in Boktscha's von Hanf	— — en boctchas de chanvre	do.	72½	24
188) — — von Ermieh, in Boktscha's	— — d'Ermié en boctchas	do.	59	19½
189) — — von Bafra, Samsun, Kumadi, Purssitschan, Basma u. a. .	— — de Bafra, Samsoun, Koumadi, Poursitchan, Basma et autres . . .	ad valorem.		
190) — — von Ermieh, in Ballen	— — d'Ermié en balles	d. Okka	54½	18
191) — gen. Dschebeli, und frischer Taback in Blättern.	djébéli et tabac en feuilles, frais	ad valorem.		
192) Talg- und Wachslichter	. . . . .	ad valorem.		
193) Teppiche v. Smyrna (Uschak)	tapis de Smyrne (Ouschak)	d. Okka	145	48
194) — (Sedschadch's) von Gördôs, Kula u. s. w. u. Kalitscha-Teppiche von Gördôs	— dits sédjadés de Gueurdés et Coula et autres, et tapis de Gueurdés	ad valorem.		
195) — Turkmannen- . .	— turcmen	d. Stück	680	227
196) Tischtücher u. Servietten, einfach und mit Metallfäden von Hama.	nappes et serviettes de table unies et brodées de Hama	do.	1633	544
197) Traubenmuss-Paste (kjôfter)	pâte de moût de raisin dit keufter	d. Centner	907	302
198) Vallonea aller Art .	vallonée de toute qualité	do.	476	159
199) Vogelkirsch-Samen (mehleb)	graine de mérisier dite mehleb	d. Okka	45½	15
200) Wachs in Scheiben	cire en pain	do.	173	57
201) Weihrauch	encens	d. Centner	1497	499
202) — in Staub	— en poudre	do.	748½	249½
203) Wein aus allen Theilen der Türkei	vin de l'empire ottoman	d. Okka	14	5
204) — Cyper- (Commanderia)	— de Chypre dit commandéria	do.	45½	15
205) Weizen	blé	d. Kile von Constantinopel	127	42

Benennung der Waaren.	*En français.*	*Zolleinheit.*	*Zollsätze in Aspern.* 9 pCt.	3 pCt.
206) Wolle aus Anatolien, Rumelien und Constantinopel.	laine venant d'Anatolie, de Roumélie et celle produite à Constantinople	d. Centner	1315	438½
207) — aus Syrien, Tripolis in der Barbarei, Bagdad und Umgegend	— de Syrie, Tripoli de Barbarie, Bagdad et des pays voisins . . .	do.	930	310
208) Wollengewebe, gen. Tossia muhajeri . . .	tissus de laine dits Tossia muhayéri.	d. Stück	181½	60
209) — gen. Papas muhajeri	— — dits papas muhayéri	do	272½	90½
210) Ziegenhaar aus Angora aller Art (Tiftik und Finik).	poil de chèvre d'Angora de toute espèce . . .	d. Okka	129	43

Die tractatenmässig zu zahlenden Mauthgebühren von allen sowohl in die Türkei eingeführten als auch daher ausgeführten Waaren sollen von den Preussischen und Zollvereinsländischen Kaufleuten, nach Abzug von 16 pCt. für die Ausfuhr und von 20 pCt. für die Einfuhr vom Werthe, als Douane- und Kostenvergütigung, nach den hier festgesetzten Beträgen erhoben werden.

Von den in diesem Tarif nicht mit aufgeführten Waaren, so wie von denjenigen, deren Werth nicht bestimmt und welche demnach *ad valorem* belassen worden sind, sollen, abermals nach Abzug von 16 pCt. vom Werthe bei der Ausfuhr und von 20 pCt. vom Werthe bei der Einfuhr für erstere 9 pCt. *Amedizih* und 3 pCt. *Reftizeh*, und für diese 3 pCt. *Amedizih* und ausserdem die tractatenmässig hinzugefügten 2 pCt. *resmi muzarem* erhoben werden.

Wenn beim Erscheinen derartiger neuer Artikel, oder solcher, welche *ad valorem* belassen worden sind, so dass die Mauth nach ihrem currenten Preise zu zahlen ist, die Kaufleute sich mit den Zollbeamten über die Werthbestimmung nicht einigen können und deshalb in Streit gerathen, so soll nach altem Gebrauche die Mauth *in natura* gegeben und angenommen werden.

Dieser Tarif soll vom Erlöschen der oben bezeichneten Frist (des frühern Tarifs) an bis zum 1. März a. St. (d. h. zum 13. März n. St.) 1855 christlicher Zeitrechnung bei den Mauthämtern sowohl von Constantinopel als auch in allen übrigen Theilen der Monarchie seine Geltung haben. Da aber die Waaren im Laufe der Zeit ihren Preis verändern können, so soll, nachdem er die angegebene Zeit innegehalten worden, ein jeder der beiden contrahirenden Theile das

1851 Recht haben, 6 Monate vor dem Erlöschen der Frist, d. h. in den letzten 6 Monaten, eine Revision zu verlangen. Wenn nach dem Erlöschen der Frist 6 Monate verstreichen, ohne dass eine der beiden Partheien die Revision verlangt, so wird dadurch die Frist dieses Tarifs um 7 Jahre verlängert.

In Folge der officiellen Bestimmungen der H. Pforte mit dem vorgenannten Gesandten, und des desfallsigen höchsten Befehles Sr. M. des Sultans, ist dieser Tarif angefertigt und unterzeichnet worden.

Den 13. Redjeb 1267.

AUTRICHE ET SARDAIGNE.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Sardaigne, signé à Vienne, le 18 Octobre 1851.

Art. I. Vi sarà reciproca libertà di commercio e di navigazione fra l'Impero d'Austria ed il Regno di Sardegna. I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti avranno reciprocamente la piena libertà di viaggiare, di risiedere e di fare delle compre e delle vendite in tutta l'estensione del territorio dell' altra, e godranno in affari di commercio e d'industria, sottoponendosi alle leggi ed ordinanze ivi vigenti, della stessa protezione, e degli stessi diritti, privilegii, libertà, favori, ed immunità di cui godono o godranno gli abitanti del paese; nè saranno i medesimi obbligati sotto verun pretesto a pagare perciò altre o più elevate tasse od imposte che quelle cui vanno od andranno soggetti i nazionali.

Art. II. I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti, i quali, secondo le leggi dello Stato cui appartengono, avendo pagato le imposte e tasse stabilitevi hanno in esso il diritto di frequentare le fiere ed i mercati, di fare delle compre pei bisogni della propria arte ed industria, o di girare nel paese per ricevervi delle commissioni portando o no seco delle mostre, godranno dello stesso diritto nel territorio dell' altra, senza pagare tasse od imposte per i loro esercizii, e senza essere sottoposti ad altre restrizioni che a quelle cui andranno soggetti gli abitanti del paese abilitati agli esercizii medesimi, ben inteso però che non sia loro concesso di portare seco delle merci destinate od atte alla vendita.

Art. III. I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti saranno 1851
nei paesi dell' altra esenti da qualunque servizio militare sia per terra, sia per mare, sia nella milizia o nella guardia nazionale, e non potranno essere assoggettati per le loro proprietà mobili od immobili ad altre incumbenze, restrizioni, tasse, od imposte che a quelle cui saranno sottoposti i nazionali. Saranno anche esenti da prestiti forzosi e da ogni contribuzione straordinaria, purchè non siano generali e stabiliti per legge. Le loro abitazioni, i magazzini e tutto ciò che ne fa parte e loro appartiene per oggetti di commercio o di residenza saranno rispettati, e non saranno soggetti a visite o perquisizione vessatorie; non potrà farsi alcun esame od ispezione arbitraria delle loro carte, libri e conti commerciali, nè potranno tali operazioni praticarsi altrimenti che, qualora, ed in quanto ciò sia ammesso o regolato dalle leggi alle quali vanno soggetti i nazionali.

Art. IV. I sudditi di ciascuna delle Alte Parti contraenti potranno liberamente disporre per testamento, donazione, cambio, vendita od altrimenti di tutti i beni che potessero acquistare e possedere legalmente nei paesi dell' altra, e quelli che li rappresentano secondo le leggi, quantunque sudditi dell' altra Parte, potranno ereditare siffatte proprietà sia per testamento, sia *ab intestato*, e prenderne possesso secondo le leggi; essi potranno disporne, come meglio loro piacerà, pagando soltanto le imposte, tasse od altri diritti a cui in simil caso saranno pure soggetti gli abitanti del paese ove le dette proprietà esistono. Nel caso di assenza degli eredi sarà seguita la stessa regola che in simile caso è prescritta riguardo alle proprietà degl' indigeni, fino a tanto che gli aventi diritto abbiano fatto le necessarie disposizioni per prenderne possesso.

Qualora delle contestazioni si elevassero fra diversi pretendenti riguardo al diritto su tali proprietà, esse dovranno risolversi dai tribunali competenti secondo le leggi del paese ove sono situati beni in discorso.

Vengono anche confermati i Trattati per l'abolizione dei diritti d'albinaggio e di detrazione del 31 Agosto 1763, e del 19 Novembre 1824 già esistenti fra la Sardegna e l'Austria, dovendo interpretarsi il presente articolo in senso estensivo e non mai restrittivo.

Art. V. I Sardi nell' Impero d'Austria e gli Austriaci nel Regno di Sardegna saranno liberi di regolare come i nazionali i loro affari per sè stessi, o di affidarne la procura a persona di loro propria scelta, senza essere obbligati a pagare alcun salario o retribuzione a quelli agenti, fattori, ecc., di cui non vogliono servirsi, non essendo in tale riguardo soggetti ad alcuna restrizione a motivo

1851 della loro nazionalità, ma soltanto a quelle stabilite dalle leggi generali del paese.

Essi saranno assolutamente liberi nel contrattare le compre e vendite, nel fissare i prezzi di tutti gli oggetti di commercio ed in tutte le disposizioni commerciali, assoggettandosi al legale regime doganale ed a quello delle privative dello Stato.

Essi avranno anche un libero e facile accesso presso i tribunali di ogni istanza e giurisdizione per agire e difendersi in giudizio. Saranno liberi di valersi dell' opera di quelli avvocati, notai ed agenti che crederanno atti a rappresentare i loro interessi, e godranno generalmente nei rapporti giudiziarii gli stessi diritti e privilegii che sono o saranno accordati ai sudditi dello Stato il più favorito.

Art. VI. Tutte le merci, delle quali nell' uno degli Alti Stati contraenti è permessa l'importazione, l'esportazione, il transito od il deposito su bastimenti nazionali potranno pure legalmente essere introdotte, esportate, transitate o depositate su bastimenti dell' altro Stato senza pagare altri o maggiori dazii e diritti, senza essere sottoposte ad altre o maggiori restrizioni, e partecipando pienamente ai medesimi privilegii, riduzioni, beneficii, e restituzioni che vengono o verranno accordati alle merci introdotte, transitate e depositate su bastimenti nazionali.

Parimenti tutte le merci che per la via di terra vengono introdotte, esportate, transitate o depositate mediante conduttori o con mezzi di trasporto appartenenti all' uno degli Alti Stati contraenti, godranno nell' altro, sotto ogni rapporto, dello stesso trattamento al pari di quelle introdotte, esportate, transitate, o depositate mediante conduttori o con mezzi di trasporto nazionali.

Art. VII. I bastimenti Austriaci arrivando nei porti dei dominii Sardi, e reciprocamente i bastimenti Sardi giungendo nei porti dell' Impero d'Austria saranno trattati al loro arrivo, durante la loro fermata, ed alla loro uscita sullo stesso piede come i bastimenti nazionali per tutto ciò che riguarda i diritti di tonnellaggio, di pilotaggio, di porto, di fanali, di quarantena, di darsena e patente ed altri carichi che gravitano sullo scafo del bastimento sotto qualunque denominazione, sia che i diritti sopra indicati si paghino a favore dello Stato, delle Autorità locali, o di qualunque corporazione o stabilimento.

Anche in quanto concerne il collocamento dei navigli, il loro carico o scarico nei porti, bacini, o rade dei due Stati, nell' uso dei pubblici magazzini, bilancie, argani, ed altri simili stabilimenti od ordigni, ed in generale riguardo a tutte le formalità e disposizioni

concernenti l'approdo, la fermata e la partenza dei bastimenti, non 1851
sarà accordato ai bastimenti nazionali alcun privilegio che non sia egualmente accordato a quelli dell' altro Stato, essendo precisa volontà delle Alte Parti contraenti che i rispettivi bastimenti siano trattati sul piede di una perfetta eguaglianza.

Art. VIII. Resta per altro eccettuato dalle stipulazioni degli articoli VI et VII tanto l'esercizio della pesca nazionale, riservandosi i Governi contraenti di regolarne le condizioni colle proprie leggi ed ordinanze, quanto la navigazione di costa o cabotaggio che si fa in ciascuno dei due Stati da un porto all' altro, essendo la medesima esclusivamente riservata ai bastimenti nazionali.

Art. IX. Tuttavia i bastimenti di ciascuna delle Alte Parti contraenti potranno prendere o disbarcare una porzione del loro carico in un porto del territorio dell' altra, e completare nel primo caso il loro carico per l'estero, o disbarcare nel secondo caso il resto del carico proveniente dall' estero in uno o più porti dello stesso territorio, senza perciò pagare alcun diritto diverso da quello che pagasi dai legni nazionali.

Art. X. In caso di naufragio od avaria di un legno appartenente al Governo od ai sudditi di una delle Alte Parti contraenti sulle coste o nel dominio dell' altra di esse Parti non soltanto sarà prestata ogni sorta di assistenza ed usata ogni facilitazione ai naufraghi, ma anche i legni e le lore parti ed avanzi, i loro attrezzi e tutti gli oggetti che loro appartengono, le carte trovate a bordo, come pure gli effetti e le merci che fossero state gettate al mare e che venissero salvate, oppure il prodotto della vendita, se fossero vendute, saranno fedelmente restituite ai proprietarii dietro la loro domanda o quella dei loro agenti a ciò debitamente autorizzati, e tutto ciò senz' altro pagamento che quello delle spese del ricupero e della conservazione, e di quelli eventuali diritti e non altri che in caso simile si pagherebbero per un bastimento nazionale.

In mancanza del proprietario o di speciale agente sarà fatta la consegna ai Consoli, Vice-Consoli, od Agenti-Consolari rispettivi; ben inteso che, in caso di qualche legale reclamo su di un tale naufragio riguardo ai legni, effetti e mercanzie, la decisione sul medesimo sarà deferita ai tribunali competenti del paese.

Per maggiore chiarezza si stabilisce espressamente, che per i legni, le loro parti ed avanzi, per gli effetti e le merci che in caso di naufragio od avaria verranno depositati in qualunque punto del territorio non si pagherà alcun dazio, in quanto questi oggetti vengano messi sotto la sorveglianza delle Autorità competenti, e non entrino in consumazione interna.

1851 Art. XI. Le patenti e carte di bordo dei bastimenti Austriaci e Sardi, ammesse e riconosciute nel paese d'origine come sufficienti per comprovare la nazionalità dei medesimi, ne faranno fede anche nei porti dell' altra delle Alte Parti contraenti.

Qualora le patenti e carte di bordo siano ammesse e riconosciute nel paese d'origine come sufficienti per comprovare la portata dei medesimi, ne faranno fede anche nei porti dell' altra delle Alte Parti contraenti in quanto dalla portata dipende la determinazione dei diritti, delle tasse e delle imposte che gravitano sugli scafi dei legni, salva la riduzione da farsi in base di tabelle metronomiche delle indicazioni di quelle patenti e carte alle misure legalmente usate nei porti medesimi.

Art. XII. La navigazione del Po, del Ticino, e dei loro affluenti che sono sotto il dominio Sardo od Austro-Sardo sarà libera ed esente da qualunque aggravio, e le regole necessarie a tale oggetto, come pure per la sorveglianza ed il miglioramento della navigazione verranno stabilite in un' apposita Convenzione alla quale le Alte Parti contraenti s'impegnano mutualmente di addivenire quanto prima.

Art. XIII. Le due Alte Parti contraenti s'impegnano di operare l'unione delle loro rispettive strade ferrate in modo che vengano congiunte Genova, Torino e Milano sul punto che verrà giudicato il più conveniente agl' interessi dei due paesi ed ai bisogni del commercio.

Tutti i dettagli dell' unione e del modo di esercizio verranno stabiliti con un' apposita Convenzione.

Art. XIV. Le Alte Parti contraenti hanno convenuto nelle seguenti concessioni e riduzioni daziarie:

I. Dalla parte dell' Austria:

1°. Il dazio di entrata per i vini comuni del Piemonte importati per uno degli ufficii doganali della frontiera Austriaca confinante cogli Stati Sardi ora stabilito in lire Austriache 10, 70 al quintale metrico sporco, viene ridotto a sole lire Austriache sette al quintale metrico sporco.

2° Il dazio d'entrata per i risi vestiti, ora stabilito in lire Austriache 4 1/2 al quintale metrico netto, viene ridotto a lire Austriache una e mezza.

3° Il dazio di entrata pei manzetti da uno a due anni ora stabilito in lire Austriache 6 per caduno, viene ridotto in lire Austriache 1 1/4.

4° Tutte le riduzioni o restituzioni di dazio od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci che fossero state accordate ad altri Stati riguardo al commercio che si fa

per la via di mare, per i porti-franchi ed attraverso la linea doganale fra il Regno Lombardo-Veneto e gli altri Stati d'Italia, vengono accordate anche alla Sardegna e per il traffico che si fa attraverso i confini Austro-Sardi. 1851

5° I dazii attuali sui pesci, i crustacei, e le altre bestie acquatiche, le frutta fresche e candite, il bestiame da macello, i cavalli, i muli e gli asini, i legumi freschi e secchi, il legname di costruzione comune e nobile, i saponi, le profumerie, compresevi le acque odorifere, la terra di magnesia e di manganese, le pelli crude, il vetro in lastre ed i libri, non verranno aumentati durante il presente Trattato per le provenienze Sarde oltre gli importi espressi nell' annesso A.

II. Dalla parte della Sardegna:

6° Tutti i favori e le riduzioni dei dazii che dal Governo Sardo, mediante i suoi Trattati colla Francia del 5 Novembre 1850 e del 20 Maggio 1851, col Belgio del 24 Gennaio 1851, coll' Inghilterra del 27 Febbraio 1851, colla Grecia del 31 Marzo 1851, colla Confederazione Svizzero del 5 Giugno 1851, cogli Stati dello *Zollverein* del 20 Giugno 1851, coi Paesi Bassi del 24 Giugno 1851, o mediante altri Trattati furono accordati alle merci provenienti dai rispettivi paesi sono nello stesso modo accordati ed applicati anche ai medesimi generi di mercanzie provenienti dall' Impero d'Austria, sia che vengano introdotti nella Sardegna per la via del mare, oppure per la via dei fiumi o per terra.

7° Il dazio d'entrata per le coperte di borra di lana, di ritagli e cimosse di panno, stabilito nel Trattato col Belgio in franco 1 il chilogramma, viene ridotto a 50 centesimi.

8° Il dazio d'entrata per i fornimenti da tiro semplici, ora stabilito in franchi 150 i cento chilogrammi, viene ridotto a franchi 75, e quello per i fornimenti da tiro guarniti, ora stabilito in franchi 100 i cento chilogrammi, viene ridotto a franchi 75, e quello per i fornimenti da tiro guarniti, ora stabilito in franchi 150 i cento chilogrammi, a franchi 110.

9° Il dazio d'entrata per i balocchi da fanciulli e le mercerie comuni di legno viene ridotto da 50 franchi i cento chilogrammi a 40 franchi.

10° I dazii d'entrata attualmente esistenti per i formaggi, i lavori da sellaio e da bastaio, i guanti di pelle, i tessuti, la bonnetteria e la passamanteria di ogni genere, i mobili, i cappelli, gl' istromenti da musica, le vetture a molle, e waggons per viaggiatori, i paracqua e parasoli, ottone, piombo, packfong, mercurio nativo, lavori d'oro e d'argento, le pietre preziose, perle e granate fine, i marmi

1851 in tavole, in cammini, o scolpiti, modellati, puliti, od altrimenti lavorati, i vasellami, vetri e cristalli, anche quando non fossero già fissati mediante i N° 6, 7, 8 e 9 di questo articolo, non verranno aumentati per le provenienze Austriache durante il presente Trattato.

Art. XV. Se nell' avvenire il Governo Imperiale accordasse ad altri Stati delle riduzioni, o restituzioni di dazio, od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci riguardo al traffico che si fa per la via di mare, e nominatamente per i porti franchi od attraverso la linea doganale fra il Regno Lombardo-Veneto, e gli altri Stati d'Italia, tutte queste riduzioni, restituzioni o concessioni verranno accordate da per sè e gratuitamente alla Sardegna ed al traffico che si fa attraverso i confini Austro-Sardi.

Viceversa tutte le riduzioni o restituzioni di dazio od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci, che il Governo Sardo accordasse in avvenire ad altri Stati, verranno da per sè e gratuitamente accordate all' Impero d'Austria.

Quindi in nessun caso le merci introdotte od esportate attraverso i confini Austro-Sardi nel territorio doganale d'Austria, non verranno colpite da maggiori od altri dazii di quelli che verranno imposti alle merci che fossero introdotte od esportate per la via del mare od attraverso i confini fra il Regno Lombardo-Veneto e gli altri Stati d'Italia.

Reciprocamente in nessun caso le merci introdotte od esportate nel territorio doganale di Sardegna attraverso i confini Sardo-Austri, non verranno colpite da maggiori od altri dazii di quelli che verranno imposti alle merci che fossero introdotte od esportate per la via del mare od attraverso gli altri confini del territorio doganale del Regno di Sardegna.

Art. XVI. Per dare al traffico dei rispettivi distretti confinanti quelle facilitazioni che i bisogni del commercio giornaliero esigono, le Alte Parti contraenti hanno convenuto come segue:

1° Saranno esenti dal dazio tanto d'entrata quanto d'uscita nel commercio attraverso i confini Austro-Sardi in ambidue gli Stati:

a) Tutte le quantità di merci per le quali il totale dei diritti da riscuotersi importa meno di 5 centesimi.

b) Erbe di pascolo, fieno, paglia, strame, muschio per imballaggio o per calefatare, foraggi, giunchi e canne comuni, rasperelle, piante vive (piantoni e magliuoli di vite), grani in covoni, legumi in erbare, lino e canape non battuti.

c) Alveari con api viventi.

d) Sangue di bestiame.

e) Uova di ogni genere. 1851

f) Latte anche se coagulato.

g) Carboni di Legna, carboni fossili, torba e carboni di torba.

h) Pietre da fabbrica e di cava, pietre da lastricato e da mulino, e pietre ordinarie da arrotare, coti greggie da affilare falci o falciuole, tutte quelle scalpellate o no per altro non molate, nè tagliate in lastre, scoria, ghiaia, sabbia, calce e gesso crudo, marna, argilla, ed in generali ogni qualità di terre ordinarie da mattoni e pentole, pipe, stoviglie.

i) Mattoni.

k) Crusca, sansa (feccia di olive interamente secca) panetti di noce ed altre focaccie prodotte con rimasugli di vegetabili, frutti e semi oleosi cotti o torchiati.

l) Cenere dirannata e cenere di carbon fossile, concime (anche guano) fondacci, sciacquature, vinaccie (grappo o feccia di uve) resti di malto, rottami di merci di pietra o di argilla, calia d'oro e d'argento (spazzatura d'orefici), fango.

m) Pane e farina in quantità di . . .	10	chilogrammi
Castagne	10	id.
Carne fresca	4	id.
Formaggi, burro fresco	2	id.
Patate	100	id.

2° I prodotti naturali di quella parte delle possessioni dei sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti, che mediante la linea confinante Austro-Sarda fosse separata dai rispettivi casali o fabbriche, potranno essere portati esenti dal dazio di uscita e di entrata a questi casali o fabbriche.

Mediante questa stipulazione non vengono punto alterate le stipulazioni maggiormente favorevoli dei Trattati sussistenti riguardo ai proprietarii misti.

Art. XVII. Potranno essere nominati e stabiliti dei Consoli, Vice-Consoli ed Agenti per la protezione del commercio di ciascuna delle Alte Parti contraenti in tutti i porti e piazze di commercio dell'altra, dove già risiedono dei Consoli di altri Stati, o dove, secondo le leggi, le convenienze e l'uso, sia ammessa la residenza di Consoli ed altri Agenti stranieri.

Questi funzionarii godranno nel paese della loro residenza degli stessi diritti, privilegii e poteri dei quali godono quelli delle nazioni più favorite, ma non entreranno in attività, e nel godimento dei diritti e privilegii loro spettanti se non dopo avere ottenuto l'*exequatur* del Governo territoriale nelle forme a lui consuete.

Nel caso in cui i detti Consoli od Agenti volessero esercitare il

1851 commercio saranno soggetti alle stesse leggi ed usi ai quali sono assoggettati gl' individui privati della loro nazione nel luogo dove risiedono.

Art. XVIII. I Consoli, Vice-Consoli ed Agenti, in quanto fossero autorizzati dai loro Governi ad intervenire come giudici od arbitri delle questioni civili derivanti da contratti fatti tra i capitani e gli equipaggi dei bastimenti della loro nazione, non potranno essere impediti nell' esercizio di tali funzioni, e le autorità locali non potranno ingerirsene, salvo il caso in cui la condotta del capitano o dell' equipaggio esigesse, secondo le leggi e prescrizioni del paese dove trovansi, una siffatta ingerenza.

Questi funzionarii riceveranno eziandio dalle Autorità locali tutta l'assistenza che potrà legalmente essere ad essi accordata, e che viene accordata ai funzionarii delle più favorite nazioni per la restituzione dei disertori dei bastimenti da guerra o mercantili dei loro paesi rispettivi.

Art. XIX. Sua Maestà l'Imperatore d'Austria assecondando il desiderio di Sua Maestà il Re di Sardegna consente ad estendere le stipulazioni del presente Trattato al Principato di Monaco posto sotto il protettorato di Sua Maestà Sarda, in quanto vi siano applicabili, e verso reciprocità da parte di detto Principato.

Art. XX. Il presente Trattato viene stipulato per la durata di cinque anni dal giorno in cui saranno scambiate le ratifiche.

Ove non venga disdetto da alcuna delle Alte Parti contraenti un anno prima della cessazione, s'intenderà prolungato per un quinquennio, e così di seguito si riterrà confermato nell' avvenire ogni volta per cinque anni, ove un anno prima dello spirare di ogni quinquennio non venga disdetto da alcuno degli Stati contraenti.

Art. XXI. È riservata a S. A. R. l'Archiduca Duca di Modena ed a S. A. R. l'Infante di Spagna Duca di Parma la facoltà di accedere al presente Trattato.

Art. XXII. Il presente Trattato sarà ratificato, e le ratifiche verranno scambiate in Vienna nel termine di quattro settimane decorribili dal giorno d'oggi, e più presto, se fia possibile.

In fede del che, etc.

Article séparé.

1° Non saranno reputati derogare al principio di reciprocità che forma la base del presente Trattato:

a) I premii che i rispettivi Governi accordano, o accordassero ai loro nazionali in riguardo dei bastimenti mercantili di nuova costruzione eseguita nel paese, in quanto questi premii non consistessero

in esenzioni o facilitazioni riguardo ai diritti di porto, o riguardo ai 1851
dazii per le merci condotte su quei bastimenti.

b) Le immunità accordate a diverse compagnie inglesi e russe, dette *Yacht-Clubs.*

c) Le immunità accordate nell' Austria ai battelli a vapore del *Lloyd* Austriaco a cagione della speciale loro relazione coll'Imperiale Istituto delle Poste; e reciprocamente le immunità eguali che il Governo Sardo potrebbe accordare alle compagnie incaricate del servizio postale.

d) I vantaggi e favori che venissero concessi ad altri Stati in conseguenza di una completa unione doganale.

e) I vantaggi e favori che venissero concessi nell'Impero d'Austria ad altri Stati della Lega Germanica riguardo ai peculiari rapporti di federazione esistenti coi medesimi.

f) Le speciali immunità che godono in Austria i sudditi Ottomani in base degli antichi Trattati non applicabili ad altre nazioni.

Il presente articolo separato avrà la stessa forza e valore che se fosse stato inserito verbalmente nel Trattato di questo giorno. Esso sarà ratificato, e le ratifiche ne saranno scambiate nel medesimo tempo.

Annexe A

à l'art. XIV, § 5 *du traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et l'Autriche, signé à Vienne, le* 18 *Octobre* 1851.

DENOMINAZIONE degli oggetti	IMPORTO DEL DAZIO per l'importazione			
	Misura dell' oggetto daziato	Importo del dazio		Tara legale
		fiorini	carantani	
1° PESCI, CRUSTACEI ED ALTRE BESTIE ACQUATICHE.				
a) — Freschi tanto vivi che morti (macellati) castori, rane, conchiglie vive, lumache, ostriche, tartarughe, ed in generale tutti i crustacei	1 centinaio sporco	1	30	
Annotazione. Allorchè debbano daziarsi pesci vivi d'acqua dolce non introdotti per la via del mare				

1851

DENOMINATIONE degli oggetti.	IMPORTO DEL DAZIO per importazione. Misura dell' oggetto daziato	Importo del dazio: fiorini	Importo del dazio: carantani	Tara legale
in recipienti con acqua, è da considerarsi la metà del peso sporco, come il peso dei pesci da daziarsi. Qualora il pesarli fosse impossibile deve rilevarsi la capacità del recipiente e calcolarsi un *emere* di Vienna uguale a 120 *funti* sporco.				
b) — Arringhe, cospettoni, salacche, baccalà, budelle salate di pesce	1 centinaio netto	1	30	13 in botti
c) — Pesci preparati, cioè disseccati, salati, affumicati e marinati non denominati a parte . . .	1 centinaio netto	4	»	13 in botti 9 in cesti 4 in balle
2° Frutta ordinarie.				
a) — Fresche	1 centinaio sporco	»	10	
b) — Preparate, cioè disseccate al fuoco od all' aria, tagliate in fette od in altro modo sminuzzate, marmellata cotta senza zucchero, ed olive salate	1 centinaio sporco	»	45	
Annotazione. Le frutta confezionate in altra guisa saranno da trattarsi come cibi preparati o confetture.				
c) — Frutta secche rivestite di colori (proibite nell' importazione)	1 centinaio netto	2	30	13 in botti o casse 9 in ceste 4 in balle
d) — Castagne, noci e noccioli .	1 centinaio netto	»	45	
e) — Frutta candite	1 centinaio netto	20	»	20 in botti o casse 13 in ceste 6 in balle
3° Bestiame da macello.				
a) — Buoi e tori	un capo	4	»	
b) — Vacche e manzi oltre due anni	,,	2	»	
c) — Vitelli sotto l'anno . . .	,,	»	25	
d) — Pecore e capre, cioè pecore, montoni, castrati, capri, e becchi	,,	»	15	
e) — Agnelli e capretti	,,	»	10	

DENOMINAZIONE degli oggetti	IMPORTO DEL DAZIO per l'importazione. Misura dell' oggetto daziato	Importo del dazio: fiorini	Importo del dazio: carantani	Tara legale
f) — Maiali	un capo	1	»	
g) — Porchetti da latte sotto 10 libbre	„	»	5	
4° Bestie da tiro.				
a) — Cavalli e poledri	„	3	»	
b) — Muli ed Asini	„	1	»	
5° Legumi freschi e secchi.				
a) — Civaia (legumi freschi) cioè carciofi, cetriuoli, cavoli, verze, ravani, rape, spinacci, asparagi, radici (commestibili) e funghi ad eccezione dei tartufi . . .	1 centinaio sporco	»	3	
b) — Fave, piselli, lenti, veccia, ceci	„	»	15	
c) — Pomi di terra	„	»	3	
6° Legname da costruzione.				
a) — Legname da costruzione comune	100 piedi cubici	»	45	
b) — Legname da costruzione nobile	1 centinaio sporco	»	5	
7° Saponi e profumerie.				
a) — Sapone comune, cioè non profumato	1 centinaio netto	2	30	16 in casse
b) — Sapone profumato . . .	„	15	»	6 in balle
Annotazione. Saponi in recipienti non maggiori di mezzo *mass* di Vienna od in pezzi di non più di mezza libbra, oppure in tali recipienti che secondo la loro qualità sarebbero tassati oltre 15 fiorini per centinaio saranno trattati quali merci di profumeria.				
c) Merci di profumeria (compresevi le acque odorifere) . . .	1 centinaio netto	50	»	20 in botti o casse 13 in ceste 6 in balle
Annotazione I. Nelle merci di profumeria viene compresa anche ogni qualità di aceto, grasso, olio,				

1851

DENOMINAZIONE degli oggetti	IMPORTO DEL DAZIO per l'importazione — Misura dell' oggetto daziato	Importo del dazio — fiorini	Importo del dazio — carantani	Tara legale
e sapone profumato, allorché queste materie siano contenute in recipienti di non più di mezzo *mass* (od il sapone sia in pezzi non maggiori del peso di mezza libbra) o quando i recipienti secondo la loro qualità verrebbero tassati con più di 15 fior. al centinaio. *Annotazione* II. Le merci di profumeria contenute in recipienti di metalli nobili o *bijouterie* saranno trattate come chincaglieri fine.				
8° TERRE DI MAGNESIA E DI MANGANESE.				
a) — Terra di Magnesia . . .	1 centinaio netto	5	»	16 in botti o casse 9 in ceste 6 in balle
b) — Terra di Manganese . . .	1 centinaio sporco	»	5	
9° PELLI CRUDE (cioè VERDI O SECCHE, ANCHE SALATE, MA NON LAVORATE PIU' OLTRE)				
a) Pelli crude comuni, cioè pelli bovine (di bisonte, buffalo, bue, manzo, toro, vacca, vitello (pelli cavalline), di cavallo, (poledro o mulo), pelli d'asino, cammello, tasso, cane, maiale, camoscio, cervo, capriolo, alce, renne, ippopotamo, e rinoceronte, pelli di pecore communi (di pecora, castrato, pecora morta ed agnello) pelli di capra comuni (di capra, becco, capretto) pelli di lepre e pelli di pesce	1 centinaio sporco	»	25	
b) Pelli crude non nominate a parte	1 centinaio netto	2	30	13 in botti o casse 9 in ceste 6 in balle
10. VETRO IN LASTRE ORDINARIE VERDE O BIANCO	"	5	»	23 in botti o casse 13 in ceste o corbe
11. LIBRI, CARTE (scientifiche), MUSICHE	"	3	»	13 in botti o casse 6 in ceste 4 in balle

Annotazione I. I libri con figure saranno trattati come libri, se le figure sono legate, cucite, inquadernate, ed appartengono al libro medesimo. In caso con-

trario le figure verranno daziate separatamente od, allorchè la separazione non si possa effettuare, l'intiera opera sarà daziata come figure sulla carta. 1851

Annotazione II. I libri legati la di cui legatura è munita di fermagli od altri ornamenti di metallo o di *bijouterie* saranno trattati come lavori di carta non nominati a parte.

Procès verbal de la signature du traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et l'Autriche du 18 *Octobre* 1851.

L'anno del Signore mille ottocento cinquant'uno li diciotto ottobre, ed in una delle sale dell'I. R. Ministero degli affari esteri i sottoscritti Conte Adriano Di Revel, Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario di S. M. il Re di Sardegna, ecc., Principe Felice di Schwarzenberg, Ministro Presidente e Ministro della Casa Imperiale e degli affari esteri, ecc., Cavaliere Andrea Di Baumgartner, Ministro del commercio, industria e pubbliche costruzioni, ecc., convenuti all'oggetto di firmare il Trattato di commercio e navigazione fra la Sardegna e l'Austria in data d'oggi conchiuso in forza dei loro rispettivi pieni poteri, prima di addivenire a questo atto hanno di comune accordo emesso la seguente dichiarazione:

Non ostante il termine di quattro settimane prefisso nel suddetto Trattato pello scambio delle ratifiche, questo scambio dovrà avere luogo simultaneamente con quello delle ratifiche della Convenzione che si sta negoziando in Torino fra le Alte Parti per la repressione del contrabbando, essendo precisa intenzione dei due Governi, che, qualora quella negoziazione non avesse il desiderato successo, e la Convenzione non fosse firmata nello spazio di sei settimane decorribili dal giorno d'oggi, il Trattato di commercio e navigazione in data d'oggi abbia a considerarsi come non avvenuto, e di nessun valore.

Inoltre, non ostante il trattamento sul piede della nazione la più favorità assicurato alla Sardegna nel Trattato di quest'oggi, resta però inteso fra i Plenipotenziarii delle Alte Parti contraenti che il Governo Sardo non pretenderà alla partecipazione dei favori speciali accordati dall'Austria al Ducato di Modena colla Convenzione del 23 Gennaio 1848, ed estesi al Ducato di Parma col proclama del 23 Settembre 1849, e continuati di poi in via amministrativa, quantunque la Convenzione suddetta abbia cessato di essere in vigore.

Qualora poi questi favori attualmente accordati ai due Ducati fossero prolungati oltre un anno decorribile dal giorno d'oggi, la Sardegna avrà diritto a parteciparvi pienamente.

Nel convenire di questa stipulazione il Plenipotenziario Sardo riserva pienamente al suo Governo la facoltà di aderire o no a questa

1851 condizione; laonde, qualora il Governo Sardo credesse di non poterla accettare, esso sarà libero di ricusarla, e di rifiutare perciò il suo assenso al Trattato, senzachè possa essergliene fatto carico dal Governo Imperiale, stante la presente precisa riserva del Plenipotenziario Sardo.

Pel caso non presumibile che il Trattato di commercio e navigazione fra la Sardegna e l'Austria conchiuso il giorno d'oggi venisse ratificato e pubblicato prima dell' attivazione della nuova tariffa daziaria generale Austriaca, si dichiara dai sottoscritti Plenipotenziarii Austriaci in forza dei loro Pienipoteri, che contemporaneamente alla pubblicazione di questo Trattato verrà pure pubblicata la facilitazione riguardante gli olii d'oliva ad uso tecnico, mescolati con olio di trementina, ed espressa nell' annotazione seconda all' articolo 28, lett. *b* del progetto della tariffa predetta.

In fede del che, etc.

BRÉSIL ET PÉROU.

Traité entre le Brésil et le Pérou, pour régler les relations commerciales et la navigation du fleuve des Amazones, signé à Lima, le 23 Octobre 1851.

(Traduction du portugais.)

Art. I. La république du Pérou et Sa Majesté l'empereur du Brésil désirant promouvoir respectivement la navigation du fleuve des Amazones et de ses affluens par des bâtiments à vapeur qui, en assurant l'exportation des immenses produits de ces vastes régions, contribuent à augmenter le nombre de leurs habitants et à civiliser les tribus sauvages, conviennent que les marchandises, produits et embarcations qui passeront du Brésil au Pérou, et réciproquement par la frontière et les fleuves de l'un et l'autre État, seront exempts de tous droits autres que ceux auxquels sont assujettis les produits nationaux avec lesquels ils seront placés sur un pied de complète égalité.

Art. II. Les parties contractantes reconnaissant combien sont couteuses les entreprises de la navigation par la vapeur et qu'il n'y aura, dans les premières années aucun avantage pour les entrepreneurs dans la navigation du fleuve des Amazones, depuis son

embouchure jusqu'au littoral du Pérou, qui doit appartenir exclu- 1851
sivement aux États riverains, conviennent d'aider pendant cinq années d'une subvention pécunière la première entreprise qui se formera. Cette subvention ne pourra être moindre de 20,000 piastres annuelles, pour chaque partie contractante, chacune d'ailleurs restant libre d'augmenter ladite somme, si elle le juge util à ses intérêts, sans que l'autre soit obligée de contribuer à cette augmentation.

Des *articles séparés* régleront les conditions de l'entreprise et les avantages qui seront accordés. Les autres États riverains qui, en adoptant les mêmes principes, voudront prendre part à cette entreprise dans les conditions stipulées, y contribueront également par une cote-part pécunière.

Art. III. Les deux parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement les incendiaires, pirates, assassins, faussaires, banqueroutiers frauduleux, dépositaires de fonds publics infidèles et autres criminels, quand ils seront réclamés par l'un des gouvernements à l'autre avec copie certifiée de la sentence définitive rendue contre les coupables par le tribunal ou juge compétent. Toutefois, avant que le verdict ne soit prononcé, l'une des parties contractantes pourra demander à l'autre l'emprisonnement de l'inculpé de l'un des délits précités, et il sera accédé à cette réquisition toutes les fois qu'il sera produit des preuves qui, aux yeux du tribunal national, motivent la détention. Passé un an, l'inculpé sera mis en liberté sans préjudice du droit de demander son extradition, quand la condamnation interviendra. Les frais de prison et d'extradition seront à la charge du demandant.

Art. IV. Les parties contractantes, considérant qu'elles sont limitrophe sur une frontière étendue et déserte, où elles ont des garnisons militaires, conviennent que les déserteurs de l'armée ou de la marine, qui passeront du Brésil au Pérou ou réciproquement, seront livrés à leurs chefs respectifs ou aux autorités de la frontière qui les réclameront. Mais il ne sera fait application que de la peine la plus douce stipulée par les lois de chaque État aux déserteurs ainsi rendus.

Art. V. L'introduction de Nègres esclaves du Pérou au Brésil et du Brésil au Pérou est interdite. Ceux qui passeront d'un État dans l'autre, soit comme fugitifs, soit conduits furtivement, seront rendu à l'État d'où ils sont sortis.

Art. VI. Les deux parties contractantes s'engagent à ne point permettre que les indigènes soient enlevés et conduits d'un État dans l'autre, et ceux qui auront été ainsi enlevés seront restitués aux autorités respectives de la frontière à la première réclamation.

1851 Art. VII. Pour écarter les doutes au sujet de la frontière mentionnée dans les clauses de la présente convention, les parties contractantes adoptent le principe de l'*Uti possidetis*, d'après lequel seront réglés les limites entre les deux États. Par conséquent elles reconnaissent réciproquement comme frontière le village de Tabatinga — à partir de ce point vers le nord la ligne droite qui va rencontrer le Rio Yapura à son confluent avec le Rio Apanoris — à partir de la même localité, vers le sud, le Rio Yavari, depuis son confluent avec le fleuve des Amazones. Une commission mixte nommée par les deux gouvernements reconnaîtra la frontière sur la base de l'*Uti possidetis*, et pourra néanmoins proposer les échanges de territoire qu'elle croira utiles pour fixer les limites les plus naturelles et les plus convenables pour l'une et l'autre nation.

Art. VIII. Les parties contractantes stipulent que les art. I, II, III, IV et V de cette convention seront valables pour six années, qui commenceront le jour de l'échange des ratifications, et que passé ce terme, ils continueront à subsister pendant les négociations pour leur renouvellement ou jusqu'à ce que l'une des parties dénonce lesdits articles.

Art. IX. La présente convention sera ratifiée par les hautes parties contractantes, et les ratifications seront échangées à Rio-Janeiro dans le délai d'un an, ou avant si c'est possible.

En foi de quoi, etc.

(Les *articles séparés* annexés à la convention ci-dessus, règlent les conditions de l'entreprise de la navigation à vapeur, et les avantages qui lui sont accordés.)

BELGIQUE ET GRANDE-BRETAGNE.

Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et la Grande-Bretagne, signé à Londres, le 27 Octobre 1851.

(En anglais et en français.)

Art. I. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les États des deux hautes parties contractantes; et les sujets de chacune d'elles, dans toute l'étendue des territoires de l'autre, jouiront des mêmes droits, priviléges, libertés, faveurs, immunités et exemptions, en matière de commerce, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Art. II. En ce qui concerne le droit de pavillon, il est convenu 1851
que les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, importées directement en Belgique du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de ses colonies et possessions, sous pavillon britannique, jouiront des mêmes exemptions, restitutions, primes ou autres faveurs, ne payeront respectivement d'autres droits et ne seront assujettis à d'autres formalités que si l'importation avait lieu sous pavillon belge, sauf dans le cas indiqué dans l'art. V ci-après.

Art. III. En ce qui concerne le droit de provenance, il est convenu que les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, importées directement en Belgique du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de ses colonies et possessions, sous pavillon britannique, seront admises aux droits des importations effectuées sous pavillon belge du lieu ou selon le mode le plus privilégié par le tarif général de la Belgique, sauf pour les marchandises et dans les cas indiqués dans l'article V ci-après.

Il est entendu que les marchandises auxquelles s'appliquent l'article actuel et le précédent, devront avoir été réellement chargées dans les ports du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de ses colonies et possessions.

Art. IV. Toutes les marchandises sans distinction d'origine importées en Belgique d'ailleurs que du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de ses colonies et possessions, sous pavillon britannique, jouiront des mêmes exemptions, primes ou autres faveurs, ne seront pas assujetties à d'autres formalités, et ne payeront d'autres droits, que si l'importation avait lieu sous pavillon belge : sauf pour les marchandises et dans les cas indiqués dans l'art. V ci-après.

Art. V. Il sera dérogé aux dispositions des trois articles précédents pour les marchandises et dans les cas ci-après indiqués,

Savoir :

1° Quant aux dispositions des art. III et IV ; pour

Les bois d'ébénisterie et de teinture,

Le riz,

Le sucre,

Le café,

Le tabac,

Le coton,

Seulement lorsque l'importation aura lieu directement d'un pays transatlantique sous pavillon belge ; Et pour

Les fruits,

L'huile d'olive,

1851 Le soufre brut,

Seulement lorsque l'importation aura lieu directement d'un lieu de production sous pavillon belge.

2° Quant aux dispositions des art. II, III et IV, pour le sel.

Mais quant au sel, S. M. le roi des Belges s'engage :

1° A réduire immédiatement des deux tiers le droit qui frappe actuellement le sel brut importé du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande sous pavillon britannique ;

2° A assimiler le sel de source importé du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande en Belgique au sel brut pour ce qui concerne le droit de douane, le droit d'accise, l'exemption d'accise en cas de destination aux fabriques et à l'entreposage. Pour jouir de cette faveur, le sel de source devra être accompagné d'un certificat délivré par un agent consulaire belge, et constatant son origine de source minérale anglaise ;

3° A lever la prohibition qui frappe le transit par le territoire belge, du sel importé sous pavillon belge ou britannique.

Art. VI. Les marchandises importées d'un pays transatlantique sous pavillon britannique, acquitteront les mêmes droits, qu'elles aient été chargées dans un entrepôt transatlantique ou dans le pays de production transatlantique.

Art. VII. Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'art. IX du traité du 19 Avril 1839, est garanti aux navires britanniques.

Art. VIII. Les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ses colonies et possessions, est, ou sera légalement permise sur des bâtiments britanniques, pourront également y être importées sur des bâtiments belges, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Art. IX. Pour tout ce qui a trait aux exportations, sans distinction de provenance ou de destination, et pour tout ce qui regarde les primes, facilités et *drawbacks*, que la législation des deux pays a établis ou pourrait établir par la suite, les deux hautes parties contractantes s'assurent réciproquement le traitement national.

Art. X. Les objets de toute nature venant de la Grande-Bretagne ou expédiés vers ce pays, et traversant la Belgique par les chemins de fer de l'État, seront exempts de tout droit de transit ; et la prohibition qui frappe encore en Belgique le transit de quelques-uns de ces articles, est levée.

Il n'est fait exception à cette règle générale que pour la poudre à 1851
tirer et les fers, et pour l'expédition vers la France des fils et tissus de lin et de la houille.

Il est entendu que les expéditeurs auront à se conformer généralement et sans distinction de nationalité, aux mesures prescrites ou à prescrire par l'administration belge pour empêcher la fraude de l'accise.

Le commerce belge jouira pour le transit dans le royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. XI. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont pas applicables au commerce de cabotage, que chaque partie contractante se réserve à elle-même, et réglera d'après ses propres lois.

Il en est de même pour ce qui concerne les exemptions de droits et les primes qui pourraient, dans les États des hautes parties contractantes, être accordées à la pêche nationale exercée selon les réglements de chaque pays. Hors ce cas, néanmoins, les deux pavillons seront assimilés pour l'importation des poissons de toute espèce.

Art. XII. Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou équivalents de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au profit ou au nom du gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes, corporations ou établissements quelconques, ne sera imposé dans les ports de chacun des deux pays sur les navires de l'autre nation, arrivant d'un port ou endroit quelconque, qui ne soit pas également imposé en pareil cas sur des navires nationaux.

Art. XIII. Tous les navires qui d'après les lois de la Belgique sont considérés comme navires belges, et tous les navires qui d'après les lois de la Grande-Bretagne sont considérés comme navires britanniques, seront, quant aux effets du présent traité, déclarés respectivement navires belges et navires britanniques.

Art. XIV. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, docks, rades, hâvres ou rivières des deux États, il ne sera accordé aucun privilége aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre État; la volonté des parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. XV. Les bâtiments de l'un des deux États pourront décharger en totalité leur cargaison dans un des ports des États de l'autre

1851 partie contractante ou décharger une partie de leur cargaison dans un port et se rendre ensuite avec le reste dans les autres ports du même État, selon que le capitaine, le propriétaire ou telle autre personne qui serait dûment autorisée dans le port à agir dans l'intérêt du bâtiment ou de la cargaison, le jugera convenable.

Art. XVI. S'il arrivait que quelque vaisseau de guerre ou navire marchand de l'un des deux États fît naufrage sur les côtes de l'autre, ces bâtiments ou ses parties ou débris, ses agrès et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, en seront fidèlement rendus aux propriétaires ou à leurs ayants-droit sur leur réclamation. Dans le cas où ceux-ci se trouveraient absents, lesdits objets, marchandises, ou leur produit, seront consignés, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce bâtiment, au consul belge ou britannique dans le district duquel le naufrage aura lieu, et il ne sera exigé soit du consul, soit des propriétaires ou ayants-droit, que le payement des dépenses faites pour la conservation de la propriété, et la taxe de sauvetage qui serait également payée en pareille circonstance par un bâtiment national. Les marchandises et effets sauvés du naufrage ne seront assujettis aux droits établis qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation.

Art. XVII. Chacune des hautes parties contractantes aura le droit de nommer des consuls pour la protection du commerce dans les États ou territoires de l'autre partie ; et les consuls qui seront nommés ainsi jouiront dans les territoires de chaque partie de tous les priviléges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés dans ces États aux agents du même rang et caractère nommés ou autorisés par le gouvernement de la nation la plus favorisée.

Avant que quelque consul puisse agir comme tel, il devra être approuvé et admis dans les formes usitées par le gouvernement auprès duquel il est envoyé ; et chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'excepter de la résidence des consuls tels endroits spéciaux que chacune d'elles pourra juger à propos d'excepter.

Art. XVIII. Les sujets de l'une des hautes parties contractantes résidant dans les États de l'autre, seront respectivement libres de régler, comme les nationaux, leurs affaires par eux-mêmes, ou de les confier aux soins de toutes autres personnes, telles que courtiers, facteurs, agents ou interprètes; ils ne pourront être contraints dans leur choix et ils ne seront tenus à payer aucun salaire ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet, étant absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de

contracter ensemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denrées ou marchandises importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux réglements et aux lois des douanes du pays. 1851

Art. XIX. Le présent traité sera en vigueur pendant sept ans à compter du premier janvier mil huit cent cinquante-deux, et au-delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de le faire cesser; chacune des parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout de sept années susmentionnées, ou à toute date ultérieure.

Art. XX. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres, avant le premier janvier mil huit cent cinquante-deux.

En foi de quoi, etc.

Article additionnel.

Les îles Ioniennes se trouvant sous la protection de Sa Majesté Britannique, les sujets et les navires de ces îles jouiront, dans les États de Sa Majesté le roi des Belges, de tous les avantages qui sont accordés aux sujets et aux navires de la Grande-Bretagne par le traité de commerce et de navigation conclu en date d'aujourd'hui entre Sa Majesté le roi des Belges et de Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, aussitôt que le gouvernement des îles Ioniennes sera convenu d'accorder aux sujets et aux navires de Sa Majesté le roi des Belges les mêmes avantages qu'il accorde dans ces îles aux sujets et aux navires de Sa Majesté Britannique; bien entendu toutefois, que pour prévenir des abus, tout navire ionien qui sera dans le cas de réclamer les bienfaits de ce traité sera muni d'une patente signée par le Lord Haut-Commissaire de Sa Majesté Britannique, ou par celui qui le représente.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré, mot à mot, dans le traité de commerce et de navigation signé aujourd'hui.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps que celles du traité même.

En foi de quoi, etc.

1851 *Protocole de la conférence tenue au Foreign-Office le 5 Février 1852, entre les plénipotentiaires de Belgique et de la Grande-Bretagne.*

Les plénipotentiaires sont convenus de consigner, dans le présent protocole, les dispositions suivantes qui seront considérées comme formant partie intégrante du traité de commerce et de navigation, conclu, le 27 octobre 1851, entre Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et qui seront ensuite converties en une déclaration à signer lors de l'échange des ratifications dudit traité.

§ 1. Il est entendu que le sel de source anglais ne sera considéré comme sel brut, à l'importation en Belgique, que dans les cas où la législation belge permet d'accorder l'exemption de l'accise. Ces cas sont, dans l'état actuel des choses :

A. La destination aux fabriques de produits chimiques ;

B. La destination à l'amendement des terres ;

C. La destination à l'alimentation du bétail ;

D. La destination à la salaison du poisson.

§ 2. Si le sel français raffiné en Belgique continue, après le 10 Août 1852, à jouir d'une déduction de plus de 7 p. c. du droit général de l'accise, le sel anglais raffiné en Belgique jouira, à partir de la même époque, d'une déduction de l'accise qui ne pourra être inférieure de plus de 7 p. c. à la déduction accordée au sel français.

§ 3. Le pavillon britannique est assimilé au pavillon français pour le transport du sel de France en Belgique.

Il a été aussi convenu qu'une explication des conditions nécessaires pour que le sel anglais jouisse des avantages qui lui sont attribués et des formalités qui devront être remplies, sera annexée au présent protocole.

Les plénipotentiaires sont convenus de plus que le traité du 27 Octobre 1851 ne sera mis à exécution de part et d'autre, qu'à partir du 31 Mars 1852, et que l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt possible avant ce jour.

(*Signatures.*)

Explication annexée au protocole du 5 Février 1852.

Pour jouir des avantages qui lui sont attribués, le sel de source anglais devra :

1° Etre accompagné d'un certificat d'origine, délivré par l'agent consulaire belge, placé sur les lieux de production ;

2° Etre déclaré, à l'entrée en Belgique, pour l'une des destina-

tions qui jouissent de l'exemption de l'accise, en remplissant les 1851
formalités prescrites, en pareils cas, par la législation belge, formalités qui seront pour le sel de source anglais les mêmes que pour les sels bruts d'autres pays destinés aux mêmes usages.

Moyennant ces deux conditions, le sel de source anglais sera admis en franchise de droit d'entrée, s'il a été importé sous pavillon belge, et au droit de 1 fr. 40 c. en principal, par 100 kilogrammes, s'il a été importé sous pavillon britannique, et il sera de plus exempté de droit d'accise.

Les intéressés seront libres de mettre le sel de source anglais en entrepôt aux mêmes conditions qui sont imposées à l'entreposage du sel brut proprement dit; et, en ce cas, les formalités ci-dessus indiquées ne seront exigées qu'à la sortie d'entrepôt.

Le sel de source anglais, expédié en transit par les chemins de fer de l'État en Belgique, soit directement, soit en passant par les entrepôts du pays, et qu'il ait été importé par navires belges ou par navires anglais, sera exempt de tout droit d'entrée, d'accise ou de transit, ainsi que de toute dénaturation, sauf les mesures à prendre par l'administration belge pour prévenir la fraude, mesures qui seront les mêmes pour le sel anglais que pour tout autre.

(*Signatures.*)

AUTRICHE ET SARDAIGNE.

Convention entre l'Autriche et la Sardaigne, pour la répression de la contrebande sur le Lac-Majeur, le Pò et le Tessin, signée à Turin, le 22 Novembre 1851.

Art. I. Tutte le barche, qualunque ne sia la Nazione, le quali navigando nel Lago Maggiore, o sui fiumi Ticino e Pò entrano nelle acque comprese nei dominii Sardi e Austriaci per proseguir il viaggio lungo il corso del Lago o dei fiumi anzidetti a qualsivoglia destinazione, indipendentemente da ciò a cui fossero tenute in forza dei Regolamenti di sanità e di polizia, debbono essere soggette alla visita degli uffizi di Dogana, per assicurarsi che avendo esse a bordo sale, tabacco, ed altri generi di privativa, questi generi siano destinati ad essere recati ai magazzini appartenenti alle Finanze di al-

1851 cuno dei Governi confinanti; il che dovrà essere comprovato da regolari documenti.

Se le barche provengono dal Lago Maggiore in direzione verso le rispettive sponde Sarde od Austriache, la visita come sopra dovrà effettuarsi soltanto a richiesta degli agenti di finanza di quello dei due Stati alle cui sponde si troveranno più vicine le barche.

Entrando le barche nelle parti del Ticino o del Pò soggette ai dominii Sardo ed Austriaco, qualunque ne sia la provenienza e destinazione, la visita ha luogo all' ufficio che s'incontra più prossimo al punto d'ingresso; epperò dovranno i conduttori farne la dichiarazione al primo uffizio di Dogana, sotto le pene comminate dalle rispettive leggi per la tentata introduzione in frode.

Qualora i patroni, proprietarii, o conducenti di esse barche si opponessero alla visita prescritta da questo articolo, si farà luogo contro di essi all' applicazione delle pene portate dai vegliauti Regolamenti, secondo la qualità dei casi, e la gravità dei fatti.

Art. II. Nessuna barca, senza distinzione della qualità del carico, può approdare in altro luogo fuorchè in quello ove trovasi stabilito un uffizio daziario, e nei limiti determinati dai segnali che vi sono collocati dall' ufficio stesso col mezzo di pali indicatori, ossia stipiti. Anche in detti luoghi non si potrà intraprendere, nemmeno in parte, lo scarico, se prima non siasi ottenuta l'autorizzazione dal Ricevitore dell' ufficio.

Art. III. È vietato espressamente a qualunque barca, 1° di prender terra, bordeggiare, gettar l'ancora, o soffermarsi con qualsivoglia altro mezzo, fuori degli stabiliti luoghi d'approdo, tanto nelle acque del Lago Maggiore entro la distanza di 200 metri dalla sponda Sarda ed Austriaca, quanto nelle parti Sarde et Austriache del Ticino e del Pò, senza averne prima ottenuta l'autorizzazione, la quale sarà conceduta soltanto per quei punti che possono essere sorvegliati da un uffizio di Dogana, e per quel tempo che si riputerà da esso necessario; 2° di collocare, od introdurre fra la barca e la spiaggia o riva piccoli battelli, o qualunque altro mezzo natante che possa servire al trasporto del carico a terra, o viceversa da questa alla nave.

Art. IV. Nelle premesse disposizioni s'intendono compresi, per gli effetti della presente Convenzione, i seni, canali, ed isole esistenti nei fiumi Pò e Ticino.

Art. V. Qualunque barca il cui ponte fosse congiunto alla riva od alla sponda o in altra maniera avesse preso terra, si considera come realmente approdatavi, e quindi incumberà al conduttore o condut-

tori l'obbligo di adempiere alle dichiarazioni diziarie prescritte dai Regolamenti generali per la dovuta verificazione dell' ufficio. 1851

Art. VI. La dichiarazione del carico, ossia dei generi, sarà presentata subito dopo l'approdo, ed in un termine non maggiore tutt' al più d'un' ora; avrà quindi tosto luogo la visita del carico giusta i Regolamenti generali.

Qualora le merci o generi fossero dichiarati per una destinazione di scarico diversa da quella del luogo d'approdo, e per cui si voglia proseguire il viaggio per acqua, i conduttori o proprietarii dovranno ivi munirsi di bulletta a cauzione, vincolata al certificato d'arrivo delle merci all' ufficio della dichiarata destinazione, se questa sarà per un punto dei due dominii Sardo od Austriaco, oppure all' ultimo uffizio del confine d'acqua dell' uno o dell' altro dominio rispettivamente, se le merci fossero destinate all' estero, sotto l'osservanza inoltre delle forme, cautele e condizioni stabilite per le spedizioni di transito. I conduttori e proprietarii delle barche i quali, dopo seguìto l'approdo, ripartissero col loro carico senza essere muniti della prescritta bulletta a cauzione, incorreranno nella pena di una multa di lire trecento.

Art. VII. I molini posti tra il *Thalweg* dei fiumi Pò e Ticino e la sponda Sarda od Austriaca si considerano come situati rispettivamente nel territorio Sardo od Austriaco, e sono soggetti all' esercizio degli agenti di Finanze dello Stato nelle cui acque si trovano: se vi si rinvengono generi, merci, o altri oggetti pei quali non siano stati adempiuti i Regolamenti di Finanza, si procederà al loro sequestro ed agli altri atti occorrenti per l'accertamento legale della contravvenzione.

Art. VIII. Qualunque approdo, scaricamento o deposito di merci, ancoraggio, bordeggiamento, trasbordo o stazionamento in luogo illecito, o non autorizzato, sarà considerato per una violazione della linea doganale, e quindi darà luogo alle pene stabilite per fatto di contrabbando.

Art. IX. Sono eccettuati dalle precedenti disposizioni i casi di forza maggiore, i quali rendessero assolutamente necessario l'approdo, lo scarico, l'ancoraggio, il bordeggiamento, il trasbordo e lo stazionamento vietati, legalmente provati in concorso dell' Autorità giudiziaria o locale: verificandosi però un accidente di forza maggiore dovrà esser dato immediato avviso al più prossimo ufficio di Dogana nel termine di un' ora dacchè ebbo luogo il fatto vietato, a cura dei conduttori; in difetto del che non sarà ammessa giustificazione alcuna.

1851 Art. X. I porti, ed ogni altro mezzo di tragitto, sotto qualsivoglia denominazione, sui fiumi Pò e Ticino, ed egualmente il loro carico, o trasporto, sebbene recato sopra carri, barre, vetture e simile sono essi pure soggetti alle presenti disposizioni per ciò che concerne l'approdo, le dichiarazioni, lo scarico, l'ancoraggio o stazionamento, il bordeggio ed il trasbordo.

Nel caso di contravvenzione, oltre le pene incorse dai passeggieri, proprietarii o consegnatarii degli oggetti, i conduttori dei detti porti, o altri mezzi natanti incorreranno, per la loro specialità, nella multa di lire trecento.

Art. XI. Se non è presentata la dichiarazione nel modo e nel termine ordinati dai precedenti articoli 5 e 6, o se la dichiarazione si scopre infedele od inesatta, si procederà, per l'applicazione delle pene stabilite per simili contravvenzioni, a tenore dei Regolamenti generali.

Art. XII. Per le trasgressioni di polizia rimangono fermi i veglianti relativi Regolamenti.

Art. XIII. Sarà in facoltà dei due Governi di stabilire tanto sul Lago Maggiore, quanto sui fiumi Ticino e Pò, delle imbarcazioni di guardie onde meglio assicurare l'esecuzione delle intese cautele, e la repressione e punizione delle frodi e contravvenzioni.

Nell' esercizio della sorveglianza nel Lago Maggiore gli agenti di Finanza dei due Stati non potranno approssimarsi a minor distanza di 200 metri alla riva dello Stato costipulante: e in quanto ai fiumi Pò e Ticino non potranno, sotto alcun pretesto, approdare; sono eccettuati naturalmente il caso di forza maggiore, e quello di fermi di barche, merci o persone fatti dagli agenti di Finanza d'uno Stato sulle acque di dominio dell' altra Potenza, e sulle isole dei fiumi Pò e Ticino, per cui occorre la consegna all' uffizio di Dogana di quest' ultima: è infine similmente eccettuato il caso in cui gli agenti dei due Governi fossero concorsi simultaneamente all' arresto.

Nel caso di questo simultaneo concorso il prodotto delle contravvenzioni sarà diviso per uguale porzione fra le due Amministrazioni.

Il procedimento sarà formato nello Stato alla cui sponda sarà più prossimo il luogo dell' arresto, e secondo le leggi in esso vigenti, senza che per l'incerta pertinenza all' uno od all' altro dominio, del sito o dell' isola, in cui avrà avuto luogo il sequestro degli oggetti per parte degli agenti di Finanza di ambidue i Governi, e anche di un solo di essi, possa farsi od ammettersi eccezione alcuna.

Art. XIV. Qualunque mercanzia od altro genere, che provenendo da paese estero passerà in transito per gli Stati Sardi alla Lombardia Austriaca, o viceversa della Lombardia Austriaca passerà in tran-

sito agli Stati Sardi, sortendo dai confini di terra o di acqua in contatto dei rispettivi territorii, non sarà ammesso a ricevere lo scarico delle bullette a cauzione in prova della legale consumazione del transito, secondo è prescritto dai rispettivi vigenti Regolamenti, quando prima la spedizione non sia stata debitamente e regolarmente presentata e dichiarata all' ufficio doganale d'ingresso nello Stato a cui è diretto il transito, e da quest' ufficio non ne sia stato riconosciuto ed attestato l'arrivo nello spazio di tempo assegnatovi, e la seguitane dichiarazione in corrispondenza della bulletta di transito. 1851

Art. XV. In conseguenza l'ufficio Sardo o l'ufficio Lombardo, designato per l'uscita del transito, compiute che avrà le proprie ispezioni per accertare l'integrità della spedizione, qualora non vi trovi legale motivo d'altro procedimento a termini dei veglianti generali Regolamenti, dovrà sulla bulletta apporre il *Visto* per la presentazione al vicino ufficio dell' altrui Stato d'ingresso, notando il giorno e l'ora dell' invio, e prefiggendovi all' arrivo il tempo misurato alla distanza da percorrersi.

Art. XVI. L'ufficio d'ingresso a cui deve presentarsi la bulletta del transito ne riceve la dichiarazione, ed in base di essa e delle ispezioni sue proprie a termini dei rispettivi Regolamenti, ove non gli insorgano legali eccezioni, appone il *Visto* alla bulletta che ritira, ed emette il certificato d'arrivo, conforme all' art. 14, citando in esso il numero e la data del ricapito, o del registro nel quale sarà stato preso atto regolare della ricevuta dichiarazione.

Art. XVII. I certificati d'arrivo saranno preparati in istampa, riempiti a mano nei vacui, muniti di legale impronto delle rispettive Dogane, stesi e firmati dal Capo d'uffizio e dal Controllore, o da chi ne fa le veci, e si comporranno di tre esemplari. L'uno di questi sarà rilasciato indilatamente all' intestato nella bulletta di transito, e per esso al conduttore, a loro giustificazione. Il secondo si rimetterà, a cura dell' ufficio estensore, insieme colla bulletta originaria entro il periode, e non più tardi, di tre giorni, al vicino ufficio dell' altro confine dal quale si fece l'invio del transito. Il terzo esemplare che formerà la matrice delle anzidette due bullette (certificati) sarà trattenuto dall' ufficio estensore, dal quale in fine d'ogni mese dovranno trasmettersi tutte le matrici scritturate alle rispettive amministrazioni provinciali di Dogana per i dovuti confronti coi ricapiti o registri delle dichiarazioni relative, e per i conseguenti effetti di ratifica o di eccezione che le dette Autorità si scambieranno reciprocamente di mese in mese.

Art. XVIII. Mediante il certificato rilasciato alla parte come sopra, la consumazione del transito si ha per giustificata a scioglimento

1851 delle prestate cauzioni. E quindi, dietro il ricupero della bulletta di transito, ed il ricevimento contemporaneo del secondo esemplare di certificato che l'ufficio dell' arrivo trasmette all' altro d'uscita, quest' ultimo ne compie gli atti di scarico colla emissione della finale bulletta di esito del transito o con quegli altri incumbenti cui sia tenuto in forza dei Regolamenti generali verso gli altri uffizii mittenti.

Art. XIX. Se per qualunque accidente la spedizione di transito non arrivi all' ufficio assegnato per l'ingresso entro il tempo prefisso nella bulletta, il certificato non potrà accordarsi quando nello stesso termine non venisse notificato al suddeto ufficio l'accaduto impedimento, e non ne fosse contemporaneamente giustificata la causa di forza maggiore con documento steso avanti l'Autorità locale, o altro pubblico ufficio. Sarà egualmente ricusato il rilascio del certificato, qualora dalla visita delle merci ne risultino divarii, tanto nella qualità, che nella quantità, nel qual caso ne verrà accertato il fatto, e rilevate le differenze in processo verbale, coll' intervento del proprietario, dell' intestato nella bulletta di transito, o del conducente. da emettersi in doppio esemplare, uno dei quali verrà ceduto ad esso conducente, e l'altro spedito all' ufficio prossimo che ha vidimata l'uscita del transito dallo Stato di provenienza, per gli opportuni provvedimenti per conto ed interesse del proprio Governo.

Art. XX. I posti ossiano uffizii di dogana per i quali sarà lecito di effettuare i transiti, sotto l'osservanza delle presenti disposizioni, sono i seguenti :

dagli o per gli Stati Sardi	*dalla o per la Lombardia Austriaca*
Intra	Laveno
Arona	Angera
Castelletto	Sesto Calende
S. Martin Ticino	Ponte nuovo di Magenta
S. Martin Siccomario	Borgo Ticino
S. Pier d'Arena	Spessa.

Art. XXI. Qualora a termine dei vigenti generali Regolamenti sia facoltativo ad alcuno degli anzidetti uffizii di permettere che ivi le merci o derrate pervenute dall' estero vengano dichiarate di transito onde uscire direttamente per acqua a destinazione di qualunque degli Stati stranieri che non sia altro dei Governi contraenti, la bulletta di transito da emettersi dovrà essere di rigore assegnata a riportare il certificato d'arrivo e di scarico, ossia la reversale, dall' ultimo ufficio, che si troverà all' estremo punto della frontiera coll' estero.

Art. XXII. In mancanza di presentazione delle merci di transito 1851
all' ufficio assegnato a certificare l'arrivo, od in mancanza del certificato per fatto di rifiuto alla concessione, giustificato a termini delle presenti disposizioni, non sarà scaricata la bulletta di transito, nè potrà aver luogo il rilascio della finale bulletta d'esito di cui all' articolo 18, ed i contravventori incorreranno nelle pene comminate dai veglianti Regolamenti in causa di non riportata reversale di scarico, ossia di non riportata bulletta d'uscita del transito.

Art. XXIII. Saranno intieramente esenti da ogni tassa, o altra esazione, i certificati di cui all' art. 17.

Art. XXIV. È riservata a S. A. R. l'Arciduca Duca di Modena, ed a S. A. R. l'Infante di Spagna Duca di Parma la facoltà di accedere alla presente Convenzione.

Art. XXV. La presente Convenzione sarà ratificata nel termine di quattro settimane, e più presto se sarà possibile; ed avrà la medesima durazione che il Trattato di commercio segnato a Vienna in data del 18 Ottobre prossimo passato.

In fede del che, etc.

AUTRICHE ET BAVIÈRE.

Traité de navigation entre l'Autriche et la Bavière, suivi de deux conventions séparées; signé à Vienne, le 2 Décembre 1851.

Art. I. Die Schiffahrt auf der Donau und ihren Nebenflüssen soll von den Punkten, wo dieser Strom und seine Nebenflüsse schiffbar werden, durch das ganze Gebiet der contrahirenden Staaten für Schiffe aller Nationen frei sein.

Zu der Schiffahrt aus einem der contrahirenden Staaten in den anderen sind gegenseitig nur die Unterthanen der contrahirenden Staaten berechtigt, doch soll fremden Schiffen, die in der Fahrt aus einem jenseits des Flussgebietes der contrahirenden Staaten gelegenen Orte, oder auf der Rückfahrt dahin begriffen sind, gestattet sein, auch Güter von dem einen dieser Staaten in den andern zu verbringen.

Jedem der contrahirenden Staaten steht es frei, die Binnenschiffahrt, d. i. die Befugniss zur Beförderung von Personen und Waaren von einem Uferplatze seines Gebietes auf seine eigenen Unterthanen

1854 zu beschränken; doch dürfen Schiffe eines der contrahirenden Staaten, wenn sie gelegentlich grösserer, vom eigenen Lande aus- oder dahin zurückgehender Fahrten, das Gebiet des andern Staates ganz oder theilweise durchfahren, in der Richtung ihrer Fahrt auch zwischen den Uferplätzen dieses letztern Gebietes Personen und Waaren befördern.

Art. II. Alle ausschliesslichen Berechtigungen, Schiffahrt auf den genannten Flüssen und Strömen zu treiben, sowie alle wie immer gearteten Begünstigungen, welche Schiffergilden oder andern Körperschaften und Personen bisher eingeräumt waren, sind hiemit gänzlich aufgehoben, und es sollen dergleichen Berechtigungen auch in Zukunft Niemanden ertheilt werden.

Auf das Postregal, sowie auf die Fähren und anderen Anstalten zur Ueberfahrt von einem Ufer zu dem gegenüber liegenden, beziehen sich die gegenwärtigen Bestimmungen nicht.

Art. III. Die contrahirenden Staaten verpflichten sich, einverständlich gleichförmige Vorschriften für die Ausübung der Schiffahrt und die Handhabung der Strompolizei auf Grundlage der in diesen Beziehungen bereits bestehenden Anordnungen und mit Berücksichtigung der auf anderen deutschen Strömen durch Uebereinkunft festgestellten Grundsätze zu erlassen.

Art. IV. Alle bisher an den genannten Strömen und Flüssen bestandenen Stapel-, Niederschlags-, Umschlags- und Vorkaufsrechte sind hierdurch ohne Ausnahme für immer aufgehoben, und es kann aus diesem Grunde künftig kein Schiffer gezwungen werden, den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages zuwider, gegen seinen Willen aus- oder umzuladen oder eine bestimmte Zeit an einem Orte zu verweilen.

Art. V. Die Ausübung der Schiffahrt auf den genannten Strömen und Flüssen innerhalb der als frei erklärten Strecken ist einem Jeden gestattet, welcher, mit geeigneten Fahrzeugen versehen, von seiner Landesobrigkeit hiezu die Erlaubniss erhalten hat. Es werden hierüber nähere Anordnungen vereinbart werden.

Art. VI. Reihefahrten zwischen den Kaufleuten und Schiffern einer oder mehrerer Uferstädte können nur unter solchen Bedingungen gestattet werden, welche zur Verhinderung des Entstehens eines der freien Schiffahrt hinderlichen Monopols geeignet sind.

Art. VII. Auf der Donau, von der bairisch-würtembergischen Gränze bis Ungarn, sowie auf den schiffbaren Nebenflüssen dieser Stromstrecke werden sämmtliche bisher bestandene Wasserzölle, sowie alle anderen unter was immer für Namen bekannten Abgaben, womit die Schiffahrt belastet war, sodann von einem noch

näher zu vereinbarenden Termine an, die an einigen Orten noch 1851
bestehenden Communalzölle aufgehoben.

Die österreichische Regierung wird die Schiffahrts-Gebühren auf der Donaustrecke vom Eintritte nach Ungarn bis zum Austritte in die Türkei, sowie auf den, in diese Donaustrecke einmündenden Nebenflüssen alsbald einer Regulirung in dem Sinne unterziehen, dass dieselben thunlichst vereinfacht und ermässigt, auf einige wenige Einhebungspunkte beschränkt und gleichmässig ohne Rücksicht auf die Herkunft des Schiffers, des Schiffes und der Ladung und auf die Bestimmung der letzteren erhoben werden.

Art. VIII. Unter den, im vorhergehenden Artikel erwähnten Abgaben sind nicht begriffen:

a) die eigentlichen Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben, welche von den Schiffen und Waaren nach den allgemeinen Zollgesetzen zu entrichten sind. Sollte jedoch eine Waare den ganzen Weg durch das Staatsgebiet auf der Wasserstrasse zurücklegen, so ist sie vom Durchgangszolle frei;

b) die Verbrauchs-Abgaben (Verzehrungssteuern und Verzehrungssteuerzuschläge), welche für die, in den Gebrauch übergehenden Gegenstände im ganzen Lande oder an einzelnen Orten zu entrichten sind, unter der Bedingung, dass die von einem andern Lande oder beziehungsweise von einem andern Orte herkommenden Gegenstände nicht höher belegt werden, als die im Lande oder Orte selbst erzeugten;

c) die Gebühren für Benutzung gewisser öffentlicher Anstalten, z. B. für Krahnen, Wagen, Bohlwerke, Niederlagen, dann jene für geleistete Arbeiten, z. B. für Schleussen- und Brückenöffnung, Niederlegung von Mastbäumen, Lootsen- und Steuermannsdienste. Doch sind diese Gebühren ohne Rücksicht auf die Herkunft des Schiffers, des Schiffes oder der Ladung gleichmässig nach bestimmten, öffentlich kundgemachten Tarifen und nur für wirklich benutzte Anstalten und wirklich geleistete Arbeiten einzuheben, für bereits bestehende Einrichtungen dieser Art über das gegenwärtige Ausmass nicht zu erhöhen und bei neu errichteten nicht höher zu bestimmen, als zur Deckung der Zinsen des Anlagecapitales und der Unterhaltungskosten erforderlich ist;

d) die Regulirung der Canalgebühren bleibt jeder Regierung überlassen. Es sollen jedoch auch diese Gebühren nicht höher sein, als zum Ersatze der Zinsen des Anlagecapitales und der Unterhaltungskosten nothwendig ist.

1851 Art. IX. Jeder Schiffs-Inhaber oder Führer ist gehalten, bei Ueberschreitung der Zollgränze eines der contrahirenden Staaten der hierzu bestimmten Behörde ein Schiffsmanifest zu übergeben.

Dort, wo eine, die gesammte Schiffsladung umfassende Zolldeclaration vorgeschrieben ist, vertritt dieselbe die Stelle des Schiffsmanifestes.

Die nähern Vorschriften hierüber, sowie über ein erleichtertes Zollverfahren bei Schiffen unter Raumverschluss werden im gemeinsamen Einverständnisse erlassen werden.

Art. X. Zur Handhabung der Schiffahrts-Ordnung und der Flusspolizei-Vorschriften, sowie zur Aburtheilung der sich ergebenden Contraventionen wird in den contrahirenden Staaten die erforderliche Anzahl von Flusspolizei-Gerichten bestellt, und deren Wirkungskreis, Verfahren und die Rechtswirkung ihrer Entscheidungen näher normirt werden.

Art. XI. Die contrahirenden Staaten verpflichten sich, ihren Zoll- und Polizeibehörden die Weisung zu ertheilen, den Beamten des andern Staates bei den zur Handhabung der Flusspolizei nöthigen amtlichen Verrichtungen gegenseitig in aller Weise behilflich zu sein, auch auf Verlangen die Ergebnisse eingeleiteter Untersuchungen und überhaupt jede andere gewünschte Auskunft bereitwilligst zu ertheilen.

Art. XII. Die contrahirenden Staaten machen sich anheischig, eine besondere Sorgfalt darauf zu verwenden, dass auf ihrem Gebiete der Leinpfad überall nach Massgabe des Bedürfnisses der Schiffahrt hergestellt, in guten Stand gesetzt und darin erhalten werde.

Sie verbinden sich ferner, jeder in den Gränzen seines Gebietes, die im Fahrwasser sich befindenden Hindernisse der Schiffahrt auf ihre Kosten wegräumen, und jedesmal, bis dieses geschehen, die im Fahrwasser oder in dessen Nähe befindlichen, der Schiffahrt gefährlichen Steine, Bäume u. s. w. mit Warnungszeichen versehen zu lassen, auch keine, die Sicherheit der Schiffahrt gefährdenden Strom- oder Uferbauten zu gestatten.

Ueber oder auf den vorhandenen Brücken werden dort, wo Segelschiffe vorzukommen pflegen, Vorkehrungen, um die Handhabung der Masten zu erleichtern, getroffen.

Es wird auch kräftigst Sorge getragen werden, dass durch Mühlen und andere Trieb- und Räderwerke, durch Hinabrollen von Böcken aus den Steinbrüchen und Lagerung des Abraumes hart am Ufer eine Hemmung oder Erschwerung der Schiffahrt nicht verursacht werde.

Die Anlegung von Landungs- und Ladeplätzen und schützenden 1851
Winterhäfen soll nach Bedürfniss befördert werden.

An denjenigen Flussstrecken, welche zwischen den contrahirenden Staaten die Gränze bilden, sollen Uferbauten und Stromwerke nur im gemeinsamen Einverständnisse angelegt, und zu diesem Ende die hierauf bezüglichen Pläne der andern betheiligten Regierung mitgetheilt werden. Diese Mittheilung liegt in Baiern den Kreisregierungen, in Oesterreich den Kreispräsidenten oder den Kreisregierungen, und wo diese nicht bestehen, den Statthaltereien ob.

Die Zustimmung zu den beabsichtigten Anlagen wird als gegeben erachtet, wenn vom Tage der Zustellung der betreffenden Pläne an sechs Wochen verflossen sind, ohne dass eine Rückäusserung erfolgt ist. — Die in Beziehung auf gemeinschaftliche Bauten oder Beitragsleistungen zu den Herstellungen auf einzelnen Flüssen und Flussstrecken bestehenden Verträge und Observanzen bleiben in Kraft.

Art. XIII. Sogleich nach Abschluss des gegenwärtigen Vertrages wird eine Commission von Sachkundigen niedergesetzt werden, welche die Donau auf die Strecke von der baierisch-würtembergischen Gränze bis Wien, dann den Inn und die Salzach auf der Strecke von Kufstein und Hallein bis zu ihrer Einmündung befahren, und das, was zur Herstellung und Erhaltung der geregelten Schiffahrt zu geschehen hat, erheben und unter Hervorhebung der Reihenfolge der Arbeiten mit Hinsicht auf ihren Zusammenhang und ihre grössere oder geringere Dringlichkeit bezeichnen wird.

Auf Grund des Gutachtens dieser Commission wird eine weitere Verständigung der contrahirenden Staaten über die zu übernehmenden Arbeiten und die Zeit ihrer Vollendung erfolgen.

Nach drei Jahren, vom Zeitpunkte dieser Verständigung angefangen, oder wenn es sich als nöthig erweisen sollte, noch früher, wird eine neuerliche Befahrung der erwähnten Strom- und Flussstrecken erfolgen, um ihre Beschaffenheit, die Wirkung der zu ihrer Verbesserung getroffenen Massregeln und die etwa eingetretenen neuen Hindernisse einer regelmässigen Schiffahrt zu untersuchen und festzustellen.

Diese Befahrung wird auch später von drei zu drei Jahren wiederholt werden.

Längstens sechs Monate nach dieser periodischen Befahrung wird dann jedesmal in Wien eine Revisions-Commission sich vereinigen, zu welcher jeder der contrahirenden Staaten einen Bevollmächtigten delegirt, um sich von der vollständigen Beobachtung des Vertrages

1851 zu überzeugen, Beschwerden abzustellen und neuere Erleichterungen für den Handel und Schiffahrt zu berathen.

Die Anträge der Commission unterliegen der Genehmigung der betreffenden Regierungen.

Art. XIV. Sollte ein Schiff oder dessen Mannschaft verunglücken, so sind die Ortsobrigkeiten verpflichtet, dafür zu sorgen, dass die erforderlichen Rettungs- und Sicherungsanstalten so schnell wie möglich getroffen werden.

Zu diesem Ende werden die Localbehörden mit den nöthigen allgemeinen Instructionen versehen, und die bereits bestehenden Verordnungen erneuert werden. Sollte irgendwo an den genannten Strömen und Flüssen ein Strandrecht ausgeübt werden, so wird solches für immer aufgehoben.

Art. XV. Unter den Nebenflüssen der Donau sind im gegenwärtigen Vertrage sowohl die natürlichen, als die künstlichen Wasserstrassen zu verstehen, welche, sei es unmittelbar oder mittelbar, in diesen Strom, oder in einen seiner Nebenflüsse gelangen.

Ebenso ist im gegenwärtigen Vertrage unter Schiffahrt auch die Flossfahrt begriffen.

Art. XVI. Die königlich-würtembergische Regierung wird alsbald nach Auswechselung der Ratificationen zu dem Beitritte zum gegenwärtigen Vertrage eingeladen werden.

Art. XVII. Der gegenwärtige Vertrag soll alsbald von jeder Seite zur Allerhöchsten Ratification vorgelegt und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden längstens innerhalb vier Wochen, vom heutigen Tage an, zu Wien vollzogen werden.

So geschehen u. s. w.

Separat-Artikel.

(Zu Artikel II des Vertrages.) In Bezug auf die Ausübung der Dampfschiffahrt auf der Donau hat sich die kaiserliche Regierung mit Rücksicht auf den thatsächlichen Umstand, dass in Oesterreich der bestehenden Dampfschiffahrtsgesellschaft ein besonderes Allerhöchstes Privilegium verliehen und Schutz gegen fremde Concurrenz bis zum 17. September 1880 zugesichert worden ist, und dass die eigenthümlichen Verkehrsverhältnisse nicht gestatten, hierin schon jetzt eine Aenderung eintreten zu lassen, vorbehalten, der Ausführung der Bestimmungen des Artikel II Anstand zu geben.

So lange diese Ausnahme besteht, wird sich von der königlich-baierischen Regierung in Beziehung auf den Verkehr der österreichischen Dampfschiffe auf den baierischen Stromstrecken die Recipro-

cität vorbehalten. Vorläufig soll es den dermal bestehenden beider- 1851
seitigen Dampfschiffahrts-Anstalten überlassen bleiben, durch Uebereinkunft unter sich über die Ausdehnung des Betriebes der Dampfschiffahrt auf die, dem Gebiete des andern Uferstaates angehörigen Theile des Flusses sich zu verständigen.

Ein solches Uebereinkommen soll sofort unter Mitwirkung der beiden Regierungen eingeleitet und hiebei dahin getrachtet werden, dass der baierischen Dampfschiffahrt die freie Befahrung der österreichischen Donau bis Wien gegen das gleichmässige Zugeständniss der freien Befahrung der baierischen Donau und ihrer Nebenflüsse durch die österreichische privilegirte Gesellschaft gestattet werde.

Die kaiserlich-königliche österreichische Regierung verpflichtet sich, das genannte Privilegium und die Zusicherung des Schutzes gegen fremde Concurrenz, wenn hierin nicht schon früher eine Modification sollte erzielt werden können, jedenfalls nicht über den Termin vom 17. September 1880 auszudehnen.

(Zu Artikel VII.) Der Termin, von welchem an alle diejenigen Schiffahrts-Abgaben aufzuhören haben, die zur Zeit von Communen oder sonstigen Privatberechtigten auf der Donaustrecke von der Gränze zwischen Baiern und Würtemberg bis Ungarn und auf den, in diese Stromstrecke einmündenden Nebenflüssen noch erhoben werden, und deren Ablösung in Folge dieser Uebereinkunft von dem betreffenden Staate zu bewirken ist, wird auf das Ende des Jahres 1855 festgesetzt.

(Zu Artikel XVI.) Oesterreich übernimmt die Verpflichtung, bei den Staaten, von denen die Schiffahrt auf der untern Donau ausserhalb des Bereiches der österreichischen Staaten und deren Nebenflüssen abhängt, dahin zu wirken, dass den Waaren und Schiffen, welche von der obern, nicht österreichischen Donau und ihren Nebenflüssen kommen, bei ihrer Fahrt auf der erwähnten Strecke der untern Donau und bis ins Meer dieselben Begünstigungen eingeräumt werden, welche die österreichischen Waaren und Schiffe geniessen. Es wird ermächtiget, mit den genannten Staaten desfalls in Unterhandlung zu treten und mit ihnen die betreffenden Erklärungen zu vereinbaren.

Die vorstehenden Separat-Artikel sollen eben so giltig sein, als wenn sie Wort für Wort in den heute unterzeichneten Hauptvertrag eingerückt wären; auch sollen sie zu gleicher Zeit mit demselben ratificirt werden.

Zur Urkunde dessen u. s. w.

1851 *Vertrag über die Festsetzung von polizeilichen und Zoll-Aufsichtsmassregeln auf den Gränzflüssen.*

Art. I. Auf den, durch den Teschner Friedenstractat vom 13. Mai 1779, den Münchner Vertrag vom 14. April 1816, und den heute wegen einiger Territorial- und Gränzverhältnisse abgeschlossenen Vertrag als Gränzflüsse zwischen Oesterreich und Baiern bezeichneten Flüssen, nämlich auf der Saale, der Salzach, dem Inn und der Donau soll, soweit diese Flüsse zwischen Oesterreich und Baiern die Gränze bilden, *in Beziehung auf die Schiffahrt das ganze Fluss- oder Stromgebiet* bis an die beiderseitigen Ufer für beide Uferstaaten *ganz frei* sein und in der angegebenen Beziehung gleichsam ein vollkommenes Gemeingut bilden.

Art. II. Die Schiffe oder Flösse sollen demgemäss auf diesen Fluss- oder Stromstrecken weder in der Thal-, noch in der Bergfahrt, die Fälle im Artikel XII ausgenommen, behindert oder angehalten werden.

Art. III. Eine zollämtliche Controle darf nur dann eintreten, wenn die Schiffe oder Flösse:

a) am Ufer anlanden, oder

b) in dem im Artikel XII angeführten Falle angehalten werden.

Art. IV. Auf den genannten Flussstrecken darf eine Durchgangs-Abgabe nicht erhoben werden.

Die zur Ein- oder Ausladung kommenden Güter unterliegen den zollgesetzlichen und tarifmässigen Bestimmungen desjenigen Staates, zu dessen Gebiet das Ufer gehört, an welchem die Ein- oder Ausladung stattfindet.

Art. V. Das Anlanden und Anlegen der Schiffe und Fahrzeuge darf, ausserordentliche und unvermeidliche Fälle ausgenommen, an den beiderseitigen Ufern durchaus an keinen anderen, als den von den beiden Regierungen hiezu bestimmten regelmässigen Anlandeplätzen geschehen.

Derlei Anlandeplätze sollen nur an solchen Orten ausgemittelt werden, wo sich Zollbehörden befinden.

Die contrahirenden Regierungen werden eine Revision der dermal bestehenden Anlandeplätze mit Rücksicht auf die Beförderung des Verkehres vornehmen und dieselben genau mit Anzahl und Namen festsetzen und öffentlich bekannt machen.

Von Veränderungen der Landeplätze, welche durch das Bedürfniss in der Folge sich etwa ergeben dürften, werden sich die contrahirenden Regierungen wechselseitig in Kenntniss setzen.

Art. VI. Für diejenigen Fälle, wo die Schiffer, nicht um Waaren 1851
einzunehmen oder Ladungen abzugeben, sondern wegen besonderer Beschaffenheit des Fahrwassers, oder in einem anderen unausweichlichen Nothfalle aus anderen Ursachen und auf kurze Zeit an irgend ein Ufer anzufahren genöthiget wären, haben die, in den folgenden Artikeln bezeichneten Vorsichtsmassregeln Platz zu greifen.

Art. VII. Wenn der Aufenthalt nur einen beiläufigen Zeitraum von sechs Stunden während der Tageszeit zu betragen hätte, hat der Schiffer die Verbindlichkeit, die Thatsache der Landung, sowie die Veranlassung alsogleich der nächsten Zollbehörde oder dem nächsten Posten der Zollaufsichtswache zu melden, in deren Ermangelung oder bei zu grosser Entfernung aber der nächsten Ortsbehörde die Anzeige zu machen; die Zollbehörde oder der Gränzwachposten, sowie die Ortsobrigkeit haben unverweilt sowohl für die gehörige Aufsicht über das Fahrzeug zu sorgen, als auch dem Schiffer nach Verlangen in einer angemessenen Ausfertigung die gehörige Bestätigung der faktischen Verhältnisse zuzustellen.

Die Ortsbehörden der Zollaufsichts-Stationen haben, wenn bei ihnen die Anmeldung der Landung geschieht, sogleich hievon der nächstgelegenen Zollbehörde Anzeige zu erstatten.

Art. VIII. Würde der Aufenthalt des Schiffes aber länger als sechs Stunden dauern oder die Nacht erreichen, so soll der Schiffer zwar nicht verbunden sein, die in dem Lande zollordnungsmässig vorgeschriebene Erklärung (Declaration) seiner Ladung der Zollbehörde vorzulegen; die letztere hat jedoch das Schiff unter strenge Zollaufsicht zu nehmen und ist befugt, zu diesem Behufe Aufsichtsbedienstete an Bord zu beordern. Wenn das Schiff seine Reise nicht am nämlichen Tage, an welchem es gelandet hat, weiter fortsetzt, so hat der Schiffsführer dem Zollamte die zu seiner Ladung gehörigen Frachtbriefe und sonstigen Papiere sammt einem von ihm unterzeichneten Verzeichnisse derselben zu übergeben.

Diese Papiere bleiben bis zur Abfahrt des Schiffes in Verwahr der Zollbehörde, welche befugt ist, durch äussere Besichtigung der geladenen Colli eine Vergleichung derselben mit dem Inhalte der übrigen Papiere vorzunehmen.

Eine Oeffnung der Colli ist nur in Fällen begründeten Verdachtes eines beabsichtigten Unterschleifes zulässig und es muss hierüber jederzeit eine protokollarische Verhandlung aufgenommen und dem Schiffsführer auf Verlangen in beglaubigter Abschrift eingehändigt werden.

Alle diese Verhandlungen werden kostenfrei vorgenommen.

Art. IX. Wenn wegen eines Hochwassers oder aus anderen ähn-

1851 lichen Ursachen ausnahmsweise der Fall eintritt, dass die Schiffer nicht an dem Ufer anlanden können, an welchem das Zollamt gelegen ist, bei dem sie sich zur Zollbehandlung oder Controle zu melden haben, soll den betreffenden Behörden gegenseitig gestattet werden, die erforderliche Amtshandlung auf dem fremden Gebiete vorzunehmen.

Das Zollamt hat aber der nächstgelegenen fremden Zollbehörde sogleich Nachricht hievon zu geben, damit dieselbe, wenn sie es für nöthig erachtet, Zollbedienstete mit der Weisung abordnen könne, der Amtshandlung beizuwohnen.

Art. X. In Unglücksfällen haben die Schiffer vollen Anspruch auf die ausgedehnteste Hilfeleistung von Seite der nächsten Ortschaften unter Mitwirkung der Zollbediensteten.

Art. XI. Die von den beiden Regierungen über die Befolgung der Zollvorschriften auszuübende Aufsicht längs des Gränzzuges der, im Artikel I für gemeinschaftlich erklärten Gränzflüsse hat sich in der Regel beiderseits nicht weiter als auf die Ufer zu erstrecken, vorbehaltlich jedoch der Ausnahme, welche für die Wachschiffe, seien sie nun Stations- oder Begleitungsschiffe, nöthig werden möchte.

Art. XII. Es soll jeder der beiden Regierungen der Uferstaaten freistehen, ausser den Wachposten, welche sie zur Verhütung des Schleichhandels an den Ufern der vorgedachten Gränzflüsse aufzustellen für gut findet, auch noch einige Wachschiffe nach Belieben zu beordern. Diese können entweder bei den Zollämtern zum gewöhnlichen Dienste oder dazu verwendet werden, alle auf dem gemeinschaftlichen Flussgebiete sich bewegenden Schiffe oder Fahrzeuge zu beobachten oder diese — nach Ergebniss der Umstände — bis zur nächsten Zollstätte zu begleiten. Eine Befugniss, die Schiffe anzuhalten, soll den Wachschiffen, so wie den am Ufer befindlichen Wachposten nicht zustehen, den einzigen Fall ausgenommen, wenn das Fahrzeug auf Verletzung einer Zoll- oder Strompolizei-Vorschrift betreten würde, in welchem Falle der Schiffer oder Flossführer der, von den Behörden unter eigener Verantwortlichkeit getroffenen Verfügung unverweilt Folge zu leisten hat. Visitationen der Schiffe oder Flösse sollen von den Wachschiffen nicht vorgenommen werden.

Art. XIII. In Ansehung der gedachten Gränzflüsse ist:

a) verboten, auf den unbewohnten Inseln, Wörthen, Anschütten, Sandbänken, Altaichen u. dgl. was immer für Waaren niederzulegen;

b) von diesem Verbote sind bloss die, auf einer solchen Insel u. dgl. gewonnenen Produkte und das zur Weide dahin gebrachte Vieh ausgenommen;

c) die unbewohnten Inseln u. dgl. können zur Verhinderung des 1851
Schleichhandels und zur Entdeckung der, etwa auf denselben befindlichen Waaren von der Zollaufsicht beider Staaten zu allen Zeiten durchsucht werden;

d) auf den bewohnten Inseln u. dgl. dürfen, ausser den, auf denselben gewonnenen Produkten, dem zur Weide dahin gebrachten Viehe und den, den Localbedürfnissen entsprechenden Waaren anderer Art, keine Waarenvorräthe gehalten werden;

e) auch die bewohnten Inseln u. dgl. können von der Zollaufsicht beider Staaten zur Verhinderung des Schleichhandels und Entdeckung der verborgenen Waaren durchsucht werden, nur muss, wenn die Nachsuchung in einem Gebäude oder in einem eingefriedigten Raume vorgenommen werden will, jederzeit eine von der zuständigen Ortsobrigkeit abgeordnete Person zugezogen werden;

f) werden auf einer Insel u. dgl. von der Zollaufsicht des Staates, welchem die Insel u. dgl. unterthan ist oder in dessen Zoll-Linie dieselbe nach dem heute abgeschlossenen Territorial-Vertrage fällt, Zoll- oder Monopol-Gegenstände angetroffen, deren Niederlegung oder Verwahrung daselbst nach den vorausgeschickten Bestimmungen verboten ist, so sind sie anzuhalten und als Objecte der Zolldefraudation oder Contrabande zu behandeln; steht aber die Insel u. dgl., auf welcher die Durchsuchung vorgenommen wird, unter der Hoheit eines andern Staates, oder liegt dieselbe innerhalb einer andern Zoll-Linie, als jener des Staates, welchem die durchsuchenden Zollaufsichtsbehörden und Wachen angehören, so haben sich diese Aufsichtsbehörden und Wachen bloss auf die *Entdeckung, Anhaltung und unverweilte Anzeige* der gesetzwidrigen Niederlegung der Waaren zu beschränken, damit in Ansehung der letzteren zollgesetzlich verfahren und die Niederlegung jedenfalls geahndet werde;

g) die Gerichtsbarkeit über die vorgefundenen Waaren und über die Personen, welche für deren Niederlegung gesetzlich verantwortlich sind, gebührt den Behörden jenes Staates, zu welchem die Insel u. dgl., worauf die Niederlegung stattfand, gehört.

Art. XIV. Die dermal bestehenden Befugnisse zu Ueberfuhren an den Ufern beider Staaten sollen gegenseitig auch für die Zukunft aufrecht erhalten und ausgeübt werden können, immer jedoch in der Voraussetzung, dass sie nicht zur Beförderung des Schleich-

1851 handels missbraucht werden, daher fortan eine gehörige Ueberwachung derselben von Seite der respectiven Gränzaufsicht stattfinden soll. Die Regierungen der Uferstaaten werden sich gegenseitig Verzeichnisse über die wirklich bestehenden Ueberfuhr-Anstalten mittheilen. Verleihungen neuer Befugnisse dieser Art sollen künftig nur nach Mass des steigenden Verkehres und des wirklich erkannten Bedürfnisses im *gegenseitigen Einverständnisse,* so wie nur an solchen Punkten stattfinden, wo die Zollbeaufsichtigung nach den Anforderungen der gegenseitigen Vorschriften gehandhabt werden kann.

Art. XV. Längs der baierisch-österreichischen Gränze vom Ausflusse des Inn aus Tirol bei Kufstein bis zum Eintritte der Donau in das ausschliesslich österreichische Gebiet beim Ausflusse des Dandelbaches sollen Waaren, die zur Durchfuhr durch den einen Staat bestimmt sind, nur auf Zollstrassen aus dem einen Staate aus- und in den andern Staat eintreten dürfen.

Auch darf der Austritt dieser Waaren nicht eher bestätiget werden, als bis der Eintritt bei dem gegenüber liegenden Amte des andern Staates wirklich erfolgt und die Eingangsbestätigung dieses Amtes beigebracht ist.

Desgleichen dürfen Abgaben-Erlässe oder Erstattungen (Bonificationen) für Ausfuhren nicht eher stattfinden, als bis diese Eingangsbestätigung beigebracht ist.

Beide Regierungen werden nach Ratification dieses Uebereinkommens die, dieser Anordnung entsprechende Weisung an ihre Aemter erlassen.

Art. XVI. Auch die Strecke des Inn und der Donau nächst Passau, welche auf beiden Ufern vom baierischen Gebiete umgeben ist, und ausschliesslich unter baierischer Hoheit steht, soll künftig für die Schiffahrt und die Flossfahrt in dem Masse frei sein, dass nicht nur die leeren, sondern auch die, mit Frachtgütern beladenen Schiffe und Flösse, welche bloss zum Durchgange durch diese Strecke bestimmt sind, ohne zollämtliche Abfertigung lediglich unter den, zur Verhinderung von Zollunterschleifen nothwendigen Controlen durchfahren dürfen.

Es wird dabei vorausgesetzt, dass die befrachteten Schiffe oder Flösse mit ordentlichen Frachtpapieren versehen sind. Nicht minder findet an der baierisch-österreichischen Landgränze auf dem rechten Inn- und Donau-Ufer nächst Passau der Artikel XV der gegenwärtigen Uebereinkunft Anwendung.

Art. XVII. Der gegenwärtige Vertrag soll alsbald von jeder Seite zur Allerhöchsten Ratification vorgelegt und die Auswechslung der

Ratifications-Urkunden längstens innerhalb vier Wochen, vom heutigen Tage an gerechnet, zu Wien vollzogen werden. 1851

So geschehen u. s. w.

Separat-Artikel.

Die im Artikel XV erwähnten Controlen haben in der Regel in der Vorzeigung der Frachtpapiere zu bestehen; dabei steht es der Behörde frei, die äussere Vergleichung der Ladung mit denselben und nach Umständen die ämtliche Begleitung anzuordnen.

Ausserordentliche Fälle ausgenommen, sollen die Wasserfahrzeuge wegen dieser Amtshandlung nicht über Eine Stunde aufgehalten werden.

Der vorstehende Separat-Artikel soll eben so giltig sein, als wenn er Wort für Wort in den heute unterzeichneten Hauptvertrag eingerückt wäre, auch soll er zu gleicher Zeit mit demselben ratificirt werden.

Zur Urkunde dessen u. s. w.

Vertrag über Territorial- und Gränzverhältnisse.

Art. I. Es soll künftig auf der Strecke der Donau vom sogenannten Kreitelsteine abwärts, von dem Punkte an, wo rechter Seits der Donau die baierische Landgränze aufhört, bis zu dem Punkte, wo linker Seits am Einflusse des Dandelbaches in die Donau die österreichische Landesgränze beginnt, der jeweilige Hauptthalweg der Donau die Hoheitsgränze zwischen beiden Staaten auf dieser ganzen Strecke bilden, dergestalt, dass die linker Seits des Hauptthalweges gelegenen Inseln, Auen, Altaichen und Anschütten zu Baiern, die rechter Seits desselben gelegenen Inseln, Auen, Altaichen und Anschütten zu Oesterreich gehören.

Es wird hiebei bestimmt, dass unter der Benennung «Hauptthalweg» der Thalweg verstanden wird, welcher während des gewöhnlichen niedrigsten Wasserstandes für die Thal-Schiffahrt der geeignetste Weg ist.

Art. II. Auf demjenigen Theile der vorbezeichneten Donaustrecke, welcher gemäss der Bestimmung des Artikels I künftig in das österreichische Hoheitsgebiet fällt, stehen alle Regalien und alles Domänen-Eigenthum fortan Oesterreich zu.

Art. III. Den Privatpersonen, so wie den Gemeinden und Stiftungen soll der freie Genuss des liegenden Eigenthumes und der

1851 sonstigen Rechte, welche in Folge des Artikels I gegenwärtigen Vertrages unter österreichischer Hoheit stehen werden, ohne Ausnahme oder Hinderniss gestattet bleiben.

Insbesondere soll den baierischen Angehörigen, deren Eigenthum und Besitzungen auf den, fortan unter österreichischer Hoheit stehenden Inseln, Auen und Anschütten in und an der gedachten Donaustrecke sich befinden, der, von allen Zöllen und Abgaben freie Bezug der Erzeugnisse des Bodens verbleiben.

Art. IV. Auf der in dem Artikel I bezeichneten Stromstrecke sollen von keinem Theile weder Schiffahrts-Abgaben noch Durchgangszölle jemals erhoben oder eingeführt werden.

Die polizeiliche und Zollaufsicht auf derselben richtet sich nach den Bestimmungen der gleichzeitig mit gegenwärtigem Vertrage wegen der polizeilichen und Zollaufsicht auf den Gränzflüssen zwischen den beiden Staaten getroffenen besonderen Uebereinkunft.

Art. V. Die Landesgränze zwischen Baiern und Oesterreich bei Passau auf dem rechten Ufer der Donau und des Inn vom Kreitelsteine bis zum Anschlusse an den Inn soll, soweit nicht in Folge der Bestimmung des Artikels VI, *lit. B*, Ziffer 3, daran eine Aenderung eintritt, dergestalt aufrecht erhalten werden, wie sie sich bei der gemeinsamen Gränzbegehung am 1. September 1818 vorgefunden hat.

Art. VI. Im Zusammenhange mit den Bestimmungen der Artikel I, II und V und um zugleich einige Uebelstände im Zuge der gemeinsamen Gränzlinie zu beheben, werden von beiden Staaten die nachstehenden gegenseitigen Abtretungen und Ausgleichungen zugestanden:

A. Oesterreich überlässt an Baiern die Hoheit über den, einen Einschnitt in das baierische Territorium bildenden Gebietstheil des sogenannten Spitz am Hallthurme mit allen davon abhängigen Rechten in dem Masse, dass künftig eine Linie rechtseitig der Strasse (in der Richtung von Berchtesgaden nach Reichenhall) von dem Gränzpunkte am sogenannten Fuchssteine ausgehend und von da in paralleler Richtung mit der Strasse dem Laufe des Röthelbaches bis dahin folgend, wo sich von demselben aus in gerader Richtung eine Linie auf das baierische Mauthhaus zwischen den Gränzsteinen Nr. XLVI und XLV nach der Gränze des Landgerichtes Reichenhall ziehen lässt, auf dieser Strecke die Landesgränze bilden soll.

B. Baiern dagegen überlässt an Oesterreich:

1. den, einen Einschnitt in das österreichische Territorium bildenden Gebietstheil der sogenannten Freistrasse nächst Mar-

zoll, zwischen Grossgemain und dem Walserberge, dergestalt, dass diese Freistrasse künftig zum österreichischen Gebiete gehören und die Gränze (in der Richtung von Grossgemain zum Walserberge) linkseitig dieser Strasse laufen soll; 1851

2. den Gebietstheil nächst der Almwehr beim hangenden Steine, dergestalt, dass diese Almwehr nebst einem Rayon für einen Werk- und Material-Lagerplatz oberhalb derselben zum österreichischen Gebiete gehören soll;
3. die, einen Einschnitt in das österreichische Gebiet bildende sogenannte Kreuterleiten, nächst der Innstadt von Passau, dergestalt, dass künftig eine, die beiden jetzigen Gränzsteine 12 und 16 verbindende gerade Linie die gemeinsame Gränze zu bilden hat.

Art. VII. Jeder der beiden contrahirenden Staaten überlässt zugleich mit den, im Artikel VI erwähnten Gebietstheilen auch die, ihm auf denselben zustehenden Regalien und das Domänen-Eigenthum dem andern Staate. Eine Aufrechnung oder Abgleichung in Ansehung des gegenseitigen Erwerbes an Staatsrenten und Eigenthum oder an Flächenraum soll weder bei diesen Abtretungen, noch bezüglich der Bestimmungen der Artikel I und II stattfinden.

Den Privatpersonen, sowie den Gemeinden und Stiftungen soll der freie Genuss ihres liegenden und beweglichen Eigenthumes, welches in Folge gegenwärtigen Vertrages unter andere Landeshoheit kommt, ohne Ausnahme oder Hinderniss und frei von allen Zöllen und Abgaben gestattet werden.

Den auf den abgetretenen Gebietsparcellen ansässigen Unterthanen sammt ihren Familien bleibt der freie Rücktritt in den Staat, welchem sie bisher angehörten, innerhalb zehn Jahren vorbehalten.

Art. VIII. Die Gränzlinien, wie solche gemäss Artikel I und V des gegenwärtigen Vertrages festgesetzt und zur Ausführung des Artikels VI noch näher festzusetzen sind, sind sogleich nach Ratification desselben von österreichischen und baierischen Bevollmächtigten und Ingenieurs gemeinschaftlich zu bestimmen und aufzunehmen.

Die gemeinschaftliche Aufnahme ist der Genehmigung der beiden Regierungen zu unterstellen und daraufhin die Vermarkung der neuen Gränzlinie, mit Ausnahme jener im Thalwege der Donau, zu vollziehen.

Art. IX. Der gegenwärtige Vertrag soll alsbald von jeder Seite zur Allerhöchsten Ratification vorgelegt, und die Auswechslung der

1851 Ratifications-Urkunden längstens innerhalb vier Wochen, vom heutigen Tage an gerechnet, zu Wien vollzogen werden.

So geschehen u. s. w.

Separat-Artikel.

(Zu Artikel V.) Sollten zur Erleichterung der gegenseitigen Gränzbewachung und der Bewirthschaftung der, durch den Gränzzug durchschnittenen Güter längs der im Artikel V festgesetzten Gränze weitere Ausgleichungen nöthig sein, so werden sie im gegenseitigen Einverständnisse getroffen werden.

Der vorstehende Separat-Artikel soll ebenso giltig sein, als wenn er Wort für Wort in den heute unterzeichneten Hauptvertrag eingerückt wäre, auch soll er zu gleicher Zeit mit demselben ratificirt werden.

Zu Urkund dessen u. s. w.

Ratifications-Auswechslungs-Protokoll zu den vorstehenden Staats-Verträgen; gezeichnet den 24. Mai 1852.

Die Unterzeichneten sind heute am unten bezeichneten Tage und Jahre zusammengetreten, um die Auswechslung der Ratifications-Instrumente der von den Bevollmächtigten Ihrer Majestäten des Kaisers von Oesterreich und des Königs von Baiern am 2. December 1851 zu Wien unterfertigten Verträge, betreffend:

1. die Schiffahrt auf der Donau und ihren Nebenflüssen,
2. einige Territorial- und Gränzverhältnisse, und
3. die polizeilichen und Zollaufsichts-Massregeln auf den Gränzflüssen — vorzunehmen.

Bevor die Unterzeichneten zu diesem Acte vorgegangen, haben sie sich geeiniget, die nachfolgenden Bestimmungen und Erläuterungen zu den benannten drei Verträgen mit der Verabredung in das gegenwärtige Ratifications-Auswechslungs-Protokoll aufzunehmen, dass die fraglichen Bestimmungen dieselbe Kraft und Wirkung haben sollen, als ob sie in die erwähnten Verträge aufgenommen wären.

Hinsichtlich des *Vertrages über die Schiffahrt auf der Donau und ihren Nebenflüssen:*

Es wird hiemit erklärt, dass beide contrahirende Regierungen in Beziehung auf Artikel VII, *lit. a*), des Schiffahrtsvertrages gegenseitig damit einverstanden sind, dass Wasserfahrzeuge, welche

zum Transport dienen, zu keiner Zeit einem Einfuhrzolle unter- 1851
worfen werden dürfen.

Nur hölzerne Fahrzeuge,, welche in der Thalfahrt in das Gebiet eines der beiden contrahirenden Staaten eintreten, können auch, wenn sie zum Transporte dienen, dem Einfuhrzolle unterzogen werden, wenn sie nicht binnen einer angemessenen Frist wieder ausgeführt werden; jedoch sind sie in diesem Falle nur als Werkholz zu verzollen.

In Betreff des *Vertrages über einige Territorial- und Gränzverhältnisse:*

Der Gränzzug, wie solcher in dem Artikel VI, *lit. A,* des Vertrages wegen der Territorial-Ausgleichung festgesetzt ist, ist von kaiserlich-österreichischer Seite auf Grund der Erklärung der königlich-baierischen Regierung zugestanden worden, den rechter Seits der Strasse von Berchtesgaden nach Reichenhall gelegenen Schwarzbacher Hof auf ihre Kosten anzukaufen, dessen Gebäude rasiren und auf der Gränzstrecke zwischen der Strasse von Berchtesgaden nach Reichenhall und dem Röthelbache neue Gebäude nicht errichten zu lassen.

Neuerlichen, baierischer Seits erfolgten Mittheilungen gemäss, ist der Ankauf des, an Baiern übergehenden Schwarzbacher Hofes durch die königlich-baierische Regierung bereits bewirkt worden, und Letztere macht sich hiemit verbindlich, die Gebäude dieses Bauernhofes binnen drei Monaten, vom Tage dieses Protokolles an gerechnet, rasiren zu lassen.

Es hat daher die Ueberweisung der Hoheit über die Eingehörungen des Schwarzbacher Hofes nach Massgabe des Vertrags-Artikel VI, *lit. A,* an Baiern binnen der Frist von vier Wochen stattzufinden.

Nachdem hierauf die Eingangs erwähnten Ratifications-Instrumente geprüft und in guter und gehöriger Form befunden worden, sind die Unterzeichneten zu deren Auswechslung in üblicher Weise geschritten.

Zur Urkunde dessen u. s. w.

1851 ÉTATS DU ZOLLVEREIN ET PAYS-BAS.

Traité de commerce entre la Prusse, pour elle et au nom des autres États de l'Association de douane et de commerce allemande, et le royaume des Pays-Bas, signé à Berlin, le 31 Décembre 1851.

Sa Majesté le roi des Pays-Bas, d'une part, et Sa Majesté le roi de Prusse, agissant tant en son nom et pour les autres pays et parties de pays souverains, compris dans son système de douanes et d'impôts, savoir: le grand-duché de Luxembourg, les enclaves du grand-duché de Mecklenbourg Rossow, Netzeband et Schœnberg, la principauté de Birkenfeld du grand-duché d'Oldenbourg, les duchés d'Anhalt-Cöthen, d'Anhalt-Dessau et d'Anhalt-Bernbourg, les principautés de Waldeck et Pyrmont, la principauté de Lippe et le grand-bailliage de Meisenheim, du landgraviat de Hesse, — qu'au nom des autres membres de l'Association de douanes et de commerce allemande (Zollverein), savoir: la couronne de Bavière, la couronne de Saxe et la couronne de Wurtemberg, le grand-duché de Bade, l'électorat de Hesse, le grand-duché de Hesse tant pour lui que pour le bailliage de Hombourg du landgraviat de Hesse; les États formant l'association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir: le grand-duché de Saxe, les duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg et de Saxe-Cobourg et Gotha, les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss-Greitz, de Reuss-Schleitz et de Reuss-Lobenstein et Ebersdorf; le duché de Brunswick, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort, — d'autre part,

désirant étendre les relations commerciales entre les Pays-Bas et les États du Zollverein, sont convenus d'entrer en négociation, et ont nommé des plénipetentiaires à cet effet, savoir:

(*Suivent les noms des plénipotentiaires*)

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I. Les navires des Pays-Bas, qui entreront sur lest ou chargés dans les ports du Zollverein, ou qui en sortiront, et réciproquement les navires du Zollverein, qui entreront sur lest ou chargés dans les ports néerlandais, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou de leur destination, ne seront pas assujettis à des

droits de tonnage, de balisage, de pavillon, de port, d'ancrage, de pilotage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, ou à d'autres droits ou charges, de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres ou plus considérables que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux navires nationaux, à leur entrée et pendant leur séjour dans ces ports, ou à leur sortie. 1851

Art. II. Tous les produits et autres objets de commerce, dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des hautes parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par navires appartenant à l'autre partie.

Les marchandises importées dans les ports des Pays-Bas ou du Zollverein par des navires appartenant à l'une ou à l'autre partie, pourront y être destinées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayant-cause, le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres de cette nature, plus forts que ceux auxquels sont soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. III. Les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, importées de quelque pays que ce soit, par navires des Pays-Bas dans les ports du Zollverein, ou par navires du Zollverein dans les ports des Pays-Bas, de même les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, exportées pour quelque destination que ce soit, des ports des Pays-Bas par navires du Zollverein, ou des ports du Zollverein par navires néerlandais, ne payeront dans les ports respectifs d'autres ni de plus forts droits d'entrée ou de sortie, imposés actuellement ou à imposer à l'avenir, que si l'importation ou l'exportation avait lieu par navires nationaux.

Art. IV. Les exemptions, primes, restitutions de droits ou autres faveurs ou avantages de ce genre, qui sont ou qui pourraient à l'avenir être accordés dans les États de l'une des hautes parties contractantes aux navires nationaux ou à leurs cargaisons, soit pour l'entrée, soit pour la sortie ou pour le transit, seront également accordés tant aux navires de l'autre partie qu'à leurs cargaisons, sans égard au pays d'où les navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lequel les navires ou leurs cargaisons sont destinés.

Les dispositions qui précèdent ne dérogent pas à l'exemption du droit de tonnage et d'autres faveurs spéciales de même nature, dont

1851 jouissent dans chaque État les navires employés à la pêche nationale.

Art. V. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre partie; la volonté des deux hautes parties contractantes étant, que sous ce rapport aussi leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. VI. Les navires des Pays-Bas entrant dans un des ports du Zollverein et les navires du Zollverein entrant dans un des ports néerlandais, et qui ne voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et réglements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette partie de la cargaison aucun droit de douane, sauf les frais de surveillance.

Art. VII. Les navires de l'une des hautes parties contractantes, entrant en relâche forcée dans l'un des ports de l'autre, n'y payeront, soit pour le navire soit pour son chargement, que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas, pourvu que la nécessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce, et qu'ils ne séjournent pas dans le port plus longtemps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche. Les déchargements et rechargements, motivés par le besoin de réparer les bâtiments, ne seront point considérés comme opérations de commerce.

Art. VIII. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des hautes parties contractantes dans les États de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage tant pour les personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient tenus en pareil cas.

Les marchandises sauvées ne seront soumises à aucun droit, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation.

Art. IX. L'intention des hautes parties contractantes étant de n'admettre aucune distinction entre les navires de leurs États respectifs, en raison de leur nationalité, en ce qui concerne l'achat de

produits ou d'autres objets de commerce importés dans ces navires, 1851
il ne sera donné à cet égard, ni directement ni indirectement, ni par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation ou agent, agissant en leur nom ou sous leur autorité, aucune priorité ou préférence aux importations par navires indigènes.

Art. X. Les stipulations qui précèdent (art. I—IX) s'appliquent également à la navigation maritime, à la navigation fluviale et à la navigation de toutes les voies d'eau navigables, appartenant aux hautes parties contractantes, soit naturelles, soit artificielles, fleuves, rivières, canaux, chenaux ou de quelque autre espèce ou dénomination que ce soit, sans exception aucune et dans quelque direction que ce soit.

L'assimilation des pavillons respectifs avec le pavillon national pour la navigation sur toutes les voies d'eau mentionnées ci-dessus, s'applique expressément au droit de naviguer sur ces voies d'eau, et aux droits ou péages à acquitter par les navires, soit pour cette navigation même, soit dans les ports sur lesdites voies d'eau, sans aucun égard à la nature des navires, que ce soient des navires de mer ou de rivière, que les premiers (navires de mer) soient considérés ou non comme des bâtiments du Rhin, conduits par un navigateur à patente, enfin sans égard au pays d'où les navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lequel les navires ou leurs cargaisons soient destinés.

Art. XI. Les sujets de chacune des hautes parties contractantes se conformeront respectivement, en ce qui concerne l'exercice du cabotage, aux lois qui régissent actuellement ou qui pourront régir par la suite cette matière, dans chacun des États des deux hautes parties contractantes.

Art. XII. La nationalité des bâtiments sera admise de part et d'autre, d'après les lois et réglements, particuliers à chaque pays, au moyen de titres et patentes, délivrés par les autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

Art. XIII. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans le pays de l'autre.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités compétentes et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée du registre du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus réclamés faisaient partie du dit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

1851 Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront détenus dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul, qu'après que le tribunal, qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement, et que celui-ci ait eu son effet.

Il est entendu, que les marins, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des dispositions qui précèdent.

Art. XIV. 1. Les cargaisons des bâtiments néerlandais jouiront d'une entière franchise des droits, déterminés par le XVIme et le XVIIme article supplémentaires à la convention de Mayence du 31 Mars 1831 :

a) pour l'exportation de Prusse, soit à la remonte soit à la descente, de tous les objets indigènes ou bien de ceux qui, ayant acquitté les droits d'entrée, se trouvent en libre circulation ; à la remonte, toutefois à l'exception des objets d'origine notoirement non-allemande ;

b) pour le transport d'objets quelconques d'un port prussien du Rhin à l'autre;

c) pour l'importation, que les droits de douane soient acquittés lors de l'importation à la frontière ou seulement à l'endroit du déchargement, d'objets de provenance étrangère, sur la partie prussienne du Rhin, destinés pour la consommation, soit qu'ils viennent directement de l'étranger, soit qu'ils arrivent sous contrôle administratif d'un des États du Zollverein ;

d) pour le transport d'objets non réputés d'outre-mer, pouvant circuler librement, et embarqués, soit dans un endroit prussien au-dessus de Coblence, soit dans un des ports du Rhin ou de ses confluents situés dans les royaumes de Bavière et de Wurtemberg, dans les grand-duchés de Bade, de Hesse et de Luxembourg, dans le duché de Nassau ou dans le territoire de la ville libre de Francfort, et destinés à l'importation dans un port prussien du Rhin, ou à transiter sur ce fleuve vers les Pays-Bas ;

e) pour le transport des marchandises transitant par le territoire du Zollverein et n'empruntant qu'une partie du Rhin prussien, quand ces marchandises, importées par terre sur la rive droite du Rhin, s'exportent par ce fleuve, ou qu'importées par le Rhin, elles sortent par voie de terre sur la rive droite du fleuve.

2. Dans tous les autres cas les cargaisons des bâtimens néerlandais ne payeront les droits, déterminés par le XVIme article supplémentaire à la convention de Mayence du 31 Mars 1831, que d'après le tarif réduit ci-annexé. 1851

3. Il est bien entendu toutefois, que les marchandises qui actuellement sont passibles du quart ou du vingtième du droit, déterminé par l'article XVII supplémentaire à la convention de Mayence du 31 Mars 1831, ou qui sont libres de tout droit, jouiront de ces avantages sur bâtiments néerlandais ; et on est convenu expressément que le quart et le vingtième s'appliquent également aux cargaisons des bâtiments néerlandais, pour les marchandises qui viennent d'être ajoutées à la classe imposée au quart, savoir : baies de nerprun, quercitron, saflor, aloés, noix de galle, sumac, bois de teinture en bûches, tartre et salpêtre ; et à la classe imposée au vingtième, savoir : les harengs.

On est convenu en outre, que le déclassement du soufre, des chardons-cardières, des garances et de la garancine, qui n'a été admis jusqu'ici que pour la navigation descendante, s'appliquera de même à la navigation remontante.

4. Les bateliers néerlandais jouiront de la franchise du droit de reconnaissance, réglé par le tarif B annexé à la convention de Mayence du 31 Mars 1831, pour la navigation intérieure entre Coblence et Emmerick, qui ne dépassera ni l'un ni l'autre de ces bureaux.

Art. XV. Les bateliers néerlandais qui veulent transiter directement d'Emmerick à Coblence, ou vice-versa, auront la faculté de payer d'avance le total des droits à acquitter, savoir à Coblence s'ils descendent, et à Emmerick s'ils remontent le Rhin.

Art. XVI. Les bâtiments du Zollverein ainsi que leurs cargaisons jouiront dans les Pays-Bas de la franchise entière :

1. Des droits, déterminés par le XVIme et le XVIIme article supplémentaires à la convention de Mayence du 31 Mars 1831 ;

2. Du droit de reconnaissance, réglé par le tarif B annexé à la même convention ;

3. Du droit fixe, établi d'après l'article IV et l'annexe A de la convention de Mayence précitée, pour le passage par le territoire des Pays-Bas, depuis Krimpen et Gorcum jusqu'à la pleine mer, et vice-versa ;

4. Du droit fixe, perçu pour le passage entre la Belgique et le Rhin par les eaux dites intermédiaires, indiquées à l'art. 2 du réglement d'Anvers du 20 Mai 1843, savoir : par toutes les voies navigables communiquant de l'Escaut occidental au Rhin, y compris le Sloe, l'Escaut oriental et la Meuse ;

1851 5. Du droit de navigation sur la Meuse et l'Yssel, enfin

6. De tout autre droit ou péage qui existerait actuellement ou qui serait établi à l'avenir, soit sur les eaux auxquelles s'appliquent les droits mentionnés sous les Nos 1 à 5 du présent article, soit sur toutes les autres voies navigables situées sur le territoire des Pays-Bas, ainsi que les unes et les autres sont désignées à l'alinéa 1 de l'art. X.

Les bâtiments du Zollverein, ainsi que leurs cargaisons, jouiront de la franchise entière stipulée ci-dessus, quel que soit le lieu de leur départ, de leur provenance ou de leur destination, et quel que soit la direction dans laquelle le transport se fasse, dans tous les cas, et nommément :

a) que les marchandises passent par les Pays-Bas en transit direct, soit qu'elles viennent du Rhin pour entrer en mer ou pour aller en Belgique, soit qu'elles viennent de la mer ou de la Belgique pour aller au Rhin ou dans une autre direction quelconque ;

b) que les marchandises viennent du Rhin, de la mer ou de la Belgique, pour être déchargées ou transbordées dans les Pays-Bas, et quelle que soit leur destination ultérieure ;

c) que les marchandises soient chargées dans les Pays-Bas, et qu'elles passent soit à un autre endroit situé dans les Pays-Bas, soit au Rhin, soit à la pleine mer, soit en Belgique.

Art. XVII. Le gouvernement néerlandais s'engage à réduire dès-à-présent de cinquante pour cent le taux actuel des droits d'écluses et de ponts prélevés actuellement sur les navires qui passent le canal entre Gorcum et Vianen, dit Zederik-kanaal.

Le gouvernement néerlandais s'engage légalement à diminuer autant que possible les droits de ponts, d'écluses, de ports, et tous les autres droits et péages, prélevés actuellement sur les navires qui passent par les canaux et rivières de Vreeswyk et Amsterdam ou vice-versa, aussitôt qu'il se sera entendu à cet effet avec les autorités locales, qui perçoivent ces droits.

Art. XVIII. Les taxes de pilotage actuellement existantes sur le Rhin néerlandais, le Waal et le Leck, entre Lobith, Dordrecht et Rotterdam ou bien Amsterdam, seront réduits de cinquante pour cent. Il ne sera perçu sur le territorial fluvial rhénan susmentionné aucun droit de balisage ni de bouée.

Art. XIX. Les navires du Zollverein, sans distinction aucune, auront le droit de choisir telle voie qu'il leur plaira pour traverser les Pays-Bas, du Rhin à la pleine mer ou vice-versa. Nonobstant l'abolition du droit fixe, ils jouiront à leur passage de tous les avantages et de toutes les facilités, soit de douane, soit autres, assurés

par la convention de Mayence du 31 Mars 1831 aux navires faisant 1851
partie de la navigation rhénane et à leurs cargaisons, transitant du Rhin à la pleine mer ou vice-versa, par les voies désignées à l'article III de la dite convention.

De même, les navires et les trains de bois du Zollverein, sans distinction aucune, auront le droit de choisir telle voie qu'il leur plaira pour traverser les Pays-Bas, du Rhin en Belgique ou vice-versa. Nonobstant l'abolition du droit fixe, ils jouiront à leur passage de tous les avantages et de toutes les facilités, soit de douane, soit autres, mentionnés dans le réglement d'Anvers du 20 Mai 1843, relatif à la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

Art. XX. Les navires, uniquement chargés de houille, continueront à jouir, aux conditions actuellement existantes, des facilités qui leur sont accordées par rapport à la faculté de déclarer leurs chargements au premier bureau à l'entrée à Lobith, suivant l'échelle de jaugeage, dont ils sont pourvus aux termes de la convention de Mayence du 31 Mars 1831.

Art. XXI. Seront exempts du droit de patente, ainsi que de tout autre droit personnel, à raison de leur profession, les bateliers respectifs pour tous les voyages qu'ils feront entre le territoire du Zollverein et celui des Pays-Bas, soit chargés ou sur lest.

En ce qui concerne la navigation à l'intérieur, il a été convenu que les bateliers du Zollverein ne payeront dans les Pays-Bas par année qu'un droit de 20 cents par tonneau d'un mètre cube (sauf 28 pour cent additionnels), et que les bateliers néerlandais ne payeront au maximum dans chacun des États du Zollverein que le droit de patente existant actuellement dans ces États.

Ne sera pas considéré comme navigation à l'intérieur le transport, soit des marchandises que les bateliers apportent du territoire du Zollverein aux Pays-Bas ou vice-versa, pour un ou pour différents endroits de l'autre pays, situés dans le cours de leur voyage, soit des marchandises que les bateliers retournants exportent d'un ou de différents endroits de l'autre pays situés dans le cours de leur voyage.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux bateaux à vapeur.

Il est bien entendu du reste, que les dispositions qui précèdent s'appliquent, sans exception, à toutes les voies d'eau indiquées à l'alinéa 1 de l'art. X.

Art. XXII. Pour écarter, autant que possible, tout ce qui pourrait entraver le commerce et la navigation du Rhin et des autres

1851 voies navigables, les hautes parties contractantes s'appliqueront l'une et l'autre à simplifier à cet égard, autant que faire se pourra, les formalités prescrites par leurs lois et réglements de douane.

Les hautes parties contractantes prennent en outre l'engagement réciproque de faire participer les bâtiments de l'autre pays, ainsi que leurs cargaisons, aux exemptions ou diminutions relatives aux droits de navigation, ainsi qu'à tout autre avantage qu'elles pourraient accorder par la suite aux bâtiments nationaux ou à leurs cargaisons.

Art. XXIII. Dans le but d'éloigner le plustôt possible les obstacles, que l'état des rivières offre à la navigation, et spécialement entre Cologne et Dordrecht et Rotterdam, les gouvernements respectifs s'engagent mutuellement, chaque gouvernement pour la partie du Rhin qui parcourt son territoire, d'en faire rectifier le cours et approfondir le chenal, de manière à assurer, autant que faire se peut, par travaux d'art, dans toutes les saisons, aux bâtiments chargés un tirant d'eau suffisant.

Art. XXIV. Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre les sujets des deux hautes parties contractantes, en ce sens que les mêmes facilités, sécurité et protection, dont jouissent les nationaux, sont garanties des deux parts. En conséquence, les sujets respectifs ne payeront point à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux hautes parties contractantes, soit qu'il s'y établissent, soit qu'ils y résident ou séjournent temporairement, des droits, taxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux ; et les priviléges, immunités et autres faveurs, dont jouiront en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des deux hautes parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Pour ce qui regarde les fabricants et les marchands de l'un des États des hautes parties contractantes, ainsi que leurs commis-voyageurs, qui font dans l'autre État des achats pour les besoins de leur industrie et y recueillent des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises, on est convenu de ce qui suit:

Les sujets de l'un des États du Zollverein, qui voyagent dans les Pays-Bas, soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'une maison du Zollverein, ne payeront à raison de leur commerce, d'autres droits qu'un droit de patente de 12 florins (sauf 28 pour cent additionnels) par année, au maximum.

Par réciprocité, les sujets néerlandais, qui voyagent dans le Zollverein, soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'une maison néerlandaise, ne r[illegible] sor[illegible] [illegible]mmerce, d'autres

droits qu'un droit de patente de 8 Thaler par année, au maximum, 1851
dans chaque État du Zollverein.

Il est toutefois bien entendu, que dans tous les cas, où dans l'un ou l'autre des États du Zollverein le droit légal de patente actuellement existant pour les sujets néerlandais est moins de 8 Thaler, ce droit ne pourra pas être augmenté.

Art. XXV. Le transit des marchandises, venant des Pays-Bas ou y allant, passant par les territoires ci-après désignées du Zollverein, sera soumis, au maximum, à un droit d'un demi Silbergros par quintal (*Zollcentner*) :

a) pour toutes les marchandises, qui entrent par terre sur la frontière entre le Zollverein et les Pays-Bas, et qui de Cologne ou de quelque port du Rhin au-dessous de Cologne sortent du Zollverein sur le Rhin, soit en amont, soit en aval ;

b) pour toutes les marchandises qui entrent sur le Rhin par Emmerick ou Neubourg, et qui de Cologne ou d'un autre port du Rhin au-dessous de Cologne sont exportées par terre sur la frontière entre le Zollverein et les Pays-Bas ;

c) pour toutes les marchandises, qui, touchant le territoire du Zollverein, sont expédiées des Pays-Bas pour la Belgique, de la Belgique pour les Pays-Bas et des Pays-Bas pour les Pays-Bas.

Il est convenu en outre, que le transit des marchandises, venant des Pays-Bas ou y allant, passant par le territoire du Zollverein, ne sera pas soumis à des conditions plus onéreuses, et ne payera d'autres ni de plus forts droits de transit, que le transit des marchandises venant de Belgique ou y allant, passant par le territoire du Zollverein.

Toutefois, il est bien entendu, que cette disposition n'est applicable qu'aux-mêmes modes de transport, et qu'en conséquence elle s'appliquera au transit par le chemin de fer à établir entre le Zollverein et les Pays-Bas, aussitôt que ce chemin de fer sera achevé.

Il s'entend, du reste, que dans tous les cas précités il sera perçu des marchandises, transportées sur le Rhin, outre le droit de transit, le droit de navigation du Rhin, en tant que la perception de ce droit sera encore permise aux termes de ce traité.

Art. XXVI. La franchisse de tout droit de transit par les Pays-Bas est assurée pour toutes les marchandises ou objets de commerce, sans distinction d'origine, venant des États du Zollverein ou y allant, quel que soit le pays de leur provenance ou de leur destination.

Cette disposition s'applique, sans distinction aucune, à toute sorte

1851 de voie ou de moyen de transport employé pour le transit par les Pays-Bas.

Art. XXVII. Le gouvernement néerlandais s'engage à construire ou à faire construire à Rotterdam, aux bords de la Meuse, un entrepôt franc, accessible aux navires, dans l'enceinte duquel les marchandises de toute espèce venant du Zollverein ou y allant, soit qu'elles passent par les Pays-Bas ou qu'elles soient destinées ultérieurement à la consommation intérieure, peuvent être chargées, déchargées, transbordées, provisoirement déposées, emmagasinées ou manipulées, sans être pesées ni examinées en détail et sans être assujetties à d'autres formalités que celles rigoureusement requises pour la répression de la fraude.

Cet entrepôt franc sera établi aussi près que possible de la station du chemin de fer de Rotterdam à Utrecht, et relié à cette station par une voie ferrée ; il sera exécuté de manière à être au plus tard mis à la disposition du commerce, lorsque ledit chemin de fer sera mis en exploitation.

Il ne sera perçu de droits de magasinage, de quai, de grue, autres ni de plus forts que ceux fixés par l'article 69 de la convention de Mayence du 31 Mars 1831.

Art. XXVIII. Les produits de la pêche néerlandaise, et les produits de toute espèce des colonies néerlandaises, importés dans le Zollverein, que l'importation ait lieu directement desdites colonies ou par l'intermédiaire des ports et places de commerce des Pays-Bas, par mer, sur les fleuves, canaux ou autres eaux intérieures, ou par terre, ne seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits que ceux qui sont ou qui seront imposés à l'avenir sur les produits similaires de toute autre nation la plus favorisée. Toute réduction des droits d'entrée du Zollverein sur ces objets, soit générale, soit en faveur d'une autre nation quelconque, s'appliquera à l'instant même, de plein droit et sans équivalent, aux produits similaires des colonies néerlandaises.

Art. XXIX. Les produits de toute espèce du sol et de l'industrie des États du Zollverein, importés dans les Pays-Bas, que l'importation ait lieu par mer, sur les fleuves, canaux ou autres eaux intérieures, ou par terre, ne seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits que ceux qui sont ou qui seront imposés à l'avenir sur les produits similaires de toute autre nation la plus favorisée. Toute réduction des droits d'entrée des Pays-Bas sur ces objets, soit générale, soit en faveur d'une autre nation quelconque, s'appliquera à l'instant même, de plein droit et sans équivalent, aux produits similaires du sol et de l'industrie des États du Zollverein.

Art. XXX. Les sujets des États du Zollverein jouiront dans les 1851
colonies néerlandaises de toutes les faveurs, qui sont ou qui seront accordées aux sujets de tout autre État européen le plus favorisé.

Art. XXXI. Les navires du Zollverein ainsi que leurs cargaisons seront traités dans les colonies néerlandaises sur le même pied que les navires nationaux et leurs cargaisons, sans égard au pays d'où les navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lequel les navires ou leurs cargaisons sont destinés :

1° par rapport aux droits pesant sur la coque des navires à leur entrée, pendant leur séjour ou à leur sortie, nommément tous ceux qui sont désignés à l'art. I du présent traité ;

2° par rapport à la faculté d'importer et d'exporter des produits et objets de commerce, conformément à l'art. II du présent traité ;

3° par rapport aux droits quelconques, imposés actuellement ou à imposer à l'avenir aux produits et objets de commerce, importés ou exportés conformément à l'art. III du présent traité.

De même, les stipulations contenues dans les art. IV à IX, s'appliqueront au commerce et à la navigation avec les colonies néerlandaises, ou vice-versa.

Le cabotage dans les colonies demeure réservé aux navires néerlandais.

Art. XXXII. Les produits de toute espèce du sol et de l'industrie des États du Zollverein, importés de quelque pays que ce soit dans les colonies néerlandaises, ne seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits que ceux qui sont ou qui seront imposés à l'avenir sur les produits similaires de toute autre nation la plus favorisée.

Toute faveur accordée à cet égard, ainsi que par rapport à l'exportation des produits coloniaux ou autres, soit pour le commerce en général, soit à quelque autre nation en particulier, sera acquise à l'instant même de plein droit et sans équivalent au Zollverein.

Il est fait exception à cette règle, seulement en ce qui concerne les faveurs spéciales, accordées ou à accorder par la suite aux nations asiatiques pour l'importation des produits de leur sol et de leur industrie ou pour leurs exportations.

En outre, le gouvernement néerlandais s'engage :

a) à assimiler dans ses colonies des Indes occidentales, tous les produits du sol et de l'industrie du Zollverein aux produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas, quand ils seront importés dans les colonies par navires néerlandais ou du Zollverein, ou sous tout autre pavillon assimilé au pavillon national ;

b) en ce qui concerne les colonies des Indes orientales, les produits ci-après énumérés du sol et de l'industrie du Zollverein,

1851 transitant par les Pays-Bas, chargés dans un port des Pays-Bas sur un bâtiment néerlandais ou du Zollverein, ou sous tout autre pavillon assimilé au pavillon national, et importés en droiture d'un port des Pays-Bas dans un port situé aux Indes orientales néerlandaises, ne payeront dans ces colonies que les droits fixés par le tarif actuellement en vigueur pour l'importation directe des Pays-Bas de ces objets, savoir :

Bois et marchandises en bois, à l'exception de futailles	ad valorem	6%
Bougies de spermaceti, de composition, etc., le kilogr.		12 cents.
Comestibles, à l'exception de ceux spécialement désignés au tarif	ad valorem	12%.
Drogueries et médicaments	„	6%.
Eaux minérales en cruches ou en bouteilles, les 100 cr. ou bout.		6 fl.
Etoffes en soie, y compris le velours	ad valorem	6%.
Matériaux pour la construction et l'armement des navires, à l'exception de cordage et de toile à voiles	„	6%.
Mercerie, y compris la bijouterie fausse et verroterie	„	6%.
Poudre et armes à feu	„	6%.
Quincaillerie (*Galanteriewaaren*)	„	12%.
Savon	„	6%.
Tabac, tant en feuilles que préparé	le kilogr.	8 cents.
Tous les objets non-énumerés au tarif d'importation en vigueur aux Indes orientales, produits de l'Europe, de l'Amérique ou du Cap de Bonne-Espérance	ad valorem	6%.

Toute réduction ultérieure par rapport à ces objets, faite en faveur des provenances des Pays-Bas, sera acquise à l'instant même, de plein droit et sans équivalent, aux produits similaires du sol et de l'industrie du Zollverein aux-mêmes conditions que celles énoncées si-dessus sous *b*.

Art. XXXIII. Si une des hautes parties contractantes accordait par la suite à quelqu'autre État des faveurs en matière de commerce ou de douane, autres ou plus grandes que celles convenues par le présent traité, les mêmes faveurs deviendront communes à l'autre partie, qui en jouira gratuitement si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent si la concession est conditionnelle, en quel cas l'équivalent fera l'objet d'une convention spéciale entre les hautes parties contractantes.

Art. XXXIV. Il sera loisible à tout État de l'Allemagne, qui fera 1851
partie du Zollverein, d'adhérer au présent traité.

Art. XXXV. Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 1er Janvier 1854, et, à moins que six mois avant l'expiration de ce terme l'une ou l'autre des hautes parties contractantes n'ait annoncé par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser l'effet, le traité restera en vigueur, à partir du 1er Janvier 1854, pendant douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir le maintenir.

Art. XXXVI. Le présent traité sera immédiatement soumis à la ratification de tous les gouvernements respectifs, et les ratifications en seront échangées à la Haye, dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plustôt, si faire se peut. Il sera publié de suite après l'échange des ratifications, et immédiatement mis à exécution.

En foi de quoi, etc.

Protocole.

Les négociations entre les Pays-Bas d'une part, et la Prusse et les autres États du Zollverein d'autre part, ayant amené la conclusion d'un traité de commerce et de navigation, les plénipotentiaires des hautes parties contractantes se sont réunis pour la signature de ce traité.

En procédant à cet acte, les plénipotentiaires respectifs ont arrêté les dispositions suivantes, qu'ils ont consignées dans le présent protocole.

§ 1. A l'art. X. Cette stipulation, en ne faisant aucune exception des voies d'eau navigables dans les Pays-Bas, comprend de même l'Escaut oriental et occidental.

§ 2. A l'art. XI. Le cabotage maritime dans les Pays-Bas ouvert à la navigation sous pavillon étranger aux mêmes conditions qu'au pavillon national, les navires du Zollverein conserveront le droit d'exercer le cabotage dans toute l'étendue du royaume des Pays-Bas sous les mêmes conditions. Tous les ports praticables pour des navires de mer leur seront ouverts à cet effet, soit qu'ils y parviennent immédiatement par mer, ou par d'autres voies d'eau quelconques.

§ 3. A l'art. XIV. Les dispositions sub I *a—e* servent à assimiler le pavillon néerlandais au pavillon prussien sur la partie prussienne

1854 du Rhin; il sera communiqué la liste des objets d'origine notoirement non-allemande; ils payeront le même droit qu'ils soient transportés par navires prussiens ou néerlandais.

Il s'entend en outre, que les avantages que les États riverains allemands, autres que la Prusse, accordent actuellement aux navires néerlandais et à leurs cargaisons, sont maintenus.

Le gouvernement néerlandais exprime l'espoir que les États du Zollverein continueront leurs efforts pour l'abolition entière des droits de navigation du Rhin, afin que le commerce et la navigation rhénane jouissent également de la franchise totale sur toute la partie allemande du fleuve.

§ 4. A l'art. XVI. Il est bien entendu, que par cette stipulation il n'est pas dérogé à celle renfermée dans le paragraphe troisième de l'article neuf du traité de Londres du dix-neuf Avril mil huit cent trente neuf, pour les navires du Zollverein qui se rendent par l'Escaut occidental, de la Belgique à la pleine mer, et vice-versa. Il s'entend de même, que cette stipulation ne s'applique pas aux droits de tonnage maritime, de pilotage, de fanaux, balises et bouées, de canaux, écluses et ponts, en autant que ces droits existent également pour les bâtiments néerlandais, et en autant qu'ils ne sont pas réduits ou abolis par le présent traité. Une augmentation ne pourra avoir lieu, et chaque réduction s'appliquera de plein droit aux navires du Zollverein.

§ 5. A l'art. XVIII. La disposition faite par cet article dans le but de dégrever le commerce et la navigation du Rhin, ne déroge en rien aux principes énoncés ailleurs de part et d'autre, par rapport à l'abolition de l'obligation de prendre et de payer des pilotes.

§ 6. A l'art. XIX. Il s'entend, que les avantages, mentionnés à l'alinéa 1 de cet article, ne s'appliquent pas aux réglements de police ni à la juridiction exceptionnelle, établis par la convention de Mayence, quand les navires auront quitté le territoire fluvial rhénan des Pays-Bas. Quant à l'alinéa 2, on s'est référé au réglement d'Anvers du 20 Mai 1843, pour ne pas devoir citer spécialement toutes les facilités, mentionnées dans ce réglement.

Il s'entend, que ces facilités sont garanties aux navires du Zollverein et à leurs cargaisons, aussi pour le cas inattendu, que ce réglement serait aboli, en tout ou en partie, ou même temporairement. Il est convenu de même, que chaque facilité ultérieure accordée ou à accorder aux navires nationaux ou aux navires belges, s'applique de plein droit aux navires du Zollverein et à leurs cargaisons.

§ 7. A l'art. XXIII. Les plénipotentiaires néerlandais, en communiquant le plan daté de La Haye, du 18 Janvier 1850, et qui sert de base aux travaux d'art, mentionnés dans cet article, ont fait observer que les fonds nécessaires ont été alloués pour l'exécution de ce plan, de la part des États-Généraux pour les années 1851 et 1852, et que ces fonds y ont été employés pour l'année 1851 ; — ils expriment de même la conviction, qu'on continuera à en agir ainsi d'année en année. 1851

§ 8. A l'art. XXIV. On s'entendra par rapport aux preuves, à fournir de la part des sujets respectifs, qui jouiront des avantages stipulés dans les alinéa 2 et suivant de cet article. Ces dispositions n'entreront en vigueur qu'au 1er Mai 1852.

§ 9. A l'art. XXV. Par les mots : « les mêmes modes de transport » on a voulu exprimer : selon que le transport se fait par terre, par chemin de fer ou par eau, le tout de et vers les mêmes frontières du Zollverein.

Il s'entend de même, que la faveur de transit, accordée à la Belgique pour le transit de la Belgique en France ou vice versa, ne pourra, à cause de la situation géographique, s'appliquer aux Pays-Bas.

Il est convenu du reste, que les droits de transit réduits, sur les routes traversant le territoire du Zollverein, dites « *Kurze Strecken* », tels que ces droits sont ou seront établis dans les États du Zollverein d'après la troisième section de la troisième division du tarif du Zollverein, s'appliqueront également et de plein droit au transit des marchandises venant des Pays-Bas ou y allant, passant sur les dites routes par le territoire du Zollverein.

§ 10. A l'art. XXVI. Il n'existe plus, selon la législation actuellement en vigueur, des prohibitions de transit dans les Pays-Bas.

§ 11. A l'art. XXVII. Le gouvernement néerlandais fera commencer aussitôt que possible, les travaux nécessaires pour l'établissement de l'entrepôt franc.

A cette occasion, il a été observé de la part des plénipotentiaires néerlandais, que les marchandises mises en entrepôt à Rotterdam, en vertu de l'art. 6 de la convention de Mayence du 31 Mars 1831, y payent actuellement déjà des droits inférieurs à ceux indiqués à l'article 69 de la dite convention.

§ 12. A l'art. XXVIII. Dans le cas où le présent traité — comme les hautes parties contractantes l'espèrent — restera en vigueur au-delà du 1er Janvier 1854, les produits du sol et de l'industrie du royaume des Pays-Bas seront traités à dater du 1er Janvier 1854, lors de leur importation dans le Zollverein, sur le même pied, que

1851 le seront, à partir de ladite époque, les produits du sol et de l'industrie similaires de la Belgique.

Il en sera de même pour les droits de sortie du Zollverein vers la Belgique.

Sera expressément excepté des dispositions qui précèdent, l'article *fer*, comme du reste n'étant pas produit du sol néerlandais.

§ 13. A l'art. XXXI. Pour ce qui regarde l'application de l'art. 8 au commerce et à la navigation dans les colonies néerlandaises, il est entendu que selon la législation en vigueur aux colonies, les marchandises sauvées sont soumises au droit d'entrepôt général en cas de réexportation.

§ 14. A l'art. XXXII. Il s'entend, que ce n'est qu'une simple conséquence de la stipulation générale contenue dans cet article, que les vins de toute espèce originaires du Zollverein ne payeront lors de leur importation dans les colonies néerlandaises, de quelque pays que ce soit, d'autres ni de plus forts droits que les vins de France. Ces droits ne pourront être augmentés au préjudice de vins originaires du Zollverein.

Seront compris dans les produits indiqués à l'art. 32 les objets suivants, sans que pour cela d'autres produits rangés par l'usage ou par la loi sous les termes désignés, seraient exclus de l'avantage en question :

1° Comestibles : — les fruits secs de toute espèce ;

2° Mercerie (*Kramerijen*): — les ouvrages dits de Nuremberg; la bimbeloterie de Nuremberg ou les jouets d'enfants de toute espèce, en tant que l'or et l'argent n'entrent pas dans leur confection comme partie principale ; les petites voitures ou calèches, suspendues ou non, destinées à conduire des enfants, en tant qu'elles pourront être uniquement traînées à bras ; les petits miroirs encadrés en papier ou en bois ; les tableaux dits de Nuremberg, peints sur verre, encadrés ou non ; les menus ouvrages composés ou travaillés de papier, de bois et de verre, les ardoises à écrire, encadrés ou non ; les nécessaires en bois ou en papier-mâché ; les tabatières en bois, papier-mâché, corne ou fer blanc, tuyaux (élastiques et autres) et pipes ; lunettes ; fil léonais et cordes de piano ; perles en verre ; sonnettes, clochettes et grelots ; peignes ; cardes ; étuis d'épingles ; chandelles de veille ; étuis de cigarres ; cornets et parchemins ; objets d'optique, y compris des petites lunettes d'approche en papier-mâché et en étain ; échecs et dominos en bois et en os ; marchandises de toute espèce en os ; les horloges dites de Schwarzwald ; clefs de montre ordinaires ; brosses d'habit, de cheval, à dents ou de tête ; chapelets en bois, os ou en verre ; or et argent en feuilles,

clinquant d'or et d'argent, paillettes en or et en argent, le tout faux ; 1851
de même les ornements en fer blanc, étain ou zinc dorés ou bronzés, dites faux bronzes d'Iserlohn ; des clavettes et fermoirs en métal, jaunes et blancs ; les bordures imitées en soie, en or ou argent faux et les galons de ce genre ; les boutons de toute espèce, excepté en or, en argent, en cuivre ou en acier ; les ornements et autres parties de voiture en métal dit Neu-Silber ; les hameçons ; les portefeuilles, porte-monnaies, poches, nécessaires et autres objets similaires en cuir ouvragé.

§ 15. A l'art. XXXIII. Cette disposition ne s'appliquera pas aux cas, où les États du Zollverein voudraient diminuer ou remettre entièrement les droits généraux de leur tarif vis-à-vis d'autres pays allemands, y compris l'empire d'Autriche ainsi que la Suisse.

§ 16. A l'art. XXXVI. Aussitôt que le présent traité entre en vigueur, le traité de navigation, conclu le 3 Juin 1837 entre la Prusse et les Pays-Bas, cessera ses effets.

§ 17. Les plénipotentiaires sont convenus, que le présent protocole aura la même durée que le traité ; qu'il sera soumis en même temps aux hautes parties contractantes, et que les dispositions qui y sont contenues, seront censées avoir obtenu la ratification des gouvernements respectifs, dès que celle du traité même aura eu lieu.

Il a été procédé ensuite à la lecture des deux exemplaires du traité, lesquels, ayant été trouvés conformes, ont été signés par les plénipotentiaires respectifs et scellés de leurs cachets.

(*Suivent les signatures des plénipotentiaires.*)

1851

AUTRICHE ET PRUSSE.

Traité entre l'Autriche et la Prusse, pour la formation d'une union postale allemande, sous la dénomination de « Traité postal austro-allemand », *signé à Berlin, le* 6 *Avril* 1850.[1]

PAYS-BAS ET PRUSSE.

Convention postale entre la Prusse et les Pays-Bas, signée à Berlin, le 26 *Janvier* 1851.

BELGIQUE ET HAMBOURG.

Convention entre la Belgique et la ville libre anséatique de Hambourg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Hambourg, le 27 *Janvier* 1851.

PRUSSE ET WALDECK.

Convention entre la Prusse et la principauté de Waldeck, pour la reconnaissance de la cour suprême de justice, signée à Berlin, le 1er *Février* 1851.

[1] C'est par erreur qu'il n'a point été fait mention de ce traité au millésime 1850.

PRUSSE ET ANHALT-BERNBOURG. 1851

Convention entre la Prusse et le duché d'Anhalt-Bernbourg, pour la reconnaissance de la cour suprême de justice, signée à Berlin, le 22 Février 1851.

BELGIQUE ET SAXE ROYALE.

Convention entre la Belgique et la Saxe royale, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 23 Février 1851.

FRANCE ET TOSCANE.

Convention postale entre la France et la Toscane, signée le 15 Mars 1851.

AUTRICHE ET DANEMARCK.

Convention entre l'Autriche et le Danemarck, pour la réciprocité de traitement de leur pavillon respectif, signée le 21 Mars 1851.

1851

AUTRICHE ET CHILI.

Déclaration échangée entre l'Autriche et le Chili, pour la réciprocité de traitement de leur pavillon respectif, en Avril et Mai 1851.

BELGIQUE ET MECKLENBOURG-STRELITZ.

Convention entre la Belgique et le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 9 Juin 1851.

Convention entre les mêmes, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 9 Juin 1851.

BELGIQUE ET BRÊME.

Convention entre la Belgique et la ville libre anséatique de Brême, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 25 Juin 1851.

Convention entre les mêmes, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 25 Juin 1851.

BAVIÈRE ET CONFÉDÉRATION SUISSE. 1851

Convention entre la Bavière et la Confédération Suisse, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 28 Juin 1851.

BELGIQUE ET MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

Convention entre la Belgique et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 12 Juillet 1851.

BELGIQUE ET LUBECK.

Convention entre la Belgique et la ville libre anséatique de Lubeck, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 17 Juillet 1851.

Convention entre les mêmes, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 26 Août 1851.

FRANCE ET PORTUGAL.

Convention entre la France et le Portugal, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, et de celle des marques de fabriques, signée le 12 Août 1851.

1851 MECKLENBOURG-SCHWÉRIN ET VILLES LIBRES ANSÉATIQUES.

Déclaration échangée entre le Mecklenbourg-Schwérin et les villes libres anséatiques de Hambourg, Brême et Lubeck, pour la réciprocité de traitement de leur pavillon respectif, en date du 19 Septembre 1851.

ESPAGNE ET SARDAIGNE.

Convention postale entre l'Espagne et la Sardaigne, signée à Madrid, le 29 Septembre 1851.

AUTRICHE ET PARME.

Convention postale entre l'Autriche et Parme, signée en Septembre 1851.

AUTRICHE ET RUSSIE

Déclaration échangée entre l'Autriche et la Russie, relative au commerce de transit de la Galicie et de la Pologne, en date du 8 Octobre 1851.

FRANCE ET HANOVRE.

Convention entre la France et le Hanovre, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à Hanovre, le 20 Octobre 1851.

PRUSSE ET MECKLENBOURG-STRELITZ. 1851

Publication relative à l'abrogation des conventions conclues le 13 Mai 1819 et le 24 Février 1824 entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, du 31 Octobre 1851.

BAVIÈRE ET BELGIQUE.

Convention entre la Bavière et la Belgique, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 31 Octobre 1851.

FRANCE ET PAYS-BAS.

Convention postale entre la France et les Pays-Bas, signée le 1er Novembre 1851.

FRANCE ET LUXEMBOURG.

Convention postale entre la France et le grand-duché de Luxembourg, signée le 28 Novembre 1851.

DANEMARCK ET PAYS-BAS.

Convention entre le Danemarck et les Pays-Bas, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Copenhague, le 28 Novembre 1851.

1851

PAYS-BAS ET LUXEMBOURG.

Convention postale entre les Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg, signée le 28 Novembre 1851.

BELGIQUE ET BADE.

Convention entre la Belgique et le grand-duché de Bade, pour régler la faculté de succéder et d'acquérir, signée le 2 Décembre 1851.

ALLEMAGNE.

(ÉTATS RIVERAINS DE L'ELBE.)

Protocole de la conférence touchant la 3e révision de l'acte de la navigation de l'Elbe (du 23 Juin 1821), signé le 2 Décembre 1851.

FRANCE ET GRANDE-BRETAGNE.

Convention additionnelle postale à la convention du 3 Avril 1843, entre la France et la Grande-Bretagne, signée le 12 Décembre 1851.

BRUNSWIC.

Accession du duché de Brunswic à la convention signée à Gotha, le 15 Juillet 1851, entre divers États allemands, en date du 14 Décembre 1851.

BELGIQUE ET OLDENBOURG. 1851

Convention entre la Belgique et le grand-duché d'Oldenbourg, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 15 Décembre 1851.

BELGIQUE ET PAYS-BAS.

Convention postale entre la Belgique et les Pays-Bas, signée le 17 Décembre 1851.

AUTRICHE ET PAYS-BAS.

Convention postale entre l'Autriche et les Pays-Bas, signée le 19 Décembre 1851.

BELGIQUE ET NASSAU.

Convention entre la Belgique et le duché de Nassau, pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée le 20 Décembre 1851.

HESSE ÉLECTORALE.

Accession de la Hesse électorale au traité postal austro-allemand, du 6 Avril 1850.

1851

HESSE-DARMSTADT.

Accession du grand-duché de Hesse-Darmstadt au traité postal austro-allemand, du 6 Avril 1850.

NASSAU.

Accession du duché de Nassau au traité postal austro-allemand, du 6 Avril 1850.

REUSS.

Accession des princes de Reuss au traité postal austro-allemand, du 6 Avril 1850.

SCHWARZBOURG-RUDOLSTADT ET SCHWARZBOURG-SONDERSHAUSEN.

Accession des princes de Schwarzbourg au traité postal austro-allemand, du 6 Avril 1850.

LIPPE-SCHAUMBOURG ET LIPPE-DETMOLD.

Accession des principautés de Lippe au traité postal austro-allemand, du 6 Avril 1850.

FRANCE ET GRANDE-BRETAGNE. 1851

Convention entre la France et la Grande-Bretagne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée en 1851.

BRUNSWIC.

Accession du duché de Brunswic au traité du 7 Septembre 1851, *entre la Prusse et le Hanovre, en* 1851.

WURTEMBERG.

Accession du royaume de Wurtemberg au traité postal austro-allemand, du 6 *Avril* 1850.

FIN DU TOME SIXIÈME.

TABLE

DES TRAITÉS, CONVENTIONS

ET AUTRES ACTES DIPLOMATIQUES

(PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES PUISSANCES),

RENFERMÉS

DANS CE VOLUME.

AFRIQUE.

(CÔTE OCCIDENTALE)

P.

1848. 4 Mars. BELGIQUE. — Convention avec le chef des peuplades de Nalou, pour l'acquisition d'un territoire sur les bords du Rio-Nunez, signée à *Caniope*. 213

1847. / 1849. GRANDE-BRETAGNE. — Traités avec divers princes et chefs des peuplades de la côte occidentale d'Afrique, touchant le commerce et la *traite des Noirs*. 361

ALLEMAGNE.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

1850. 2 Juill. DANEMARCK. — Traité de paix avec la Prusse, pour elle et au nom des États de la Confédération germanique, signé à *Berlin*. 416

(*Voir* aussi Prusse.)

ÉTATS DU ZOLLVEREIN.

(*Voir* aussi PRUSSE.)

1847. 2 Janv. DEUX-SICILES. — Traité de commerce et de navigation avec la Prusse, pour elle et au nom des États de l'Association de commerce et de douane allemande, signé à *Naples*. 89

P.

1847. 2 Avril. LUXEMBOURG. — Traité pour la prolongation de l'accession du grand-duché de Luxembourg à l'Association de commerce et de douane allemande, signé à *La Haye*. 117

1850. 12 Juill. / 1 Déc. SARDAIGNE. — Lettres échangées pour l'abolition des droits différentiels de port et de navigation. 460

1851. 20 Mai. SARDAIGNE. — Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 23 Juin 1845, signée à *Turin*. 545

1851. 16 Oct. PORTE OTTOMANE. — Nouveau tarif établi conformément aux stipulations de l'art. X du traité de commerce du 10/22 Oct. 1840. 615

1851. 31 Déc. PAYS-BAS. — Traité de commerce avec la Prusse, pour elle et au nom des autres États de l'Association de douane et de commerce allemande, signé à *Berlin*. 672

ÉTATS RIVERAINS DU RHIN.

1847. 17 Août. Ve Protocole de la séance de la commission centrale pour la navigation du Rhin, signé à *Mayence*. 161

1849. 11 Oct. XIXe Article supplémentaire à la convention pour la navigation du Rhin, du 31 Mars 1831. 318

ÉTATS RIVERAINS DE L'ELBE.

1851. 2 Déc. Protocole de la conférence du 2 Déc., touchant la troisième révision de l'acte pour la navigation de l'Elbe du 23 Juin 1821. 695

ÉTATS DE LA THURINGE.

1847. Juill. Accession des États de la Thuringe au traité du 13 Mai 1846, conclu entre la Prusse et la Grande-Bretagne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. 191

DIVERS ÉTATS ALLEMANDS.

1851. 15 Juill. Convention entre divers États allemands, pour régler l'admission réciproque des sujets respectifs exilés, signée à *Gotha*. 580

ANHALT.

(LES TROIS DUCHÉS)

P.

1847. Juill. Accession des trois duchés au traité du 13 Mai 1846, conclu entre la Prusse et la Grande-Bretagne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. 192

ANHALT-BERNBOURG.

1846. 22 Sept. BRUNSWIC. — Convention pour la répression des délits forestiers. 88

1847. 7 Janv. AUTRICHE. — Convention touchant l'extension de l'abolition du droit d'aubaine. 189

1848. 25 Mai. BRUNSWIC. — Convention pour régler les rapports mutuels de l'administration de la justice. 257

1851. 22 Févr. PRUSSE. — Convention pour la reconnaissance de la cour suprême de justice, signée à *Berlin*. 690

1850. 4 Févr. PRUSSE. — Déclaration échangée pour la répression des délits forestiers. 461

1850. 11 Sept. PRUSSE. — Convention relative aux séparations territoriales, signée à *Berlin*. 463

ANHALT-DESSAU.

1847. 26 Août. PRUSSE. — Déclaration échangée pour la répression des délits forestiers. 192

ARGENTINE (CONFÉD.).

1849. 24 Nov. GRANDE-BRETAGNE. — Convention d'amitié, signée à *Buenos-Ayres*. 326

AUTRICHE.

1846. 9 Avril. DANEMARCK. — Convention pour la notification réciproque des décès des sujets respectifs. 87

1846. 8 Nov. PRUSSE et RUSSIE. — Convention pour l'incorporation de la république de Cracovie à la monarchie autrichienne, signée à *Vienne*. 70

1847. 7 Janv. ANHALT-BERNBOURG. — Convention touchant l'extension de l'abolition du droit d'aubaine, etc. 189

			P.
1847.	24 Avril.	TOSCANE. — Déclaration échangée, touchant la libre navigation, signée à *Vienne*.	129
1848.	5 Mars.	SAXE ROYALE. — Traité général de limite, signé à *Dresde*.	215
1848.	15 Mars.	PRUSSE. — Renouvellement de la convention du 21 Mars 1842.	257
1848.	8 Mai.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention supplémentaire au traité de commerce et de navigation du 27 Août 1829, signée à *Washington*.	237
1849.	26 Mai.	SAXE ROYALE. — Convention touchant la poursuite des criminels respectifs transfuges.	365
1849.	3 Juill.	PARME et MODÈNE. — Traité touchant la libre navigation du Pò, signée à *Milan*.	293
1849.	3 Juill.	PARME. — Convention relative à la souveraineté à exercer sur les îles du Pò, signée à *Milan*.	299
1849.	6 Août.	SARDAIGNE. — Traité de paix, signé à *Milan*.	300
1849.	8 Août.	MODÈNE. — Traité pour régler les limites des deux pays, signé à *Milan*.	303
1849.	2 Sept.	PRUSSE. — Convention relative à l'admission réciproque des sujets respectifs.	364
1849.	30 Oct. / 11 Nov.	RUSSIE. — Déclaration échangée, touchant les Juifs transfuges.	319
1850.	6 Avril.	PRUSSE. — Traité pour la formation d'une union postale allemande, sous la dénomination de *Traité postal austro-allemand*, signé à *Vienne*.	690
1850.	1/13 Nov.	RUSSIE. — Protocole touchant la prolongation de l'art. IX de la convention de 1840, relative à la navigation du Danube, signé à *Vienne*.	433
1851.	21 Mars.	DANEMARCK. — Convention pour la réciprocité de traitement des pavillons respectifs.	691
1851.	Avril. / Mai.	CHILI. — Déclaration échangée pour la réciprocité de traitement des pavillons respectifs.	691
1851.	1 Sept.	DEUX-SICILES. — Articles additionnels au traité du 5 Oct. 1846.	608
1851.	18 Oct.	SARDAIGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Vienne*.	626
1851.	22 Nov.	SARDAIGNE. — Convention pour la repression de la contrebande sur le Lac-Majeur, le Pò et le Tessin, signée à *Turin*.	649

P.

1851. 2 Déc. BAVIÈRE. — Traité de navigation, suivi de deux conventions séparées, signé à *Vienne*. 655

1849. 14 Juin. RUSSIE. — Conventions postales. 363
1849. 2 Juill. CONFÉD. SUISSE. 363
1849. 3 Juill. PARME. 363
1850. 5 Nov. LE SAINT-SIÈGE. 464
1850. 5 Nov. TOSCANE. 464
1850. 9 Déc. GRÈCE. 465
1851. PARME. 694
1851. 10 Déc. PAYS-BAS. 696

BADE.

1847. 3 Mai. PAYS-BAS. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à *La Haye*. 190

1847. 8 Mai. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à *Bruxelles*. 190

1850. 19 Oct. BRUNSWIC. — Convention concernant l'exécution des jugements rendus par les tribunaux respectifs. 463

1851. 2 Déc. BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 695

BAVIÈRE.

1847. 15 Mai. FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 191

1847. FRANCE. — Convention postale. 196

1851. 31 Oct. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 694

1851. 2 Déc. AUTRICHE. — Traité sur la navigation du Danube, suivi de deux conventions séparées, signé à *Vienne*. 655

BELGIQUE.

1841. 14 Juill. PERSE. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Constantinople*. 11

1846. 29 Avril. HESSE ÉLECT. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 87

1846. 6 Août. HESSE ÉLECT. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction. 87

			P.
1846.	31 Oct.	LUCQUES. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir.	88
1847.	15 Avril.	DEUX-SICILES. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*.	121
1848.	24 Févr.	Accession au traité du 20 Déc. 1841 entre les cinq grandes puissances, pour la repression de la *traite des Noirs*.	256
1848.	4 Mars.	NALOU (côte d'Afrique). — Convention pour l'acquisition d'un territoire sur les bords du Rio-Nunez, signée à *Caniope*.	213
1848.	7 Avril.	TOSCANE.—Déclaration échangée, réglant la faculté réciproque de succéder et d'acquérir.	257
1848.	3 Nov.	GRANDE-BRETAGNE. — Articles additionnels à la convention postale du 19 Oct. 1844.	258
1849.	27 Mars.	NICARAGUA. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Bruxelles*.	267
1849.	12 Avril.	GUATÉMALA. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Guatémala*.	277
1849.	17 Nov.	FRANCE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Paris*.	320
1850.	14 Févr.	RUSSIE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Berlin*.	365
1850.	16 Mai.	PÉROU. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Londres*.	396
1850.	31 Oct.	BOLIVIE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Londres*.	424
1851.	1er Janv.	CHILI. — Déclaration relative au traitement des navires chiliens dans les ports de la Belgique.	466
1851.	24 Janv.	SARDAIGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Turin*.	474
1851.	9 Juin.	MECKLENBOURG-STRELITZ. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir.	692
1851.	25 Juin.	BRÊME. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir.	692
1851.	26 Août.	LUBECK. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir.	693
1851.	20 Sept.	PAYS-BAS. — Traité de commerce et de navigation, et convention pour la repression de la fraude, signés à *La Haye*.	588
1851.	27 Oct.	GRANDE-BRETAGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Londres*.	642
1851.	2 Déc.	BADE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir.	695
1847.	8 Mai.	BADE. — Conventions d'extradition.	190
1850.	10 Déc.	DANEMARCK. — Conventions d'extradition.	465
1850.	30 Déc.	CONFÉD. SUISSE. — Conventions d'extradition.	465

				P.
1851.	27 Janv.	Hambourg.	— Conventions d'extradition.	690
1851.	23 Févr.	Saxe royale.		691
1851.	9 Juin.	Mecklenb.-Strelitz.		692
1851.	25 Juin.	Brême.		692
1851.	12 Juill.	Mecklenb.-Schwérin.		692
1851.	17 Juill.	Lubeck.		693
1851.	31 Oct.	Bavière.		694
1851.	15 Déc.	Oldenbourg.		696
1851.	20 Déc.	Nassau.		697
1847.	3 Nov.	France.	— Conventions postales.	194
1849.	1er Avril.	France.		362
1849.	17 Juill.	Espagne.		363
1849.	12 Nov.	Conféd. Suisse.		364
1849.	27 Nov.	France.		365
1850.	22 Janv.	Luxembourg.		461
1850.	26 Juill.	Sardaigne.		462
1851.	17 Déc.	Pays-Bas.		696

BOLIVIE.

(RÉPUBLIQUE)

1850. 31 Oct. Belgique. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Bruxelles*. 424

BORNÉO.

(LE SULTAN)

1847. 27 Mai. Grande-Bretagne. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Bruni*. 135

1850. 23 Juin. États-Unis d'Amérique. — Convention de paix et d'amitié, signée à *Bruni*. 414

BRÊME.

(*Voir* Villes libres anséatiques.)

BRÉSIL.

1847. 1er Oct. Hambourg. — Décret impérial, touchant l'assimilation au pavillon national. 171

1847. Nov. Russie. — Notes échangées relatives au traitement réciproque des pavillons respectifs. 188

P.

1848. 27 Janv. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention touchant les réclamations des sujets américains, signée à *Rio de Janeiro*. 259

1848./1849. Juill. et Mai. SARDAIGNE. — Échange de notes pour l'abolition réciproque des droits différentiels de port et de navigation. 365

1850. 12 Oct. URUGUAY. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à *Rio de Janeiro*. 463

1851. 12 Oct. URUGUAY. — Traité de limite, signé à *Rio de Janeiro*. 609

1851. 12 Oct. URUGUAY. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Rio de Janeiro*. 611

1851. 23 Oct. PÉROU. — Traité pour régler les relations commerciales et la navigation du fleuve des Amazones, signé à *Lima*. 640

BRUNSWIC.

1846. 22 Sept. ANHALT-BERNBOURG. — Convention pour la repression des délits forestiers. 88

1846. 21 Déc. WALDECK. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 88

1847. 30 Mars. Accession au traité du 13 Mai 1846, conclu entre la Grande-Bretagne et la Prusse. 190

1848. 16 Févr. PRUSSE. — Déclaration échangée pour la repression des délits forestiers. 256

1848. 25 Mai. ANHALT-BERNBOURG. — Convention relative aux rapports mutuels de l'administration de la justice. 257

1850. 19 Oct. BADE. — Convention concernant l'exécution des jugèments rendus par les tribunaux respectifs. 463

1851. 14 Déc. Accession à la convention touchant les exilés, signée par divers États allemands à *Gotha*. 696

1851. Déc. Accession au traité du 7 Sept. 1851 entre la Prusse et le Hanovre. 698

CHILI.

(RÉPUBLIQUE)

1849. 7 Oct. FRANCE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Santiago du Chili*. 308

P.

1850. 24 Juill. / 24 Nov. SARDAIGNE. — Lettre échangée, relative à l'abolition des droits différentiels. 460

1851. 1er Janv. BELGIQUE. — Déclaration relative au traitement accordé aux navires chiliens dans les ports de la Belgique. 466

1851. Avril. / Mai. AUTRICHE. — Déclaration échangée pour la réciprocité de traitement des pavillons respectifs. 691

1851. 22 Août. OLDENBOURG. — Publication relative au commerce et à la navigation des deux pays. 473

CHINE.

1844. 8 Juill. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traité de paix, d'amitié et de commerce, signé à *Wanghea*. 25

1847. 20 Mars. SUÈDE. — Traité de paix, d'amitié et de commerce, signé à *Canton*. 99

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

(*Voir* ALLEMAGNE.)

COSTA-RICA.

(RÉPUBLIQUE)

1848. 10 Janv. Accession au traité d'amitié et de commerce du 25 Juin 1847, conclu entre la république de Guatémala et les Villes libres anséatiques. 256

1849. 27 Nov. GRANDE-BRETAGNE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *San José da Costa-Rica*. 328

1850. 8 Mars. FRANCE. — Quatre articles ajoutés à la convention d'accession au traité conclu le 8 Mars 1848, entre la France et la république de Guatémala. 378

1850. 10 Mai. ESPAGNE. — Traité de reconnaissance, de paix et d'amitié, signé à *Madrid*. 390

DANEMARCK.

1845. 14 Févr. SARDAIGNE. — Déclaration simultanée au sujet du traité de commerce du 23 Août 1843. 86

			P.
1846.	9 Avril.	AUTRICHE. — Convention pour la notification réciproque des décès des sujets respectifs.	87
1846.	8 Oct.	SUÈDE. — Convention postale.	88
1847.	17 Sept.	SUÈDE. — Convention postale.	193
1850.	2 Juill.	CONFÉD. GERMANIQUE. — Traité de paix avec la Prusse, pour elle et au nom des États de la Confédération Germanique, signé à *Berlin*.	416
1850.	12 Juill. / 11 Sept.	SARDAIGNE. — Lettre échangée pour l'abolition des droits différentiels de port et de navigation.	459
1850.	17 Août.	GRANDE-BRETAGNE. — Convention, touchant la cession des forts et possessions danois sur la Côte d'or d'Afrique, signée à *Londres*.	426
1850.	10 Déc.	BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	465
1851.	21 Mars.	AUTRICHE. — Convention pour la réciprocité de traitement des pavillons respectifs.	691
1851.	24 Mai. / 5 Juin.	RUSSIE. — Protocole relatif à l'intégrité de la monarchie danoise, signé à *Varsovie*.	546
1851.	28 Nov.	PAYS-BAS. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	695

DEUX-SICILES.

1840.	20 Sept.	LE SAINT-SIÈGE. — Traité pour fixer les limites du royaume de Naples et des États romains, signé à *Rome*.	1
1847.	27 Janv.	ÉTATS DU ZOLLVEREIN. — Traité de commerce et de navigation avec la Prusse, pour elle et au nom des États du *Zollverein*, signé à *Naples*.	89
1847.	15 Avril.	BELGIQUE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*.	121
1847.	12 Mai.	FRANCE. — Convention additionnelle de commerce et de navigation, signée à *Naples*.	131
1847.	17 Mai.	FRANCE. — Convention relative à l'intervention des consuls respectifs, signée à *Naples*.	133
1847.	17 Nov.	PAYS-BAS. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*.	175
1851.	5 Mars.	PORTE OTTOMANE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Constantinople*.	500

P.

1851. 1 Sept. AUTRICHE. — Articles additionnels au traité du 5 Oct. 1846. 608

DOMINICAINE (RÉP.).

1850. 6 Mars. GRANDE-BRETAGNE. — Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *St.-Domingo*. 374

ÉQUATEUR.
(RÉPUBLIQUE)

1851. 3 Mai. GRANDE-BRETAGNE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Quito*. 539

ESPAGNE.

1842. 4 Mars. PERSE. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Constantinople*. 14
1850. 10 Mai. COSTA-RICA. — Traité de reconnaissance, de paix et d'amitié, signé à *Madrid*. 390
1850. 25 Juill. NICARAGUA. — Traité de paix et d'amitié, signé à *Madrid*. 417
1850. 26 Août. FRANCE. — Convention pour l'extradition des malfaiteurs, signée à *Paris*. 462
1851. 16 Mars. LE SAINT-SIÈGE. — Concordat avec la cour de Rome, signé à *Madrid*. 509
1851. 30 Juin. SARDAIGNE. — Convention pour l'exécution des sentences en matière civile ordinaire ou commerciale, signée à *Madrid*. 571

1849. 1er Avril. FRANCE. } — Conventions postales. } 363
1849. 17 Juill. BELGIQUE. } 363
1850. 22 Janv. PORTUGAL. } 461
1850. 2 Nov. CONFÉD. SUISSE. } 464
1851. 29 Sept. SARDAIGNE. } 693

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

1844. 8 Juill. CHINE. — Traité de paix, d'amitié et de commerce, signé à *Wanghea*. 25
1845. / 1846. INDES. — Traité avec diverses peuplades des Indes occidentales. 43

			P.
1846.	27 Mai.	NASSAU. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction.	86
1846.	7 Sept.	SAXE ROYALE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	88
1846.	12 Déc.	NOUVELLE-GRENADE. — Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Bogota*.	73
1847.	8 Mai.	CONFÉD. SUISSE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction, signée à *Washington*.	191
1847.	9 Déc.	MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Schwérin*.	181
1848.	2 Févr.	MEXIQUE. — Traité de paix, d'amitié et de limite, signé à la *Guadaloupe-Hidalgo*.	199
1848.	8 Mai.	AUTRICHE. — Convention supplémentaire au traité de commerce et de navigation du 27 Août 1829.	237
1847. / 1848.		INDES OCCIDENTALES. — Traités avec les tribus de diverses peuplades des Indes occidentales.	245
1849.	27 Janv.	BRÉSIL. — Convention touchant les réclamations des sujets américains, signée à *Rio-de-Janeiro*.	259
1849. / 1850.		INDES OCCIDENTALES. — Traités avec les chefs des tribus des Indes occidentales.	347
1849.	20 Déc.	HAWAÏ. — Traité de paix, d'amitié et de commerce, signé à *Washington*.	339
1850.	19 Avril.	GRANDE-BRETAGNE. — Convention relative à la navigation entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique, signée à *Washington*.	386
1850.	23 Juin.	BORNÉO. — Convention de paix et d'amitié, signée à *Bruni*.	414
1850.	25 Nov.	CONFÉD. SUISSE. — Traité général d'amitié, d'établissements réciproques, de commerce et d'extradition des criminels, signé à *Berne*.	444

FRANCE.

1846.	22 Avril.	SARDAIGNE. — Convention supplémentaire à la convention du 28 Août 1843, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	86
1847.	12 Mai.	DEUX-SICILES. — Convention additionnelle de commerce et de navigation, signée à *Naples*.	131

			P.
1847.	15 Mai.	HAÏTI. — Convention relative à l'exécution du traité financier de 1838, signée à *Paris*.	134
1847.	17 Mai.	DEUX-SICILES. — Convention relative à l'intervention des consuls respectifs, signée à *Naples*.	133
1847.	9 Juin.	GRANDE-BRETAGNE. — Accord concernant l'indépendance de quelques îles de l'Océan Pacifique, signé à *Londres*.	143
1848.	8 Mars.	GUATÉMALA. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Paris*.	225
1849.	7 Oct.	CHILI. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Santiago du Chili*.	308
1849.	11 Oct.	ÉTATS RIVERAINS DU RHIN. — XIXe article supplémentaire à la convention du 31 Mars 1831.	318
1849.	17 Nov.	BELGIQUE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Paris*.	320
1850.	8 Mars.	COSTA-RICA. — Quatre articles ajoutés à la convention d'accession au traité conclu le 8 Mars 1848, entre la France et Guatémala.	378
1850.	5 Nov.	SARDAIGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Turin*.	434
1850.	5 Nov.	SARDAIGNE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à *Turin*.	464
1851.	20 Mai.	SARDAIGNE. — Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 5 Nov. 1850, signée à *Turin*.	544
1851.	12 Août.	PORTUGAL. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art et de celle des marques de fabriques.	693
1851.	20 Oct.	HANOVRE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	694
1851.		GRANDE-BRETAGNE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	698
1847.	26 Janv.	MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Conventions d'extradition.	190
1847.	12 Févr.	MECKLENB.-STRELITZ.	190
1847.	6 Mars.	OLDENBOURG.	189
1847.	15 Mai.	BAVIÈRE.	191
1847.	10 Juill.	BRÊME.	192
1847.	31 Août.	LUBECK.	193
1848.		HAMBOURG.	256
1850.	27 Avril.	SAXE ROYALE.	461
1850.	26 Août.	ESPAGNE.	462

				P.
1847.	17 Août.	Tour et Taxis.	— Conventions postales.	196
1847.	3 Nov.	Belgique.		194
1847.		Bavière.		196
1847.	8 Déc.	Grande-Bretagne.		194
1848.	7 Sept.	Grande-Bretagne.		258
1849.	27 Avril.	Belgique.		362
1849.	1er Avril.	Espagne.		362
1849.	27 Nov.	Belgique.		365
1849.		Conféd. Suisse.		365
1850.	9 Nov.	Sardaigne.		464
1851.	15 Mars.	Toscane.		691
1851.	1 Nov.	Pays-Bas.		694
1851.	28 Nov.	Luxembourg.		695
1851.	12 Déc.	Grande-Bretagne.		696

GRANDE-BRETAGNE.

1846.	26 Mars.	Hawaï. — Convention avec le roi des îles de Sandwich, signée à *Honolulu*.	66
1847.	5 Avril.	Toscane. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Londres*.	118
1847.	27 Mai.	Bornéo. — Traité d'amitié et de commerce avec le Sultan, signé à *Bruni*.	135
1847.	9 Juin.	France. — Accord concernant l'indépendance de quelques îles de l'Océan Pacifique, signé à *Londres*.	143
1847.	4 Août.	Hanovre. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	192
1847.	12 Août.	Portugal. — Protocole de la conférence touchant la suppression de la *traite des Noirs*, signé à *Londres*.	160
1848.	31 Août.	Pays-Bas. — Convention additionnelle au traité du 4 Mai 1818, signée à *La Haye*.	239
1848.	21 Nov.	Libéria. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Londres*.	242
1847. / 1849.		Afrique (côte occidentale). — Traités avec les divers princes et chefs, touchant le commerce et la *traite des Noirs*.	361
1849.	24 Nov.	Argentine (Conféd.). — Convention d'amitié, signée à *Buenos-Ayres*.	326
1849.	27 Nov.	Costa-Rica. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *San José de Costa-Rica*.	328

			P.
1850.	6 Mars.	DOMINICAINE (RÉP.). — Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *St.-Domingo.*	374
1850.	10 Avril.	PÉROU. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Londres.*	379
1850.	19 Avril.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention relative à la navigation entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique, signée à *Washington.*	386
1850.	17 Août.	DANEMARCK. — Convention touchant l'acquisition des forts danois sur la Côte d'or d'Afrique, signée à *Londres.*	426
1851.	27 Févr.	SARDAIGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Londres.*	485
1851.	27 Mars.	PAYS-BAS. — Convention additionnelle au traité du 27 Oct. 1837, signée à *Londres.*	530
1851.	3 Mai.	ÉQUATEUR. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Quito.*	539
1851.	10 Juill.	HAWAÏ. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Honolulu.*	572
1851.	18 Sept.	PORTUGAL. — Protocole de la conférence, tenue en exécution de l'art. 6 du traité du 3 Juill. 1842, signé à *Lisbonne.*	587
1851.	27 Oct.	BELGIQUE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Londres.*	642
1851.		FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	698
1847.	2 Mai.	NOUVELLE-GRENADE. — Conventions postales.	191
1847.	6 Juill.	HAMBOURG.	191
1847.	16 Août.	MECKLENB.-SCHWÉRIN.	193
1847.	2 Août.	BRÊME.	193
1847.	21 Sept.	LUBECK.	193
1847.	8 Déc.	FRANCE.	194
1848.	7 Sept.	FRANCE.	258
1848.	3 Nov.	BELGIQUE.	258
1848.	15 Déc.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.	258
1850.	24 Août.	SUÈDE.	462
1851.	12 Déc.	FRANCE.	696

GRÈCE.

1842.	20 Avril. / 2 Mai.	OLDENBOURG. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Athènes.*	17
1847.	15 Oct.	RUSSIE. — Convention postale, signée à *Athènes.*	194

P.

1850. 12 Juin. RUSSIE. — Traité de commerce et de navigation, signée à *Athènes*. 407
1850. 9 Déc. AUTRICHE. — Convention postale. 465
1851. 18/30 Juin. PAYS-BAS. — Articles additionnels au traité de commerce et de navigation de 1843, signés à *Athènes*. 570

GUATÉMALA.

(RÉPUBLIQUE)

1847. 20 Juin. VILLES ANSÉATIQUES. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Guatémala*. 144
1848. 8 Mars. FRANCE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Paris*. 225
1849. 20 Févr. GRANDE-BRETAGNE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Guatémala*. 260
1849. 12 Avril. BELGIQUE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Guatémala*. 277

HAÏTI ou TAÏTI.

(RÉPUBLIQUE)

1847. 15 Mai. FRANCE. — Convention relative à l'exécution du traité financier de 1838, signée à *Paris*. 134

HAMBOURG.

(*Voir* VILLES LIBRES ANSÉATIQUES.)

HANOVRE.

1846. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 89
1846. 6 Avril. HESSE ÉLECT. — Convention relative au règlement des frais de justice. 87
1846. 3 Déc. PAYS-BAS. — Convention concernant l'art. 5 du traité de délimination du 2 Juin 1824, signée à *La Haye*. 68
1847. 4 Août. GRANDE-BRETAGNE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art. 192

			P.
1847.		LIPPE-SCHAUMBOURG. — Convention relative au traitement à accorder aux exilés respectifs.	195
1850.	12 Juill. / 10 Août.	SARDAIGNE. — Lettre échangée pour l'abolition des droits différentiels de port et de navigation.	460
1851.	20 Oct.	FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	694

HAWAÏ.

(ILES DE SANDWICH)

1846.	26 Mars.	GRANDE-BRETAGNE. — Convention signée à *Honolulu.*	66
1847.	18 Janv.	HAMBOURG. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Honolulu.*	196
1849.	20 Déc.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traité de paix, d'amitié et de commerce, signé à *Washington.*	339
1851.	10 Juill.	GRANDE-BRETAGNE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Honolulu.*	572

HESSE ÉLECTORALE.

1846.	6 Avril.	HANOVRE. — Convention pour le réglement des frais de justice.	87
1846.	29 Avril.	BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir.	87
1846.	6 Août.	BELGIQUE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction.	87
1851.		Accession au traité postal austro-allemand du 6 Avril 1850.	697

HESSE-DARMSTADT.

(GRAND-DUCHÉ)

1851.		Accession au traité postal austro-allemand du 6 Avril 1850.	697

HOHENZOLLERN.

(PRINCIPAUTÉS)

			P.
1849.	7 Déc.	PRUSSE. — Traité pour la cession des principautés de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen, signé à *Berlin*.	334

IONIENNES (ILES).

(*Voir* GRANDE-BRETAGNE.)

(La déclaration du 7 Avril 1851 jointe au traité de commerce et de navigation du 27 Févr. 1851 entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne.)

INDES OCCIDENTALES.

1845. / 1846.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traités des chefs de diverses peuplades des Indes occidentales.	43
1847. / 1848.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traités des chefs de diverses peuplades des Indes occidentales.	245
1849. / 1850.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traités des chefs de diverses peuplades des Indes occidentales.	247

LIBÉRIA.

(RÉPUBLIQUE)

1848.	21 Nov.	GRANDE-BRETAGNE. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Londres*.	242

LIPPE.

(PRINCIPAUTÉS)

1847.		HANOVRE. — Convention relative au traitement à accorder aux exilés respectifs.	195
1850.	17 Mai.	PRUSSE. — Traité touchant le droit de cosouveraineté accordé à la Prusse sur la ville de Lippstadt, signé à *Berlin*.	405
1851.		Accession au traité postal austro-allemand du 6 Avril 1850.	698

LUBECK.

(*Voir* VILLES LIBRES ANSÉATIQUES.)

LUCQUES.

(DUCHÉ)

P.

1848. 31 Oct. BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 88

LUXEMBOURG.

(GRAND-DUCHÉ)

1847. 2 Avril. LE ZOLLVEREIN. — Traité pour la prolongation de l'accession du grand-duché à l'Association de commerce et de douane allemande, signé à *La Haye*. 117
1848. 12 Mars. PRUSSE. — Convention pour la repression des délits forestiers. 257
1850. 22 Janv. BELGIQUE. } — Conventions postales. { 461
1851. 28 Nov. FRANCE. } { 695
1851. 28 Nov. PAYS-BAS. } { 695

MECKLENBOURG-SCHWÉRIN.

1847. 26 Janv. FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 190
1847. 16 Août. GRANDE-BRETAGNE. — Convention postale. 193
1847. 9 Déc. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Schwérin*. 181
1848. 26 Févr. BRÊME. — Déclaration échangée, relative au traitement des pavillons respectifs. 257
1848. 4 Sept. BRÉSIL. — Déclaration échangée, relative au traitement des pavillons respectifs. 258
1851. Janv. PAYS-BAS. — Déclaration échangée, relative au traitement des pavillons respectifs. 466
1851. 12 Juill. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 692
1851. 9 Sept. VILLES ANSÉATIQUES. — Déclaration échangée pour la réciprocité de traitement des pavillons respectifs. 692

MECKLENBOURG-STRELITZ.

P.

1847. 12 Févr. FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 190

1850. 9 Juin. Accession au traité postal austro-allemand du 6 Avril 1850. 462

1851. 9 Juin. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 692

1851. 9 Juin. BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 692

MEXIQUE.

1848. 2 Févr. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traité de paix, d'amitié et de limites, signé à la *Guadeloupe-Hidalgo*. 199

MODÈNE.

(DUCHÉ)

1849. 3 Juill. AUTRICHE. — Traité touchant la libre navigation du Pò, signé à *Milan*. 293

1849. 8 Août. AUTRICHE. — Traité pour régler les limites des deux pays, signé à *Milan*. 303

1849. 12 Août. Accession au traité de paix, conclu entre l'Autriche et la Sardaigne le 6 Août 1849. 364

MONACO.

(PRINCIPAUTÉ)

1846. 27 Janv. SARDAIGNE. / VILLES ANSÉATIQUES. — Déclaration simultanée de la Sardaigne et des Villes libres anséatiques, pour étendre à la principauté de Monaco la convention de commerce et de navigation du 18 Juillet 1844. 86

1846. 14 Févr. SARDAIGNE. / DANEMARCK. — Déclaration simultanée de la Sardaigne et du Danemarck, pour étendre à la principauté de Monaco les stipulations du traité du 23 Août 1843. 459

NALOU.

(*Voir* AFRIQUE.)

NASSAU.

			P.
1846.	27 Mai.	États-Unis d'Amérique. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction.	86
1851.	20 Déc.	Belgique. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	697
1851.	Févr.	Accession au traité postal austro-allemand, du 6 Avril 1850.	697

NICARAGUA.

(RÉPUBLIQUE)

1849.	27 Mars.	Belgique. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Bruxelles*.	267
1850.	25 Juill.	Espagne. — Traité de paix et d'amitié, signé à *Madrid*.	417

NOUVELLE-GRENADE.

(RÉPUBLIQUE)

1846.	12 Déc.	États-Unis d'Amérique. — Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Bogota*.	73
1847.	18 Août.	Sardaigne. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Turin*.	162
1847.	24 Mai.	Grande-Bretagne. — Convention postale.	191
1850.	12 Juill. / 11 Oct.	Sardaigne. — Lettre échangée pour l'abolition des droits différentiels.	460

OLDENBOURG.

1842.	20 Avril. / 2 Mai.	Grèce. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Athènes*.	17
1847.	6 Mars.	France. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	189
1847.	28 Déc.	Accession au traité du 6 Avril 1846, entre la Grande-Bretagne et Hanovre.	195
1847.	Janv.	Accession au traité du 10 Juin 1846, entre les États-Unis d'Amérique et Hanovre.	196
1850.	15 Juill. / 1 Août.	Sardaigne. — Lettre échangée pour l'abolition des droits différentiels.	460
1851.	22 Août.	Chili. — Publication relative au commerce et à la navigation des deux pays.	473

P.

1851. 15 Déc. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 696

PARME.

(DUCHÉ)

1849. 2 Juill. Accession à la convention du 23 Janv. 1848 conclue entre l'Autriche et Modène. 363
1849. 3 Juill. AUTRICHE. — Traité touchant la libre navigation du Pò, signé à *Milan*. 293
1849. 3 Juill. AUTRICHE. — Convention touchant la souveraineté à exercer sur les îles du Pò, signée à *Milan*. 299
1849. 3 Juill. AUTRICHE. — Convention postale. 363
1849. 14 Août. Accession au traité de paix du 6 Août 1849, conclue entre l'Autriche et la Sardaigne. 364
1851. Sept. AUTRICHE. — Convention postale. 694

PAYS-BAS.

1846. 3 Déc. HANOVRE. — Convention concernant l'art. 5 du traité de délimination du 2 Juin 1824, signée à *La Haye*. 68
1847. 8 Mai. BADE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 190
1847. 25 Sept. SUÈDE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *La Haye*. 168
1847. 17 Nov. DEUX-SICILES. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Naples*. 175
1848. 31 Août. GRANDE-BRETAGNE. — Convention additionnelle au traité du 4 Mai 1818. 239
1850. 31 Oct. HAMBOURG. — Décision royale relative à la liberté accordée aux navires marchands de Hambourg. 443
1850. 17 Nov. PRUSSE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à *Berlin*. 463
1851. Janv. MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Déclaration échangée, relative au traitement du pavillon respectif. 466
1851. Janv. SARDAIGNE. — Déclaration échangée, pour l'abolition des droits différentiels. 472
1851. 27 Mars. GRANDE-BRETAGNE. — Convention additionnelle au traité de navigation du 27 Oct. 1837, signée à *Londres*. 530

P.

1851. 11 Juin. PRUSSE. — Traité pour la repression de la contrebande, signé à *La Haye*. 555
1851. 24 Juin. SARDAIGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *La Haye*. 561
1851. 18/30 Juin. GRÈCE. — Articles additionnels au traité de commerce et de navigation de 1843, signés à *Athènes*. 570
1851. 20 Sept. BELGIQUE. — Traité de commerce et de navigation, et convention pour la repression de la fraude, signés à *La Haye*. 588
1851. 28 Nov. DANEMARCK. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à *Copenhague*. 695
1851. 26 Déc. LE SAINT-SIÈGE. — Déclaration échangée, touchant le traitement des navires des deux pays. 471
1851. 31 Déc. ÉTATS DU ZOLLVEREIN. — Traité de commerce avec la Prusse, pour elle et au nom des autres États de l'Association de commerce et de douane allemande, signé à *Berlin*. 672

1851. 26 Janv.	PRUSSE.	— Conventions postales.	690
1851. 1 Nov.	FRANCE.		694
1851. 28 Nov.	LUXEMBOURG.		695
1851. 17 Déc.	BELGIQUE.		696
1851. 19 Déc.	AUTRICHE.		696

PÉROU.

1850. 10 Avril. GRANDE-BRETAGNE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Londres*. 379
1850. 16 Mai. BELGIQUE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Londres*. 396
1851. 23 Oct. BRÉSIL. — Traité pour régler le commerce et la navigation du fleuve des Amazones, signé à *Lima*. 640

PERSE.

1841. 14 Juill. BELGIQUE. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Constantinople*. 11
1842. 4 Mars. ESPAGNE. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Constantinople*. 14

PIÉMONT.

(*Voir* SARDAIGNE.)

PORTE OTTOMANE.

			P.
1841.	7 Sept.	VILLES ANSÉATIQUES. — Convention supplémentaire au traité d'amitié et de commerce du 18 Mai 1839, signé à *Constantinople.*	7
1849.	17 Avril. / 1 Mai.	RUSSIE. — Traité relatif aux améliorations organiques des principautés de Valachie et de Moldavie, signé à *Balta-Liman.*	291
1851.	5 Mars.	SARDAIGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Constantinople.*	500
1851.	16 Oct.	ZOLLVEREIN. — Nouveau tarif conformément aux stipulations de l'article X du traité de commerce conclu le 10/22 Oct. 1840, publié à *Berlin.*	615

PORTUGAL.

1847.	12 Août.	GRANDE-BRETAGNE. — Protocole de la conférence touchant la suppression de la *traite des noirs*, signé à *Londres.*	160
1850.	22 Janv.	ESPAGNE. — Convention postale.	461
1850.	17 Déc.	SARDAIGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Turin.*	453
1851.	16/28 Févr.	RUSSIE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Lisbonne.*	492
1851.	10 Mai.	HAMBOURG. — Déclaration concernant le traitement des navires hambourgeois.	470
1851.	12 Août.	FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art et de celle des marques de fabriques, signée à *Paris.*	693
1851.	18 Sept.	GRANDE-BRETAGNE. — Protocole de la conférence tenue en exécution de l'art. 6 du traité du 3 Juill. 1842, signé à *Lisbonne.*	587

PRUSSE.

			P.
1846.	6 Nov.	AUTRICHE. / RUSSIE. — Convention pour l'incorporation de la république de Cracovie à la monarchie autrichienne, signée à *Vienne*.	70
1847.	27 Janv.	DEUX-SICILES. — Traité de commerce et de navigation, pour elle et au nom des États du *Zollverein*, signé à *Naples*. (*Voir aussi* Allemagne.)	89
1847.	2 Avril.	LUXEMBOURG. — Traité pour la prolongation de l'accession du grand-duché au *Zollverein*, signé à *La Haye*. (*Voir aussi* Allemagne.)	117
1847.	12 Août.	SUÈDE. — Articles additionnels à la convention postale du 14 Sept. 1840.	192
1847.	26 Août.	ANHALT-DESSAU. — Déclaration échangée pour la repression des délits forestiers.	192
1847.	21 Déc.	SAXE-COBOURG. — Déclaration échangée pour la repression des délits forestiers.	195
1848.	16 Févr.	BRUNSWIC. — Déclaration échangée pour la repression des délits forestiers.	256
1848.	12 Mars.	LUXEMBOURG. — Convention pour la repression des délits forestiers.	257
1848.	15 Mars.	AUTRICHE. — Renouvellement de la convention du 21 Mars 1842.	257
1849.	2 Sept.	AUTRICHE. — Convention relative à l'admission réciproque des sujets respectifs.	364
1849.	7 Déc.	HOHENZOLLERN. — Traité pour la cession des principautés de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenz.-Sigmaringen, signé à *Berlin*.	334
1850.	4 Févr.	ANHALT-BERNBOURG. — Déclaration échangée pour la repression des délits forestiers, signée à *Berlin*.	461
1850.	6 Avril.	AUTRICHE. — Traité pour la formation d'une union postale allemande, sous la dénomination de *traité postal austro-allemand*, signé à *Vienne*.	690
1850.	17 Mai.	LIPPE. — Traité relatif au droit de co-souveraineté accordé à la Prusse sur la ville de Lippstadt, signé à *Berlin*.	405
1850.	2 Juill.	DANEMARCK. — Traité de paix. (*Voir aussi* Allemagne.)	416
1850.	11 Sept.	ANHALT-BERNBOURG. — Convention relative aux séparations territoriales, signée à *Berlin*.	463
1850.	17 Nov.	PAYS-BAS. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à *Berlin*	463

P.

1850. 30 Déc. SAXE ROYALE. — Convention concernant l'admission des sujets respectifs exilés. 465

1851. 26 Janv. PAYS-BAS. — Convention postale, signée à *Berlin*. 690

1851. 1 Févr. WALDECK. — Convention pour la reconnaissance de la cour suprême de justice, signée à *Berlin*. 690

1851. 22 Févr. ANHALT-BERNBOURG. — Convention pour la reconnaissance de la cour suprême de justice, signée à *Berlin*. 690

1851. 11 Juin. PAYS-BAS. — Traité pour la repression de la contrebande, signé à *La Haye*. 555

1851. 31 Oct. MECKLENB.-STRELITZ. — Publication relative à l'abrogation des conventions du 13 Mai 1819 et du 24 Février 1824. 694

1851. 31 Déc. PAYS-BAS. — Traité de commerce. 672

(*Voir* Allemagne.)

REUSS.

(PRINCIPAUTÉS)

1847. Janv. Accession au traité du 13 Mai 1846 entre la Prusse et la Grande-Bretagne. 196

1851. Déc. Accession au traité postal austro-allemand du 6 Avril 1850. 697

ROME (COUR DE).

(*Voir* LE SAINT-SIÈGE.)

RUSSIE.

1846. 6 Nov. AUTRICHE. / PRUSSE. — Convention pour l'incorporation de la république de Cracovie à la monarchie autrichienne, signée à *Vienne*. 70

1847. 18 Mars. / 9 Avril. TOSCANE. — Déclaration échangée, touchant la liberté de la navigation, à *St.-Pétersbourg* et *Florence*. 97

1847. 1 Juin. / 20 Mai. SUÈDE. — Déclaration échangée touchant la révision périodique des frontières, signée à *St.-Pétersbourg*. 139

1847. BRÉSIL. — Notes échangées, relatives au traitement réciproque des pavillons respectifs. 188

P.

1847. 15 Oct. GRÈCE. — Convention postale, signée à *Athènes*. 194

1849. 19 Avril. / 1 Mai. PORTE OTTOMANE. — Traité relatif aux améliorations organiques des principautés de Valachie et de Moldavie, signé à *Balta-Liman*. 291

1849. 14 Juin. AUTRICHE. — Convention postale, signée à *Vienne*. 363

1849. 30 Oct. / 11 Nov. AUTRICHE. — Déclaration échangée touchant les Juifs transfuges. 319

1850. 14 Févr. BELGIQUE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Berlin*. 365

1850. 12 Juin. GRÈCE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Athènes*. 407

1850. 1/13 Nov. AUTRICHE. — Protocole touchant la prolongation de l'art. IX de la convention de 1840, relative à la navigation du Danube, signé à *Vienne*. 433

1851. 16/28 Févr. PORTUGAL. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Lisbonne*. 492

1851. 24 Mai. / 6 Juin. DANEMARCK. — Protocole signé à *Varsovie*, relatif à l'intégrité de la monarchie danoise. 546

SAINT-SIÉGE (LE).

1840. 20 Sept. DEUX-SICILES. — Traité pour fixer les limites des États romains et du royaume de Naples, signé à *Rome*. 1

1847. 7 Juill. SARDAIGNE. — Convention de commerce, signé à *Rome*. 153

1850. 12 Févr. Accession au traité du 3 Juill. 1849 entre l'Autriche, Parme et Modène, concernant la libre navigation du Pò. 461

1850. 5 Nov. AUTRICHE. — Convention postale, signée à *Rome*. 464

1850. 29 Nov. TOSCANE. — Convention pour la repression de la contrebande, signée à *Rome*. 449

1851. 16 Mars. ESPAGNE. — Concordat signé à *Madrid*. 509

1851. 15 Avril. TOSCANE. — Déclaration échangée, relative à la libre navigation. 468

1851. 25 Avril. TOSCANE. — Convention en matière ecclésiastique, signée à *Rome*. 531

1851. 26 Déc. PAYS-BAS. — Déclaration échangée, relative au traitement des navires des deux pays. 471

SANDWICH (ILES DE).

(*Voir* HAWAI.)

SARDAIGNE.

			P.
1846.	27 Janv.	VILLES ANSÉATIQUES. — Déclaration simultanée, relative à la convention de commerce et de navigation du 18 Juill. 1844.	86
1846.	14 Févr.	DANEMARCK. — Déclaration simultanée, relative à la convention du 23 Août 1843.	86
1846.	22 Avril.	FRANCE. — Convention supplémentaire à celle du 28 Août 1843.	86
1847.	8 Mai.	CONFÉD. SUISSE. — Déclaration pour le renouvellement de la convention du 12 Mai 1827.	130
1847.	5 Juin.	TOSCANE. — Convention de commerce et de navigation, signée à *Florence*.	140
1847.	3 Juill.	LE SAINT-SIÉGE. — Convention de commerce, signée à *Rome*.	153
1847.	18 Août.	NOUVELLE-GRENADE. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Turin*.	162
1849.	24 Mai.	BRÉSIL. — Échange de notes pour l'abolition des droits différentiels de port et de navigation.	365
1849.	6 Août.	AUTRICHE. — Traité de paix, signé à *Milan*.	300
1849.	24 Sept.	TOSCANE. — Convention de commerce et de navigation, signée à *Turin*.	307
1850.	5 Nov.	FRANCE. — Convention pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée à *Turin*.	464
1850.	6 Nov.	FRANCE. — Traité de commerce et de navigation, signé a *Turin*.	434
1850.	17 Déc.	PORTUGAL. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Turin*.	453
1849. / 1850.		DIVERS ÉTATS. — Lettres échangées avec divers États, relatives à l'abolition des droits différentiels. (*Voir* Danemarck, Brésil, Chili, Hanovre, Nouvelle-Grenade, Oldenbourg, Suède, Zollverein.)	459
1851.	24 Janv.	BELGIQUE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Turin*.	474
1851.	Janv.	PAYS-BAS. — Déclaration échangée pour l'abolition des droits différentiels.	472

			P.
1851.	27 Févr.	GRANDE-BRETAGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Londres*.	485
1851.	9 Avril.	VILLES ANSÉATIQUES. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Paris*.	534
1851.	20 Mai.	FRANCE. — Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 5 Nov. 1850, signée à *Turin*.	544
1851.	20 Mai.	ZOLLVEREIN. — Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 23 Juin 1845, signée à *Turin*.	545
1851.	8 Juin.	CONFÉD. SUISSE. — Traité de commerce, signé à *Turin*.	549
1851.	24 Juin.	PAYS-BAS. — Traité de commerce et de navigation, signé à *La Haye*.	561
1851.	30 Juin.	ESPAGNE. — Convention pour l'exécution des sentences en matière civile ordinaire ou commerciale, signé à *Madrid*.	571
1851.	18 Oct.	AUTRICHE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Vienne*.	626
1851.	22 Nov.	AUTRICHE. — Convention pour la repression de la contrebande sur le Lac-Majeur, le Pò et le Tessin, signée à *Turin*.	649
1850.	26 Juill.	BELGIQUE. — Conventions postales.	462
1850.	21 Oct.	CONFÉD. SUISSE. — Conventions postales.	463
1850.	9 Nov.	FRANCE. — Conventions postales.	464
1851.	29 Sept.	ESPAGNE. — Conventions postales.	693

SAXE ROYALE.

1846.	22 Août.	Accession au traité du 13 Mai 1846, entre la Prusse et la Grande-Bretagne, pour la garantie de la propriété des œuvres d'esprit et d'art.	87
1846.	7 Sept.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	88
1847.	20 Nov.	SUÈDE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et d'émigration.	194
1848.	5 Mars.	AUTRICHE. — Traité général de limites, signé à *Dresde*.	237
1848.	26 Mai.	AUTRICHE. — Convention touchant la poursuite des criminels transfuges.	362
1850.	29 Avril.	FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.	461
1850.	15 Mai.	Accession au traité postal austro-allemand, du 6 Avril 1850.	462

P.

1850. 30 Déc. PRUSSE. — Convention relative à l'admission des sujets respectifs exilés. 465
1851. 23 Févr. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 691

SAXE-COBOURG-GOTHA.

(DUCHÉ)

1847. 21 Déc. PRUSSE. — Déclaration échangée pour la repression des délits forestiers. 195

SUÈDE.

1846. 8 Oct. DANEMARCK. — Convention postale, signée à *Copenhague*. 88
1847. 20 Mars. CHINE. — Traité de paix, d'amitié et de commerce, signé à *Canton*. 99
1847. 4 Juin. / 20 Mai. RUSSIE. — Déclaration échangée, touchant la révision des frontières respectives, signée à *St.-Pétersbourg*. 13
1847. 21 Août. PRUSSE. — Convention additionnelle postale, signée à *Berlin*. 192
1847. 17 Sept. DANEMARCK. — Convention postale, signée à *Berlin*. 193
1847. 25 Sept. PAYS-BAS. — Traité de commerce et de navigation, signé à *La Haye*. 168
1847. 15 Oct. TOSCANE. — Déclaration échangée concernant les relations commerciales. 172
1847. 30 Nov. SAXE ROYALE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et d'émigration. 194
1850. 12/30 Juill. SARDAIGNE. — Lettre échangée pour l'abolition des droits différentiels de port et de navigation. 460
1850. 24 Août. GRANDE-BRETAGNE. — Convention postale, signée à *Londres*. 462

SUISSE.

(CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE)

1847. 8 Mai. SARDAIGNE. — Déclaration pour le renouvellement de la convention du 12 Mai 1827. 130

			P.
1847.	18 Mai.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction.	191
1850.	25 Nov.	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Traité général d'amitié, d'établissements réciproques, de commerce et d'extradition des criminels, signé à *Berne*.	444
1850.	30 Déc.	BELGIQUE. — Convention pour l'extradition des malfaiteurs.	465
1851.	8 Juin.	SARDAIGNE. — Traité de commerce, signé à *Turin*.	549
1849.	2 Juill.	AUTRICHE. — Conventions postales.	363
1849.	12 Nov.	BELGIQUE. — Conventions postales.	364
1849.		FRANCE. — Conventions postales.	365
1850.	21 Oct.	SARDAIGNE. — Conventions postales.	463
1850.	2 Nov.	ESPAGNE. — Conventions postales.	464

SCHWARZBOURG.

(PRINCIPAUTÉS)

1851.	Janv.	Accession au traité postal austro-allemand du 6 Avril 1850.	698

TAÏTI.

(*Voir* HAÏTI.)

TOSCANE.

1846.	2 Nov.	TUNIS. — Convention touchant la modification de l'art. II du traité du 11 Oct. 1822, signée à *Tunis*.	67
1847.	18 Mars. / 9 Avril.	RUSSIE. — Déclaration échangée, touchant la libre navigation, à *St.-Pétersbourg* et *Florence*.	97
1847.	5 Avril.	GRANDE-BRETAGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Londres*.	118
1847.	24 Avril.	AUTRICHE. — Déclaration échangée, touchant la libre navigation.	129
1847.	5 Juin.	SARDAIGNE. — Convention de commerce et de navigation, signée à *Florence*.	140
1847.	15 Oct.	SUÈDE. — Déclaration échangée, concernant les relations commerciales.	172

P.

1848. 7 Avril. BELGIQUE. — Déclaration échangée, pour régler la faculté réciproque de succéder et d'acquérir. 257
1849. 24 Sept. SARDAIGNE. — Convention de commerce et de navigation, signée à *Turin*. 307
1850. 5 Nov. AUTRICHE. — Convention postale, signée à *Florence*. 464
1850. 29 Nov. LE SAINT-SIÉGE. — Convention pour la répression de la contrebande, signée à *Rome*. 449
1851. 15 Mars. FRANCE. — Convention postale. 694
1851. 15 Avril. LE SAINT-SIÉGE. — Déclaration échangée, touchant la libre navigation. 468
1851. 25 Avril. LE SAINT-SIÉGE. — Convention en matière ecclésiastique, signée à *Rome*. 531

TURQUIE.

(*Voir* PORTE OTTOMANE.)

TUNIS.

1846. 2 Nov. TOSCANE. — Convention touchant la modification de l'article II du traité du 11 Oct. 1822, signée à *Tunis*. 67

URUGUAY.

(RÉPUBLIQUE)

1850. 12 Oct. BRÉSIL. — Convention pour l'extradition des malfaiteurs, signée à *Rio de Janeiro*. 463
1851. 12 Oct. BRÉSIL. — Traité de limites, signé à *Rio de Janeiro*. 609
1851. 12 Oct. BRÉSIL. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Rio de Janeiro*. 611

VILLES ANSEATIQUES.

(Collectivement)

1841. 7 Sept. PORTE OTTOMANE. — Convention supplémentaire au traité d'amitié et de commerce du 18 Mai 1839, signée à *Constantinople*. 7
1846. 27 Janv. SARDAIGNE. — Déclaration simultanée relative au traité de commerce et de navigation du 11 Juill. 1844. 86

P.

1847. 20 Juin. GUATÉMALA. — Traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à *Guatémala*. 144
1851. 9 Avril. SARDAIGNE. — Traité de commerce et de navigation, signé à *Paris*. 534
1851. 9 Sept. MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Déclaration échangée pour la réciprocité de traitement des pavillons respectifs. 694

BRÊME.

1847. 10 Juill. FRANCE. — Convention pour l'extradition des malfaiteurs. 192
1847. 20 Août. GRANDE-BRETAGNE. — Convention additionnelle postale. 193
1848. 26 Févr. MECKLENB.-SCHWÉRIN. — Déclaration échangée relative au traitement du pavillon respectif. 257
1851. 25 Juin. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 692
1851. 25 Juin. BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 692

HAMBOURG.

1847. 6 Juill. GRANDE-BRETAGNE. — Convention additionnelle postale. 191
1847. 8 Janv. HAWAÏ. — Traité d'amitié et de commerce, signé à *Honolulu*. 196
1848. 23 Janv. BRÉSIL. — Publication au sujet du décret impérial du 1er Oct. 1847, concernant l'assimilation au pavillon national. 171
1848. FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 256
1850. 31 Oct. PAYS-BAS. — Décision royale, relative à la liberté accordée aux navires hambourgeois. 443
1851. 27 Janv. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 690
1851. 10 Mai. PORTUGAL. — Déclaration concernant le traitement des navires hambourgeois. 470

LUBECK.

1847. 31 Août. FRANCE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 193
1847. 21 Sept. GRANDE-BRETAGNE. — Convention postale. 193

P.

1851. 17 Juill. BELGIQUE. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 693

1851. 26 Août. BELGIQUE. — Convention pour régler la faculté de succéder et d'acquérir. 693

WALDECK-PYRMONT.

(PRINCIPAUTÉ)

1846. 21 Déc. BRUNSWIC. — Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 88

1850. 5 Déc. Accession au traité postal austro-allemand, du 6 Avril 1850. 465

1851. 1er Févr. PRUSSE. — Convention pour la reconnaissance de la cour suprême de justice, signé à *Berlin*. 690

WURTEMBERG.

1851. Janv. Accession au traité postal austro-allemand, du 6 Avril 1850. 699

ZOLLVEREIN.

(*Voir* ALLEMAGNE.)

FIN DE LA TABLE DU TOME SIXIÈME.

TYPOGRAPHIE DE F. A. BROCKHAUS.

OMISSIONS.

A la page 192 et à la Table :

HANOVRE ET OLDENBOURG.

Convention relative au traitement à accorder aux sujets respectifs exilés, signée le 22 Juillet 1847.

A la page 257 et à la Table :

SAXE ROYALE ET SUÈDE.

Convention pour l'abolition du droit d'aubaine et d'émigration, signée le 6 Août 1848.

A la page 258 et à la Table :

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA BELGIQUE, LES DEUX-SICILES, LE HANOVRE, OLDENBOURG, MECKLENBOURG-SCHWÉRIN ET HAMBOURG.

Traités pour l'abolition du droit d'aubaine et de détraction, signés en 1851.

A la Table :

AUTRICHE ET RUSSIE.

Déclaration échangée, relative au commerce de transit de la Galicie et de la Pologne, en date du 8 Octobre 1851.

ERRATA.

Page 196, ligne 11 d'en bas, — entre la France et *l'Union de l'Allemagne*, — lisez *de Tour et Taxis*.
» 301, » 19 d'en bas, — Grand-livre *della* dette, — lisez *de la*.
» 465, » 7 d'en bas, — du *5 Décembre*, — lisez *6 Avril*.

Stanford University Libraries
3 6105 014 167 253

JX
152
.M3
v.6

Stanford University Libraries
Stanford, California

Return this book on or before date due.